

ÉDITION DES DÉBATS PARLEMENTAIRES

TABLE DES TRAVAUX

DÉBATS ET DOCUMENTS DES ASSEMBLÉES

(Assemblée nationale et Conseil de la République.)

ANNEE 1952

A

Abattoirs. — V. *Animaux (équarrissage)*.

Accidents d'aviation. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 58.

Accidents de chemins de fer. — V. *Interpellations* n°s 197, 225.

Accidents du travail. — V. *Assistance médicale gratuite.* — *Assurances sociales (allocation pour tierce personne).* — *France d'outre-mer (textes généraux).* — *Interpellations* n° 151. — *Pensions et retraites (textes généraux).* — *Transports (chemins de fer d'intérêt général).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Meck sur les propositions de loi: 1° de M. Gérard Duprat, tendant à modifier la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi que celle du 2 août 1949 majorant les indemnités au titre de ladite législation; 2° de M. Sion, tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit; II. Les propositions de loi: 1° de M. Sion, tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit; 2° de M. Besset, tendant à modifier la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi que celle du 2 août 1949 majorant les indemnités au titre de ladite législation; 3° de M. Meck, tendant à modifier certaines dispositions de la législation réglementant les rentes d'accidents du travail; 4° de M. Sion, tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit; 5° de M. Huél, tendant à compléter l'article 53 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles (n°s 345, 438, 210, 348 rectifié 4874, 2095), p. 3030 (document n° 3715). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Meck, p. 3208 (Document n° 3802). — Discussion, p. 3196. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Meck, p. 3395 (Document n° 3914). — Suite de la discussion, p. 3418; adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail*, p. 3432 (rectificatif, p. 3396).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 4512 (Document n° 311). — Dépôt du rapport par M. Méric, p. 4585 (Document n° 392). — Discussion, p. 1612; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1621.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3935 (Document n° 4118). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 3934 (Document n° 4119). — Discussion, p. 3925; adoption, au scrutin, de la proposition de loi avec modifications, p. 3927 (Loi n° 52-898 du 25 juillet 1952, J. O. du 29 juillet 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Mailhe sur: I. — Les propositions de loi: 1° de M. Besset, tendant à compléter la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles; 2° de M. Cordonnier, tendant à modifier l'ordonnance du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle; II. — les propositions de loi: 1° de M. Cordonnier, tendant à modifier l'ordonnance du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle; 2° de M. Cordonnier, tendant à compléter, par des dispositions particulières à la prévention et à la réparation de la silicose, la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles (n°s 1663, 502, 1873), p. 4147 (Document n° 3016). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Marcel David, p. 3067 (Document n° 3737).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz, tendant à compléter l'article 53 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles afin de permettre aux veuves des victimes d'accidents du travail remariées et à nouveau veuves de percevoir leur pension primitive, p. 827 (Document n° 2719).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Minjoz, tendant à revaloriser, dans les conditions prévues par la loi n° 49-1111 du 2 août 1949, les pensions supplémentaires ayant leur origine dans « la faute inexcusable » de l'employeur, p. 3609 (Document n° 3992).

— Dépôt d'une proposition de M. Meck, tendant à modifier la loi n° 46-242 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et les maladies professionnelles, de façon à étendre son champ d'application à certains accidents survenus pendant le trajet d'aller et retour effectué par les travailleurs pour se rendre à leur lieu de travail et qui en sont exclus d'après les textes actuels, p. 3933 (Document n° 4172).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt relative à l'application de l'article 53 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, p. 4365 (Document n° 4460).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Besset, tendant à modifier la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail et

NOTA. — Pour permettre aux lecteurs de connaître la date des numéros des éditions des deux Assemblées où sont publiés les documents qui les intéressent, un tableau de concordance est inséré à la fin de la présente table.

maladies professionnelles, ainsi que celles relatives aux majorations des indemnités prévues, p. 4365 (Document n° 4473).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin, tendant à garantir l'emploi aux mutilés et invalides du travail, p. 4571 (Document n° 4534).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à rajuster par un jeu de coefficients les rentes d'accidents du travail fixées sous d'autres conditions économiques, p. 4622 (Document n° 4554).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leur ayant-droit, p. 4880 (Document n° 4649).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion tendant à faire bénéficier des prestations prévues par la législation actuelle sur les accidents du travail et les maladies professionnelles les victimes ou les ayants-droit des victimes d'accidents du travail survenus avant l'entrée en application de cette législation et non couverts par la précédente législation, p. 5130 (Document n° 4815).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. July tendant à l'ouverture d'un délai exceptionnel de trois mois en faveur des bénéficiaires de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail, p. 5910 (Document n° 4920).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gau tendant à calculer les rentes dues aux victimes d'accidents du travail en fonction de la valeur de leur salaire au moment de l'accident, p. 6294 (Document n° 5073).

Accords commerciaux. — V. Commerce et industrie (entreprises diverses). — Conventions internationales.

Accords économiques et financiers. — V. Conventions internationales.

Acieries. — V. Interpellations n° 114. — Questions orales (Conseil de la République) n° 36.

Actes de l'état civil. — V. Code civil. — France d'outre-mer (Indochine).

Actes professionnels. — V. Assurances sociales.

Actions. — V. Electricité et gaz (nationalisation). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 89. — Valeurs mobilières.

Adjudications et marchés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé tendant à réglementer la passation des marchés de l'Etat, des services publics et des collectivités, p. 5366 (Document n° 4908).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Defferre tendant à interpréter la loi du 30 juillet 1947 relative à la révision et à la résiliation exceptionnelle de certains contrats passés par les collectivités locales, p. 6536 (Document n° 5128).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Roger Menu relative à la réglementation des marchés conclus par les communes et les établissements communaux, p. 4032 (Document n° 215).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2277 (Document n° 3323).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Schwartz tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2707 du 2 novembre 1945, relative à la réglementation des marchés des communes, des syndicats de communes et des établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance, p. 1534 (Document n° 400).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3807 (Document n° 4107).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tinguy, tendant à inviter le Gouvernement à procéder au relèvement des maxima dans la limite desquels les communes et les établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance sont autorisés à passer des marchés de gré à gré et des achats sur simple facture, p. 4446 (Document n° 3014).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gazier tendant à inviter le Gouvernement à compléter la réglementation des marchés publics en vue d'assurer aux travailleurs une protection plus efficace, p. 3743 (Document n° 4057).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pellenc, tendant à inviter le Gouvernement à élever les maxima dans la limite desquels les communes, syndicats de communes et établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance sont autorisés à passer des marchés de gré à gré et à effectuer des achats sur simple facture, p. 781 (Document n° 157).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paumelle, tendant à inviter le Gouvernement à recommander à ses services et aux grandes collectivités publiques de traiter leurs travaux par corps d'Etat, p. 4079 (Document n° 224). — Dépôt du rapport par M. Restat, p. 1554 (Document n° 386).

Administrateurs civils. — V. Fonctionnaires.

Administrateurs de la France d'outre-mer. — V. Questions orales (Conseil de la République) n°s 32, 130, 131, 132, 133.

Administration communale. — V. Elections municipales. — France d'outre-mer (textes généraux). — Interpellations n°s 10, 13, 31. — Postes, télégraphes et téléphones (tarifs).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances, par M. Lecourt, sur les propositions de loi: 1° de M. Meck,

tendant à modifier la loi du 24 juin 1950 relative aux indemnités des maires et adjoints; 2° de M. Cordonnier, portant révision des indemnités de fonctions des membres du conseil général de la Seine; 3° de M. Cordonnier, portant révision des indemnités de fonctions des maires et adjoints; 4° de M. Léo Hamon, sénateur, portant modification de l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 et des textes subséquents relatifs aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et maires adjoints (n°s 578, 1457, 1459, 732), p. 1781 (Document n° 3175). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Cordonnier, p. 2867 (Document n° 3657). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Cordonnier, p. 3262 (Document n° 3852). — Discussion, p. 3433; adoption de la proposition de loi, après modification du titre: « Proposition de loi portant détermination et codification des règles fixant les indemnités accordées aux titulaires de certaines fonctions municipales et départementales », p. 3436 (rectificatif, p. 3611).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1533 (Document n° 359). — Dépôt du rapport par M. Léo Hamon, p. 1554 (Document n° 385). — Discussion, p. 1601; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1601.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3806 (Loi n° 52-883 du 24 juillet 1952, J. O. du 25 juillet 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Quinson sur la proposition de loi de M. Léo Hamon, sénateur, tendant à autoriser les syndicats de communes à allouer des indemnités forfaitaires représentatives de fonctions à leurs administrateurs (n° 4168), p. 2674 (Document n° 3565).

— Dépôt d'un projet de loi relatif aux syndicats de communes et aux syndicats mixtes, p. 4734 (Document n° 4599).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Schreier relative aux syndicats de communes, aux associations de communes et aux syndicats mixtes, p. 2365 (Document n° 3628).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pupat, tendant à compléter la loi n° 51-343 du 20 mars 1951 en vue de permettre aux exploitants agricoles d'organiser la lutte contre la grêle et la gelée par la constitution d'associations syndicales, p. 4546 (Document n° 4509).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guthmuller, tendant à inviter le Gouvernement à ramener le nombre des conseillers municipaux dans les communes de cent habitants ou moins, au chiffre de neuf, p. 5086 (Document n° 4740). — Dépôt du rapport par M. Guthmuller, p. 6592 (Document n° 5139).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Schwartz tendant à inviter le Gouvernement à prendre pour base, en ce qui concerne l'application des lois d'organisation municipale, le total général de la population des communes, p. 1663 (Document n° 543).

Administration départementale et régionale.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Alfred Coste-Floret sur la proposition de loi de M. Jacques Bardoux, relative aux régions administratives (n° 55), p. 2479 (Document n° 3483).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la seconde session ordinaire des conseils généraux, p. 4298 (Document n° 4434).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bruyneel tendant à constituer des régions sur le territoire de la France métropolitaine, p. 1137 (Document n° 2840).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dèzarnaulds tendant à modifier la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux, p. 4473 (Document n° 3030).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Gracia tendant à modifier à l'article 1^{er} de la loi du 10 août 1871 sur la date des sessions ordinaires des conseillers généraux, p. 1714 (Document n° 3142).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Catrice tendant à la création d'un « comité de coordination et d'organisation des régions économiques », p. 3495 (Document n° 3972).

Administrations publiques. — V. Emplois réservés. — Infirmiers, infirmières et assistantes sociales. — Pensions et retraites. — Sociétés coopératives de consommation.

Administration de la ville de Paris et du département de la Seine.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à rétablir le scrutin uninominal pour l'élection des conseillers municipaux de Paris, p. 5746 (Document n° 4867).

Admission en franchise. — V. Douanes. — France d'outre-mer (Afrique équatoriale française).

Adoption. — V. Code civil.

Aéro-clubs. — V. Combustibles liquides et dérivés.

Aérodromes. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 154. — Transports (transports aériens).

Aéronautique. — V. Agriculture (expropriation de terrains). — Interpellations n°s 21, 153. — Questions orales (Assemblée nationale), n°s 23, 67, 146, 154. — Transports (transports aériens).

Aéroports. — V. Impôts (taxes départementales et communales).

Affaires allemandes et autrichiennes. — V. Affaires étrangères (ministère).

Affaires étrangères (Ministère).**AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES**

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Dejean, sur la proposition de loi de M. Pierre Kœnig, tendant au reclassement des anciens agents des services des affaires allemandes et autrichiennes dans les administrations ou les services extérieurs de l'Etat (n° 1454), p. 2755 (Document n° 3601).

AGENTS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Beaumont relative à la régularisation de la situation des fonctionnaires du ministère des affaires étrangères antérieure au décret du 19 septembre 1951, p. 3933 (Document n° 4139).

Affaires sociales (inspection et services). — *V. France d'outre-mer (textes généraux).*

Affichage. — *V. Code pénal.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Vigier tendant à modifier l'article 19 de la loi n° 217 du 12 avril 1913, « relative à la publicité par panneaux-réclame, par affiches et aux enseignes », p. 2616 (Document n° 3550).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Nigay tendant à modifier l'article 9 de la loi du 12 avril 1913 concernant les conditions dans lesquelles peuvent être employés les panneaux-réclames, affiches, p. 4880 (Document n° 4645).

Afrique équatoriale française. — *V. Code pénal.* — *France d'outre-mer.*

Afrique du Nord. — *V. Assemblée des Nations Unies.* — *Enquêtes parlementaires.* — *Interpellations n°s 12, 22, 93, 201.* — *Légion d'honneur.* — *Questions orales (Conseil de la République) n°s 59, 407, 112.*

Afrique occidentale française. — *V. France d'outre-mer.* — *Questions orales (Assemblée nationale) n° 130.*

Agence « France-Presse ». — *V. Questions orales (Conseil de la République) n°s 15, 22.*

Agents des chemins de fer et des transports. — *V. Emplois réservés.* — *Interpellation n° 150.* — *Légion d'honneur.* — *Pensions et retraites (agents des chemins de fer, textes généraux).* — *Questions orales (Assemblée nationale) n° 144.* — *Transports et voies de communications.*

Agents commerciaux. — *V. Impôts (patente).*

Agrés près les tribunaux de commerce. — *V. Loyers (baux à ferme).*

Agrégation. — *V. Enseignement supérieur.* — *Questions orales (Assemblée nationale) n° 163.*

Agriculture. — *V. Administration communale.* — *Allocations familiales.* — *Armées (congés et permissions, réservistes).* — *Assurances sociales.* — *Caisse nationale de crédit agricole.* — *Calamités agricoles publiques et viticoles.* — *Chambres d'agriculture.* — *Combustibles liquides et dérivés.* — *Conventions internationales (travail).* — *Enseignement agricole (apprentissage).* — *Impôts (chiffre d'affaires, enregistrement, perception, revenu général, traitements).* — *Interpellations n°s 26, 63, 173, 178, 199, 228.* — *Propriété rurale.* — *Questions orales (Assemblée nationale) n° 40, 150, 154 (Conseil de la République) n°s 62, 81, 83, 91, 113, 135.* — *Sociétés coopératives agricoles.*

BLÉ, CÉRÉALES, FARINE ET PAIN

Assemblée nationale. — Discussion en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à permettre aux négociants en grains agréés de bénéficier de l'aval de l'O. N. I. C. pour leurs effets délivrés en paiement des blés qu'ils stockent dans le cadre des dispositions de la loi du 15 août 1936 (N°s 1769-2067), p. 401; adoption au scrutin de la proposition de loi, après modification du titre.

« Proposition de loi tendant à permettre aux négociants en grains agréés de bénéficier de l'aval de l'O. N. I. C. pour leurs effets délivrés en paiement des céréales qu'ils stockent dans le cadre des dispositions de la loi du 15 août 1936 et des textes subséquents », p. 406 (Loi n° 52-132 du 6 février 1952, J. O. du 7 février 1952).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Lemaire tendant à inviter le Gouvernement à assurer le prix de revient du prix du blé, en 1952, p. 4122 (Document n° 233). — Retrait, p. 4187.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Briot sur la proposition de loi de M. Briot tendant à modifier le taux d'extraction des farines panifiables de blé (n° 1307), p. 340 (Document n° 2447).

— Dépôt d'un rapport de M. Charles Barangé sur la proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à abroger les taxes fiscales frappant le circuit blé-farine-pain, ainsi que la taxe de 6 p. 100 prévue à l'article 4 du budget annexe des allocations familiales agricoles (n° 118), p. 3008 (Document n° 3682).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Loustau tendant, par la suppression de toutes les taxes grevant actuellement le prix du pain

et l'institution d'une cotisation progressive sur la valeur des blés commercialisés, à: 1° mieux rémunérer les petits producteurs de blé; 2° réduire le montant des fermages basés sur le prix du blé; 3° diminuer le prix du pain, p. 3020 (Document n° 3711).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à relever le montant de la prime de modernisation en faveur des petits et moyens producteurs de blé, et à abroger les taxes fiscales et parafiscales frappant le circuit blé-farine-pain, p. 3130 (Document n° 3755).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Achille Auban tendant à améliorer la production du blé dans les départements dont les rendements sont inférieurs au rendement moyen national, p. 3437 (Document n° 3911).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Thiriet tendant à modifier le régime actuel de la meunerie et à garantir les droits des petits exploitants minotiers sinistrés, p. 3493 (Document n° 3979).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Lemaire tendant à assurer le prix de revient du prix du blé en 1952, aux producteurs, p. 1133 (Document n° 236).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2567 (Document n° 3529).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Duveau tendant à inviter le Gouvernement à désigner des représentants de la production rizicole d'outre-mer pour faire partie de la commission interministérielle instituée par l'arrêté du 12 janvier 1952 relatif aux encouragements à la production métropolitaine du riz, p. 425 (Document n° 2492). — Dépôt du rapport par M. Duveau, p. 4197 (Document n° 2870) (rectificatif p. 1287).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hénault tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret 52-975 du 27 août 1952 obligeant l'extraction des farines au poids spécifique plus trois et à le remplacer par l'extraction au poids spécifique seulement, p. 4623 (Document n° 4538).

CALAMITÉS AGRICOLES

Voir à la rubrique: *Calamités agricoles, publiques et viticoles.*

CODIFICATION DES TEXTES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'agriculture, p. 5910 (Document n° 4914). — Dépôt du rapport par M. Charpentier, p. 6593 (Document n° 5146).

CRÉDIT AGRICOLE

Assemblée nationale. — Reprise du rapport supplémentaire de M. Valay sur la proposition de loi de M. Valay, relative au concours donné par le crédit agricole aux sociétés d'exploitation rurale, p. 600 (Document n° 2599). — Dépôt du rapport par M. Charpentier, p. 3711 (Document n° 4028). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Charles Barangé, p. 5132 (Document n° 4826). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charpentier, p. 6592 (Document n° 5136).

— Discussion de la proposition de loi de M. Lambert tendant à modifier et compléter la loi n° 46-1181 du 24 mai 1946 relative à l'attribution de prêts d'installation du crédit agricole mutuel aux jeunes ménages agriculteurs (n°s 211, 1782), p. 4328.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Véry tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de la caisse nationale de crédit agricole les ressources nécessaires au financement des prêts dont les agriculteurs, les groupements agricoles et les collectivités publiques rurales des départements d'outre-mer sont fondés à demander le bénéfice en application de la législation relative au crédit agricole mutuel, introduite dans ces départements par le décret du 28 juin 1947, p. 6132 (Document n° 5029).

Voir également à la rubrique: *Agriculture (équipement rural),*

CUMUL DE PROFESSIONS

Conseil de la République. — Retrait d'une proposition de résolution de M. Naveau tendant à inviter le Gouvernement à prendre l'initiative d'abroger les dispositions de la loi du 12 avril 1941 et l'arrêté du 5 janvier 1942 interdisant dans certains départements le cumul des professions de marchand de chevaux et de marchand de bestiaux (n° 67, année 1951), p. 2136.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Naveau tendant à inviter le Gouvernement à prendre l'initiative d'abroger les dispositions de la loi du 12 avril 1941 et l'arrêté du 5 janvier 1942 interdisant dans certains départements le cumul des professions de marchand de chevaux et de marchand de bestiaux, p. 883 (Document n° 437). — Retrait, p. 2320.

ÉQUIPEMENT RURAL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à créer un fonds national de l'équipement rural, p. 6052 (Document n° 5001) (rectificatif, p. 6095).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charpentier tendant à la création dans les livres de la caisse nationale du crédit agricole d'un compte spécial dit: « Compte d'équipement rural et de modernisation agricole », p. 7059 (Document n° 5241).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Giacomoni tendant à créer un fonds national de l'équipement rural, p. 219 (Document n° 631).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6295 (Document n° 5082).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Brettes tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans les plus brefs délais un projet portant création d'un fonds d'équipement rural, p. 2399 (Document n° 623).

EXPLOITATION AGRICOLE, MISE EN VALEUR DES TERRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Elain sur le projet de loi tendant à modifier la législation sur le remembrement (n° 498 rectifié), p. 839 (Document n° 2773). — Adoption du projet de loi, p. 3020.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1308 (Document n° 234). — Dépôt du rapport par M. Courroy, p. 1894 (Document n° 517). — Discussion, p. 1951. — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1952.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5357 (Loi n° 52-1266 du 29 novembre 1952 J. O. du 30 novembre 1952).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gosnat tendant à inviter le Gouvernement à faire surseoir à l'exécution du plan de remembrement dans la commune de la Jarrie-Audouin (Charente-Maritime), p. 4382 (Document n° 4184).

EXPROPRIATION DE TERRAINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Galicier tendant à inviter le Gouvernement: 1° à régler immédiatement et totalement les indemnités d'éviction pour les paysans expropriés lors de la construction des terrains d'aviation militaire de Niergnies et d'Épinoy; 2° à prendre l'engagement de ne plus procéder à des expropriations de terrains, ni même sous le régime de l'occupation temporaire; 3° à régler aux cultivateurs locataires de leurs champs une indemnité compensatrice basée sur la propriété culturale; 4° à s'orienter vers une politique de paix et d'entente mutuelle permettant ainsi de restituer les terres aux paysans expropriés et d'éviter les dangers qui pèsent sur la vie et les biens des habitants de Cambrai et des environs, p. 5966 (Document n° 4960).

FONDS DE SOLIDARITÉ AGRICOLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pebelier tendant à la création d'un fonds national exceptionnel de solidarité en faveur des agriculteurs sinistrés par l'épizootie de fièvre aphteuse, p. 4085 (Document n° 4237).

FRUITS ET LÉGUMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté ministériel n° 52-154 du 19 mai 1952 donnant compétence aux préfets de fixer les prix des fruits et légumes et à annuler la circulaire ministérielle n° 603 du 4 juillet 1952, de façon à faciliter l'écoulement de la production française et l'approvisionnement des consommateurs à des prix raisonnables, p. 3830 (Document n° 4116).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Achille Auban tendant à inviter le Gouvernement à organiser le marché des fruits et légumes, notamment par l'institution progressive de la normalisation des produits, du stockage, des gares-marchés et des marchés sur échantillons, p. 4154 (Document n° 4505).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires à l'écoulement de la récolte de choux-fleurs à des prix rémunérateurs, p. 4805 (Document n° 4618).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Manceau tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures immédiates pour favoriser l'écoulement de la récolte de pommes à cidre par la suppression des taxes et droits de régie qui frappent la circulation des pommes, et le cidre par la libération d'un contingent supplémentaire d'alcool d'Etat et la recherche de débouchés à l'extérieur, p. 4805 (Document n° 4628).

JARDINS OUVRIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Moisan portant codification de la législation des jardins familiaux, p. 710 (Document n° 2647). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 1582 (Document n° 3071). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Minjoz, p. 3067 (Document n° 3729). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Marcel David, p. 3262 (Document n° 3832). — Discussion, p. 3752; adoption de la proposition de loi, p. 3754.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1611 (Document n° 416). — Rapporteur Mme Devaud et discussion, p. 1664; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1666.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3931 (Loi n° 52-895 du 26 juillet 1952, J. O. du 27 juillet 1952.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Musmeaux tendant à proroger jusqu'au 1^{er} novembre 1953 les locations et réquisitions de jardins familiaux, ouvriers et ruraux, p. 4363 (Document n° 4476).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Leccia ayant pour objet de modifier et de compléter certains articles de la loi n° 52-895 du 26 juillet 1952, concernant la législation des jardins familiaux, p. 1982 (Document n° 565).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5387 (Document n° 4802).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vendroux tendant à inviter le Gouvernement à proroger la loi n° 51-1094 du 14 septembre 1951 relative aux jardins ouvriers et commerciaux, p. 4623 (Document n° 4552).

LAIT ET PRODUITS LAITIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélemy tendant à l'attribution aux seuls fromages de type gruyère originaires de Franche-Comté et de Savoie de l'appellation d'origine « Comté » ou « Beaufort », p. 1359 (Document n° 2972).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Caillavet tendant à modifier la loi du 29 juin 1934 relative à la protection des produits laitiers, en vue de la rationalisation de l'emploi du mot « crème » et ses dérivés sans porter préjudice aux produits laitiers, p. 3673 (Document n° 4359).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à assurer la protection des appellations d'origine des fromages, p. 4038 (Document n° 4249).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Bardon tendant à inviter le Gouvernement à reporter l'application du décret du 23 février 1950 relatif au conditionnement du lait, p. 5934 (Document n° 4933).

MALADIES CONTAGIEUSES DES ANIMAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lenormand tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à enrayer l'épizootie de fièvre aphteuse qui sévit en de nombreux départements, p. 1232 (Document n° 2900). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Védrines tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les crédits, supprimés par les décrets du 28 avril 1952, et qui étaient destinés à la prophylaxie des maladies contagieuses des animaux et aux services vétérinaires, et à prendre les mesures propres à enrayer l'épizootie de fièvre aphteuse qui sévit dans de nombreux départements, p. 2478 (Document n° 3463). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Frédet tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour reconstituer le stock de vaccin nécessaire à la lutte contre l'épidémie de fièvre aphteuse, p. 2828 (Document n° 3620). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Buron tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application de toutes pénalités pour retard dans le paiement des impôts et des cotisations aux organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales en faveur des cultivateurs dont le bétail est atteint par la fièvre aphteuse, p. 3180 (Document n° 3798). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paquet tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour lutter contre la fièvre aphteuse et à prévoir des crédits suffisants, afin de venir en aide aux agriculteurs, p. 3352 (Document n° 3887). — Dépôt du rapport de M. Florand sur les propositions de résolution: 1° de M. Regaudie tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour lutter contre la fièvre aphteuse; 2° de M. Lenormand tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à enrayer l'épizootie de fièvre aphteuse qui sévit en de nombreux départements; 3° de M. Védrines tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les crédits supprimés par les décrets du 28 avril 1952 et qui étaient destinés à la prophylaxie des maladies contagieuses des animaux et aux services vétérinaires, et à prendre les mesures propres à enrayer l'épizootie de fièvre aphteuse qui sévit dans de nombreux départements; 4° de M. Maurice Frédet tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour reconstituer le stock de vaccin nécessaire à la lutte contre l'épidémie de fièvre aphteuse; 5° de M. Paquet tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour lutter contre la fièvre aphteuse et à prévoir des crédits suffisants, afin de venir en aide aux agriculteurs (nos 786-2900-3468-3620-3887), p. 3495 (Document n° 3968). — Adoption d'une proposition de résolution ainsi conçue: « L'Assemblée nationale invite le Gouvernement: 1° à mettre à la disposition du laboratoire national de recherches vétérinaires les moyens nécessaires pour lui permettre de poursuivre les recherches sur la fièvre aphteuse; 2° à prendre toutes mesures utiles pour enrayer l'actuelle épizootie de fièvre aphteuse, notamment par la vaccination, l'hémoprévention et la désinfection; 3° à accorder des crédits suffisants pour indemniser les cultivateurs des pertes de bétail et des dépenses entraînées par la vaccination contre la fièvre aphteuse et la désinfection; 4° à instituer les prêts spéciaux à moyen terme et à taux réduit, afin de permettre la reconstitution du cheptel; 5° à accorder de larges exonérations d'impôts aux agriculteurs ayant subi des pertes dues à la fièvre aphteuse; 6° à prévoir la possibilité de fournir gratuitement le vaccin pour permettre la vaccination obligatoire généralisée », p. 3881.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tricart tendant à organiser la lutte contre la fièvre aphteuse et à accorder une aide financière aux exploitants ayant subi des pertes, p. 3179 (Document n° 3783).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Golvan tendant à compléter et à modifier la loi du 7 juillet 1933 sur la prophylaxie de la tuberculose bovine, p. 3933 (Document n° 4123).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Florand tendant à indemniser d'urgence les agriculteurs sinistrés par l'épizootie de fièvre aphteuse et à permettre aux preneurs de baux ruraux ayant subi

des pertes de bétail la reconstitution de leur cheptel, p. 4299 (Document n° 4433).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tanguy Prigent tendant à fixer le règlement de sortie des preneurs métayers, victimes des épizooties, p. 4462 (Document n° 4507).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lamarque-Cando tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 7 juillet 1933 sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés, p. 6031 (Document n° 4996).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boisdé tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions en vue de lutter contre l'épidémie de fièvre aphteuse, p. 3452 (Document n° 3946).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genton tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour lutter contre la fièvre aphteuse et venir en aide aux exploitants qui en sont particulièrement victimes, p. 3495 (Document n° 3962).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reille-Sout tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les mesures nécessaires pour enrayer l'épidémie de fièvre aphteuse, p. 3495 (Document n° 3963).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dronne tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide effective aux cultivateurs et aux éleveurs éprouvés par l'épizootie de fièvre aphteuse et à prendre toutes mesures afin d'éviter, à l'avenir, le retour d'une pareille catastrophe, p. 4232 (Document n° 4390).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Auberger tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures immédiates en vue d'enrayer le développement de la fièvre aphteuse dans l'Allier, d'accorder une aide efficace aux éleveurs sinistrés et de prévoir les mesures propres à éviter le retour d'un semblable fléau, p. 1512 (Document n° 344).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Primet, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour enrayer l'épizootie actuelle de fièvre aphteuse, p. 4553 (Document n° 357).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Auberger tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide matérielle exceptionnelle et immédiate aux cultivateurs de l'Allier gravement sinistrés par l'épidémie de fièvre aphteuse, p. 1740 (Document n° 479). Voir à la rubrique: *Loyers (Baux à ferme, baux ruraux)*.

ORGANISATION PROFESSIONNELLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Abelin, sur la proposition de loi de M. Hoeffel, sénateur, tendant à modifier l'article 29 de l'ordonnance n° 45-2325 du 12 octobre 1945 relative au statut juridique de la coopération agricole (n° 829, 2169), p. 1336 (Document n° 2987). — Adoption de la proposition de loi, p. 1607.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 788 (Document n° 162). — Dépôt du rapport de M. Driant, p. 897 (Document n° 191). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 987.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2242 (Loi n° 52-414 du 18 avril 1952, J. O. du 19 avril 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Tanguy Prigent sur les propositions de loi: 1° de M. Tanguy Prigent, portant modification de l'ordonnance n° 45-2325 du 12 octobre 1945 relative au statut juridique de la coopération agricole; 2° de M. Dulin, sénateur, portant modification de l'ordonnance n° 45-2325 du 12 octobre 1945 relative au statut juridique de la coopération agricole (n° 659-432), p. 6095 (Document n° 5022).

PRIX AGRICOLES ET PRIX INDUSTRIELS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures visant à obtenir une baisse substantielle sur les principaux produits industriels nécessaires à l'agriculture, notamment sur les engrais, les aliments du bétail, le sulfate de cuivre et le soufre, p. 4456 (Document n° 3028). — Dépôt du rapport par M. Billat, p. 2175 (Document n° 3290). — Adoption de la résolution, p. 2780.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à annuler des hausses intervenues depuis juillet 1951 sur les engrais, le sulfate de cuivre, le soufre, les aliments du bétail et le matériel agricole, de façon à obtenir une baisse immédiate de 25 p. 100 sur ces produits, p. 1372 (Documentation n° 2976).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Naveau tendant à inviter le Gouvernement à définir sa politique d'ensemble en face du problème des prix agricoles et des prix industriels, p. 690 (Document n° 134).

Agriculture (ministère).

Eaux et Forêts (Service des)

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 51-239 du 28 février 1951 en ce qui concerne les adjoints forestiers (n° 2269), p. 426.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz portant création d'un corps d'adjoints techniques dans l'administration des eaux et forêts, p. 4086 (Document n° 4284).

Agumes. — V. Questions orales (Conseil de la République) n° 21.

Air (secrétariat d'Etat).

MÉTÉOROLOGIE NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Maurellet sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi tendant à constituer des détachements de météorologie affectés organiquement à certaines grandes unités et formations de l'armée de l'air, ainsi qu'à fixer le régime des fonctionnaires de la météorologie en service dans ces détachements (n° 28), p. 1166 (Document n° 2852). — Adoption du projet de loi, p. 1311 (Loi n° 52-351 du 31 mars 1952, J. O. du 1^{er} avril 1952).

Air France. — V. Transports (transports aériens).

Alcools. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 85. — Viticulture.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Lacaze sur le rapport fait par M. Cordonnier, au cours de la précédente législature, repris le 2 août 1951, sur les propositions de loi: 1° de Mme Poins-Chapuis, relative au traitement et à la prophylaxie de l'alcoolisme chronique; 2° de M. Landry, sénateur, concernant les alcooliques socialement dangereux (n° 474), p. 340 (Document n° 2455).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Baurens tendant à organiser et financer la distillation et le stockage en vue du vieillissement des eaux de vie d'Armagnac à appellation contrôlée (acquis jaune d'or), p. 2866 (Document n° 3611). — Dépôt du rapport par M. Baurens, p. 6371 (Document n° 5086).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Liquard portant création du comité interprofessionnel de l'armagnac, p. 302 (Document n° 2437).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Monin tendant à inviter le Gouvernement à rechercher l'utilisation des alcools provenant de la partie excédentaire de la production vinicole, cidricole et betteravière par des mesures susceptibles de diminuer certaines de nos importations, p. 601 (Document n° 2603). — Dépôt du rapport par M. Monin, p. 1285 (Document n° 2912).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charret tendant à inviter le Gouvernement à rendre légale et obligatoire la détermination biochimique du degré d'imprégnation alcoolique de l'accidenté et de la victime, dans le cas où leur responsabilité paraîtrait engagée, p. 302 (Document n° 2438).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dronne tendant à inviter le Gouvernement, d'une part, à accorder immédiatement un contingent supplémentaire d'alcool d'Etat en vue de favoriser l'écoulement de la récolte excédentaire de pommes à cidre de l'année en cours et, d'autre part, à prendre toutes mesures en vue d'assurer à l'avenir des débouchés normaux et constants aux récoltes de pommes à cidre, p. 4327 (Document n° 4456) (rectificatif, p. 4547).

Alcools (service des). — V. Finances (ministère).

Algérie. — V. Assistance aux sinistrés. — Assurances sociales (mines, régime, travailleurs nord-africains, vieux travailleurs). — Caisse de retraite des offices publics et ministériels d'Algérie. — Caisse de retraite et de prévoyance. — Calamités. — Code du travail (main-d'œuvre étrangère). — Conseil économique. — Douanes (admission en franchise). — Elections législatives. — Enquêtes parlementaires. — France d'outre-mer (Afrique saharienne, terres générales). — Intérieur (ministère). — Interpellations n° 115, 136, 229. — Loyers (logement d'habitation). — Pharmacie. — Police d'Etat, sûreté nationale. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 107 (Conseil de la République) n° 75, 106.

AMNISTIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Desarnauds tendant à accorder l'amnistie à certaines personnes visées par les lois raciales, ayant fait l'objet de différents procès-verbaux dressés par l'administration algérienne, p. 1474 (Document n° 3048).

ASSISTANCE AUX AVEUGLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rabler tendant à assurer la protection sociale des aveugles en Algérie, p. 3207 (Document n° 3819).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fayet tendant à instituer en Algérie la protection sociale des aveugles civils qui ne bénéficient pas d'une pension en vertu d'une législation particulière, p. 3495 (Document n° 3964).

BARRAGES-RÉSERVOIRS

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi étendant les dispositions du décret du 30 octobre 1935 aux périmètres rendus irrigables en Algérie par des ouvrages autres que les grands barrages-réservoirs (n° 1261, 2116), p. 3281 (rectificatif, p. 3395).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1466 (Document n° 333). — Dépôt du rapport par M. Gay, p. 1788 (Document n° 500). — Discussion, p. 1844, et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1845.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5084 (Loi n° 52-1235 du 19 novembre 1952, J. O. du 20 novembre 1952).

CHAMBRES DE COMMERCE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi relatif au régime électoral des chambres de commerce d'Algérie (n° 1305), p. 3933 (Document n° 4149).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux conseils de prud'hommes en Algérie, p. 3932 (Document n° 4152).

DÉBITS DE BOISSONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à réserver en Algérie les autorisations d'ouvrir et d'exploiter un débit de boissons non alcoolisées aux anciens militaires et victimes de la guerre, p. 2367 (Document n° 3392).

DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE ALGÉRIENNE

— Allocations familiales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une notification d'un refus d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne relative à l'institution d'un système d'allocations familiales au profit des marins pêcheurs artisans, p. 4082 (Document n° 4220). — Dépôt du rapport par M. Marcel Ribère, p. 6593 (Document n° 5140).

— Allocation aux vieux travailleurs.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une notification d'un refus partiel d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne tendant à modifier et à compléter la décision n° 50-034 instituant l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 4082 (Document n° 4246).

— Assurances sociales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une notification d'un refus partiel d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne tendant à modifier et à compléter la décision n° 49-015 instituant un régime d'assurances sociales non agricoles, p. 4082 (Document n° 4245).

— Loyers.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Haumesser sur le refus partiel d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne relative à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal (n° 954), p. 2915 (Document n° 3670).

— Pêches maritimes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Rabier sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi tendant à assortir de dispositions pénales les dispositions de la décision n° 50-056 de l'Assemblée algérienne sur l'interdiction de la pêche au ring net dans les eaux territoriales algériennes (n° 2289), p. 520 (Document n° 2567). — Adoption de la proposition de loi, p. 1342 (Loi n° 52-327 du 22 mars 1952, J. O. du 23 mars 1952).

— Traitement des fonctionnaires.

Assemblée nationale. — Discussion du rapport supplémentaire sur: 1° le refus d'homologation (n° 754) d'une décision de l'Assemblée algérienne relative à la parité de traitement entre les fonctionnaires algériens et métropolitains; 2° la proposition de résolution (n° 162) de M. Rabier tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux fonctionnaires algériens la parité de traitement avec les fonctionnaires métropolitains (n° 887-1899), p. 548; adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à refuser l'homologation de la décision n° 51-A-17 votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session ordinaire de mai-juin 1951, relative à la parité de traitement entre les fonctionnaires algériens et métropolitains, et à déterminer les éléments de la rémunération des fonctionnaires algériens. », p. 551.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 480 (Document n° 59). — Dépôt du rapport par M. Lodeon, p. 524 (Document n° 85). — Discussion, p. 587; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 589.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1137 (Loi n° 52-303 du 12 mars 1952, J. O. du 13 mars 1952).

Voir également à la rubrique: *Traitements (intérieur)*.

DOUANES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret n° 51-979 du 9 juillet 1951 modifiant la nomenclature des produits repris au tarif douanier spécial à l'Algérie, p. 2368 (Document n° 3399).

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi étendant à l'Algérie la loi n° 51-1409 du 7 décembre 1951, relative à la procédure en matière de contestations nées à l'occasion des élections des délégués du personnel et des délégués au comité d'entreprise, p. 5965 (Document n° 4940).

ÉLECTRICITÉ ET GAZ

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant application à l'Algérie de la loi n° 49-1090 du 2 août 1949 et modification du décret n° 47-1002 du 5 juin 1947 fixant les conditions d'application à l'Algérie de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, p. 3742 (Document n° 4051).

ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rabier tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser les salaires des personnels non fonctionnaires (ouvriers, techniciens, employés) des établissements militaires de l'Algérie, p. 520 (Document n° 2527).

FORTIFICATIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au reclassement du front Nord-Est de la zone des fortifications de la place de Bône, p. 2001 (Document n° 3232).

FRAIS DE JUSTICE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au recouvrement par voie de taxe des frais dus aux mahakmas d'Algérie, p. 2367 (Document n° 3383).

HOPITAUX MILITAIRES

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Jean de Couyon sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au déclassement des hôpitaux militaires de Marnia, Saïda et Tizi-Ouzou (Algérie) (n° 860, année 1951), p. 488 (Document n° 67). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 601.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1165 (Loi n° 52-301 du 12 mars 1952, J. O. du 13 mars 1952).

HOUILLÈRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Rabier sur le projet de loi portant approbation d'une convention entre l'Etat et l'Algérie, relative au régime financier des houillères du Sud Oranais (n° 2322), p. 2674 (Document n° 3566). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. de Tinguy, p. 3395 (Document n° 3911). — Adoption du projet de loi, p. 3628.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1553 (Document n° 381). — Dépôt du rapport par M. Enjalbert, p. 1653 (Document n° 435). — Discussion, p. 1672, et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1673.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3930 (Loi n° 52-875 du 22 juillet 1952, J. O. du 23 juillet 1952).

IMMEUBLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Haumesser tendant à modifier les articles 18 et 19 de la loi du 4 août 1926 sur les immeubles francisés en Algérie, p. 4067 (Document n° 4393).

INTÉRÊT CONVENTIONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Haumesser tendant à l'abrogation des décrets des 17 juillet 1936 et 16 janvier 1937 sur la répression de l'usure en Algérie, p. 6673 (Document n° 5195).

JUGES DE PAIX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Haumesser sur la proposition de loi de M. Haumesser, tendant à améliorer le recrutement et l'avancement des juges de paix en fonctions en Algérie (n° 490), p. 3809 (Document n° 4110).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au recrutement des suppléants rétribués de juges de paix d'Algérie, de Tunisie et du Maroc et au statut des juges de paix d'Algérie, p. 3742 (Document n° 4050).

LÉGISLATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la métropole et relatif à des dispositions pénales et de procédure pénale devant assortir des décisions de l'Assemblée algérienne, p. 1744 (Document n° 3118).

— Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la métropole et relatif aux dispositions pénales et de procédure pénale devant assortir les décisions votées par l'Assemblée algérienne (n° 1273), p. 4298 (Document n° 4425).

OFFICIERS MINISTÉRIELS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Haumesser portant création d'une caisse de retraites pour les officiers ministériels d'Algérie, p. 828 (Document n° 2723).

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rabier tendant à établir la parité de représentation entre les collèges au sein des conseils généraux des trois départements algériens, p. 2671 (Document n° 3559). — Dépôt d'un rapport par M. Rabier sur les propositions de loi: 1° de M. Cadi Abdelkader tendant à établir la parité au sein des conseils généraux des départements algériens entre la représentation du premier collège et celle du deuxième collège; 2° de M. Rabier tendant à établir la parité de représentation entre les collèges au sein des conseils généraux des trois départements algériens (nos 835, 3559), p. 5673 (Document n° 4849).

ORGANISATION JUDICIAIRE

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi portant création d'une justice de paix à compétence étendue à Touggourt (Algérie) (n° 2150), p. 426.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 473 (Document n° 51). — Dépôt du rapport par M. Enjalbert, p. 524 (Document n° 87). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Benhabyles Chérif, p. 584 (Document n° 100). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 589.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1137 (Loi n° 52-302 du 12 mars 1952, J. O. du 13 mars 1952).

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi relatif à la police des audiences des mahakmas (nos 1439, 1761), p. 3281.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1166 (Document n° 334). — Dépôt du rapport par M. Gay, p. 1788 (Document n° 501). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1841.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5084 (Loi n° 52-1277 du 2 décembre 1952, J. O. du 3 décembre 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Jules Valle sur le projet de loi relatif aux conditions de recevabilité par les greffes des justices de paix et des mahakmas, des appels interjetés en matière musulmane (n° 1399), p. 3309 (Document n° 4065). — Adoption du projet de loi, p. 4815.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1832 (Document n° 529). — Dépôt du rapport par M. Marcel Delrieu, p. 2638 (Document n° 652).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création d'une troisième justice de paix à Alger, p. 1714 (Document n° 3116).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant le décret du 29 décembre 1880 qui institue des cadis spéciaux en Algérie, p. 2367 (Document n° 3287).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 15 de l'ordonnance du 23 novembre 1944 relative à l'organisation de la justice musulmane en Algérie, p. 5965 (Document n° 4912).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Blachette tendant à créer deux justices de paix à Alger et une justice de paix à Cheragas, banlieue Ouest d'Alger, p. 1166 (Document n° 2848).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Haumesser tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance du 23 novembre 1944 sur la justice musulmane en Algérie, p. 4087 (Document n° 4334).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Benhabyles tendant à compléter les dispositions de l'ordonnance du 23 novembre 1944 instituant près la cour d'appel d'Alger une chambre de révision en matière musulmane, p. 2612 (Document n° 650).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6392 (Document n° 5164).

SÉCURITÉ SOCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Rabier sur: 1° le projet de loi relatif aux pouvoirs des contrôleurs des lois sociales en agriculture d'Algérie; 2° le rapport fait au cours de la précédente législature, repris le 13 novembre 1951, sur le projet de loi édictant les mesures de contrôle, les règles des contentieux et les pénalités des régimes de sécurité sociale, de mutualité sociale agricole et des accidents du travail en Algérie (nos 1271, 1557, 2179), p. 1197 (Document n° 2884). — Adoption du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi édictant les mesures de contrôle, les règles des contentieux et les pénalités des régimes de sécurité sociale, de mutualité sociale agricole et des accidents du travail en Algérie*, p. 2190 (rectificatif, p. 2341).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1032 (Document n° 211). — Dépôt du rapport par M. Enjalbert, p. 1361 (Document n° 303). — Discussion, p. 1533. — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1536.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3610 (Document n° 3934). — Dépôt du rapport par M. Rabier, p. 5558 (Document n° 4845). — Adoption du projet de loi avec modifications, p. 6394 (Loi n° 52-1403 du 30 décembre 1952, J. O. du 31 décembre 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Chevallier tendant à harmoniser les législations métropolitaine et algérienne des allocations familiales par l'attribution aux salariés algériens d'un volume de prestations familiales égal à celui que percevoient les salariés métropolitains en application de la loi du 22 août 1946 et des textes modificatifs subséquents, à englober ces prestations dans la surcompensation nationale assurée par le fonds

national des allocations familiales et à en verser le montant aux allocataires dans des conditions permettant à ceux qui disposent d'un logement insalubre ou insuffisant de constituer l'avance nécessaire pour en faire construire un par un office public d'H. L. M. ou par une société légale de crédit immobilier ou de crédit coopératif, p. 1885 (Document n° 3180). — Dépôt du rapport par M. Fouplu-Espéaber, p. 5167 (Document n° 4769).

TRIBUNAUX DE COMMERCE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux tribunaux de commerce en Algérie, p. 4621 (Document n° 4561).

Aliments du bétail. — V. *Agriculture (prix industriels et agricoles)*. — *Impôts (chiffre d'affaires)*.

Allemagne. — V. *Anciens combattants (ministère)*. — *Biens français à l'étranger*. — *Commerce et industrie (créances commerciales)*. — *Conventions internationales (extradition, sécurité sociale)*. — *Interpellations* nos 6, 81, 139, 217, 252, 253. — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 77, 162 (*Conseil de la République*) nos 11, 12, 42, 90.

Allocations militaires. — V. *Armées*. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 161.

Allocations familiales. — V. *Agriculture (blé, farine et pain)*. — *Algérie (décisions de l'Assemblée algérienne)*. — *Calamités agricoles, publiques et viticoles*. — *Impôts (perception)*. — *Interpellations* nos 85, 154. — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 49, 46, 83 (*Conseil de la République*) n° 140.

AGRICULTURE

— *Cotisations*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Toublanc, tendant à modifier les dispositions relatives au recouvrement des cotisations arriérées du budget annexe des prestations familiales agricoles, p. 1980 (Document n° 3222).

— *Exonération*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal, tendant à modifier l'article 24 de la loi du 22 août 1946 et l'article 14 de la loi du 24 mai 1951 sur les allocations familiales agricoles, p. 406 (Document n° 2466).

CAISSES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux élections au conseil d'administration des caisses nationales d'allocations familiales des marins du commerce et des pêches maritimes, p. 1137 (Document n° 2832). — Dépôt du rapport par M. Henneguelle, p. 5131 (Document n° 4829). — Adoption du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi relatif à l'élection des membres des conseils d'administration des caisses nationales d'allocations familiales des marins du commerce et de la pêche maritime*, p. 6229.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2520 (Document n° 638).

CALCUL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Briot, tendant à modifier les modalités de calcul des allocations familiales, p. 3080 (Document n° 3793).

COTISATIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Baylet, concernant l'exonération des cotisations personnelles d'allocations familiales en faveur des commerçants ou artisans employeurs âgés et sans ressources suffisantes et de leurs veuves, p. 2369 (Document n° 3348).

MAJORATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouxom, tendant à majorer de 12 p. 100 les prestations familiales des salariés et assimilés à compter du 1^{er} octobre 1952, p. 4086 (Document n° 4315). — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Vermeersch, tendant à augmenter de 15 p. 100 l'ensemble des prestations familiales, p. 4365 (Document n° 4177). — Dépôt du rapport par M. Bouxom, p. 5000 (Document n° 4657). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Boscardi-Monsservin, p. 5673 (Document n° 4861).

RÉGIME DES PRESTATIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin, tendant à compléter l'article 9 de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, p. 302 (Document n° 2139).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guy Desson, tendant à inviter le Gouvernement à compléter le dernier alinéa de l'article 24 du décret n° 2880 du 10 décembre 1946 afin de permettre aux femmes divorcées, ayant plusieurs enfants à charge, de continuer de percevoir l'allocation de salaire unique, même si elles n'exercent pas d'activité salariée, p. 2371 (Document n° 3428).

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alphonse Denis tendant à exonérer de toute cotisation à la caisse des allocations familiales, les travailleurs indépendants, dont le montant des revenus ne dépasse pas 400.000 francs par an, p. 3934 (Document n° 4177).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Alphonse Denis, tendant à exonérer des cotisations aux caisses d'allocations familiales les artisans ruraux, bénéficiaires de l'allocation vieillesse, instituée en application de la loi du 17 janvier 1948, p. 5966 (Document n° 4977).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Estachy, tendant à rendre effective la parité entre les prestations familiales des employeurs et travailleurs indépendants et des salariés à compter du 1^{er} juillet 1952, p. 6201 (Document n° 5062).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouxom, tendant à servir aux employeurs et travailleurs indépendants des professions non agricoles des prestations familiales calculées sur la même base et avec les mêmes majorations que les prestations servies aux salariés, p. 6295 (Document n° 5080).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Durand, tendant à majorer les prestations familiales servies aux travailleurs indépendants et employeurs des professions non agricoles, p. 564 (Document n° 96).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1046 (Document n° 2802).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guérard, tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions relatives à la fixation des cotisations dues par les travailleurs indépendants, au titre des allocations familiales, p. 2001 (Document n° 3238).

TRAVAILLEURS NOND-AFRICAINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Linet, sur les propositions de loi: 1^o de M. Raymond Guyot, tendant à déterminer le taux et le paiement des prestations familiales pour les Algériens salariés ou travailleurs indépendants travaillant en France et dont la famille réside en Algérie; 2^o de M. Rabier, tendant à déterminer le régime de prestations familiales et le mode de paiement à appliquer aux Algériens travaillant en France dont la famille réside en Algérie (n° 304-1639), p. 1197 (Document n° 2800). — Dépôt d'un avis de la commission de l'intérieur par Mme Sportisse, p. 6593 (Document n° 5137).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Linet, sur la proposition de loi de M. Joseph Dumas, étendant aux travailleurs marocains et tunisiens en France le bénéfice des allocations familiales pour leurs familles demeurées au Maroc et en Tunisie (n° 1845), p. 1582 (Document n° 3070).

ZONES D'ABATTEMENTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Renard, tendant à supprimer les zones d'abattements en ce qui concerne les prestations familiales, p. 4365 (Document n° 4478).

Allocation logement. — V. *Loyers (locaux d'habitation)*.

Allocutions.

Assemblée nationale. — Allocution de M. Eugène Pebellier, président d'âge, à l'occasion de l'ouverture de la session annuelle de 1952, p. 197. — Allocutions de: M. Edouard Herriot, président de l'Assemblée nationale, en prenant place au fauteuil, p. 199, et à l'occasion du décès du général de Lattre de Tassigny, p. 230 = M. Georges Bidault, vice-président du conseil, ministre de la défense nationale, à l'occasion du décès du général de Lattre de Tassigny, p. 230 = M. le président de l'Assemblée nationale, à l'occasion du décès des députés suivants: M. Jacques Ducreux, p. 424; Mme Denise Bastide, p. 1180; MM. Eugène Pébellier, p. 1682; Youcef Kessous, p. 2604; Jean Rougier et Denis Cordonnier, p. 4066; Georges Heuillard, p. 4261; Louis Rollin, p. 4697; Georges Litalien, p. 5393; à l'occasion du décès de Sa Majesté Georges VI, souverain du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, p. 498.

Conseil de la République. — Allocution de M. Châlamon, président d'âge, à l'ouverture de la session annuelle du Conseil de la République de 1952, p. 193. — Allocutions de M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République: en prenant place au fauteuil, p. 200 = à l'occasion du décès du général de Lattre de Tassigny, p. 210 = à l'occasion du décès de Sa Majesté Georges VI, souverain du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, p. 433 = à l'occasion du décès du général Jossot, commandant militaire du palais du Luxembourg, p. 704 = à l'occasion du décès des sénateurs suivants: MM. Gustave Sarrien, p. 864; Gabriel Bollfrand, p. 1009; François Dumas, p. 1206; Joseph Lecacheux, p. 1891.

Allocution de M. Landry, président d'âge, à l'occasion du renouvellement de la série sortante (B), p. 1162. — Allocution de M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, en prenant place au fauteuil, p. 1163, 1182.

Alsace et Lorraine. — V. *Assurances de toute nature.* — *Caisse d'épargne d'Alsace et Lorraine.* — *Code pénal.* — *Mines et carrières (exploitation).* — *Pensions et retraites (anciens combattants, personnels civil et militaire, personnels communaux).* — *Postes, télégraphes et téléphones.* — *Presse.* — *Prisonniers et déportés.* — *Questions orales (Assemblée nationale), nos 2, 77.* — *Traitements, soldes et indemnités (éducation nationale).*

ASSURANCES SOCIALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à modifier l'alinéa 1^{er} du paragraphe 6 et à abroger l'alinéa 2 du paragraphe 7 de l'article 5 du décret du 12 juin 1946 établissant des modalités spéciales pour les soins dispensés aux assurés sociaux des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 4086 (Document n° 4239).

BILINGUISME

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement de l'enseignement du français en Alsace et en Lorraine, p. 3029 (Document n° 3713). — Dépôt du rapport par M. Binot, p. 3067 (Document n° 3741). — Discussion, p. 3371, 3379; adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi relatif au développement de l'enseignement du français dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle* », p. 3386.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1471 (Document n° 336). — Discussion sur l'urgence, p. 1483; adoption, p. 1485. — Dépôt du rapport par M. Canivez, p. 1943 (Document n° 337). — Discussion, p. 1499; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 4501.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3436 (Loi n° 52-803 du 9 juillet 1952, J. O. du 11 juillet 1952).

COMMERCE ET INDUSTRIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Thiriet sur la proposition de résolution de M. Wolff tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les commerçants dont les établissements ont été fermés sur ordre des autorités occupantes et pour des raisons politiques, pendant la période d'annexion de fait des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (n° 1968), p. 5787 (Document n° 4887).

MINES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'unification législative dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, en ce qui concerne les mines, p. 827 (Document n° 2708).

Aménagements des villes. — V. *Départements, villes et communes.*

Amendes pénales. — V. *Code d'instruction criminelle.*

Amnistie. — V. *Algérie.* — *France d'outre-mer (départements).* — *Pensions et retraites (personnels civil et militaire).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier la loi du 5 janvier 1951 relative à l'amnistie, p. 339 (Document n° 2448). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à accorder l'amnistie aux résistants, p. 659 (Document n° 2631). — Dépôt d'un rapport de M. Duveau sur les propositions de loi: 1^o de M. Louis Rollin, ayant pour objet de modifier et de compléter la loi n° 51-18 du 5 janvier 1951 portant amnistie; 2^o de M. Isorni, tendant à l'amnistie des faits dits de collaboration et à la suppression de l'indignité nationale; 3^o de M. Peytel portant: a) amnistie en faveur de certaines personnes poursuivies ou condamnées pour faits visés par les ordonnances des 18 novembre 1944, 28 novembre 1944 et 26 décembre 1944; b) abrogation de l'article 18 de l'ordonnance du 21 avril 1944 prévoyant l'indélicibilité; c) révision de l'épuration administrative; 4^o de M. Minjoz tendant à modifier la loi du 5 janvier 1951 relative à l'amnistie; 5^o de M. Tourné, tendant à accorder l'amnistie aux résistants; 6^o de M. Jacques Debu-Bridel, sénateur, tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie: a) aux anciens combattants et anciens résistants de la guerre 1939-1945; b) aux travailleurs condamnés pour faits de grève; c) à certaines catégories de délinquants primaires (nos 105-507-554 rect., 2448-2631-715), p. 2674 (Document n° 3573). — Dépôt d'un avis de la commission du suffrage universel par M. Mignot (Document n° 4001), p. 3610. — Discussion, p. 3898, 3902, 3912. — Suite de la discussion, p. 4247, 4382, 4494, 5413, 5594, 5623, 5661, 5751, 5770, 5822, 5850 (rectificatif, p. 4089).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à préciser le droit à révision pour les victimes d'erreurs judiciaires commises par les juridictions dites d'exception p. 1581 (Document n° 3080).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Klock ayant pour objet l'amnistie des sanctions prises au titre de l'épuration administrative, p. 4085 (Document n° 4188).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à faire bénéficier de l'amnistie les délits ou contraventions de droit commun commis antérieurement au 18 mai 1952, p. 4085 (Document n° 4189).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à instituer une amnistie sociale, p. 4086 (Document n° 4283).

Amnistie fiscale. — V. *Impôts.*

Anciens combattants et victimes de la guerre. — V. *Algérie* (débits de boissons). — *Associations et groupements.* — *Assurances sociales.* — *Emploi obligatoire des mutilés.* — *Emplois réservés.* — *Fonctionnaires (avancement).* — *Interpellations* (n° 498). — *Foyers des victimes de guerre.* — *Légion d'honneur.* — *Loterie nationale.* — *Office national des anciens combattants.* — *Pêche fluviale.* — *Pensions et retraites (anciens combattants; cumul).* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 106 (*Conseil de la République*), n° 9. — *Résistance.* — *Sociétés de secours mutuels.* — *Union française des associations de combattants et de victimes de la guerre.*

Assemblée nationale. — Discussion de la proposition de loi de MM. Frédéric-Dupont et Léon Noël tendant à faire bénéficier les combattants d'Indochine et de Corée de toutes les dispositions relatives aux combattants. (Nos 595, 1960, 1992), p. 1632; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, p. 1636.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 788 (Document n° 160). — Dépôt du rapport par R. Rupied, p. 1211 (Document n° 258). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1384.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3263 (Document n° 3854). — Dépôt du rapport par M. Commeny, p. 3137 (Document n° 3926). — Discussion, p. 3927; adoption de la proposition de loi avec modifications, p. 3930 (*Loi n° 52-853 du 18 juillet 1952, J. O. du 19 juillet 1952*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'amélioration de la situation d'anciens combattants et victimes de guerre, p. 3394 (Document n° 3898). — Dépôt du rapport par M. Darou, p. 3437 (Document n° 3924). — Adoption du projet de loi, p. 3729.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1585 (Document n° 403). — Dépôt du rapport par M. Chapalain, p. 1586 (Document n° 404). — Discussion, p. 1633; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1636 (*rectificatif*), p. 1737.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3931 (*Loi n° 52-843 du 19 juillet 1952, J. O. du 20 juillet 1952*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Draveny sur les propositions de résolution: 1° de M. Darou tendant à inviter le Gouvernement à procéder en 1952 à un recensement de toutes les catégories d'anciens combattants et victimes de la guerre; 2° de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à recenser, avec le concours des associations d'anciens combattants, le nombre exact des parties prenantes du budget des anciens combattants et victimes de la guerre, et à réserver les sommes de ce budget non utilisées en fin d'années à l'amélioration du sort de tous les anciens combattants et victimes de guerre (nos 2071-2166), p. 2002 (Document n° 3241). — Adoption de la proposition de résolution, p. 4247.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Tourné sur la proposition de loi de M. Tourné tendant à créer le statut des sourds de guerre (n° 1024), p. 528 (Document n° 2734).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 portant statut des combattants volontaires de la Résistance à seule fin de pouvoir continuer à délivrer aux futurs bénéficiaires la carte de combattant volontaire, p. 1046 (Document n° 2813). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 1310 (Document n° 2953). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Tourné, p. 1582 (Document n° 3083).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à rétablir deux seules catégories de bénéficiaires de la retraite du combattant, prévues par la loi du 26 mars 1930, et à revaloriser cette retraite sur la base d'une pension d'invalidité au taux de 10 p. 100 pour les titulaires âgés de cinquante-cinq ans et au-dessus et à la moitié de cette pension pour ceux âgés de cinquante-cinq ans, p. 1446 (Document n° 3023). — Dépôt d'un rapport par M. Pradeau sur les propositions de loi: 1° de M. Le Coutaller tendant à modifier les conditions d'attribution et le montant de la retraite du combattant, à l'aligner sur le montant de la pension d'invalidité au taux de 10 p. 100 et à établir le rapport constant entre cette retraite et les pensions d'invalidité; 2° de M. Tourné tendant à rétablir deux seules catégories de bénéficiaires de la retraite du combattant, prévues par la loi du 26 mars 1930, et à revaloriser cette retraite sur la base d'une pension d'invalidité au taux de 10 p. 100 pour les titulaires âgés de cinquante-cinq ans et au-dessus et à la moitié de cette pension pour ceux âgés de cinquante-cinq ans (nos 1779-3023), p. 3809 (Document n° 4069).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à attribuer la carte du combattant aux militaires des régiments territoriaux, du train des équipages, brancardiers, génie, observateurs en avion, aérostiers, marins du commerce, qui ont occupé des points stratégiques en France ou sur les théâtres d'opérations extérieurs de 1914 à 1918, p. 1446 (Document n° 3024).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bardon tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi n° 46-1117 du 20 mai 1946 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, p. 1745 (Document n° 3152).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Bardon tendant à inviter le Gouvernement à supprimer d'urgence la forclusion fixée au 21 mars 1952 concernant les demandes de cartes du combattant volontaire de la Résistance, p. 1386 (Document n° 2980).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi complétant la liste des bénéficiaires du statut des grands invalides de guerre, p. 2371 (Document n° 3444).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vincent Rolinat tendant à inviter le Gouvernement à

étendre le bénéfice de la carte du combattant aux militaires de la guerre 1914-1918 exclus des dispositions du décret du 1^{er} juillet 1930 et ayant séjourné au moins six mois dans la zone des armées ou ayant servi sur les théâtres d'opérations extérieurs sans condition de durée, p. 1009 (Document n° 206).

— Dépôt d'un rapport d'information de M. Radius sur le voyage d'information effectué du 2 au 12 mai 1952 par une délégation chargée de s'informer sur les problèmes posés par l'exhumation et le rapatriement des corps des victimes de guerre françaises inhumées en Allemagne et en Autriche au cours de la guerre 1939-1945, p. 1553 (Document n° 366).

Anciens combattants et victimes de la guerre (Ministère). — *V. Interpellations* nos 118, 191. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, nos 162, 169.

ADMINISTRATION CENTRALE ET SERVICES EXTÉRIEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roger Devémy tendant à inviter le Gouvernement à transférer au ministère des anciens combattants et victimes de la guerre les questions concernant les aveugles civils et parapalégiques qui avaient atteint leur majorité lors du décès de leur père « mort pour la France » entre 1939-1945, p. 2371 (Document n° 3373).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Rose Guérin tendant à inviter le Gouvernement à recruter le personnel nécessaire aux services du ministère des anciens combattants, p. 3808 (Document n° 4079).

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Gabriel-Péri tendant à l'abrogation du décret n° 52-1013 du 8 septembre 1952, portant application de l'article 6 de la loi de finances pour l'exercice 1952 (anciens combattants et victimes de la guerre), p. 4153 (Document n° 4503).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme de Lipkowski tendant à inviter le Gouvernement: 1° à rapporter le décret n° 52-1013 du 8 septembre 1952 réduisant la délégation générale du ministère des anciens combattants pour l'Allemagne et l'Autriche, qui a pour mission la restitution des corps des déportés à leur famille; 2° à prendre les mesures nécessaires pour obtenir l'expropriation des terrains sur lesquels fonctionnaient les principaux camps de concentration d'Allemagne et d'Autriche et la transformation de ces camps en monuments historiques sous la protection d'une commission de contrôle internationale, p. 4088 (Document n° 4335).

Animaux. — V. *Agriculture.* — *Code pénal.*

Animaux (Equarrissage).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à compléter l'article 6 de la loi validée du 2 février 1912 relative à l'équarrissage des animaux, p. 658 (Document n° 2630).

Annonces judiciaires et légales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Maurice Grimaud sur la proposition de loi de M. Gosset concernant les annonces judiciaires et légales (n° 2011), p. 4305 (Document n° 4621). — Dépôt d'un avis de la commission de la presse par M. Gosset, p. 6813 (Document n° 5202).

Appareils à pression de gaz. — V. *France d'outre-mer (textes généraux).*

Appareillage des invalides. — V. *Assistance aux vieillards, infirmes et incurables.*

Appellations d'origine. — V. *Agriculture (lait et produits laitiers), — Alcool.* — *Viticulture.*

Apprentissage et formation professionnelle. — V. *Allocations (amiales).* — *Artisanat.* — *Enseignement technique.*

Arbres (plantation). — V. *Code civil.*

Argentine. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 161.

Armagnac. — V. *Alcools.*

Armées. — V. *Anciens combattants.* — *Budget (dépenses militaires).* — *Code civil.* — *Code du travail (contrat).* — *Domaine de l'Etat (affectations d'immeubles).* — *Impôts (enregistrement, traitements).* — *Interpellations* nos 100, 179, 217. — *Pensions et retraites (anciens combattants, personnels civil et militaire).* — *Postes, télégraphes et téléphones (franchise postale).* — *Prisonniers et déportés.* *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 11, 53, 107, 111, 171 (*Conseil de la République*) nos 37, 73. — *Pensions et retraites.* — *Traitements, soldes et indemnités.*

ALIMENTATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Seynat sur la proposition de résolution de M. Deliaune tendant à inviter le Gouvernement à accorder un deuxième quart de vin aux soldats (n° 873), p. 1017 (Document n° 2816). — Adoption de la proposition de résolution après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter à trois quarts de litre de vin la ration quotidienne du soldat », p. 1157.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à accorder un quart de litre de bon vin chaud à tous les marins, soldats et aviateurs à partir du 1^{er} décembre jusqu'au 31 mars, p. 5086 (Document n° 4747).

ALLOCATIONS MILITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant au relèvement du taux des allocations accordées aux familles dont les jeunes gens sous les drapeaux sont les soutiens, en vertu de l'article 21 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, p. 339 (Document n° 2452). — Dépôt d'un rapport de M. Christiaens sur les propositions de loi: 1^o de M. Billat tendant à modifier l'article 21 de la loi du 31 mars 1928 relatif aux allocations aux militaires soutiens de famille; 2^o de M. Billat tendant au relèvement du taux des allocations accordées aux familles dont les jeunes gens sous les drapeaux sont les soutiens, en vertu de l'article 21 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée (n° 621, 2452), p. 1647 (Document n° 3095).

AVANCEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la prise de rang de certains militaires dans le premier grade d'officier auquel ils ont accès, p. 6673 (Document n° 5181).

CANTINIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à réparer le préjudice subi par les cantiniers militaires à la suite de la suppression de leur emploi par le décret du gouvernement de fait, dit de l'Etat français, du 20 décembre 1940, p. 6592 (Document n° 5162).

CLASSE 1951

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raymond Guyot tendant à inviter le Gouvernement à libérer pour le 1^{er} juillet prochain le premier contingent de la classe 1951, p. 3131 (Document n° 3762).

CLASSE 1952

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ratification du décret n° 52-141 du 8 février 1952, fixant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité de la première fraction du contingent à incorporer en 1952, p. 2000 (Document n° 3230).

— Dépôt d'un projet de loi portant ratification du décret n° 52-314 du 18 mars 1952, fixant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité de la première fraction du contingent à incorporer en 1952, p. 2000 (Document n° 3231).

— Dépôt d'un projet de loi portant ratification du décret n° 52-973 du 20 août 1952, fixant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité de la deuxième fraction du contingent à incorporer en 1952, p. 4084 (Document n° 4290).

— Dépôt d'un projet de loi portant ratification du décret n° 52-1119 du 6 octobre 1952 modifiant le décret n° 52-973 du 20 août 1952 fixant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité de la deuxième fraction du contingent à incorporer en 1952, p. 5035 (Document n° 4939).

CONGÉS ET PERMISSIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot modifiant l'article 45 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, accordant les permissions et la gratuité des transports aux jeunes gens sous les drapeaux, p. 2174 (Document n° 3305). — Dépôt du rapport par M. Maurellet, p. 4089 (Document n° 4231). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Marcel Noël, p. 4366 (Document n° 4171). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Maurellet, p. 6201 (Document n° 5041).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Florand tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi n° 48-1165 du 22 juillet 1948 accordant des permissions spéciales aux soldats agriculteurs, p. 3195 (Document n° 3971). — Dépôt du rapport par M. Maurellet, p. 6201 (Document n° 5042).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat modifiant la loi du 22 juillet 1948 relative aux permissions agricoles et accordant vingt-quatre jours de permissions en toutes saisons de travaux des champs, p. 2174 (Document n° 3304).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à faire bénéficier les jeunes agriculteurs sous les drapeaux, engagés par devancement d'appel, des permissions exceptionnelles agricoles, p. 6201 (Document n° 5053).

CORPS EXPÉDITIONNAIRE D'INDOCHINE ET DE CORÉE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vendroux tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour faire bénéficier trimestriellement nos combattants d'Indochine et de Corée de l'envoi d'un colis individuel, p. 828 (Document n° 2725) (rectificatif, p. 1019).

DÉGAGEMENT DES CADRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fré déric-Dupont tendant à modifier le statut des anciens militaires dégages des cadres au point de vue licenciement et titularisation des emplois civils, cumuls et rappels à l'activité, p. 4179 (Document n° 4363).

LIBÉRATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant au soutien matériel et moral des soldats et de leur famille par l'attribution, à chaque soldat, renvoyé dans ses foyers au terme de son service militaire: 1^o d'un costume de ville et de deux vêtements de travail; 2^o d'une paire de chaussures de ville et d'une paire de chaussures de travail, p. 5000 (Document n° 4714).

MAÎTRES OUVRIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gau tendant à compléter les dispositions de la loi n° 48-490 du 21 mars 1948 portant élévation de la limite d'âge des maîtres ouvriers tailleurs et cordonniers des troupes métropolitaines, p. 445 (Document n° 2481).

MARÉCHAUX DE FRANCE

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de résolution de M. Jarrosson tendant à inviter le Gouvernement à faire conférer aux généraux Juin et de Lattre de Tassigny la dignité de maréchal de France (Document n° 2071, année 1951), p. 232.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à déclarer que le général de Lattre de Tassigny a bien mérité de la patrie et à autoriser le Gouvernement à lui conférer, à titre posthume, la dignité de maréchal de France (Document n° 2410) et adoption, p. 231.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 240.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 232 (Loi n° 52-52 du 15 janvier 1952, J. O. du 16 janvier 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Gouvernement à conférer, à titre posthume, la dignité de maréchal de France au général d'armée Leclerc de Hauteclocque, p. 2477 (Document n° 3466).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à autoriser le Gouvernement à conférer, à titre posthume, au général Leclerc de Hauteclocque la dignité de maréchal de France, p. 252 (Document n° 2425).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bronne tendant à autoriser le Gouvernement à conférer, à titre posthume, la dignité de maréchal de France au général d'armée Philippe Leclerc de Hauteclocque, p. 425 (Document n° 2479).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ninine tendant à autoriser le Gouvernement à conférer, à titre posthume, au général Leclerc de Hauteclocque la dignité de maréchal de France, p. 484 (Document n° 2530).

— Dépôt d'un rapport par M. de Benouville, p. 3134 (Document n° 3754). — Discussion, p. 3217; adoption du projet de loi, après modification du titre: *Projet de loi autorisant le Gouvernement à conférer, à titre posthume, la dignité de maréchal de France au général d'armée Philippe Leclerc de Hauteclocque*, p. 3219.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1375 (Document n° 305). — Lecture du rapport par M. Henri Barré, discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1517.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3493 (Loi n° 52-811 du 11 juillet 1952, J. O. du 12 juillet 1952).

Conseil de la République. — Hommages du président du Conseil de la République et du ministre de la défense nationale à la mémoire du général Leclerc élevé à la dignité de maréchal de France, p. 1517.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jarrosson tendant à inviter le Gouvernement à conférer au général Juin la dignité de maréchal de France, p. 233 (Document n° 2420).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hélène tendant à inviter le Gouvernement à élever le général d'armée Juin à la dignité de maréchal de France, p. 680 (Document n° 135).

MUSIQUE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Prot tendant à compléter les dispositions de la loi du 1^{er} avril 1930 pour permettre aux chefs de musique militaire l'accession au grade de commandant, p. 6094 (Document n° 5004).

OFFICIERS SUPÉRIEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alfred Krieger tendant à permettre à une certaine catégorie d'officiers supérieurs dégages des cadres en vertu de la loi du 5 avril 1946 d'obtenir un avancement dans le cadre de réserve, p. 4358 (Document n° 2953).

OFFICIERS ET SOUS-OFFICIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à diverses dispositions statutaires intéressant les personnels militaires de la défense nationale, p. 3029 (Document n° 3714). — Dépôt du rapport

par M. Triboulet, p. 3261 (Document n° 3822). — Adoption du projet de loi, p. 3519 (*rectificatif*, p. 3711, 4233).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1552 (Document n° 372). — Rapporteur M. Maroselli et discussion, p. 1659; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1660 (*rectificatif*, p. 1737).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3931 (*Loi n° 52-857 du 21 juillet 1952, J. O. du 22 juillet 1952*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Médéric tendant à nommer, sur leur demande, à l'honorariat du grade supérieur à celui qu'ils détiennent actuellement, certains officiers mis à la retraite depuis le 20 août 1940, p. 302 (Document n° 2441). Dépôt du rapport par M. Deboudt, p. 6095 (Document n° 5013).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 30 de la loi du 31 mars 1928 concernant les obligations imposées aux officiers recrutés par la voie des grandes écoles militaires, p. 3436 (Document n° 3931).

— Dépôt d'un projet de loi relatif aux droits et aux obligations des officiers de l'active en non activité par suppression d'emploi ou licenciement de corps, p. 5167 (Document n° 4776).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret tendant à modifier l'article 8 de la loi du 30 mars 1928 portant statut des sous-officiers de carrière, p. 445 (Document n° 2511).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joinville tendant à modifier la loi du 19 mai 1834 dite « loi sur l'état des officiers » et à garantir aux officiers qui font l'objet d'une décision les plaçant dans l'une des positions de non-activité, le respect des droits que leur reconnaît la Constitution et à garantir également à ces officiers les droits au rappel à l'activité, dans tous les cas où ils n'ont pas démerité, p. 1232 (Document n° 2905).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond-Laurent tendant à la réintégration dans les cadres des réserves des officiers de réserve rayés des cadres et n'ayant pas dépassé les nouvelles limites d'âge, p. 1617 (Document n° 3099).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret tendant à la réintégration dans les cadres de l'active des officiers d'active dégagés des cadres par compression d'effectifs en 1946 et n'ayant pas dépassé les nouvelles limites d'âge, p. 2370 (Document n° 3379).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier transitoirement les conditions d'avancement d'un certain nombre d'officiers de réserve et assimilés, p. 4179 (Document n° 4352).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à permettre de conférer l'honorariat au grade supérieur pour certains officiers de réserve et assimilés, p. 4298 (Document n° 4398).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edmond Michelet portant promotion au grade supérieur dans la position de retraite de certains officiers touchés par l'abaissement des limites d'âge, p. 1724 (Document n° 473).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4299 (Document n° 4406).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Rey tendant à inviter le Gouvernement à rappeler à l'activité les officiers et sous-officiers dégagés des cadres des armées de terre, de mer et de l'air qui ont appartenu officiellement à la Résistance, p. 7031 (Document n° 5231).

RECRUTEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi complétant et modifiant les articles 7 et 69 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, p. 3436 (Document n° 3932). — Dépôt du rapport par M. Gilliot, p. 3743 (Document n° 4044). — Discussion, p. 3755; adoption au scrutin du projet de loi, p. 3759.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1639 (Document n° 419). — Rapporteur M. Schleiter et discussion, p. 1660; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1661.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3930 (*Loi n° 52-836 du 18 juillet 1952, J. O. du 19 juillet 1952*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Serafini tendant à assurer la représentation des anciens combattants au sein des commissions de réforme, p. 4046 (Document n° 2799).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mignot tendant à modifier la loi n° 52-836 du 18 juillet 1952 complétant et modifiant les articles 7 et 69 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, p. 4453 (Document n° 4491).

Voir également à la rubrique suivante: *Service militaire*.

RÉSERVISTES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meck, tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte, dans la plus large mesure possible, des besoins de l'agriculture au moment des grands travaux agricoles, dans l'organisation des périodes d'entraînement militaire des réservistes, p. 2074 (Document n° 3266).

SERVICE CIVIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gau, tendant à la création d'un service civil pour les objecteurs de conscience, p. 3066 (Document n° 3738).

SERVICE MILITAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Triboulet sur la proposition de loi de M. Guislain, tendant à étendre le bénéfice de la dispense des obligations du service militaire actif aux jeunes gens dont deux proches parents sont « morts pour la France » (n° 4297), p. 1333 (Document n° 2940). — Adoption de la proposition de loi, p. 1665.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 858 (Document n° 176). — Lecture du rapport par M. Bernard Chochoy, p. 1035; discussion, p. 1036 et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1037.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2256 (Document n° 3330). — Adoption de la proposition de loi, p. 2277 (*Loi n° 52-415 du 18 avril 1952, J. O. du 19 avril 1952*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Benouville, tendant à compléter et à modifier l'article 5 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950, relative au recrutement de l'armée, p. 231 (Document n° 2407). — Dépôt d'un rapport de M. Triboulet sur les propositions de loi: 1° de M. Minjoz, tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée; 2° de M. de Benouville, tendant à compléter et à modifier l'article 5 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 relative au recrutement de l'armée (nos 1218, 2407), p. 340 (Document n° 2451). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. de Villeneuve (Document n° 2914) et discussion, p. 1260. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. de Villeneuve, p. 1372 (Document n° 2935). — La commission conclut à une proposition de résolution et discussion, p. 1379, 1405, 1428; adoption, au scrutin, de la résolution, p. 1433 (*rectificatif*, p. 1434).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Armengaud, tendant à compléter la loi du 30 novembre 1950, portant à 18 mois la durée du service militaire, et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928, relative au recrutement de l'armée, p. 499 (Document n° 66).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 658 (Document n° 2625). — Dépôt du rapport par M. Triboulet, p. 4547 (Document n° 4522). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par M. Muller, p. 6095 (Document n° 5002). — Adoption de la proposition de loi, après modification du titre: « Proposition de loi tendant à compléter les articles 7 et 9 de la loi n° 50-1478 portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée », p. 6522.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2703 (Document n° 660).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Malheret-Joinville, modifiant l'article 40 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée et supprimant toute prolongation du temps de service au delà de la durée légale pour les soldats du contingent et tout rappel individuel des hommes de la disponibilité, p. 2174 (Document n° 3306).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Villon, tendant à accorder aux soldats du contingent mariés et pères de famille un allègement du temps de service de six mois, p. 2174 (Document n° 3307).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck, tendant à étendre le bénéfice de la dispense des obligations du service militaire aux jeunes gens orphelins de père « mort pour la France » appelés à remplacer le chef de famille, p. 4087 (Document n° 4322).

Voir également à la rubrique précédente: *Recrutement*.

SURSIS D'ÉTUDES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frugier, tendant à permettre aux étudiants en médecine externes des hôpitaux et préparant l'internat des hôpitaux d'une ville de faculté de bénéficier d'un sursis d'études jusqu'à l'âge de 30 ans, p. 519 (Document n° 2550).

TRIBUNAUX PERMANENTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création de « tribunaux permanents des forces armées », de « tribunaux de cassation permanents des forces armées » et d'« établissements pénitentiaires des forces armées » pour le jugement et la détention des militaires, marins et assimilés, p. 5965 (Document n° 4937).

Armée de l'air. — V. Agriculture (*expropriation de terrains*). — Armées. — Pensions et retraites. — Traitements, soldes et indemnités.

OFFICERS ET PERSONNEL DE L'ARMÉE DE L'AIR

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'organisation des cadres d'active et de réserve de l'armée de l'air, p. 1743 (Document n° 3114). — Dépôt du rapport par M. Métayer, p. 3203 (Document n° 3805). — Discussion, p. 3760; adoption du projet de loi, p. 3761.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1639 (Document n° 420). — Rapporteur: M. Schleiter, p. 1661; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1663.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, 3930 (*Loi n° 52-855 du 21 juillet 1952, J. O. du 22 juillet 1952*).

RECRUTEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1935 sur le recrutement de l'armée de l'air, p. 1714 (Document n° 3117). — Dépôt du rapport par M. Métaayer, p. 3208 (Document n° 3809). — Adoption du projet de loi, p. 3518.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1552 (Document n° 371). — Rapporteur M. Maroselli et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1658.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3931 (Loi n° 52-856 du 21 juillet 1952, J. O. du 22 juillet 1952).

Armées étrangères. — V. *Interpellations* n° 92, 121, 126, 127. — *Presse.* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 78.

Armée européenne. — V. *Conventions internationales (communauté militaire et politique européenne).* — *Interpellations* n° 6, 29.

Armée de la France d'outre-mer.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de M. le président de l'Assemblée de l'Union française sur la proposition de loi de M. Amadou Doucouré, sénateur, tendant à incorporer dans l'armée coloniale, en qualité de pionniers du génie, les appelés de la deuxième portion du contingent en Afrique occidentale française (n° 709), p. 5387 (Document n° 4793).

Armée de mer. — V. *Armées.*

CLASSES 1947, 1948 ET 1949

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gravoille, tendant à inviter le Gouvernement à libérer au bout de douze mois les jeunes officiers de la marine marchande des classes 1947, 1948 et 1949 incorporés dans la marine nationale, p. 4365 (Document n° 4479). — Dépôt du rapport par M. Marc Dupuy, p. 5431 (Document n° 4821).

Armée de terre. — V. *Armées.*

OFFICIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Ferri, tendant à fixer le statut des officiers de réserve de l'armée de terre, p. 1581 (Document n° 3084).

Armes, munitions et matériel de guerre. — V. *Expropriation.* — *Interpellations* n° 42, 93, 259. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 108, (*Conseil de la République*), n° 73.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant le décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions, p. 2367 (Document n° 3389).

Arrhes. — V. *Code civil.*

Arsenaux et établissements de la marine. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 25.

Artisanat. — V. *Allocations familiales (cotisations).* — *Assurances sociales (allocation vieillesse, assurances décès).* — *Caisse nationale de crédit artisanal.* — *Calamités agricoles, publiques et viticoles.* — *Chambre de métiers.* — *Impôts.* — *Loyers.* — *Questions orales (Conseil de la République)* n° 34, 100.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Naveau sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'artisanat (n° 881, année 1951), p. 584 (Document n° 99). — Discussion, p. 640; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 611.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1284 (Loi n° 52-525 du 22 mars 1952, J. O. du 23 mars 1952).

— Dépôt d'un rapport de M. Meck sur la proposition de loi de M. Meck tendant à majorer les taux de crédit accordés à un ouvrier désireux s'installer comme artisan (n° 1056), p. 1336 (Document n° 2990).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. R. Valabrègue tendant à encourager l'apprentissage dans l'artisanat, p. 2674 (Document n° 3579).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Soustelle tendant à compléter l'article 47, paragraphe 2, de la loi n° 52-401 du 14 avril 1952, afin d'assurer la représentation de l'artisanat au sein de la commission départementale prévue par ce texte, p. 4547 (Document n° 4524).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé tendant à déterminer le prix des travaux exécutés par les maîtres artisans faoniers, p. 5673 (Document n° 4850).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à compléter l'article 47, paragraphe 2, de la loi n° 52-401 du 14 avril 1952 afin d'assurer la représentation de l'artisanat au sein de la commission départementale prévue par ce texte, p. 5965 (Document n° 4932).

Assemblée des Nations Unies.

COMMISSION D'ENQUÊTE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Saivre tendant à inviter le Gouvernement à proposer à l'Assemblée des Nations Unies une commission d'enquête dans les pays de la ligue arabe ayant porté plainte contre la France, p. 172 (Document n° 2367).

Assemblée nationale. — V. *Constitution.* — *Députés.* — *Elections législatives.* — *Postes, télégraphes et téléphones.* — *Radiodiffusion française.*

BUDGET

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Taillade sur le projet de résolution portant règlement définitif des comptes de l'Assemblée nationale, de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil économique pour l'exercice 1950, p. 3337 (Document n° 3878). — Adoption du projet de résolution, p. 3520.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Taillade sur le projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1953, p. 5787 (Document n° 4863). — Discussion, p. 6307; adoption, au scrutin, du projet de résolution, p. 6308.

BUREAU

Assemblée nationale. — Constitution du bureau d'âge: M. Eugène Pébellier, président; MM. Maurice Faure, Michel Bernard, André Moynet, Djekoul Ould-Kadi, Arthur Conte, Michel Peytel, secrétaires, p. 197. — Bureau définitif: scrutin pour la nomination du président et proclamation de M. Edouard Herriot, p. 199. — Réunion en vue d'établir la liste des candidats aux fonctions de vice-présidents, de secrétaires et de questeurs, p. 200. — Proclamation de: MM. André Le Troquer, André-Jean Godin, André Mercier (Oise), Fernand Bouxom, André Diethelm, André Mutter, comme vice-présidents; M.M. Aphy, Bayrou, Alphonse Denis, Joseph Dumas, Mme Estachy, M.M. Roger Faraut, Antoine Guillon, Pierre Meunier, Raingard, Said Mohamed Cheikh, Sion, Small, Souquès, Viatte, comme secrétaires; M.M. Jean Charlot, Auguste Joubert, Louis Martel, comme questeurs, p. 210. — Démission de M. André Diethelm de vice-président et demande de désignation de candidature, p. 4326; désignation, p. 4774; proclamation de M. Gaston Palewski comme vice-président de l'Assemblée nationale, p. 4768.

Conseil de la République. — Communication d'une lettre de M. le président de l'Assemblée nationale, faisant connaître au Conseil de la République, la constitution définitive du bureau de l'Assemblée, p. 211.

COMITÉ CONSTITUTIONNEL

Assemblée nationale. — Demande de désignation de sept membres du comité constitutionnel, conformément à l'article 91 de la Constitution, p. 288. — Dépôt d'un rapport de M. Prolot en vue de présenter les candidatures, p. 899 (Document n° 2772). — Désignation de candidatures, p. 1287. — Nomination des membres, p. 1340.

COMMISSIONS

Commission des affaires économiques. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 653, 753, 1584, 4233, 4807. — Nomination de membres, p. 724, 860, 1665, 4246, 5030.

Commission des affaires étrangères. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 303, 341, 1388, 3181, 4233. — Nomination de membres, p. 425, 1457, 3352, 4246.

Commission de l'agriculture. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 342, 2372, 4233. — Nomination de membres, p. 425, 2440, 4246.

Commission des boissons. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 342, 711, 3611, 4233, 4571 (*rectificatif*, p. 752). — Nomination de membres, p. 425, 860, 3628, 4246, 4671.

Commission de la comptabilité. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 4234. — Nomination de membres, p. 4246.

Commission de la défense nationale. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1167, 4233, 4881. — Nomination de membres, p. 1180, 4246, 5030.

Commission de l'éducation nationale. — Démission d'un membre, p. 1261. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1388, 1648, 1716, 4233. — Nomination de membres, p. 1457, 1665, 1980, 4246.

Commission de la famille. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 342, 658, 2874, 4233, 4300. — Nomination de membres, p. 425, 724, 2957, 4246, 4462.

Commission des finances. — Demande de désignation de membres, p. 1928. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 658, 1361, 1475, 3338, 4089, 4233, 4234, 4735, 5359. — Nomination de membres, p. 724, 1457, 1665, 2441, 3352, 4246, 4902, 5458.

Commission des immunités parlementaires. — Désignation de membres suppléants (application de la résolution du 27 mars 1952; articles 15 et bis du règlement), p. 1928. — Nominations, p. 2441. — Désignation de candidatures par suite de vacances de membres titulaires et suppléants, p. 2373, 2480, 4234, 4254, 4367, 4571. — Nomination de membres, p. 2440, 2604, 4246, 4494, 4674.

Commission de l'intérieur. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 141, 4181, 4300, 4487, 5358. — Nomination de membres, p. 231, 4246, 4462, 4494, 5458.

Commission de la justice. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 111, 561, 658, 1361, 1475, 3744, 4233, 4881, 5353. — Nomination de membres, p. 231, 612, 721, 1457, 1663, 4069, 4246, 5030, 5458.

Commission de la marine marchande. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 342, 658, 3132, 4233, 1662. — Nomination de membres, p. 425, 721, 3140, 4246, 4671.

Commission des moyens de communications. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1198, 1388, 1584, 3132, 4233. — Nomination de membres, p. 1220, 1457, 1665, 3140, 4246.

Commission des pensions. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 312, 1338, 4233, 4487, 5359. — Nomination de membres, p. 425, 1457, 4246, 4494, 5458.

Commission de la presse. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 4233. — Nomination de membres, p. 4246.

Commission de la production industrielle. — Désignation de membres par suite de vacances, p. 192, 2372, 4233. — Nomination de membres, p. 231, 2440, 4246.

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 658, 1175, 4233, 4662, 5433. — Nomination de membres, p. 721, 1665, 4246, 4671, 5391.

Commission du suffrage universel. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 303, 658, 1448, 1716, 4233, 4367, 4548. — Nomination de membres, p. 425, 721, 1457, 1980, 4246, 4494, 4671.

Commission des territoires d'outre-mer. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 658, 890, 1388, 1448, 4233, 5359. — Nomination de membres, p. 724, 1148, 1457, 4246, 5458.

Commission du travail et de la sécurité sociale. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 342, 2273, 4233, 5433. — Nomination de membres, p. 425, 2440, 4246, 5594.

COMPOSITION ET ÉLECTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dronne tendant à permettre aux Français résident dans les Etats associés d'Indochine d'être représentés à l'Assemblée nationale, p. 5086 (Document n° 4742).

Voir également à la rubrique: *Elections législatives.*

CONVOCATION

Convocation de l'Assemblée nationale, p. 230.

GROUPES

Modifications aux listes électorales des membres des groupes, p. 142, 173, 192, 213, 223, 279, 345, 450, 890, 1140, 1198, 1235, 1289, 1718, 2376, 2621, 2679, 2874, 3266, 3499, 3500, 3714, 3936, 3950, 4094, 4182, 4305, 4738, 5043, 5435, 5912, 5970, 6098, 6597, 7033, 7061.

RÈGLEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz sur 11 propositions de résolution tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale (nos 91-123-240-261-275-359-375-376-394-410-916-1144-1451-2086), p. 1333 (Document n° 2942). — Discussion, p. 1458. — Suite de la discussion, p. 1500, 1526, 1564; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, à l'exception des articles 10 et 11 dissociés par la commission, p. 1580.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz sur les articles 10 et 11 dissociés du rapport (n° 2942) portant sur les propositions de résolution: 1° de M. Jacques Bardoux tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale; 2° de M. Jean-Paul Palowski tendant à modifier et à compléter le règlement de l'Assemblée nationale; 3° de M. Lecourt tendant à modifier les méthodes de travail et le règlement de l'Assemblée; 4° de M. Jean-Moreau tendant au rétablissement de la commission de l'aéronautique; 5° de M. Delachenal tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale; 6° de M. Emile Hugues tendant à modifier, pour la commission des finances, les dispositions de l'article 15 du règlement de l'Assemblée nationale relatives à la suppléance dans les commissions; 7° de M. Minjoz tendant à modifier les articles 46 et 63 du règlement en vue de déterminer les conditions de dépôt et de discussion des motions; 8° de M. Minjoz tendant à modifier les articles 46 et 49 du règlement, en vue d'harmoniser et de modifier les procédures de nominations personnelles; 9° de M. Félix Gouin tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale de façon à assurer le respect de la discipline nécessaire à la dignité des débats de l'Assemblée nationale; 10° de M. Defos du Rau tendant à la suppression de la section C du chapitre XI (articles 61 à 67) du règlement de l'Assemblée nationale; 11° de M. Defos du Rau tendant à la suppression de l'alinéa 6 de l'article 5 et de l'article 83 du règlement de l'Assemblée nationale qui établissent et régissent le scrutin public à la tribune; 12° de M. Vendroux tendant à modifier l'article 83 du règlement de l'Assemblée nationale; 13° de M. Defos du Rau tendant à modifier les dispositions de l'article 46 du règlement de l'Assemblée nationale; 14° de M. Delachenal tendant à modifier l'article 15 du règlement (nos 91, 123, 240, 261, 275, 359, 375, 376, 394, 410, 916, 1141, 1451, 2086), p. 2175 (Document

n° 3288). — Discussion, p. 2441; adoption, au scrutin, d'une proposition de résolution, après modification du titre: *Proposition de résolution tendant à modifier les articles 90, 92, 93, 105, 107 bis et 109 bis du règlement de l'Assemblée nationale*, p. 2453.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Reynaud tendant à suspendre, pendant le mois de décembre 1952, l'application de l'article 24 du règlement, p. 5673 (Document n° 4855). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 5787 (Document n° 4896).

SCRUTIN PUBLIC A LA TRIBUNE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Giovoni sur une proposition de résolution tendant à modifier l'article 83 du règlement, p. 5558 (Document n° 4843).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pron'veau, tendant à compléter l'article 18 bis et à modifier l'article 83 du règlement de l'Assemblée nationale, p. 4246 (Document n° 4421). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 5431 (Document n° 4817).

SESSIONS

Ouverture de la session extraordinaire de 1952, p. 1.

Clôture de la session extraordinaire, p. 192.

Ouverture de la session annuelle pour 1952, p. 197.

Ajournement de l'Assemblée nationale, p. 212.

Reprise de la session, p. 230.

Ajournement de l'Assemblée nationale, p. 233.

Reprise de la session, p. 251.

Ajournement de l'Assemblée nationale, p. 4167.

Reprise de la session, p. 1179.

Interruption de la session, p. 2278.

Reprise de la session, p. 2343.

Interruption de la session, p. 3947.

Reprise de la session, p. 4066.

Ajournement de la session, p. 7031.

Reprise de la session, p. 7046.

Clôture de la session, p. 7060.

VOTE ÉLECTRIQUE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à l'installation, dans la salle des séances de l'Assemblée nationale, d'un système électrique de votation, p. 1197 (Document n° 2386). — Dépôt du rapport de M. Minjoz, p. 4285 (Document n° 2929). — Discussion, p. 2471; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 2476.

Assemblées représentatives territoriales. — V. France d'outre-mer (textes généraux).

Assemblée de l'Union française. — V. Assemblée nationale (budget). — Postes, télégraphes et téléphones.

BUREAU

Assemblée nationale. — Communication d'une lettre de M. le président de l'Assemblée de l'Union française faisant connaître à l'Assemblée nationale la constitution définitive du bureau de l'Assemblée de l'Union française à la suite de l'élection de nouveaux membres élus par l'Assemblée nationale et le Conseil de la République, p. 4246.

Conseil de la République. — Communication de lettres de M. le président de l'Assemblée de l'Union française faisant connaître au Conseil de la République la constitution définitive du bureau de l'Assemblée de l'Union française: à l'ouverture de la session, p. 211 = à la suite de l'élection de nouveaux membres élus par l'Assemblée nationale et le Conseil de la République, p. 1740.

COMPOSITION ET ÉLECTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française, p. 3261 (Document n° 3820). — Dépôt d'un rapport de M. Baylet sur la proposition de loi de M. Caillavet tendant à abroger les dispositions de la loi du 27 août 1947 modifiant l'article 10 de la loi du 27 septembre 1946 concernant le renouvellement des membres de l'Assemblée de l'Union française élus par les représentants de l'Assemblée nationale (n° 273), p. 1447 (Document n° 3003). — Dépôt d'un avis de la commission des territoires d'outre-mer par M. Caillavet, p. 3208 (Document n° 3811). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Baylet, p. 3261 (Document n° 3823). — Discussion, p. 3294, 3297, 3330; adoption, au scrutin, du projet de loi, après modification du titre: « *Projet de loi concernant le renouvellement des membres de l'Assemblée de l'Union française élus par les représentants métropolitains à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République* », p. 3335 (rectificatif, p. 3396).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1442 (Document n° 317). — Dépôt du rapport par M. Hauriou, p. 1466 (Document n° 325). — Discussion, p. 1524, 1526; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1532.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3493 (Loi n° 52-767 du 3 juillet 1952, J. O. du 4 juillet 1952).

— Dépôt d'un rapport de M. Maurice Grimaud tendant à déterminer la procédure d'élection, par les membres de l'Assemblée nationale représentant la métropole, de soixante-huit membres de

Assemblée de l'Union française (application de l'article 67 de la Constitution, des articles 2, 5, 10 modifié et 11 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française), p. 3496 (Document n° 3276). — Report de la discussion, p. 3522. — Discussion, p. 3539; adoption, au scrutin, d'une proposition de résolution, p. 3513.

— Désignation de candidatures pour les 68 sièges de l'Assemblée de l'Union française à pourvoir par les membres de l'Assemblée nationale représentant la métropole (application de l'article 7 de la Constitution, des articles 2, 5, 10 et 11 de la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 modifiée par la loi n° 52-767 du 3 juillet 1952 et des articles 16 et 19 du règlement), p. 3715, 3714, 3812; opposition à la liste des candidats du groupe indépendants paysans, p. 3944 et proclamation des membres des autres groupes, p. 3945; discussion sur la prise en considération de l'opposition, p. 3945; adoption, au scrutin; dépôt d'une nouvelle liste et proclamation des membres de la liste du groupe des indépendants et paysans, p. 3947.

— Désignation de candidature par suite de vacance pour un siège de conseiller, p. 561; proclamation d'un membre, p. 572.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Robert Le Guyon tendant à déterminer la procédure d'élection par les membres du Conseil de la République représentant la métropole, de trente-quatre membres de l'Assemblée de l'Union française, en application des articles 2, 10 et 11 de la loi organique du 27 octobre 1946, modifiée par les lois du 27 août 1947, du 4 septembre 1947, du 1^{er} décembre 1950 et du 3 juillet 1952, sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française, p. 4553 (Document n° 356). — Discussion, p. 4556; adoption d'une proposition de résolution, p. 4557.

— Désignation de candidatures, p. 4587; proclamation de membres, p. 4595.

Assistance. — V. *Questions orales (Conseil de la République)*, n° 97.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant réforme des lois d'assistance, p. 6443 (Document n° 5094).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deliaune tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les allocations d'assistance, p. 233 (Document n° 2406).

Assistance à la famille.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Grousseau sur la proposition de loi de Mme Devaud, sénateur, relative à la protection des mères de famille abandonnées (n° 734), p. 4582 (Document n° 3005).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Dienesch ayant pour objet d'accorder à toute veuve un secours immédiat à la mort de son mari, de lui donner une formation professionnelle et de exempter de certains arriérés d'impôts, p. 4446 (Document n° 3008).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Vaillant-Couturier tendant à instituer l'assistance aux veuves civiles sans ressources et à faciliter l'accès des veuves civiles à l'exercice d'une profession, p. 5387 (Document n° 4803).

Assistance judiciaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Grimaud modifiant la loi du 10 juillet 1901 sur l'assistance judiciaire, p. 6095 (Document n° 5015).

Assistance médicale gratuite.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme de Lipkowski sur: 1° la proposition de loi de M. Fouyet tendant à l'attribution d'une allocation mensuelle en espèces à certaines catégories d'assistés médicaux gratuits; 2° la proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux tuberculeux bénéficiant de l'assistance médicale gratuite, en traitement dans les établissements de cure, une indemnité de 2.000 francs par mois (n° 466, 510), p. 2567 (Document n° 3522).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mora tendant à accorder une allocation mensuelle aux malades de longue durée hospitalisés au titre de l'assistance médicale gratuite, p. 3029 (Document n° 3716).

— Dépôt du rapport par Mme de Lipkowski, p. 6537 (Document n° 5132).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Notebart tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour protéger les bénéficiaires de l'assistance médicale gratuite (loi du 45 juillet 1893 modifiée), les bénéficiaires de l'article L 115 du code des pensions militaires d'invalidité et ceux relevant de la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail, p. 6507 (Document n° 5118).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Notebart tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour protéger les bénéficiaires de l'assistance médicale gratuite (loi du 45 juillet 1893 et ses modifications successives), les bénéficiaires de l'article L 115 du code des pensions militaires d'invalidité et ceux relevant de la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail, p. 6592 (Document n° 5159).

Assistance publique. — V. *Fonctionnaires communaux et départementaux.*

Assistance aux sinistrés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rabier portant application à l'Algérie de la loi n° 47-1631 du 30 août 1947 ins-

tituant une allocation d'attente en faveur des sinistrés par faits de guerre, p. 710 (Document n° 2653). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Blachette tendant à rendre applicable à l'Algérie l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 23 octobre 1946 sur les dommages de guerre, complété par la loi n° 49-538 du 20 avril 1949 et modifié par la loi n° 50-1034 du 22 août 1950, p. 888 (Document n° 2761). — Dépôt du rapport par M. Rabier, p. 3809 (Document n° 4064).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à modifier la loi n° 50-338 du 18 mars 1950 complétant l'article 7 de la loi n° 47-1631 du 30 août 1947, instituant une allocation d'attente en faveur des sinistrés par faits de guerre, p. 339 (Document n° 2457).

Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. — V. *Algérie (assistance aux aveugles).*

Assemblée nationale. — Discussion de la proposition de loi de M. Cordonnier tendant à modifier la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes (nos 504, 1561, 2110), p. 492. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Cordonnier, p. 540 (Document n° 2581). — Suite de la discussion, p. 556; adoption, à l'unanimité, de la proposition de loi, après modification du titre: *Proposition de loi concernant certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes*, p. 561.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 488 (Document n° 60). — Dépôt du rapport de Mme Delabie, p. 857 (Document n° 173). — Discussion, p. 888; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 898.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2074 (Document n° 3263). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 2074 (Document n° 3282). — Adoption de la proposition de loi, avec modifications, p. 2241 (*Loi n° 52-419 du 19 avril 1952, J. O. du 20 avril 1952*).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à organiser le reclassement social des diminués physiques, p. 2370 (Document n° 3430).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à relever le taux de l'assistance aux vieillards infirmes incurables (loi du 14 juillet 1905) au niveau de celui de l'allocation temporaire instituée par la loi n° 46-1990 du 13 septembre 1946, p. 2370 (Document n° 3431).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mora tendant à assurer le reclassement des invalides et diminués physiques d'origine civile, p. 3609 (Document n° 3991).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Buron tendant à organiser la réadaptation et à assurer l'emploi des diminués physiques, p. 3933 (Document n° 4168).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à relever le taux des allocations à domicile versées au titre de l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources, p. 4622 (Document n° 4570).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Roca tendant à accorder aux aveugles et grands infirmes la parité avec les accidentés du travail en matière de majoration pour tierce personne, p. 6094 (Document n° 5008).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gozard tendant à inviter le Gouvernement à prévoir le remboursement de l'appareillage des invalides civils, p. 2866 (Document n° 3647).

Assistants sociaux. — V. *Infirmiers, infirmières et assistantes sociales.* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 93.

Associations et groupements. — V. *Code du travail (Capital-travail). Impôts (chiffre d'affaires).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Legaret relative à la réglementation des cercles privés organisés par les associations d'anciens combattants, d'anciens résistants, d'anciens prisonniers de guerre ou victimes de la guerre, p. 6226 (Document n° 5066).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fernand Grenier tendant à la nomination d'une commission d'enquête sur l'origine des fonds considérables dépensés par « Paix et Liberté » et sur la constitution, le fonctionnement et la direction de cette officine, p. 1715 (Document n° 3148).

Associations syndicales. — V. *Administration communale.* — *Sociétés coopératives de reconstruction.*

Assurance crédit d'Etat. — V. *Pensions et retraites (personnels civil et militaire).*

Assurances des marins du commerce. — V. *Pensions et retraites (marins du commerce).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Guitton sur la proposition de loi de M. René Schmitt, tendant à faire bénéficier les inscrits maritimes du cumul d'une pension d'invalidité pour maladie avec une pension vieillesse (n° 1050), p. 2674 (Document n° 3564).

Assurances de toute nature. — V. *Interpellations nos 32, 137.* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 61.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Brizard tendant à inviter le Gouvernement à compléter l'article 151 du titre XI du décret du 30 décembre 1938, modifié par le décret du 1^{er} août 1947, article 19 et le décret du 4 mai 1949, relatif

à l'emploi des réserves techniques des compagnies d'assurances, p. 1761 (Document n° 491). — Retrait, p. 1953.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au règlement, en cas de décès de l'assuré au temps de guerre, des contrats d'assurance en cas de vie souscrits auprès de la caisse nationale des retraites sur la vie ou de la caisse nationale d'assurance en cas de décès, p. 4035 (Document n° 4327). — Dépôt du rapport par M. Joubert, p. 6032 (Document n° 4987). — Adoption du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi relatif au règlement, en cas de décès de l'assuré en temps de guerre, des contrats d'assurance en cas de vie souscrits auprès de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la caisse nationale d'assurance en cas de décès*, p. 6603.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2712 (Document n° 661).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis du Conseil économique, sur la proposition de loi de M. Siefridt, tendant à protéger le domaine immobilier par la revalorisation des contrats d'assurances contre l'incendie (n° 1443), p. 4517 (Document n° 4511).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à l'application dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de la législation et de la réglementation sur les entreprises d'assurances et de capitalisation, p. 2865 (Document n° 3654).

— Dépôt d'un projet de loi portant modification du décret du 11 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances, p. 4298 (Document n° 4399).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Boisdé, relative à la composition du conseil national des assurances, p. 5965 (Document n° 4931).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Pontbriand, tendant à compléter la loi du 3 mai 1841 et à rendre obligatoire l'assurance des chasseurs, p. 4308 (Document n° 283).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3180 (Document n° 3792).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Noël, tendant à inviter le Gouvernement à exiger des sociétés d'assurances nationalisées qu'elles étendent à tous les transporteurs sans exception les tarifs préférentiels accordés à certains d'entre eux, p. 6095 (Document n° 5010).

Assurance récolte. — V. Caisse mutuelle d'assurance récolte. — Questions orales (Conseil de la République) n° 48.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramarony, tendant à l'institution d'un régime d'assurance obligatoire contre les gelées printanières et la grêle, p. 3933 (Document n° 4173).

Assurances sociales. — V. Algérie (décisions de l'Assemblée algérienne). — Alsace et Lorraine. — Impôts (perception, traitements). — Interpellations nos 26, 154, 164, 199. — Transports (chemins de fer d'intérêt général).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au budget social de la nation, p. 3932 (Document n° 4161).

ACTES PROFESSIONNELS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Mercier, tendant à modifier l'arrêté du 12 mars 1949 concernant la nomenclature générale des actes professionnels, article 40, paragraphe K (orthopédie dento-faciale), p. 4086 (Document n° 4312).

AGRICULTURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi instituant un fonds national d'allocation de vieillesse agricole et un fonds spécial d'allocation de vieillesse et portant ouverture de crédit en vue d'assurer le service d'allocation temporaire au titre du premier trimestre 1952, p. 1581 (Document n° 3082). — Retrait, p. 1713.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charpentier tendant à permettre aux salariés de l'agriculture de créer un régime de prévoyance et de retraites complémentaires, p. 2616 (Document n° 3554). — Dépôt du rapport par M. Charpentier, p. 3262 (Document n° 3847). — Adoption de la proposition de loi, p. 3752.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1639 (Document n° 417). — Dépôt du rapport par M. Voyant, p. 1653 (Document n° 438). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1673.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3951 (Loi n° 52-888 du 25 juillet 1952, J. O. du 26 juillet 1952).

Assemblée nationale. — Discussion de la proposition de loi de M. Pierre Villon tendant à permettre aux vieux métayers pouvant justifier de plus de vingt-cinq années de métayage, de bénéficier de l'allocation aux vieux travailleurs salariés (nos 525, 1887), p. 1442. — Dépôt d'un avis de la commission des finances, par M. Lacoste, p. 1713 (Document n° 3131).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Sourbet tendant à ouvrir un nouveau délai pour le versement des cotisations prévues par la loi n° 50-975 du 16 août 1950 adaptant la législation des assurances sociales agricoles à la situation des cadres des professions agricoles et forestières, p. 2616 (Document n° 3555). — Dépôt du rapport par M. Laborde, p. 6593 (Document n° 5445).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à permettre le paiement à l'échéance du 1^{er} janvier 1952 de l'allocation

temporaire aux personnes non salariées des professions agricoles ne relevant d'aucun régime de sécurité sociale, p. 233 (Document n° 2111).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Laborbe tendant à assurer la garantie des gros risques médico-chirurgicaux des exploitants agricoles et assimilés et des membres de leur famille, p. 510 (Document n° 2572).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raffarin tendant à assurer la retraite vieillesse des exploitants agricoles et assimilés, p. 519 (Document n° 2573).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à modifier les conditions dans lesquelles les vieux métayers pourront bénéficier de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 883 (Document n° 2764).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Scellour tendant à modifier le décret-loi du 30 octobre 1935 sur le régime applicable aux assurances sociales dans l'agriculture, p. 1446 (Document n° 3007).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boscary-Monsservin instituant l'assurance maladie-chirurgie des exploitants agricoles, p. 4804 (Document n° 4626).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à fixer la date d'entrée en jouissance de l'allocation vieillesse agricole, p. 5966 (Document n° 4978).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à étendre les dispositions de la loi du 30 août 1947 relative à l'assurance de longue maladie aux salariés des professions agricoles, p. 6294 (Document n° 5067).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à mettre immédiatement en application la loi du 10 juillet 1952 relative à l'allocation-vieillesse agricole, p. 4088 (Document n° 4340).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Arbellier tendant à inviter le Gouvernement à faciliter le paiement sans frais des prestations de la sécurité sociale agricole, p. 6132 (Document n° 5030).

ALLOCATION POUR TIERCE PERSONNE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Couliant tendant à faire bénéficier les assurés sociaux des professions non agricoles des dispositions de l'article 12 de la loi du 25 juillet 1952 concernant l'allocation spéciale pour la tierce personne due aux assurés sociaux de l'agriculture, p. 6592 (Document n° 5060).

ALLOCATION DE VIEILLESSE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Viatte sur: I. le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire (art. 1^{er} à 46 inclus et art. 49); II. les propositions de loi: 1^o de M. Gérard Duprat tendant à accorder l'allocation vieillesse aux anciens bénéficiaires de l'allocation temporaire n'entrant pas dans le cadre de la loi du 13 juillet 1949; 2^o de M. Bouxom tendant à créer une aide à domicile, en application de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1949, pour les vieillards qui ne bénéficient pas des prestations de la loi du 17 janvier 1948, ou de l'ordonnance du 2 février 1945, et à créer des foyers restaurants pour les vieillards dans les agglomérations de plus de 10.000 habitants (n° 479), p. 2479 (Document n° 3154). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Marcel David, p. 2675 (Document n° 3560). — Discussion, p. 2687, 2704, 2733; adoption, au scrutin, du projet de loi, après modification du titre « *Projet de loi tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire* », p. 2754 (rectificatif, p. 2818).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1197 (Document n° 252). — Dépôt du rapport par M. Tharradin, p. 1384 (Document n° 310). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Rogier (Document n° 314) et d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Georges Boulanger (Document n° 320), p. 1442. — Discussion, p. 1449, 1457, 1466, 1471, 1485; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1498.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3137 (Document n° 3915). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 3437 (Document n° 3923). — Discussion, p. 3541; adoption, au scrutin, du projet de loi, avec modification, p. 3557 (rectificatif, p. 3711, 3712) (Loi n° 52-799 du 10 juillet 1952, J. O. du 11 juillet 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabelle tendant à exclure du montant des ressources retenues en vue de l'attribution de l'allocation temporaire aux vieux, la majoration de 12,50 p. 100 sur les pensions de veuves de guerre, p. 3020 (Document n° 3712). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 3261 (Document n° 3834).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Alphonse Denis tendant à réduire de moitié le taux des cotisations de l'allocation vieillesse artisanale par un nouveau mode de financement, p. 3933 (Document n° 4136).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Notebart tendant à accorder à tout Français âgé d'au moins quatre-vingt ans, et titulaire d'une retraite inférieure au montant de l'allocation versée aux vieux travailleurs salariés, une retraite égale à ce montant, p. 4886 (Document n° 4297).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier l'article 46 de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées, p. 4601 (Document n° 4617).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Kuehn tendant à modifier l'article 11 de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948, instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées, p. 4880 (Document n° 4617).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier l'article 20 de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 sur l'allocation de vieillesse des personnes non salariées, p. 5036 (Document n° 4713).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à faciliter le fonctionnement des commissions d'application prévues à l'article 16 de la loi du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées, p. 5786 (Document n° 4871).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Besset tendant à inviter le Gouvernement à faire cesser le recouvrement des sommes réclamées à des vieillards qui, ayant bénéficié d'une allocation de vieillesse alors qu'ils n'en avaient pas le droit, auraient perçu indûment des sommes sans cependant commettre de fraude caractérisée, p. 2866 (Document n° 3656).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bourdelles tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 1^{er} du décret n° 47-151 du 13 mars 1947 en ce qui concerne le cumul de l'allocation temporaire aux vieux et d'une pension ou d'un secours, p. 3195 (Document n° 3960).

— Transmission d'une proposition de résolution adoptée le 3 juillet 1952 par l'Assemblée de l'Union française invitant l'Assemblée nationale à retenir un autre mode de financement pour les allocations de vieillesse aux personnes non salariées de la métropole qu'une taxe spéciale sur les produits agricoles importés des territoires d'outre-mer de l'Union française, p. 3611.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Méric tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi permettant d'accorder le bénéfice de l'allocation aux vieux titulaires d'une pension de réversion dont le montant est inférieur à celui de l'allocation temporaire, p. 564 (Document n° 90).

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Darou tendant à compléter les dispositions de la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950 pour étendre le bénéfice de la sécurité sociale aux aveugles de la résistance, p. 750 (Document n° 2672). — Dépôt du rapport par M. Arbellier, p. 2179 (Document n° 3486). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Charles Barangé, p. 3008 (Document n° 3680). — Adoption de la proposition de loi, p. 3141.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1384 (Document n° 309). — Dépôt du rapport par M. Montpied, p. 1575 (Document n° 338). — Discussion, p. 1577, adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1578.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3709 (Loi n° 52-839 du 19 juillet 1952, J. O. du 20 juillet 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950 à toutes les veuves de guerre, aux victimes civiles de la guerre, aux veuves des pensionnés hors guerre, aux pensionnés implaçables et aux ascendants qui ne sont pas déjà assurés sociaux, p. 1446 (Document n° 3025).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lefranc tendant à inviter le Gouvernement à réduire par décret le taux de cotisation de sécurité sociale payé par les bénéficiaires éventuels des prestations, en application des dispositions de la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950 étendant le bénéfice de la sécurité sociale aux grands invalides de guerre et orphelins de guerre, et en application du décret 51-318 du 28 février 1951 portant règlement d'administration publique, et pris pour l'application de ladite loi, p. 5867 (Document n° 4903).

ASSURANCE-DÉCÈS

Assemblée nationale. — Reprise du rapport de M. Viatte déposé dans la première législature sur la proposition de loi de M. Viatte, tendant à organiser l'assurance décès des membres des professions artisanales (n° 10138), p. 2673 (Document n° 3575).

ASSURANCE-MALADIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Villard tendant à préciser les notions de première constatation médicale de guérison apparente et de rechute, relativement à l'application de la législation de sécurité sociale, p. 1166 (Document n° 2866).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Villard tendant à apporter divers compléments à la législation relative à l'assurance de longue maladie, p. 1166 (Document n° 2867).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme François tendant à accorder aux assurés sociaux de plus de soixante ans le bénéfice des soins accordés aux invalides, p. 1358 (Document n° 2959).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Desson tendant à compléter l'article 79 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 sur la sécurité sociale, p. 2242 (Document n° 3318).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Villard tendant à accorder le droit illimité aux soins aux vieux travailleurs retraités de la sécurité sociale, p. 4622 (Document n° 4574).

ASSURANCE VIEILLESSE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Viatte sur les propositions de loi: 1° de M. Sieffrid, tendant à compléter l'article 127 bis de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif à l'adaptation de la législation de la sécurité sociale à la situation des cadres; 2° de M. Gernez, tendant à ouvrir un nouveau et dernier délai pour le rachat des cotisations prévu par la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 visant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres; 3° de M. Jean Cayeux, tendant à la réouverture d'un nouveau délai pour le rachat des cotisations de sécurité sociale au profit des auteurs et compositeurs; 4° de M. Etienne Rajon, tendant à donner aux conjoints survivants des agents des cadres la possibilité d'effectuer, dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi, les versements rétroactifs d'assurance vieillesse au lieu et place du *de cuius*; 5° de M. Duquesne, prorogeant le délai d'application de l'article 6 de la loi n° 48-1307 du 23 août 1948, tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres (nos 617, 1059, 1302, 1330, 2127), p. 446 (Document n° 2473). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Marcel David, p. 2755 (Document n° 3588).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Médecin tendant à ouvrir un nouveau délai pour le rachat des cotisations d'assurances sociales prévu par la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 adaptant les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, p. 750 (Document n° 2659). — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Viatte sur lesdites propositions de loi (nos 617, 1059, 1302, 1330, 2127, 2659), p. 5087 (Document n° 4745). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Viatte, p. 6812 (Document n° 5200).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Meck sur la proposition de loi de M. Meck tendant à modifier les ordonnances n° 45-2454 du 19 octobre 1945, n° 45-170 du 2 février 1945 et n° 45-2410 du 13 octobre 1945, modifiées et complétées par la loi du 23 août 1949 en vue de faire effectivement bénéficier les titulaires d'une pension de veuve ou de réversion ou de secours viager de la majoration prévue pour les veuves ayant eu au moins trois enfants (n° 953), p. 406 (Document n° 2164).

— Dépôt d'un rapport de M. Linet, sur la proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à rétablir dans leurs droits, au regard de l'assurance vieillesse, les chauffeurs de taxis salariés exclus du régime général des assurances sociales entre le 1^{er} juillet 1930 et le 1^{er} janvier 1936 (n° 130), p. 889 (Document n° 2790).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Marie-Hélène Cardot tendant à la prise en compte des enfants décédés par faits de guerre pour l'attribution du droit à la majoration de la retraite vieillesse, p. 1255 (Document n° 261).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3008 (Document n° 3693).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Métayer tendant à inviter le Gouvernement à déposer des projets de loi comportant les modifications nécessaires à la législation visant les retraités des assurances sociales et des différentes caisses privées dans le but d'accorder aux bénéficiaires anciens combattants les avantages et les bonifications que l'Etat accorde aux agents anciens combattants des services publics, p. 3934 (Document n° 4163).

ASSURANCE VOLONTAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Mercier tendant à étendre le bénéfice de l'assurance volontaire pour les risques: prestations maladie et prestations longue maladie aux veuves non salariées des affiliés aux caisses de sécurité sociale, p. 4299 (Document n° 4404).

CADRES

Voir aux rubriques: *Assurances sociales (agriculture, assurances vieillesse)*.

COTISATIONS

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumelle relative à la délégation sur travaux aux organismes de sécurité sociale, p. 1079 (Document n° 223).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2371 (Document n° 3335). — Dépôt du rapport par M. Arbellier sur les propositions de loi: 1° de M. Deixonne tendant à permettre la délégation sur travaux aux organismes de sécurité sociale; 2° de M. Paumelle, sénateur, relative à la délégation sur travaux aux organismes de sécurité sociale (nos 2233, 3335), p. 5431 (Document n° 4832).

Voir également à la rubrique: *Impôts (perception)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Michel Flandin tendant à permettre aux Français ayant exercé leur activité à l'étranger ou dans l'Union française de racheter leurs cotisations à la sécurité sociale afin de pouvoir bénéficier de l'assurance vieillesse, p. 1473 (Document n° 3038).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques de Menditte tendant à compléter, en vue de l'allègement de certaines charges sociales, l'article 34 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale, p. 816 (Document n° 163).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1715 (Document n° 3144).

Voir également à la rubrique précédente: *Assurance vieillesse*.

DIVERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Viatte, modifiant le rapport fait au cours de la précédente législature sur la proposition de loi de M. Viatte tendant à préciser le statut des gérants de société au regard de la législation de sécurité sociale (n° 836), p. 417 (Document n° 2474).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Patinaud tendant à l'intégration dans le régime générale de la sécurité sociale des diffuseurs de la presse et à leur reconnaissance de salariés, p. 657 (Document n° 2617).

ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à étendre aux professeurs libres non salariés les dispositions de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées, p. 5673 (Document n° 4857).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948, afin d'étendre le régime d'allocation vieillesse des personnes non salariées aux directeurs d'établissements d'enseignement privé, p. 6200 (Document n° 5047).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à appliquer à tous les établissements scolaires privés les lois relatives à la sécurité sociale et aux comités d'entreprises, p. 710 (Document n° 2633).

ÉTUDIANTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Arbellier, sur la proposition de loi de Mme Rabaté, tendant à étendre dès leur première année d'études aux élèves infirmières, sages-femmes et assistantes sociales, le bénéfice de la loi du 23 septembre 1948 portant extension aux étudiants de certaines dispositions du régime de la sécurité sociale (n° 1531), p. 520 (Document n° 2561).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 48-1473 du 23 septembre 1948 étendant aux étudiants certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, p. 5910 (Document n° 4912).

FRAIS D'HOSPITALISATION, MÉDICAUX ET PHARMACEUTIQUES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 18 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés sociaux des professions non agricoles, p. 1581 (Document n° 3060).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à exempter les assurés sociaux du versement d'avances pour les honoraires médicaux, les frais pharmaceutiques et d'hospitalisation, p. 657 (Document n° 2626).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Villard tendant à accorder à l'ensemble des ayants droit d'assurés sociaux les remboursements des soins nécessaires au maintien de leur activité, p. 1166 (Document n° 2865).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Badie tendant à préciser les modalités d'application de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945, modifiée, fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles en ce qui concerne le remboursement de certains médicaments spécialisés, p. 4735 (Document n° 4593).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Badie tendant à modifier les modalités d'application de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 modifiée fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles en ce qui concerne le remboursement de médicaments spécialisés, p. 5167 (Document n° 4772).

MINES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits au titre de l'allocation temporaire et de la sécurité sociale minière, p. 1683 (Document n° 3123). — Dépôt du rapport par M. Lacombe, p. 1700 (Document n° 3138). — Discussion et adoption du projet de loi, p. 1701.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 816 (Document n° 165). — Lecture du rapport par M. Courrière et discussion, p. 816; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 817.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1779 (Loi n° 52-359 du 2 avril 1952, J. O. du 3 avril 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant certaines dispositions du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 5011 (Document n° 4722). — Dépôt d'un rapport de M. Sion sur la proposition de loi de M. Deixonne, tendant à améliorer le régime de sécurité sociale dans les mines (n° 666), p. 2074 (Document n° 3274). — Discussion, p. 4562. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Sion sur le projet et la proposition de loi, p. 5041 (Document n° 4726). — Suite de la discussion, p. 5030; adoption d'un projet de loi avec le titre suivant: « *Projet de loi modifiant certaines dispositions du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines* », p. 5040.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1840 (Document n° 535). — Dépôt du rapport par M. Vanrullen, p. 2004

(Document n° 570). — Discussion, p. 2116; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2119.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5786 (Loi n° 52-1320 du 13 décembre 1952, J. O. du 14 décembre 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi accordant une avance de trésorerie à la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines, p. 1473 (Document n° 3029). — Retrait, p. 1713.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à augmenter de 20 p. 100 le montant des prestations servies par la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines, p. 1385 (Document n° 2979). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à augmenter de 15 p. 100 le montant des prestations servies par la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines, p. 2073 (Document n° 3256). — Dépôt d'un rapport par M. Sion sur les propositions de loi: 1° de M. Henri Martel tendant à augmenter de 20 p. 100 les retraites servies par la caisse autonome nationale des retraites minières et à accorder la reversibilité des deux tiers aux veuves de mineurs; 2° de M. Henri Martel tendant à augmenter de 25 p. 100 les retraites servies par la caisse autonome nationale des retraites minières et à accorder la reversibilité des deux tiers aux veuves de mineurs; 3° de M. Meck tendant à augmenter de 20 p. 100 le montant des prestations servies par la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines; 4° de M. Deixonne tendant à augmenter de 15 p. 100 le montant des prestations servies par la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines (nos 130, 1481, 2079, 3256), p. 2242 (Document n° 3310). — Discussion, p. 3281 et retrait de l'ordre du jour en application de l'article 1er de la loi de finances, p. 3294 (rectificatif, p. 3498).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gabriel Roucaute, sur la proposition de loi de M. Henri Martel, tendant à modifier les dispositions de l'article 170 du décret du 27 novembre 1946, complété par la loi n° 50-919 du 9 août 1950, relatives aux pensions des mineurs (n° 1765), p. 2074 (Document n° 3276).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin tendant à abroger le décret n° 52-760 du 30 juin 1952 modifiant le décret n° 46-276 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 3627 (Document n° 4010).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouxom tendant à annuler le décret n° 52-760 du 30 juin 1952 intégrant les allocataires ressortissant du régime minier de la sécurité sociale dans les caisses d'allocations familiales du régime général, p. 4804 (Document n° 4629). — Dépôt d'un rapport par M. André Mancey, p. 6201 (Document n° 5045).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Catoire tendant à compléter les dispositions de l'article 204 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, en faveur des ouvriers mineurs qui ont atteint l'âge de 13 ans entre le 1er janvier 1914 et le 1er août 1914, p. 302 (Document n° 2442) (rectificatif, p. 447).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Catoire tendant à compléter les dispositions de l'article 204 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines en faveur des ouvriers mineurs qui ont été prisonniers civils pendant la guerre 1914-1918, p. 302 (Document n° 2444) (rectificatif, p. 447).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck relative au régime spécial de la sécurité nationale dans les mines, p. 1385 (Document n° 2978).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin tendant à ordonner aux Charbonnages de France et aux exploitants miniers le remboursement immédiat au fonds spécial des retraites de la caisse autonome nationale de sécurité sociale minière des sommes avancées par celle-ci pour le paiement des prestations familiales au personnel des mines, p. 1474 (Document n° 3050).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin accordant une subvention à la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines, p. 1474 (Document n° 3051).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Catoire tendant à assujettir au régime spécial de la sécurité sociale dans les mines les personnels des Charbonnages de France, des services centraux des houillères, des services commerciaux et agences de ventes, des unions régionales de sociétés de secours minières et de la caisse de retraites des employés des mines, p. 1617 (Document n° 3105).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Catoire relative à l'affiliation au régime spécial de la sécurité sociale dans les mines de certains ouvriers des entreprises travaillant pour le compte des exploitations minières, p. 2073 (Document n° 3269).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Camphin tendant à revaloriser toutes les rentes servies par la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines, à tous les affiliés ayant moins de 15 ans de versement, p. 2865 (Document n° 3631).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck relative à la date à partir de laquelle l'allocation spéciale doit être payée aux affiliés du régime minier à partir du moment où ils remplissent les conditions prévues par la loi, p. 3261 (Document n° 3333).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin tendant à instituer la retraite proportionnelle intégrale aux affiliés de la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines, p. 3207 (Document n° 3801).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Catoire tendant à octroyer une dispense de versements plus étendue aux ouvriers qui ont été réformés au cours de la guerre 1914-1918 par suite de blessures ou

de maladies contractées pendant les hostilités et qui n'ont pu, de ce fait, reprendre le travail à la suite immédiatement après leur démobilisation ou leur réforme, p. 6094 (Document n° 5018).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Calote tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour étendre le bénéfice du régime spécial de la sécurité sociale minière aux travailleurs de l'Union française, et à faire bénéficier les travailleurs qui ont participé à la reconstruction des exploitations minières sinistrées par suite de la guerre 1939-1945 des mêmes avantages que leurs camarades qui ont effectué les mêmes travaux après la guerre 1914-1918, p. 710 (Document n° 2619).

PENSION D'INVALIDITÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Meck sur la proposition de loi de M. Bonnet tendant à porter à un taux normal la pension allouée aux grands invalides des assurances sociales par référence à la situation faite aux accidentés du travail dans le même régime général de sécurité sociale (n° 768), p. 4454 (Document n° 4187).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Villard tendant à aligner les pensions d'invalidité de la sécurité sociale sur les prestations servies aux autres assurés, p. 4622 (Document n° 4569).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Villard tendant à la réforme du contentieux technique de l'invalidité en matière de sécurité sociale, p. 4622 (Document n° 4572).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Villard portant suppression de la forclusion pour la présentation des demandes de pension d'invalidité de la sécurité sociale, p. 4622 (Document n° 4573).

RÉGIME

Assemblée nationale. — Retrait du projet de loi relatif au système de coordination des régimes de sécurité sociale métropolitain et algérien (n° 1270), p. 4081.

— Dépôt d'un projet de loi portant réforme du régime de sécurité sociale, p. 6143 (Document n° 5093).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Coutant tendant à compléter l'article 37 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés sociaux des professions non agricoles, p. 4571 (Document n° 4532).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à compléter l'article 37 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, p. 4805 (Document n° 4631).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Estachy tendant à compléter l'article 37 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 modifié par la loi n° 49-1651 du 31 décembre 1949 fixant le régime des assurances sociales aux assurés des professions non agricoles, p. 5866 (Document n° 4906).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Patinaud tendant à inviter le Gouvernement à n'apporter aucune modification au régime actuel de la sécurité sociale sans délibération de l'Assemblée nationale, p. 4300 (Document n° 4427).

SUBVENTION DE L'ÉTAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Meck sur la proposition de résolution de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à présenter un projet de réforme de la sécurité sociale comportant une subvention de l'Etat (n° 911), p. 2278 (Document n° 3326).

TRAVAILLEURS NORD-AFRICAINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Linet sur la proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à déterminer le paiement des assurances maladie, longue maladie, maternité aux ayants droit, résidant en Algérie, des salariés ou des assurés volontaires algériens résidant en France (n° 303), p. 1197 (Document n° 2889). — Dépôt d'un avis de la commission de l'intérieur par Mme Sportisse, p. 3711 (Document n° 4022).

VIEUX TRAVAILLEURS ET ÉCONOMIQUEMENT FAIBLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à majorer l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 2755 (Document n° 3597). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 4233 (Document n° 4391). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Boscary-Monsservin, p. 5358 (Document n° 4788).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rose Guérin tendant à étendre le bénéfice de l'allocation aux vieux à certaines catégories, p. 1196 (Document n° 2877).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Besset tendant à modifier l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 modifiée, en vue de revaloriser les majorations pour conjoint à charge du bénéficiaire de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 1714 (Document n° 3123).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayeux tendant à modifier le décompte des ressources des mutilés de guerre et du travail, dans l'appréciation du droit à l'allocation aux économiquement faibles et à la retraite des vieux travailleurs salariés, p. 2073 (Document n° 3267).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à établir la réciprocité des droits et le cumul des périodes d'assurances, en matière d'allocation aux vieux travailleurs salariés, entre la France et l'Algérie, p. 2277 (Document n° 3324).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Baylet tendant à faciliter l'attribution des prestations aux vieux travailleurs salariés par la modification du « recours employeur », p. 3007 (Document n° 3692).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Grousseau tendant à modifier les dispositions de l'ordonnance du 2 février 1945 complétée par l'arrêté du 2 août 1949, p. 6507 (Document n° 5115).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Masson tendant à annuler la circulaire du chef de l'Etat français du 23 septembre 1942, relative aux allocations aux vieux travailleurs des collectivités locales non soumis au régime des retraites de ces collectivités et à permettre ainsi aux intéressés de bénéficier des allocations des départements, communes, établissements publics et services concédés, p. 1138 (Document n° 237) (rectif., p. 1193, 1201).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2367 (Document n° 3530).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Masson tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi abrogeant la circulaire du chef de l'Etat français du 23 septembre 1942 relative aux allocations aux vieux travailleurs des collectivités locales non soumis au régime des retraites de ces collectivités et à permettre ainsi aux intéressés de bénéficier des allocations des départements, communes, établissements publics et services concédés, p. 1138 (Document n° 235) (rectificatif, p. 1193, 1203).

Voir également à la rubrique: *Assurances sociales (agriculture, allocation de vieillesse, assurance maladie).*

Attractions foraines. — V. *Impôts (contributions indirectes).*

Automobiles. — V. *Code pénal. — Combustibles liquides et dérivés. — Commerce et industrie (entreprises diverses). — Interpellations, n° 4. — Questions orales (Assemblée nationale), n°s 122, 117. — Transports et voies de communication. — Voitures de place.*

Autorail. — V. *Transports et voies de communication.*

Autoroute. — V. *Transports (routes et chemins).*

Autriche. — V. *Anciens combattants (ministère). — Budget.*

Auxiliaires de l'Etat. — V. *Fonctionnaires (titularisation). — Interpellations, n° 238. — Pensions et retraites (personnels civil et militaire).*

Aveugles. — V. *Algérie (assistance aux aveugles). — Anciens combattants (ministère). — Assurances sociales (anciens combattants et victimes de la guerre). — Bibliothèques nationales. — Emploi obligatoire des mutilés. — Pensions et retraites (anciens combattants). — Postes, télégraphes et téléphones (téléphones). — Transports (chemins de fer d'intérêt général).*

Aviation. — V. *Agriculture (expropriation de terrains). — Combustibles liquides et dérivés. — Fêtes et cérémonies commémoratives. — Interpellations, n°s 21, 158. — Questions orales (Assemblée nationale) n°s 23, 87, 146, 154. — Transports (transports aériens).*

Aviculture. — V. *Impôts (revenus).*

Avocats.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à constater la nullité de l'acte dit « loi n° 2525 du 26 juin 1941 » réglementant l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau et de l'acte dit « loi n° 2691 du 26 juin 1941 » instituant le certificat d'aptitude à la profession d'avocat, p. 302 (Document n° 2433). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 6095 (Document n° 5017).

Avoués.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Maurice Grimaud sur la proposition de loi de M. Maurice Grimaud tendant à compléter dans certains tribunaux le nombre des avoués nécessaire à la représentation des parties ayant des intérêts distincts (n° 1701), p. 4623 (Document n° 4542).

B

Baccalauréat. — V. *Interpellations n°s 66, 68.*

Banques. — V. *Questions orales (Assemblée nationale), n°s 61, 175.*

Banque de France.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France, p. 1160 (Document n° 2849). — Lecture du rapport par M. Joseph Denais et discussion, p. 1160; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 1165.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 614 (Document n° 113). — Lecture du rapport par M. Jean Berthoin et discussion, p. 614; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 621.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1165 (Loi n° 52-207 du 29 février 1952, J. O. du 1^{er} mars 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à approuver deux conventions conclues entre le ministre des finances

et le gouverneur de la Banque de France, p. 1260 (Document n° 2915). — Lecture du rapport par M. Pierre Abelin et discussion, p. 1277; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 1283.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 644 (Document n° 128). — Lecture du rapport par M. Jean Berthoin et discussion, p. 644; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 650.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1308 (Loi n° 52-306 du 14 mars 1952, J. O. du 15 mars 1952).

Baraques. — V. *Interpellations* n° 147. — *Loyers (locaux)*.

Barrages. — V. *Algérie.* — *Départements, villes et communes.* — *Electricité et gaz (travaux)*.

Bases alliées. — V. *Code du travail (régime et durée)*.

Bastie (Maryse). — V. *Hôtel des invalides*.

Bâtiments publics ou privés. — V. *Monuments historiques, monuments naturels.* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 102.

Baux commerciaux, industriels et artisanaux. — V. *Loyers*.

Baux à ferme, baux ruraux. — V. *Agriculture (maladies contagieuses des animaux)*. — *Loyers*.

Bénéfices agricoles. — V. *Impôts (revenus)*.

Bénéfices illicites. — V. *Impôts*.

Bénéfices industriels et commerciaux. — V. *Impôts.* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 26, 60.

Beyrouth. — V. *Enseignement supérieur (facultés et universités)*.

Bibliothèques. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 135.

Bibliothèques nationales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cayeux portant ouverture d'un crédit de 60 millions de francs pour la création d'une bibliothèque Braille nationale et d'une discothèque nationale à l'usage des aveugles, p. 2369 (Document n° 3369).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier tendant à la création d'une bibliothèque nationale Braille et d'une discothèque nationale à l'usage des aveugles, p. 2674 (Document n° 3557).

Bien de famille insaisissable.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier la loi n° 48-1082 du 7 juillet 1948 modifiant la loi du 12 juillet 1909 complétée par le décret-loi du 14 juin 1938 sur la constitution du bien de famille insaisissable, p. 1780 (Document n° 3156). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 5967 (Document n° 4956). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre « Proposition de loi tendant à modifier la loi du 12 juillet 1909 sur la constitution du bien de famille insaisissable », p. 6306.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2573 (Document n° 644).

Biens et intérêts français à l'étranger. — V. *Conventions internationales.* — *Dommages de guerre.* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 69 (*Conseil de la République*) n° 30.

Biens italiens en Tunisie. — V. *Conventions internationales (traité de paix)*.

Biens mobiliers. — V. *Dommages de guerre*.

Biens séquestrés. — V. *Interpellations* n° 14.

Bières et boissons gazeuses. — V. *Impôts (chiffre d'affaires)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Kauffmann sur la proposition de résolution de M. Kauffmann tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures de protection qui s'imposent pour assainir dans les plus brefs délais le marché des houblons de la production nationale et sauvegarder les intérêts des planteurs français gravement menacés par les difficultés de la récolte 1951 (n° 1390), p. 520 (Document n° 2576). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1341.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hénault tendant à définir les caractéristiques du cidre, p. 7059 (Document n° 5240).

Bir-Hakeim. — V. *Fêtes et cérémonies commémoratives*.

Blé, céréales, farine et pain. — V. *Agriculture.* — *Interpellations* n° 165, 166, 169. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 152.

Blessés, mutilés et victimes de la guerre. — V. *Anciens combattants et victimes de la guerre.* — *Pensions et retraites (textes généraux)*.

Assemblée nationale. — Représentation de l'Assemblée nationale au sein de la commission consultative de prothèse et d'orthopédie. — Nomination de membres par diverses commissions, p. 890.

Bois et forêts. — V. *Exportations et importations.* — *Interpellations* n° 176. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 5 (*Conseil de la République*) n° 79.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lalle tendant à réglementer les plantations forestières, p. 1197 (Document

n° 2893). — Dépôt du rapport par M. Lalle, p. 3710 (Document n° 4014).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Liautey portant abrogation de l'acte dit loi du 13 août 1940 par laquelle l'autorité de fait dite gouvernement de Vichy avait institué des groupements interprofessionnels forestiers et leur avait donné le pouvoir de réglementer les professions forestières, p. 1196 (Document n° 2875).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tanguy Prigent tendant à modifier la composition du comité de contrôle du fonds forestier national, p. 4453 (Document n° 4498).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fouyet tendant à assurer la préservation des bois abattus façonnés ou mis en œuvre, p. 5358 (Document n° 4782).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures immédiates en faveur de la production des résineux dans le Sud-Ouest et à faire bénéficier cette corporation de la prime à l'exportation, p. 3610 (Document n° 4003).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Monichon tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions en vue d'éviter la crise économique et sociale très sévère qui menace la région des landes de Gascogne, p. 1553 (Document n° 382).

Boissons. — V. *Bières et boissons gazeuses.* — *Débts de boissons.* — *Interpellations* n° 242, 251.

Bouches d'incendie. — V. *Incendie*.

Bouilleurs de cru. — V. *Impôts (contributions indirectes).* — *Interpellations* n° 175.

Bourses d'enseignement. — V. *Enseignements.* — *Interpellations* n° 85, 103, 192. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 9, 11, 52, 104, 129, 143, 172.

Braille (Louis). — V. *Bibliothèques nationales.* — *Domaine de l'Etat (acquisition d'immeubles)*.

Brevets d'invention. — V. *Conventions internationales.* — *Propriété industrielle*.

Budget. — V. *Economies et finances (redressement).* — *Impôts (taxes départementales et communales)*.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Le Guyon tendant à subordonner le vote du budget des dépenses de l'Etat au vote de celui des recettes, p. 748 (Document n° 155).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1581 (Document n° 3038).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Le Guyon tendant à inviter le Gouvernement à faire voter, conformément au 3^e alinéa de l'article 16 de la Constitution, la loi organique qui règlera le mode de présentation du budget d'une façon telle que le vote du budget des dépenses de l'Etat ne puisse intervenir qu'après le vote de la loi de finances, p. 897 (Document n° 193).

Budgets de 1937 à 1951.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, p. 3336 (Document n° 3367). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 3710 (Document n° 4016). — Dépôt du rapport de M. Charles Barangé, p. 5086 (Document n° 4733). — Discussion, p. 5348; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 5354.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1960 (Document n° 563). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 2089 (Document n° 583). — Discussion, p. 2120; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2124.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5786 (Loi n° 52-1268 du 29 novembre 1952, J. O. du 30 novembre 1952).

Budgets de 1939 à 1944.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant règlement définitif des budgets des exercices 1939, 1940, 1941, 1942, 1943 et 1944, p. 3336 (Document n° 3865).

Budget de 1945.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1945, p. 3336 (Document n° 3866).

Budget de 1946.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1946, p. 3336 (Document n° 3864).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charret tendant à modifier l'article 43 de la loi n° 46-607 du 5 avril 1946, portant fixation du budget général (crédits militaires) pour l'année 1946, p. 4087 (Document n° 4339).

Budget de 1950.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cogniot tendant à inviter le Gouvernement à abroger les

dispositions du décret du 22 septembre 1950 qui tendent à instituer des économies sur les crédits de l'enseignement technique et à maintenir les centres d'apprentissage commerciaux menacés de suppression, p. 1953 (Document n° 3214).

Budget de 1951.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Abel Gardey sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (finances) en vue de l'assistance économique à la Yougoslavie (n° 592), p. 172 (Document n° 2366). — Discussion, p. 492, 540; adoption, du projet de loi, p. 518.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 479 (Document n° 58). — Lecture du rapport par M. Emilien Liautaud, p. 508 (Document n° 75). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par M. Léo Hamon, p. 564 (Document n° 91). — Discussion, p. 566; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 571.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1045 (Loi n° 52-225 du 27 février 1952, J. O. du 5 mars 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant: 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951; 2° ratification de décrets, p. 562 (Document n° 2587). — Dépôt d'un rapport de M. Charles Barangé, sur les projets de loi: 1° portant ratification de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921 et de l'article 9 de la loi du 8 janvier 1951; 2° portant: 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951; 2° ratification de décrets (nos 2191, 2587), p. 1386 (Document n° 2986). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 1173 (Document n° 3032). — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 1714 (Document n° 3126). — Retrait du rapport de M. Charles Barangé (Document n° 2986), p. 1730. — Dépôt d'un rapport par M. Charles Barangé, p. 1761 (Document n° 3167). — Discussion, p. 2061, 2092. — Suite de la discussion, p. 2097, 2106; adoption, au scrutin, du projet de loi, après modification du titre: « *Projet de loi portant: 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951; 2° ratification de décrets* », p. 2137 (rectificatif, p. 2310).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 929 (Document n° 196). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 987 (Document n° 199). — Discussion, p. 1043; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1061 (rectificatif, p. 1095).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2256 (Document n° 3321). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2257 (Document n° 3322). — Discussion, p. 2274; adoption du projet de loi avec modifications, p. 2276 (Loi n° 52-410 du 14 avril 1952, J. O. du 16 avril 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à modifier et à compléter l'article 8 de la loi n° 51-632 du 24 mai 1951 relative au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (anciens combattants et victimes de la guerre), p. 4805 (Document n° 4633). — Dépôt du rapport par M. Guislain, p. 6593 (Document n° 5158).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramonny tendant à abroger les articles 10, 11 et 12 de la loi n° 51-599 du 24 mai 1951 relative au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1951, p. 5787 (Document n° 4889).

Budget de 1952.

DÉPENSES MILITAIRES

Assemblée nationale. — Retrait du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952 (défense nationale) (n° 1234), p. 2000.

Conseil de la République. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services de la défense nationale pendant les deux premiers mois de l'exercice 1952 (nos 899 et 911, année 1951), p. 106; adoption au scrutin de l'avis sur le projet de loi, p. 123 (rectificatif p. 518).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 90 (rectificatif p. 92, 563) (Loi n° 52-2 du 3 janvier 1952, J. O. du 4 janvier 1952).

Conseil de la République. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1952. (Etats associés. — France d'outre-mer.) (Nos 896 et 897, année 1951), p. 95; adoption au scrutin du projet de loi, p. 106.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 90 (rectificatif, p. 92) (Loi n° 52-6 du 3 janvier 1952, J. O. du 4 janvier 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services de la défense nationale pendant les mois de mars et avril 1952, p. 1046 (Document n° 2817). — Dépôt du rapport par M. Pineau, p. 1093 (Document n° 2824). — Discussion, p. 1093, 1108; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 1111.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 600 (Document n° 104). — Lecture du rapport par M. Pierre Boudet et discussion, p. 601; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 613.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1160 (Loi n° 52-206 du 29 février 1952, J. O. du 1^{er} mars 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses de fonctionne-

ment et d'équipement des services de la défense nationale pendant le mois de mai 1952, p. 2000 (Document n° 3224). — Dépôt du rapport par M. Pineau, p. 2074 (Document n° 3278). — Discussion, p. 2152; adoption du projet de loi, p. 2162 (rectificatif p. 2340).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 929 (Document n° 198). — Lecture du rapport par M. Pierre Boudet et discussion, p. 1064; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1070 (rectificatif, p. 1095).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2277 (Loi n° 52-417 du 18 avril 1952, J. O. du 19 avril 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services de la défense nationale pendant le mois de juin 1952, p. 2369 (Document n° 3437). — Discussion, p. 2539; adoption du projet de loi, p. 2546.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1141 (Document n° 239). — Lecture du rapport par M. Pierre Boudet et discussion, p. 1146; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1154 (rectificatif p. 1164).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2566 (Loi n° 52-626 du 30 mai 1952, J. O. du 31 mai 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952 (défense nationale), p. 2000 (Document n° 3226). — Dépôt d'un rapport de la commission des finances, p. 2674 (Document n° 3556). — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par MM. Triboulet (considérations générales, section commune, articles de loi), Henri Bouret (air, constructions aéronautiques), Bouvier O'Clotereau (guerre, fabrication d'armement), Capdeville (marine, constructions et armes navales) et Montalat (essences, poudres), p. 2755 (Document n° 3600). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 2817 (Document n° 3607). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Pineau, p. 2866 (Document n° 3625). — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 2866 (Document n° 3631). — Dépôt d'une troisième lettre rectificative, p. 2914 (Document n° 3865). — Dépôt d'une quatrième lettre rectificative, p. 3007 (Document n° 3700). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Pineau, p. 3029 (Document n° 3706). — Interventions des rapporteurs, p. 2782, 2801; discussion générale, p. 2814, 2828, 2849. — Section commune: rapporteur M. Christian Pineau; discussion, p. 2862, 2884, 3021 (rectificatif, p. 3396). — Essences et poudres: rapporteur M. François Bénard, p. 2896, 3022. — Section air et constructions aéronautiques: rapporteur M. Guy La Chambre; discussion, p. 2898, 3021 (rectificatif, p. 3009). — Section guerre et fabrication d'armement: rapporteur M. Pierre Ferri; discussion, p. 2922, 2930, 2962, 3021. — Section marine, constructions et armes navales: rapporteur M. Joannès Dupraz; discussion, p. 2965, 3021 (rectificatif, p. 3069, 3131, 3181). — Articles de loi: rapporteur M. Christian Pineau, p. 2988, 3021; seconde délibération de l'article 4, p. 3022; explication de vote sur l'ensemble, p. 3023; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 3023 (rectificatif p. 3181).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1260 (Document n° 264). — Dépôt du rapport par M. Pierre Boudet, p. 1308 (Document n° 264). — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. Rotinat, p. 1319 (Document n° 292). — Discussion générale, p. 1328, 1361. — Section commune et guerre: rapporteur M. Boudet; discussion, p. 1376, 1385. — Section air: rapporteur M. Pellenc; discussion, p. 1400. — Section marine: rapporteur M. Courrière; discussion, p. 1408. — Articles de la loi: discussion, p. 1418; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1432 (rectificatif p. 1545).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3337 (Document n° 3857). — Dépôt du rapport par M. Christian Pineau, p. 3336 (Document n° 3863). — Discussion, p. 3321; adoption de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 3330 (rectificatif, p. 3396) (Loi n° 52-757 du 30 juin 1952, J. O. du 1^{er} juillet 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant autorisation de programmes supplémentaires au titre de la défense nationale, p. 750 (Document n° 2680).

— Dépôt d'un projet de loi portant autorisation de programmes supplémentaires au titre de la défense nationale, p. 2865 (Document n° 3653).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Koenig tendant à compléter l'article 32 de la loi n° 50-857 du 24 juillet 1950 relative aux crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950, p. 3394 (Document n° 3895).

Conseil de la République. — Désignation de membres de la sous-commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale (art. 71 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947), p. 214. — Nomination de membres, p. 1207.

MODERNISATION ET ÉQUIPEMENT

Conseil de la République. — Adoption d'une proposition de résolution demandant à l'Assemblée nationale de prolonger de trois jours le délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur le projet de loi, relatif au développement des dépenses d'investissements économiques et sociaux pour 1952, p. 6.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 17 (Document n° 2328). — Adoption, p. 18.

Conseil de la République. — Communication de la proposition de résolution adoptée par l'Assemblée nationale. — Dépôt du rapport sur le projet de loi par M. Pellenc, p. 42 (Document n° 4). — Dépôt d'un avis de la production industrielle par M. Longchambon,

p. 42 (Document n° 2). — Discussion, p. 142. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Pellenc (Document n° 11) et suite de la discussion, p. 166; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 190.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi (Document n° 2362) et dépôt du rapport par M. Barangé (Document n° 2363), p. 141. — Discussion, p. 146; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 149 (Loi n° 52-14 du 5 janvier 1952, J. O. du 6 janvier 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Védrières tendant à interdire toute réduction des crédits d'investissements économiques et sociaux, déjà votés au titre de l'exercice 1952, p. 1474 (Document n° 3043).

RECONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT

Conseil de la République. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des dépenses de réparation des dommages de guerre et de construction pour l'exercice 1952 (nos 869, 895 et 912, année 1951), p. 3, 6; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 12 (rectificatif, p. 142, 195).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 30 (Document n° 2329). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 30 (Document n° 2330). — Discussion, p. 34; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 47 (Loi n° 52-5 du 3 janvier 1952, J. O. du 4 janvier 1952).

Conseil de la République. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1952 (nos 892 et 903, année 1951), p. 13; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 42 (rectificatif, p. 280).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 31 (Document n° 2331). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 34 (Document n° 2336). — Discussion, p. 44, 47; adoption du projet de loi, avec modifications, p. 50 (rectificatif, p. 473, 447) (Loi n° 52-1 du 3 janvier 1952, J. O. du 4 janvier 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant transfert d'autorisations de programme, p. 4085 (Document n° 4390). — Dépôt du rapport par M. Simonet, p. 4180 (Document n° 4361). — Discussion, p. 4249; adoption après modification du titre: « *Projet de loi portant transfert d'autorisations de programme accordées au titre du budget de reconstruction et d'équipement de l'exercice 1952. (Éducation nationale.)* », p. 4225.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1724 (Document n° 470). — Lecture du rapport par M. Auberger et discussion, p. 1728; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1734.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4297 (Loi n° 52-1152 du 16 octobre 1952, J. O. du 17 octobre 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Lenormand tendant à annuler le décret n° 52-461 du 28 avril 1952, portant réduction ou blocage de 85 milliards de crédits sur les dépenses de réparation des dommages de guerre et de construction pour l'exercice 1952, p. 2780 (Document n° 3606).

Assemblée nationale. — Transmission d'une proposition de résolution, adoptée par l'Assemblée de l'Union française, le 26 février 1952, demandant à l'Assemblée nationale de n'admettre aucun abattement sur les crédits concernant les plans des pays d'outre-mer, inscrits dans les deux lois relatives aux dépenses d'équipement, promulguées les 3 et 5 janvier 1952, p. 1047.

SERVICES CIVILS

AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits (affaires économiques) et réévaluation de recettes au titre de l'exercice 1952, p. 3932 (Document n° 4157). — Dépôt du rapport par M. Gozard, p. 6674 (Document n° 5186).

AGRICULTURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les crédits destinés aux investissements agricoles et à l'équipement rural qui ont été supprimés ou bloqués par les décrets du 28 avril 1952, p. 2479 (Document n° 3477).

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à interdire toute réduction des crédits déjà votés pour les anciens combattants et victimes de guerre, pour l'exercice 1952, p. 4665 (Document n° 3125).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à annuler le décret n° 52-437 du 28 avril 1952, réduisant de 1.250 millions de francs les crédits déjà votés pour l'exercice 1952, en faveur des anciens combattants et victimes de guerre, p. 2440 (Document n° 3449).

ÉDUCATION NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cogniot tendant à interdire toute réduction des crédits budgétaires de l'éducation nationale déjà votés au titre de l'exercice 1952, p. 1953 (Document n° 3213). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à maintenir et à porter au niveau des besoins les crédits affectés à l'éducation nationale, p. 2001 (Document n° 3246). — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Madeleine

Marzin tendant: 1° à l'abrogation du décret n° 52-138 du 28 avril 1952 portant réduction des crédits de fonctionnement 1952 de l'éducation nationale; 2° à l'abrogation des dispositions du décret n° 52-160 du 28 avril 1952 portant annulation de 4 milliards de crédits de paiement d'une part, et blocage de 9 milliards d'autorisation de programme et 3.600 millions de crédits de paiement d'autre part, sur les crédits d'équipement 1952 de l'éducation nationale, p. 2370 (Document n° 3378). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bèche tendant à assurer le fonctionnement normal des services de l'éducation nationale, p. 2370 (Document n° 3404). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Michel Flandin tendant à abroger la réduction de crédits prévue au chapitre 5000 du décret n° 52-138 du 28 avril 1952 portant application de l'article 6 de la loi de finances pour l'exercice 1952 (éducation nationale) et concernant le centre national de la recherche scientifique, p. 3008 (Document n° 3696). — Dépôt d'un rapport par M. Simonnet, p. 3261 (Document n° 3831).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boutavant tendant à inviter le Gouvernement à majorer de 350 millions les crédits de suppléance de l'enseignement du premier degré inscrits au chapitre 1150 du budget de l'éducation nationale pour 1952, p. 3308 (Document n° 4078).

FINANCES

Conseil de la République. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Finances. — I. Charges communes), p. 79; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 95.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi (Document n° 2339) et dépôt du rapport par M. Abel Gardey, p. 82 (Document n° 2350). — Discussion, p. 83; adoption de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 84 (Loi n° 52-3 du 3 janvier 1952, J. O. du 4 janvier 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1952 en vue de l'assistance économique à la Yougoslavie, p. 3922 (Document n° 4158). — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1952 (exposition européenne de la productivité), p. 5965 (Document n° 4964). — Dépôt d'un projet de loi portant: 1° ratification de décrets; 2° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1952, p. 6200 (Document n° 5036). — Dépôt d'un rapport par M. Barangé, p. 6674 (Document n° 5187).

MARINE MARCHANDE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Signor tendant à abroger: 1° les dispositions du décret n° 52-447 du 28 avril 1952 portant application de l'article 6 de la loi de finances pour l'exercice 1952 (marine marchande) et annulant 69.162.000 F de crédits; 2° les dispositions du décret n° 52-462 du 28 avril 1952 portant application des articles 6, 7 et 9 de la loi de finances pour l'exercice 1952 (investissements économiques et sociaux) annulant notamment un crédit de 2.500 millions de francs au titre de la reconstitution de la flotte de commerce et de pêche, p. 2116 (Document n° 3547).

PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES

Conseil de la République. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Budget annexe des prestations familiales agricoles. — Nos 854 et 884, année 1951), p. 47. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Saller, p. 56 (Document n° 6). — Suite de la discussion, p. 56; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 78 (rectificatif, p. 195).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi (Document n° 2338) et dépôt du rapport par M. Raffarin, p. 82 (Document n° 2340). — Discussion, p. 84, 87; adoption, au scrutin, du projet de loi, avec modifications, p. 90 (Loi n° 52-4 du 3 janvier 1952, J. O. du 4 janvier 1952).

SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Mora tendant: 1° à l'abrogation du décret n° 52-450 du 28 avril 1952, portant réduction des crédits de fonctionnement 1952 de la santé publique, de la famille et de la population; 2° à l'abrogation des dispositions du décret n° 52-160 du 28 avril 1952 portant blocage de crédits d'équipement 1952 de la santé publique, p. 2755 (Document n° 3596).

TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Paul tendant à l'abrogation des dispositions du décret n° 52-451 du 28 avril 1952 relatives à la réduction des crédits affectés au fonds de chômage, à la formation professionnelle accélérée, à la mutualité et autres crédits de fonctionnement du budget du travail et de la sécurité sociale pour l'exercice 1952, p. 2616 (Document n° 3546).

TEXTES GÉNÉRAUX

Assemblée nationale. — Retrait du projet de loi de finances pour l'exercice 1952 (n° 2192, 2^e législature), p. 749.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de mobilisation économique et de protection civile, p. 3207 (Document n° 3816), (rectificatif, p. 3338). — Retrait, p. 4082.

Assemblée nationale. — Suite de la discussion du projet de loi et de la lettre rectificative au projet de loi portant réforme,

dégrèvements et dispositions fiscales en vue de l'équilibre du budget de 1952 (nos 1935, 2135, 2204, 2217, 2222), p. 2. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 18 (Document n° 2332). — Suite de la discussion, p. 19; question de confiance posée par le Gouvernement pour la prise en considération du projet de loi, p. 29; explication de vote, p. 58; adoption, au scrutin, p. 87; suite de la discussion, p. 111, 128, 130, 149, 167, 181 et rejet, au scrutin, d'un amendement présenté à l'article 1^{er}; le Gouvernement ayant posé la question de confiance, p. 191. — Reprise du projet par le nouveau Gouvernement. — Dépôt d'une troisième lettre rectificative, p. 562 (Document n° 2591). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Barangé, p. 751 (Document n° 2704). — Dépôt d'une quatrième lettre rectificative, p. 887 (Document n° 2789). — Dépôt d'un troisième rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 962 (Document n° 2792). — Suite de la discussion, p. 962, 980; le Gouvernement pose à plusieurs reprises la question de confiance sur divers articles du projet de loi; adoption d'un nouveau titre ainsi libellé: *Projet de loi relatif à diverses propositions d'ordre financier*; demande de seconde lecture devenue sans objet; le Gouvernement pose la question de confiance sur l'ensemble du projet de loi, p. 1041; explications de vote, p. 1119, 1119; résultats des scrutins sur les questions de confiance posées pour l'adoption des articles 70 et 71, p. 1159; démission du cabinet, p. 1160 (*rectificatifs*, p. 1233, 1287). — Retrait du projet de loi et des lettres rectificatives, p. 2000.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi de finances pour l'exercice 1952, p. 1456 (Document n° 3031). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 1664 (Document n° 3108). — Discussion générale, p. 1666. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 1683 (Document n° 3129). — Suite de la discussion, p. 1702. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Barangé, p. 1715 (Document n° 3137). — Suite de la discussion, p. 1727, 1743; discussion des articles, p. 1753, 1768, 1804, 1826, 1836, 1870, 1902, 1928; seconde délibération, p. 1947, 1980, 1994; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, le Gouvernement ayant posé à plusieurs reprises la question de confiance, p. 1999 (*rectificatifs*, p. 2000, 2001, 2243, 2278, 2340, 2676).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 887 (Document n° 184). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 888 (Document n° 185). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Delfortrie, p. 888 (Document n° 186). — Dépôt d'un avis de la commission du travail par M. Tharadin, p. 897 (Document n° 192). — Discussion générale, p. 898, 929; discussion des articles, p. 938, 1010; demande d'une nouvelle délibération et renvoi à la commission, p. 1032. — Lecture d'un rapport supplémentaire par M. Jean Berthoin et discussion, p. 1039; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1070 (*rectificatifs*, p. 1095).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2256 (Document n° 3319). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2257 (Document n° 3320). — Discussion, p. 2257; adoption du projet de loi avec modifications, p. 2274 (*rectificatif*, p. 2341) (*Loi n° 52-401 du 14 avril 1952, J. O. du 15 avril 1952*).

LOI DE FINANCES (1)

Art. 1^{er}. — *Dispositions générales relatives à l'exécution du budget de l'exercice 1952.*

Assemblée nationale (art. 1^{er}). — Discussion, p. 1753; adoption, p. 1755.

Conseil de la République. — Adoption, p. 939.

Art. 2 et 3. — *Services civils et militaires. — Ouverture de crédits.* *Assemblée nationale* (art. 2 et 3). — Discussion, p. 1755; adoption, p. 1756.

Conseil de la République. — Discussion, p. 939; adoption, p. 940. *Assemblée nationale* (art. 3). — Discussion, p. 2257; adoption avec modifications, p. 2258.

Art. 4. — *Réparation des dommages de guerre et construction. — Investissements économiques et sociaux.*

Assemblée nationale (art. 4). — Discussion, p. 1756; article réservé, p. 1759, 1829; adoption, p. 1999.

Conseil de la République. — Adoption, p. 940.

Art. 5. — *Comptes spéciaux du Trésor. — Découverts autorisés.*

Assemblée nationale (art. 5). — Discussion et adoption, p. 1759.

Conseil de la République. — Adoption, p. 940.

Art. 6. — *Mesures d'économies et retranchements de crédits. — Application par décrets.*

Assemblée nationale (art. 6). — Discussion, p. 1759, 1768; adoption, au scrutin, de la prise en considération, et suite de la discussion, p. 1773, 1804, 1809; adoption, au scrutin, p. 1811; *seconde délibération*, le Gouvernement pose la question de confiance, p. 1948; discussion, p. 1994; adoption, au scrutin, p. 1996.

Conseil de la République. — Discussion, p. 940; adoption, p. 949; *seconde délibération*, adoption au scrutin, p. 1040.

Art. 7. — *Crédits de paiement et autorisations de programme. — Mesures de blocage et tranche conditionnelle.*

Assemblée nationale (art. 7). — Discussion, p. 1828; adoption, au scrutin, le Gouvernement ayant posé la question de confiance, p. 1988. *Conseil de la République.* — Discussion, p. 949; adoption, p. 951.

Art. 8. — *Ressources du fonds spécial d'investissement routier. — Fixation pour 1952.*

Assemblée nationale (art. 8). — Discussion, p. 1829; adoption, p. 1833.

(1) Les numéros des articles figurant en tête des alinéas correspondent à ceux de la loi de finances du 14 avril 1952, promulguée au *Journal officiel* du 15 avril 1952, ceux entre parenthèses représentent la numération primitive telle qu'elle apparaît dans les comptes rendus *in extenso*.

Les dispositions précédées d'un astérisque n'ayant pas été approuvées par les deux Assemblées ne figurent pas dans la loi de finances.

Conseil de la République. — Discussion, p. 951; adoption, p. 953. *Assemblée nationale.* — Discussion et adoption, avec modifications, p. 2259.

Art. 9. — *Etablissements nationaux. — Réduction ou blocage des travaux neufs.*

Assemblée nationale (art. 9). — Discussion et adoption, p. 1832.

Conseil de la République. — Adoption, p. 953.

Art. 10. — *Budget social de la nation. — Révision, par décret, des modalités de répartition des dépenses d'assistance.*

Assemblée nationale (art. 10). — Discussion et adoption, p. 1833.

Conseil de la République. — Adoption, p. 953.

* *Assurés sociaux. — Conditions d'hospitalisation. — Tarif.*

Assemblée nationale (art. 11). — Discussion, p. 1832; rejet, p. 1834.

Art. 11. — *Dépenses de construction et d'équipement des établissements hospitaliers ou d'hygiène sociale: — Forme des participations financières des caisses de sécurité sociale.*

Assemblée nationale (art. 12). — Discussion et adoption, p. 1835.

Conseil de la République. — Discussion, p. 953; disjonction, p. 954.

Assemblée nationale. — Discussion, rejet de la disjonction et adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 2260.

Art. 12. — *Assurés sociaux. — Durée excessive d'hospitalisation. — Répression des abus constatés.*

Assemblée nationale (art. 13). — Discussion, p. 1835; adoption, p. 1836.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 954.

Art. 13. — *Médicaments utilisés par les collectivités locales et les organismes de sécurité sociale. — Vignette portant la dénomination du produit.*

Assemblée nationale (art. 14). — Discussion et adoption, p. 1836.

Conseil de la République. — Discussion, p. 954; adoption, p. 955.

Art. 14. — *Caisses primaires de sécurité sociale et caisses d'allocations familiales possédant une circonscription commune. — Organisation des services.*

Assemblée nationale (art. 15). — Discussion et adoption, p. 1836.

Conseil de la République. — Discussion, p. 955; adoption, p. 956.

Assemblée nationale. — Rejet du texte amendé par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 2260.

Art. 15. — *Agents des administrations financières et des organismes de sécurité sociale. — Dérogation aux dispositions qui les assujettissent au secret professionnel.*

Assemblée nationale (art. 16). — Discussion, p. 1836; article réservé, p. 1838; adoption, p. 1844.

Conseil de la République. — Discussion, p. 956; adoption, p. 957.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 2260; rejet du texte amendé par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 2261.

* *Statut du personnel des organismes de sécurité sociale.*

Assemblée nationale (art. 17). — Disjoint par la commission; le Gouvernement demande la prise en considération de cet article, p. 1839; adoption, au scrutin, de la prise en considération et discussion, p. 1845; disjonction, p. 1845.

Art. 16. — *Travailleur non salarié. — Situation du conjoint participant à l'entreprise, à l'égard de la sécurité sociale.*

Assemblée nationale (art. 18). — Adoption, p. 1839.

Conseil de la République. — Discussion, p. 957; adoption, p. 958.

Assemblée nationale. — Adoption du texte modifié par le Conseil de la République, p. 2261.

Art. 17. — *Prise en charge de l'assurance sociale agricole par la caisse centrale de secours mutuel agricole.*

Assemblée nationale (art. 19). — Discussion, p. 1839; adoption, p. 1841.

Conseil de la République. — Discussion, p. 958; adoption, p. 959.

* *Bénéficiaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés agricoles. — Prise en charge par la caisse centrale de secours mutuel agricole. — Fixation de la date par décret.*

Assemblée nationale (art. 20). — Disjonction, p. 1841.

* *Situation de la famille des exploitants et assimilés au regard du régime agricole des assurances sociales.*

Assemblée nationale (art. 21). — Discussion et disjonction, p. 1841.

Art. 18. — *Cotisations de la sécurité sociale. — Relèvement du plafond.*

Assemblée nationale (art. 22). — Discussion, p. 1841; adoption, p. 1844.

Conseil de la République. — Discussion, p. 959; adoption, p. 960.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 2261; rejet du texte amendé par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 2263.

* *Prestations d'assurances sociales. — Modification aux conditions d'attribution.*

Assemblée nationale (art. 23). — Discussion et suppression, p. 1845.

Art. 19. — *Création d'un fonds national d'allocations de vieillesse agricole et d'un fonds spécial d'allocation de vieillesse.*

Assemblée nationale (art. 23 ter). — Discussion, p. 1845; adoption, p. 1847.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 960.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 2262; rejet au scrutin du texte amendé par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 2263.

Art. 20. — *Allocations de vieillesse instituées par l'article 23 ter. — Taux minimum.*

Assemblée nationale (art. 23 quater). — Discussion, p. 1847; adoption, p. 1848.

Conseil de la République. — Adoption, p. 960.

Allocation temporaire due, si le demandeur ne peut prétendre recevoir de pens on alimentaire.

Assemblée nationale (art. 23 quinquies). — Discussion, p. 1848; article réservé, p. 1849; disjonction, au scrutin, p. 1870.

Conseil de la République (art. 23 quinquies nouveau). — Discussion et adoption, p. 961.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 2263; disjonction, au scrutin, p. 2264.

Art. 21. — Majorations des pensions de veuves de guerre. — Non prises en compte exceptionnellement dans le montant des ressources des postulants à l'allocation temporaire.

Assemblée nationale (art. 23 sexies). — Adoption, p. 1849.

Conseil de la République. — Adoption, p. 961.

Art. 22 à 25. — S. N. C. F. — Mesures de réorganisation.

Assemblée nationale (art. 23 A à 23 D). — Discussion, p. 1870; disjonction, au scrutin, p. 1872; seconde délibération, p. 1948; adoption, au scrutin, avec modifications, p. 1952.

Conseil de la République. — Discussion, p. 961; adoption, p. 964.

Assemblée nationale. — Adoption des articles 23 C et 23 D, amendés par le Conseil de la République, p. 2264.

Art. 26. — Conseil supérieur des transports. — Modifications.

Assemblée nationale (art. 23 E). — Discussion et adoption, p. 1873.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 964.

Art. 27. — Impôts et revenus autorisés.

Assemblée nationale (art. 24). — Discussion et adoption, p. 1874.

Conseil de la République. — Discussion, p. 964; adoption, p. 966.

Art. 28. — Evaluation des voies et moyens.

Assemblée nationale (art. 25). — Article réservé, p. 1875; adoption, p. 1999.

Conseil de la République. — Article réservé, p. 966; discussion, p. 1027; adoption, p. 1031.

Assemblée nationale. — Article réservé, p. 2265; adoption, p. 2273.

Art. 29 et 30. — Recouvrement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Assemblée nationale (art. 26 et 27). — Discussion, p. 1874; adoption, p. 1876.

Conseil de la République. — Discussion, p. 966; adoption, p. 971.

Art. 31. — Aménagements dans le tarif et l'assiette des impôts.

Assemblée nationale (art. 28). — Discussion, p. 1877, 1911; adoption, p. 1943.

Conseil de la République. — Adoption, p. 967.

Assemblée nationale. — Adoption du texte amendé par le Conseil de la République, p. 2273.

Art. 32. — Aménagements des tarifs de certains impôts et taxes indirects.

Assemblée nationale (art. 29). — Discussion et adoption, p. 1880.

Conseil de la République. — Discussion, p. 967; adoption, p. 968.

Assemblée nationale. — Adoption du texte amendé par le Conseil de la République, p. 2265.

Art. 33. — Timbre de dimension. — Ajustement des tarifs.

Assemblée nationale (art. 30). — Adoption, p. 1881.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 968.

Art. 34 et 35. — Rémunération des services rendus ou de formalités administratives et de certains droits de timbre. — Rehaussement et aménagement des taxes.

Assemblée nationale (art. 31 et 32). — Discussion, p. 1881; adoption, p. 1882.

Conseil de la République. — Adoption, p. 968.

Art. 36. — Véhicules automobiles. — Relèvement des prix des cartes grises.

Assemblée nationale (art. 33). — Discussion, p. 1882, 1902; adoption au scrutin, p. 1906.

Conseil de la République. — Discussion, p. 970; adoption, p. 970.

Art. 37. — Douanes. — Aménagement de divers impôts.

Assemblée nationale (art. 34). — Discussion, p. 1902; adoption, p. 1904.

Conseil de la République. — Adoption, p. 971, 976.

Art. 38. — Produits pétroliers. — Tarif des droits de douane d'importation. — Modification.

Assemblée nationale (art. 35). — Discussion, p. 1905; adoption, p. 1906.

Conseil de la République. — Discussion, p. 971; Adoption, p. 972.

Art. 39. — Impôt sur le revenu des personnes physiques. — Sur-taxe progressive. — Barème.

Assemblée nationale (art. 36). — Discussion, p. 1906; article réservé, p. 1907; suite de la discussion, p. 1911; prise en considération, au scrutin, du texte du Gouvernement, p. 1912; adoption avec modifications, p. 1917.

Conseil de la République. — Discussion, p. 972; adoption, p. 973.

Art. 40. — Impôt sur le revenu des personnes physiques et impôt sur les sociétés. — Sommes investies dans les approvisionnements techniques.

Assemblée nationale (art. 37). — Discussion, p. 1907; adoption, au scrutin, p. 1911.

Conseil de la République. — Discussion, p. 973; adoption, p. 976.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 2266; adoption du texte amendé par le Conseil de la République, p. 2268.

Art. 41. — Entreprises industrielles et commerciales. — Forfait.

Assemblée nationale (art. 38). — Discussion, p. 1917; adoption, p. 1948.

Conseil de la République. — Adoption, p. 977.

Art. 42. — Impôt sur les traitements et salaires. — Déductions forfaitaires pour frais professionnels. — Taux.

Assemblée nationale (art. 39). — Adoption, p. 1918.

Conseil de la République. — Adoption, p. 971.

Art. 43. — Successions et donations. — Allègements des tarifs.

Assemblée nationale (art. 40). — Discussion, p. 1919, 1988; adoption, au scrutin, le Gouvernement ayant posé la question de confiance, p. 1989.

Conseil de la République. — Discussion, p. 977; adoption, p. 981.

Assemblée nationale. — Discussion et adoption du texte amendé par le Conseil de la République, p. 2268.

Art. 44. — Dons et legs à certains organismes. — Droits de mutation à titre gratuit. — Réduction de tarif.

Assemblée nationale (art. 41). — Adoption, p. 1920.

Conseil de la République. — Adoption, p. 981.

Art. 45. — Valeurs mobilières. — Aménagement, par décret, du régime fiscal.

Assemblée nationale (art. 42). — Discussion et adoption, p. 1919.

Conseil de la République. — Adoption, p. 981.

Art. 46. — Amnistie fiscale. — Renforcement du contrôle fiscal.

Assemblée nationale (art. 43). — Discussion sur l'article disjoint par la commission, p. 1920; adoption, au scrutin, de la prise en considération du texte du Gouvernement et suite de la discussion, adoption d'un amendement qui constitue le nouveau texte de l'article 43, p. 1929; seconde délibération, le Gouvernement pose la question de confiance et explications de vote, p. 1996; adoption, au scrutin, p. 1999.

Conseil de la République. — Discussion, p. 982; rejet, au scrutin, de l'article 43, p. 1012; seconde délibération, p. 1010; adoption, au scrutin, p. 1011.

Art. 47. — Répression de la fraude. — Interdiction d'exercer une profession. — Retrait du permis de conduire.

Assemblée nationale (art. 44). — Discussion, p. 1930, 1989; adoption, au scrutin, le Gouvernement ayant posé la question de confiance, p. 1991.

Conseil de la République. — Discussion, p. 1012; adoption, p. 1015.

Assemblée nationale. — Adoption du texte amendé par le Conseil de la République, p. 2268. La commission propose, à la demande du Gouvernement, de rejeter le texte amendé et de reprendre celui voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 2269; adoption, p. 2270.

Art. 48. — Publicité des sanctions.

Assemblée nationale (art. 45). — Discussion, p. 1930, 1989; adoption, au scrutin, le Gouvernement ayant posé la question de confiance, p. 1991.

Conseil de la République. — Discussion, p. 1015; adoption, p. 1016.

Art. 49. — Vente sans facture. — Aggravation des sanctions.

Assemblée nationale (art. 46). — Le Gouvernement pose la question de confiance, p. 1943; explications de vote, p. 1989; adoption, au scrutin, p. 1991.

Conseil de la République. — Discussion, p. 1016; adoption, p. 1016.

Assemblée nationale. — Rejet du texte amendé par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 2270.

Art. 50. — Exclusion des fraudeurs du bénéfice des marchés publics.

Assemblée nationale (art. 47). — Le Gouvernement pose la question de confiance, p. 1943; explications de vote, p. 1989; adoption, au scrutin, p. 1991.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1016.

Art. 51. — Lutte contre la fraude. — Obligations des vendeurs.

Assemblée nationale (art. 48). — Le Gouvernement pose la question de confiance, p. 1943; explications de vote, p. 1989; adoption, au scrutin, p. 1991.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1016.

Art. 52. — Lutte contre la fraude. — Titre de transport de marchandises.

Assemblée nationale (art. 49). — Discussion, p. 1943; adoption, p. 1944.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1016.

Art. 53. — Extension à certains organismes chargés de la gestion des risques maladie et maternité, des obligations imposées aux caisses de sécurité sociale.

Assemblée nationale (art. 50). — Adoption, p. 1944.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1017.

Enregistrement des actes portant cession ou acceptation de promesse de cession de parts d'intérêts.

Assemblée nationale (art. 51). — Discussion, p. 1944; suppression, p. 1945.

Art. 54 et 55. — Mutations et apports en société de fonds de commerce. — Mesures de publicité.

Assemblée nationale (art. 52 et 53). — Adoption, p. 1945.

Conseil de la République. — Discussion, p. 1017; adoption de l'article 52 et suppression de l'article 53.

Assemblée nationale (art. 52). — Adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 2270 (art. 53). — Rejet de la suppression et adoption de l'article, p. 2270.

Art. 56. — Transports routiers de marchandises. — Lettres de voûres et récépissés.

Assemblée nationale (art. 54). — Discussion et adoption, p. 1945.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1018.

Art. 57. — Taxe à la production. — Présentation des factures.

Assemblée nationale (art. 55). — Discussion, p. 1945; adoption, p. 1946.

Conseil de la République. — Suppression, p. 1018.
Assemblée nationale. — Rejet de la suppression et rétablissement de l'article, p. 2271.

Art. 58. — *Cautionnement en matière de taxe à la production.*
Assemblée nationale (art. 56). — Discussion, p. 1946; adoption, p. 1947.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1018.

Art. 59. — *Surtaxe progressive. — Minimum imposable. — Détermination d'après les signes extérieurs de richesse.*

Assemblée nationale (art. 57). — Discussion et adoption, p. 1947.
Conseil de la République. — Discussion, p. 1018; adoption, p. 1019 [rectification, p. 1012].

Assemblée nationale. — Rejet du texte amendé par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 2271.

Art. 60. — *Liste non limitative des renseignements à fournir aux Assemblées pour l'année 1952. — Fixation.*

Assemblée nationale (art. 58). — Discussion, p. 1932; adoption, p. 1933.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1019.

Art. 61. — *Nomenclature des services pouvant seuls donner lieu à ouverture de crédits supplémentaires, dans le cas d'interruption de session des Assemblées.*

Assemblée nationale (art. 59). — Adoption, p. 1933.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1021.

Art. 62. — *Dépenses obligatoires susceptibles, pour ce motif, d'excéder le montant des crédits accordés. — Liste des chapitres. — Fixation.*

Assemblée nationale (art. 60). — Adoption, p. 1935.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1021.

Art. 63. — *Dépenses de fonctionnement pouvant donner lieu à report de crédits par décret. — Liste limitative. — Fixation.*

Assemblée nationale (art. 61). — Adoption, p. 1934.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1022.

Art. 64. — *Créations, suppressions et transformations d'emplois.*

Assemblée nationale (art. 62). — Adoption, p. 1937.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1023.

Art. 65. — *Comptabilité publique. — Abrogation de l'article 56 du décret du 31 mai 1862.*

Assemblée nationale (art. 63). — Adoption, p. 1936.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1023.

Art. 66. — *Payements afférents aux cotisations de sécurité sociale restant à la charge de l'Etat. — Crédits transférés à chaque budget des départements ministériels.*

Assemblée nationale (art. 64). — Adoption, p. 1936.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1023.

Art. 67. — *Financement de l'équipement rural. — Dispositions prorogées jusqu'au 31 décembre 1952.*

Assemblée nationale (art. 65). — Discussion, p. 1936; adoption, p. 1937.

Conseil de la République. — Discussion, p. 1023; adoption, p. 1024.

Assemblée nationale. — Adoption avec modifications, p. 2271.

Art. 68. — *Autorisation au ministre des finances à procéder en 1952 à des opérations de conversion ou à des émissions de rente.*

Assemblée nationale (art. 66). — Adoption, p. 1937.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1024.

Art. 69. — *Approbation de la convention entre le ministre des finances et le président du conseil d'administration de la caisse autonome d'amortissement.*

Assemblée nationale (art. 67). — Adoption, p. 1937.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1024.

Art. 70. — *Relèvement du taux des amendes pénales et de composition.*

Assemblée nationale (art. 68). — Discussion, p. 1937; adoption, p. 1938.

Conseil de la République. — Discussion, p. 1021; adoption, p. 1025.

Assemblée nationale. — Adoption du texte amendé par le Conseil de la République, p. 2272.

Art. 71 et 72. — *Amende de cassation. — Frais divers en matière de répression des fraudes. — Relèvement du taux.*

Assemblée nationale (art. 69 et 70). — Adoption, p. 1938.

Conseil de la République. — Discussion, p. 1025; adoption, p. 1026.

Assemblée nationale (art. 69). — Adoption du texte amendé par le Conseil de la République, p. 2272.

Art. 73. — *Aménagement de la fiscalité indirecte. — Dépenses faites dans l'intérêt de la défense commune.*

Assemblée nationale (art. 71). — Adoption, p. 1938.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1026.

Art. 74. — *Propriétés non bâties. — Revision accélérée des évaluations. — Taxe sur le revenu net.*

Assemblée nationale (art. 72). — Discussion, p. 1938; adoption, p. 1940.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 1026.

Assemblée nationale. — Adoption du texte amendé par le Conseil de la République, p. 2272.

Art. 75. — *Alsace et Lorraine. — Propriétés non bâties. — Revision accélérée des évaluations foncières.*

Assemblée nationale (art. 73). — Adoption, p. 1940.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1027.

Art. 76. — *Rôles généraux des anciennes contributions directes et taxes assimilées pour l'exercice 1951. — Mise en recouvrement jusqu'au 1^{er} août 1952.*

Assemblée nationale (art. 74). — Discussion, p. 1940; adoption, p. 1941.

Conseil de la République. — Adoption, p. 1027.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier applicables à l'exercice 1952, p. 1714 (Document n° 3135). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 3180 (Document n° 3768). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 3993 (Document n° 4135).

— Dépôt d'un projet de loi portant modification de certaines dispositions financières transitoires prévues par la loi n° 51-1509 du 31 décembre 1951, p. 1714 (Document n° 3136). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 1780 (Document n° 3161).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales en vue de l'équilibre du budget de 1952, p. 445 (Document n° 2478).

Budget de 1953.

DÉPENSES MILITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1953 (Etats associés et France d'outre-mer) (*dispositions relatives aux Etats associés*), p. 5358 (Document n° 4783). — Dépôt du rapport par M. Frédéric-Dupont, p. 6132 (Document n° 5027). — Discussion, p. 6641, 6639.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant affectation de crédits, p. 4033 (Document n° 4187). — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. Maurice Frédet, p. 5358 (Document n° 4782). — Dépôt d'un avis de la commission de l'intérieur par M. Wagner, p. 6593 (Document n° 5138).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1953 (Défense nationale), p. 5358 (Document n° 4784). — Dépôt d'un rapport par: 1^{re}, 2^e et 7^e partie (Considérations générales, section commune, articles de loi): M. Christian Pineau, 3^e partie (Essences et poudres): M. François Benard, 4^e partie (Air): M. Guy La Chambre, 5^e partie (Guerre): M. Pierre Ferré; 6^e partie (Marine): M. Joannes Dupraz, p. 6132 (Document n° 5026). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 6812 (Document n° 5209). — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par: 1^{re}, 2^e et 7^e partie (Considérations générales. — Section commune. — Articles de loi): M. Tribolet, 3^e partie (Essences. — Poudres): M. Maurellet, 4^e partie (Air): M. Henri Bouret, 5^e partie (Guerre): M. Bouvier O'Clotereau, 6^e partie (Marine): M. Capdeville, p. 7031 (Document n° 5227).

INVESTISSEMENTS, RECONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1953 (Équipement des services civils. — Investissements économiques et sociaux. — Réparation des dommages de guerre), p. 5258 (Document n° 4785). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6295 (Document n° 5072). — Discussion, p. 6457, 6497. — Dépôt d'un avis du conseil économique, p. 6508 (Document n° 5098). — Avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 6508 (Document n° 5112). — Suite de la discussion, p. 6522, 6554, 6577, 6736. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 6878 (Document n° 5213). — Suite de la discussion, p. 6921).

Dépenses d'investissement des services civils. — Ouverture des crédits de paiement et des autorisations de programme.

Assemblée nationale (art. 1^{er}). — Discussion, p. 6785, 6936, 6913, 6953. — Adoption, p. 6957.

Bénéfice des subventions accordées aux collectivités pour les travaux d'équipement. — Maintien.

Assemblée nationale (art. 1^{er} bis). — Discussion et adoption, p. 6957.

Dépenses afférentes aux investissements exécutés avec le concours de l'Etat. — Ouverture de crédits.

Assemblée nationale (art. 2). — Discussion, p. 6957.

Dépenses afférentes à la réparation des dommages de guerre. — Ouverture de crédits.

Assemblée nationale (art. 3). — Discussion, p. 6736; article réservé, p. 6739, 6770.

Reconstruction et indemnisation des dommages de guerre. — Plan de financement établi à la date du 31 mars 1953.

Assemblée nationale (art. 3 bis). — Discussion et adoption, p. 6957.

Dommages de guerre. — Etablissement, avant le 31 décembre 1953 du titre de créance.

Assemblée nationale (art. 3 ter). — Discussion, p. 6957. — Adoption, p. 6958.

Ordre de priorité d'indemnisation des dommages de guerre et de reconstruction. — Fixation par catégorie. — Projet de loi avant le 1^{er} juillet 1953.

Assemblée nationale (art. 3 quater). — Adoption, p. 6958.

Autorisation de prêts sur les ressources du fonds de modernisation et d'équipement.

Assemblée nationale (art. 4). — Discussion, p. 6741; article réservé, p. 6758; suite de la discussion, p. 6958; adoption, p. 6959.

Dépenses de travaux neufs des entreprises nationales. — Autorisation de paiement.

Assemblée nationale (art. 5). — Discussion, p. 6758; adoption, p. 6761.

Plan de modernisation et d'équipement de l'agriculture et de l'industrie de l'Asote. — Crédi t d'engagement. — Financement. Assemblée nationale (art. 6). — Article réservé, p. 6761; adoption, p. 6959.

Opérations du régime H. L. M. et de crédit immobilier. — Crédi t d'engagement global. Assemblée nationale (art. 7). — Article réservé, p. 6769, 6961.

Dépenses mises à la charge de la caisse autonome de la reconstruction. — Autorisations de programme et de paiement. Assemblée nationale (art. 8). — Article réservé, p. 6769, 6961.

Reconstitution de la flotte de commerce et de pêche et de la flotte rhénane. — Remise en état des navires affrétés. — Autorisations de programme. Assemblée nationale (art. 9). — Adoption, p. 6761.

Aide à la construction navale. Assemblée nationale (art. 10). — Adoption, p. 6951.

Equipement des établissements d'enseignement maritime. — Transfert de crédits. Assemblée nationale (art. 11). — Disjoint par la commission, p. 6930.

Autorisations de programme accordées au ministre de l'éducation nationale. — Montant. Assemblée nationale (art. 11 bis). — Discussion, p. 6931; adoption d'un amendement qui se substitue à l'article 11 bis, p. 6932.

Constructions scolaires. — Subventions allouées aux collectivités locales et rémunérations des architectes. — Calcul sur un montant maximum de travaux. Assemblée nationale (art. 11 ter). — Discussion et adoption, p. 6933.

Construction et réparation des bâtiments scolaires. — Fonds de caisses départementales scolaires. — Affectation. Assemblée nationale (art. 11 quater). — Discussion, p. 6932, 6939; adoption, au scrutin, p. 6943.

Equipement des établissements d'apprentissage agricole reconnus par l'Etat. — Modalités d'attribution des subventions. Assemblée nationale (art. 12). — Discussion, p. 6935; adoption, p. 6936.

Manufacture nationale de Sèvres. — Dépenses de rééquipement. Assemblée nationale (art. 13). — Adoption, p. 6936.

Banque de réescompte de la Sarre. — Augmentation du fonds de dotation. Assemblée nationale (art. 14). — Adoption, p. 6951.

Dépenses d'études, de recherches et d'investissements techniques. — Participation de l'aviation civile. Assemblée nationale (art. 15). — Adoption, p. 6951.

Subventions attribuées en capital à des travaux communaux d'alimentation en eau potable. — Moitié de la part du prélèvement revenant au Trésor, rattachée au budget de l'agriculture. Assemblée nationale (art. 15 bis). — Adoption, p. 6951.

Emprunts émis pour l'équipement. — Garantie de l'Etat. Assemblée nationale (art. 16). — Discussion et adoption, p. 6761.

Participation de l'Etat en annuités au service de certains emprunts émis pour l'équipement. Assemblée nationale (art. 17). — Adoption, p. 6761.

Financement d'installations industrielles. — Emprunts contractés en 1953. — Participations en annuités. Assemblée nationale (art. 17 bis). — Adoption, p. 6960.

Avances de la caisse centrale de la France d'outre-mer aux territoires d'outre-mer et aux départements d'outre-mer. — Relèvement du plafond. Assemblée nationale (art. 18). — Adoption, p. 6763.

Chemins de fer de la Méditerranée au Niger. — Autorisation d'emprunts. — Montant maximum. Assemblée nationale (art. 19). — Adoption, p. 6763.

Compagnie du chemin de fer franco-éthiopien. — Modernisation du réseau. — Autorisation d'emprunts. Assemblée nationale (art. 20). — Adoption, p. 6763.

Compagnie des câbles sud-américains. — Remise en état du réseau. — Autorisation d'emprunts. Assemblée nationale (art. 21). — Adoption, p. 6763.

Aéroport de Paris. — Extension et modernisation. — Autorisation d'emprunts. — Montant maximum. Assemblée nationale (art. 22). — Adoption, p. 6763.

Relèvement du montant maximum des emprunts de l'alliance française. Assemblée nationale (art. 23). — Adoption, p. 6763.

Office national de la navigation. — Montant maximum des emprunts bénéficiant de la garantie de l'Etat. Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et disjonction, p. 6763.

Emprunts émis par l'U. N. E. S. C. O. — Garantie de l'Etat. — Montant maximum. Assemblée nationale (art. 24). — Disjoint par la commission, repris par le Gouvernement, discussion et adoption, p. 6761.

Dispositions relatives aux ressources de la caisse nationale de crédit agricole. Assemblée nationale (art. 25). — Discussion, p. 6764; adoption, p. 6765.

Crédi t mutuel et coopération agricoles. — Modification du décret portant application du décret du 29 avril 1940 dans les départements d'outre-mer. Assemblée nationale (art. 25 bis, 25 ter). — Discussion, p. 6765; renvoi à la commission, p. 6766; adoption, p. 6960.

Prêts du crédit agricole. — Départements d'outre-mer. — Rapatriés et militaires des forces françaises libres. Assemblée nationale (art. 25 quater). — Discussion et adoption, p. 6960.

Habitat rural. — Abrogation de la loi du 15 mai 1911. — Modification au décret du 29 avril 1940. Assemblée nationale (art. 26). — Adoption, p. 6766.

Codification des textes régissant le crédit agricole. Assemblée nationale (art. 27). — Adoption, p. 6766.

Crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (services civils) pour le premier trimestre de l'exercice 1947. — Modification à l'article 82 de la loi n° 46-2914 du 23 décembre 1946. Assemblée nationale (art. 27 bis). — Discussion et adoption, p. 6766.

Affectation des ressources provenant des dépôts des caisses d'épargne. — Création d'une commission auprès de la caisse des dépôts et consignations. Assemblée nationale (art. 27 ter). — Discussion, p. 6767; adoption, p. 6768.

Placement des excédents des caisses d'épargne dans les départements d'outre-mer. — Cumul. Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et renvoi à la commission, p. 6768; discussion, p. 6960; adoption, p. 6961.

Artisanat. — Prêts individuels. — Modification de l'article 10 de la loi du 21 mars 1941. Assemblée nationale (art. 27 quater). — Adoption, p. 6769.

Caisse nationale des marchés de l'Etat. — Modification de l'article 8 de la loi du 19 août 1936. Assemblée nationale (art. 27 quinquies). — Adoption, p. 6769.

Gaz de France. — Collectivités lui ayant concédé des distributions de gaz. — Abrogation de l'article 16 de la loi n° 52-14 du 5 janvier 1952.

Assemblée nationale (art. 27 sexies). — Discussion, p. 6739; adoption, p. 6741.

Majoration des crédits, des autorisations de paiement et des autorisations de programme afférents aux dépenses mises à la charge de la caisse autonome de la reconstruction. Assemblée nationale (art. 28). — Adoption, p. 6770.

Caisse autonome de la reconstruction. — Autorisation d'émission. — Prorogation en 1953. — Paiement d'indemnités de reconstitution au moyen de titres. Assemblée nationale (art. 29 et 30). — Discussion et adoption, p. 6771.

Paiement en titres des indemnités de dommages de guerre. — Modification de l'article 34 de la loi du 16 juin 1948. Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 6771.

Titres grevés. — Privilège du créancier. Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 6772.

Indemnités C; dépossession aux spolies. — Paiement en 1953. — Montant maximum. Assemblée nationale (art. 31). — Adoption, p. 6772.

Indemnités dues aux industriels, commerçants et artisans. — Report de leurs baux. — Paiement en 1953. — Maximum. Assemblée nationale (art. 32). — Adoption, p. 6772.

Paiement d'indemnité d'érection. — Autorisation d'émission de titres. Assemblée nationale (art. 33). — Adoption, p. 6772.

Abrogation de l'article 4 bis de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre. Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 6772; adoption, p. 6773.

Dommages de guerre. — Modification de l'article 36 de la loi n° 46-2339 du 28 octobre 1946. Assemblée nationale (art. 34). — Discussion, p. 6773; adoption, p. 6774.

Dommages de guerre. — Modification de l'article 66 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946. Assemblée nationale (art. 35). — Discussion et adoption, p. 6774.

Dommages de guerre. — Abrogation du paragraphe 5 de l'article 10 de la loi n° 46-2339 du 28 octobre 1946. Assemblée nationale (art. 36). — Discussion, p. 6774; disjonction, p. 6775.

Terrains privés supportant des constructions édifiées par les services allemands de la reconstruction. Assemblée nationale (art. 37). — Adoption, p. 6775.

Construction d'immeubles d'habitation par les groupements de reconstruction. Assemblée nationale (art. 38 et 39). — Adoption, p. 6775.

Contrôle de la gestion des groupements de reconstruction. — Modification des art. 12 et 14 de la loi du 16 juin 1948. Assemblée nationale (art. 40 et 41). — Adoption de l'article 40 et discussion de l'article 41, p. 6775; adoption, p. 6776.

Associations syndicales de reconstruction. — Fonctionnement. — Modification des articles 10 et 24 de la loi n° 48975 du 16 juin 1948. Assemblée nationale (art. 41 bis). — Discussion et adoption, p. 6777.

Financement d'un programme de logement H. L. M. au cours des années 1953-1957. — Projet de loi déposé avant le 1^{er} mai 1953. Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 6777; renvoi à la commission, p. 6778; discussion, p. 6961; rejet, au scrutin, p. 6962.

Emprunts émis ou contractés par les organismes d'habitations à loyer modéré et les sociétés de crédit immobilier. — Bonifications d'intérêt.

Assemblée nationale (art. 42). — Adoption, p. 6778.

Sociétés d'assurances de toute nature. — Prêts aux organismes d'habitations. — Utilisation des fonds constitutifs de leurs réserves techniques. — Autorisation.

Assemblée nationale (art. 42 bis). — Adoption, p. 6778.

Office ou société d'habitations à loyer modéré. — Subvention annuelle. — Montant maximum.

Assemblée nationale (art. 43). — Adoption, p. 6778.

Habitations à loyer modéré et crédit immobilier. — Contrôle de la gestion des conseils d'administration et des administrateurs des sociétés.

Assemblée nationale (art. 44). — Adoption, p. 6778.

Offices et sociétés d'habitations à loyer modéré. — Aliénation du patrimoine immobilier.

Assemblée nationale (art. 45). — Discussion, p. 6778; adoption, p. 6779.

Logements destinés aux fonctionnaires et agents de l'Etat, civils et militaires. — Modification de l'article 13 de la loi n° 51-650 du 24 mai 1951.

Assemblée nationale (art. 46). — Discussion et adoption, p. 6779.

Primes à la construction. — Montant total.

Assemblée nationale (art. 47). — Discussion, p. 6779; adoption, p. 6781.

Sociétés d'assurances de toute nature et caisses de retraites des cadres. — Emploi du fonds de réserve en prêts aux organismes d'H. L. M. — Modification de l'art. 14 de la loi n° 52-5 du 3 janvier 1952.

Assemblée nationale (article 47 bis). — Discussion, p. 6781; renvoi à la commission, p. 6782; rejet, au scrutin, p. 6963.

Constructions répondant aux normes des H. L. M. — Priorité dans l'attribution des primes annuelles.

Assemblée nationale (art. 47 bis A). — Adoption, p. 6963.

Organismes d'H. L. M. et de crédit immobilier. — Acceptation d'effets émis par le sous-comptoir des entrepreneurs. — Modification de l'article 14 de la loi n° 814 du 21 juillet 1950.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 6782.

Organismes d'H. L. M. et de crédit immobilier. — Dépôts sur les livrets de caisses d'épargne sans limitation de somme. — Autorisation.

Assemblée nationale (article 47 ter). — Discussion et renvoi à la commission, p. 6782; suite de la discussion et adoption, p. 6963.

Contrats d'assurances temporaires sur la vie. — Législation sur les H. L. M. — Exonération de la taxe spéciale sur les conventions d'assurances.

Assemblée nationale (art. 47 quater). — Adoption, p. 6964.

Assurances sur la vie. — H. L. M. — Suppression de la redevance prévue par l'article 5 de l'ordonnance n° 45-2633 du 2 novembre 1945.

Assemblée nationale (art. 47 quinquies). — Discussion et adoption, p. 6964.

Primes à la construction. — Substitution de la caisse centrale de la France d'outre-mer au crédit foncier de France pour consentir des prêts dans les départements d'outre-mer.

Assemblée nationale (art. 48). — Discussion et adoption, p. 6783.

Extension du prélèvement sur les loyers aux locaux commerciaux. — Sanctions en cas de non-paiement du prélèvement.

Assemblée nationale (art. 49). — Discussion et adoption, p. 6783.

Vente d'immeubles ayant bénéficié d'une subvention du fonds national d'amélioration de l'habitat. — Prélèvement sur les loyers.

Assemblée nationale (art. 50). — Disjonction, p. 6783.

Opérations effectuées au titre de la reconstruction. — Recensement.

Assemblée nationale (art. 51). — Discussion, p. 6783; disjonction, p. 6785.

Travaux effectués pour le compte de l'Etat. — Honoraires d'architectes.

Assemblée nationale (art. 52). — Discussion et adoption, p. 6785.

Sociétés ayant pour objet la constitution, l'acquisition ou la gestion d'ensembles immobiliers. — Extension des dispositions de la loi du 28 juin 1933.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 6785.

Prélèvement sur les loyers. — Extension aux locaux créés avec le concours du fonds d'amélioration de l'habitat, ainsi qu'aux locaux à usage commercial ou artisanal. — Prélèvement supporté par le propriétaire et le locataire.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 6951.

Privilège du créancier s'exerçant sur les titres grevés. — Exception du privilège accordé aux salariés.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 6951. — Adoption, p. 6952.

Habitations à loyer modéré. — Coopératives d'habitations constituées dans les départements d'outre-mer. — Prêts.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 6952.

Ports de Pointe-à-Pitre et de Fort-de-France. — Travaux en cours. — Réévaluations de crédits. — Imputation au budget du ministère des travaux publics.

Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et renvoi à la commission, p. 6953.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1953 (postes, télégraphes et téléphones, caisse nationale d'épargne, p. 5965 (Document n° 4963).

SERVICES CIVILS

AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Affaires étrangères II. — Affaires allemandes et autrichiennes), p. 4083 (Document n° 4252). — Dépôt du rapport par M. Francis Leenhardt, p. 4180 (Document n° 4355). — Discussion, p. 5076; adoption du projet de loi, p. 5084.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1919 (Document n° 548). — Dépôt du rapport par M. Jean Maroger, p. 1953 (Document n° 562). — Discussion, p. 2700; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2701.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6813 (Document n° 5198).

AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Finances et affaires économiques. — III. — Affaires économiques), p. 4083 (Document n° 4260). — Dépôt du rapport par M. Gilles Gozard, p. 4179 (Document n° 4350). — Renvoi à la commission, p. 4654. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4734 (Document n° 4590). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Jarrosson, p. 5041 (Document n° 4724). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Gilles Gozard, p. 5167 (Document n° 4761). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 5167 (Document n° 4764). — Discussion, p. 5149 et adoption du projet de loi, p. 5166 (rectificatif, p. 5388).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1924 (Document n° 554). — Dépôt du rapport par M. Abic, p. 2242 (Document n° 613). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Rochereau, p. 2503 (Document n° 634). — Discussion, p. 2574; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2600.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6593 (Document n° 5134). — Dépôt du rapport par M. Gilles Gozard, p. 6812 (Document n° 5208).

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Affaires étrangères I. — Service des affaires étrangères), p. 4083 (Document n° 4251). — Dépôt du rapport par M. Cornignon-Molinier, p. 4300 (Document n° 4419). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4546 (Document n° 4513). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Cornignon-Molinier, p. 4517 (Document n° 4521). — Discussion, p. 4520, 4538; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 4543.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1764 (Document n° 496). — Dépôt du rapport par Maroger, p. 1792 (Document n° 512). — Adoption de la proposition de résolution demandant une prolongation du délai qui lui est imparti pour formuler son avis sur ledit projet de loi, p. 1863.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 5085 (Document n° 4756). — Adoption de la proposition de résolution, p. 5149.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 1925. — Discussion, p. 2644, 2651; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2699 (rectificatif, p. 2723).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6813 (Document n° 5197).

AGRICULTURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (agriculture), p. 4083 (Document n° 4254). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 4179 (Document n° 4344). — Discussion, p. 4267, 4279. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4298 (Document n° 4137). — Suite de la discussion, p. 4464; adoption du projet de loi, p. 4486.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1764 (Document n° 489). — Dépôt du rapport par M. de Montalembert, p. 1792 (Document n° 510). — Discussion, p. 1845, 1913. — Adoption d'une résolution demandant une prolongation du délai qui lui est imparti pour formuler son avis sur ledit projet de loi, p. 1919.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 5166 (Document n° 4778). — Adoption de la proposition de résolution, p. 5178.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 1925. — Discussion, p. 1926; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1951 (rectificatif, p. 2040, 2723).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5358 (Document n° 4792). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6674 (Document n° 5171).

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (anciens combattants et victimes

de la guerre), p. 4083 (Document n° 4255). — Dépôt du rapport par M. Darou, p. 4300 (Document n° 4420). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4622 (Document n° 4559). — Discussion, p. 4635; adoption, au scrutin, d'une motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion, p. 4642. — Suite de la discussion, p. 5225; adoption d'une motion tendant à surseoir à la discussion, p. 5226. — Suite de la discussion, p. 5886, 5896, 5934, 6682, 6700, 6720. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 6878 (Document n° 5212).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à majorer, par lettre rectificative, les crédits prévus au projet de budget du ministère des anciens combattants pour l'exercice 1953, afin de satisfaire les revendications les plus urgentes des victimes de guerre et de mettre en application les statuts votés par le Parlement concernant certaines catégories d'entre elles, p. 4300 (Document n° 4416).

AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Travaux publics, transports et tourisme. II. — Aviation civile et commerciale), p. 4084 (Document n° 4270). — Dépôt du rapport par M. Guy La Chambre, p. 4766 (Document n° 4609). — Discussion, p. 5059. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 5085 (Document n° 4736). — Suite de la discussion, p. 5259; adoption du projet de loi, p. 5273.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1924 (Document n° 559). — Dépôt du rapport par M. Walker, p. 2399 (Document n° 622). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. René Dubois, p. 2573 (Document n° 649).

CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (caisse nationale d'épargne), p. 4084 (Document n° 4275). — Dépôt du rapport par M. Boisdé, p. 5002 (Document n° 4720). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 5086 (Document n° 4754). — Discussion, p. 5126; adoption du projet de loi, p. 5127 (rectificatif, p. 5388).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1924 (Document n° 552). — Dépôt du rapport par M. Georges Marrane, p. 2140 (Document n° 597). — Discussion, p. 2251; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2252.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6032 (Document n° 4993). — Dépôt du rapport par M. Boisdé, p. 6674 (Document n° 5173).

EDUCATION NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (éducation nationale), p. 4083 (Document n° 4256). — Dépôt du rapport par M. Simonnet, p. 4661 (Document n° 4587). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4804 (Document n° 4634). — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par M. Schmittlein, p. 4806 (Document n° 4641). — Discussion, p. 4815. — Suite de la discussion, p. 4835, 4863, 4902, 4957; dépôt d'une lettre rectificative (Document n° 4654) et adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 4999 (rectificatif, p. 5358).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1863 (Document n° 544). — Dépôt du rapport par M. Debû-Bridel, p. 2141 (Document n° 601). — Discussion, p. 2289, 2301. — Suite de la discussion, p. 2317; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2399 (rectificatif, p. 2704, 2723).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6202 (Document n° 5035). — Dépôt du rapport par M. Simonnet, p. 6674 (Document n° 5189).

ETATS ASSOCIÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Etats associés), p. 4083 (Document n° 4257). — Dépôt du rapport par M. Dorey, p. 4766 (Document n° 4608). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 5002 (Document n° 4658). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 5295 (Document n° 4780). — Retrait de la lettre rectificative, p. 5386, et dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 5386 (Document n° 4801) (rectificatif, p. 5432). — Discussion, p. 5381; adoption, au scrutin, d'une question préalable et rejet du projet de loi, p. 5385.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Etats associés), p. 5673 (Document n° 4852). — Dépôt du rapport par M. Dorey, p. 6201 (Document n° 5040). — Discussion, p. 6641, 6659.

FINANCES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (finances et affaires économiques. — I. — Charges communes), p. 4083 (Document n° 4258). — Dépôt du rapport par M. Abel Gardey, p. 5431 (Document n° 4822). — Discussion, p. 5702; rejet, au scrutin, d'une motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion, p. 5705. — Suite de la discussion, p. 5707, 5734; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 5751.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2134 (Document n° 596). — Dépôt du rapport par M. Pauly, p. 2277 (Docu-

ment n° 616). — Discussion, p. 2549, 2574. — Suite de la discussion, p. 2612, 2628; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2631 (rectificatif, p. 2723).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6593 (Document n° 5165). — Dépôt du rapport par M. Abel Gardey, p. 6812 (Document n° 5207).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (finances et affaires économiques. — II. — Services financiers), p. 4083 (Document n° 4259). — Dépôt du rapport par M. Abel Gardey, p. 4623 (Document n° 4539). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4734 (Document n° 4600). — Discussion, p. 4703, et adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 4713.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1788 (Document n° 505). — Dépôt du rapport par M. Pauly, p. 1894 (Document n° 546). — Discussion, p. 2147; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2157.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5967 (Document n° 4935). — Dépôt du rapport par M. Abel Gardey, p. 6674 (Document n° 5188).

FRANCE D'OUTRE-MER

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (France d'outre-mer), p. 4083 (Document n° 4261). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 4300 (Document n° 4121). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 4571 (Document n° 4533). — Discussion, p. 4775, 4788. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4804 (Document n° 4615). — Discussion, p. 4925, 4945; seconde délibération de l'article 1^{er}, p. 4950; adoption du projet de loi, p. 4957.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1804 (Document n° 528). — Dépôt du rapport par M. Saller, p. 1960 (Document n° 564). — Discussion, p. 2050, 2073; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2089 (rectificatif, p. 2704).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5716 (Document n° 4865). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 6673 (Document n° 5169).

IMPRIMERIE NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Imprimerie nationale), p. 4084 (Document n° 4272). — Dépôt du rapport par M. Boisdé, p. 4180 (Document n° 4359). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4734 (Document n° 4595). — Discussion, p. 4698 et adoption, p. 4700.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1783 (Document n° 504). — Dépôt du rapport par M. Litaïse, p. 2141 (Document n° 508). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2224.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5967 (Document n° 4972). — Dépôt du rapport par M. Boisdé, p. 6507 (Document n° 5105).

INDUSTRIE ET COMMERCE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Industrie et commerce), p. 4083 (Document n° 4262). — Dépôt du rapport par M. Jules-Julien, p. 4180 (Document n° 4356). — Discussion, p. 4352; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 4364.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1764 (Document n° 496). — Dépôt du rapport par M. Alric, p. 1792 (Document n° 511). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Bousch, p. 1804 (Document n° 522). — Discussion, p. 1816; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1832.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5041 (Document n° 4729). — Dépôt du rapport par M. Jules-Julien, p. 6674 (Document n° 5176).

INTÉRIEUR

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Intérieur), p. 4083 (Document n° 4263). — Dépôt du rapport par M. de Tinguy, p. 4623 (Document n° 4577). — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. Monsabert, p. 4805 (Document n° 4616). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4880 (Document n° 4651). — Discussion, p. 4921; adoption, au scrutin, d'une motion préjudicielle tendant à l'ajournement de la discussion, p. 4925. — Suite de la discussion, p. 5332. — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative (Document n° 4790) et suite de la discussion, p. 5354; adoption, au scrutin, d'une motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion, p. 5357. — Suite de la discussion, p. 6308, 6325, 6355; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 6371.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2520 (Document n° 637). — Dépôt du rapport par M. Jacques Masteau, p. 2707 (Document n° 662).

JUSTICE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Justice), p. 4083 (Document

n° 4264). — Dépôt du rapport par M. Ramarony, p. 4232 (Document n° 4379). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4364 (Document n° 4183). — Discussion, p. 4144; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 4153.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1761 (Document n° 488). — Dépôt du rapport par M. Emilien Lieutaud, p. 1792 (Document n° 509). — Discussion, p. 1805; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1816.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5041 (Document n° 4727). — Dépôt du rapport par M. Ramarony, p. 6674 (Document n° 5190).

LÉGION D'HONNEUR

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Légion d'honneur et ordre de la Libération), p. 4084 (Document n° 4273). — Dépôt du rapport par M. Jean-Paul Palewski, p. 4179 (Document n° 4317). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4731 (Document n° 4594). — Discussion, p. 4700; adoption du projet de loi, p. 4701 (rectificatif, p. 4881).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1788 (Document n° 503). — Dépôt du rapport par M. Litaize, p. 2141 (Document n° 599). — Discussion, p. 2225; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2227.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5967 (Document n° 4974). — Dépôt du rapport par M. Jean-Paul Palewski, p. 6508 (Document n° 5107).

MARINE MARCHANDE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Travaux publics, transports et tourisme. III. — Marine marchande), p. 4084 (Document n° 4271). — Dépôt du rapport par M. Mazier, p. 4300 (Document n° 4423). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4622 (Document n° 4560). — Discussion, p. 4642; adoption, au scrutin, d'une motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion, p. 4644. — Suite de la discussion, p. 5102, 5273; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5291 (rectificatif, p. 5432).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1924 (Document n° 560). — Dépôt du rapport par M. Courrière, p. 2012 (Document n° 578). — Discussion, p. 2158; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2184 (rectificatif, p. 2400).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5967 (Document n° 4929). — Dépôt du rapport par M. Mazier (Document n° 5172).

MONNAIES ET MÉDAILLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (monnaies et médailles), p. 4084 (Document n° 4274). — Dépôt du rapport par M. Jean-Paul Palewski, p. 4179 (Document n° 4346). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4734 (Document n° 4589). — Discussion, p. 4701; adoption du projet de loi, p. 4702 (rectificatif, p. 4881, 6508).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1788 (Document n° 502). — Dépôt du rapport par M. Litaize, p. 2141 (Document n° 600). — Discussion, p. 2221; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2225.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5967 (Document n° 4973). — Dépôt du rapport par M. Jean-Paul Palewski, p. 6507 (Document n° 5106).

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Postes, télégraphes et téléphones), p. 4084 (Document n° 4275). — Dépôt du rapport par M. Dagain, p. 5002 (Document n° 4719). — Discussion, p. 5127. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Dagain, p. 5167 (Document n° 4758). — Suite de la discussion, p. 5251; adoption du projet de loi, p. 5259.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1924 (Document n° 558). — Dépôt du rapport par M. Coudé du Foresto, p. 2100 (Document n° 592). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Bouquerel, p. 2141 (Document n° 605). — Discussion, p. 2252; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2277.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6032 (Document n° 4997). — Dépôt du rapport par M. Dagain, p. 6674 (Document n° 5175).

PRÉSIDENTICE DU CONSEIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Présidence du conseil), p. 4083 (Document n° 4265). — Dépôt du rapport par M. Le Roy-Ladurie, p. 4180 (Document n° 4357). — Discussion, p. 4512. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4546 (Document n° 4514). — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 4622 (Document n° 4578). — Suite de la discussion, p. 4654; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 4660 (rectificatif, p. 4735).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1788 (Document n° 498). — Dépôt du rapport par M. Boutery, p. 1863 (Document n° 540). — Discussion, p. 2046; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 2051.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5673 (Document n° 4856). — Dépôt du rapport par M. Le Roy-Ladurie, p. 6507 (Document n° 5104).

PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles pour l'exercice 1953, p. 5358 (Document n° 4786). — Dépôt du rapport par M. Raffarin, p. 6508 (Document n° 5120).

RADIODIFFUSION — TÉLÉVISION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Radiodiffusion-télévision française), p. 4084 (Document n° 4276). — Dépôt du rapport par M. Ulver, p. 5002 (Document n° 4718). — Dépôt d'un avis de la commission de la presse par M. Desson, p. 5168 (Document n° 4771). — Discussion, p. 5204; dépôt d'une lettre rectificative, p. 5291 (Document n° 4779); adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5225.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1924 (Document n° 556). — Dépôt du rapport par M. Debû-Bridel, p. 2212 (Document n° 614). — Dépôt d'un avis de la commission de la presse par M. Gaspard, p. 2412 (Document n° 627). — Discussion, p. 2413; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2427.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6202 (Document n° 5064).

RECONSTRUCTION ET URBANISME

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Reconstruction et urbanisme), p. 4084 (Document n° 4266). — Dépôt du rapport par M. Pierre Courant, p. 4179 (Document n° 4349). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4571 (Document n° 4535). — Discussion, p. 4581. — Suite de la discussion, p. 5178, 5234; adoption du projet de loi, p. 5251 (rectificatif, p. 5674).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1924 (Document n° 557). — Dépôt du rapport par M. Bousch, p. 2242 (Document n° 612). — Discussion, p. 2453; suite de la discussion, p. 2468; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2496 (rectificatif, p. 2704).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6371 (Document n° 5085). — Dépôt du rapport par M. Pierre Courant, p. 6508 (Document n° 5108).

SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (santé publique et population), p. 4084 (Document n° 4267). — Dépôt du rapport par M. Marcel David, p. 4300 (Document n° 4422). — Discussion, p. 4581, 4601. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4622 (Document n° 4537). — Discussion, p. 4724; adoption au scrutin du projet de loi, p. 4733 (rectificatif, p. 4881).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1788 (Document n° 506). — Dépôt du rapport par M. Clavier, p. 1863 (Document n° 541). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Vourc'h, p. 1953 (Document n° 561). — Discussion, p. 1999. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Clavier, p. 2012 (Document n° 579). — Suite de la discussion, p. 2013; adoption au scrutin de l'avis sur le projet de loi, p. 2038 (rectificatif, p. 2090).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5553 (Document n° 4844). — Dépôt du rapport par M. Marcel David, p. 6674 (Document n° 5171).

SERVICE FRANÇAIS EN SARRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (affaires étrangères III. — Service français en Sarre), p. 4083 (Document n° 4253). — Dépôt du rapport par M. Massot, p. 4232 (Document n° 4378). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4546 (Document n° 4529). — Discussion, p. 4543; adoption du projet de loi, p. 4545.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1761 (Document n° 497). — Dépôt du rapport par M. Maroger, p. 1792 (Document n° 513). — Adoption d'une proposition de résolution, demandant une prolongation du délai qui lui est imparti pour formuler son avis sur ledit projet de loi, p. 1863.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 5085 (Document n° 4755). — Adoption de la proposition de résolution, p. 5149.

Conseil de la République. — Communication de la résolution, p. 1925. — Discussion, p. 2701; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2703.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6813 (Document n° 5199).

TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (travail et sécurité sociale), p. 4084 (Document n° 4268). — Dépôt du rapport par M. Lacoste, p. 4179 (Document n° 4345). — Discussion, p. 4330; adoption, p. 4349.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1764 (Document n° 485). — Dépôt du rapport par M. Marrane, p. 1804 (Document n° 521). — Discussion p. 1895; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1913.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5168 (Document n° 4777). — Dépôt du rapport par M. Lacoste, p. 6673 (Document n° 5168).

TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (travaux publics, transports et tourisme). I. — Travaux publics, transports et tourisme, p. 4084 (Document n° 4269). — Dépôt du rapport par M. Gabelle, p. 4179 (Document n° 4348). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4364 (Document n° 4482). — Discussion, p. 4402; adoption du projet de loi, p. 4430 (rectificatif, p. 4662).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1764 (Document n° 487). — Dépôt du rapport par M. Minvielle, p. 1804 (Document n° 518). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Julien Brunhes, p. 1840 (Document n° 536). — Discussion, p. 1865; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1887 (rectificatif, p. 2408).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5168 (Document n° 4757). — Dépôt du rapport par M. Gabelle, p. 6673 (Document n° 5170).

TEXTES GÉNÉRAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1953 et autorisation provisoire de percevoir les impôts pour l'exercice 1953, p. 7046 (Document n° 5239). — Lecture du rapport par M. Charles Barangé et discussion, p. 7047; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 7056.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2715 (Document n° 672). — Lecture du rapport par M. Jean Berthoin et discussion, p. 2716; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2722.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7075 (Document n° 5259). — Lecture du rapport par M. Lionel Tinguy et discussion, p. 7057; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 7053 (Loi n° 52-1402 du 30 décembre 1952 J. O. du 31 décembre 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi de finances pour l'exercice 1953, p. 5386 (Document n° 4794) (rectificatif p. 5432). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5787 (Document n° 4888). — Discussion générale, p. 5943, 5952. — Dépôt d'un avis de la commission de la marine marchande par M. Ramarony, p. 5967 (Document n° 4930). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 5982 (Document n° 4981). — Suite de la discussion générale, p. 5982, 6000, 6018. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé (Document n° 4983). — Suite de la discussion, p. 6039; question de confiance sur la prise en considération du projet du Gouvernement, p. 6052. — Vote sur la question de confiance, p. 6058, et adoption, au scrutin, p. 6079. — Discussion des articles, p. 6086, 6151, 6187, 6230, 6245, 6279. — Questions de confiance sur les articles 128, 129, 130, p. 6268. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 6284 (Document n° 5083); suite de la discussion, p. 6284, 6346; nouvelle question de confiance et dépôt d'une lettre rectificative, p. 6378 (Document n° 5211); vote sur les questions de confiance, p. 7010; démission du Gouvernement par suite de la défaillance d'un groupe important de la majorité, p. 7027 (rectificatif, p. 6508, 6536).

LOI DE FINANCES

Dispositions générales relatives à l'exécution du budget de l'exercice 1953.

Assemblée nationale (art. 1^{er}). — Discussion, p. 6086; adoption, au scrutin, p. 6091.

Dépenses de fonctionnement et d'investissement des services civils. — Services militaires. — Comptes spéciaux du Trésor. — Interdiction de mesures nouvelles. — Impôts et revenus autorisés.

Assemblée nationale (art. 2 à 9). — Réservés, p. 6090.

Dispositions portant réforme de la fiscalité de l'Etat, des collectivités locales et de divers organismes publics.

Assemblée nationale (art. 10 à 26). — Disjoints par lettre rectificative, p. 6090.

Exonération des aliments du bétail.

Assemblée nationale (art. 27). — Discussion, p. 6093; disjoint par le Gouvernement et repris sous forme d'amendement et renvoyé à la commission, p. 6093.

Taxe unique sur les cidres. — Produits pétroliers; taxe intérieure de consommation.

Assemblée nationale (art. 28, 29 et 29 bis). — Disjoints par lettre rectificative, p. 6151.

Prélèvement effectué au profit du fonds d'investissement routier. — Fixation pour l'année 1953.

Assemblée nationale (art. 29 ter). — Discussion, p. 6151; adoption, p. 6157.

Revenu des propriétés bâties et non bâties. — Base d'imposition.

Assemblée nationale (art. 30). — Discussion, p. 6157; rejet, au scrutin, p. 6159.

Revenus fonciers. — Propriétés louées ou affermées et propriétés dont le propriétaire se réserve la jouissance. — Détermination du revenu imposable.

Assemblée nationale (art. 31 et 32). — Discussion, p. 6159; disjonction, p. 6160.

Revenus des propriétés bâties et non bâties. — Revision quinquennale des évaluations cadastrales. — Suppression de l'exonération des majorations de loyer.

Assemblée nationale (art. 33). — Discussion, p. 6161; adoption, p. 6162.

Revenus des propriétés bâties. — Point de départ des revisions quinquennales. — Régime transitoire.

Assemblée nationale (art. 34). — Disjonction, p. 6162.

Revenus des propriétés non bâties. — Point de départ des revisions quinquennales. — Régime transitoire.

Assemblée nationale (art. 35). — Discussion, p. 6162; disjonction, p. 6164.

Fixation du bénéfice imposable en fonction du chiffre d'affaires.

Assemblée nationale (art. 36 et 37). — Suppression par lettre rectificative, p. 6164.

Impôts. — Artisans. Concours autorisés.

Assemblée nationale (art. 38). — Discussion, p. 6164; adoption, p. 6167.

Impôts. — Allocations forfaitaires de frais de représentation et de déplacement.

Assemblée nationale (art. 39). — Discussion, p. 6167; adoption, p. 6168.

Impôts sur les sociétés. — Bénéfices industriels et commerciaux. — Affectation des voitures de tourisme, avantages en nature, frais professionnels — Déclaration.

Assemblée nationale (art. 40). — Discussion, p. 6168; adoption, p. 6169.

Infraction aux dispositions de l'article 40. — Sanctions: amendes fiscales et peines correctionnelles.

Assemblée nationale (art. 41). — Discussion, p. 6169; renvoi à la commission, p. 6171; suite de la discussion, p. 6189; adoption, p. 6189.

Bénéfices des exploitations agricoles. — Détermination du bénéfice forfaitaire. — Ajustement du revenu cadastral dans l'intervalle des revisions foncières. — Dénonciation du forfait.

Assemblée nationale (art. 42, 43 et 44). — Suppression par lettre rectificative, p. 6170.

Revenus des capitaux mobiliers. — Sommes versées par les associés dans la caisse sociale en sus de leur part de capital.

Assemblée nationale (art. 45). — Adoption, p. 6170.

Régime fiscal des rémunérations des administrateurs de sociétés anonymes.

Assemblée nationale (art. 46). — Discussion, p. 6171, 6187; article réservé, p. 6189; suite de la discussion et adoption, p. 6192.

Professions non commerciales et revenus assimilés. — Procédure d'évaluation du bénéfice imposable: suppression de l'intervention du préconciiliateur.

Assemblée nationale (art. 47). — Suppression par lettre rectificative, p. 6189.

Bénéfices des professions non commerciales. — Livre-journal.

Assemblée nationale (art. 48). — Disjoint par lettre rectificative, p. 6189.

Bénéfices provenant de la production littéraire, scientifique ou artistique.

Assemblée nationale (art. 49). — Discussion, p. 6189; adoption, p. 6189.

Surtaxe progressive. — Mode de détermination du revenu net global.

Assemblée nationale (art. 50). — Suppression par lettre rectificative, p. 6189.

Traitements et salaires. — Evaluation forfaitaire des frais professionnels. — Régime applicable aux allocations spéciales pour frais de représentation, de mission ou de déplacement.

Assemblée nationale (art. 51). — Discussion, p. 6189; adoption, au scrutin, p. 6192.

Revenu imposable d'après certains éléments cumulés du train de vie. — Evaluation forfaitaire minimum.

Assemblée nationale (art. 52). — Discussion, p. 6192; adoption, au scrutin, p. 6197.

Personnes changeant fréquemment de lieu de séjour ou logeant dans des locaux meublés ou d'emprunt. — Règles spéciales d'imposition et de recouvrement.

Assemblée nationale (art. 53). — Discussion et adoption, p. 6197.

Impôt sur le revenu. — Calcul de la taxe proportionnelle et de la surtaxe progressive.

Assemblée nationale (art. 54 et 55). — Suppression par lettre rectificative, p. 6197.

Régime fiscal des sociétés coopératives agricoles.

Assemblée nationale (art. 56). — Disjoint par lettre rectificative, p. 6197.

Versement forfaitaire sur les salaires et les cotisations sociales. — Unification des règles de contrôle et de perception.

Assemblée nationale (art. 57). — Suppression par lettre rectificative, p. 6177.

- Impôts directs. — Modalités de recouvrement. — Mesures d'accélération de la procédure.**
Assemblée nationale (art. 58, 59 et 60). — Disjoints par lettre rectificative, p. 6197.
- Impôt sur le revenu des personnes physiques. — Unification des règles de procédure.**
Assemblée nationale (art. 61). — Adoption, p. 6197.
- Droits de mutation à titre gratuit en ligne collatérale et entre personnes non parentes. — Aménagement des tarifs.**
Assemblée nationale (art. 62). — Disjoint par lettre rectificative, p. 6197.
- Valeur imposable des immeubles et des fonds de commerce. — Droits de mutation.**
Assemblée nationale (art. 63). — Discussion, p. 6197; adoption, p. 6198.
- Acquisition d'appartements. — Paiement fractionné des droits de mutation.**
Assemblée nationale (art. 64). — Adoption, p. 6199.
- Bulletins et livres de paye. — Exonération du timbre des quittances.**
Assemblée nationale (art. 65). — Adoption, p. 6198.
- Alcool. — Droit de consommation.**
Assemblée nationale (art. 66). — Discussion, p. 6198; disjonction, p. 6234.
- Eau-de-vie livrées à la consommation. — Fraude fiscale. — Conditionnement en bouteilles obligatoire.**
Assemblée nationale (art. 67). — Discussion, p. 6234; adoption, p. 6232.
- Assainissement des marchés de la pomme à cidre et du vin. — Institution d'un compte spécial.**
Assemblée nationale (art. 68). — Discussion, p. 6232; retrait, p. 6234.
- Impositions perçues au profit des collectivités locales et des divers organismes.**
Assemblée nationale (art. 69 à 97). — Disjoints par lettre rectificative, p. 6234.
- Fusion administrative des services de la direction générale des impôts.**
Assemblée nationale (art. 98). — Suppression par lettre rectificative, p. 6234.
- Exonérations et atténuations d'impôts. — Evaluation annuelle.**
Assemblée nationale (art. 99). — Discussion, p. 6234; adoption, p. 6236.
- Contrats, accords ou conventions engageant les finances de l'Etat. — Validité, sur le plan fiscal.**
Assemblée nationale (art. 100). — Adoption, p. 6245.
- Plan comptable. — Mise en application.**
Assemblée nationale (art. 101). — Disjoint par lettre rectificative, p. 6245.
- Dispositions relatives au recouvrement de l'impôt. — Unification et simplification.**
Assemblée nationale (art. 102). — Discussion, p. 6245; adoption, p. 6245.
- Mise en œuvre de la réforme fiscale.**
Assemblée nationale (art. 103). — Disjoint par lettre rectificative, p. 6247.
- Modification de la législation fiscale.**
Assemblée nationale (art. 103 bis). — Discussion, p. 6247; article réservé, p. 6252; disjonction, au scrutin, p. 6256.
- Impôt sur les sociétés. — Indemnités pour réparation d'immobilisations et pour reconstitutions des stocks.**
Assemblée nationale (art. 104). — Discussion, p. 6252; adoption, p. 6253.
- Impôt sur le revenu des personnes physiques et impôt sur les sociétés. — Entreprises sinistrées. — Règlement en titres de certaines indemnités de dommages de guerre. — Report de l'imposition.**
Assemblée nationale (art. 105). — Adoption, p. 6253.
- Exploitants agricoles. — Déclaration du revenu global.**
Assemblée nationale (art. 106). — Discussion, p. 6253; adoption, p. 6254.
- Entreprises effectuant la recherche et l'exploitation des hydrocarbures liquides ou gazeux. — Provisions pour reconstitution des gisements.**
Assemblée nationale (art. 107). — Disjoint par lettre rectificative, p. 6254.
- Regroupements d'entreprises. — Dégrevements des droits d'enregistrement.**
Assemblée nationale (art. 108). — Discussion, p. 6254; adoption, p. 6255.
- Régime institué pour les rhums. — Chiffre du contingent à admettre en exonération de la surtaxe. — Prorogation jusqu'au 31 décembre 1962.**
Assemblée nationale (art. 109). — Discussion et adoption, p. 6255.
- Economiquement faibles. — Dégrevements d'impôts.**
Assemblée nationale (art. 110). — Discussion, p. 6255; adoption, p. 6256.
- Agriculture. — Impositions perçues au profit de certains organismes ou établissements publics.**
Assemblée nationale (art. 111). — Adoption, p. 6256.
- Exonération des droits de mutation par décès des indemnités d'assurances sur la vie affectées à leur paiement.**
Assemblée nationale (art. 112). — Disjoint par lettre rectificative, p. 6256.
- Importation. — Valeur à déclarer.**
Assemblée nationale (art. 113). — Adoption, p. 6257.
- Jeux. — Prélèvement opéré par l'Etat sur le produit brut. — Reversement aux communes sièges d'un casino. — Taux.**
Assemblée nationale (art. 114). — Discussion, p. 6257; adoption, p. 6258.
- Céréales. — Régularisation du versement d'une partie de la taxe de statistique au fonds de progrès technique. — Perception de la cotisation de résorption.**
Assemblée nationale (art. 115 et 116). — Discussion, p. 6258; article réservé, p. 6259; suite de la discussion, p. 6284; adoption, p. 6286.
- Cotisations professionnelles, taux, exigibilité et mode de recouvrement. — Validation de dispositions législatives.**
Assemblée nationale (art. 117). — Discussion et adoption, p. 6259.
- Taxes parafiscales dans le domaine industriel et commercial. — Prorogation de validité.**
Assemblée nationale (art. 118). — Adoption, p. 6259.
- Biens agricoles des sociétés commerciales. — Taxe spéciale pour les grosses maisons de vins de Champagne. — Création.**
Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et rejet, au scrutin, p. 6864.
- Alcool. — Majoration des droits.**
Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 6871; le Gouvernement pose la question de confiance, p. 6878.
- Recherches et exploitation des hydrocarbures liquides ou gazeux. — Impôt revenu. — Déduction d'une provision pour reconstitution des gisements.**
Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 6878; adoption avec modifications, p. 6880.
- Rentiers viagers ayant recours à l'assistance d'une tierce personne. — Exemption de la surtaxe progressive.**
Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 6882.
- Maisons de jeux. — Barème d'imposition. — Relèvement.**
Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 6883.
- Entreprises de presse. — Indemnités allouées aux entreprises de presse anciennes par les entreprises nouvelles. — Exonération d'impôts sur les plus-values. — Durée d'application.**
Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 6884.
- Surtaxe progressive. — Enfants à charge. — Modification de l'article 196 du code général des impôts.**
Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 6887.
- Sociétés (formations, prorogations, fusions). — Revenu des capitaux mobiliers.**
Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 6887.
- Valeurs mobilières. — Sociétés à responsabilité limitée. — Extension de l'article 3 du décret du 30 juin 1952.**
Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 6888.
- Détaxe des engrais. — Surtaxe de 5 F par kilogramme de viande.**
Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 6892; adoption, au scrutin, p. 6897.
- Aviculteurs. — Taxes sur le chiffre d'affaires et taxes de transaction.**
Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 6897; adoption, p. 6898.
- Construction et entretien des immeubles à usage principal d'habitation. — Allègements fiscaux.**
Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 6900.
- Produits pétroliers d'origine nationale. — Egalité d'imposition avec les produits d'origine étrangère. — Réalisation par décret.**
Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 6900.
- Travailleurs à domicile. — Gains considérés comme des salaires. — Non assujettis aux taxes sur le chiffre d'affaires.**
Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 6900; adoption, p. 6901.
- Sociétés coopératives artisanales du bâtiment. — Taxes sur le chiffre d'affaires sur leurs rémunérations.**
Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 6901; adoption, p. 6902.
- Fixation de la taxe unique sur les vins. — Majoration de l'impôt sur les sociétés. — Taux fixé par décret.**
Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 6903; adoption de la première phrase de l'article, rejet au scrutin de la deuxième phrase, et disjonction de l'ensemble, p. 6904.
- Biens agricoles. — Taxes sur les primes d'assurance incendie. — Taux réduit. — Application par arrêté.**
Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 6906; rejet, au scrutin, p. 6907.
- Contrats de rentes et d'assurances sur la vie. — Souscrits auprès de caisses d'assurances ou de caisses autonomes mutualistes. — Modification aux articles 683 et 684 du code général des impôts.**
Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 6907.
- Exploitation agricole. — Modification à l'article 710 du code général des impôts. — Exonération de droits. — Bénéfice aux partages des successions ouvertes.**
Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 6909.

Capitaux contractés par l'entremise des sociétés mutualistes. — Exonération des droits de mutation par décès. — Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 6909.

Terrains à bâtir. — Droits complémentaires et supplémentaires. — Suppression de la solidarité établie entre le vendeur et l'acquéreur. — Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 6909.

Contributions directes et taxes assimilées. — Privilège du Trésor. — Période de deux ans. — Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 6910.

Pertes de bétail par suite d'épizootie. — Dégrèvement de la contribution foncière. — Attestation du maire ou certificat établi par le vétérinaire et légalisé. — Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 6910.

Arsenaux de la marine. — Patente et taxe locale additionnelle ou chiffre d'affaires pour toutes activités de reconversion. — Assujettissement. — Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 6911.

Commerces saisonniers. — Durée d'exploitation dépassant 6 mois. — Patente calculée sur la durée réelle. — Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 6911.

Ports maritimes autonomes. — Droit de quai. — Fixation de taxes qui le constituent par décret. — Modification à l'article 270 du code des douanes. — Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 6918; adoption, p. 6919.

Renseignements à fournir aux Assemblées. — Assemblée nationale (art. 119). — Adoption, p. 6261.

Nomenclature des services votés pouvant seuls donner lieu à ouverture de crédits supplémentaires. — Assemblée nationale (art. 120). — Adoption, p. 6262.

Dépenses obligatoires susceptibles d'excéder le montant des crédits accordés. — Assemblée nationale (art. 121). — Adoption, p. 6263.

Dépenses de fonctionnement pouvant donner lieu à report. — Assemblée nationale (art. 122). — Adoption, p. 6264.

Emplois autorisés. — Créations, suppressions et transformations. — Assemblée nationale (art. 123). — Adoption, p. 6264.

Travaux d'équipement rural, des ports maritimes ou fluviaux. — Régime de financement — Prorogation de délai. — Assemblée nationale (art. 124). — Adoption, p. 6264.

Dispositions relatives au Trésor. — Comptes spéciaux. — Gestion de la Dette et fonctionnement de la trésorerie. — Assemblée nationale (art. 125 et 126). — Adoption, p. 6265.

Approbation de la convention intervenue avec la caisse d'amortissement. — Assemblée nationale (art. 127). — Adoption, p. 6265.

Cotisations de sécurité sociale. — Taux. — Date d'application. — Assemblée nationale (art. 128 à 130). — Discussion, p. 6265; le Gouvernement pose la question de confiance, p. 6268; suite de la discussion, p. 6278; vote sur la question de confiance, p. 7007, 7010; démission du Gouvernement par suite de la défaillance d'un groupe important de la majorité, p. 7027.

Fonds spécial institué par l'article 46 de la loi du 10 juillet 1952. — Dérogation au secret professionnel des agents des administrations financières. — Assemblée nationale (art. 131). — Adoption, p. 6280.

Aliénation des immeubles domaniaux. — Assemblée nationale (art. 132). — Adoption, p. 6280.

Remise de débits constatés au profit du Trésor public. — Assemblée nationale (art. 133). — Adoption, p. 6280.

Amendes fiscales. — Extension du privilège du Trésor. — Assemblée nationale (art. 134). — Discussion, p. 6280; retrait, p. 6281.

Modification de la législation fiscale. — Projet de loi n° 4982 soumis à la discussion d'urgence avant le 1^{er} mars 1953. — Promulgation par décret. — Assemblée nationale (art. 135 nouveau). — Discussion, le Gouvernement pose la question de confiance, p. 6294; rejet, au scrutin, du vote avant les articles 128 à 130, p. 7007.

Fonctionnaires et employés civils révoqués, relevés de fonction ou mis à la retraite d'office. — Réintégration. — Modification à l'art. 16 de la loi du 14 septembre 1948. — Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 6281.

Fonctionnaires et agents de l'Etat, bénéficiaires des statuts des déportés ou internés de la Résistance. — Mise à la retraite pour compression d'effectifs. — Réintégration. — Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 6282.

Administrateurs et agents supérieurs de la préfecture de la Seine. — Avancement de classe et d'échelon. — Attribution par arrêtés. — Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 6283; adoption, p. 6284.

Caisses d'épargne. — Versement. — Plafond porté à 500.000 francs. — Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 6352.

Administrations, services et collectivités publics. — Garanties de bonne exécution de tous engagements. — Assurance caution. — Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 6854; adoption, p. 6854.

Droit en matière de chèques. — Suppression du deuxième alinéa de l'art. 64 du décret du 30 octobre 1935.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 6855.

Application intégrale du reclassement effectué en 1950 par la direction de la fonction publique. — Aménagement de crédits. — Autorisation

Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 6855.

Immeubles domaniaux expropriés depuis le 1^{er} septembre 1939, devenus sans emploi ou désaffectés. — Rétrocession à leurs anciens propriétaires.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adoption, p. 6856.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits de protection civile pour l'exercice 1953, p. 6873 (Document n° 5185).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Boisdé portant programme de réformes et dispositions fiscales à réaliser en vue de l'équilibre du budget de 1953 et des exercices suivants, p. 4486 (Document n° 4508).

Budgets communaux. — V. Interpellations n°s 10, 13, 31, 195. — Questions orales (Assemblée nationale) n°s 108, 142, 148 (Conseil de la République) n° 82.

Budget social de la nation. — V. Assurances sociales.

Bulletins de paye. — V. Impôts (timbre).

Bureaux de placement. — V. Conventions internationales.

Bureau de recherches géophysiques. — V. Mines et carrières.

Bureau universitaire de statistique,

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles, p. 1780 (Document n° 3160).

C

Cadastre. — V. Travaux géodésiques.

Café. — V. Impôts (contributions indirectes).

Caisses d'ALLOCATIONS FAMILIALES ET DE SECURITE SOCIALE. — V. Allocations familiales. — Assurances sociales. — Impôts (privilèges du Trésor).

Caisse d'AMORTISSEMENT

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein du comité financier du conseil d'administration de la caisse d'amortissement (application de la loi du 17 janvier 1948), p. 1805. — Désignation de candidature, p. 1805. — Nomination de membre, p. 1832.

Caisses mutuelles d'ASSURANCE RECOLTE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Gourdon sur la proposition de loi de M. Guille relative à la création de caisses mutuelles d'assurance récolte (n° 368), p. 212 (Document n° 2387).

Caisse nationale des CALAMITES PUBLIQUES. — V. Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Interpellations n° 72.

Caisse nationale de CREDIT AGRICOLE. — V. Agriculture (équipement rural). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 152.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brusset tendant à autoriser la caisse nationale de crédit agricole à émettre un emprunt national de cinq milliards destiné à procurer des avances à consentir aux jeunes agriculteurs installant une exploitation, p. 6371 (Document n° 5088).

Caisses régionales de CREDIT AGRICOLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pluchet tendant à supprimer le contrôle de la commission centrale de contrôle des opérations immobilières sur les opérations immobilières des caisses de crédit agricole, p. 3066 (Document n° 3720).

Caisse nationale de CREDIT ARTISANAL, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edouard Bonnefous tendant à la création d'une caisse nationale de crédit artisanal, industriel et commercial, p. 3807 (Document n° 4070).

Caisse des DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Joseph Denais, président de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations, sur les opérations de l'année 1951 de cet établissement, p. 4264.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Joseph Denais, président de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations, sur les opérations de l'année 1951, p. 4741 (Document n° 483).

Conseil de la République. — Désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations en application de l'article 1^{er} de la loi n° 48-103 du 17 janvier 1948, p. 211. — Nomination de membre, p. 222.

Caisse nationale de l'ENERGIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gazier tendant à fixer le statut du personnel de la caisse nationale de l'énergie, p. 455 (Document n° 2513). — Dépôt du rapport par M. Coutant, p. 3196 (Document n° 3970). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Robert Coutant, p. 6201 (Document n° 5044).

Caisses d'EPARGNE. — V. *Impôts (chiffre d'affaires, enregistrement)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à relever le maximum des dépôts dans les caisses d'épargne, p. 2312 (Document n° 3311). — Dépôt du rapport par M. Boisdé, p. 3208 (Document n° 3811). — Adoption de la proposition de loi, p. 3520 (*rectificatif*, p. 3711).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1553 (Document n° 376). — Lecture du rapport par M. Marrane et discussion, p. 1656; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1657.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3931 (*Loi n° 52-968 du 22 juillet 1952, J. O. du 23 juillet 1952*).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Sclafar sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les caisses d'épargne (n° 824, année 1951), p. 524 (Document n° 83). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 574.

Assemblée nationale. — Av's conforme du Conseil de la République, p. 1015 (*Loi n° 52-226 du 27 février 1952, J. O. du 5 mars 1952*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frugier tendant à autoriser les caisses d'épargne à consentir aux particuliers des prêts hypothécaires dans les limites du dixième du montant total des fonds reçus de leurs déposants et avec un maximum d'un million cinq cent mille francs par prêt hypothécaire, p. 601 (Document n° 2612).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Gracia tendant à modifier l'article 38 de la loi n° 50-586 du 27 mai 1950 et à élever le montant du compte ouvert à chaque déposant dans les caisses d'épargne, p. 1332 (Document n° 2937).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à l'institution de l'épargne dotale, p. 3807 (Document n° 4115).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boivin-Champeaux tendant à modifier la loi du 27 mai 1950 sur les caisses d'épargne, p. 564 (Document n° 91).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1016 (Document n° 2803).

Caisse d'EPARGNE D'ALSACE ET DE LORRAINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Schaff sur la proposition de résolution de M. Schaff tendant à inviter le Gouvernement à rendre définitive l'existence du service des comptes chèques dans les caisses d'épargne des départements du Rhin et de la Moselle et à prévoir l'extension de ce service aux caisses d'épargne des autres départements français (n° 489), p. 889 (Document n° 2767).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à modifier les alinéas 2 et 3 de l'article 2 de l'ordonnance n° 45-2711 du 2 novembre 1945 relative au fonctionnement des caisses d'épargne du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 2370 (Document n° 3402).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Kuehn tendant à modifier les alinéas 2 et 3 de l'article 2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative au fonctionnement des caisses d'épargne des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 2817 (Document n° 2609).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Schaff tendant à modifier les alinéas 2 et 3 de l'article 2 de l'ordonnance n° 45-2711 du 2 novembre 1945 relative au fonctionnement des caisses d'épargne du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 3180 (Document n° 3860).

Caisses d'EPARGNE-CONSTRUCTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lionel de Tinguy tendant à instituer l'épargne-logement, p. 1953 (Document n° 3209). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 4089 (Document n° 4196). — Dépôt du rapport par M. Siefert, p. 5787 (Document n° 4885).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabelle tendant à instituer le livret d'épargne-construction, p. 5716 (Document n° 4868).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Thome-Patenôtre tendant à instituer l'épargne-construction, p. 2712 (Document n° 666).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7059 (Document n° 5227).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi prévoyant l'institution de l'épargne-construction dans le but de faciliter la constitution de l'apport personnel en vue de l'accession à la propriété, p. 864 (Document n° 180).

Caisse nationale autonome de l'HABITAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guérard tendant à la création d'une caisse nationale autonome de l'habitat ayant pour mission de réaliser en cinq années la construction de 300.000 logements, p. 6200 (Document n° 5046).

Caisse nationale des LETTRES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Bèche tendant à assurer le fonctionnement de la caisse nationale des lettres, p. 1361 (Document n° 3072).

Caisse nationale de REASSURANCE CONTRE LES CALAMITES AGRICOLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Trémouille tendant à la création d'une caisse nationale de réassurance et de solidarité contre les calamités agricoles pour les céréales et le vin, p. 3807 (Document n° 4113).

Caisse autonome de la RECONSTRUCTION. — V. *Impôts.*

Assemblée nationale. — Désignation de candidature pour représenter l'Assemblée nationale au sein du conseil d'administration de la caisse autonome de la reconstruction, p. 1781. — Nomination, p. 1980.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à appliquer immédiatement le troisième alinéa de l'article 7 de la loi de finances n° 52-401 du 14 avril 1952, concernant l'émission d'un emprunt par la caisse autonome de la reconstruction, p. 2683 (Document n° 3581).

Caisse de RETRAITES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pleven tendant à empêcher certains abus dans le régime des retraites du personnel des entreprises, p. 1137 (Document n° 2826).

Caisse de RETRAITE DES OFFICIERS PUBLICS ET MINISTERIELS D'ALGERIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à l'institution d'une caisse de retraite et de prévoyance pour les membres des mahakmas et les aoums de justices de paix d'Algérie, p. 2001 (Document n° 3234).

— Dépôt d'un projet de loi créant une caisse de retraite en faveur des officiers publics et ministériels d'Algérie, p. 3179 (Document n° 3796).

Calamités agricoles, publiques et viticoles. — V. *France d'outre-mer (textes généraux)*. — *Impôts (dégrevement)*. — *Interpellations* n°s 30, 43, 47, 72, 78, 90, 138, 147. — *Loyers (baux ruraux)*. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 3, 8, 132 (*Conseil de la République*), n° 48. — *Transports (routes et chemins)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel David tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux populations victimes des calamités atmosphériques qui ont eu lieu les 2, 3, 4 et 5 février 1952 dans les départements de la Gironde, des Landes, du Gers, de la Haute-Garonne, de l'Ariège et de l'Aude, p. 446 (Document n° 2512). — Retrait, p. 519.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lacaze tendant à réparer les dommages causés dans la région du Sud-Ouest par les inondations des 3 et 4 février 1952 et à instituer un régime général d'indemnisation des dommages causés par des catastrophes nationales, p. 857 (Document n° 2755). — Retrait, p. 1196.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Yves Jaouen tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant ouverture de crédits pour réparer les pertes causées par les tempêtes du mois de mars 1952, dans le Finistère, p. 816 (Document n° 164). — Retrait, p. 880.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hartmann tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux communes sinistrées de Lutterbach et de Pfalsatt à la suite de la trombe d'eau du 18 juin 1952, p. 1308 (Document n° 286). — Retrait, p. 2242.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Gracia tendant à inviter le Gouvernement à accorder de toute urgence un crédit de secours de 300 millions aux sinistrés de la zone sud du bassin d'Arcachon, p. 34 (Document n° 2333). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Monsabert tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de secours de 100 millions aux sinistrés des communes côtières des Basses-Pyrénées, p. 34 (Document n° 2334). — Dépôt d'un rapport de M. Ramarony sur les propositions de résolution: 1° de M. Marcel David tendant à inviter le Gouvernement à distribuer un secours d'urgence pour réparer les dégâts provoqués sur la côte landaise par la récente tempête; 2° de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à tous les sinistrés de la côte basque, victimes des inondations qui se sont produites le 29 décembre 1951, en mettant à leur disposition à titre de premier secours un crédit de 100 millions de francs; 3° de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide aux collectivités et particuliers victimes de la tempête qui a dévasté le littoral breton et à leur allouer au titre de premier secours un crédit de 100 millions de francs; 4° de M. Marc Dupuy tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'extrême urgence un premier secours de 100 millions aux marins pêcheurs, aux ostréiculteurs, aux collectivités locales du bassin d'Arcachon ainsi qu'à toutes les victimes de la récente tempête des 29 et 30 décembre 1951; 5° de M. de Gracia tendant à inviter le Gouvernement à accorder de toute urgence un crédit de secours de 300 millions aux sinistrés de la zone Sud du bassin d'Arcachon;

6^e de M. de Monsabert tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de secours de 100 millions aux sinistrés des communes côtières des Basses-Pyrénées (nos 2320-2323-2325-2327-2333-2334), p. 192 (Document n° 2373) (rectificatif, p. 279). — Discussion et adoption d'une proposition de résolution avec le titre suivant: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des tempêtes qui ont dévasté le littoral de la Manche et de l'Océan », p. 612.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Castéra tendant: 1^o à ouvrir un crédit de 2 milliards de francs pour accorder des secours immédiats et des indemnités aux victimes des inondations de février 1952 dans les départements du Sud-Ouest; 2^o à ouvrir un crédit de 3 milliards de francs pour édifier d'urgence des ouvrages de protection, entreprendre des grands travaux contre les inondations et accélérer le reboisement; 3^o à prévoir des exonérations d'impôts en faveur des sinistrés, p. 481 (Document n° 2534). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guy Petit tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide substantielle aux habitants et aux collectivités des régions sinistrées par les calamités publiques résultant des intempéries, et à déposer un projet de loi créant une caisse nationale des calamités publiques, p. 172 (Document n° 2361). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'ouverture d'un crédit de 50 millions pour venir en aide aux sinistrés des inondations qui ont eu lieu dans diverses régions du département des Landes, les 2 et 3 février 1952, p. 425 (Document n° 2497). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide, immédiatement, aux populations du pays basque et du Béarn, victimes des inondations causées par les pluies diluviennes qui se sont abattues sur cette région les 1^{er}, 2 et 3 février 1952, p. 425 (Document n° 2498). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Castéra tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 200 millions de francs destiné à apporter des secours immédiats aux sinistrés des départements du Gers et des Hautes-Pyrénées, victimes des inondations de février 1952, p. 425 (Document n° 2499). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cristofol tendant à inviter le Gouvernement à attribuer rapidement un premier secours de cent millions aux sinistrés de la Haute-Garonne, victimes des inondations, p. 425 (Document n° 2500). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marc Dupuy tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de trois cent millions de francs, destiné à apporter des secours immédiats aux sinistrés du département de Lot-et-Garonne, victimes des inondations, p. 425 (Document n° 2501). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ramarony tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures permettant de porter secours aux populations des départements du Sud-Ouest victimes des inondations et à proposer à l'Assemblée le vote de crédits spéciaux, p. 425 (Document n° 2502). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Caillavet tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux personnes sinistrées par les inondations dans le département de Lot-et-Garonne, p. 481 (Document n° 2523). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Seynat tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures pour venir en aide aux victimes des inondations de la Garonne, de la Dordogne et de leurs affluents dans le département de la Gironde, p. 481 (Document n° 2524). — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Prin tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un crédit de 20 millions aux victimes des inondations de la région de Essars-Beuvry-Béthune-Festubert-Lorgies, p. 481 (Document n° 2533). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Nenon tendant à inviter le Gouvernement à accorder des crédits aux victimes des inondations dans le Lot-et-Garonne, p. 520 (Document n° 2545). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ducos tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux sinistrés de la Haute-Garonne, victimes des inondations et à prévoir à cet effet un crédit de 100 millions, p. 520 (Document n° 2577). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel David tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux populations victimes des calamités atmosphériques qui ont eu lieu les 2, 3, 4 et 5 février 1952 dans les départements de la Gironde, des Landes, du Gers, de la Haute-Garonne, de l'Ariège, de l'Aude et du Lot-et-Garonne, p. 540 (Document n° 2579). — Dépôt d'un rapport par M. Robert Lecourt sur les dites propositions de loi et de résolution et sur la proposition de résolution de M. Joseph Dumas tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour apporter une aide efficace aux agriculteurs de l'Est constantinois dont les récoltes de céréales ont été totalement anéanties (n° 1866), p. 563 (Document n° 2592). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Lecourt, p. 601 (Document n° 2614). — La commission conclut à une proposition de résolution et adoption avec le titre suivant: « Proposition de résolution invitant le Gouvernement à venir en aide aux victimes des récentes calamités et particulièrement aux sinistrés des départements du Sud-Ouest », p. 789.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Baylet tendant à accorder l'aide financière de l'Etat aux sinistrés des départements du Sud-Ouest ainsi qu'aux collectivités locales de ces mêmes départements, victimes des inondations de février 1952, p. 827 (Document n° 2716). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Lambert tendant à accorder certaines exonérations d'impôts et cotisations, des indemnités et secours, et des réparations, aux sinistrés des inondations de novembre 1951, pour les départements de Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, de la Drôme et du Gard, à prévoir les crédits nécessaires et à mettre à la charge de l'Etat les travaux concernant les ouvrages de défense contre les eaux, p. 1281 (Document n° 2920). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélemy tendant à la prise en charge par l'Etat des dépenses nécessitées par les travaux de protection contre les inondations et de correction du lit de la Loue et du Doubs, dans les régions du Val-d'Amour, du Finage et de la Bresse, p. 1473 (Document n° 3041). — Dépôt d'une proposition de

résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du département des Pyrénées-Orientales les crédits nécessaires pour dégager les villages des hauts cantons bloqués par la neige, p. 787 (Document n° 2712). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barthélemy tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du département du Jura les moyens et les crédits nécessaires pour dégager les villages de la montagne pratiquement isolés par les neiges, p. 828 (Document n° 2735). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Arbellier tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de M. le préfet de Seine-et-Marne les crédits nécessaires à venir en aide aux régions sinistrées par les inondations et à faire réaliser d'urgence le plan d'aménagement de la vallée de la Haute-Seine, plan destiné à éviter le retour périodique des inondations, p. 883 (Document n° 2754). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alfred Coste-Floret tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour engager un crédit de 3 milliards destiné à assurer la défense de Toulouse contre les inondations, p. 883 (Document n° 2757). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vergès tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention immédiate d'un milliard au département de la Réunion en vue de secourir les sinistrés et de réparer les dégâts causés par le cyclone qui s'est abattu sur l'île le 18 mars 1952, p. 1147 (Document n° 3022). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raphaël Babet tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles pour venir en aide aux victimes de l'ouragan et des inondations qui ont dévasté le département de la Réunion, p. 1456 (Document n° 3027). — Dépôt d'un rapport par M. Robert Lecourt, p. 1715 (Document n° 3120); la commission conclut à une proposition de résolution, adoption, p. 2490.

Conseil de la République. — Discussion des propositions de résolution: 1^o de M. Pellenc, tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en faveur des sinistrés à la suite des graves inondations survenues dans le département du Vaucluse; 2^o de Mlle Mireille Dumont, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures indispensables devant l'étendue du désastre causé par les inondations actuelles dans le département du Vaucluse et le Sud-Est de la France; 3^o de M. Pic, tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en faveur des victimes des graves inondations survenues dans le département de la Drôme; 4^o de M. Carcassonne, tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux populations des Bouches-du-Rhône, victimes des calamités atmosphériques; 5^o de M. Edgard Tailhades, tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en faveur des sinistrés à la suite des importantes inondations survenues dans le département du Gard; 6^o de M. Henri Maupoil, tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en faveur des sinistrés et des collectivités sinistrées à la suite des inondations de novembre 1951 (nos 728, 714, 717, 743, 753, 778 et 839, année 1951), p. 508. — Adoption d'une proposition de résolution avec le titre suivant: « Résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour venir en aide aux victimes des inondations dans le Midi de la France », p. 517.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boufayant tendant à accorder des exonérations d'impôts et indemnités pour reconstitution des biens détruits, aux sinistrés des inondations d'hiver et de printemps 1951-1952, et à mettre à la charge de l'Etat les travaux d'entretien et d'extension des ouvrages de défense contre les eaux dans le département de Saône-et-Loire, p. 2001 (Document n° 3252). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bartolini tendant à accorder une aide de 500 millions de francs en vue de venir en aide aux sinistrés de la catastrophe de Menton (Alpes-Maritimes), p. 2369 (Document n° 3358). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Médecin tendant à attribuer un secours exceptionnel de 750 millions au département des Alpes-Maritimes, p. 2370 (Document n° 3403). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Roucaute tendant à ouvrir, d'extrême urgence, un crédit de 10 millions de francs pour venir en aide aux familles des mineurs tués dans la catastrophe du puits de Grosminet dans la Haute-Loire, p. 2410 (Document n° 3450). — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Estachy tendant à accorder un crédit de 100 millions de francs pour indemniser les agriculteurs de l'Ariège, victimes de violents orages qui ont ravagé entièrement les récoltes, p. 2956 (Document n° 3671). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Achille Auban tendant à venir en aide aux agriculteurs de la Haute-Garonne victimes des orages de grêle des 31 mai, 1^{er} et 6 juin 1952, p. 3436 (Document n° 3916). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant 1^o à secourir les familles éprouvées par l'explosion survenue le 3 septembre 1952 à l'huilerie Rabatau, à Marseille, et à garantir leurs droits; 2^o à dédommager les propriétaires et locataires des immeubles sinistrés et à assurer leur relogement; 3^o à garantir les pertes de salaires dont sont victimes les travailleurs de l'usine Rabatau et des entreprises environnantes sinistrées, p. 4086 (Document n° 4286). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Baylet tendant à accorder l'aide financière de l'Etat aux sinistrés des départements du Sud-Ouest victimes des inondations de février 1952, p. 4179 (Document n° 4373). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Prot tendant à venir en aide au personnel de l'usine La Cotonière, de Moislains (Somme), détruite par l'incendie du 8 novembre, p. 5086 (Document n° 4753). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Benouville tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 200 millions de francs aux exploitants sinistrés des parcs à huîtres de la région de Cancale, victimes de la tempête de la nuit du 29 au 30 mars 1952, p. 1727 (Document n° 3154). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux pêcheurs et ostréiculteurs du département de la Manche, victimes de sinistres survenus au cours de la tempête des 28 et 29 mars derniers, p. 1780 (Document n° 3174). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bouréliès tendant

à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 250 millions de francs pour venir en aide: 1° aux victimes des régions sinistrées des départements des Côtes-du-Nord, de l'Ille-et-Vilaine et du Finistère, à la suite de la tempête des 25 et 29 mars 1952; 2° à l'ensemble des victimes de ce sinistre maritime, p. 1901 (Document n° 3196). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Le Cozannet tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 100 millions de francs pour venir en aide: 1° aux exploitants de parcelles à hautes régions sinistrées du département des Côtes-du-Nord à la suite de la tempête des 25 et 29 mars 1952; 2° à l'ensemble des victimes de ce sinistre maritime, p. 1901 (Document n° 3197). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Eimond Castera tendant à inviter le Gouvernement: 1° à indemniser les victimes des orages de grêle qui se sont abattus le 30 mars 1952 dans les départements du Gers et du Lot-et-Garonne; 2° à exonérer de tout impôt les sinistrés de ces orages, p. 2175 (Document n° 3294). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Henri Védrières tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention de 100 millions de francs pour indemniser les cultivateurs et producteurs de fruits et légumes du département de l'Allier dont les récoltes ont été sinistrées par le gel et les chutes de neige qui ont eu lieu à la fin du mois de mars et au début du mois d'avril 1952, p. 2175 (Document n° 3295). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement: 1° à accorder des exonérations d'impôts, des indemnités de compensation aux cultivateurs de la région méditerranéenne ayant subi des pertes causées par la gelée du vendredi 4 avril 1952; 2° d'accorder des avances à la caisse de crédit agricole afin de lui permettre d'allouer des prêts spéciaux à intérêt réduit à ces cultivateurs qui en feraient la demande, p. 2175 (Document n° 3296). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Billat tendant à inviter le Gouvernement à accorder au département de l'Isère, pour mettre à la disposition des communes du Haut-Grésivaudan victimes de l'orage de grêle du 11 mai 1952, un crédit exceptionnel de 40 millions de francs destiné à indemniser les pertes subies par les agriculteurs, p. 2371 (Document n° 3407). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Durroux tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du département de l'Ariège victimes des orages de grêle et notamment de la tornade du 6 juin 1952, qui ont dévasté totalement les cultures et causé aux habitations les dommages dont l'importance ne peut encore être évaluée, p. 2818 (Document n° 3613). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Conte, tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer immédiatement un secours d'urgence aux sinistrés de l'orage qui s'est abattu dans la nuit du 6 au 7 juin 1952 sur le territoire de la commune de Banyuls-sur-Mer; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1952, p. 2828 (Document n° 3618). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux viticulteurs du cru de Banyuls (Pyrénées-Orientales), victimes d'un très violent orage de grêle, p. 2884 (Document n° 3662). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les crédits nécessaires pour venir en aide aux sinistrés de l'orage de grêle qui s'est abattu dans la région béarnaise le 30 mai 1952, p. 2884 (Document n° 3663). — Dépot d'une proposition de résolution de M. A. Florand tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations du département de la Creuse, victimes de la tornade et de l'orage de grêle du 12 juin 1952, p. 2945 (Document n° 3673). — Dépot d'une proposition de résolution de M. A. Tournaud tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de première urgence de 20 millions de francs aux habitants de la région d'AJain (Creuse), victimes de la grêle, p. 3020 (Document n° 3702). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Wasmer tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de première urgence de 20 millions de francs aux habitants de la commune de Lutterbach (Haut-Rhin), victimes d'une tornade, p. 3075 (Document n° 3744). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Faraud tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations du département de la Charente-Maritime victimes de l'orage de grêle du 12 juin 1952, p. 3130 (Document n° 3748). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Le Bail tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de première urgence aux habitants de la région de Sauviat-sur-Vige (Haute-Vienne), p. 3131 (Document n° 3751). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Caillavet tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'extrême urgence aux victimes de l'ouragan qui a sévi le 15 juin dernier dans le département de Lot-et-Garonne, p. 3131 (Document n° 3756). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes des orages de grêle qui ont sinistré dans le Tarn plusieurs communes du canton de Carmaux, p. 3131 (Document n° 3757). — Dépot d'une proposition de résolution de Mme Germaine François tendant à inviter le Gouvernement à accorder une somme de 7 millions de francs aux victimes de l'orage qui s'est abattu le 6 juin 1952 sur la région de Saint-Seine (Nièvre), p. 3140 (Document n° 3765). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Henri-Louis Grimaud tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 500 millions pour venir en aide aux victimes des régions sinistrées du département de l'Isère dont les récoltes ont été ravagées par la grêle dans la nuit du 18 au 19 juin 1952, p. 3140 (Document n° 3766). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Cherrier tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de première urgence de 20 millions de francs aux sinistrés du Cher, victimes des violents orages qui ont ravagé entièrement les récoltes, p. 3140 (Document n° 3769). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Billat tendant à inviter le Gouvernement: 1° à ouvrir un crédit exceptionnel d'un milliard et demi destiné à indemniser les victimes de l'ouragan et de la grêle

qui ont causé d'importants dégâts dans les départements de l'Isère, de la Drôme et de l'Ardeche; 2° à accorder aux sinistrés la remise de leurs impositions; 3° à mettre des crédits à bas taux à la disposition des sinistrés pour les réparations et aménagements rapides des bâtiments endommagés, p. 3140 (Document n° 3774). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Patinaud tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 250 millions de francs pour indemniser les sinistrés ardéchois victimes des orages de grêle, p. 3261 (Document n° 3828). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Marc Dupuy tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 200 millions de francs aux sinistrés viticulteurs, victimes de la grêle qui s'est abattue le 17 juin 1952 dans le département de la Gironde; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération de l'impôt sur les bénéfices agricoles, des cotisations d'allocations familiales pour 1952 et des impôts directs pour 1952 et 1953, p. 3336 (Document n° 3871). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Castera tendant à inviter le Gouvernement à prévoir des exonérations d'impôts et des indemnités pour les victimes des orages de grêle qui se sont abattus dans le département du Gers, notamment dans le canton de Masseube, p. 3336 (Document n° 3872). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Plantevin tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations du département de l'Ardeche, victimes de la tornade et de l'orage de grêle du mercredi 18 juin 1952, p. 3395 (Document n° 3892). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Benard tendant à inviter le Gouvernement: 1° à ouvrir un crédit exceptionnel de 250 millions de francs destiné à indemniser les victimes de l'orage et de la grêle, qui ont causé d'importants dégâts dans le département des Hautes-Alpes; 2° à accorder aux sinistrés la remise de leurs impositions; 3° à venir en aide aux collectivités locales pour la réparation des dommages causés, p. 3417 (Document n° 3919). — Dépot d'une proposition de résolution de M. René Kuehn tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de secours de 200 millions aux exploitants sinistrés le 2 juillet 1952 par faits de grêle dans les communes d'Ammerschwih, Sigolsheim, Bennwih, Mittelwih, Ostheim et environs dans le Haut-Rhin, p. 3452 (Document n° 3947). — Dépot d'une proposition de résolution de M. André Dufour tendant à inviter le Gouvernement: 1° à ouvrir un crédit exceptionnel de 250 millions destinés à indemniser les victimes des inondations, de la grêle et autres calamités à la suite du violent orage qui s'est abattu dans certaines communes des Hautes-Alpes, notamment à Gap, le vendredi 27 juin; 2° à accorder aux sinistrés l'exonération de leurs impôts; 3° à mettre des crédits à faible taux d'intérêt à la disposition des sinistrés pour les réparations et aménagements des dommages causés, p. 3452 (Document n° 3948). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à organiser l'aide aux victimes de la grêle dans la région de Gaillac (Tarn), p. 3610 (Document n° 3985). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Rosenblatt tendant à inviter le Gouvernement: 1° à ouvrir un crédit de 250 millions de francs destinés à indemniser les victimes de la grêle et de la tempête à la suite du violent orage qui s'est abattu dans certaines communes entre Colmar et Sélestat, notamment à Ammerschwih, Kientzheim, Sigolsheim, Bennwih, Mittelwih, Riquewih, Zellenberg, Ribeauvillé, Bergheim, Guémar, Ostheim, le 2 juillet 1952, dans le département du Haut-Rhin et la limite du Bas-Rhin; 2° à accorder aux sinistrés l'exonération de leurs impôts; 3° à mettre des crédits à faible taux d'intérêt à la disposition des sinistrés afin qu'ils puissent faire procéder aux réparations nécessaires, p. 3610 (Document n° 4004). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Renard tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les populations de la région de Laon, victimes de l'orage survenu le 3 juillet 1952 en leur accordant un premier secours de 5 millions de francs, p. 3610 (Document n° 4005). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un secours immédiat et à indemniser les victimes de l'orage de grêle du 3 juillet qui a détruit les récoltes dans diverses communes du département de l'Allier, p. 3710 (Document n° 4017). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Robert Manceau tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un crédit de 200 millions pour dédommager les victimes des violents orages qui se sont abattus sur les départements de l'Orne et de la Sarthe et à leur accorder l'exonération des impôts, p. 3728 (Document n° 4035). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Dezarnaulds tendant à inviter le Gouvernement: 1° à accorder un secours exceptionnel aux victimes de la tornade et de la grêle qui se sont abattues le 4 juillet 1952 sur un nombre important de communes du département du Loiret, notamment dans la banlieue Nord-Est d'Orléans; 2° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts; 3° à mettre des crédits à faible taux d'intérêt à la disposition de ceux des sinistrés qui ont à effectuer la réparation indispensable des biens endommagés, p. 3808 (Document n° 4058). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un secours immédiat et à indemniser les victimes de l'orage de grêle du 3 juillet, qui a détruit la totalité des récoltes dans la commune de Cosne-d'Allier, p. 3808 (Document n° 4066). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours d'urgence de 5 millions aux pêcheurs de l'étang de Berre, en raison des dommages occasionnés à leur industrie à la suite d'un déversement massif de mazout dans cet étang, p. 3808 (Document n° 4077). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Védrières tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 100 millions de francs pour venir en aide aux cultivateurs du département de l'Allier, dont les récoltes ont été ravagées par les orages et la grêle, p. 3934 (Document n° 4137). — Dépot d'une proposition de résolution de M. Fourvel tendant à inviter le Gouvernement: 1° à ouvrir un crédit exceptionnel de 300 millions de francs pour allouer

un premier secours aux cultivateurs victimes des orages de grêle qui se sont abattus sur les départements de la Dordogne, du Gers et du Puy-de-Dôme; 2° à accorder aux sinistrés des dégrèvements d'impôts; 3° à venir en aide aux collectivités locales ayant subi de graves dommages, p. 3934 (Document n° 4176). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hénauld tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un crédit de cinquante millions au département de la Manche, destiné à secourir les cultivateurs victimes de l'orage qui a ravagé la région agricole concernant les cantons de Troisgots, Gourfaleur, Saint-Romphaire, Saint-Samson-de-Bonfosse, le Mesnil-Opac, Saint-Martin-de-Bonfosse, p. 4087 (Document n° 4194). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Soustelle tendant à inviter le Gouvernement à accorder de toute urgence des crédits importants aux exploitants ruraux des cantons du département du Rhône sinistrés par suite des orages de grêle des 27 juin et 8 juillet 1952, p. 4067 (Document n° 4212). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Trémouilh tendant à inviter le Gouvernement à allouer 50 millions de secours d'urgence aux agriculteurs de l'arrondissement de Marmande, sinistrés par l'orage de grêle du 6 août 1952, p. 4087 (Document n° 4219). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Kauffmann tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs des communes de Westhofen, Traenheim, Wangen, Marlenheim, Nordheim, Kirchneim et Odratzheim qui ont été sinistrés par l'ouragan et la grêle au cours des orages qui se sont abattus sur cette région dans la journée du 13 août, p. 4087 (Document n° 4232). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Cherrier tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 150 millions de francs aux sinistrés victimes de la grêle qui s'est abattue le 14 août 1952 dans le département du Cher; 2° à prendre d'urgence les mesures propres à indemniser les sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération de l'impôt sur les bénéfices agricoles et des autres impôts directs pour 1951 et 1952, et des cotisations d'allocation familiales pour 1952, p. 4087 (Document n° 4240). — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Duvernois tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer dans l'immédiat un secours de 1 milliard de francs aux sinistrés de la tornade et de la grêle qui se sont abattues dans le département d'Eure-et-Loir, particulièrement dans la région de Nogent-le-Rotrou, Illiers, Courville-sur-Eure, Chartres et Gallardon; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder à ces sinistrés l'exonération des impôts de 1952, p. 4087 (Document n° 4241). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cagne tendant à inviter le Gouvernement: 1° à accorder un secours d'urgence de 100 millions de francs aux sinistrés des orages de grêle qui se sont produits dans le département du Rhône; 2° à exonérer les sinistrés des impôts de 1952; 3° à allouer aux communes sinistrées des subventions pour pertes de recettes, p. 4087 (Document n° 4242). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Manceau tendant à inviter le Gouvernement à accorder les crédits nécessaires pour dédommager les sinistrés du cyclone qui ravagea différentes régions de la Sarthe, dans la nuit du 13 au 14 août 1952, et à leur accorder des exonérations d'impôts, p. 4088 (Document n° 4243). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Benoist tendant à inviter le Gouvernement: 1° à ouvrir un crédit de 300 millions de francs en vue de dédommager les sinistrés du cyclone qui ravagea le Sud de Seine-et-Oise dans la nuit du 13 au 14 août 1952; 2° à accorder l'exonération des impôts de 1951 et de 1952 à ces sinistrés, p. 4088 (Document n° 4244). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genton tendant à inviter le Gouvernement à accorder: 1° les crédits nécessaires pour que des prêts à long terme et à faible intérêt soient consentis aux victimes de l'ouragan de grêle du 14 août 1952, pour la réparation des bâtiments et la remise en état des exploitations; 2° des exonérations et des délais aux mêmes personnes, p. 4088 (Document n° 4247). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fourvel tendant à inviter le Gouvernement: 1° à ouvrir un crédit de 200 millions, en vue de venir en aide aux cultivateurs et vigneronniers dont les récoltes ont été détruites par la tornade qui a ravagé la région de Vertaizon (Puy-de-Dôme), le 14 août 1952; 2° à accorder à ces sinistrés l'exonération des impôts 1951 et 1952, p. 4088 (Document n° 4248). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Casanova tendant à inviter le Gouvernement: 1° à ouvrir un crédit de 100 millions de francs en vue de dédommager les sinistrés du cyclone qui ravagea le canton de Brie-Comte-Robert dans la nuit du 13 au 14 août; 2° à accorder l'exonération des impôts de 1951 et de 1952 à ces sinistrés, p. 4088 (Document n° 4292). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Zunino tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 500 millions de francs en vue de secourir les sinistrés de la région antiboise (Alpes-Maritimes), ravagée par le Beau des 17 et 18 août 1952, p. 4088 (Document n° 4307). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Zunino tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 500 millions de francs aux collectivités et aux personnes victimes de l'incendie de forêt de la région Biot-Vallauris-Mangins (Alpes-Maritimes), p. 4088 (Document n° 4308). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bèche tendant à inviter le Gouvernement à accorder, d'urgence, un secours de 100 millions de francs et des dégrèvements d'impôts aux victimes de la tornade qui a dévasté le département des Deux-Sèvres dans la nuit du 26 au 27 septembre 1952, p. 4088 (Document n° 4310). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gosnat tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours d'urgence de 50 millions aux sinistrés de Charente-Maritime, à la suite des violentes tempêtes des 26 et 29 septembre 1952, p. 4067 (Document n° 4319). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Liautey tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des calamités atmosphériques survenues en 1952 dans le département de la Haute-Saône, p. 4088 (Document n° 4337). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Barcoux tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux communes du Puy-de-Dôme, ravagées par l'orage du 14 août 1952, un secours total de 125 millions

de francs, p. 4088 (Document n° 4338). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourtaud tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de première urgence de 100 millions de francs aux victimes de l'ouragan du 26-27 septembre qui a sévi sur le département de la Creuse, p. 4088 (Document n° 4341). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alphonse Denis tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 300 millions de francs en vue de l'attribution de secours d'urgence aux victimes de la tornade qui s'est abattue sur le département des Deux-Sèvres dans la nuit du 26 au 27 septembre 1952, p. 4151 (Document n° 4343). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Max Brusset tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de la tempête qui a sévi sur la côte de l'Atlantique, en particulier celle de la Charente-Maritime, dans la nuit du 26 au 27 septembre 1952, p. 4999 (Document n° 4414). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mabrut tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs des communes du département du Puy-de-Dôme, victimes d'un orage de grêle doublé d'un véritable ouragan survenu le 14 août 1952, affectant dix-sept communes viticoles et fruitières aux récoltes gravement atteintes; aux agriculteurs de quarante communes viticoles et fruitières sinistrées par l'ouragan des 26 et 27 septembre 1952, p. 4300 (Document n° 4130). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gosnat tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les ostréiculteurs sinistrés de Charente-Maritime, à la suite des violentes tempêtes des 26 et 29 septembre 1952, p. 4300 (Document n° 4442). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fayet tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir les crédits nécessaires afin d'aider efficacement les populations de Tebessa et de ses environs, qui ont été victimes des inondations du 21 septembre 1952, p. 4327 (Document n° 4455). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Faraud tendant à inviter le Gouvernement à consentir aux ostréiculteurs sinistrés à la suite des tempêtes de fin septembre des remises d'impôts et à prendre les mesures nécessaires pour que les caisses de crédit agricole et de crédit maritime leur accordent des prêts à un taux réduit, p. 4517 (Document n° 4526). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Prot tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 50 millions de francs afin de venir en aide à la population de Moislains, éprouvée par l'incendie de l'usine: « La Cottonnière », p. 5000 (Document n° 4717). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Doutrelot tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de 50 millions aux victimes de l'incendie de l'usine de tissage de Moislains (Somme), p. 5054 (Document n° 4732). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Max Brusset tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux victimes des inondations survenues en Charente-Maritime, notamment à la fin de novembre et au début de décembre 1952, des secours d'urgence et des indemnités ou avances pour réparer les dommages subis, p. 5911 (Document n° 4928). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Faraud tendant à inviter le Gouvernement: 1° à accorder une aide immédiate aux victimes des inondations qui viennent d'éprouver les régions de Saintes, Pons et Jonzac; 2° à mettre à la disposition des agriculteurs inondés, par l'intermédiaire des caisses de crédit agricole, des prêts à taux réduit pour le renouvellement des emblavures détruites; 3° à accélérer l'étude et la réalisation des travaux propres à assurer à l'avenir, en cas de crue, l'écoulement rapide des eaux de la Charente, p. 5966 (Document n° 4936). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Juglas tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes du cyclone qui a dévasté la ville de Karikal, p. 6201 (Document n° 5050). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux collectivités publiques et aux particuliers dont les biens ont été endommagés par la tempête du 12 au 13 décembre 1952, p. 6507 (Document n° 5110). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dezarnaulds tendant à inviter le Gouvernement à indemniser d'urgence les victimes de la tornade qui s'est abattue le 12 décembre 1952 sur l'ensemble du département du Loiret, p. 6507 (Document n° 5119). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marc Dupuy tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir d'urgence un crédit de 500 millions de francs destiné à apporter des secours immédiats aux sinistrés du département de la Gironde ainsi qu'à toutes les victimes des inondations qui ravagent à nouveau la région du Sud-Ouest, p. 6522 (Document n° 5131). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Gracia tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits de secours aux sinistrés des tempêtes qui ont atteint en décembre 1951, mai 1952 et décembre 1952 la côte Sud-Ouest de l'Atlantique, p. 6602 (Document n° 5166). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rousselot tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit destiné à apporter une aide aux sinistrés du département de la Meuse, victimes des dégâts causés aux immeubles, aux vergers, aux forêts et aux installations publiques par suite de l'ouragan qui s'est écroulé le samedi 13 décembre 1952 au matin, p. 6602 (Document n° 5167). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Chaban-Delmas tendant à inviter le Gouvernement à accorder de toute urgence un crédit de 100 millions aux sinistrés de l'agglomération bordelaise, victimes des actuelles inondations, p. 7006 (Document n° 5214).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alex Roubert tendant à assurer la réparation intégrale des dommages résultant de séismes, glissements de terrains, raz de marée, dégâts causés par les eaux et autres catastrophes naturelles imprévisibles non couverts habituellement par les groupements d'assurances, p. 1199 (Document n° 254).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2817 (Document n° 3616). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Védrières tendant à inviter le Gouvernement: 1° à ouvrir d'urgence un crédit de 50 millions de francs destiné à apporter un premier secours immédiat aux sinistrés de la ville de Montluçon et des environs, victimes de la récente crue du Cher; 2° à empêcher formellement la violation de la marge de sécurité de remplis-

sage des barrages, cause principale du sinistre; 3° à ordonner d'urgence les travaux nécessaires au dragage et à l'aménagement du lit du Cher, p. 7030 (Document n° 5219). — Dépôt d'un rapport par M. de Tinguy sur lesdites propositions de loi et les propositions de résolution, p. 7060 (Document n° 5235).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Laborbe sur la proposition de loi de M. Laborbe sur les calamités agricoles (n° 1717), p. 2915 (Document n° 3672).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Lacaze tendant à instituer un régime général d'indemnisation des dommages causés par des catastrophes nationales et notamment par les inondations, p. 1196 (Document n° 2883).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Zunino tendant à inscrire au budget de 1953 une première tranche de crédits destinée au financement du plan de protection contre l'incendie des forêts de la région méditerranéenne, p. 4086 (Document n° 4309).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gosnat tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours d'urgence aux sinistrés et à la commune de Saint-Trojan (Charente-Maritime) particulièrement éprouvée au cours des tempêtes de fin décembre, p. 211 (Document n° 2330).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reeb tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 250 millions de francs destiné à la réparation des dommages publics et privés provoqués par les tempêtes de décembre 1951 et janvier 1952 sur les côtes du Finistère, p. 231 (Document n° 2411).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Taillade tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 100 millions de francs pour attribuer des secours de première urgence aux victimes des inondations qui viennent d'être provoquées dans le Sud-Ouest par les crues de la Garonne et du Tarn, p. 416 (Document n° 2516).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marc Dupuy tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de cent millions de francs, destiné à apporter des secours immédiats aux sinistrés et aux collectivités locales du département de la Gironde, victimes des inondations, p. 572 (Document n° 2594).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guille tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux populations victimes des calamités atmosphériques qui ont eu lieu les 2, 3, 4 et 5 février 1952 dans le département de l'Aude, p. 601 (Document n° 2596).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fourcade tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux personnes victimes des inondations dans le département des Hautes-Pyrénées, p. 572 (Document n° 2597).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Baurens tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide immédiate aux sinistrés pour les inondations dans le département du Gers et à indemniser les pertes importantes et graves subies par les sociétés coopératives, les magasins d'approvisionnement, les particuliers, agriculteurs, artisans et commerçants, p. 601 (Document n° 2600).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Musmeaux tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 30 millions de francs, à titre de premier secours, pour venir en aide aux sinistrés des inondations de la vallée de la Scarpe et à accorder à ces sinistrés l'exonération de leurs impôts, p. 676 (Document n° 2632).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à mettre des crédits à la disposition des agriculteurs de l'Allier victimes de la fièvre aphteuse et à leur accorder des exonérations d'impôts, p. 3336 (Document n° 3359).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dassonville tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de dix millions de francs aux familles des victimes du naufrage de la drague « Pas-de-Calais II », coulée par l'explosion d'une torpille à Boulogne-sur-Mer, p. 4087 (Document n° 4209).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boutbien tendant à inviter le Gouvernement à prévoir d'urgence un crédit de 50 millions de francs en vue d'assurer un premier secours aux victimes des inondations survenues dans le département de l'Indre des 17 et 18 décembre 1952, p. 7031 (Document n° 5230).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ramarony tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide immédiate aux victimes des inondations qui ravagent Bordeaux, les villes de banlieue et certains secteurs du département de la Gironde et à prendre toutes dispositions pour éviter le retour de pareilles catastrophes, p. 7060 (Document n° 5255).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Louis Tinaud tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures en faveur des sinistrés de la Côte Basque à la suite de la tempête survenue dans les derniers jours de 1951, p. 141 (Document n° 9).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Courrière tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide substantielle aux victimes des inondations du département de l'Aude, p. 402 (Document n° 40).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bordeneuve tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide d'urgence aux sinistrés des inondations du Sud-Ouest, non seulement par l'allocation d'indemnités de secours, mais aussi par un moratoire qui leur permettra d'obtenir des dégrèvements de leurs impositions ou charges et pour celles-ci de larges délais de paiement, p. 402 (Document n° 41).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Brettes tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux populations victimes des calamités atmosphériques qui ont eu lieu les 2, 3, 4 et 5 février 1952 dans les départements de la Gironde, des Landes, du Gers et de la Haute-Garonne, p. 402 (Document n° 42).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Méric tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures financières indispensables pour réaliser, dans les délais les plus brefs, les travaux permettant d'assurer la défense de la région toulousaine contre les inondations et le paiement intégral des pertes subies par les sinistrés, p. 488 (Document n° 61).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Menditte tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour apporter une aide rapide et efficace aux habitants et aux collectivités victimes des inondations qui ont ravagé les départements du Sud-Ouest, et d'une manière générale aux victimes de toutes les calamités publiques, p. 508 (Document n° 74).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Courrière tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant ouverture de crédits pour réparer les dommages causés dans les départements de l'Aude, de la Haute-Garonne, du Gers, de Tarn-et-Garonne, du Tarn, de Lot-et-Garonne, de la Gironde et des Landes par les inondations des mois de janvier et février 1952, p. 680 (Document n° 136).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Estève tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence aux ostréiculteurs, victimes des tempêtes des 28 et 29 mars 1952 ayant éprouvé les installations de la baie du Mont-Saint-Michel, et notamment de Cancale, p. 852 (Document n° 170).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henri Assailit tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations du département de l'Ariège, victimes de la tornade du 6 juin 1952, p. 1206 (Document n° 255).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minvielle tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations victimes de la tornade qui a dévasté une partie du département des Landes le 17 juin 1952, p. 1260 (Document n° 270).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Monsarrat tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux sinistrés du fait des orages et des chutes de grêle dans le Tarn, p. 1260 (Document n° 271).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Zussy tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de la tornade qui s'est abattue sur les communes de Lutterbach et Pfaltz (Haut-Rhin) le 18 juin 1952, p. 1260 (Document n° 276).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Durand tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de l'orage qui a ravagé plusieurs régions du département de la Gironde le 17 juin 1952, p. 1308 (Document n° 291).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Brettes tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations du département de la Gironde victimes des orages des 16 et 17 juin 1952, p. 1360 (Document n° 302).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Monichon tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide immédiate aux victimes de l'orage qui a ravagé les 16 et 17 juin 1952 les récoltes de plusieurs cantons du département de la Gironde, p. 1512 (Document n° 343).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Radius tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux habitants des départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, sinistrés par les orages du 2 juillet 1952, p. 1542 (Document n° 348).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Bardonnèche tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations du département des Hautes-Alpes victimes des calamités publiques, p. 1585 (Document n° 399).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Claude Lemaitre tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de la tornade et de la grêle qui se sont abattues le 4 juillet 1952 sur un nombre important de communes du département du Loiret, p. 1671 (Document n° 453).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Namy tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide d'urgence aux sinistrés du fait de la tornade et des chutes de grêle en Seine-et-Oise, p. 1688 (Document n° 461).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Coudé du Foresto tendant à l'octroi de secours aux sinistrés des départements de l'Ouest, p. 1688 (Document n° 463).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Brettes tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours immédiats aux populations du département de la Gironde, victimes des inondations de décembre 1952, p. 2638 (Document n° 653).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Monichon tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide immédiate aux victimes des inondations qui ravagent Bordeaux, les villes de banlieue et certains secteurs du département de la Gironde, et à prendre toutes dispositions pour éviter le retour de pareilles catastrophes, p. 2712 (Document n° 668).

Caméroun. — V. France d'outre-mer.

Camionnage. — V. Transports (transports ferroviaires et routiers).

Camps de concentration. — V. *Anciens combattants (ministère), Prisonniers et déportés.*

Camp de Satory. — V. *Interpellations n° 113.*

Canada. — V. *Questions orales (Assemblée nationale) n° 97.*

Cancer. — V. *Centre national de lutte contre le cancer.*

Canaux, cours d'eau et rivières. — V. *Pêche fluviale. — Transports (navigation intérieure).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Midol sur le projet de loi portant déclassement du canal de Saint-Dizier à Wassy (n° 2305), p. 2479 (Document n° 3479). — Adoption du projet de loi, p. 2937.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4293 (Document n° 284). — Dépôt du rapport par M. Julien Brunhes, p. 1586 (Document n° 407). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1656.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3931 (*Loi n° 52-871 du 22 juillet 1952, J. O. du 23 juillet 1952*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Chériet tendant à inviter le Gouvernement à ne pas procéder au déclassement de la deuxième branche du canal du Berry, de Foubisse à Noyers (Loir-et-Cher), et à faire exécuter les travaux de réfection qui permettraient une reprise rapide du trafic par eau, p. 6095 (Document n° 5007).

Capital-travail. — V. *Code du travail.*

Capitaux.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, sur la proposition de loi de M. Ousmane Socé, sénateur, tendant à rendre applicable aux territoires d'outre-mer la loi n° 48-478 du 2 février 1949 portant aménagement de certaines dispositions de la réglementation des changes et, corrélativement, de certaines dispositions fiscales (n° 446), p. 890 (Document n° 2748).

Carburants. — V. *Combustibles liquides et dérivés. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 94.*

Carte du combattant. — V. *Anciens combattants et victimes de guerre.*

Carte des économiquement faibles. — V. *Economiquement faibles.*

Carte d'identité. — V. *Code de commerce. — Voyageurs de commerce.*

Casinos. — V. *Jeux.*

Censure (motion de). — V. *Politique financière, économique et sociale du Gouvernement.*

Centres d'apprentissage. — V. *Budget 1950 (éducation nationale).*

Centre national de lutte contre le cancer.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme François tendant au développement de la lutte contre le cancer, par l'institution d'un centre national de lutte contre le cancer et l'impulsion de la recherche scientifique sur le cancer, p. 3933 (Document n° 4128).

Centre médico-social. — V. *Monuments commémoratifs.*

Centre national de la recherche scientifique. — V. *Budget (éducation nationale). — Recherche scientifique.*

Centre national du tourisme. — V. *Interpellations n° 144.*

Céréales. — V. *Agriculture (blé, céréales, farine et pain).*

Chambres d'agriculture.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Kauffmann, tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser d'urgence le montant des ressources légales qui, en vertu du décret du 5 décembre 1927 (art. 40 de la loi du 27 décembre 1927 et art. 4 du décret-loi du 30 octobre 1935), assurent le financement des chambres d'agriculture, p. 288 (Document n° 2435) (*rectificatif* p. 341). — Dépôt du rapport par M. Kauffmann, p. 520 (Document n° 2565). — Adoption, p. 788.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Philippe Monin tendant à instituer le vote par correspondance à la préfecture aux lieu et place du vote personnel à la mairie pour les élections aux chambres d'agriculture, p. 7059 (Document n° 5253).

Chambre de commerce.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Monin tendant à instituer le vote par correspondance à la préfecture aux lieu et place du vote personnel à la mairie pour les élections aux tribunaux et aux chambres de commerce, p. 6371 (Document n° 5087).

Chambre nationale des huissiers.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bourgeois tendant à accorder une subvention de 1.500.000 F à la chambre nationale des huissiers de France, à l'occasion du premier congrès international des huissiers de justice et officiers judiciaires, p. 4137 (Document n° 2842).

Chambres de métiers.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Coutant sur les propositions de loi: 1° de M. Draveny, tendant à compléter la loi du 26 juillet 1925 sur les chambres de métiers par l'établissement en faveur du personnel de ces organismes d'un statut obligatoire; 2° de M. Méric, sénateur, tendant à compléter la loi du 26 juillet 1925 sur les chambres de métiers, par l'établissement en faveur du personnel de ces organismes d'un statut obligatoire (n° 1723-1812), p. 2866 (Document n° 3637). — Adoption d'une proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à l'établissement obligatoire d'un statut du personnel administratif des chambres d'agriculture, des chambres de commerce et des chambres de métiers », p. 3883.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 4674 (Document n° 450). — Dépôt du rapport par M. Méric, p. 2004 (Document n° 575). — Discussion, p. 2144. — Suite de la discussion, p. 2157; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2159.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5964 (*Loi n° 52-1311 du 10 décembre 1952, J. O. du 11 décembre 1952*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à compléter l'article 5 de la loi du 27 mars 1934 instituant un registre spécial pour l'inscription des artisans, p. 1308 (Document n° 2935).

Champagne. — V. *Interpellations, n° 174, 224.*

Champs de courses.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne portant rétablissement de la légalité républicaine en matière de réglementation des champs de courses, p. 446 (Document n° 2517).

Changes. — V. *Questions orales (Conseil de la République), n° 72.*

Chansonniers. — V. *Interpellations n° 65. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 160.*

Chanvre. — V. *Questions orales (Assemblée nationale), n° 24.*

Charbon. — V. *Mines et carrières (personnel). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 55, 73.*

Charbonnages de France. — V. *Assurances sociales (mines). — Pensions et retraites (cumul).*

Chasse. — V. *Assurance de toute nature.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hettier de Boisambert instituant un permis de chasse unique dénommé « Permis national de chasse », p. 3279 (Document n° 3855). — Dépôt du rapport par M. Kauffmann, p. 3337 (Document n° 3883). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Kauffmann, p. 3437 (Document n° 3934). — Discussion, p. 3628; adoption de la proposition de loi, p. 3631.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 4552 (Document n° 379). — Dépôt du rapport par M. Restat, p. 1586 (Document n° 408). — Discussion, p. 1588; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1591.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3306 (*Loi n° 52-859 du 21 juillet 1952, J. O. du 22 juillet 1952*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat instituant un fonds de chasse dans chaque département et sur le plan national destiné à utiliser d'une façon rationnelle les sommes versées par les chasseurs pour l'obtention du permis de chasse, au repeuplement, au gardiennage, au développement de la chasse en France, p. 5966 (Document n° 4976).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Radius portant institution d'un permis de chasse unique dénommé « permis national de chasse », p. 212 (Document n° 19).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi p. 279 (Document n° 2122.)

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Restat tendant à réglementer, pour la pratique de la chasse, la détention et l'utilisation du furet, p. 1863 (Document n° 539).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5086 (Document n° 4748).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Courrière tendant à inviter le Gouvernement à obtenir par les moyens dont il dispose une diminution sensible du prix des munitions de chasse, p. 1639 (Document n° 421).

Château de Versailles.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant affectation de ressources nouvelles à la restauration et à la conservation du domaine national de Versailles, p. 3336 (Document n° 3882). — Dépôt du rapport par M. Simonet, p. 3495 (Document n° 3958).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Cogniot tendant à prévoir les crédits nécessaires à la restauration du château de Versailles, p. 2073 (Document n° 3257).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Beaumont tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de l'O. T. A. N. les dépendances du château de Versailles dénommées « Petites Ecuries », p. 2592 (document n° 3536).

Chauffeurs de taxis. — V. *Assurances sociales (assurance vieillesse). — Code pénal. — Combustibles liquides dérivés. — Voitures de place.*

Chaussures (industrie de la). — V. Commerce et industrie (entreprises diverses). — Exportations et importations. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 6.

Chemins de fer. — V. Interpellations n°s 197, 225. — Questions orales (Assemblée nationale) n°s 144, 147 (Conseil de la République) n° 2. — Transports et voies de communication (chemins de fer, transports ferroviaires et routiers).

Chemins de fer (société nationale des). — V. Emplois réservés. — Transports et voies de communication (transports ferroviaires et routiers).

Cheptel. — V. Agriculture (maladies contagieuses des animaux). — Loyers (baux ruraux). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 79. — Recherche vétérinaire.

Chèques postaux. — V. Postes, télégraphes et téléphones.

Chiffre d'affaires. — V. Impôts. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 60.

ChiropRACTIE. — V. Enseignement de la médecine.

Chômage. — V. Budget 1952 (travail et sécurité sociale. — Commerce et industrie (entreprises diverses). — France d'outre-mer (textes généraux). — Impôts (dégrèvements). — Interpellations n°s 40, 51, 214, 241, 260. — Loyers (locaux d'habitation). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 6 (Conseil de la République) n°s 1, 82, 118.

ALLOCATIONS-SECOURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Fouyet, sur les propositions de loi: 1° de M. Signor tendant à accorder le bénéfice de l'allocation de chômage partiel aux ouvrières des usines de conserves; 2° de Mme Roca tendant à étendre le bénéfice de l'article 2 du décret n° 51-319 du 12 mars 1951 fixant les conditions d'allocation des allocations de chômage aux jeunes gens et jeunes filles sortant des établissements d'enseignement; 3° de Mme François tendant à accorder le bénéfice de l'allocation de chômage aux jeunes filles sans travail (n°s 424, 1196, 2324), p. 3934 (Document n° 4133). — Dépôt d'un avis de la commission de la machine marchande par M. Marc Dupuis, p. 4805 (Document n° 4635). — Discussion, p. 4752 et disjonction de la proposition, p. 4753.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Naveau tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant: 1° à augmenter le taux des allocations de chômage; 2° à uniformiser le taux de ces allocations; 3° à supprimer l'article 10 de la loi du 11 octobre 1940 prévoyant une participation des communes aux dépenses résultant de l'aide aux travailleurs sans emploi, p. 435 (Document n° 45). — Dépôt du rapport par M. Vanrullen, p. 1585 (Document n° 391). — Discussion, p. 1622; adoption de la proposition de résolution, p. 1624 (rectificatif, p. 1737).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Reeb sur la proposition de loi de M. Guiguen tendant à permettre l'admission aux fonds de chômage des marins pratiquant habituellement la petite pêche à la part et complètement privés du travail dont ils tiraient leurs moyens d'existence (n° 1961), p. 4805 (Document n° 4636).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Mercier tendant à modifier l'article 5 du décret n° 51-319 du 12 mars 1951 fixant les conditions d'allocation de l'allocation-chômage, p. 1046 (Document n° 2804).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier tendant à supprimer la participation des communes aux dépenses résultant de l'aide aux travailleurs en chômage, p. 3495 (Document n° 3973).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Galicier tendant à améliorer la situation des chômeurs totaux et partiels en leur accordant une indemnité de chômage égale à 75 p. 100 de leur salaire dont le montant sera entièrement à la charge de l'Etat, p. 3880 (Document n° 4117).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Linet tendant à indemniser les salariés dont l'entreprise aura provisoirement réduit ou suspendu son activité pendant une certaine période, pour inventaire ou tout autre motif, p. 6200 (Document n° 5052).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à supprimer l'article 10 de la loi du 11 octobre 1940, prévoyant une participation des communes aux dépenses résultant de l'aide aux travailleurs sans emploi, p. 6200 (Document n° 5049).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dufour tendant à inviter le Gouvernement à secourir efficacement les chômeurs victimes notamment de la grave crise que traverse l'industrie textile dans l'Isère en ouvrant sans délai un fonds de chômage dans toutes les localités où il est demandé par le conseil municipal, p. 340 (Document n° 2149).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à secourir les travailleurs de Biarritz au chômage et à maintenir les chantiers de travaux qui vont être fermés faute de crédits, p. 1232 (Document n° 2898).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Emilienne Galcier tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles: 1° pour venir en aide aux travailleurs en chômage partiel ou total de l'industrie textile des Vosges; 2° pour résoudre la grave crise qui sevit dans cette industrie, p. 1885 (Document n° 3186).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dubois tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à: 1° réduire les écarts entre les zones, en ce qui concerne les barèmes

de ressources-plafond pour l'attribution des allocations de chômage; 2° fixer à 75 p. 100 du salaire minimum garanti, le taux des allocations de chômage complet; 3° abroger l'article 10 de la loi du 11 octobre 1940 prévoyant une participation des communes aux dépenses résultant de l'aide aux travailleurs sans emploi, p. 3743 (Document n° 4040).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cherrier tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 9 millions de francs afin de verser au personnel de la Société française de machines agricoles de Vierzon (Cher), dont l'usine sera fermée du 24 décembre 1952 au 5 janvier 1953, une indemnité égale à 75 p. 100 du montant des salaires, p. 7030 (Document n° 5224).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fajon tendant à inviter le Gouvernement à accorder une allocation exceptionnelle de 10.000 francs avec majoration de 2.000 francs par personne à charge à tout chômeur inscrit aux services de la main-d'œuvre, p. 7031 (Document n° 5253).

Cidres. — V. Bières et boissons gazeuses. — Impôts (chiffre d'affaires).

Cimetières.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Schaff, sur la proposition de loi de M. Pierre Montel tendant à modifier le décret du 23 prairial an XII dans le but d'autoriser les inhumations dans les caveaux de famille situés dans des cimetières désaffectés (n°s 299, 1670), p. 4805 (Document n° 4620). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi tendant à compléter l'article 8 du décret du 23 prairial an XII sur les sépultures*, p. 5459.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2072 (Document n° 588).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Bertaud tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant les dispositions de l'article unique de la loi du 24 février 1928, relative au renouvellement des concessions funéraires, p. 508 (Document n° 69). — Dépôt du rapport par M. Lodéon, p. 1260 (Document n° 269). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1465.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Bertaud tendant à modifier les dispositions de l'article unique de la loi du 24 février 1928 relative au renouvellement des concessions funéraires, p. 508 (Document n° 68).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 751 (Document n° 2669).

Cinématographie. — V. Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale). — Questions orales (Conseil de la République), n° 7111.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au fonds spécial d'aide à l'industrie cinématographique française, p. 4084 (Document n° 4281). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guy Desson tendant à créer un fonds de développement de l'industrie cinématographique, p. 2174 (Document n° 3285). — Dépôt du rapport par M. Desson, p. 3935 (Document n° 4142). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Desson, p. 5367 (Document n° 4968).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lacaze tendant à modifier les règles de contrôle des films cinématographiques, p. 4196 (Document n° 2880).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fernand Grenier tendant à proroger pour une durée de trois ans la loi du 23 septembre 1948 instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique et à accorder une avance de deux milliards au fonds d'aide, p. 3394 (Document n° 3905).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Max Brusset tendant à inviter le Gouvernement à limiter la publicité des films de cinémas interdits aux enfants de moins de 16 ans, en la rendant moins spectaculaire, moins tapageuse et moins provocante, p. 4805 (Document n° 4614).

Code CIVIL. — V. France d'outre-mer.

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de loi de M. Garavel tendant à modifier l'article 671 du code civil sur les plantations d'arbres (n° 621), p. 4570.

Conseil de la République. — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à abroger le dernier alinéa de l'article 90 du code civil (n°s 734 et 890, année 1951), p. 2.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 30 (Loi n° 52-26 du 7 janvier 1952, J. O. du 9 janvier 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Isorni sur le projet de loi complétant l'article 47 du code civil (n° 2271), p. 4365 (Document n° 4469). — Adoption du projet de loi, p. 4775.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1804 (Document n° 524). — Dépôt du rapport par M. Carcassonne, p. 2654 (Document n° 655).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier les articles 238 du code civil et 677 et 678 du code de procédure civile, p. 3609 (Document n° 3989). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 5967 (Document n° 4955). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi tendant à modifier l'article 238 du code civil et les articles 877 et 878 du code de procédure civile*, p. 6306.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2573 (Document n° 643).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Montgolfier tendant à modifier l'alinéa 7, ajouté par le décret-loi du 14 juin 1938 à l'article 2135 du code civil sur l'hypothèque légale de la femme mariée, p. 827 (Document n° 2718). — Dépôt du rapport par M. Rolland, p. 5787 (Document n° 4895). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier l'alinéa 7 de l'article 2135 du code civil, sur l'hypothèque légale de la femme mariée », p. 7006.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2712 (Document n° 665).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au mariage sans comparaison personnelle des militaires et marins des forces françaises de l'Organisation des Nations Unies participant aux opérations de Corée, p. 2367 (Document n° 3386). — Dépôt du rapport par M. Isorni, p. 4365 (Document n° 4170).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charpentier tendant à augmenter les distances de plantation dans l'aire de la Champagne viticole, p. 2174 (Document n° 3287). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alcide Benoit tendant à compléter l'article 671 du code civil (loi du 20 août 1881) relatif à la plantation d'arbres fruitiers et forestiers dans le vignoble de la Champagne délimitée, p. 3369 (Document n° 3365). — Dépôt du rapport par M. Alcide Benoit, p. 3809 (Document n° 4060).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaillemin tendant à compléter l'article 55 du code civil, p. 2616 (Document n° 3549). — Dépôt du rapport par M. Isorni, p. 4365 (Document n° 4166).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à modifier la loi n° 51-1393 du 5 décembre 1951 relative à la réglementation des arbrhes en matière de ventes mobilières, p. 601 (Document n° 2605). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 3935 (Document n° 4130).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à développer et à contrôler les adoptions d'enfants, p. 1165 (Document n° 2854).

— Dépôt d'un projet de loi relatif aux actes de naissance des enfants abandonnés et des pupilles de l'Etat, p. 1714 (Document n° 3119).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Reeb tendant à autoriser le divorce et la séparation de corps dans le cas d'aliénation mentale incurable de l'un des conjoints, p. 710 (Document n° 2652).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme de Lipkowski tendant à valider les dispositions testamentaires exprimées de 1939 à 1945 par les déportés, travailleurs forcés ou prisonniers de guerre hors des formes légales, p. 750 (Document n° 2663).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à ordonner la transcription des actes de naissance des enfants, nés dans un établissement hospitalier public ou privé ou dans un établissement d'accouchement, sur les registres de l'état civil du domicile des parents, p. 888 (Document n° 2763).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Tinguy tendant à modifier l'article 55 du code civil afin que les déclarations de naissance puissent être faites à l'officier de l'état civil du domicile des parents, p. 1446 (Document n° 3043).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri-Louis Grimaud tendant à modifier l'article 314 du code civil afin de permettre l'adoption dans certains cas où les conditions d'âge ne sont pas remplies, p. 1780 (Document n° 3172).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à compléter l'article 904 du code civil, p. 1780 (Document n° 3173).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Baylet tendant à faciliter la légitimation adoptive, p. 2370 (Document n° 3439).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramarony tendant à modifier les alinéas 2 et 3 de l'article 832 du code civil, relatif à l'attribution préférentielle des exploitations agricoles en cas de dissolution et de partage, p. 2370 (Document n° 3445).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'acte dit loi du 2 novembre 1911, complété par l'ordonnance du 2 décembre 1944, afin de prolonger le délai pendant lequel une demande de légitimation judiciaire peut être introduite en faveur d'un enfant naturel reconnu dont l'un des parents est mort du fait de la guerre, p. 2477 (Document n° 3157).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont modifiant l'article 1742 du code civil en ce qui concerne l'attribution préférentielle des locaux d'habitation après le décès de leurs titulaires, p. 2477 (Document n° 3459).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme François tendant à faciliter et à étendre l'adoption et la légitimation adoptive, p. 3495 (Document n° 3966).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à modifier la procédure relative aux gardes d'enfants en matière de divorce et de séparation de corps, p. 3933 (Document n° 4174).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Montgolfier tendant à compléter l'article 56 du code civil, p. 4179 (Document n° 4371).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Grousseau tendant à étendre les mesures facilitant l'adoption et la légitimation adoptive, p. 4232 (Document n° 4388).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mazueu tendant à ajouter un article 56 bis au chapitre I du titre II du livre 1^{er} du code civil à fin de transcription des actes de naissance sur les registres du domicile du tuteur légal, p. 4365 (Document n° 4463).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Tourné tendant à compléter l'article 314 du code civil afin de faciliter l'adoption et la légitimation d'enfants orphelins ou abandonnés, par des personnes ayant des enfants légitimes majeurs, p. 4453 (Document n° 4196).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Garavel tendant à modifier l'article 671 du code civil sur les plantations d'arbres forestiers, p. 4571 (Document n° 4530).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guislain tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en vue de permettre de valider ou d'homologuer les écrits ou volontés exprimées par des déportés ou internés, décédés ou disparus, dans des formes non admises par les lois applicables en temps de paix, p. 828 (Document n° 2720).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jozeau-Marigné tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant modification de l'article 1078 du code civil relatif à la rescision pour cause de lésion des partages d'ascendants, p. 888 (Document n° 488) (rectificatif, p. 989).

Code de COMMERCE. — V. Postes, télégraphes et téléphones (chèques postaux).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à créer une carte d'identité pour les titulaires d'une inscription au registre du commerce, p. 141 (Document n° 2356).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rabouin tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant modification de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juin 1923 modifiée par la loi du 17 mars 1924 de façon à rendre obligatoire sur tous les papiers de commerce ou factures la mention de la nature de l'entreprise ainsi que les nom et qualité de la personne qui la dirige, p. 2654 (Document n° 651).

Code d'INSTRUCTION CRIMINELLE. — V. Amnistie. — Code de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer. — France d'outre-mer (Afrique occidentale française).

Conseil de la République. — Adoption de l'avis sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, tendant à intégrer dans le code d'instruction criminelle l'ordonnance n° 45-2595 du 2 novembre 1945 relative à la perception d'amendes de composition à titre de sanction des contraventions de police (nos 775 et 880, année 1951), p. 3.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 30 (Loi n° 52-27 du 7 janvier 1952, J. O. du 9 janvier 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Louis Rollin sur la proposition de loi de M. Isorni, tendant à compléter l'article 143 du code d'instruction criminelle sur les demandes de mise en liberté provisoire (n° 1377), p. 3495 (Document n° 3954). — Adoption de la proposition de loi, p. 4247.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1740 (Document n° 482). — Dépôt du rapport par M. Charlet, p. 2220 (Document n° 609). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2412.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6200 (Loi n° 52-1351 du 19 décembre 1952, J. O. du 20 décembre 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Chamant sur le projet de loi modifiant les articles 149 et 155 du code d'instruction criminelle (n° 1205), p. 5787 (Document n° 4894). — Adoption du projet de loi, p. 6522.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2703 (Document n° 658).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Defos du Rau sur la proposition de loi de M. Defos du Rau tendant à interpréter, en le complétant, l'article 494 du code d'instruction criminelle (n° 2214), p. 2175 (Document n° 3286).

— Dépôt d'un projet de loi concernant les amendes de simple police, p. 2477 (Document n° 3465). — Dépôt du rapport par M. Defos du Rau, p. 3809 (Document n° 4085). — Dépôt d'un rapport supplémentaire, p. 4623 (Document n° 4547).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 5 du code d'instruction criminelle, p. 827 (Document n° 2711).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant les articles 23, 24, 63, 69 et 326 du code d'instruction criminelle, p. 1714 (Document n° 3133).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à l'exécution des peines privatives de liberté, p. 2001 (Document n° 3235).

— Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 640 du code d'instruction criminelle, p. 4621 (Document n° 4562).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Médecin tendant à étendre l'application des articles 479 et suivants du code d'instruction criminelle aux procès civils où des magistrats sont en cause dans leur personne ou dans leurs biens, p. 1284 (Document n° 2932).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin tendant à protéger la liberté individuelle et à éviter le retour d'erreurs judiciaires provoqués par les aveux passés sous la contrainte et ensuite rétractés, p. 4474 (Document n° 3052).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Coste-Floret portant réforme de certaines règles de la police judiciaire et de l'instruction préparatoire, p. 1385 (Document n° 3182).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Gau tendant à prohiber l'emploi, à l'occasion de toute enquête de police et toute information judiciaire, des procédés techniques susceptibles de porter atteinte au respect de la personnalité humaine, p. 2370 (Document n° 3372).

Codes de JUSTICE MILITAIRE POUR L'ARMÉE DE TERRE ET POUR L'ARMÉE DE MER

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant les articles 159, 172 et 185 de la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre, p. 5910 (Document n° 4921). — Dépôt du rapport par M. Loustaunau-Lacau, p. 6092 (Document n° 4991). — Discussion, p. 6126; adoption, au scrutin, du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi modifiant les articles 159, 172 et 185 du code de justice militaire pour l'armée de terre*, p. 6131.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2112 (Document n° 625). — Lecture du rapport par M. François Schleiter et discussion, p. 2165; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2168.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6291 (Loi n° 52-1319 du 13 décembre 1952, J. O. du 14 décembre 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier les articles 311 du code d'instruction criminelle, 79 du code de justice de l'armée de terre et 88 du code de justice de l'armée de mer, p. 2178 (Document n° 3171). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 4365 (Document n° 4468). — Adoption de la proposition de loi, p. 4775.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1801 (Document n° 525). — Dépôt du rapport par M. Charlet, p. 2220 (Document n° 610). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2112.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6230 (Loi n° 52-1350 du 19 décembre 1952, J. O. du 20 décembre 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 66 de la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre et les articles 74 et 75 de la loi du 13 janvier 1938 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de mer, p. 4516 (Document n° 4528).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi complétant les articles 29 et 89 du code d'instruction criminelle, les articles 23 et 52 du code de justice militaire pour l'armée de terre, et les articles 32 et 60 du code de justice militaire pour l'armée de mer, p. 6673 (Document n° 5191).

Code PENAL. — V. *Code d'instruction criminelle.* — France d'outre-mer (textes généraux). — *Offices publics et ministériels.*

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi complétant le paragraphe premier de la section VII du titre II du livre III du code pénal par un article 367 (nos 1791, 2120), p. 426.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 473 (Document n° 50). — Dépôt du rapport par M. Gaston Charlet, p. 613 (Document n° 129). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 810.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1781 (Document n° 3153).

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi relatif à l'interdiction de séjour (nos 12575, 1^{re} législature; 1452, 2^e législature), p. 3281 (rectificatif, p. 3438).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1466 (Document n° 332). — Dépôt du rapport par M. Carcassonne, p. 1512 (Document n° 339). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Carcassonne, p. 1553 (Document n° 378). — Discussion, p. 1576. — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1577 (rectificatif, p. 1612, 4737).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3711 (Document n° 4025).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 217 du code pénal, p. 2091 (Document n° 3236). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 4355 (Document n° 4467). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Minjoz, p. 5086 (Document n° 4714). — Adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 5594.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2150 (Document n° 602). — Dépôt du rapport par M. Charlet, p. 2654 (Document n° 656).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Grousseau sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis contre les enfants (n° 4101), p. 4805 (Document n° 4625).

— Dépôt d'un rapport de M. Maurice Grimaud sur le projet de loi modifiant l'article 224 du code pénal (n° 2239), p. 4623 (Document n° 4511).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 198 du code pénal, p. 750 (Document n° 2692).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à compléter l'article 37 du code pénal, p. 1713 (Document n° 3112).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à rendre applicable en Afrique équatoriale française les modifications apportées à des articles du code pénal par des textes en vigueur dans la métropole, p. 2366 (Document n° 3350).

— Dépôt d'un projet de loi abolissant la peine de confiscation des biens à venir prévue à l'article 37 du code pénal, p. 2366 (Document n° 3351).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 260 du code pénal, p. 2366 (Document n° 3352).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 5 du décret du 25 novembre 1919 relatif au maintien provisoire

de certaines dispositions pénales actuellement en vigueur dans les trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 2367 (Document n° 3383).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant et complétant les articles 139, 140, 142, 143, 141, 260, 479, 480 et 481 du code pénal, p. 2367 (Document n° 3394).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à l'interdiction d'émission des billets ayant pour objet de remplacer la monnaie et modifiant les articles 136, 475, 476 et 477 du code pénal, p. 2368 (Document n° 3409).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 26 du code pénal, p. 2477 (Document n° 3473).

— Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 468 du code pénal, p. 3712 (Document n° 4049).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines, en vue de permettre la mise à l'épreuve de certains condamnés, p. 3932 (Document n° 4150).

— Dépôt d'un projet de loi sanctionnant le non-usage du nom patronymique dans certains actes ou documents, p. 4084 (Document n° 4289).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à assurer le fonctionnement normal du régime républicain, p. 232 (Document n° 2405).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gau relative au régime pénitentiaire applicable aux vieillards, p. 445 (Document n° 2177).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Soustelle tendant à modifier et à compléter la loi du 2 juillet 1850 en vue d'assurer la répression effective des mauvais traitements envers les animaux, p. 455 (Document n° 2509).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Rabier tendant à compléter la loi du 17 juillet 1905 établissant, en cas d'accident, la responsabilité des conducteurs de véhicules de tout ordre, p. 519 (Document n° 2531).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Isorni tendant à modifier l'article 463 du code pénal sur les circonstances atténuantes, p. 519 (Document n° 2555).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Léotard tendant à mettre à la charge des instigateurs de manifestations interdites et de grèves à caractère politique les dépenses subies par le Trésor public, par les collectivités locales et par les personnes physiques ou morales, p. 657 (Document n° 2629).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boscary-Monservin tendant à réglementer l'aveu en matière pénale, p. 1714 (Document n° 3132).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Olmi tendant à modifier le dernier paragraphe de l'article unique de la loi du 28 janvier 1937 modifiant l'article 401 paragraphe 4, du code pénal sur la grivèlerie, p. 2817 (Document n° 3605).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Gau tendant à abolir la peine de mort, p. 3261 (Document n° 3843).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme de Lipkowski tendant à compléter les dispositions de l'article 257 du code pénal en ce qui concerne les inscriptions sur la voie publique, p. 3933 (Document n° 4124).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Léotard tendant à modifier les articles 361 à 364 et 400 du code pénal relatifs au faux témoignage et au chantage, p. 3931 (Document n° 4183).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Isorni tendant à modifier le paragraphe 4 de la loi du 27 mai 1885 modifiée par la loi du 2 mars 1913 sur la relégation appliquée aux récidivistes, p. 7030 (Document n° 5217).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bapst tendant à la modification de l'article 1^{er} de la loi du 13 septembre 1918, sur la répression des crimes de guerre, p. 7059 (Document n° 5217).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Kalb tendant à la modification de l'article 1^{er} de la loi du 15 septembre 1943 sur la répression des crimes de guerre, p. 2712 (Document n° 671).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7059 (Document n° 5258).

Code de PROCEDURE CIVILE. — V. *Code civil.*

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Vauthier sur le projet de loi relatif à la durée de conservation par les greffiers des dossiers prévus à l'article 79 du code de procédure civile (n° 826, année 1951, p. 221 (Document n° 23). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 230.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 339 (Loi n° 52-129 du 6 février 1952, J. O. 7 février 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Francine Lefebvre sur la proposition de loi de M. Léo Hamon, sénateur, tendant à rendre applicables devant la juridiction prud'homale les dispositions du 3^e paragraphe de l'article 14 de la loi du 25 mai 1838 ainsi que celles de l'article 425 du code de procédure civile (n° 1839), p. 2866 (Document n° 3615). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition relative à la procédure prud'homale*, p. 3628.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1553 (Document n° 380). — Dépôt du rapport par M. Abel Durand, p. 2001 (Document n° 573). — Discussion, p. 2142; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2144.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5941 (Document n° 4926). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 6586 (Document n° 5126).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefridt tendant à modifier certaines dispositions du code de procédure civile relatives à la vente des biens de mineurs p. 302 (Document n° 2443).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Maccire Grimaud sur l'extension et la rénovation de la saisie conservatoire, p. 4232 (Document n° 4380).

Code de la ROUTE. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 34, 122 (*Conseil de la République*), n° 8.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Litalien sur le projet de loi portant modification de la loi du 3 juillet 1934 sur la signalisation routière (n° 1371), p. 889 (Document n° 2765) (*rectificatif*, p. 1198). — Dépôt d'un avis de la commission de la presse par M. Guy Desson, p. 4089 (Document n° 4331).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la police de la circulation routière, p. 2000 (Document n° 3227).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Massot tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions de l'article 29 du décret du 20 août 1939, complété par le décret du 29 août 1951, portant règlement général sur la police de la circulation et du roulage, p. 2371 (Document n° 3362).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bouxom tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 29, paragraphe 1^{er}, du code de la route et à prévoir certaines exceptions en faveur des chefs de familles nombreuses en ce qui concerne les règles relatives au permis de conduire, p. 3808 (Document n° 4093).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Delalande tendant à inviter le Gouvernement à compléter le décret du 20 août 1939 sur la police du roulage, dit code de la route, en ce qui concerne la conduite des tracteurs agricoles, p. 832 (Document n° 168).

Code du TRAVAIL. — V. *Adjudications et marchés. — Algérie. — Caisses de retraites. — France d'outre-mer (textes généraux). — Interpellations n° 64, 219. — Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 13, 131.

CAPITAL-TRAVAIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Boutbien sur la proposition de loi de M. Soustelle tendant à l'établissement des contrats d'association capital-travail (n° 135 rectifié), p. 3935 (Document n° 4134). — Retrait de la proposition de loi, p. 5961.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Aubry tendant à exonérer des cotisations pour charges sociales les répartitions de bénéfice au personnel des entreprises industrielles et commerciales, p. 1715 (Document n° 3451).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Vallon tendant à l'établissement de contrats d'association « capital-travail », p. 5910 (Document n° 4916).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé tendant à instituer des contrats d'intéressement d'entreprise pour l'élévation générale des salaires réels, p. 7059 (Document n° 5245).

COMITÉS D'ENTREPRISES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gazier sur la proposition de loi de M. Meck tendant à porter à trois ans la durée du mandat des membres des comités d'entreprise (n° 886), p. 1197 (Document n° 2882). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Gazier, p. 3262 (Document n° 3842). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Gazier, p. 5431 (Document n° 4810).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayeux tendant à faciliter la participation des comités d'entreprises à la gestion et aux résultats des entreprises et portant exonération de la taxe additionnelle établie par l'article 418 du code de l'enregistrement pour la part d'augmentation de capital, par l'incorporation de réserves, attribuée par une société à son comité d'entreprise, p. 2073 (Document n° 3270).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gazier tendant à préciser les pouvoirs des comités d'entreprise et à permettre une meilleure application de l'ordonnance du 22 février 1945 modifiée par la loi du 16 mai 1946 et par la loi du 7 juillet 1947, p. 3180 (Document n° 3790).

CONCILIATION ET ARBITRAGE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Francine Lefebvre sur le projet de loi complétant l'article 67 a du livre IV du code du travail (n° 1280), p. 520 (Document n° 2558). — Adoption du projet de loi, après modification du titre: *Projet de loi tendant à modifier l'article 67 a du livre IV du code du travail*, p. 1118.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 600 (Document n° 106). — Dépôt du rapport par M. Menu, p. 857 (Document n° 172). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Menu, p. 1094 (Document n° 228). — Discussion, p. 1138; adoption de l'avis sur le projet de loi, après modification du titre: *Projet de loi tendant à modifier les articles 67 a et 74 du livre IV du code du travail*, p. 1139.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2568 (Document n° 3532). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 2866 (Document n° 3636). — Discussion, p. 3417; adoption du projet de loi avec le titre proposé par le Conseil de la République, p. 3418 (*Loi n° 52-816 du 12 juillet 1952, J. O. du 13 juillet 1952*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck relative au règlement des conflits collectifs du travail, p. 1581 (Document n° 3086).

Voir également à la rubrique: *Code du travail (conventions collectives)*.

CONGÉS PAYÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gazier tendant à assurer, les jours de fêtes légales, le repos et le paiement des travailleurs, p. 3933 (Document n° 4129). — Dépôt du rapport par M. Gazier, p. 5358 (Document n° 4789).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Coudray tendant à modifier l'article 51 F du code du travail concernant les congés annuels, p. 141 (Document n° 2359).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Souquès tendant à modifier l'article 54 g du livre II du code du travail concernant les congés annuels, p. 828 (Document n° 2728).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gozard tendant à organiser la fermeture des entreprises au moment des congés annuels, p. 1196 (Document n° 2879).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Paul tendant à faire bénéficier d'un congé annuel payé d'un mois et d'une prime de vacances de 15.000 F les jeunes travailleurs salariés de moins de vingt et un ans révolus, p. 2178 (Document n° 3198).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Giovoni tendant à accorder un délai de route de six jours aux fonctionnaires, employés et travailleurs originaires de Corse, résidant sur le continent et se rendant en Corse pour y passer leur congé annuel ou exceptionnel, p. 3008 (Document n° 3698).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à compléter la loi du 8 juin 1948 et celle du 19 août 1946, qui ont accordé des jours de congés payés supplémentaires aux pères de famille et aux jeunes travailleurs, en vue d'en assurer la juste et constante application, p. 4299 (Document n° 4111).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Pierrebourg tendant à modifier l'article 47 du livre 1^{er} du code du travail afin d'accorder aux caisses de congés un privilège pour les cotisations de congés payés et de chômage-intempéries qu'elles perçoivent, p. 4880 (Document n° 4618).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Francine Lefebvre sur le projet de loi tendant à modifier l'article 30 du livre IV du code du travail relatif aux élections prud'homales (n° 2181), p. 520 (Document n° 2560). — Adoption du projet de loi, p. 1119.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 600 (Document n° 105). — Dépôt du rapport par M. Menu, p. 833 (Document n° 190). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi après modification du titre: *Projet de loi tendant à modifier les articles 22, 23 et 30 du livre IV du code du travail relatif aux élections prud'homales*, p. 1037.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2278 (Document n° 3332). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 2674 (Document n° 3574). — Discussion, p. 3111; adoption du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi tendant à modifier l'article 30 du livre IV du code du travail relatif aux élections prud'homales*, p. 3142 (*Loi n° 52-762 du 2 juillet 1952, J. O. du 3 juillet 1952*).

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de loi de M. Moisan tendant à supprimer la condition de résidence exigée pour l'éligibilité aux conseils de prud'hommes, par l'article 23 du livre IV du code du travail (n° 1094, 2278), p. 573.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 508 (Document n° 73). — Dépôt du rapport par M. Menu, p. 888 (Document n° 189). — Adoption d'un avis défavorable à la proposition de loi, p. 1037.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2278 (Document n° 3331).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Francine Lefebvre sur la proposition de loi de M. Moisan tendant à abaisser de vingt-cinq à dix-huit ans l'âge requis par la loi pour être électeur lors des élections prud'homales et de trente à vingt-cinq ans l'âge requis pour être éligible (n° 1647), p. 1417 (Document n° 3017).

— Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Maurice Grimaud, p. 3262 (Document n° 3836). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi modifiant les articles 22 et 23 du livre IV du code du travail*, p. 3152 (*rectificatif*, p. 3711).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1553 (Document n° 365). — Dépôt du rapport par M. Menu, p. 2004 (Document n° 572). — Discussion, p. 2071; adoption de l'avis sur la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi modifiant les articles 22 et 23 du livre IV du code du travail relatifs aux élections aux conseils de prud'hommes*, p. 2072.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5673 (Document n° 4864). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 6536 (Document n° 5125).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Francine Lefebvre sur la proposition de loi de M. Alfred Costes tendant à accréder la procédure devant la juridiction des prud'hommes (n° 1911), p. 3610 (Document n° 3990). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Grimaud, p. 5867 (Document n° 4904).

— Dépôt d'un rapport de Mme Francine Lefebvre sur la proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier la législation sur les conseils de prud'hommes et en conséquence à modifier les articles 2 et 103 du titre 1^{er} du livre quatrième du code du travail (n° 1608), p. 3067 (Document n° 3741).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mignot tendant à compléter l'article 19 du livre IV du code du travail relatif aux secrétaires des conseils de prud'hommes, p. 827 (Document n° 2721).

CONTRAT DE TRAVAIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gazier sur les propositions de loi: 1^o de M. Gazier tendant à réglementer l'embauchage et le licenciement et à assurer la sécurité de l'emploi; 2^o de M. Meck tendant à assurer la sécurité de l'emploi par la réglementation des conditions de l'embauchage et du licenciement (n^o 1038), p. 4880 (Document n^o 4613).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gau tendant à rendre obligatoire le réembauchage d'un salarié lorsque l'employeur a été condamné à verser une indemnité pour rupture abusive du contrat de travail, p. 6295 (Document n^o 5081).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard tendant à garantir leur emploi aux jeunes gens libérés du service militaire, p. 7059 (Document n^o 5252).

CONVENTIONS COLLECTIVES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'article 19 de la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail, p. 4233 (Document n^o 4381). — Dépôt du rapport par M. Arbetrier, p. 5132 (Document n^o 4833). — Adoption de la proposition de loi, p. 6307.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2573 (Document n^o 615).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Coutant sur la proposition de résolution de M. Musmeaux tendant à inviter le Gouvernement à convoquer dans le plus bref délai la commission supérieure des conventions collectives pour fixer le nouveau taux du salaire minimum interprofessionnel garanti (n^o 1810), p. 310 (Document n^o 2456). — Discussion, p. 4201; adoption, p. 4206.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à compléter la section VI du chapitre IV bis du titre II du livre 1^{er} du code du travail, p. 888 (Document n^o 2774). — Dépôt du rapport par M. Titeux, p. 5036 (Document n^o 4750).

CUMUL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Villard modifiant les articles 8, 9 et 10 de la loi du 11 octobre 1940 sur la lutte contre le travail noir, p. 211 (Document n^o 2390).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues ayant pour but de réprimer le travail clandestin appelé communément travail noir, p. 445 (Document n^o 2306).

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à réviser la législation sur les élections professionnelles dans les mines, p. 4231 (Document n^o 2894).

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'organisation des services médicaux du travail dans les mines, p. 827 (Document n^o 2707).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gazier tendant à rendre obligatoire la création de services sociaux du travail, p. 445 (Document n^o 2505).

MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de loi de M. Rabier tendant à modifier l'article 64 c du livre II du code du travail et à rendre applicable à l'Algérie le nouvel article ainsi modifié, ainsi que la loi n^o 51-122 du 5 février 1951 modifiant les articles 61 et 64 a du livre II du code du travail (conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers) (n^o 1242, 2243) après modification du titre: *Proposition de loi étendant à l'Algérie les dispositions des articles 64 et 64 a du livre II du code du travail*, p. 1666.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 858 (Document n^o 177). — Dépôt du rapport par M. Vanruilen, p. 1586 (Document n^o 385). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1621.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3931 (Loi n^o 52-882 du 21 juillet 1952, J. O. du 25 juillet 1952).

RÉGIME ET DURÉE DU TRAVAIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boutbien tendant à inviter le Gouvernement à fixer les conditions du travail des ouvriers, employés et cadres occupés dans les dépôts ou bases alliés installés sur le territoire français, p. 2336 (Document n^o 3873). — Dépôt du rapport par M. Boutbien, p. 3496 (Document n^o 3969). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Boutbien, p. 5716 (Document n^o 4873).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Francis Caillaud tendant à fixer les modalités d'application de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de quarante heures, dans les commerces de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires, p. 4805 (Document n^o 4640). — Dépôt du rapport par M. Robert Coutant, p. 5131 (Document n^o 4811).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Besset tendant à l'application intégrale de la semaine de quarante heures, en vue d'assurer une meilleure répartition du travail à l'ensemble des ouvriers et de remédier d'urgence à la situation angoissante des chômeurs complets et des chômeurs partiels, p. 4046 (Document n^o 2814).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Estachy tendant à fixer les modalités d'application de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de quarante heures, dans les commerces de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires, p. 4835 (Document n^o 3183).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre André tendant à inviter le Gouvernement à fixer, dans le commerce de détail, un régime de travail compatible avec le plein emploi et les intérêts du consommateur, p. 3008 (Document n^o 3678).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Méric tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n^o 52-628 du 30 mai 1952 modifiant les modalités d'application de la loi du 21 juin 1936 dans le commerce de détail non alimentaire, p. 1724 (Document n^o 475).

RÈGLEMENT DES COMMISSIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fernand Bouxom relative au paiement des commissions dues aux voyageurs et représentants de commerce, p. 2754 (Document n^o 3594).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mailhe tendant à modifier et compléter l'article 44 du livre 1^{er} du code du travail concernant le mode de paiement des salaires, p. 3066 (Document n^o 3726).

REPOS HEBDOMADAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'article 38 du livre II du code du travail, p. 4298 (Document n^o 411).

SALAIRES ET INDEMNITÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gazier sur la proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'article 3 de la loi n^o 49-1049 du 2 août 1949 relative à la saisie-arrêt et à la cession des rémunérations (n^o 783), p. 520 (Document n^o 2559). — Adoption de la proposition de loi, après modification du titre: *Proposition de loi modifiant l'article 61 du livre 1^{er} du code du travail*, p. 1149.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 600 (Document n^o 107). — Dépôt du rapport par Mme Devaud, p. 1094 (Document n^o 229). — Discussion, p. 1141; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1142.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2566 (Loi n^o 52-634 du 4 juin 1952, J. O. du 5 juin 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la variation du salaire minimum national interprofessionnel garanti, en fonction du coût de la vie, p. 425 (Document n^o 2490). — Arbitrage sur l'urgence de la discussion, p. 412; le Gouvernement pose la question de confiance, p. 414; explication de vote, p. 500; adoption, au scrutin, de l'urgence et renvoi à la commission, p. 517. — Dépôt du rapport par M. Coutant, p. 711. — Discussion, p. 805, 812; suite de la discussion, p. 860, 863. — Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 886 (*rectificatif*, p. 1475).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 561 (Document n^o 93). — Dépôt d'un avis de la commission industrielle par M. Armengaud, p. 640 (Document n^o 122). — Discussion, p. 659; renvoi à la commission, p. 675. — Dépôt d'un rapport par M. Dassaud, p. 680 (Document n^o 157). — Suite de la discussion, p. 630; adoption, au scrutin, d'un renvoi du texte à la commission pour une seconde délibération, p. 692; lecture d'un nouveau rapport par M. Abel-Durand, p. 693; rejet, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 694.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1386 (Document n^o 2939). — Dépôt du rapport par M. Coutant, p. 1532 (Document n^o 3063). — Discussion, p. 2035, 2046, 2057; adoption, au scrutin, d'une motion d'ajournement au 29 mai 1952, p. 2061 (*rectificatif*, p. 2372).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la variation du salaire minimum national interprofessionnel garanti, en fonction du coût de la vie, p. 2314 (Document n^o 3433). — Dépôt du rapport par M. Coutant, p. 2587 (Document n^o 3502). — Discussion, p. 2516. — Suite de la discussion, p. 2561, 2584, 2583, 2590, 2605, 2613; adoption, au scrutin, du projet de loi, le Gouvernement ayant posé la question de confiance, p. 2614. — Prolongation du délai imparti au Conseil de la République, p. 2614 (*rectificatif*, p. 2676).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1185 (Document n^o 246). — Communication de la prolongation accordée par l'Assemblée nationale, p. 1185. — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 1238 (Document n^o 256). — Discussion, p. 1261, 1285; adoption, au scrutin, d'un avis défavorable au projet de loi, p. 1292.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3131 (Document n^o 3746). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 3437 (Document n^o 3935). — Rejet du texte par la commission du travail, adopté en première lecture et discussion, p. 3490; question de confiance sur la reprise du projet du Gouvernement, p. 3492; vote sur la question de confiance, p. 3647; rejet, au scrutin, de l'avis défavorable du Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 3651 (Loi n^o 52-834 du 18 juillet 1952, J. O. du 19 juillet 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Patinaud sur la proposition de loi de M. Patinaud tendant à supprimer le reçu pour solde de tout compte en matière de salaires (n^o 4649), p. 5167 (Document n^o 4770). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Maurice Grimaud, p. 6593 (Document n^o 5135).

— Dépôt d'un rapport de M. Fouyet sur la proposition de loi de M. Gabriel Paul, tendant à rendre effectif le paiement des indemnités à accorder aux travailleurs du bâtiment et des travaux publics en cas d'intempéries (n° 946 rectifié), p. 1447 (Document n° 3015).

— Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Fouyet, p. 6032 (Document n° 4986).

— Dépôt d'un rapport de M. Duquesne sur la proposition de loi de M. Meck tendant à rendre possible, à titre provisoire, l'extension des accords de salaires (n° 1533), p. 3131 (Document n° 3760).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Charlot tendant à modifier les taux d'abattement actuellement appliqués aux différentes zones de salaire, p. 2073 (Document n° 3271).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à modifier l'article 31 X A du chapitre 4 bis du titre II du livre 1^{er} du code du travail, p. 3933 (Document n° 4175).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Gabelle tendant à modifier et compléter la loi du 3 juillet 1944 précisant la situation, au regard de la législation du travail, des gérants de succursales de maisons d'alimentation de détail, p. 5787 (Document n° 4892).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Linet tendant à modifier l'article 31 X a du chapitre 4 bis du titre II du livre 1^{er} du code du travail, afin d'établir une véritable échelle mobile des salaires, p. 6132 (Document n° 5033).

Voir également à la rubrique: *Chômage (allocation, secours. — Code du travail, conventions collectives).*

TRAVAIL A DOMICILE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gazier tendant à l'organisation du travail à domicile, p. 3710 (Document n° 4021).

Code du vin. — V. *Viticulture.*

Colis postaux. — V. *Postes, télégraphes et téléphones (franchise postale).*

Collectivités locales. — V. *Adjudications et marchés. — Administration communale. — Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Départements, villes et communes. — Dommages de guerre. — Impôts (sociétés). — Interpellations n°s 10, 13, 30, 31, 47, 87, 138, 195, 212. — Questions orales (Assemblée nationale) n°s 70, 76, 108, 119.*

Collectivités publiques. — V. *Questions orales (Conseil de la République) n° 71.*

Collèges. — V. *Départements, villes et communes (budget). — Enseignement.*

Colonies de vacances.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Vaillant-Couturier tendant à accorder une subvention de fonctionnement de 100 francs par enfant et par jour de colonies de vacances, p. 3008 (Document n° 3699).

Combustibles liquides et dérivés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier d'une réduction sur le prix de l'essence les grands mutilés de guerre, propriétaires d'un véhicule automobile, p. 562 (Document n° 2588).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à accorder des réductions de tarif d'assurance automobile aux grands mutilés et aux grands invalides de guerre se déplaçant difficilement, p. 562 (Document n° 2589).

— Dépôt d'un rapport par M. Mouton, p. 2000 (Document n° 3243).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Elain sur la proposition de loi de Mme Rose Guérin tendant à rétablir l'article 87 du décret du 8 juillet 1937 accordant une ristourne sur l'essence en faveur des chauffeurs de taxis; 2° la proposition de loi de Mme Rose Guérin tendant à rétablir l'article 87 du décret du 8 juillet 1937 accordant une ristourne sur l'essence en faveur des chauffeurs de taxis (n°s 674-1124), p. 2866 (Document n° 3624).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Couston tendant à accorder la détaxe des carburants utilisés pour les vols d'entraînement effectués dans les aéro-clubs, p. 1284 (Document n° 2923).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lacombe tendant à réserver la création des nouveaux points de distribution de carburant aux seuls patentés de la profession « mécaniciens-réparateurs », p. 6201 (Document n° 5059).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Couston tendant à inviter le Gouvernement à déposer avant octobre 1952 un projet de loi portant statut de la production de pétrole et de gaz naturel, p. 3743 (Document n° 4042).

— Dépôt du rapport par M. Peytel, p. 3809 (Document n° 4068).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à accorder la ristourne sur les carburants agricoles à tous les agriculteurs possédant des tracteurs, motoculteurs, moteurs fixes quelle que soit la puissance de ceux-ci, p. 1285 (Document n° 2913).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gozard tendant à inviter le Gouvernement à proroger au delà du 31 juillet la validité des bons remis aux agriculteurs pour leur permettre de bénéficier de la détaxe sur les carburants, p. 2371 (Document n° 3425).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rey tendant à inviter le Gouvernement à organiser un mode de transport rationnel et économique du pétrole brut du Sud-Ouest (région de Lacq) pour son raffinage, p. 2371 (Document n° 3429).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Armengaud sur la proposition de résolution de M. Armengaud tendant à inviter le Gouvernement à mettre en œuvre les mesures préconisées par la commission de la production industrielle en vue d'assurer l'expansion de la recherche et de l'exploitation du pétrole et du gaz naturel en France métropolitaine et en Afrique du Nord (n° 682, année 1951), p. 1920 (Document n° 551).

Assemblée nationale. — Comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale (application de l'article 2 de la loi n° 51-1508 du 31 décembre 1951). — Désignation de candidatures par diverses commissions, p. 658, 711. — Nomination de membres, p. 724, 788.

Conseil de la République. — Comité du fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale (application de l'article 2 de la loi n° 51-1508 du 31 décembre 1951). — Désignation de candidature, p. 1009. — Nomination de membre, p. 1035.

Commerce extérieur. — V. *Exportations et importations.*

Commerce et industrie. — V. *Allocations familiales (cotisations). — Alsace-Lorraine. — Caisse nationale de crédit artisanal. — Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Code du commerce. — Code du travail (congés, régime et durée). — Dommages de guerre. — Emploi obligatoire des mutilés. — Interpellations n°s 11, 15, 47, 61, 87, 214, 215. — Lcteries. — Propriété industrielle. — Questions orales (Assemblée nationale) n°s 62, 64, 99, 175 (Conseil de la République) n° 83.*

ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Lafay tendant à inviter le Gouvernement à différer l'application du décret du 1^{er} décembre 1952 sur certaines interdictions d'exercer une activité professionnelle, p. 6306 (Document n° 5081).

COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL

— *Droguerie.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à créer le statut des droguistes et droguistes marchands de couleurs, p. 91 (Document n° 2351).

— *Vente à la boule de neige.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de M. le président du Conseil économique sur le projet de loi tendant à interdire les procédés de vente dits « à la boule de neige » (n° 1301), p. 447 (Document n° 2476). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 750 (Document n° 2693). — Dépôt du rapport par M. Planlevin, p. 7031 (Document n° 5215).

— *Vente avec primes.*

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi tendant à modifier le délai prévu à l'article 5 de la loi n° 51-356 du 20 mars 1951 tendant à interdire le système de vente avec timbres-primes (n°s 1995, 2072), p. 2.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 242 (Document n° 18). — Dépôt du rapport par M. Jacques Gadouin, p. 524 (Document n° 86). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 639.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4359 (Document n° 2956). — Dépôt du rapport par Mme Polinso-Chapuis, p. 4300 (Document n° 4438). — Adoption du projet de loi, p. 4814 (Loi n° 52-1233 du 17 novembre 1952, J. O. du 18 novembre 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Grouseaud tendant à abroger l'article 2 et à modifier l'article 3 de la loi n° 356 du 20 mars 1951 portant interdiction du système de vente avec prime en nature, p. 3180 (Document n° 3786).

CONCURRENCE DÉLOYALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Klock tendant à réprimer la concurrence déloyale, p. 1617 (Document n° 3104).

CRÉANCES COMMERCIALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Abellin relative au règlement des créances de ressortissants français sur l'Allemagne, p. 1358 (Document n° 2950).

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Léotard tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour garantir aux entreprises les facilités de crédit conditionnant leur bon fonctionnement, p. 3808 (Document n° 4114).

ENTENTES PROFESSIONNELLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Poinso-Chapuis concernant: 1. — Le rapport sur: a) le projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles; b) les propositions de loi: 1^o de M. Henri Teitgen, tendant à réglementer les ententes économiques, à interdire celles qui sont contraires à l'intérêt général et à conférer à celles qui s'avèrent licites un statut légal; 2^o de M. Gazier tendant à organiser le contrôle des ententes professionnelles; II. — La proposition de loi de M. Louis Vallon sur le contrôle et la réglementation des ententes industrielles et commerciales (nos 496 et 2145), p. 1582 (Document n^o 3085). — Dépôt d'un avis de la commission de la marine marchande par M. Louis Michaud, p. 2568 (Document n^o 3533). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Paul Coustan, p. 3067 (Document n^o 3721). — Discussion, p. 3124. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par Mme Poinso-Chapuis, p. 3134 (Document n^o 3753). — Suite de la discussion, p. 3142, 3163, 3227, 3246, 3730, 3752, 3769, 3782; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, après modification du titre: *Projet de loi organisant le contrôle des ententes économiques et assurant la liberté de la production et du commerce*, p. 3799 (rectificatifs, p. 3181, 3338, 4089).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1652 (Document n^o 436). — Adoption d'une résolution demandant une prolongation du délai constitutionnel pour formuler son avis sur ledit projet de loi, p. 1789.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 4804 (Document n^o 4637). — Adoption de la résolution, p. 5075.

Conseil de la République. — Communication de la résolution, p. 1895. — Dépôt du rapport par M. Courroy, p. 1894 (Document n^o 517).

ENTREPRISES DIVERSES

— Automobiles.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Cachin tendant à inviter le Gouvernement à accorder une avance de trésorerie de 150 millions à l'entreprise S. I. O. P. (ex Rosengart) en vue d'en permettre la remise en activité et d'assurer du travail aux 1.400 ouvriers, employés et cadres aujourd'hui sans emploi, p. 5787 (Document n^o 4878).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Rabaté tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer du travail et leur gagne-pain à tous les travailleurs des établissements Panhard (automobiles), p. 7059 (Document n^o 5242).

— Chaussure.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alphonse Denis tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue de remédier à la crise de l'industrie française de la chaussure et d'améliorer la situation des chômeurs de cette industrie, p. 1174 (Document n^o 3049). — Dépôt du rapport par M. Alphonse Denis, p. 3809 (Document n^o 4082).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement des mesures en vue de remédier à la crise exceptionnellement grave que traverse l'industrie de l'espadrille dans le département des Basses-Pyrénées, et notamment dans les villes de Mauléon et d'Oloron, p. 1446 (Document n^o 3012).

— Entreprises nationalisées.

Conseil de la République. — Sous-commission chargée de suivre et d'appréécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte (article 70 de la loi n^o 47-520 du 21 mars 1947, modifié par la loi n^o 47-1213 du 3 juillet 1947). — Désignation de membres par diverses commissions, p. 211. — Nomination de membres, p. 1198.

— Entreprises publiques.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bruyneel tendant à prendre les mesures nécessaires pour déterminer la charge qui pèse sur l'économie de la Nation du fait des entreprises publiques, p. 751 (Document n^o 2699).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport d'ensemble présenté par la commission de vérification des comptes des entreprises publiques, en exécution des prescriptions de l'article 58 de la loi du 6 janvier 1948, p. 1688.

— Forges et aciéries:

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gravoille tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement normal des forges de Basse-Indre afin d'éviter le licenciement de 4.500 ouvriers, notamment en recherchant des débouchés avec les pays de l'Est et la Chine populaire et en supprimant les taxes sur le fer-blanc et les conserves, p. 6592 (Document n^o 5143).

— Installations électriques:

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux sur le statut professionnel d'installateur électricien, p. 1137 (Document n^o 2845).

— Machines agricoles:

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cherrier tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour sauver les fabrications de machines agricoles de Vierzon (Cher), p. 7030 (Document n^o 5225).

— Machines à tailler:

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cherrier tendant à inviter le Gouvernement à autoriser la livraison des machines à tailler, fabriquées par l'usine « La Précision Moderne » de Vierzon (Cher) aux différents pays de l'Europe orientale qui ont passé des commandes à cette usine, p. 211 (Document n^o 2385).

— Métaux:

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cherrier tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin que l'usine Renfert de Bourges (Cher) puisse être approvisionnée régulièrement en laiton nécessaire à la réalisation de sa charge de travail (fabrication de robinets), p. 211 (Document n^o 2383).

— Porcelaine:

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cherrier tendant à inviter le Gouvernement à assurer la protection de l'industrie de la porcelaine du Berry menacée de ruine par l'importation de porcelaine allemande, p. 4454 (Document n^o 4495).

— Textile:

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à créer un office national des textiles chargé de mettre au point les études et les solutions propres à rendre à l'industrie textile une activité normale et à remettre au travail les chômeurs de ces industries, p. 4086 (Document n^o 4298).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Galicier tendant à inviter le Gouvernement: 1^o à prendre toutes mesures utiles en vue de résoudre la crise grave que traverse l'industrie textile notamment dans la région du Nord par: a) le développement du marché intérieur grâce à une politique améliorant le pouvoir d'achat des travailleurs; b) par l'accroissement des exportations dans tous les pays, notamment vers l'Union soviétique, les démocraties populaires et la Chine; 2^o à assurer immédiatement les moyens d'existence aux chômeurs et aux chômeuses totaux et partiels par l'ouverture de fonds de chômage intercommunaux, p. 1166 (Document n^o 2864).

— Verrerie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fajon tendant à inviter le Gouvernement à prendre sans délai toutes mesures propres à protéger l'industrie du verre et particulièrement la fabrication des ébauches d'ampoules, p. 888 (Document n^o 2777).

— Vêtement.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Roca tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en vue de résoudre la crise qui frappe les diverses branches industrielles du vêtement et de la chapellerie en France, p. 3710 (Document n^o 4012).

VENTE SUR LA VOIE PUBLIQUE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis du Conseil économique, sur le projet de loi tendant à réprimer la vente illicite de marchandises ou denrées sur la voie publique et dans les lieux assimilés, et à réglementer l'exercice du commerce sur la voie publique ou dans les lieux assimilés et sur les emplacements privés donnant accès à la voie publique (n^o 1623), p. 1333 (Document n^o 2938).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Lafay, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour réprimer la vente illicite de marchandises ou denrées sur la voie publique et dans les lieux assimilés et sur les emplacements privés donnant accès à la voie publique, p. 6057 (Document n^o 5009).

Communes. — V. *Adjudications et marchés.* — *Administration communale.* — *Chômage (allocation secours).* — *Départements, villes et communes.* — *Domages de guerre.* — *Elections municipales.* — *Mines et carrières (exploitation).* — *Traitements (éducation nationale).* — *Transports (routes et chemins).*

Communications du Gouvernement.

Assemblée nationale. — Lecture par M. Edouard Herriot, président de l'Assemblée nationale, d'une lettre de: M. le Président de la République, faisant connaître la démission du cabinet René Pleven et désignant M. Edgar Faure comme président du conseil, p. 251 = M. Edgar Faure président du conseil désigné faisant connaître à l'Assemblée, le programme et la politique du cabinet qu'il se propose de constituer, p. 252 — Communication de M. André Mercier, vice-président de l'Assemblée nationale, d'une lettre de M. le président du conseil des ministres concernant le maintien provisoire sous les drapeaux, des disponibles et des réservistes de Tunisie, p. 572. — Lecture par M. le président de l'Assemblée nationale, d'une lettre de: M. le Président de la République, faisant connaître la démission du cabinet Edgar Faure, p. 1160 et désignant M. Antoine Pinay comme président du conseil, p. 1180 = M. Antoine Pinay, président du conseil désigné, faisant connaître à l'Assemblée, le programme et la politique du cabinet qu'il

se propose de constituer, p. 1180. — Communication de: M. Jean Marie Louvel, ministre de l'industrie et du commerce, relative au barrage de Tignes, p. 1313 = M. le ministre de l'intérieur concernant l'arrestation de M. Jacques Duclos, p. 2536 = M. le garde des sceaux, ministre de la justice relative à la mise en liberté de M. Jacques Duclos, p. 3117 = M. le président du conseil faisant connaître la date à laquelle sera faite, la déclaration du Gouvernement sur les opérations militaires au Tonkin, p. 4346 = M. René Pleven, ministre de la défense nationale sur le déroulement des combats en cours au Tonkin, p. 4391 = M. Antoine Pinay président du conseil des ministres sur la préparation du budget pour 1953, p. 4751 = M. le président de la République faisant connaître la démission du cabinet Antoine Pinay, p. 7030.

Conseil de la République. — Annonce par: M. Raymond Marcelin, secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, d'une communication du Gouvernement sur l'armée européenne, p. 480. — Lecture par: Mme Gilberte Pierr-Brossolette, vice-présidente du conseil de la République, d'une lettre du président du conseil des ministres, concernant le maintien provisoire sous les drapeaux, les disponibles et les réservistes de Tunisie, p. 488 = M. le ministre de l'intérieur, d'une déclaration de M. le ministre des affaires étrangères sur la politique franco-tunisienne, p. 1281 = M. le ministre de l'éducation nationale concernant l'ouverture d'un crédit pour les écoles maternelles de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, p. 1442 = M. Robert Schuman ministre des affaires étrangères, d'une déclaration du Gouvernement sur les événements du Maroc et de la Tunisie, p. 2525.

Communications du président de l'Assemblée nationale.

Assemblée nationale. — Communication: d'un télégramme de Sa Majesté Bao-Dai, à l'occasion de la nouvelle année, p. 58 = d'un télégramme de M. le speaker de la chambre des communes, à la suite du message de condoléances de l'Assemblée nationale à l'occasion de la mort de Sa Majesté le roi George VI, p. 624 = d'une lettre de Sa Majesté la reine d'Angleterre à l'occasion de la mort de Sa Majesté Georges VI, p. 1160.

Communications de M. le président du Conseil de la République.

Conseil de la République. — Communication: d'un télégramme de Sa Majesté Bao-Dai à l'occasion de la nouvelle année et de la réponse du Conseil de la République, p. 2 = d'un message de sympathie au peuple belge, à l'occasion de la catastrophe de Gravelines, p. 1161; remerciement du sénat de Belgique, p. 1180.

Comores (archipel des). — V. France d'outre-mer.

Compagnies républicaines de sécurité. — V. Police d'Etat, sûreté nationale.

Comptabilité publique.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Draveny sur la proposition de résolution de M. Dagain, tendant à inviter le Gouvernement à appliquer à l'ensemble du territoire la loi du 12 juillet 1941 relative au payement des pensions de l'Etat par mandat-carte postal ou par virement de compte (n° 2161), p. 2002 (Document n° 3242). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Schaff, p. 3496 (Document n° 3952).

Concessions funéraires. — V. Cimetières.

Conciliation et arbitrage. — V. Code du travail.

Condammations. — V. Interpellations n°s 20, 82, 88, 94.

Confédération générale du travail. — V. Interpellations n°s 215, 216.

Congés. — V. Code du travail. — Fonctionnaires. — Transports (Chemins de fer d'intérêt général).

Conseil ECONOMIQUE. — V. Assemblée nationale (budget).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Catrice sur l'institution de commission économiques régionales, correspondantes du Conseil économique, p. 3180 (Document n° 3799).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fonlupt-Esperaber tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que la représentation de l'Algérie au sein du Conseil économique tienne compte de l'importance des trois départements algériens et des différents éléments de la population algérienne dont les légitimes intérêts doivent être connus et défendus, p. 5387 (Document n° 4800).

Conseil supérieur de l'EDUCATION NATIONALE et conseils d'ENSEIGNEMENT.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boivin-Champeaux tendant à modifier l'article 11 de la loi du 48 mai 1946 relative au conseil supérieur de l'éducation nationale et aux conseils d'enseignement, p. 712 (Document n° 148).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1474 (Document n° 3047).

Conseil d'ETAT. — V. Interpellation n° 3. — Traitements (justice).

Conseil de l'EUROPE. — V. Conventions internationales.

Conseils GENERAUX. — V. Administration communale. — Administration départementale.

Conseil supérieur de la MAGISTRATURE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature et à l'exercice de ses attributions, p. 2365 (Document n° 3626).

Assemblée nationale. — Ouverture du quatrième tour de scrutin pour la nomination d'un membre titulaire du Conseil supérieur de la magistrature, p. 1093; résultat et ouverture d'un cinquième tour de scrutin, p. 1107; renvoi, au scrutin, à la commission, p. 1108. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Minjoz, p. 1447 (Document n° 3002). — Désignation de la candidature de M. Guesdon, p. 1475; oppositions à cette candidature, p. 1665; scrutin, p. 1826; résultat, p. 1836; ouverture d'un sixième tour de scrutin, p. 2538; résultat, p. 2561; ouverture d'un septième tour de scrutin, p. 2828; résultat, p. 2848; ouverture d'un huitième tour de scrutin, p. 3141; résultat, p. 3154; ouverture d'un neuvième tour de scrutin, p. 3902; résultat et demande d'ouverture d'un dixième tour, p. 3911; rejet, au scrutin, de la demande, p. 3912; ouverture d'un dixième tour, p. 3920, 4161; résultat du dixième tour, p. 4177; ouverture d'un onzième tour de scrutin, p. 4327; résultat, p. 4346; ouverture d'un douzième tour de scrutin, p. 4771; résultat, p. 4788; ouverture d'un treizième tour de scrutin, p. 5335; résultat, p. 5342. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Minjoz, p. 6201 (Document n° 5058). — Aucun candidat n'ayant obtenu la majorité absolue requise, la commission présente au bénéfice de l'âge M. Bédican, p. 6508; opposition à cette candidature, p. 6682, 6814.

Conseils MUNICIPAUX. — V. Administration communale. — Administration de la ville de Paris et du département de la Seine. — Interpellations n°s 122, 162.

Conseil supérieur de la MUTUALITE.

Conseil de la République. — Demande de désignation de membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein du conseil supérieur de la mutualité (article 69 de l'ordonnance du 19 octobre 1945), p. 2141. — Désignation de candidature, p. 2548. — Nomination de membre, p. 2574.

Conseils de PREFECTURES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Maurice Grimaud relative au contentieux administratif, p. 2369 (Document n° 3337). — Dépôt d'un rapport par M. Wasmer sur: I. — Le projet de loi relatif au contentieux administratif; II. — Les propositions de loi: a) de M. Jacques Bardoux relative au recrutement, à l'organisation et à la composition des conseils de préfecture; b) de M. Charlet, sénateur, portant réorganisation des conseils de préfecture, modification de leur recrutement et de leur compétence et leur substituant l'appellation de tribunal administratif (dispositions relatives à la compétence des tribunaux administratifs); c) de M. Jacques Bardoux, relative au recrutement, à l'organisation et à la composition des conseils de préfecture; d) de M. Maurice Grimaud relative au contentieux administratif (n°s 67, 54, 3397), p. 3809 (Document n° 4084).

Conseils de PRUD'HOMMES. — V. Code de procédure civile. — Code du travail.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Francine Lefebvre sur la proposition de loi de M. Delalande, sénateur, tendant à conférer l'honorariat aux anciens membres des conseils de prud'hommes (n° 1429), p. 4805 (Document n° 4622). — Adoption de la proposition de la loi après modification du titre: Proposition relative à l'honorariat des anciens conseillers prud'hommes, p. 5822.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2140 (Document n° 606).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Moisan tendant à la création de conseils supérieurs de prud'hommes, p. 3195 (Document n° 3971).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à créer un conseil de prud'hommes à Arles-sur-Rhône, p. 4547 (Document n° 4519).

Conseil de la REPUBLIQUE. — V. Partis politiques. — Postes, télégraphes et téléphones. — Sénateurs.

BUDGET

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Boltraud sur le projet de résolution portant, pour l'exercice 1950; a) règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Conseil de la République; b) règlement définitif du compte de l'abonnement aux chemins de fer; c) règlement définitif des comptes de la caisse des retraites des sénateurs et de celle du personnel; d) règlement définitif des comptes de la caisse de sécurité sociale des sénateurs et de celle du personnel; e) approbation du compte de gestion du trésorier; f) approbation des comptes des buvettes, p. 781 (Document n° 158). — Adoption du projet de résolution, p. 857.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport par M. Estève sur le projet de résolution portant fixation des dépenses du Conseil de la République pour l'examen 1953, p. 2399 (Document n° 624). — Adoption du projet de résolution, p. 2626.

BUREAU

Conseil de la République. — Constitution du bureau d'âge : M. Chalamea, président; MM. Boulangé, Méric, Pic, Bialarana, Razac et Coupigny, secrétaires, p. 197. — Scrutins pour la constitution du bureau définitif, p. 199; proclamation de M. Gaston Monnerville comme président; Mme Gilberte Pierre-Brossolette, MM. Paul-Jacques Kalb, René Coty, Ernest Pezet, comme vice-présidents; MM. Camille Héline, Antoine Colonna, Pierre Romani, Marcel Léger, Lucien Tharradin, Jean Léonetti, Louis Gros, Mme Suzanne Girault, comme secrétaires; MM. Paul Baratgin, Robert Gravier, Emile Vanrullen, comme questeurs, p. 200.

Assemblée nationale. — Communication d'une lettre du président du Conseil de la République faisant connaître à l'Assemblée nationale, la constitution définitive du bureau du Conseil de la République, p. 210.

Conseil de la République. — *Renouvellement de la série sortante.* — Constitution du bureau d'âge: M. Landry, président; MM. Hassen Gouled, Sahoulba Gontchomé, Louis Courroy, Pierre de Chevigny, Marcel Boulangé, André Méric, secrétaires, p. 1161. — Constitution du bureau définitif; scrutin pour la nomination du président, p. 1162, et proclamation de M. Gaston Monnerville, p. 1163. — Scrutin pour la nomination de quatre vice-présidents, de huit secrétaires et de trois questeurs et proclamation de : Mme Gilberte Pierre-Brossolette, MM. Paul-Jacques Kalb, René Coty, Ernest Pezet, comme vice-présidents; Mme Suzanne Girault, MM. Antoine Colonna, Jean Coupigny, Louis Gros, Jean Léonetti, Jean Reynouard, Pierre Romani, Lucien Tharradin, comme secrétaires; MM. Paul Baratgin, Robert Gravier, Emile Vanrullen, comme questeurs, p. 1182.

Assemblée nationale. — Communication d'une lettre du président du Conseil de la République faisant connaître à l'Assemblée nationale, la constitution définitive du bureau du Conseil de la République, p. 2733.

BUREAUX

Conseil de la République. — Tirage au sort des bureaux, p. 1163.

COMMISSIONS

Conseil de la République. — Nomination des membres des commissions générales et de la commission de comptabilité, p. 201, 1185.

Commission des affaires économiques. — Démission de membre, p. 1207. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 230, 291, 1207, 1734. — Nomination de membres, p. 301, 1225, 1741.

Commission de la comptabilité. — Désignation de candidature par suite de vacance, p. 2301. — Nomination de membre, p. 2309.

Commission de la défense nationale. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1554. — Nomination de membre, p. 1566.

Commission de la famille. — Démission de membre, p. 1554.

Commission des finances. — Démission de membres, p. 212. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 212. — Nomination de membres, p. 222.

Commission de la France d'outre-mer. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1734. — Nomination de membres, p. 1741.

Commission de l'intérieur. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1741. — Nomination de membres, p. 1751.

Commission de la justice. — Démission de membres, p. 212, 1312. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 212, 1312. — Nomination de membres, p. 222, 1353.

Commission des moyens de communication. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1734. — Nomination de membres, p. 1741.

Commission des pensions. — Démission de membres, p. 212. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 212. — Nomination de membres, p. 222.

Commission de la presse. — Démission de membres, p. 212, 1741. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 212, 1741. — Nomination de membres, p. 222, 1751.

Commission du ravitaillement. — Démission de membres, p. 212. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 212. — Nomination de membres, p. 222.

Commission de la reconstruction. — Démission d'un membre, p. 238. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 251. — Nomination de membres, p. 269.

Commission du suffrage universel. — Démission, p. 230.

COMITÉ CONSTITUTIONNEL

Conseil de la République. — Demande de désignation de trois membres au comité constitutionnel, conformément à l'article 91 de la Constitution, p. 222. — Dépôt du rapport par M. Montalembert, p. 627 (Document n° 119). — Nominations de membres, p. 640.

COMPOSITION ET ÉLECTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Devinat tendant à fixer le mode d'élection des membres du Conseil de la République représentant les citoyens français résidant en Tunisie, p. 1284 (Document n° 2909). — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'article 55 de la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République, p. 1711 (Document n° 3149). — Dépôt du rapport par M. Barrachin, p. 2074 (Document n° 3264). — Discussion, p. 2085; adoption, au scrutin, d'un contreprojet et renvoi à la commission, p. 2091. — Lecture du rapport de M. de Moro-Giafferri; la commission présente une proposition de loi ainsi libellée: « Proposition de loi relative à l'élection, en 1952, des membres du Conseil de la République représentant les citoyens français en Tunisie. », et discussion, p. 2096; rejet, au scrutin, le Gouvernement se propose de déposer un nouveau texte, p. 2105 (rectificatif, p. 2172).

— Dépôt d'un nouveau projet de loi tendant à modifier l'article 55 de la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948, relative à l'élection des conseillers de la République, p. 2174 (Document n° 3291). — Lecture du rapport par M. Paul Coste-Floret, p. 2202; discussion, p. 2205 et adoption, p. 2205.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1009 (Document n° 203). — Dépôt du rapport par M. Montalembert, p. 1009 (Document n° 204). — Discussion, p. 1034. — Adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1035.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2276 (Loi n° 52-399 du 12 avril 1952, J. O. du 13 avril 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Paul Coste-Floret relatif aux opérations de présentation des deux conseillers de la République représentant les Français de Tunisie (application de l'article 2 de la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République et de l'article 55 de ladite loi modifiée par la loi n° 52-399 du 12 avril 1952), p. 2567 (Document n° 3501). — Scrutin pour l'élection de deux conseillers de la République, p. 2538; proclamation des membres, p. 2559.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boivin-Champeaux et ayant pour objet de modifier l'article 3 de la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République, p. 1442 (Document n° 313).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3394 (Document n° 3897).

Assemblée nationale. — Représentation des citoyens français résidant en Indochine: scrutin pour l'élection d'un conseiller de la République, p. 2538; résultat et ouverture d'un deuxième tour de scrutin, p. 2559, 2588, et proclamation d'un membre, p. 2591.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Chamant tendant à fixer le mode d'élection du conseiller de la République représentant les citoyens français résidant en Indochine, p. 1953 (Document n° 3203).

GROUPES

Modifications aux listes électorales des membres des groupes politiques, p. 194, 622, 629, 676, 880, 989, 1131.

Renouvellement de la série sortante: Listes électorales des membres des groupes politiques remises au président du Conseil de la République le 4 juin 1952, p. 1491. — Modifications aux listes, p. 1200, 1239, 1256, 1323, 1545, 1579, 1692, 1795, 2091, 2244, 2651, 2723.

RÈGLEMENT

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Michel Debré: 1° sur la proposition de résolution de M. Martial Brousse et des membres de la commission du ravitaillement et des boissons, tendant à modifier l'article 11 du règlement du Conseil de la République (n° 35, année 1950); 2° tendant à modifier les articles 2, 9, 14 et 30 du règlement du Conseil de la République, p. 212 (Document n° 20). — Discussion, p. 241; adoption de la proposition de résolution après modification du titre: Résolution tendant à modifier les articles 2, 9, 11 et 30 du règlement du Conseil de la République, p. 243.

— Dépôt d'un rapport de M. Michel Debré tendant à modifier l'article 15 du règlement du Conseil de la République, p. 1442 (Document n° 321). — Discussion, p. 1997; adoption de la proposition de résolution, p. 1999.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boudet tendant à modifier l'article 3 du règlement du Conseil de la République, p. 524 (Document n° 78).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Durand tendant à compléter l'article 47 du règlement du Conseil de la République, p. 1674 (Document n° 454).

SESSIONS

Ouverture de la session extraordinaire, p. 2.
Ajournement du Conseil de la République, p. 193.
Clôture de la session extraordinaire, p. 197.
Ouverture de la session annuelle de 1952, p. 198.
Ajournement du Conseil de la République, p. 203.
Reprise de la session, p. 209.
Ajournement du Conseil de la République, p. 212.
Reprise de la session, p. 221.

Ajournement du Conseil de la République, p. 621.
 Reprise de la session, p. 627.
 Interruption de la session, p. 1080.
 Reprise de la session, p. 1081.
 Interruption de la session, p. 1684.
 Reprise de la session, p. 1687.
 Ajournement du Conseil de la République, p. 2708.
 Reprise de la session, p. 2712.
 Clôture de la session, p. 2723.

Conseillers de l'Union française. — V. Députés (démissions). — Traitements, soldes et indemnités.

Constitution. — V. Institut français d'auto-construction. — Interpellations, n° 187.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Moro-Gifferri tendant à réviser les articles 1^{er} à 106 de la Constitution du 27 octobre 1946 en vue de rétablir la Constitution de 1875, p. 3710 (Document n° 4026).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barrachin tendant à la révision de l'article 90 de la Constitution, p. 4088 (Document n° 4316).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paquet tendant à la révision de l'article 90 de la Constitution, p. 4735 (Document n° 4597).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Duclos tendant à la révision de l'article 90 de la Constitution fixant les formes dans lesquelles la révision constitutionnelle peut avoir lieu, p. 6307 (Document n° 5116).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Michel Debré sur la proposition de résolution de M. Lelant, tendant à demander à l'Assemblée nationale de prendre l'initiative d'une procédure nouvelle de révision constitutionnelle susceptible de permettre le fonctionnement normal du régime parlementaire (n° 727, année 1951), p. 627 (Document n° 116).

Construction. — Reconstruction. — V. Caisse autonome de l'habitation. — Impôts (dégrèvement, exonération, revenu général). — Propriété immobilière. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 13, (Conseil de la République) n° 13, 26, 70.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lenormand, tendant à inviter le Gouvernement: 1° à débloquer les 33 milliards encore bloqués sur le budget de la construction pour l'année 1952; 2° à prendre les mesures nécessaires pour l'application des articles 4 et 17 de la loi du 3 janvier 1952 relative aux dommages de guerre; 3° à soumettre au Parlement les dispositions prévues dans l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946, p. 4674 (Document n° 4592). — Dépôt du rapport par M. Coudray, p. 4805 (Document n° 4632). — Discussion, p. 5394; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 5404.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Triboulet sur le projet de loi tendant à modifier et à compléter l'ordonnance n° 45-609 du 10 avril 1945 relative aux travaux préliminaires à la reconstruction (n° 1414), p. 4623 (Documentation n° 4550). — Discussion, p. 6150; adoption du projet de loi, p. 6151.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2503 (Document n° 636).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Catoire tendant à modifier et à compléter les dispositions de l'article 206 du décret du 27 novembre 1946 relatif aux travaux de reconstruction, p. 3130 (Document n° 3763).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guignen tendant à inviter le Gouvernement à payer la prime à la construction au fur et à mesure que les pièces d'un local, ayant fait l'objet d'une décision favorable, sont terminées et habitées, p. 5000 (Document n° 4712).

Constructions provisoires. — V. Loyers (locaux).

Constructions scolaires. — V. Enseignement. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 142, (Conseil de la République), n° 41, 80.

Consultations juridiques. — V. Droit social, économique et fiscal.

Contentieux administratif. — V. Conseils de préfecture.

Contrat de travail. — V. Code du travail.

Contraventions. — V. Amnistie.

Contribution foncière. — V. Impôts.

Contribution mobilière. — V. Impôts.

Conventions collectives. — V. Code du travail. — Interpellations; n° 187.

Conventions consulaires. — V. Conventions internationales.

Conventions internationales. — V. France d'outre-mer (textes généraux). — Interpellations n° 17. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 19, 21, (Conseil de la République), n° 30, 40, 41, 139.

ACCORDS COMMERCIAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord franco-soviétique du 3 septembre 1951 concernant leurs relations commerciales réciproques et le statut de la représentation commerciale de l'U. R. S. S. en France, p. 1137 (Document n° 2831). — Dépôt du rapport par M. Catrice, p. 3030 (Document n° 3719). — Adoption du projet de loi, p. 3518.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1552 (Document n° 368). — Dépôt du rapport par M. Naveau, p. 1586 (Document n° 401). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1655.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3931 (Loi n° 52-840 du 19 juillet 1952, J. O. du 20 juillet 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Lucien Lambert sur la proposition de résolution de M. Signor, tendant à inviter le Gouvernement à faire une très large place aux choux-fleurs dans les accords commerciaux signés avec tous pays importateurs, y compris ceux d'Europe centrale, en vue d'un écoulement satisfaisant de notre production nationale (n° 1179), p. 751 (Document n° 2662). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1311.

— Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord de commerce entre la République d'Haïti et la République française, signé à Port-au-Prince, le 12 juillet 1952, p. 5910 (Document n° 4911).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billat tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures qui favoriseront les échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest, afin d'assurer la prospérité de nos industries, en particulier celle de l'industrie textile, atteinte d'une crise qui s'aggrave de jour en jour, p. 340 (Document n° 2450).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour intensifier les exportations de vins de toutes qualités, apéritifs, vinaigres et alcools, en signant des traités commerciaux avec les pays de l'Est de l'Europe, l'U. R. S. S., les démocraties populaires et la Chine, p. 2001 (Document n° 3251).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à négocier des accords commerciaux avec tous les pays, notamment avec l'U. R. S. S., les démocraties populaires et la République populaire de Chine afin de permettre à l'usine sidérurgique des forges de l'Adour, au Boucau (Basses-Pyrénées), de poursuivre ses fabrications en maintenant le plein emploi des ouvriers qui y travaillent, p. 6592 (Document n° 5153).

ACCORDS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord entre la France et la Pologne sur le règlement par la Pologne des créances financières françaises, conclu à Paris, le 7 septembre 1951, p. 1137 (Document n° 2830). — Dépôt du rapport par M. Jarrosson, p. 3029 (Document n° 3705). — Adoption du projet de loi, p. 3076.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1308 (Document n° 287). — Dépôt du rapport par M. Rochereau, p. 1353 (Document n° 295). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1361.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3260 (Loi n° 52-735 du 27 juin 1952, J. O. du 28 juin 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture d'un compte spécial du Trésor (Compte d'exécution de la convention financière franco-belge.), p. 3609 (Document n° 4000). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 3809 (Document n° 4097). — Adoption du projet de loi, p. 3834.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1652 (Document n° 433). — Rapporteur M. Clavier et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1676.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3930 (Loi n° 52-851 du 21 juillet 1952, J. O. du 22 juillet 1952).

— Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord sur l'établissement d'une union européenne des paiements, signé à Paris le 19 septembre 1950, p. 3367 (Document n° 3364).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lemaire tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions en vue de négocier: 1° un prêt avec l'Export Import Bank, pour l'achat de coton brut aux Etats-Unis d'Amérique; 2° une allocation en dollars à titre de dépannage pendant la durée des négociations relatives à cette opération, p. 540 (Document n° 2580).

Conseil de la République. — Sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen (art. 3 de la loi n° 48-1787 du 25 novembre 1948). — Nomination de membres, p. 211, 1198.

AIDE MUTUELLE JUDICIAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Henri-Louis Grimaud sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention relative à l'aide mutuelle judiciaire conclue le 21 septembre 1949 entre la France et la principauté de Monaco (n° 1276), p. 2616 (Document n° 3553). — Adoption du projet de loi, p. 3472.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1552 (Document n° 362). — Dépôt du rapport par M. Geoffroy, p. 1585 (Document n° 413). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1638.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3931 (Loi n° 52-860 du 21 juillet 1952, J. O. du 22 juillet 1952).

ASSISTANCE ADMINISTRATIVE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant approbation de la convention de voisinage et d'assistance administrative mutuelle signée le 23 décembre 1951 entre la France et la principauté de Monaco, p. 4298 (Document n° 4100).

BIENS ET INTÉRÊTS FRANÇAIS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture d'un compte spécial du Trésor. (Exécution des accords conclus avec les gouvernements polonais, tchécoslovaque, hongrois et yougoslave relatifs à l'indemnisation des intérêts français), p. 3609 (Document n° 3999). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 3809 (Document n° 4098). — Adoption du projet de loi, p. 3884.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1652 (Document n° 432). — Rapporteur: M. Clavier, et discussion, p. 1675; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1676.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3931 (Loi n° 52-852 du 21 juillet 1952, J. O. du 22 juillet 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord franco-yougoslave du 11 avril 1951 relatif à l'indemnisation des intérêts français nationalisés en Yougoslavie et organisant la répartition de l'indemnité globale forfaitaire versée par le gouvernement yougoslave en application dudit accord, p. 2865 (Document n° 3649). — Dépôt du rapport par M. Billiemaz, p. 3437 (Document n° 3936). — Discussion, p. 3470, 3488; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 3490.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1552 (Document n° 363). — Dépôt du rapport par M. Longchambon, p. 1586 (Document n° 402). — Discussion, p. 1653; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1655.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3931 (Loi n° 52-861 du 21 juillet 1952, J. O. du 22 juillet 1952).

BUREAUX DE PLACEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 96 concernant les bureaux de placement payants (n° 1310), p. 889 (Document n° 2788). — Dépôt du rapport supplémentaire par M. Gazier, p. 3262 (Document n° 3841). — Adoption du projet de loi, p. 4462.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1764 (Document n° 491). — Dépôt du rapport par M. Tharradin, p. 2034 (Document n° 576). — Discussion, p. 2070; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2071.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5672 (Loi n° 52-1276 du 2 décembre 1952, J. O. du 3 décembre 1952).

CESSION DE TERRITOIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité de cession du territoire de la ville libre de Chandernagor (n° 4313), p. 1047 (Document n° 2806). — Dépôt du rapport par M. Fonlupt-Esperaber, p. 1954 (Document n° 3219). — Discussion, p. 2195; adoption du projet de loi, p. 2197.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 986 (Document n° 202). — Discussion, p. 1033; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1034.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2276 (Loi n° 52-411 du 17 avril 1952, J. O. du 18 avril 1952).

COMMUNAUTÉ MILITAIRE ET POLITIQUE EUROPÉENNE

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à inviter le Gouvernement à ne prendre aucun engagement en matière d'armée européenne sans une discussion préalable devant le Conseil de la République, p. 524 (Document n° 82).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à inviter le Gouvernement à ne procéder à aucune mesure d'exécution anticipée du projet de communauté européenne de défense, p. 1255 (Document n° 259).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alric tendant à inviter le Gouvernement à provoquer de nouvelles négociations en vue de substituer au projet portant organisation de la communauté européenne de défense, un projet plus conforme aux nécessités politiques et militaires des nations d'Europe occidentale, p. 1512 (Document n° 346) (rectificatif, p. 1641).

CONSEIL DE L'EUROPE

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention entre la France et le Conseil de l'Europe sur l'application de la législation française de sécurité sociale au personnel dudit Conseil, p. 428.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 479 (Document n° 56). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 767 (Document n° 141). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 852.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1884 (Loi n° 52-394 du 11 avril 1952, J. O. du 12 avril 1952).

Conseil de la République. — Scrutin pour l'élection de six membres titulaires pour représenter la France à l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe, p. 1587; résultats et proclamation des membres, p. 1595.

Scrutin pour l'élection de six membres suppléants pour représenter la France à l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe, p. 1596; résultats et proclamation des membres, p. 1605.

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à prendre l'initiative de la création d'une union internationale pour la construction de logements, p. 4232 (Document n° 4382).

CONVENTION CONSULAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention consulaire signée à Paris, le 31 décembre 1951, entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande du Nord et des territoires britanniques au delà des mers, p. 4622 (Document n° 4564). — Dépôt du rapport par M. Fouchet, p. 6812 (Document n° 5205).

CONVENTION D'ÉTABLISSEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant la ratification de l'accord résultant des lettres échangées le 17 mai 1946 entre les représentants de la France et de l'Italie, complétées par des lettres interprétatives en date des 28 octobre et 2 novembre 1948 et des 17 et 24 janvier 1949, assurant provisoirement aux ressortissants de chacun des deux pays sur le territoire de l'autre le régime de traitement de la nation la plus favorisée en matière d'établissement, p. 2367 (Document n° 3366).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention d'établissement entre la France et l'Italie, le protocole et l'échange de lettres, signés à Paris, le 23 août 1951, p. 2367 (Document n° 3367).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pezet tendant à inviter le Gouvernement à engager avec le gouvernement égyptien des conversations en vue d'améliorer le statut des Français d'Égypte, notamment en matière de visa de séjour, et, en outre, d'engager une négociation en vue d'une convention générale d'établissement, p. 2309 (Document n° 619).

DOUANES

Assemblée nationale. — Retrait d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier: 1° Le protocole de Genève d'application provisoire de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, en date du 30 octobre 1947, ainsi que les protocoles qui l'ont modifié et complété ultérieurement: protocoles n° 1, 2 et 3 du 24 mars 1948, protocoles n° 4 et 5 du 14 septembre 1948, protocole n° 7 du 13 août 1949, protocole d'Annecy des conditions d'adhésion à l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce du 10 octobre 1949, protocole de Torquay annexé à l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, décisions de Torquay approuvant l'adhésion des gouvernements adhérents, déclaration de Torquay et acte final de Torquay du 21 avril 1951; 2° l'avenant du 1er août 1949 à la convention de commerce du 11 mars 1929 entre la France et la Grèce; 3° l'avenant du 8 août 1949 à la convention de commerce du 13 juillet 1921 entre la France et la Finlande (n° 2031, p. 2365).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Catrice sur le projet de loi relatif à la ratification: 1° d'une convention sur la nomenclature pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers; 2° d'une convention sur la valeur en douane des marchandises; 3° d'une convention portant création d'un conseil de coopération douanière; 4° d'un protocole relatif au groupe d'études pour l'union douanière européenne, signés à Bruxelles, le 22 décembre 1950 (N° 1818), p. 1617 (Document n° 3096). — Discussion et adoption du projet de loi, p. 3142.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1384 (Document n° 308). — Dépôt du rapport par M. Rochereau, p. 1512 (Document n° 345). — Discussion, p. 1600, et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1601.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3806 (Loi n° 52-896 du 26 juillet 1952, J. O. du 27 juillet 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier: 1° le protocole de Genève d'application provisoire de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, en date du 30 octobre 1947, ainsi que les protocoles qui l'ont modifié et complété ultérieurement: protocoles de modification signés à la Havane le 24 mars 1948; protocole de rectification signé à la Havane le 24 mars 1948; protocoles de modification signés à Genève le 14 septembre 1948; deuxième protocole de rectification signé à Genève le 14 septembre 1948; déclarations signées à Annecy le 9 mai 1949 et le 11 août 1949; protocoles de modification signés à Annecy le 13 août 1949; protocoles de remplacement signés à Annecy le 13 août 1949; troisième protocole de rectification signé à Annecy le 13 août 1949; protocole d'Annecy des conditions d'adhésion du 10 octobre 1949; quatrième protocole de rectification signé à Genève le 3 avril 1950; cinquième protocole de rectification signé à Torquay le 16 décembre 1950; protocole de Torquay annexé à l'accord général du 21 avril 1951; décisions de Torquay approuvant l'adhésion des gouvernements adhérents du 21 avril 1951, déclaration et acte final de Tor-

quay du 21 avril 1951; protocole de rectification et de modification du 26 octobre 1951; 2° l'avenant du 1^{er} août 1949 à la convention du commerce du 11 mars 1929 entre la France et la Grèce; 3° l'avenant du 8 août 1949 à la convention de commerce du 13 juillet 1921 entre la France et la Finlande, p. 1952 (Document n° 3199).

EXTRADITION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative à l'extradition conclue entre la France et la République fédérale d'Allemagne, p. 4622 (Document n° 4565).

FAILLITE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Henri-Louis Grimaud sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative à la faillite et à la liquidation judiciaire conclue le 13 septembre 1950 entre la France et la principauté de Monaco (n° 1277), p. 2568 (Document n° 3523). — Adoption du projet de loi, p. 3217.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1412 (Document n° 319). — Dépôt du rapport par M. Geoffroy, p. 1512 (Document n° 310). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1542.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3608 (Loi n° 52-809 du 11 juillet 1952; J. O. du 12 juillet 1952).

GARES INTERNATIONALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention franco-italienne relative aux gares internationales de Modane et Vintimille et aux sections de chemin de fer comprises entre ces gares et les frontières d'Italie et de France, signée à Rome, le 29 janvier 1951, p. 2865 (Document n° 3650).

IMMIGRATION

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Debré tendant à demander au Gouvernement de prendre toutes dispositions pour éviter le maintien des mesures contraaires aux principes du droit des gens, et aux bonnes relations entre nations amies, p. 2633 (Document n° 651).

IMPÔTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier: 1° la convention signée à Paris, le 16 mars 1951 entre la France et le Canada pour éviter les doubles impositions et prévenir l'évasion fiscale en ce qui concerne les impôts sur le revenu et l'avenant à cette convention signé à Ottawa le 6 octobre 1951; 2° la convention signée à Paris, le 16 mars 1951 entre la France et le Canada pour éviter les doubles impositions et prévenir l'évasion fiscale en matière de droits de mutation par décès, p. 3494 (Document n° 3961). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 3935 (Document n° 4141). — Adoption du projet de loi, p. 4216.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1740 (Document n° 481). — Dépôt du rapport par M. André Boutemy, p. 1924 (Document n° 555). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2548.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6535 (Loi n° 52-1357 du 22 décembre 1952, J. O. du 24 décembre 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant approbation de la convention signée le 1^{er} avril 1950 entre la France et la principauté de Monaco, tendant à éviter les doubles impositions et à codifier les règles d'assistance en matière successorale, p. 1713 (Document n° 3111). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 4623 (Document n° 4546). — Adoption du projet de loi, p. 4774.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4833 (Document n° 531).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 52-236 du 3 mars 1952 exonérant des impôts sur les revenus, par réciprocité, les entreprises israéliennes de navigation maritime et aérienne, p. 2366 (Document n° 3353).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 52-237 du 3 mars 1952 exonérant des impôts sur les revenus, par réciprocité, les entreprises brésiliennes de navigation maritime ou aérienne, p. 2366 (Document n° 3354).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier: 1° la convention signée à Paris, le 30 décembre 1949, entre la France et les Pays-Bas, pour éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les revenus et régler certaines autres questions en matière fiscale et l'avenant à cette convention signée à Paris le 24 juillet 1952; 2° la convention signée également à Paris entre la France et les Pays-Bas et tendant à éviter les doubles impositions résultant de l'application des impôts extraordinaires sur la fortune ou sur l'accroissement de fortune établis en France et aux Pays-Bas, p. 4622 (Document n° 4563).

MONNAIE

— Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi modifiant l'article 133 du code pénal et autorisant le Président de la République à ratifier la convention internationale du 20 avril 1929 pour la répression du faux monnayage, (n° 4369), p. 881 (Document n° 2750).

NATIONALITÉ

Assemblée nationale. — Retrait d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord intervenu à Londres le 20 février 1947 entre la France et la Grande-Bretagne sur la nationalité en Tunisie (n° 1409), p. 2365.

NAVIGATION AÉRIENNE

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi adopté par le Parlement et pour lequel une nouvelle délibération a été demandée par M. le Président de la République, autorisant la ratification de la convention du 12 mai 1919 relative à l'exploitation de navires météorologiques dans l'Atlantique Nord (n° 2291), p. 426.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 473 (Document n° 49). — Dépôt du rapport par M. Pic, p. 600 (Document n° 111). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 642.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1284 (Loi n° 52-333 du 25 mars 1952, J. O. du 26 mars 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le protocole prolongeant la durée de l'accord sur l'exploitation des navires météorologiques de l'Atlantique Nord, p. 5965 (Document n° 4941).

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (U. N. E. S. C. O.), p. 1765. — Désignation de candidature, p. 1805. — Nominations de membres, p. 1832.

PACTE DE L'ATLANTIQUE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. de Monsabert sur le projet de loi autorisant M. le Président de la République à donner son accord à l'envoi à la Grèce et à la Turquie d'une invitation à accéder au traité de l'Atlantique Nord (n° 2159), p. 324 (Document n° 2446). — Discussion, p. 458; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 338.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 298 (Document n° 34). — Dépôt du rapport par M. Brizard, p. 329 (Document n° 39). — Lecture du rapport par M. Brizard et discussion, p. 458; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 472.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 518 (Loi n° 52-138 du 8 février 1952, J. O. du 9 février 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le protocole additionnel au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la Grèce et de la Turquie, p. 91 (Document n° 2345). — Dépôt du rapport par M. Mutter, p. 447 (Document n° 2494). — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. de Monsabert (Document n° 2526) et discussion, p. 484; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 492 (rectificatif, p. 602).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 457 (Document n° 46). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 473.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 518 (Loi n° 52-139 du 8 février 1952, J. O. du 9 février 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, conclue à Londres le 19 juin 1951, p. 749 (Document n° 2670). — Dépôt du rapport par M. Billotte, p. 2372 (Document n° 3136). — Discussion, p. 2684; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 2687.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1197 (Document n° 251). — Dépôt du rapport par M. Pezet, p. 1260 (Document n° 275). — Discussion, p. 1557; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1565.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3709 (Loi n° 52-824 du 16 juillet 1952, J. O. du 17 juillet 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser la ratification de la convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de l'organisation du traité de l'Atlantique Nord, des représentants nationaux et du personnel international, signée à Ottawa le 20 septembre 1951, p. 2368 (Document n° 3413).

PÊCHES MARITIMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur le projet de loi ratifiant la convention internationale sur les pêcheries de l'Atlantique Nord-Ouest (n° 1911), p. 1781 (Document n° 3163). — Dépôt du rapport par M. René Schmitt, p. 2074 (Document n° 3277). — Dépôt d'un nouveau rapport par M. René Schmitt, p. 3261 (Document n° 3837). — Adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 3880.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1671 (Document n° 449). — Dépôt du rapport par M. Claireaux, p. 1788 (Document n° 499). — Discussion, p. 1794; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1792.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4804 (Loi n° 52-1237 du 20 novembre 1952, J. O. du 21 novembre 1952).

PHARMACIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention relative à la réglementation de la pharmacie, conclue à Paris le 28 février 1952, entre la France et la principauté de Monaco, et l'échange de lettres y afférent, p. 5430 (Document n° 4813).

POOL CHARBON-ACIER

Conseil de la République. — Adoption d'une proposition de résolution de M. Marcel Plaisant tendant à prolonger de quinze jours le délai constitutionnel qui lui est imparti pour se prononcer sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, instituant une communauté du charbon et de l'acier, p. 453.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 520 (Document n° 2535). — Adoption de résolution, p. 647.

Conseil de la République. — Dépôt du rapport de M. Carcassonne sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier le traité signé à Paris, le 48 avril 1951, et instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier ainsi que ses annexes, les protocoles joints et une convention relative aux dispositions transitoires (n° 817, année 1951), p. 488 (Document n° 63). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Armengaud, p. 499 (Document n° 64). — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale accordant le délai constitutionnel, p. 508. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Jean Maroger, p. 521 (Document n° 81). — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. de Maupeou, p. 584 (Document n° 101). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Longchambon, p. 584 (Document n° 102). — Adoption d'une résolution, demandant une deuxième prolongation du délai constitutionnel sur ledit projet de loi, p. 593.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 1136 (Document n° 2839). — Adoption, p. 1260.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 643. — Discussion du projet de loi, p. 712. — Suite de la discussion, p. 748, 768, 793, 817; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 846 (rectificatif, p. 782).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1779 (Loi n° 52-387 du 10 avril 1952, J. O. du 11 avril 1952).

Assemblée nationale. — Demande de désignation de dix membres chargés de représenter la France à l'assemblée de la communauté européenne du charbon et de l'acier, p. 3646. — Ouverture du scrutin, p. 3894, et proclamation des membres, p. 3914. — Démission de membre, p. 6126. — Scrutin pour l'élection d'un membre par suite de vacance, p. 6554. — Résultat et nomination d'un membre, p. 6565.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Plaisant tendant à inviter le Conseil de la République à créer, en vertu de l'article 14 (§ 3) de son règlement, une commission de coordination et de contrôle chargée de suivre l'exécution et l'application de la communauté européenne du charbon et de l'acier, p. 1442 (Document n° 316). — Dépôt du rapport par M. Louis Gros, p. 1586 (Document n° 409). — Discussion, p. 1604; adoption de la résolution, p. 1605 (rectificatif, p. 1737). — Désignation des membres, p. 1653.

Scrutin pour l'élection de cinq membres chargés de représenter la France à l'assemblée de la communauté du charbon et de l'acier, p. 1596; résultats et proclamation des membres, p. 1611.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Reynaud tendant à la création, en vertu de l'article 14, alinéa 4, du règlement d'une commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la communauté européenne du charbon et de l'acier, p. 6312 (Document n° 5206).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à inviter le Gouvernement à assurer à la France une représentation égale à l'Allemagne au sein du comité consultatif créé par le traité de communauté européenne du charbon et de l'acier, p. 1255 (Document n° 260).

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Joseph-André Hugues sur le projet de loi portant ratification de l'accord franco-cubain du 17 janvier 1951 sur la propriété industrielle (n° 2191), p. 1647 (Document n° 3098). — Adoption du projet de loi, p. 2188 (rectificatif, p. 2341, 3338).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1032 (Document n° 210). — Dépôt du rapport par M. Cordier, p. 1260 (Document n° 263). — Discussion, p. 1313; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1314.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3178 (Loi n° 52-736 du 27 juin 1952, J. O. du 28 juin 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. André Hugues sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier un échange de lettres, intervenu le 25 mai 1951, entre les présidents des délégations française et italienne à la commission mixte prévue par l'accord franco-italien du 29 mai 1948, relativement à l'application de l'article 7 de cet accord (n° 1622), p. 3337 (Document n° 3875). — Adoption du projet de loi, p. 3518.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1552 (Document n° 369). — Dépôt du rapport par M. Novat, p. 1586 (Document n° 398). — Discussion, p. 1655; et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1656.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3931 (Loi n° 52-862 du 21 juillet 1952, J. O. du 22 juillet 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. André Hugues sur le projet de loi portant ratification de l'accord franco-italien du 21 décembre 1950 relatif aux marques de fabrique (n° 2175), p. 3357 (Document n° 3877). — Adoption du projet de loi, p. 3518. — Retrait du projet de loi, p. 4178.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1552 (Document n° 370). — Dépôt du rapport par M. Novat, p. 1586 (Document n° 397). — Retrait dudit projet de loi par décret émanant de l'Assemblée nationale, p. 1725.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord franco-italien du 21 décembre 1950 et l'échange de lettres en date du 5 avril 1952 relatifs aux marques de fabrique et de commerce, p. 4231 (Document n° 4383).

SÉCURITÉ SOCIALE

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans (nos 1131, 2279), p. 572.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 507 (Document n° 71). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 708 (Document n° 143). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 852.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1884 (Loi n° 52-390 du 11 avril 1952, J. O. du 12 avril 1952).

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention entre la Belgique, la France et l'Italie tendant à étendre et à coordonner l'application aux ressortissants des trois pays des législations belge et française sur la sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales, p. 428.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 473 (Document n° 48). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 707 (Document n° 140). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 852.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1884 (Loi n° 52-391 du 11 avril 1952, J. O. du 12 avril 1952).

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention générale entre la France et le Danemark sur la sécurité sociale, intervenue le 30 juin 1951, p. 428.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 479 (Document n° 57). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 707 (Document n° 142). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 852.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1884 (Loi n° 52-392 du 11 avril 1952, J. O. du 12 avril 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant à la convention générale entre la France et l'Italie sur la sécurité sociale, signé le 28 décembre 1950, p. 3179 (Document n° 3767).

— Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention entre la France et la principauté de Monaco sur la sécurité sociale, p. 3742 (Document n° 4052).

— Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant à la convention générale entre la France et la République fédérale d'Allemagne du 10 juillet 1950 sur la sécurité sociale, signé le 3 avril 1952, p. 4084 (Document n° 4303).

— Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord entre la France et l'organisation du traité de l'Atlantique Nord sur l'application de la législation française de sécurité sociale au personnel employé par ladite organisation, p. 4084 (Document n° 4304).

— Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant à la convention générale entre la France et l'Italie sur la sécurité sociale, signé le 13 juin 1952, p. 5044 (Document n° 4721).

SIGNALISATION ROUTIÈRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Litalien sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le protocole relatif à la signalisation routière, signé à Genève le 19 septembre 1949 (n° 1370), p. 889 (Document n° 2760). — Dépôt d'un avis de la commission de la presse par M. Desson, p. 1647 (Document n° 3097). — Adoption du projet de loi, p. 1901.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 864 (Document n° 181). — Dépôt du rapport par M. Jean Béraud, p. 1553 (Document n° 360). — Discussion, p. 1565; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1566.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3709 (Loi n° 52-817 du 12 juillet 1952, J. O. du 13 juillet 1952).

STAGIAIRES

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi tendant à autoriser le Président de la République française à ratifier la convention concernant les stagiaires, signée le 17 avril 1950 entre les cinq pays cosignataires du traité de Bruxelles (n° 766), p. 5392.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1983 (Document n° 567).

TRAITÉ DE PAIX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité de paix avec le Japon (n° 1527), p. 1582 (Document n° 3055). — Discussion, p. 1608; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 1613.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 788 (Document n° 159). — Dépôt du rapport par M. Marius Moutet, p. 880 (Document n° 183). — Discussion, p. 919; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 928.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2242 (Loi n° 52-393 du 11 avril 1952, J. O. du 12 avril 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1953 les pouvoirs attribués par la loi du 28 septembre 1948 au service français de liquidation des biens italiens en Tunisie, p. 5166 (Document n° 4773). — Dépôt du rapport par M. Fouchet, p. 6812 (Document n° 5204).

TRAVAIL

— Accidents du travail:

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 32 concernant la protection des dockers contre les accidents, p. 2368 (Document n° 3414).

— Agriculture:

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention internationale du travail n° 99 concernant les méthodes de fixation des salaires minimum dans l'agriculture, p. 2368 (Document n° 3414).

— Protection du salaire:

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Bouthien sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention internationale n° 95 concernant la protection du salaire, adoptée par la conférence internationale du travail dans sa 32^e session tenue à Genève du 8 juin au 2 juillet 1949 (n° 1339), p. 2674 (Document n° 3572). — Adoption du projet de loi, p. 3076.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1308 (Document n° 289). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 1585 (Document n° 393). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1621.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3931 (Loi n° 52-886 du 25 juillet 1952, J. O. du 26 juillet 1952).

— Service de l'emploi.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Bouthien sur le projet de loi tendant à la ratification de la convention n° 88 concernant l'organisation du service de l'emploi (n° 1268), p. 2866 (Document n° 3635). — Adoption du projet de loi, p. 3283.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1466 (Document n° 330). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 1585 (Document n° 394). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1622.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3931 (Loi n° 52-887 du 25 juillet 1952, J. O. du 26 juillet 1952).

— Travail des femmes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention internationale du travail n° 100 concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale, p. 2368 (Document n° 3412). — Dépôt du rapport par Mme Lefebvre, p. 3261 (Document n° 3829). — Adoption du projet de loi, p. 3944.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1684 (Document n° 460). — Dépôt du rapport de M. Tharradin, p. 2004 (Document n° 571). — Discussion, p. 2069; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2070.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5672 (Loi n° 52-1309 du 10 décembre 1952, J. O. du 11 décembre 1952).

— Territoires d'outre-mer.

Assemblée nationale. — Transmission d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 85 sur l'inspection du travail dans les territoires non métropolitains (n° 1210), p. 711 (Document n° 2656).

— Transmission d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 82 concernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains (n° 1211), p. 711 (Document n° 2657).

— Transmission d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 84 concernant le droit d'association et le règlement des conflits du travail dans les territoires non métropolitains (n° 1213), p. 711 (Document n° 2658).

— Transmission d'une proposition de résolution adoptée le 12 février 1952 par l'Assemblée de l'Union française invitant l'Assemblée nationale à inclure dans le projet du code du travail d'outre-mer les dispositions de l'article 4, paragraphe 3, et de l'article 5, paragraphe a, de la convention n° 85, p. 711.

VOIES FERRÉES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention conclue entre la France et le grand-duché de Luxembourg, signée le 29 avril 1952, à Luxembourg, et relative aux contrôles de douane et de police effectués en cours de route sur les voies ferrées franco-luxembourgeoises, p. 4153 (Document n° 1497).

— Coopératives. — V. Sociétés coopératives.

Corée (événements de). — V. Anciens combattants. — Armées (corps expéditionnaire). — Code civil. — Interpellations n°s 150, 157. — Questions orales (Conseil de la République) n°s 90, 103.

Corps expéditionnaire d'Indochine et de Corée. — V. Anciens combattants. — Armées.

Corps gras, huiles et plantes oléagineuses. — V. Exportations et importations. — France d'outre-mer (textes généraux). — Interpellation n° 183. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 66, (Conseil de la République) n° 68.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Lucien Lambert sur la proposition de loi de M. Lucien Lambert, tendant à porter les taux des primes d'encouragement à la culture de l'olivier à cinquante francs pour les oliviers régénérés et à cent cinquante francs par pied d'olivier nouvellement planté (n° 374), p. 751 (Document n° 2661).

— Dépôt d'un rapport de M. Lucien Lambert sur la proposition de résolution de M. Lucien Lambert, tendant à inviter le Gouvernement à modifier la décision du 19 juillet 1950 du ministère de l'agriculture, relative au mode d'attribution de la prime exceptionnelle de soutien de la culture de l'olivier: 1° en ouvrant de nouveaux délais pour les déclarations de culture; 2° en supprimant l'abattement pour les vingt-cinq premiers pieds d'oliviers et en payant la prime à compter du premier olivier (n° 350), p. 751 (Document n° 2660).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lambert tendant à assurer la protection de l'olive métropolitaine en l'intégrant dans le plan de garantie des prix définis par le décret n° 47-1402 du 26 juillet 1947, p. 4284 (Document n° 2922).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Estachy, tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures susceptibles de faire baisser le prix de l'huile comestible, p. 3308 (Document n° 4067).

— Dépôt du rapport par M. Francis Vals, p. 4454 (Document n° 4488).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cristofol, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour la réouverture des huileries et savonneries de Marseille qui ont dû cesser la production et pour permettre à l'ensemble des entreprises de cette branche importante de l'industrie régionale d'avoir une activité normale, notamment en leur facilitant le crédit dont elles ont besoin, p. 446 (Document n° 2484).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Olmi, tendant à inviter le Gouvernement à inclure l'huile d'olive métropolitaine dans les produits oléagineux métropolitains protégés par le décret du 26 juillet 1947, p. 6371 (Document n° 5000).

Corse. — V. Code du travail (congés). — Départements, villes et communes (subventions). — Domaine de l'Etat (affectation d'immeubles). — Marine marchande (transports maritimes). — Traitements (textes généraux).

Côte d'Ivoire. — V. Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale). — Interpellation n° 117.

Côte des Somalis. — V. France d'outre-mer (textes généraux).

Coton. — V. Commerce et industrie (textiles).

Cottages sanitaires de Saint-Gobain. — V. Foyers des victimes de guerre.

— Cour de cassation.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification de la loi n° 47-1366 du 23 juillet 1947 modifiant l'organisation et la procédure de la cour de cassation, p. 1714 (Document n° 3127). — Dépôt du rapport par M. Henri-Louis Grimaud, p. 3262 (Document n° 3849). — Adoption du projet de loi, p. 3730.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1585 (Document n° 405). — Lecture du rapport par M. Boivin-Champeaux, p. 1637; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1638.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3931 (Loi n° 52-883 du 21 juillet 1952, J. O. du 22 juillet 1952).

— Cour des comptes.

Conseil de la République. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les dispositions relatives à l'établissement et au dépôt sur le bureau des assemblées législatives du rapport annuel de la cour des comptes (n° 861, année 1951), p. 12; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 13.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 30 (Loi n° 52-37 du 7 janvier 1952, J. O. du 11 janvier 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt du rapport de la cour des comptes sur les comptabilités vérifiées en 1950 et 1951, p. 1260.

Conseil de la République. — Dépôt du rapport de la cour des comptes sur les comptabilités vérifiées en 1950 et 1951, p. 613.

Cour de justice (Haute).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant suppression de la haute cour de justice instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, p. 3932 (Document n° 4151). — Dépôt du rapport par M. Wasmer, p. 4766 (Document n° 4607). — Discussion, p. 4753, et renvoi au scrutin à la commission, p. 4774 (rectificatif, p. 5002).

Cour de la justice de l'Indochine. — V. *France outre-mer (Indochine)*.

CourSES de chevaux. — V. *Jeux*.

Courtiers en valeurs mobilières.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux conditions d'exercice de la profession de courtier de banque, p. 2001 (Document n° 3237).

Créances.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Massot tendant à l'abandon des privilèges généraux du Trésor, de la sécurité sociale et des salariés opposables au privilège spécial du créancier ayant reçu en nantissement les titres émis par la caisse autonome de la reconstruction par application des lois n° 48-1973 du 31 décembre 1948 et n° 50-135 du 31 janvier 1950, p. 4197 (Document n° 2892).

Créances commerciales. — V. *Commerce et industrie*.

Créances de l'Etat. — V. *Impôts (perception)*.

Crédit agricole. — V. *Agriculture*. — *Impôts (revenu)*. — *Questions orales (Conseil de la République)*, n° 62.

Crédit différé. — V. *Sociétés de crédit différé*.

Crédit foncier de France.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont modifiant les conditions d'octroi des prêts effectués par le crédit foncier de France aux pères de famille achetant leur appartement, p. 4546 (Document n° 4510).

Crédit immobilier. — V. *Habitations à loyers modérés*. — *Propriété immobilière*.

Crédit industriel et commercial. — V. *Commerce et industrie*. — *Interpellations* n°s 11, 15. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 7.

Crédit maritime mutuel. — V. *Marine marchande*.

Crédit public. — *Emprunts de l'Etat*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le ministre des finances à émettre un emprunt à capital garanti et bénéficiant d'exemptions fiscales, p. 2314 (Document n° 3432). — Lecture du rapport par M. Charles Barangé et discussion, p. 2353; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 2364 (rectificatif, p. 2480).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1088 (Document n° 231). — Lecture du rapport par M. Jean Berthoin et discussion, p. 1088; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1091.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2364 (Loi n° 52-565 du 21 mai 1952, J. O. du 22 mai 1952).

Crimes de guerre. — V. *Code pénal*. — *Interpellations*, n°s 145, 184.

Croix de guerre. — *Citations militaires*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à donner le droit aux militaires ayant combattu dans les armées alliées et décorés de certains ordres militaires des armées alliées, de se voir conférer le port de la Croix de guerre, p. 4571 (Document n° 4531).

Croix-Rouge. — V. *Questions orales (Conseil de la République)*, n° 57.

Cuir. — V. *Exportations et importations*. — *Interpellations*, n° 221.

Cuivre. — V. *Commerce (industries diverses)*. — *Viticulture*.

Cumul. — V. *Agriculture (cumul de professions)*. — *Armées (département des cadres)*. — *Assurances sociales (vieux travailleurs)*. — *Code du travail*. — *Pensions et retraites (cumul, personnels civil et militaire)*.

D

Débits de boissons. — V. *Algérie*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayeux tendant à modifier et à compléter la loi du 1^{er} octobre 1917 sur les débits de boissons, en ce qui concerne les enfants d'âge scolaire, p. 211 (Document n° 2389). — Dépôt du rapport par M. Denis Cordonnier, p. 2866 (Document n° 3610). — Adoption de la proposition

de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à compléter l'article 8 de la loi du 1^{er} octobre 1917 sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons, en ce qui concerne les mineurs de moins de seize ans », p. 3352.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1512 (Document n° 342). — Dépôt du rapport par Mme DeLabie, p. 2004 (Document n° 577). — Discussion, p. 2068; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2069.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5673 (Document n° 4863).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Denis Cordonnier, sur la proposition de loi de M. Anthonioz, tendant à modifier l'article 11 du décret-loi du 31 mai 1938, sur le transfert des débits de boissons pour besoins touristiques (n° 1066), p. 2866 (Document, n° 3639).

— Dépôt d'un rapport de M. Quinson, sur la proposition de loi de M. Mignot, tendant à modifier l'article 7 de la loi n° 47-1497 du 12 août 1947 relatif aux licences des débitants de boissons (n° 1181), p. 3337 (Document n° 3870).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lalay tendant à abroger l'acte dit loi du 28 août 1943, relatif à la fermeture administrative des débits de boissons, p. 3394 (Document n° 3896).

Déclarations. — V. *Communications du Gouvernement*. — *Impôts*.

Décorations. — V. *Médailles, décorations et récompenses*.

Défense contre les eaux. — V. *Calamités*. — *Impôts (dégrèvements)*. — *Transports (routes et chemins)*.

Défense de l'Europe. — V. *Europe (défense de l')*.

Défense nationale (ministère).

ADMINISTRATION CENTRALE ET SERVICES EXTÉRIEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Maurellet sur la proposition de résolution de M. Kœnig tendant à inviter le Gouvernement à modifier la date limite prévue par l'arrêté interministériel du 30 juillet 1949 pour l'obtention des bonifications accordées aux fonctionnaires et agents relevant du ministère de la défense nationale qui se sont trouvés éloignés de l'administration par suite d'événements de guerre (n° 1460), p. 1166 (Document n° 2853). — Adoption de la résolution, p. 2584.

Défense nationale (organisation de la).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Febvy tendant à modifier l'article 22 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre, p. 1953 (Document n° 3200).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Desson tendant à instituer une enquête contradictoire facultative pour l'évaluation des dégâts que peuvent avoir causés des réfugiés dans les logements de refuge réquisitionnés à leur intention en application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre, p. 4086 (Document n° 4300).

Délai de prescription. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 27.

Dentistes. — V. *Médecine et professions médicales*.

Déontologie. — V. *Assurances sociales (actes professionnels)*.

Départements d'outre-mer. — V. *Douanes (admission en franchise)*. — *France d'outre-mer*. — *Intérieur (ministère)*. — *Interpellations*, n°s 105, 236. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n°s 85, 137 (Conseil de la République), n°s 63, 75. — *Traitements (France d'outre-mer)*.

Départements, villes et communes. — V. *Adjudications et marchés*. — *Administration communale et départementale*. — *Domaine de l'Etat (cession d'immeubles)*. — *Dommages de guerre*. — *Enseignement primaire (cours spéciaux)*. — *Hypothèques*. — *Impôts (taxes départementales et communales)*. — *Interpellations*, n°s 190, 270. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 109 (Conseil de la République), n°s 41, 97. — *Transports (routes et chemins)*. — *Travaux publics (ministère)*.

ACCIDENTS SUBIS PAR LES MAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mignot tendant à compléter la loi du 8 novembre 1941 relative à la responsabilité civile des communes, p. 3180 (Document n° 3785).

AMÉNAGEMENT DES VILLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marty tendant à modifier les lois des 22 juillet 1912 et du 15 mai 1930 relatives à l'assainissement et au classement des voies privées de Paris, p. 601 (Document n° 2608). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Quinson tendant à aider les collectivités, les associations syndicales prévues par la loi du 25 juin 1855, ou les propriétaires, dans les travaux de viabilité et d'assainissement des voies privées, p. 445 (Document n° 2507). — Dépôt du rapport par M. Quinson sur les propositions de loi: 1° de M. Frédéric-Dupont, tendant à modifier la loi du 15 mai 1930 relative au classement des voies privées de la ville de Paris; 2° de M. Quinson, tendant à aider les collectivités, les associations syndicales prévues par la loi du 25 juin 1855 ou les propriétaires dans

les travaux de viabilité et d'assainissement des voies privées; 3^e de M. André Marty, tendant à modifier les lois du 22 juillet 1912 et du 45 mai 1930 relatives à l'assainissement et au classement des voies privées de Paris (nos 570, 2507, 2608), p. 4454 (Document n° 4490).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi rendant obligatoire le branchement à l'égout dans les communes de l'agglomération de Chartraine, p. 6673 (Document n° 5184).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. J.-P. Palewski relative au branchement à l'égout en Seine-et-Oise, p. 710 (Document n° 2646). — Dépôt du rapport par M. Gilbert Cartier, p. 4623 (Document n° 4549).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edgar Tailhades relative aux branchements des immeubles au réseau du tout à l'égout de la ville de Nîmes, p. 2427 (Document n° 6281).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6201 (Document n° 5063).

BUDGETS

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bertaud tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 30 mars le délai imparti aux communes et aux départements pour la présentation de leur budget 1952 et à déposer dans le plus bref délai le projet de loi portant réforme des finances locales p. 524 (Document n° 80). — Dépôt du rapport par M. Deutschmann, p. 627 (Document n° 118). — Adoption de la proposition de résolution, p. 643.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Demusois sur la proposition de résolution de M. Demusois tendant à inviter le Gouvernement à inscrire au budget de l'intérieur les crédits nécessaires aux départements et aux communes pour assurer à leurs personnels le relèvement des Lademnités et salaires (n° 1361), p. 5966 (Document n° 4948).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Brizard tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue de transférer à l'Etat la charge financière des communes relative aux frais d'instruction publique en ce qui concerne les collèges de plus de 200 élèves, p. 1764 (Document n° 495).

COMMUNE DE TIGNES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charret, tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence les mesures nécessaires pour assurer aux habitants de Tignes, avant toute expulsion, non seulement la sauvegarde de leur existence matérielle et professionnelle, mais aussi la continuité de leur vie familiale et traditionnelle, p. 1308 (Document n° 2934).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vendroux, tendant à la désignation d'une commission d'enquête en vue d'étudier les conditions dans lesquelles ont été assurées la sauvegarde de l'existence matérielle et professionnelle et la continuité de la vie familiale et traditionnelle des habitants de Tignes, p. 1372 (Document n° 2977).

CONSTRUCTION. — RECONSTRUCTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Courant, tendant à permettre aux municipalités d'accroître leur effort en faveur de la construction, p. 4661 (Document n° 4586).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lecanuet, tendant à inviter le Gouvernement à maintenir, pour le département de la Seine-Inférieure, les crédits de reconstruction initialement prévus pour 1952, en raison du retard dont souffre ce département, l'un des plus sinistrés de France et où sévit une grave crise du logement, p. 2371 (Document n° 3431).

EMPRUNTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Serafini sur la proposition de résolution de Mme de Lipkowski, tendant à inviter le Gouvernement à faciliter une politique financière pour permettre aux collectivités locales de contracter des emprunts avec bonification d'intérêts pour l'exécution rapide de constructions semi-provisoires, cités de transit très bon marché (T. B. M.) (n° 1191), p. 6202 (Document n° 5060).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tillon, tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les collectivités locales à contracter des emprunts avec bonifications d'intérêts en vue d'édifier des logements d'un prix de revient très économique et à faciliter de la part de l'Etat l'octroi de subventions s'élevant à 40 p. 100 du montant des travaux p. 1474 (Document n° 3045).

PRÊTS AUX AGENTS COMMUNAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon, tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les communes à accorder des prêts complémentaires à leurs personnels pour la construction de logements, p. 3742 (Document n° 4034).

RÉGIONS DE MONTAGNE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné, tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour prévenir et empêcher l'isolement d'agglomérations et de villages par la neige, p. 5431 (Document n° 4841).

RÉTROCESSION DE TERRAINS

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Boulaëg tendant au déclassement et à la rétrocession aux communes des anciens déboisés militaires expropriés par l'Etat pour permettre le renforcement de la place fortifiée de Belfort, p. 4671 (Document n° 443).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3934 (Document n° 4171).

SUBVENTIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Giovanni tendant à établir, au profit du département de la Corse, la subvention prévue par la loi du 8 juillet 1912, p. 1885 (Document n° 3179).

URBANISME ET HABITATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'urbanisme et l'habitation, p. 5910 (Document n° 4913).

Déportés et internés. — V. Anciens combattants (ministère). — Personnels et retraites (personnels civil et militaire). — Prisonniers et déportés. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 127.

Députés. — V. Assemblée nationale. — Interpellations n° 54. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 81; (Conseil de la République) n° 16. — Traitements, soldes et indemnités.

ABSENCES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Léotard tendant à sanctionner les trop longues absences et les « impossibilités de séger » des parlementaires, p. 751 (Document n° 2698).

ARRESTATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une communication de M. le ministre de l'intérieur relative à l'arrestation de M. Jacques Duclos (Document n° 3511) et intervention de M. Grenier, p. 2536 (rectificatif, p. 2617). — Communication de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, relative à la mise en liberté de M. Jacques Duclos, p. 3417.

AUTORISATION DE POURSUITES
IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Coudert sur la proposition de loi tendant à fixer les conditions dans lesquelles peut être levée l'immunité d'un député, d'un conseiller de la République ou d'un conseiller de l'Union française (adoptée définitivement par l'Assemblée nationale le 30 juillet 1919 pour laquelle une nouvelle délibération a été demandée par M. le Président de la République) (n° 8142, 1^{re} législature), p. 5867 (Document n° 4898).

— Dépôt d'un rapport de M. Lacaze sur la demande en autorisation de poursuites concernant M. Pierre-Olivier Lapie (n° 201), p. 3262 (Document n° 3851); renvoi à la commission, p. 3353; retrait de la demande, p. 4999.

— Dépôt d'un rapport de M. Jean-Michel Flandin sur la demande en autorisation de poursuites concernant M. Mazel (n° 269), p. 3262 (Document n° 3846). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 3353.

— Demande de délai supplémentaire pour déposer le rapport sur la demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (Document n° 1252), p. 3321; octroi du délai, p. 3353. — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 5001 (Document n° 4708). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5058.

— Dépôt d'un rapport de M. Yacine Diallo sur la demande en autorisation de poursuites concernant M. Max Lejeune (n° 1254), p. 3262 (Document n° 3845). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 3353.

— Dépôt d'un rapport de M. Pierrard sur la demande en autorisation de poursuites concernant MM. Marcel Cachin, Raymond Guyot et Mme Mathilde Péri (n° 1308), p. 3337 (Document n° 3884). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 3418.

— Demande de délai supplémentaire pour déposer le rapport sur la demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (n° 1294), p. 3321 et octroi du délai, p. 3353. — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 5002 (Document n° 4711). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5058.

— Demandes en autorisation de poursuites contre des membres de l'Assemblée, p. 90 (Document n° 2337); p. 210 (Document n° 2378); p. 232 (Documents nos 2399, 2400); p. 444 (Documents nos 2472, 2518, 2519, 2520); p. 518 (Documents nos 2525, 2536, 2537, 2538, 2539, 2541); p. 657 (Document n° 2615), p. 749 (Documents nos 2664, 2675), p. 1045 (Documents nos 2818, 2819); p. 1196 (Documents nos 2869, 2871, 2872, 2874); p. 1384 (Documents nos 2981, 2982); p. 1580 (Documents nos 3054, 3081); p. 1616 (Document n° 3091); p. 1713 (Document n° 3109); p. 1884 (Documents nos 3187, 3188); p. 2365 (Documents nos 3340, 3345, 3355, 3356, 3357, 3359, 3405); p. 2476 (Documents nos 3452, 3453, 3455, 3492); p. 2673 (Document n° 3562); p. 2817 (Document n° 3602); p. 2864 (Document

n° 3619); p. 3029 (Documents n° 3707, 3708, 3709); p. 3066 (Documents n° 3733, 3734, 3735, 3736). — Dépôt d'un rapport par M. Pierre-Fernand Masuez sur lesdites demandes et sur celles déposées en 1951 concernant: M. Tourné (n° 381, 1266, 1290, 3156, 3707); M. Marc Dupuy (n° 771, 1253, 1319, 1336, 1337, 1477, 1584, 1788, 2298, 2337, 2400, 2675, 2981, 3356, 3736); M. Besset (n° 855, 856, 857, 1235, 1316, 2378); M. Cristofol (n° 401, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 877, 2297, 2519, 3183, 3619, 3708, 3709); M. Fayet (n° 865, 1261, 1262, 1263, 4261, 1265); M. Mouton (n° 866, 1210); M. Alphonse Denis (n° 867, 4292); M. Marie Cachin (n° 919, 950, 1251, 1287, 1288, 1289, 1298, 1475, 1476, 1493, 2160, 2204, 2295, 2537, 2538, 2539, 2664, 2871, 2872, 3315, 3355, 3405, 3562, 3602); M. Cherrier (n° 1072, 1293, 2615); M. Gosnat (n° 1073, 1291, 1315); M. Pierrard (n° 1074, 2819, 3054, 3081); M. d'Astier de la Vigerie (n° 1255, 2520, 2525); M. Alfred Costes (n° 1286, 2296); M. Florimond Bonle (n° 1295, 2511); M. Rosenblatt (n° 1317, 2982, 3340, 3357, 3359, 3453); M. Bartolini (n° 1171, 1707); M. Charles Bencist (n° 1172, 3452); M. Billat (n° 1173, 1174, 1612); M. Bissol (n° 2399, 2518); M. Adrien Renard (n° 2472, 3492); M. Capdeville (n° 2536); M. Etienne Fajon (n° 2869); M. Boutavang (n° 2818, 2874); M. Tricart (n° 3109); M. Arnal (n° 3187); M. Charles Tillon (n° 3676); M. Pouvanaa Oopa (n° 3091); M. Rosan Girard (n° 3733, 3734, 3735); p. 3262 (Document n° 3353). — Discussion, p. 3353; adoption des conclusions de la commission tendant au rejet des demandes, p. 3354.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 519 (Document n° 2510). — Demande de délai supplémentaire pour déposer le rapport, p. 3321; octroi du délai, p. 3353. — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 5001 (Document n° 4710). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5058.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2365 (Document n° 3311). — Dépôt du rapport par M. Montgolfier, p. 3262 (Document n° 3844). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 3352.

— Demandes en autorisation de poursuites contre des membres de l'Assemblée, p. 2365 (Documents n° 3342, 3374, 3406). — Demande de prolongation du délai pour déposer le rapport sur lesdites demandes, p. 5051; discussion et octroi du délai, p. 5055. — Dépôt des rapports par M. Gramaud, p. 6295 (Documents n° 5669, 5070, 5071). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet des demandes, p. 6394.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2365 (Document n° 3346). — Demande de délai supplémentaire pour déposer le rapport, p. 3321; octroi du délai, p. 3353. — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 5001 (Document n° 4707). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5058.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2365 (Document n° 3347). — Demande de délai supplémentaire pour déposer le rapport, p. 3321; octroi du délai, p. 3353. — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 5001 (Document n° 4709). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5058.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2365 (Document n° 3400). — Demande de délai supplémentaire pour déposer le rapport, p. 3321; octroi du délai, p. 3353. — Dépôt du rapport par M. Henri Lacaze, p. 5001 (Document n° 4705). — Discussion et renvoi à la commission, p. 5057.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2176 (Document n° 3156). — Demande de délai supplémentaire pour déposer le rapport, p. 3321; octroi du délai, p. 3353. — Dépôt du rapport par M. Jean-Pierre Flandin, p. 5000 (Document n° 4706). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5058.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2673 (Document n° 3563). — Demande de délai supplémentaire pour déposer le rapport sur la demande, p. 3321; octroi des délais, p. 3353. — Demande et octroi d'un nouveau délai, p. 5462. — Retrait de la demande en autorisation de poursuites, p. 6094.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3393 (Document n° 3890). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4683). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5056.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3393 (Document n° 3891). — Dépôt du rapport de M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4692). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5057.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3493 (Document n° 3942). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4684). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5056.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3493 (Document n° 3943). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4697). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5057.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3493 (Document n° 3944). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4961). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5057.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3608 (Document n° 3982). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4685). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5056.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3742 (Document n° 4032). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4703). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5057.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3932 (Document n° 4120). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4704). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5057.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4197). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4686). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5056.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4198). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4700). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5057.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4199). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4690). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5057.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4200). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5000 (Document n° 4689). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5057.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4201). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4676). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5056.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4202). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4694). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5057.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4203). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4688). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5057.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4204). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4677). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5056.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4205). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4699). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5057.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4206). — Dépôt du rapport par M. Ballanger, p. 5431 (Document n° 4828). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5594.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4207). Demande de prolongation du délai pour déposer le rapport sur ladite demande, p. 5441; octroi du délai, p. 5462.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4205). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5000 (Document n° 4665). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5055.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4214). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4678). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5056.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4215). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4679). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5056.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4216). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4680). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5056.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4217). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4681). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5056.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4218). — Dépôt du rapport par M. Mazuez (p. 5000 (Document n° 4664). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5055.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4221). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4695). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5057.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4222). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4682). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5056.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4223). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5000 (Document n° 4669). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5055.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4224). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5000 (Document n° 4667). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5055.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4225). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4701). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5057.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4226). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4693). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5057.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4227). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5000 (Document n° 4670). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5056.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4228). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5000 (Document n° 4671). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5056.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4229). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5000 (Document n° 4672). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5056.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4230). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4696). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5057.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4235). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4702). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5057.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4236). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5000 (Document n° 4673). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5056.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4238). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5000 (Document n° 4674). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5056.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4277). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5000 (Document n° 4675). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5056.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4279). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5000 (Document n° 4668). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5055.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4280). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4698). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5057.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4282). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5000 (Document n° 4668). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5055.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4082 (Document n° 4302). — Demande de prolongation du délai pour déposer le rapport sur ladite demande, p. 5411; octroi du délai, p. 5492.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4178 (Document n° 4351). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5001 (Document n° 4687). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5056.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4297 (Document n° 4397). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 5000 (Document n° 4663). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5055 (rectificatif, p. 5168).

— Demande en autorisation de poursuites contre cinq membres de l'Assemblée, p. 4297 (Document n° 4415). — Demande de prolongation du délai pour déposer le rapport sur ladite demande, p. 5411; octroi du délai, p. 5462. — Dépôt d'une proposition de résolution par M. Pierre-Fernand Mazuez tendant à autoriser la commission des immunités parlementaires à procéder à la sténographie officielle de l'audition des parlementaires faisant l'objet de la demande en autorisation de poursuites (n° 4415), p. 6201 (Document n° 5061). — Dépôt du rapport par M. Pierre-Fernand Mazuez, p. 6295 (Document n° 5075). — Adoption de la proposition de résolution, p. 6602.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4546 (Document n° 4512). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 5966 (Document n° 4971). — Adoption des conclusions tendant au rejet de la demande, p. 6039.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3007 (Document n° 3676).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5745 (Document n° 4869).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6507 (Document n° 5102).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6591 (Document n° 5147).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6591 (Document n° 5148).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7059 (Document n° 5238).

DÉCÈS

Assemblée nationale. — Communication à l'Assemblée du décès des députés suivants: M. Jacques Ducreux, p. 424; Mme Denise Bastide, p. 1180; M. Eugène Pébellier, p. 1682; M. Youcef Kessous, p. 2601; MM. Jean Rougier et Denis Cordonnier, p. 4066; M. Georges Heuillard, p. 4264; M. Louis Rollin, p. 4697; M. Georges Litalien, p. 5393.

DÉMISSIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Legaret, relative à la démission des membres du Parlement, p. 6522 (Document n° 5121).

Assemblée nationale. — Communication à l'Assemblée nationale de la démission de M. Pasteur Valléry-Radot, député, p. 2344.

IDENTITÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Léotard, tendant à faire vérifier par les bureaux des assemblées prévues par la Constitution l'identité des membres de ces assemblées, p. 751 (Document n° 2705).

VÉRIFICATION DE POUVOIRS

I. — Elections générales.

Guyane. — Le rapport de M. Michel Carlini a été inséré dans la séance du 30 décembre 1952. — Admission de M. Gaumont, p. 2.

Moyen-Congo. — *Collège des citoyens de statut personnel.* — Rapport de M. Cornignon-Molinier, p. 92. — Admission de M. Tchicaya, p. 114.

II. — Elections partielles.

Eure-et-Loir. — Rapport de M. Dommergue, p. 1467. — Admission de M. Levacher, p. 1181.

Loire. — Rapport de M. Rousselot, p. 2593. — Admission de M. Michel Jacquet, p. 2605.

Loire (Haute-). — Rapport de M. Rousselot, p. 3438. — Admission de M. Jean Pébellier, p. 3452.

Loiret. — Discussion des conclusions du rapport de M. Rousselot, p. 1270. et admission de M. Secrétain, p. 1275.

Lot. — Rapport de M. Rousselot, p. 6203. — Admission de M. Thamer, p. 6226.

Nord (2^e circonscription). — Rapport de M. Eugène Montel, p. 7060.

Seine (2^e circonscription). — Rapport de M. Métayer, p. 3812. — Admission de M. Legaret, p. 3880.

Seine-Inférieure (1^{re} circonscription). — Rapport de M. Marcel Prélot, p. 7061.

Vosges. — Rapport de M. Caillet, p. 2372. — Admission de M. Gaillemain, p. 2441.

Alger (1^{er} collège). — Rapport de M. André Mutter, p. 753. — Admission de M. Chevallier, p. 788.

Constantine (2^e collège, 2^e circonscription). — Demande de prolongation du délai pour déposer le rapport, p. 4352; octroi du délai, p. 4382. — Demande d'un second délai, p. 5386; octroi du délai, p. 5394. — Demande d'un troisième délai, p. 7030. — octroi du délai, p. 7047.

Guadeloupe. — Rapport de M. Boutbien, p. 1049. — Discussion des conclusions du rapport tendant à la validation de MM. Rosan Girard et Paul Valentino et à l'invalidation de M. Tirolien, p. 3220. — Admission de MM. Rosan Girard et Paul Valentino et dépôt d'un amendement tendant à la validation de M. Tirolien, p. 3222; admission, au scrutin, de M. Tirolien (Furcie), p. 3237.

Diminués physiques. — V. *Assistance aux vieillards, infirmes et incurables.*

Diplômes. — V. *Enseignement. — Etudiants.*

Discothèque. — V. *Bibliothèques nationales.*

Dispensaire d'hygiène sociale. — V. *Hôpitaux et établissements hospitaliers.*

Divorce. — V. *Code civil.*

Dockers. — V. *Conventions internationales (travail). — Ports maritimes et fluviaux.*

Domaine de l'Etat, des départements et des communes. — V. *Loyers (baux commerciaux).*

ACQUISITION D'IMMEUBLES ET DE TERRAINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cayeux portant ouverture d'un crédit d'un million de francs en vue de l'acquisition et de la transformation en musée national de la maison natale de Louis Braille, p. 2369 (Document n° 3370).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier tendant à la création d'un musée dans la maison natale de Louis Braille, p. 2674 (Document n° 3558).

AFFECTATION D'IMMEUBLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au déclassement de la caserne Watrin, de Bastia (Corse), p. 2368 (Document n° 3420).

CESSION D'IMMEUBLES ET DE TERRAINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant approbation d'une convention passée entre l'Etat et le département de la Moselle, en vue de la cession à cette collectivité des anciens bâtiments du tribunal de Thionville, p. 2000 (Document n° 3228). — Dépôt du rapport par M. Schaff, p. 4805 (Document n° 4619). — Adoption du projet de loi, p. 5459.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2072 (Document n° 580).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant la cession d'un terrain domanial à la société anonyme d'habitations à loyer modéré de l'université de Toulouse, p. 4084 (Document n° 4305).

— Dépôt d'un projet de loi autorisant la cession d'un terrain domanial à la caisse primaire de sécurité sociale des Pyrénées-Orientales, p. 5086 (Document n° 4738).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Césaire tendant à porter désaffectation et cession de terrains et locaux militaires à Fort-de-France, p. 4546 (Document n° 4518).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guthmüller tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour effectuer la cession, avec priorité pour les anciens propriétaires ou leurs ayants droit, de certains déboisés militaires de la région de l'Est, p. 4300 (Document n° 4453).

Domages de guerre. — V. Budget 1952 (reconstruction et équipement). — Calanités agricoles, publiques et viticoles. — Construction, reconstruction. — Propriété immobilière. — Questions orales (Assemblée nationale) nos 121, 140, 173 (Conseil de la République) n° 55. — Spoliation. — Sucres, betteraves à sucre. — Transports (chemins de fer d'intérêt général).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. René Schmitt sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi portant modification des articles 48 à 58 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre (n° 1902), p. 406 (Document n° 2463). — Discussion, p. 1628; adoption du projet de loi avec le titre proposé par le Conseil de la République, ainsi conçu: « *Projet de loi portant modification des articles 48 à 58, 60 et 61 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre* », p. 1630 (Loi n° 52-577 du 9 avril 1952, J. O. du 10 avril 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant un délai pour la revendication de certains biens mobiliers enlevés par l'ennemi ou sous son contrôle et récupérés hors de France par l'autorité française, p. 3932 (Document n° 4150).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Souquès tendant à modifier les articles 19 et 73 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 278 (Document n° 2429).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Anthonioz tendant à modifier l'article 6-6° de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 751 (Document n° 2695).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Benoist tendant à abroger les dispositions de l'article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 concernant les dommages de guerre, p. 888 (Document n° 2779).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Braull tendant, en raison de la hausse considérable et continue des prix des objets mobiliers, ustensiles de ménage, linge, etc., à porter le coefficient servant au calcul des dommages de guerre mobiliers de 17 à 25, p. 1332 (Document n° 2916).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à compléter la loi du 28 octobre 1946, notamment les dispositions concernant la cession des droits à indemnité des dommages de guerre, p. 2477 (Document n° 3452).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Levindrey tendant à compléter l'article 25 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 relative à la réparation des dommages de guerre, p. 3742 (Document n° 4039).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Catoire tendant à modifier l'article 73 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 3807 (Document n° 4092).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à modifier l'article 8 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 4087 (Document n° 4321).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Crouzier tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 52-377 du 9 avril 1952 portant modification des articles 58, 60 et 61 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 4299 (Document n° 4136).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 52-377 du 9 avril 1952 portant modification des articles 48 à 58, 60 et 61 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 4365 (Document n° 4457).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt relative à une modification de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 4365 (Document n° 4459).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Desson tendant à modifier la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 5673 (Document n° 4858).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Crouzier tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre en vue d'une répartition équitable des risques de guerre, p. 5866 (Document n° 4902).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mondon tendant à compléter l'article 21 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 6132 (Document n° 5024).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Radius tendant à compléter la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 748 (Document n° 154).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1581 (Document n° 3089).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul Palewski tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en vue d'indemniser les Français sinistrés en Syrie à l'occasion des événements postérieurs au 8 mai 1945, p. 446 (Document n° 2510).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lefranc tendant à inviter le Gouvernement à passer avec les organismes de crédit cités en l'article 47 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, une convention permettant aux propriétaires d'immeubles sinistrés à usage principal de commerce et d'industrie de se faire consentir des prêts, à concurrence du montant de l'abattement vétusté et de la partie différée du paiement (art. 4 et 15 de la loi du 28 octobre 1946), p. 1047 (Document n° 2822) (rectificatif, p. 1287).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Koenig tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour que les particuliers, sinistrés français en Allemagne, puissent percevoir des avances sur leurs dommages de guerre avant le règlement du problème des réparations sur le plan international, p. 4474 (Document n° 3037).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Levindrey tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions prescrivant le paiement en titres des droits à indemnité pour dommages de guerre acquis par les collectivités locales, p. 2371 (Document n° 3377).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à indemniser par priorité les sinistrés mobiliers économiquement faibles ou âgés de plus de soixante-dix ans, p. 3934 (Document n° 4163).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Notebart tendant à inviter le Gouvernement à accorder la priorité aux règlements des indemnités de dommages de guerre aux collectivités locales, aux établissements publics et offices publics d'habitations à loyer modéré s'étant rendus acquéreurs de droits à indemnités de dommages de guerre en vue de construire des logements, p. 4300 (Document n° 4451).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Schaff tendant à inviter le Gouvernement à instituer un mode d'indemnisation forfaitaire unique au profit de tous les sinistrés mobiliers, p. 5587 (Document n° 4799).

Dossiers (disparition). — V. Interpellations, n° 267.

Douanes. — V. Algérie. — Conventions internationales. — Exportations et importations.

ADMISSION EN FRANCHISE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Delbez sur la proposition de résolution de M. Delbez tendant à inviter le Gouvernement à ne pas reconduire l'arrêté du 13 septembre 1948 fixant les contingents de vins marocains admissibles en franchise (n° 1635), p. 520 (document n° 2544).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 21 avril 1950 fixant la liste des produits originaires des territoires français d'outre-mer du deuxième groupe à régime non préférentiel admissibles en franchise des droits de douane à l'importation dans la métropole, dans les départements français d'outre-mer et en Algérie, p. 3179 (document n° 3780).

ADMISSION TEMPORAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ducreux tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la modification du régime de l'admission temporaire, et notamment à prendre toutes dispositions excluant du régime actuel les fils, filés et tissus de coton ou de fibre de lin destinés au blanchiment, à la teinture ou apprêt ou au finissage, lorsqu'il doivent être exportés dans des territoires d'outre-mer de l'Union française, autres que le Maroc, l'Afrique équatoriale française, le Cameroun ou le Togo, p. 406 (document n° 2467).

TARIFS

Conseil de la République. — Rectificatif à la proposition de loi de M. de La Gontrie tendant à modifier la loi n° 51-1480 du 30 décembre 1951, portant abrogation du décret n° 51-1214 du 20 octobre 1951, relevant le taux des taxes intérieures de consommation de certains produits pétroliers et création d'un fonds spécial d'investissement routier et tendant à faire bénéficier la voirie vicinale et rurale du « Fonds spécial d'investissement routier » (document n° 900, séance du 30 décembre 1951), p. 121.

Voir également à la rubrique: *Transports (routes)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à autoriser le Gouvernement à suspendre l'application des droits de douane, sous condition de réciprocité, à l'occasion de certaines importations compensées de produits ou de matériels industriels en provenance de pays de l'O. E. C. E., p. 3933 (document n° 4169).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Anthonioz tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions de l'arrêté du 12 octobre 1951 concernant les droits de douane applicables à certains produits, p. 4179 (document n° 4364).

Douanes (service des). — V. *Traitement (finances)*.

Douanes coloniales. — V. *France d'outre-mer*.

Proquistes, marchands de couleurs. — V. *Commerce et industrie (commerce de gros et de détail)*.

Droits de douane. — V. *Exportations et importations*.

Droits d'inscription. — V. *Pupilles de la nation*.

Droits de mutation. — V. *Impôts (enregistrement)*.

Droit de préemption. — V. *Enseignement privé*.

Droits scolaires et universitaires. — V. *Pupilles de la nation*.

Droit social, économique et fiscal.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramarony tendant à la répression de l'exercice illégal du droit, p. 7059 (document n° 5254).

E

Eau. — V. *Calamités. — Electricité et gaz. — Inondations. — Interpellations* n° 212. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 13, 76; (*Conseil de la République*) n° 44.

Eau potable.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Lacaze, sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi tendant à modifier la loi du 29 avril 1845 sur les irrigations, en étendant le bénéfice de ses dispositions aux adductions d'eau potable (n° 1025); p. 3195 (Document n° 3955). — Adoption de la proposition de loi, avec modifications, p. 3925 (*Loi n° 52-873 du 22 juillet 1952, J. O. du 23 juillet 1952*).

Eaux et forêts (service des). — V. *Agriculture (ministère)*. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 2.

Eau-de-vie. — V. *Alcools. — Impôts (contributions indirectes)*.

Ecoles. — V. *Enseignement (constructions scolaires). — Hygiène scolaire et universitaire. — Interpellations* n° 100. — *Marine marchande. — Œuvres sociales en faveur de la jeunesse scolaire et universitaire. — Questions orales (Assemblée nationale)* n° 121; (*Conseil de la République*) n°s 38, 93. — *Traitement (éducation nationale)*.

Economies et finances (redressement).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pellenc, tendant au redressement économique et financier de la nation, p. 621 (Document n° 115).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1166 (Document n° 2868).

Economie nationale (ministère).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Calrice, tendant à inviter le Gouvernement à instituer un grand ministère de l'économie nationale, organisme efficace de propulsion et d'expansion de l'économie française, p. 710 (Document n° 2648) (*rectificatif*, p. 1197).

Economiquement faibles. — V. *Assurances sociales (vieux). — Electricité et gaz (tarifs). — Pêche fluviale. — Pensions et retraites (cumuls textes généraux). — Propriété immobilière. — Questions orales (Conseil de la République)* n°s 6, 55. — *Radiodiffusion française*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Prin, sur les propositions de loi: I. De M. Alphonse Denis tendant: 1° à simplifier les modalités d'application de la loi n° 49-1091 du 2 août 1949 portant institution d'une carte sociale des économiquement faibles; 2° à accorder certains avantages aux bénéficiaires de ladite carte; II. De M. Camphin tendant à modifier l'article 1er de la loi n° 49-1091 du 2 août 1949 afin qu'il ne soit plus tenu compte de la situation des descendants pour l'attribution de la carte sociale des économiquement faibles (n°s 1096, 1750), p. 2175 (Document n° 3289).

Education nationale (ministère). — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 176; (*Conseil de la République*) n° 50.

ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hélène, tendant à inviter le Gouvernement à promulguer, dans les délais les plus brefs, les projets de statuts concernant les secrétaires administratifs et les secrétaires sténographes des établissements du second degré, p. 712 (Document n° 146).

Education physique et sports.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pineau, tendant à inviter le Gouvernement à créer une prime spéciale pour les pilotes d'avion ou de planeur battant un record du monde et à prévoir le remboursement des frais occasionnés par sa préparation, p. 1047 (Document n° 2310). — Dépôt du rapport par M. Moynet, p. 2179 (Document n° 3180). — Adoption de la proposition de résolution, p. 2957.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Debù-Bridel, tendant à réglementer la profession de professeur de judo et de jiu-jitsu et l'ouverture de salles destinées à l'enseignement de ces sports de combat, p. 987 (Document n° 194).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2174 (Document n° 3308). — Dépôt du rapport par M. Charret, p. 5867 (Document n° 4907).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle Dienesch, tendant à inviter le Gouvernement à demander les crédits correspondant aux besoins réels de la direction générale de la jeunesse et des sports, p. 3931 (Document n° 4181).

— Dépôt d'une proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à accélérer, à partir de 1953, la liquidation des 1.900 emplois de maîtres d'éducation physique et sportive et à les transformer en emplois de chargés d'enseignement, p. 4766 (Document n° 4611).

Egouts. — V. *Départements, villes et communes (aménagement des villes). — Pensions et retraites (personnels communaux)*.

Elections. — V. *Chambres de commerce. — France d'outre-mer (départements, textes généraux). — Questions orales (Assemblée nationale)* n° 110.

Elections législatives. — V. *Interpellations* n° 143.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz sur: I. Le projet de loi modifiant le décret organique du 2 février 1852 sur les élections; II. Le rapport, fait au cours de la précédente législature, repris le 27 juillet 1951, sur les propositions de loi: 1° de M. Yves Péron, tendant à l'abrogation de certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-1810 du 14 août 1945 modifiant le décret organique du 2 février 1852 relatif à l'élection des députés au corps législatif et à l'amnistie de certaines condamnations; 2° de M. André Marty, tendant à supprimer certaines mesures de radiations des listes électorales édictées par l'ordonnance n° 45-1810 du 14 août 1945 aggravant le décret organique du 2 février 1852 de Louis-Napoléon Bonaparte (n°s 2119-365), p. 2674 (Document n° 3570).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à l'exercice du droit de vote des citoyens français de l'Algérie et des territoires d'outre-mer en dehors de leur département ou territoire d'origine, p. 3932 (Document n° 4156).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Devinat tendant à permettre aux français résidant au Maroc et en Tunisie d'avoir un domicile électoral à Paris et d'y voter par correspondance, p. 302 (Document n° 2445).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Viollette tendant à rétablir le scrutin d'arrondissement, p. 4197 (Document n° 2887).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bissol tendant à modifier l'article 11 du décret réglementaire du 2 février 1852 pour l'élection des députés, p. 1780 (Document n° 3166).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Laforest tendant à permettre aux Français résidant dans les Etats associés d'Indochine d'avoir un domicile électoral à Paris et d'y voter par correspondance, p. 2566 (Document n° 3524).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Léotard tendant à modifier le mode d'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 3931 (Document n° 4182).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à porter à trois mois le délai requis pour les élections législatives partielles, p. 4902 (Document n° 4653).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Secrétain tendant à compléter la loi du 12 avril 1946 instituant une procédure exceptionnelle de vote par correspondance en faveur de certaines catégories d'électeurs empêchés de voter dans les conditions normales, p. 5786 (Document n° 4880).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bichet tendant à établir le vote obligatoire, p. 6507 (Document n° 5111).

Elections municipales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Massot tendant à élever de 9.000 à 25.000 le chiffre des habitants d'une commune à partir duquel les élections municipales ont lieu à la représentation proportionnelle, p. 1711 (Document n° 3110).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à rétablir les dispositions de la loi du 5 avril 1881 en matière d'élections municipales, p. 2478 (Document n° 3187).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fredet tendant à modifier les dispositions de la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales, p. 5458 (Document n° 4843).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tremouille tendant à rétablir les dispositions de la loi du 5 avril 1884 en matière d'élections municipales, p. 5673 (Document n° 4860).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Schwartz tendant à rétablir en matière d'élections municipales le régime électoral de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, p. 640 (Document n° 125) (rectificatif, p. 676).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1285 (Document n° 2933).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Southon tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi abrogeant la loi du 5 septembre 1947 sur les élections municipales pour lui substituer, en vue des élections municipales prochaines, la loi du 5 avril 1884 ou tout autre texte instituant dans toutes les communes un scrutin de liste majoritaire à deux tours avec panachage, p. 250 (Document n° 37).

Elections sénatoriales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Antier tendant à inviter le Gouvernement à fixer immédiatement la date de l'élection sénatoriale des Etablissements français de l'Océanie, p. 4547 (Document n° 4517).

Electricité et gaz. — V. Commerce et industrie. — Départements, villes et communes. — Interpellations n°s 48, 164, 262. — Questions orales (Assemblée nationale) n°s 76, 86, (Conseil de la République) n°s 44, 115, 116, — Valeurs mobilières.

DISTRIBUTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant le régime des redevances dues pour l'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité et de gaz et par les lignes ou canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz, p. 3179 (Document n° 3770). — Dépôt du rapport par M. François Bénard, p. 5911 (Document n° 4923).

ENTREPRISES DE PRODUCTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edgar Faure tendant à régler les conditions dans lesquelles les producteurs d'énergie électrique exclus de la nationalisation peuvent écouler leur production, p. 3710 (Document n° 4009).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pic tendant à inviter le Gouvernement à réviser la législation relative aux petites exploitations gazières déficitaires et à permettre le rétablissement de leur équilibre financier, p. 2220 (Document n° 608).

NATIONALISATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mignot tendant à modifier l'article 15 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 en ce qui concerne les droits respectifs des actionnaires et des porteurs de parts des sociétés d'électricité nationalisées sur les biens restitués, p. 3494 (Document n° 3945).

TARIFS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Cachin tendant à accorder aux économiquement faibles une réduction de 50 p. 100 sur les tarifs de vente du gaz, de l'eau et de l'électricité, p. 233 (Document n° 2415).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Etienne Fajon tendant à alléger les prix de vente de l'électricité aux usagers domestiques, artisans, agriculteurs, petits et moyens industriels et commerçants, par le relèvement des tarifs déficitaires accordés à l'électrochimie, à l'électrometallurgie et aux gros industriels, p. 406 (Document n° 2463).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Védrines tendant à ce que les tarifs de vente du gaz soient immédiatement abaissés au niveau d'un tarif national correspondant au prix de revient des installations modernes, p. 1473 (Document n° 3042).

TRAVAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Goudoux sur la proposition de résolution de M. Michel tendant à inviter le Gouvernement à : 1° à déclarer d'utilité publique l'aménagement du barrage de Montélimar; 2° à prévoir les crédits nécessaires pour le démarrage des travaux; 3° à prévoir l'ouverture de travaux publics régionaux (n° 663), p. 3437 (Document n° 3928).

— Dépôt d'un rapport de M. Goudoux, sur la proposition de résolution de M. Goudoux, tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir à Electricité de France les crédits nécessaires à la mise en chantier des futurs barrages d'Uzerche et Hautefage (Corrèze) (n° 668), p. 6201 (Document n° 5037).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barrier tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans le programme des investissements de 1953 la réalisation du barrage de Roselend, p. 6536 (Document n° 5133).

Emploi obligatoire des mutilés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Villard tendant à faciliter le reclassement professionnel des anciens malades et invalides, p. 4805 (Document n° 4638).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Klock tendant à inviter le Gouvernement à fixer un nouveau pourcentage obligatoire d'emploi des mutilés pensionnés de guerre dans les exploitations industrielles et commerciales et à simplifier les formalités administratives auxquelles sont soumises ces entreprises pour l'application de la loi du 26 avril 1921, p. 212 (Document n° 2391).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul Palewski tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux aveugles et aux sourds-muets les dispositions de la loi du 26 avril 1924 relative à l'emploi obligatoire des mutilés de guerre, sans préjudicier à ces derniers, p. 658 (Document n° 2627).

Emplois réservés. — V. Fonctionnaires (avancement). — Questions orales (Assemblée nationale) n°s 44, 107.

Assemblée générale. — Dépôt d'un projet de loi complétant la loi du 30 janvier 1923 modifiée, en ce qui concerne les règles d'attribution des emplois d'ouvriers des manufactures de l'Etat (services d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes), p. 4085 (Document n° 4329). — Dépôt du rapport par M. Rosenblatt, p. 5131 (Document n° 4824). — Adoption du projet de loi, p. 6038.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2309 (Document n° 621).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à titulariser les auxiliaires au titre d'emplois réservés, p. 1285 (Document n° 2917).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rosenblatt tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à la nomination, par la Société nationale des chemins de fer français, des candidats inscrits sur les listes officielles d'emplois réservés (loi du 26 octobre 1946, décret n° 49-1012 du 27 juillet 1949), p. 3808 (Document n° 4080).

Emprunts. — V. Caisse nationale de crédit agricole. — Caisse autonome de la reconstruction. — Crédit public, emprunt de l'Etat. — Départements, villes et communes. — France d'outre-mer (Madagascar). — Impôts (perception). — Interpellations n°s 190. — Propriété immobilière. — Questions orales (Conseil de la République) n°s 44, 62, 71.

Energie atomique.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi de programme pour la réalisation du plan de développement de l'énergie atomique (1952-1957), p. 3130 (Document n° 3759). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 3262 (Document n° 3848). — Discussion, p. 3453; adoption du projet de loi, p. 3462 (rectificatif, p. 3711).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1552 (Document n° 361). — Dépôt du rapport par M. Boutemy, p. 1553 (Document n° 384). — Discussion, p. 1591, 1596; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1599.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3806 (Loi n° 52-881 du 24 juillet 1952, J. O. du 25 juillet 1952).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à assurer le secret des recherches atomiques, p. 3336 (Document n° 3876).

Energie atomique (Commissariat à l'). — V. Interpellations n°s 111, 265.

Enfance (protection de l'). — V. Allocations familiales. — Assistance à la famille. — Assurances sociales (actes professionnels). — Code civil. — Code de procédure civile. — Colonies de vacances. — Enseignement. — France d'outre-mer (Tunisie). — Noms patronymiques. — Pharmacie. — Presse. — Pupilles de la nation. — Santé publique (ministère).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger, p. 2865 (Document n° 3618). — Décision sur la compétence d'une commission, p. 4328; renvoi à la commission de la justice, p. 4330.

Engrais agricoles. — V. Agriculture (prix industriels et agricoles).

Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale).

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de résolution de M. Juglas tendant à la nomination d'une commission spéciale chargée de tirer les conclusions de l'enquête menée en 1950 en Côte-d'Ivoire sur les événements survenus dans ce territoire, p. 428. — Désignation des membres, p. 1050. — Nomination de membres, p. 1180.

— Dépôt d'un rapport d'information de M. Lanet, fait au nom de la commission de la presse, chargée d'enquêter sur les questions relatives au cinéma, p. 5432 (Document n° 4842).

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête de la commission de l'intérieur sur les questions concernant l'Algérie, notamment le rattachement des territoires du Sud aux trois départements algériens, l'application de la sécurité sociale, l'immigration de la main-d'œuvre nord-africaine dans la métropole, p. 166. — Adoption, p. 232.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête pour la commission de la famille sur la situation familiale, démographique, sanitaire et sociale, p. 940. — Adoption, p. 1181.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête à la commission des pensions pour lui permettre d'exercer son contrôle dans la métropole, en Afrique du Nord, dans les départements d'outre-mer et les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, sur les différents services dépendant du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre, p. 1092. — Adoption, p. 1230.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête par la commission des territoires d'outre-mer pour l'envoi de missions dans les territoires d'outre-mer, p. 1260. — Adoption, p. 1340.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête à la commission des moyens de communication et du tourisme sur les questions relevant de sa compétence, p. 1260. — Adoption, p. 1340.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête par la commission de l'éducation nationale sur la situation générale de l'enseignement en France et dans les territoires d'outre-mer, p. 3246. — Adoption, p. 3353.

Enquêtes parlementaires (Conseil de la République).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport d'information de M. Cozzano sur la mission d'enquête sur l'office du Niger effectuée par une délégation de la commission de la France d'outre-mer, p. 1128 (Document n° 231).

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête à la commission de l'éducation nationale pour l'accomplissement d'une mission d'information sur le problème scolaire en Algérie, p. 251. — Adoption, p. 561.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête à la commission des affaires économiques pour l'accomplissement d'une mission d'information sur les problèmes posés par la distribution, p. 2141. — Adoption, p. 2451.

Enregistrement. — V. *Impôts.* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 13.

Enseignes. — V. *Affichage.*

Enseignement. — V. *Budget 1952 (éducation nationale).* — *Bureau universitaire de la statistique.* — *Conseil supérieur de l'éducation nationale.* — *Départements, villes et communes.* — *Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale).* — *Hygiène scolaire et universitaire.* — *Interpellations*, nos 63, 103, 192. — *Postes, télégraphes et téléphones (tarifs).* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, nos 9, 11, 52, 104, 129, 143, 172; (*Conseil de la République*), n° 19. — *Traitements (éducation nationale).*

BOURSES D'ENSEIGNEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charret tendant à inviter le Gouvernement à étendre l'attribution des bourses prévues par les arrêtés du 16 mai 1949 aux étudiants inscrits dans les facultés libres créées conformément aux lois du 12 juillet 1875 et du 18 mars 1880, p. 3808 (Document n° 4059) — Retrait, p. 5130.

— Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Marzin tendant à abroger les lois antillaiques nos 51-1115 et 51-1140 et à augmenter les crédits affectés aux bourses nationales pour les élèves des établissements d'enseignement public, à l'occasion du 70^e anniversaire de l'école laïque, p. 3807 (Document n° 4072).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à porter à 500.000 francs (non compris les allocations familiales) le plafond des ressources retenu pour l'inscription des candidats au concours des bourses nationales, p. 2001 (Document n° 3218).

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture d'autorisation de programme (plan de construction et d'équipement de locaux scolaires et universitaires), p. 4298 (Document n° 4428).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Béche tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'accroître le rythme des constructions scolaires, p. 2074 (Document n° 3272).

VACANCES SCOLAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Cogniot tendant à fixer la date et la durée des vacances scolaires dans l'enseignement primaire, secondaire et technique, p. 1953 (Document n° 3204).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Médecin tendant à fixer la date des vacances scolaires pour l'ensemble du territoire métropolitain du 1^{er} juillet au 15 septembre, p. 2001 (Document n° 3239).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Penry tendant à fixer la date des grandes vacances scolaires du 1^{er} juillet au 15 septembre, p. 2242 (Document n° 3312).

Enseignement (Etablissements d').

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delxonne tendant à assurer un minimum de protection au personnel laïc exerçant des fonctions pédagogiques dans les établissements scolaires privés, p. 710 (Document n° 2635).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delxonne tendant à instituer en faveur de l'Etat un droit de préemption en cas de désaffectation d'établissements scolaires privés, p. 710 (Document n° 2636).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delxonne tendant à inviter le Gouvernement à lever les restrictions qui visent certaines familles nombreuses dans le décret du 15 mars 1943, p. 446 (Document n° 2514).

Enseignement AGRICOLE. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 92.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Lambert tendant à assurer la création et le fonctionnement de centres d'apprentissage agricole primaires, p. 823 (Document n° 2739).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mignot tendant à compléter le deuxième alinéa de l'article 25 de la loi du 13 juillet 1925 afin d'obtenir qu'une part de la taxe d'apprentissage versée par les horticulteurs et les maisons de production de semences puisse être affectée par eux à l'entretien d'organisations d'apprentissage horticole, p. 3008 (Document n° 3697).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charpentier relative au statut de la formation professionnelle agricole et ménagère agricole, p. 6592 (Document n° 5155).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fourvel tendant à inviter le Gouvernement à dégager d'urgence les crédits nécessaires à la création d'une école régionale d'agriculture sur le domaine de Marmillat, à Clermont-Ferrand, p. 6095 (Document n° 5005).

Enseignement FRANÇAIS A L'ETRANGER.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour l'octroi d'une subvention spéciale destinée au collège français de Pondichéry, p. 3179 (Document n° 3771). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 3743 (Document n° 4029). — Adoption du projet de loi, p. 3944.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1683 (Document n° 458). — Lecture du rapport par M. Armengaud et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1684.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3947 (*Loi n° 52-874 du 22 juillet 1952, J. O. du 23 juillet 1952*).

Enseignement de la MEDECINE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Jean-Michel Flandin sur le rapport fait sur la proposition de loi de M. Duveau tendant à introduire l'enseignement officiel de la chiropractie dans les facultés de médecine (n° 1920), p. 3131 (Document n° 3758).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Olmi tendant à créer un enseignement officiel de la chiropractie sous le contrôle du ministère de l'éducation nationale, p. 4086 (Document n° 4285).

Enseignement PRIMAIRE.

Assemblée nationale. — Reprise du rapport de Mlle Dienesch, sur la proposition de loi de Mme Lempereur, tendant à l'abrogation de l'article 27 de la loi du 15 avril 1943 relative à l'application des lois sur la fréquentation scolaire pour les pupilles de l'assistance publique (n° 4081, 1^{re} législature), p. 519 (Document n° 2553).

— Dépôt d'un rapport de M. Thibault sur la proposition de loi de M. Gosset tendant: 1^o à modifier l'ordonnance n° 45-2621 du 2 novembre 1945 relative à la transformation des écoles privées des houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais en écoles publiques et à l'intégration de leurs maîtres dans les cadres de l'enseignement public; 2^o à faire bénéficier de ces mesures les instituteurs des houillères intégrés dans les cadres de l'enseignement public en vertu de la loi n° 48-950 du 8 juin 1948 (n° 412), p. 1885 (Document n° 3185).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à organiser le service de surveillance de l'interclasse et des cantines dans les établissements scolaires du premier degré, p. 519 (Document n° 2570).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Tillon tendant à faire subventionner par l'Etat les cours ôits d'enseignements spéciaux organisés par les communes dans les cours complémentaires et, à ce titre, à verser un milliard pour l'exercice 1952 au département de la Seine, p. 751 (Document n° 2697).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Vermeersch tendant à ouvrir 5.000 nouvelles classes primaires, à créer 3.000 nouveaux postes d'instituteurs à l'occasion du 70^e anniversaire de l'école laïque, et à majorer les crédits de suppléance de l'enseignement du premier degré, en vue de permettre un fonctionnement normal des écoles communales au cours de l'année scolaire 1952-1953, p. 3394 (Document n° 3909).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Devaud tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'allocation par l'Etat au département de la Seine d'une subvention destinée à alléger les charges qu'impose aux budgets des communes de ce département l'application de la loi n° 47-1523 du 18 août 1947, relative à la départementalisation des enseignements spéciaux, p. 852 (Document n° 471).

Enseignement PRIVE. — V. *Assurances sociales (établissements d'enseignement privés).* — *Enseignement (Etablissements d').* — *Enseignement supérieur (bourses).* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 22.

Enseignement SOCIAL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Faraud tendant à inviter le Gouvernement à développer l'instruction civique et à la prolonger par un enseignement social, p. 710 (Document n° 2654).

Enseignement SUPERIEUR

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ringard tendant à étendre le régime des bourses de l'enseignement supérieur et des classes préparatoires aux grandes écoles, p. 4259 (Document n° 4117).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à empêcher l'utilisation frauduleuse des largesses de l'Etat à l'enseignement privé, p. 5130 (Document n° 4308).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vigier tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention exceptionnelle de 150 millions de francs à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth pour permettre à cette institution de procéder aux travaux d'extension nécessaires et de poursuivre dans les meilleures conditions son œuvre culturelle dans le Proche-Orient, p. 302 (Document n° 2434).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Giovoni tendant à inviter le Gouvernement à créer dès 1952 le concours de l'agrégation de lettres et littératures modernes, p. 828 (Document n° 2737).

Enseignement TECHNIQUE. — V. Budget de 1950 (éducation nationale). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 40.

APPRENTISSAGE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Assemblée nationale. — Reprise du rapport de M. Gabriel Paul sur la proposition de résolution de M. Albert Masson tendant à inviter le Gouvernement à promulguer les statuts des personnels des centres d'apprentissage (n° 11302, 1^{re} législature), p. 1415 (Document n° 3000).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Paul tendant à inviter le Gouvernement à accorder la gratuité des repas aux élèves des centres d'apprentissage publics, p. 2478 (Document n° 3463). — Dépôt du rapport par M. Gabriel Paul, p. 3131 (Document n° 3761). — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par M. Boulavant, p. 5002 (Document n° 4959).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Paul tendant à instituer une prime mensuelle dite de vacances aux apprentis des centres d'apprentissage publics, p. 2478 (Document n° 3494).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Vermeersch tendant à instituer chaque année pour les apprentis une deuxième session du C. A. P., p. 2478 (Document n° 3497).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Dienesch tendant à instituer pour les apprentis une deuxième session du certificat d'aptitudes professionnelles, p. 3610 (Document n° 3996).

Conseil de la République. — Discussion de la proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à inviter le Gouvernement à créer des « facultés ouvrières de culture et de technique ». (N°s 650 et 377, année 1951), p. 494; adoption de la proposition de résolution, p. 498 (rectificatif, p. 555).

CENTRES D'APPRENTISSAGE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Paul portant fonctionnarisation du personnel d'enseignement professionnel des centres d'apprentissage publics, p. 1446 (Document n° 3018).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à la titularisation des personnels techniques des centres publics d'apprentissage, p. 2754 (Document n° 3591).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lanet tendant à la titularisation des personnels d'enseignement technique des centres publics d'apprentissage, p. 6592 (Document n° 5149).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ringard tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence le statut de fonctionnaire au personnel technique enseignant des centres d'apprentissage, p. 658 (Document n° 2618).

— Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le centre professionnel d'apprentissage du Boucau, p. 888 (Document n° 2786).

ÉCOLES PROFESSIONNELLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à transformer l'école de métiers de la menuiserie en école nationale professionnelle, p. 750 (Document n° 2673).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guthmuller tendant à inviter le Gouvernement à admettre l'école supérieure de filature et de tissage de l'Est, à Epinal, au nombre des établissements d'enseignement visés à l'article 2 de la loi n° 48-1173 du 23 septembre 1948, en vue de permettre à leurs étudiants d'être affiliés à la sécurité sociale, p. 1292 (Document n° 2901).

Ententes professionnelles. — V. Commerce et industrie.

Entr'aide sociale. — V. Impôts (chiffre d'affaires).

Entreprises diverses. — V. Code du travail (congés). — Commerce et industrie. — Pensions et retraites (cumul). — Sociétés coopératives de consommation.

Entreprises nationalisées. — V. Commerce et industrie. — Emplois réservés. — Fonctionnaires (avancement). — Interpellations n° 243. — Pensions et retraites. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 50.

Entreprises publiques. — V. Commerce et industrie.

Épargne. — V. Caisses d'épargne. — Sociétés par actions. — Sociétés de travail et d'épargne.

Épargne-logement. — V. Caisse d'épargne-construction.

Épuration. — Indignité nationale. — V. Amnistie.

Équipement rural. — V. Agriculture. — Budgets.

Erreurs judiciaires. — V. Code d'instruction criminelle. — Interpellations n°s 83, 97, 98.

Espadrilles. — V. Commerce et industrie (entreprises diverses).

Espagne. — V. Interpellations n°s 134, 256. — Pensions et retraites (anciens combattants). — Questions orales (Conseil de la République) n° 21.

Essence. — V. Combustibles liquides et dérivés. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 23, 153.

Établissements de CURE. — V. Assurances sociales (frais médicaux). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 135. — Transports (chemins de fer d'intérêt général).

Établissements d'ENSEIGNEMENT PRIVÉS. — V. Assurances sociales (établissements d'enseignement privés). — Enseignement (établissements d').

Établissements HOSPITALIERS. — Hôpitaux et établissements hospitaliers. — Impôts (taxes départementales).

Établissements INDUSTRIELS DE L'ÉTAT. — V. Interpellations n° 123.

Établissement national des INVALIDES DE LA MARINE. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 72.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi concernant l'institution de recettes au profit de l'établissement national des invalides de la marine, p. 7090 (Document n° 5218).

Établissements MILITAIRES. — V. Interpellations n° 39.

Établissements de PECHE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brusset tendant à faciliter l'expansion de la conchyliculture par l'accélération de la procédure d'instruction des demandes d'autorisations d'établissements de pêche et l'exonération de toute charge financière, p. 1137 (Document n° 2834).

Établissements de POSTCURE. — V. Hôpitaux et établissements hospitaliers.

Établissements PUBLICS. — V. Commerce et industrie (entreprises diverses). — Dommages de guerre. — Fonctionnaires (inéligibilité). — Infirmiers, infirmières et assistantes sociales.

Établissements SCOLAIRES. — V. Enseignement.

Établissements THERMAUX.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paquet tendant à faire obligation, aux propriétaires de sources minérales reconnues d'utilité publique, d'affecter à leur entretien, à leur modernisation et à leur agrandissement, un pourcentage de leurs bénéfices annuels et à procéder à des investissements dans le cadre du fonds de modernisation et d'équipement, p. 3336 (Document n° 3674).

Etrangers. — V. Code du travail (main-d'œuvre étrangère). — Nationalité. — Prisonniers et déportés.

Études économiques. — V. Institut national de la statistique et des études économiques.

Étudiants. — V. Allocations familiales. — Armées (service militaire, sursis d'études). — Assurances sociales. — Chômage (allocations-secours). — Enseignement technique. — Hygiène scolaire et universitaire. — Interpellations n°s 100, 205. — Œuvres sociales en faveur de la jeunesse scolaire. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 14.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Aitred Coste-Floret tendant à faire bénéficier d'une prolongation de limite d'âge les candidats particulièrement éprouvés par les circonstances de guerre, p. 1385 (Document n° 2995). — Dépôt du rapport par M. Prélot, p. 3495 (Document n° 3959).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Giovoni tendant à la création d'un prêt d'installation aux jeunes diplômés, p. 1232 (Document n° 2902).

Europe (Défense de l'). — V. Conventions internationales. — Interpellations nos 28, 29, 116, 188, 249, 257. — **Questions orales (Conseil de la République)**, nos 11, 12, 40, 41, 58, 75, 76, 89, 114, 136.

Evadés. — V. Médaille des évadés.

Evasions. — V. Questions orales (Assemblée nationale) nos 98, 105.

Evasion fiscale. — V. Impôts (revenus).

Examens. — V. Questions orales (Assemblée nationale), no 116.

Exercices militaires. — V. Interpellations, no 133. — **Questions orales (Assemblée nationale)**, no 150.

Experts comptables et comptables.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Francis Caillet tendant à modifier l'ordonnance no 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés et réglementant les titres et les professions d'expert comptable et de comptable agréé, p. 4232 (Document no 4389).

Exploitations agricoles. — V. Agriculture (crédit agricole). — Code civil.

Exploitations industrielles. — V. Emplois réservés.

Exportations et importations. — V. Bois et forêts. — Conventions internationales (accords économiques et financiers). — Interpellations nos 176, 202, 232. — **Questions orales (Assemblée nationale)** nos 1, 15, 24, 38 (Conseil de la République) nos 21, 67, 78, 79. — **Sucres, betteraves à sucre.**

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Marc Dupuy sur la proposition de résolution de M. Mora, tendant à inviter le Gouvernement à refuser tout contingent nouveau de caisses de sardines en provenance du Maroc pour l'année 1952 (no 2170), p. 3809 (Document no 4096). — Dépôt du rapport par M. Marc Dupuy, p. 5431 (Document no 4819). — Adoption de la proposition de résolution, p. 6229.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier, en ce qui concerne la durée des autorisations d'importation des produits dérivés du pétrole, l'article 3 (C) de la loi du 30 mars 1928 relative au régime d'importation des pétroles, p. 4095 (Document no 4317). — Dépôt du rapport par M. Lacombe, p. 6132 (Document no 5025).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Vermeersch tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les licences d'importation et les droits de douane pour les articles vestimentaires de provenance étrangère et à faire cesser toute importation de vêtements aussi longtemps que les entreprises françaises n'auront pas retrouvé leur plein emploi, p. 211 (Document no 2379). — Dépôt du rapport par Mme Estachy, p. 3809 (Document no 4083).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Hugues portant réglementation de la profession d'importateur en produits alimentaires, p. 3180 (Document no 3788).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires et immédiates pour que l'exportation des poteaux de mine soit reprise sur le port de Bayonne, p. 888 (Document no 2776).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement à subordonner tout octroi de licences d'importation de laine à la justification d'un achat préalable de laine nationale dans une proportion au moins égale aux 2/3 p. 100 du montant de la licence, p. 1285 (Document no 2919).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement à interdire pour la campagne en cours toutes importations d'huile d'olive en provenance de pays étrangers, p. 1285 (Document no 2921).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement à suspendre toutes importations de pommes de terre de consommation en provenance de pays étrangers, et notamment d'Espagne, p. 2371 (Document no 3416).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret du 28 mai 1911 réglementant l'exportation des objets d'art, p. 3180 (Document no 3791).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à ne plus prendre aucune mesure d'importation de fruits, légumes et vins sans qu'au préalable les syndicats professionnels de producteurs des régions productrices de France aient donné leur avis, p. 3395 (Document no 3906).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph-Pierre Lanet tendant à inviter le Gouvernement à centraliser au sein d'un même département ministériel tous les services ayant compétence en matière de relations économiques extérieures, p. 3610 (Document no 3993).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Seynat tendant à inviter le Gouvernement à intensifier les exportations de vins à destination des pays étrangers, p. 3808 (Document no 4105).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marc Dupuy tendant à inviter le Gouvernement à accorder des licences d'exportation pour tous les pays et, notamment, pour le Portugal, le Maroc, la Suisse et l'Amérique du Sud qui constituent ses marchés traditionnels et ses débouchés essentiels à la société Sidelor de Bordeaux-Floirac, p. 5000 (Document no 4713).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Desson tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour promouvoir et développer la vente du livre français à l'étranger, p. 6371 (Document no 5092).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Aiphonse Denis tendant à inviter le Gouvernement à suspendre les exportations de peaux brutes, p. 6673 (Document no 5196).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Manceau tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la création de caisses de caution mutuelle et de groupements pour le préfinancement des exportations dans l'industrie du textile et dans l'industrie du cuir et de la chaussure, p. 7031 (Document no 5232).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à inviter le Gouvernement à instituer, en faveur des produits originaires des territoires d'outre-mer de l'Union françaises appartenant à la zone franc, un système d'aide à l'exportation semblable à celui dont le décret du 6 octobre 1950 et ses arrêtés d'application ont fait bénéficier la production métropolitaine, p. 1992 (Document no 569).

Expositions. — V. Foires et expositions.

Exposition européenne de la productivité. — V. Budget 1952 (finances).

Expropriation. — V. Agriculture. — Interpellations no 193. — **Propriété immobilière.**

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Kauffmann tendant à modifier des règles qui président à l'expropriation des terrains acquis pour les besoins de la défense nationale (création de bases aériennes, parcs de matériel, dépôts de carburants et de munitions) et les travaux d'équipement du territoire en confiant à une commission paritaire le soin d'expertiser les terres expropriées et de fixer le montant de l'indemnisation, p. 710 (Document no 2615).

Extradition. — V. Conventions internationales.

Extrême-Orient. — V. Questions orales (Conseil de la République) no 60.

F

Facultés et universités. — V. Enseignement supérieur. — Questions orales (Assemblée nationale) no 163.

Faillite et liquidation judiciaire. — V. Conventions internationales.

Familles nombreuses. — V. Allocations familiales. — Assistance à la famille. — Code du travail. — Enseignement (Etablissements d'). — Propriété immobilière.

Farine. — V. Agriculture (blé, farine et pain).

Femmes. — V. Conventions internationales (travail). — Fonctionnaires (disponibilités).

Fermage et métayage. — V. Agriculture. — Impôts (bénéfices agricoles). — Loyers (baux ruraux).

Fêtes et cérémonies commémoratives. — V. France d'outre-mer. — Questions orales (Assemblée nationale) no 51.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédit pour la commémoration du cinquantième centenaire de la naissance de Léonard de Vinci, p. 2073 (Document no 3261). — Dépôt d'un rapport par M. Simonet, p. 2479 (Document no 3474). — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par M. Ducos, p. 3067 (Document no 3732). — Adoption du projet de loi, p. 3216.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1441 (Document no 318). — Discussion, p. 1532 et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1533.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3608 (Loi no 52-802 du 10 juillet 1952, J. O. du 11 juillet 1952).

Assemblée nationale. — Discussion de la proposition de résolution de M. Soustelle tendant à inviter le Gouvernement à ériger en « jour de fête nationale » le 8 mai, anniversaire de la capitulation allemande en 1945, et fête de Jeanne-d'Arc (nos 1726, 2213); la commission ayant conclu à une proposition de loi, adoption de ladite proposition de loi, avec le titre suivant: « Proposition de loi tendant à commémorer l'armistice du 8 mai 1945 », p. 573.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 508 (Document no 72). — Dépôt du rapport par Zussy, p. 1062 (Document no 225). — Dépôt d'un avis de la commission du travail par M. Tharradin, p. 1094 (Document no 230). — Discussion, p. 1125; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1127.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2479 (Document no 3500). — Dépôt du rapport par M. Marcel Ribère, p. 5966 (Document no 4947).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cogniot tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires à l'organisation d'une célébration nationale du cent-cinquantième anniversaire de la naissance de Victor Hugo, p. 416 (Document n° 2521). — Dépôt du rapport par M. Prélot, p. 3395 (Document n° 3910).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mitterrand tendant à inviter le Gouvernement à faire célébrer solennellement le centenaire de la naissance de Pierre Savorgnan de Brazza, p. 192 (Document n° 2368).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Juglas tendant à inviter le Gouvernement à célébrer le centenaire de la naissance de Pierre Savorgnan de Brazza, p. 233 (Document n° 2401).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Soustelle, tendant à inviter le Gouvernement à faire commémorer dans les établissements publics d'enseignement le 10^e anniversaire de la bataille de Bir-Hakeim, p. 2633 (Document n° 3580).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Monsabert tendant à inviter le Gouvernement à faire commémorer d'une façon particulièrement grandiose le 10^e anniversaire de la libération de la Tunisie et de la formation du corps expéditionnaire français d'Italie grâce à l'armée d'Afrique, avec l'apport des F. F. L. et des évadés de France, marquant ainsi la rentrée en guerre de l'unanimité de l'armée française, p. 4661 (Document n° 4588).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Bertaud tendant à inviter le Gouvernement à commémorer avec le maximum d'éclat le 25^e anniversaire de la tentative de traversée de l'Atlantique Nord par l'équipage Nungesser-Coll, p. 230 (Document n° 27). — Dépôt du rapport par M. Bertaud, p. 524 (Document n° 84). — Discussion, p. 590; adoption de la proposition de résolution, p. 591.

Fezzan. — V. *Interpellations* n° 22.

Fièvre aphteuse. — V. *Agriculture (maladies contagieuses des animaux)*. — *Interpellations* n° 178. — *Loyers (baux ruraux)*. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 35, 126 (*Conseil de la République*), n°s 53, 74.

Filatures. — V. *Sociétés de secours mutuels*.

Films cinématographiques. — V. *Cinématographie*.

Finances et affaires économiques (ministère des).

ALCOOLS (SERVICE DES)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Claparède tendant à inviter le Gouvernement à restituer au service des alcools les moyens indispensables pour assurer son bon fonctionnement dans le cadre des textes organiques, p. 712 (Document n° 114). — Dépôt du rapport par M. Péridier, p. 1293 (Document n° 290). — Discussion, p. 1605; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 1611.

Foires et expositions. — V. *Impôts (contributions indirectes)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé tendant à interdire les ventes à emporter dans les foires et salons, p. 710 (Document n° 2644).

Fonctionnaires. — V. *Armées (recrutement, article 7)*. — *Départements, villes et communes (budget)*. — *Interpellations* n°s 142, 219, 243. — *Légion d'honneur*. — *Pensions et retraites*. — *Prisonniers et déportés*. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n°s 46, 113; (*Conseil de la République*), n° 87, 120, 138; — *Transports (chemins de fer d'intérêt général)*.

ADMINISTRATEURS CIVILS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à intégrer dans le corps des administrateurs civils les agents supérieurs remplissant certaines conditions et à créer un cadre latéral d'administrateurs civils, p. 1046 (Document n° 2807).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à inviter le Gouvernement à fusionner les corps d'administrateurs civils en un nombre limité de grands corps ayant vocation pour plusieurs ministères, p. 2089 (Document n° 584).

AUXILIAIRES DE L'ÉTAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Quinson sur la proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à réserver 30 p. 100 des embauchages aux femmes seules de plus de cinquante ans pour les postes d'auxiliaires temporaires dans les administrations publiques et à dresser des listes d'emplois pouvant être occupés par elles après un apprentissage accéléré (n° 537), p. 5432 (Document n° 4837).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Kœnig tendant à reprendre les dispositions transitoires prévues par l'article 13 du décret n° 45-2293 du 2 octobre 1945 fixant le statut des agents des cadres complémentaires créés en application de l'ordonnance n° 45-1006 du 21 mai 1945 relative à la titularisation des employés auxiliaires de l'Etat, p. 4087 (Document n° 4392).

Voir également à la rubrique: *Fonctionnaires (titularisation)*.

AVANCEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Soustelle tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance, p. 1456 (Document n° 3035). — Dépôt du rapport par M. Guthmuler, p. 4623 (Document n° 4550). — Dépôt d'un avis de la commission des pensions par M. Badie, p. 5167 (Document n° 4768).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Alfred Krieger tendant à étendre au personnel des entreprises nationalisées le bénéfice des dispositions de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris part à la Résistance, p. 638 (Document n° 2760).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ulver tendant à compléter la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics, p. 1473 (Document n° 3033).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Verdier tendant à modifier les dispositions de l'article 52 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, p. 3933 (Document n° 4164).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Kœnig tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 52-843 du 10 juillet 1952 relatif à l'amélioration de la situation de fonctionnaires anciens combattants, p. 4299 (Document n° 4447).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à compléter la loi du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance, p. 4622 (Document n° 4556).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à compléter l'article 1^{er} de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics (décret n° 52-657 du 6 juin 1952), p. 5358 (Document n° 4787).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deliaune tendant à faire bénéficier d'une majoration de classe ou de grade les candidats aux services publics provenant des emplois réservés dont le recrutement a été suspendu par le décret du 1^{er} septembre 1939, p. 6507 (Document n° 5117).

CONGÉS DE LONGUE DURÉE

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Raymond Bonnetous sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier le premier alinéa de l'article 93 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires et à préciser que la poliomyélite donne droit au bénéfice du congé de longue durée (n° 906, année 1951), p. 483 (Document n° 62). — Discussion, p. 584; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 535.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1137 (*Loi n° 52-304 du 12 mars 1952, J. O. du 13 mars 1952*).

— Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Cristofol sur la proposition de loi de M. Dagain tendant à compléter l'article 93 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 fixant le statut général des fonctionnaires (n°s 247, 1031, 2030), p. 4517 (Document n° 4515).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charret tendant à accorder aux fonctionnaires atteints de tuberculose, cancer ou maladie mentale, imputés à la guerre, les mêmes congés de longue durée qu'aux fonctionnaires et aux militaires de carrière ayant contracté ces maladies dans l'exercice de leurs fonctions, p. 211 (Document n° 2392).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Cot tendant à compléter les dispositions de l'article 93 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 relatives aux congés de longue durée des fonctionnaires, p. 6443 (Document n° 5096).

CORPS DE CONTRÔLE ET D'INSPECTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bruyneel tendant à instituer des règles communes à tous les corps de contrôle ou d'inspection, p. 751 (Document n° 2703).

DÉGAGEMENT DES CADRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Bardon tendant à compléter la loi n° 51-714 du 7 juin 1951 relative aux conditions de dégageant des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, p. 278 (Document n° 2424). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Briot tendant à compléter la loi n° 51-714 du 7 juin 1951, modifiant l'article 4 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégageant des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, modifié par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948, p. 445 (Document n° 2508). — Dépôt d'un rapport par M. Cristofol sur les propositions de loi: 1^o de M. Cristofol, tendant à faire bénéficier des avantages de la loi du 7 juin 1951 les fonctionnaires, magistrats, ouvriers civils et militaires de l'Etat, dégageant des cadres en

vertu de la loi du 15 février 1946; 2° de M. Cristofol, tendant à compléter l'article 1er de la loi n° 51-174 du 7 juin 1951, modifiant la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégage- ment des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, modifiée par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948; 3° de M. Alfred Coste-Floret, tendant à la réintégration dans l'admini- stration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et mili- taires de l'Etat, entrant dans les catégories visées à l'article 4, para- graphe D, de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, modifiée par les lois n° 48-1227 du 22 juillet 1948 et n° 51-714 du 7 juin 1951, et déga- gés des cadres antérieurement au 3 septembre 1947; 4° de M. Daniel Mayer, tendant à la réintégration dans l'administration des magis- trats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat entrant dans les catégories visées à l'article 4, paragraphe D, de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, modifiée par les lois n° 48-1227 du 22 juillet 1948 et 51-714 du 7 juin 1951 et dégagés des cadres anté- rieurément au 3 septembre 1947; 5° de M. Mouton, tendant à modi- fier la loi n° 51-714 du 7 juin 1951 relative aux conditions de déga- gement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat; 6° de M. André Bardon, tendant à compléter la loi n° 51-714 du 7 juin 1951 relative aux conditions de dégage- ment des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat; 7° de M. Briot, tendant à compléter la loi n° 51-714 du 7 juin 1951, modifiant l'article 4 de la loi n° 47-1680 du 3 sep- tembre 1947, relative aux conditions de dégage- ment des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, modifié par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948 (nos 1751, 1752, 1966, 2078, 2172, 2424, 2508), p. 1885 (Document n° 3192). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Cristofol, p. 3336 (Document n° 3869).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mignot tendant à compléter la loi n° 51-714 du 7 juin 1951, modifiant l'article 4 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégage- ment des cadres de magistrats, fonction- naires et agents civils et militaires de l'Etat, modifié par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948, p. 4453 (Document n° 4492).

DÉTACHEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi permettant à tout fonctionnaire appartenant à un cadre relevant du ministère de la France d'outre-mer qui, en cours de carrière, est reconnu inapte à servir outre-mer, provisoirement ou définitivement, sans pouvoir prétendre à une pension d'ancien- neté, d'être détaché ou intégré dans un cadre métropolitain hamolo- gué lorsque son état de santé n'y fait pas obstacle, p. 4623 (Docu- ment n° 4553).

DISPONIBILITÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Grappe tendant à accorder la mise en disponibilité de droit à la femme fonctionnaire en couches demandant pour élever son enfant, à quitter temporairement les cadres de l'administration, p. 3495 (Document n° 3967).

INÉLIGIBILITÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rousselot tendant à étendre le principe de l'inéligibilité relative de certains fonctionnaires, p. 6201 (Document n° 5057).

LICENCIEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Badie tendant à exclure des mesures de licenciement prévues par la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 et la loi n° 48-30 du 7 jan- vier 1948, les grands mutilés de guerre, bénéficiaires des dispositions de l'article 1er de la loi du 22 mars 1935, agents des établissements publics, offices, services publics, services concédés ou entreprises nationalisées, p. 3610 (Document n° 3994).

LIMITE D'ÂGE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Léon Jean sur la proposition de loi de M. Deixonne tendant à réparer le pré- judice subi par les agents de l'Etat atteints par la limite d'âge entre le 1er septembre 1939 et le 13 mars 1942, maintenus en fonctions pendant la durée des hostilités par application du décret du 1er sep- tembre 1939 et pour lesquels les services ainsi rendus n'ont pas été décomptés pour la retraite, alors que ces mêmes services ont été pris en compte pour les agents atteints par la limite d'âge après le décret de Vichy du 13 mars 1942 (n° 1455), p. 1582 (Document n° 3073).

MAINTIEN EN ACTIVITÉ

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de loi de M. Souquès tendant au maintien en activité, au delà de la limite d'âge applicable à leur emploi, de certains fonctionnaires et agents titulaires des services publics de l'Etat (n° 2151), p. 246.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 473 (Document n° 52). — Dépôt du rapport par M. Schwartz, p. 610 (Document n° 123). — Discussion, p. 706, et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 707.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la Répu- blique, p. 1445 (Loi n° 52-338 du 25 mars 1952, J. O. du 26 mars 1952).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jarrosson tendant à pro- longer l'activité de service de certains fonctionnaires d'une durée à celle de leur éviction par le gouvernement de Vichy, p. 4166 (Docu- ment n° 2859).

PRISONNIERS DE GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Quinson sur la proposition de loi de M. Malbrant tendant à faire bénéficier des dispositions de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 les fonction- naires faisant partie de la classe de recrutement 1935 qui ont été rappelés sous les drapeaux en mars 1939 (n° 1988), p. 2567 (Docu- ment n° 3521).

RÉINTÉGRATION

Assemblée nationale. — Discussion de la proposition de loi de M. Francis Leenhardt tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires (n° 869), p. 4631. — Suite de la discussion, p. 4671; adoption de la proposition de loi, n. 4673.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1801 (Document n° 517). — Dépôt du rapport par M. Soldani, p. 2712 (Document n° 670).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cherrier tendant à la réintégration des grands mutilés de guerre, agents et ouvriers des établissements publics de l'Etat, offices, ser- vices publics, services concédés, régies assimilées aux entreprises nationalisées, licenciés au titre de la loi du 7 janvier 1948, p. 1953 (Document n° 3220).

TITULARISATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Quinson sur la proposition de loi de M. Delcos, tendant à la titu- larisation d'une catégorie de fonctionnaires non visés par la loi du 3 avril 1950 autorisant la transformation d'emplois et réforme de l'auxiliaariat (nos 65, 1976), p. 2674 (Document n° 3567).

Voir également à la rubrique: *Fonctionnaires (auxiliaires de l'Etat).*

Fonctionnaires de l'Algérie. — V. Algérie (décisions de l'assem- blée algérienne). — Traitements (intérieur).

Fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine. — V. Traitements (éduca- tion nationale).

Fonctionnaires communaux. — V. Départements, villes et commu- nes. — Fonctionnaires (inéligibilité). — Pensions et retraites.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Nénon sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux (n° 925), p. 711 (Document n° 2639). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Robert Lecourt, p. 1386 (Document n° 2988). — Discussion, p. 1636, 1664. — Suite de la discussion, p. 2228; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 2241 (rectificatif, p. 2341) (Loi n° 52-432 du 28 avril 1952, J. O. du 29 avril 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Klock tendant à proroger le délai de six mois prévu à l'article 93 de la loi du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, p. 4623 (Document n° 4575). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Wasmer tendant à proroger le délai prévu par l'article 93 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952 relatif à la titularisation de certains personnels des communes et établissements communaux, p. 4766 (Document n° 4605). — Dépôt du rapport par M. Nénon, p. 6032 (Document n° 4998).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à l'intégration, dans le cadre des contrôleurs, des premiers commis et commis principaux de l'assistance publique, p. 4086 (Document n° 4320).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Restat tendant à apporter une modification à la loi n° 52-432 du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, p. 4585 (Document n° 410).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3807 (Document n° 4108).

Fonctionnaires de l'enseignement. — V. Assurances sociales (allo- cation vieillesse). — Interpellations nos 44, 53, 66, 68. — Pensions et retraites (personnels civil et militaire). — Questions orales (Assemblée nationale) nos 75, 80, 113, 172 (Conseil de la République), nos 19, 51, 103. — Traitements (éducation nationale).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cagne tendant à créer en 1952 au moins 150 postes d'institutrices et d'insti- tutrices dans le département du Rhône, et 80 postes au moins à cha- cune des années suivantes jusqu'en 1956, p. 828 (Document n° 2732). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Billoux tendant à créer 150 postes d'institutrices et d'instituteurs dans le département des Bouches-du-Rhône en 1952 et au moins 100 postes à chacune des années suivantes jusqu'en 1956, p. 828 (Document n° 2733). — Dépôt du rapport par Mlle Marzin, p. 3610 (Document n° 4006).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rin- cent tendant à préserver la situation matérielle et morale des élèves maîtres des écoles normales du premier degré ayant subi un échec à la 2e partie du baccalauréat, p. 519 (Document n° 2569). — Dépôt du rapport par Mme Lempereur, p. 2945 (Document n° 3671).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à permettre un reclassement des institutrices et institutrices publica ayant subi des retards de carrière, p. 519 (Document n° 2547).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Marzin tendant à l'application de l'article 7 de la loi du 3 mai 1951 sur la situation des instituteurs remplaçants, p. 883 (Document n° 2781).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Signor tendant à recruter en 1952 un effectif supplémentaire de six cents élèves-maîtres et élèves-maîtresses afin de faire face aux besoins croissants de l'enseignement du premier degré, p. 1232 (Document n° 2906).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Cogniot tendant à la création en 1952 d'un contingent supplémentaire de 2.050 postes d'agrégés et de certifiés, ainsi que de 30 postes d'adjoints d'enseignement et surveillants généraux pour les établissements publics d'enseignement du second degré, p. 1953 (Document n° 3205).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Serafini tendant à étendre à certaines catégories du personnel enseignant du premier degré les dispositions de l'article 8 du décret du 20 juin 1946, p. 2369 (Document n° 3313).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Doutrélot tendant à inviter le Gouvernement à créer dans un délai maximum de cinq ans, 2.000 postes de professeurs agrégés et de professeurs certifiés, p. 1166 (Document n° 2855).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dufour tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un minimum de 30 postes d'instituteurs et institutrices au département de l'Isère pour l'année 1952, p. 2071 (Document n° 3273).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Soustelle tendant à inviter le Gouvernement à créer le grade de directeur d'école publique, p. 2317 (Document n° 3608).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Léotard tendant à inviter le Gouvernement à créer le grade de directeur d'école publique, p. 3934 (Document n° 4131).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Secrétain tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux professeurs titulaires d'un grand prix de Rome les prérogatives et avantages dont bénéficient les professeurs agrégés, p. 4083 (Document n° 4294).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à créer d'urgence le grade de directeur d'école publique, p. 5966 (Document n° 4979).

Fonctionnaires d'outre-mer. — V. Traitements (France d'outre-mer).

Fonds de commerce. — V. Loyers (baux commerciaux).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Léotard tendant à normaliser le paiement des fonds de commerce sinistrés, p. 192 (Document n° 2375).

Fonds forestier. — V. Bois et forêts.

Fonds d'investissement routier. — V. Transports et voies de communication (routes et chemins).

Fonds de solidarité nationale. — V. Agriculture.

Forêts. — V. Bois et forêts. — Interpellations n° 176.

Forêt de Fontainebleau.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Casanova tendant à inviter le Gouvernement à refuser le massif des Trois-Pignons, en forêt de Fontainebleau, aux autorités militaires et à conserver intégralement la forêt de Fontainebleau au patrimoine touristique et national, p. 4517 (Document n° 4516).

Forges et aciéries. — V. Commerce et industrie (entreprises diverses).

Formation professionnelle. — V. Budget 1952 (travail et sécurité sociale). — Enseignement technique. — Interpellations n° 140.

Fort-de-France. — V. Domaine de l'Etat (cession d'immeubles et de terrains).

Fortifications. — V. Algérie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à abroger les dispositions législatives concernant la zone des anciennes fortifications de Paris et la zone établie à titre de souvegarde sur le territoire des communes de banlieue limitrophes de la ville de Paris, p. 2370 (Document n° 3142).

Foyers des victimes de guerre.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Bichet tendant à inviter le Gouvernement à publier, dans un délai de quelques mois, le décret relatif aux agents des foyers de pensionnés de guerre et d'anciens combattants et des cottages sanitaires de Saint-Gobain, p. 4805 (Document n° 4630).

Frais de justice. — V. Algérie.

Franco C. F. A. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 90.

France d'outre-mer et Etats associés. — V. Agriculture (blé, farine et pain). — Assurances sociales (mines). — Capitaux. — Conventions internationales (travail). — Elections législatives. — Exportations. — Or (production et commerce de l'). — Questions orales (Conseil de la République) n°s 88, 89, 111.

TEXTES GÉNÉRAUX

— Accidents du travail.

Assemblée nationale. — Transmission d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur la proposition de loi de M. Joseph Dumas sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer (n° 1200), p. 823 (Document n° 2715).

— Affaires sociales (inspection et service des).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ni-nine tendant à organiser dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, un véritable service des affaires sociales, p. 889 (Document n° 2762). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 5867 (Document n° 4900).

— Afrique saharienne.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. July tendant à ériger en une circonscription administrative autonome, distincte des territoires limitrophes (gouvernement d'Algérie, Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française), l'« Afrique saharienne française », placée sous l'autorité d'un haut commissaire de la République, p. 1531 (Document n° 3066).

— Anciens combattants tunisiens et marocains.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Grouseaud tendant à donner l'égalité des droits en matière de législation sociale aux anciens combattants 1914-1918 tunisiens et marocains, p. 5966 (Document n° 4930).

— Appareils à pression de gaz et de vapeur.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun de la loi du 23 octobre 1913, rendue applicable par l'ordonnance du 9 août 1911, et relative aux appareils à pression de vapeur employés à terre et aux appareils à pression de gaz employés à terre ou à bord des bateaux de navigation intérieure, p. 4085 (Document n° 4306).

— Assemblées territoriales

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Senghor sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi relatif à la formation des assemblées de groupe et des assemblées locales d'Afrique occidentale française, d'Afrique équatoriale française, du Cameroun, du Togo et de Madagascar (n° 2316), p. 91 (Document n° 2318). — Discussion, p. 356, 354; adoption au scrutin du projet de loi, avec le titre proposé par le Conseil de la République ainsi conçu: « *Projet de loi relatif à la formation des assemblées de groupe et des assemblées locales d'Afrique occidentale française et du Togo, d'Afrique équatoriale française et du Cameroun, de Madagascar et des Comores* », p. 400 (rectificatif, p. 417). (Loi n° 52-130 du 6 février 1952. — J. O. du 7 février 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Saïd Mohamed Cheikh relative à la formation de l'assemblée territoriale des Comores et complétant la loi n° 52-130 du 6 février 1952 relative à la formation des assemblées locales d'Afrique occidentale française, d'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de Madagascar, p. 519 (Document n° 2571). — Dépôt du rapport par M. Senghor, p. 711 (Document n° 2637). — Discussion, p. 944; adoption de la proposition de loi, p. 946.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 584 (Document n° 97). — Dépôt du rapport par M. Marc Rucart, p. 1009 (Document n° 207). — Discussion, p. 1038; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1039.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2256 (Document n° 3329). — Adoption, au scrutin, de la proposition de loi avec modifications, p. 2276 (Loi n° 52-412 du 17 avril 1952. — J. O. du 18 avril 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur le projet de loi modifiant et complétant la loi n° 47-1629 du 29 août 1947, fixant le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées de groupe en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française dites grands conseils (n° 1405), p. 4767 (Document n° 4602).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Malbrant tendant à modifier et à compléter la loi n° 47-1629 du 29 août 1947 fixant le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées de groupe en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française dites grands conseils, p. 601 (Document n° 2604). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 3180 (Document n° 3797).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Senghor tendant à fixer les attributions des assemblées territoriales et provinciales dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, de Madagascar, de la Côte française des Somalis et des Comores, p. 4179 (Document n° 4365).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Durand-Réville tendant à modifier la loi n° 47-1629 du 29 août 1947 fixant le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées de groupe en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française, dites grands conseils, p. 1293 (Document n° 279).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3067 (Document n° 3743).

— Boissons alcooliques.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis du Conseil économique sur le projet de loi relatif à la fabrication, à l'importation, à la vente et à la consommation des boissons alcooliques en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo (n° 4620), p. 2592 (Document n° 3538).

— Chômage.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Fayet modifiant le rapport, fait au cours de la précédente législature, sur la proposition de loi de M. Césaire, tendant à porter remède au problème du chômage dans les départements d'outre-mer, par application à ces départements des textes en vigueur en France (n° 347), p. 447 (Document n° 2475).

— Code civil.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ranaivo tendant à instituer, dans chacun des pays et territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, un code civil à l'usage des citoyens ayant conservé leur statut personnel, p. 1581 (Document n° 2056).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ranaivo tendant à déterminer dans les pays et territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer le statut personnel des époux dans le mariage et celui des enfants qui en sont issus, p. 3933 (Document n° 4170).

— Code d'instruction criminelle.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. July, sur le projet de loi tendant à modifier l'article 253 et à rétablir l'article 394 du code d'instruction criminelle applicable en Afrique occidentale française et au Togo (n° 1344), p. 889 (Document n° 2751).

— Adoption du projet de loi, p. 4457.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 780 (Document n° 156). — Dépôt du rapport par M. Rivièrez, p. 1361 (Document n° 301). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Charlet, p. 1466 (Document n° 329). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1465 (*rectificatif*, p. 1516).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3393 (*Loi n° 52-908 du 11 juillet 1952*, J. O. du 12 juillet 1952).

— Dépôt d'un rapport de M. July, sur le projet de loi modifiant l'article 592 du code d'instruction criminelle et rendant applicables aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo les articles 590 à 599 inclus et 619 à 634 du même code (n° 1346), p. 839 (Document n° 2753). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 2369 (Document n° 3426). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. July, p. 5086 (Document n° 4749). — Discussion, p. 5460; adoption du projet de loi, p. 5462.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2072 (Document n° 585). — Dépôt du rapport par M. Rivièrez, p. 2573 (Document n° 647).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à rendre applicable dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo la loi du 24 mai 1951 modifiant les articles 196 et 234 du code d'instruction criminelle, p. 3179 (Document n° 3775).

— Code pénal.

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi adopté par l'Assemblée nationale (dans la première législature) tendant à rétablir dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo l'article 248 du code pénal dans le texte arrêté par la loi du 7 juillet 1948 réprimant la remise ou la sortie irrégulière de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques destinés aux détenus ou provenant des détenus, après modification du titre: « *Projet de loi tendant à rendre applicable dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, l'article 248 du code pénal* », p. 218 (*Loi n° 52-151 du 13 février 1952*, J. O. du 14 février 1952).

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi tendant à rendre applicable dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun la loi du 11 février 1951 abrogeant les dispositions législatives qui, en matière de droit commun, suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable des circonstances atténuantes (nos 1805, 2198, année 1951), p. 114.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 493 (Document n° 12). — Dépôt du rapport par M. Lassalle-Séré, p. 613 (Document n° 127). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 659.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4358 (*Loi n° 52-945 du 27 mars 1952*, J. O. du 28 mars 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo la loi du 23 novembre 1950 modifiant les articles 381 et 386 et abrogeant l'article 385 du code pénal et la loi du 24 mai 1951 modifiant les articles 383 et 384 du même code, p. 3932 (Document n° 4160). — Dépôt du rapport par M. July, p. 5086 (Document n° 4737). — Adoption du projet de loi, p. 5594.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2140 (Document n° 603). — Dépôt du rapport de M. Rivièrez, p. 2573 (Document n° 648).

— Code du travail.

Conseil de la République. — Dépôt d'un avis de la commission de la justice, par M. Boivin-Champeaux, sur le projet de loi instituant un code du travail dans les territoires et territoires associés

relevant du ministère de la France d'outre-mer (nos 252, année 1947, 179, année 1948, 313 et 323, année 1951), p. 233 (Document n° 31). — Dépôt d'un avis de la commission du travail, par M. Dassaud (Document n° 32) et d'un rapport supplémentaire par M. Henri Lafleur (Document n° 35), p. 238. — Suite de la discussion, p. 255, 269, 291, 305, 336, 358, 402, 436; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 452 (*rectificatifs*, p. 482, 483, 519).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 521 (Document n° 2557). — Dépôt du rapport par M. Joseph Dumas, p. 4089 (Document n° 4301). — Discussion, p. 4794. — Suite de la discussion, p. 5462, 5490, 5520; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5557 (*rectificatifs*, p. 5911) (*Loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952*, J. O. du 16 décembre 1952).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Razac, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'heure de la reprise du travail du vendredi après-midi pour les musulmans des territoires d'outre-mer, du Cameroun et du Togo (n° 908, année 1951), p. 508 (Document n° 77). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, après modification du titre: « *Proposition de loi relative à l'heure de la reprise ou de la cessation du travail du vendredi après-midi pour les musulmans des territoires d'outre-mer, du Cameroun et du Togo* », p. 601.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1166 (Document n° 2851). — Dépôt du rapport par M. Joseph Dumas, p. 4386 (Document n° 2984).

— Conseils régionaux.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à instituer des conseils régionaux dans les territoires d'outre-mer, p. 4179 (Document n° 4368).

— Conventions internationales.

Assemblée nationale. — Transmission d'une proposition de résolution, adoptée le 9 juillet 1952 par l'Assemblée de l'Union française, tendant: 1° à l'organisation rationnelle et à la planification de l'économie de l'Union française; 2° à sauvegarder les voies de son développement dans les accords économiques européens en discussion; 3° à donner à la représentation française dans les organismes internationaux, par sa composition et la portée de sa mission, le caractère d'une véritable représentation de l'Union française, p. 3812.

— Douanes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 25 mai 1950 fixant la liste des produits originaires des territoires français d'outre-mer du deuxième groupe à régime préférentiel, admissibles en franchise des droits de douane à l'importation dans la métropole, dans les départements français d'outre-mer et en Algérie, p. 3742 (Document n° 4048).

— Education physique et sports.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Buron tendant à inviter le Gouvernement à envisager pour 1953 et tous les deux ans à partir de cette date, la création de « Jeux de l'Union française », permettant d'établir des compétitions sportives régulières entre les différents Etats et territoires de l'Union française, p. 4299 (Document n° 4402).

— Enseignement.

Assemblée nationale. — Transmission d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, sur la proposition de loi de M. Ousmane Socé Diop, sénateur, tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo (n° 451), p. 3935 (Document n° 4145).

— Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur la proposition de loi de M. Amadou Doucouré, sénateur, tendant à rendre obligatoire la fréquentation des établissements scolaires dans tous les territoires d'outre-mer de la République française (n° 706), p. 3935 (Document n° 4146).

— Listes électorales.

Assemblée nationale. — Retrait d'un projet de loi portant anticipation en 1951 de la revision annuelle des listes électorales en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun (n° 931), p. 2365.

— Mines et carrières.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Caillaud sur le projet de loi relatif à la constatation des infractions à la réglementation minière et à la protection des exploitations productrices de substances minérales précieuses dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun (n° 1212), p. 5787 (Document n° 4682).

— Nationalité.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant application aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun de certaines dispositions du code de la nationalité française, p. 6673 (Document n° 5191).

— Navigation fluviale.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur la proposition de loi de M. Durand-Réville, sénateur, tendant à instituer un code de la navigation fluviale dans les territoires d'outre-mer de l'Union française (n° 708), p. 447 (Document n° 2482). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 2372 (Document n° 3319).

— Organisation judiciaire :

Assemblée nationale. — Discussion du projet de loi tendant à la modification des dispositions relatives à l'organisation transitoire de la justice à Madagascar et dépendances et aux Comores (n° 676), p. 1439; adoption du projet de loi, p. 1442 (*rectificatif*, p. 1475).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 712 (Document n° 150). — Dépôt du rapport par M. Rivierez, p. 1360 (Document n° 300). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Charlet, p. 1166 (Document n° 328). — Discussion, p. 1461, adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1464.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3395 (Document n° 3913).

— Organisation municipale :

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mitterrand tendant à l'extension du régime des municipalités de plein exercice à certaines localités de l'Afrique équatoriale, du Togo et du Cameroun, p. 4299 (Document n° 4403).

— Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur le projet de loi relatif à l'organisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun (n° 1353), p. 4767 (Document n° 4601).

— Possessions australes et antarctiques :

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur le projet de loi tendant à ériger en territoire distinct de Madagascar les terres australes et antarctiques françaises (n° 1203), p. 521 (Document n° 2575).

— Produits d'outre-mer :

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Senghor tendant à assurer la sauvegarde de la production des arachides dans les territoires d'outre-mer, p. 231 (Document n° 2412).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Lenormand tendant à assurer la sauvegarde de la production du coprah, des palmistes et des corps gras dérivés de ces produits dans les territoires d'outre-mer, p. 2171 (Document n° 3298).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lebon tendant à régulariser le marché des corps gras, p. 3029 (Document n° 3717). — Dépôt du rapport par M. Francis Yals, p. 4454 (Document n° 4489).

— Protection des végétaux :

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur le projet de loi relatif à l'organisation de la protection des végétaux dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer (n° 1204), p. 890 (Document n° 2749). — Dépôt d'un rapport de M. Maibrant, p. 2755 (Document n° 3585). — Adoption du projet de loi, p. 3283.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1466 (Document n° 231). — Dépôt du rapport par M. Coupigny, p. 1751 (Document n° 484). — Discussion, p. 1840; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1841.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5085 (*Loi n° 52-1256 du 26 novembre 1952, J. O. du 27 novembre 1952*).

— Santé publique (protection de la) :

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ranaivo tendant à accélérer l'évolution sociale des pays et territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, par la transformation ou l'amélioration dans le secteur autochtone de l'habitat, de l'alimentation ainsi que de la protection de la mère et de l'enfance, p. 1446 (Document n° 3010). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 5857 (Document n° 4901).

— Taxes postales :

Assemblée nationale. — Reprise du rapport de M. July sur le projet de loi concernant la procédure de fixation des taxes postales et assimilées applicables aux groupes de territoires ou territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer (n° 11910, 1^{re} législature), p. 1445 (Document n° 3001). — Dépôt d'un avis de la commission des Finances par M. Dagaïn, p. 5087 (Document n° 4735). — Adoption du projet de loi, p. 5699.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2140 (Document n° 604).

AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE

Assemblée nationale. Reprise du rapport déposé dans la précédente législature, par M. Dufrest, sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 1^{er} janvier 1949 précisant que les relations douanières entre l'Afrique équatoriale française et le Cameroun seront réglées par une convention approuvée par les hauts commissaires de ces deux territoires (n° 7887, 1^{re} législature), p. 2755 (Document n° 3599). — Adoption du projet de loi, p. 4814.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4832 (Document n° 530). — Dépôt du rapport par M. Heffel, p. 2100 (Document n° 591). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2251.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 631 (*Loi n° 52-1312 du 11 décembre 1952, J. O. du 12 décembre 1952*).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 5 novembre 1951 approuvant une délibération prise le 40 mai 1951 par le grand conseil de l'Afrique équatoriale française demandant la modification du code des douanes en vigueur dans ce territoire, p. 750 (Document n° 2690).

— Dépôt d'un projet de loi ratifiant le décret du 7 août 1950 approuvant une délibération prise le 3 mai 1950 par le grand conseil de l'Afrique équatoriale française tendant à modifier l'article 159 du code des douanes de ce territoire, p. 2367 (Document n° 3391).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 18 décembre 1951 approuvant une délibération prise le 23 août 1951 par le grand conseil de l'Afrique équatoriale française demandant l'incorporation dans le code des douanes de l'Afrique équatoriale française (décret du 17 février 1921) d'un article 122 *quater* réglementant le régime de l'exportation temporaire, p. 2368 (Document n° 3416).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 18 décembre 1951 approuvant une délibération prise le 23 août 1951 par le grand conseil de l'Afrique équatoriale française demandant la modification de l'article 124 *quater* du décret du 17 février 1921 soumettant les rapports de saisie en matière de douane aux formalités de l'enregistrement, p. 2368 (Document n° 3417).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 18 décembre 1951 rejetant une délibération prise le 23 août 1951 par le grand conseil de l'Afrique équatoriale française demandant la modification du paragraphe 2 de l'article 137 du décret du 17 février 1921, p. 2368 (Document n° 3418).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 18 décembre 1951 approuvant une délibération prise le 23 août 1951 par le grand conseil de l'Afrique équatoriale française demandant à modifier les articles 128 et 128 bis du décret du 17 février 1921, p. 2368 (Document n° 3419).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 137 du décret du 17 février 1921 portant réglementation du service des douanes en Afrique équatoriale française, p. 2368 (Document n° 3421).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 18 décembre 1951 approuvant une délibération prise le 23 août 1951 par le grand conseil de l'Afrique équatoriale française demandant la modification de l'arrêté du 10 septembre 1934 instituant le régime de l'admission temporaire en franchise des taxes d'importation sur les produits de toute origine et de toute provenance, p. 2369 (Document n° 3424).

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. July sur le projet de loi tendant à modifier et à compléter les articles 381, 388, 392 et 393 du code d'instruction criminelle applicable en Afrique occidentale française (n° 1463), p. 5432 (Document n° 4840).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 27 septembre 1949 approuvant une délibération prise le 2 juin 1949 par le grand conseil de l'Afrique occidentale française demandant la modification du décret du 1^{er} juin 1932 réglementant le fonctionnement du service des douanes dans ce territoire, p. 750 (Document n° 2681).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 19 avril 1949 approuvant une délibération prise par le grand conseil de l'Afrique occidentale française, en date du 21 janvier 1949, demandant la prorogation pour une nouvelle période de six mois, à compter du 20 avril 1949, de la suspension des droits de douane, p. 750 (Document n° 2683).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 27 décembre 1949 approuvant une délibération prise le 28 septembre 1949 par le grand conseil de l'Afrique occidentale française demandant la modification du décret du 1^{er} juin 1932 réglementant le régime des douanes dans ce territoire, p. 750 (Document n° 2686).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier la délibération du 27 mai 1949 du grand conseil de l'Afrique occidentale française demandant la prorogation, pour une nouvelle période de six mois, pour compter du 20 octobre 1949, de la suspension des droits de douane dans ce territoire, p. 750 (Document n° 2687).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 27 juin 1951 rejetant une délibération prise le 17 octobre 1950 par le grand conseil de l'Afrique occidentale française modifiant la quotité des droits de douane sur les essences de pétrole, p. 750 (Document n° 2689).

— Dépôt d'un projet de loi ratifiant le décret du 25 mai 1950 approuvant une délibération prise le 27 janvier 1950 par le grand conseil de l'Afrique occidentale française tendant à modifier le décret du 1^{er} juin 1932 portant réglementation du service des douanes dans ce territoire en ce qui concerne le régime de l'admission temporaire des sucres, p. 2367 (Document n° 3382).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier la délibération du 31 mai 1950 au grand conseil de l'Afrique occidentale française tendant à créer en Afrique occidentale française le régime de l'entrepôt spécial des vins, p. 2368 (Document n° 3410).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier la délibération du 7 décembre 1949 de la commission permanente du grand conseil de l'Afrique occidentale française complétant les dispositions du décret du 1^{er} juin 1932 portant réglementation du service des douanes dans ce territoire, p. 3179 (Document n° 3776).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier trois décrets du 20 avril 1952 approuvant trois délibérations prises le 20 octobre 1951 par le grand conseil de l'Afrique occidentale française, demandant la modification du code des douanes en vigueur dans ce territoire, p. 3932 (Document n° 4153).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 18 mai 1952 approuvant une délibération prise le 12 novembre 1951 par le grand conseil de l'Afrique occidentale française, demandant la modification du tarif douanier du territoire applicable aux envois postaux et aériens à caractère privé, p. 4084 (Document n° 4291).

— Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur le projet de loi tendant à modifier et à compléter les articles 381, 388, 392 et 393 du code d'instruction criminelle applicable en Afrique occidentale française (n° 1463), p. 3743 (Document n° 4054).

— Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur la proposition de loi de M. Mamadou M'Bodge, sénateur, tendant à établir une concordance universitaire entre les diplômés délivrés par les grandes écoles du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les diplômés délivrés dans la métropole (n° 726), p. 7060 (Document n° 5236).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dia Mamadou relative à la création en Afrique occidentale française d'une Banque africaine des coopératives, p. 524 (Document n° 79).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 388 (Document n° 2747).

CAMEROUN

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier la délibération du 19 juillet 1949 du conseil d'administration du Cameroun demandant la modification de l'article 90 du décret du 17 février 1921 portant réglementation du régime des douanes dans ce territoire, p. 750 (Document n° 2688).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 11 avril 1949 approuvant une délibération prise par le conseil d'administration du Cameroun le 21 janvier 1949 à l'effet de modifier l'article 90 du décret du 17 février 1921, p. 2367 (Document n° 3380).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 31 mars 1952 approuvant une délibération prise le 30 novembre 1951 par le conseil d'administration du Cameroun tendant à modifier l'article 122 du décret du 17 février 1921 portant réglementation douanière au Cameroun, p. 3932 (Document n° 4154).

COTE DES SOMALIS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 26 juin 1948 approuvant un arrêté du gouverneur de la Côte française des Somalis suspendant, à compter du 1^{er} janvier 1948, les droits de douane sur les marchandises d'origine étrangère importées dans ce territoire, p. 2369 (Document n° 3422).

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion.

— Allocations familiales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentino tendant à l'application dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, p. 3710 (Document n° 4020).

— Budget de la Réunion.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant approbation du compte définitif du budget local de la Réunion (exercice 1951), p. 2367 (Document n° 3381). — Dépôt du rapport par M. André Burlot, p. 3008 (Document n° 3683). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 3437 (Document n° 3920). — Adoption du projet de loi, p. 3519.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1553 (Document n° 373). — Dépôt du rapport par M. Saller, p. 1804 (Document n° 520). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1961.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5386. (Loi n° 52-1253 du 24 novembre 1952, J. O. du 25 novembre 1952.)

— Calamités publiques.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vauthier tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles pour venir en aide aux victimes du cyclone et des inondations qui ont dévasté le département de la Réunion, p. 712 (Document n° 149). — Dépôt du rapport par M. Vauthier, p. 718 (Document n° 153). — Discussion, p. 767; adoption, p. 769.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Patient tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide immédiate aux habitants de l'anse de Kourou (Guyane française) victimes des tempêtes qui ont fait rage sur les côtes de Guyane en novembre et décembre 1951, p. 402 (Document n° 43). — Dépôt du rapport par M. Lédéon, p. 640 (Document n° 124). — Adoption de la proposition de résolution, p. 856.

— Chasse.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant introduction dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, de la législation métropolitaine en matière de chasse, p. 4298 (4412).

— Code pénal.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi déclarant applicable aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion la législation métropolitaine en matière pénale et de procédure pénale intervenue entre la date de la promulgation de la loi du 19 mars 1946 et l'entrée en vigueur de la Constitution du 27 octobre 1946, p. 4453 (Document n° 4493).

— Code du travail.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bissol portant fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti applicable dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, p. 1166 (Document n° 2860). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Boutbien sur les propositions de loi: 1° de M. Bissol portant fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti applicable dans les départements d'outre-mer; 2° de M. Boutbien, tendant à compléter l'article 31 w du livre 1^{er} du code du travail afin d'établir les conditions de la fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti dans les départements d'outre-mer; 3° de M. Boutbien, tendant à la création, dans chaque département d'outre-mer, de commissions paritaires départementales du coût de la vie, en vue d'établir le salaire minimum interprofessionnel garanti applicable à ces départements; 4° de M. Bissol, portant fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti applicable dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion (nos 1123, 2079, 2080, 2560, 1971, 2275 et 2276), p. 2592 (Document n° 3537).

— Elections.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de l'Union française sur la proposition de M. Véry, portant amnistie en matière d'élection dans les quatre départements d'outre-mer, p. 447 (Document n° 2471).

— Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur la proposition de loi de M. Bissol tendant à modifier le décret n° 50-1584 du 29 décembre 1950 pour l'application de l'article 7 de la loi du 16 décembre 1950 modifiant, pour les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, la législation des élections (n° 685), p. 447 (Document n° 2483).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bissol tendant à modifier la loi n° 50-1548 du 16 décembre 1950 modifiant pour les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion la législation des élections, p. 2174 (Document n° 3301). — Dépôt du rapport par M. Rosan Girard, p. 4661 (Document n° 4585).

— Fêtes et cérémonies commémoratives.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bissol tendant à inviter le Gouvernement à commémorer officiellement aux Antilles et à la Guyane le cent-cinquantième de la mort héroïque du colonel Louis Delgres et de ses compagnons, survenue le 28 mai 1802, au terme d'une lutte glorieuse contre les troupes du général Richepanse, chargées par Bonaparte de rétablir l'esclavage à la Guadeloupe et à attribuer le nom de Louis-Delgres au Fort Richepanse, p. 2478 (Document n° 3461).

— Impôts.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bissol relative à certaines dispositions fiscales applicables dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, p. 2865 (Document n° 3630).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Babet tendant à remettre en vigueur, dans les départements d'outre-mer, les dispositions des articles 1573 à 1579 du code général des impôts, relatives à la perception de la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, p. 3196 (Document n° 3805). — Dépôt du rapport par M. Solinhac, p. 3262 (Document n° 3850). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Charles Barangé, p. 3395 (Document n° 3839).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Babet tendant à remettre en vigueur, dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, les dispositions des articles 1573 à 1579 du code général des impôts, relatives à la perception de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, p. 3517 (Document n° 3981).

— Loyers.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à proroger la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948 modifiée par les lois n° 49-846 du 29 juin 1949, n° 50-770 du 30 juin 1950 et n° 51-665 du 24 mai 1951, maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et fixant le prix des loyers applicables, p. 2866 (Document n° 3635). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bissol tendant à proroger jusqu'en juillet 1953 les dispositions de la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948, modifiée par les lois n° 49-846 du 29 juin 1949, n° 50-770 du 30 juin 1950 et n° 51-665 du 24 mai 1951, maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les quatre départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et fixant le prix des loyers applicables dans ces départements, p. 2957 (Document n° 3677). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 3029 (Document n° 3710). — Discussion et adoption après modification du titre: « Proposition de loi tendant à proroger la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948, modifiée par les lois n° 49-846 du 29 juin 1949, n° 50-770 du 30 juin 1950 et n° 51-665 du 24 mai 1951 maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, et fixant le prix des loyers applicables », p. 3219.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi (Document n° 304); dépôt du rapport par M. Marchihacy (Document n° 306); discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1375.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3260 (Loi n° 52-742 du 23 juin 1952, J. O. du 29 juin 1952).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ninine tendant à rendre applicables dans les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane Française, Martinique, Réunion) les dispositions de la loi du 18 avril 1916 et de toutes celles qui l'ont modifiée ou complétée et tendant à modifier la loi du 30 juin 1926 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, p. 657 (Document n° 2622). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 3809 (Document n° 4086). — Adoption de la proposition de loi, après modification du titre: « Proposition de loi tendant à rendre applicables dans les départements d'outre-mer les dispositions de la loi n° 46-744 du 18 avril 1916 et de toutes celles qui l'ont modifiée ou complétée, modifiant la loi du 30 juin 1926 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel. », p. 4328.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1764 (Document n° 492). — Dépôt du rapport par M. Vauthier, p. 2039 (Document n° 580). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2068.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5672 (Loi n° 52-1278 du 2 décembre 1952, J. O. du 3 décembre 1952).

— Dépôt d'un projet de loi portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les départements d'outre-mer, p. 3130 (Document n° 3752).

— Main-d'œuvre étrangère.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, p. 827 (Document n° 2717). — Dépôt du rapport par M. Bouthien, p. 2674 (Document n° 3571). — Adoption du projet de loi, p. 3076.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1308 (Document n° 290). — Dépôt du rapport par M. Symphor, p. 1919 (Document n° 519). — Discussion, p. 1952; adoption de l'avis sur le projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi relatif à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.* », p. 1953.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5358 (Document n° 4791).

— Organisation judiciaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la compétence et au fonctionnement de la chambre de la cour d'appel de Fort-de-France détachée à Cayenne et tendant à autoriser la délégation à ladite chambre des conseillers de la cour d'appel de Fort-de-France, p. 5965 (Document n° 4965).

— Organisation municipale.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur la proposition de loi de M. Bissol tendant à introduire dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, les dispositions de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale qui n'y sont pas en vigueur (n° 1487), p. 2755 (Document n° 3586).

— Sucres.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bissol tendant à régler, dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, les rapports entre les propriétaires de distilleries et de sucreries d'une part, les fournisseurs de canne à sucre, d'autre part, p. 4179 (Document n° 4372).

— Zone des cinquante pas.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Césaire tendant à porter suppression et aliénation au profit de la population de la réserve dite des cinquante pas géométriques dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane, p. 4447 (Document n° 4520).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Emmanuel Véry portant aliénation de la zone des cinquante pas géométriques dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane, p. 5430 (Document n° 4809).

INDOCHINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Ninine sur le projet de loi relatif à la transcription en Indochine des jugements, arrêts et actes en matière d'état civil (n° 2241), p. 888 (Document n° 2753).

— Dépôt d'un rapport de M. Ninine sur la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont, tendant à fixer les modalités de dégageant ou d'intégration de certaines catégories de personnels d'Indochine (n° 296), p. 3809 (Document n° 4061).

— Dépôt d'un rapport de M. Bettencourt sur le projet de loi modifiant la loi n° 50-243 du 1^{er} mars 1950 portant suppression de la cour de justice de l'Indochine (n° 1578), p. 5431 (Document n° 4814).

MADAGASCAR

Assemblée nationale. — Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 29 décembre 1951 invitant l'Assemblée nationale à voter une loi organisant à Madagascar des collectivités rurales, p. 31.

— Dépôt d'un rapport de M. Raveloson sur la proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à abroger le décret du 10 mai 1917 portant dissolution du mouvement démocratique de rénovation malgache (n° 2029), p. 520 (Document n° 2566).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à accorder aux provinces de Madagascar la faculté de recourir à l'emprunt, p. 2369 (Document n° 3423). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 3935 (Document n° 4147).

— Dépôt d'un projet de loi approuvant les comptes définitifs du budget général de Madagascar et dépendances et du budget annexe des chemins de fer, pour les exercices 1916, 1947 et 1948, p. 4084 (Document n° 4287). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 6295 (Document n° 5073).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 30 novembre 1949 approuvant une délibération prise le 11 mars 1949 par l'Assemblée représentative de Madagascar relative à la réglementation douanière de ce territoire, p. 192 (Document n° 2371).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 1^{er} août 1949 rejetant une délibération, prise le 11 mars 1919 par l'Assemblée représentative de Madagascar, relative à la réglementation douanière des entrepôts spéciaux des huiles minérales et des dépôts d'avitaillement d'huiles minérales, p. 750 (Document n° 2684).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 20 juillet 1949 approuvant une délibération de l'Assemblée représentative de Madagascar et dépendances concernant la réglementation douanière dans ce territoire (forme et énonciation des déclarations de douane), p. 750 (Document n° 2685).

NOUVELLE-CALÉDONIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi prorogant le mandat des membres du conseil général de la Nouvelle-Calédonie, p. 749 (Document n° 2667). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Lenormand relative à la composition et à la formation du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, p. 425 (Document n° 2491). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Duveau relative à la composition et à la formation du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, p. 1332 (Document n° 2949). — Dépôt du rapport par M. Duveau, p. 1885 (Document n° 3190). — Discussion, p. 2197, 2202; et adoption d'une proposition de loi avec le titre suivant: « Proposition de loi relative à la composition et à la formation du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances. », p. 2205.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1009 (Document n° 205). — Dépôt du rapport par M. Gatuing, p. 1009 (Document n° 208). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1038.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2276 (Loi n° 52-413 du 17 avril 1952, J. O. du 18 avril 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi approuvant les comptes définitifs du budget local de la Nouvelle-Calédonie et dépendances pour les exercices 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946 et 1947 du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt (exercice 1940), p. 2001 (Document n° 3233). — Dépôt du rapport par M. André Burliot, p. 3008 (Document n° 3685). — Adoption du projet de loi, p. 3280.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1468 (Document n° 335). — Dépôt du rapport par M. Saller, p. 1804 (Document n° 519). — Discussion, p. 1960; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1961.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5386 (Loi n° 52-1252 du 24 novembre 1952, J. O. du 25 novembre 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la composition et à la formation du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, p. 2616 (Document n° 3545). — Dépôt du rapport par M. Laforest, p. 4623 (Document n° 4330). — Discussion, p. 5378; adoption du projet de loi, p. 5381.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2004 (Document n° 574). — Dépôt du rapport par M. Lalleur, p. 2100 (Document n° 589). — Discussion, p. 2124; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2125.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5786 (Loi n° 1310 du 10 décembre 1952, J. O. du 11 décembre 1952).

— Dépôt d'un rapport de M. Laforest sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi relatif à la composition et à la formation du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2317) p. 91 (Document n° 2349). — Discussion, p. 397; rejet, au scrutin, du projet de loi, p. 400.

Océanie

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Senghor sur la proposition de loi relative à la composition et à la formation de l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie (n° 1964), p. 711 (Document n° 2638). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Juglas, p. 889 (Document n° 2743). — Discussion, p. 942, 947, 961; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, après modification du titre: *Proposition de loi relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale des Etablissements français de l'Océanie.*, p. 962.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 384 (Document n° 96). — Dépôt du rapport par M. Lassalle-Séré, p. 1082 (Document n° 227). — Discussion, p. 1142, 1143; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1146.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2568 (Document n° 3531). — Dépôt du rapport par M. Senghor, p. 4180 (Document n° 4369). — Discussion, p. 4227; adoption, au scrutin, p. 4231 (Loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952, J. O. du 22 octobre 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi prorogeant le mandat des membres de l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, p. 2365 (Document n° 3651). — Dépôt du rapport par M. Senghor, p. 3336 (Document n° 3858). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3754.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1639 (Document n° 415). — Dépôt du rapport par M. Lafleur, p. 1671 (Document n° 448). — Discussion, p. 1676; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1678.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3935 (Document n° 4167).

— Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur le projet de loi complétant le décret du 3 janvier 1940 relatif à l'exercice de la profession commerciale dans les Etablissements français de l'Océanie, instituant une carte de commerçant pour les étrangers (n° 1112), p. 890 (Document n° 2742).

— Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur la proposition de loi de M. Lassalle-Séré, sénateur, relative à la réglementation de l'importation, fabrication, détention, mise en circulation en vue de la vente, mise en vente ou cession gratuite des boissons alcooliques dans les Etablissements français de l'Océanie (n° 1384), p. 3743 (Document n° 4055).

— Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur la proposition de loi concernant les conseils de districts des Etablissements français de l'Océanie (n° 1411), p. 3935 (Document n° 4148).

— Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur la proposition de loi de M. Lassalle-Séré, sénateur, concernant la suppression du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie (n° 1353), p. 6052 (Document n° 5000) (rectificatif, p. 6096).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 15 novembre 1949 approuvant une délibération, en date du 24 juin 1949, modifiée par deux délibérations en date du 27 septembre 1949, prises par l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, tendant à modifier l'assiette et le taux des droits de douane applicables dans ce territoire, p. 192 (Document n° 2372).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 20 juin 1949 portant approbation de la délibération de l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, en date du 28 janvier 1949, tendant à exonérer des droits de douane dans ce territoire toutes les marchandises importées, pour le compte et aux frais de l'Etat, du territoire des collectivités publiques et de l'Institut de recherches médicales d'Océanie, p. 750 (Document n° 2691).

— Dépôt d'un projet de loi concernant la dénomination du territoire formé par les Etablissements français de l'Océanie, p. 2365 (Document n° 3652).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 2^{er} mars 1950 approuvant une délibération prise le 22 novembre 1949 par l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, demandant la modification du régime des déclarations de gabotage des marchandises, p. 3179 (Document n° 3777).

SAINT-PIERRE ET MIQUELON

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 3 avril 1949 approuvant une délibération du conseil général de Saint-Pierre et Miquelon, en date du 1^{er} décembre 1948, relative à la réduction des formalités douanières pour les marchandises ayant transbordé dans les ports étrangers admis pour le transport en droiture, p. 750 (Document n° 2682).

— Dépôt d'un projet de loi ratifiant le décret du 18 août 1950 approuvant une délibération du conseil général de Saint-Pierre et Miquelon en date du 16 décembre 1949 exemptant la viande fraîche ou congelée de la surtaxe *ad valorem* et de la surtaxe douanière de guerre, p. 2367 (Document n° 3381).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 28 décembre 1951 approuvant une délibération prise le 3 juillet 1951 par le conseil général de Saint-Pierre et Miquelon tendant à modifier le tarif des droits de douane appliqué à certaines marchandises étrangères importées dans le territoire, p. 2368 (Document n° 3415).

TOGO

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à certaines institutions du Togo sous tutelle française, p. 6673 (Document n° 5180).

TUNISIE

Assemblée nationale. — Retrait du projet de loi autorisant la cession amiable de l'ancien terrain d'aviation de Menzel-Témine (Tunisie) (n° 1407), p. 1713.

— Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi du 27 mars 1883 portant organisation de la juridiction française en Tunisie et étendant à la Tunisie l'article 2 de l'ordonnance n° 45-2565 du 30 octobre 1945, p. 2366 (Document n° 3360). — Dépôt du rapport par M. Fouchet, p. 6812 (Document n° 5203).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à l'enfance délinquante en Tunisie, p. 4084 (Document n° 4288).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Caillavet, tendant à inviter le Gouvernement à engager, dans les meilleurs délais, toutes actions nécessaires pour permettre l'accession de l'Etat protégé de Tunisie au statut d'Etat associé, membre de l'Union française, p. 1180 (Document n° 2873).

WALLIS ET FUTUNA

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 27 décembre 1949 approuvant une délibération prise le 28 septembre 1949 par le conseil d'administration des îles Wallis et Futuna, demandant la modification du tarif des droits de douane applicables dans cet archipel, p. 192 (Document n° 2370).

France d'outre-mer (Ministère).

ADMINISTRATEURS DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Savary tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 19 du décret n° 51-460 du 23 avril 1951 fixant le statut des administrateurs de la France d'outre-mer, p. 520 (Document n° 2568). — Dépôt du rapport par M. Coffin, p. 1166 (Document n° 2846).

GOUVERNEURS GÉNÉRAUX ET GOUVERNEURS DES COLONIES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ninine, tendant à inviter le Gouvernement à abroger ou à modifier le décret n° 48-1564 du 28 septembre 1948, concernant l'octroi des titres de gouverneur honoraire et de gouverneur général honoraire des colonies, p. 2755 (Document n° 3583).

Franchise postale. — V. Postes, téléphones et télégraphes. — Questions orales (Conseil de la République) n° 97.

Fraudes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Caillavet, tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret du 29 mars 1949 réglementant la fabrication et la vente des glaces et des crèmes glacées, p. 2371 (Document n° 3440).

Fraude fiscale. — V. Commerce et industrie (activité professionnelle). — Impôts (amnistie fiscale).

Fromages. — V. Agriculture (lait et produits laitiers).

Fruits et légumes. — V. Agriculture. — Exportations et importations. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 29; (Conseil de la République) n° 122.

Funérailles nationales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour les funérailles nationales du général de Latre de Tassigny (Document n° 2409) et adoption, p. 231.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 210.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 231 (Loi n° 52-53 du 15 janvier 1952, J. O. du 16 janvier 1952).

G

Garages. — V. Combustibles liquides et dérivés.

Garde champêtre. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 17.

Garde républicaine.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret, relative à la réorganisation de la musique de la garde républicaine, p. 3609 (Document n° 3987).

Gares-marchés. — V. Agriculture (fruits et légumes).

Gaz. — V. Départements, villes et communes. — Electricité et gaz. — Questions orales (Conseil de la République) nos 4, 115, 116. — Valeurs mobilières.

Gendarmerie nationale. — V. Armées (recrutement article 69, sous-officiers). — Traitements (défense nationale).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Métayer sur les propositions de résolution: 1^o de M. Métayer, tendant à inviter le Gouvernement à modifier les limites d'âge des officiers de la gendarmerie et à adopter, pour les officiers généraux et supérieurs de cette arme, les limites d'âge fixées avant août 1940 et, pour les officiers subalternes, les actuelles limites d'âge des sous-officiers; 2^o de M. Frédéric-Dupont, tendant à inviter le Gouvernement à modifier les limites d'âge des officiers de gendarmerie et de la garde républicaine (nos 2093, 2094), p. 406 (Document n° 2469). — Adoption de la proposition de résolution avec le titre suivant: « L'Assemblée nationale invite le Gouvernement à modifier les limites d'âge des officiers de la gendarmerie et à adopter pour les officiers généraux et supérieurs de cette arme les limites d'âge fixées avant août 1940 et pour les officiers subalternes les actuelles limites d'âge des sous-officiers », p. 1342.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Métayer, sur la proposition de résolution de M. André Monteil, tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les gendarmes titulaires du diplôme d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur de la République à se présenter à l'examen du stage préparatoire de l'école des officiers de la gendarmerie nationale (n° 1603), p. 6537 (Document n° 5129).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Liautey, tendant au rattachement de toutes les unités de gendarmerie à une même direction générale, p. 2369 (Document n° 3339).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Monteil, tendant à inviter le Gouvernement à autoriser le personnel de la gendarmerie nationale à adhérer à l'association des retraités de cette arme « L'Union nationale du personnel de la gendarmerie et de la garde », p. 5431 (Document n° 4836).

Génie rural. — V. *Traitements (agriculture)*.

Gens de maisons. — V. *Assurances sociales (cotisations)*. — *Interpellations* n° 18.

Géodésie. — V. *Travaux géodésiques*.

Géomètres experts.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Olmi tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 46-912 du 7 mai 1943, instituant l'ordre des géomètres-experts, p. 6201 (Document n° 5056).

Gérants de sociétés et de succursales. — V. *Assurances sociales (divers)*. — *Code du travail (salaires)*.

Glaçons et crèmes glacées. — V. *Fraudes*.

Gouvernement. — **Ministères.** — V. *Interpellations* n° 5, 53. — *Présidence au conseil des ministres*. — *Questions orales (Conseil de la République)*, n° 45.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bruyneel tendant à l'organisation du Gouvernement de la République, p. 751 (Document n° 2700).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David relative à la composition du Gouvernement, p. 233 (Document n° 2419).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Le Guyon relative à la limitation du nombre des ministères et à la composition du Gouvernement, p. 643 (Document n° 126).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1132 (Document n° 2936).

Gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies. — V. *France d'outre-mer (ministère)*. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 37.

Greffiers. — V. *Code de procédure civile*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à améliorer le sort des greffiers des justices de paix, p. 5673 (Document n° 4854).

Grèves. — *Code pénal*. — *Interpellations* n° 78, 89, 99. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 88.

Groupements forestiers. — V. *Bois et forêts*.

Guadeloupe. — V. *France d'outre-mer (départements)*. — *Interpellations* n° 35, 99, 209.

Guyane. — V. *France d'outre-mer (départements)*. — *Questions orales (Conseil de la République)*, n° 46; 126.

H

Habillement. — V. *Propriété industrielle*.

Habitations. — V. *Caisse autonome de l'habitation*. — *Départements, villes et communes*. — *Impôts (enregistrement)*. — *Loyers*. — *Propriété immobilière*.

Habitations à loyer modéré. — **Habitations à bon marché.** — V. *Dommages de guerre*. — *Propriété immobilière*. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 71 (Conseil de la République), n° 44.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à assurer le financement d'un plan quinquennal pour la construction de 250.000 logements H. L. M. de 1953 à 1957, p. 2566 (Document n° 3512).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Coudray tendant à modifier les modalités de garantie des prêts consentis par l'Etat aux organismes d'H. L. B. et de crédit immobilier, p. 2754 (Document n° 3590).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélemy tendant à permettre la construction d'habitations à bon marché et de logements pour le logement du personnel de l'administration des postes, télégraphes et téléphones, p. 4804 (Document n° 4627).

Halles centrales. — V. *Impôts (chiffre d'affaires)*.

Haut-parleurs. — V. *Publicité*.

Hôpitaux et établissements hospitaliers. — V. *Armées (sursts d'études)*. — *Impôts (taxes départementales)*. — *Interpellations* n° 50. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 169 (Conseil de la République) n° 69.

DISPENSAIRES D'HYGIÈNE MENTALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mms de Lipkowski tendant à l'organisation de la prophylaxie individuelle familiale et collective de toutes les déficiences mentales, p. 2592 (Document n° 3542).

ÉTABLISSEMENTS DE POSTCURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Kuehn tendant à inviter le Gouvernement à créer dans chaque région sanitaire un établissement de postcure pour les convalescents de poliomyélite, p. 5910 (Document n° 4925).

HÔPITAUX ET HOSPICES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Quinson tendant à modifier les articles 33 et 34 de la loi du 21 décembre 1941, relative aux hôpitaux et hospices publics et repris dans l'article 1^{er} du décret n° 51-1218 du 19 octobre 1951, p. 657 (Document n° 2628).

— Dépôt d'un projet de loi sur les hôpitaux et hospices publics, p. 1137 (Document n° 2825).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis relative à la rénovation et à l'équipement des hôpitaux marseillais, p. 3003 (Document n° 3695).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre sur l'organisation et le fonctionnement des établissements hospitaliers, p. 3807 (Document n° 4099).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Bertaud tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation fixant les conditions d'admission des pensionnaires payants dans les hospices publics, p. 230 (Document n° 28).

PERSONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme François portant statut du personnel hospitalier, p. 4880 (Document n° 4650).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Roca tendant à doter d'un statut le personnel des services de radiologie des hôpitaux et sanatoria, p. 6812 (Document n° 5201).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mazuez tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la réforme des concours hospitaliers, p. 91 (Document n° 2342).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Klock tendant à inviter le Gouvernement à maintenir la situation statutaire actuelle des agents des hospices civils de Strasbourg, p. 7060 (Document n° 5256).

Hôpitaux militaires. — V. *Algérie*.

Hospices. — V. *Hôpitaux et établissements hospitaliers*. — *Interpellations* n° 50. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 26, 98.

Hôtel des Invalides.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boivin-Champeaux tendant à inviter le Gouvernement à ordonner que soient déposées aux Invalides les cendres de Maryse Bastié, p. 1575 (Document n° 389). — Lecture du rapport par M. Maroselli et adoption de la proposition de résolution, p. 1600 (*rectificatif*, p. 1642).

Hôtels et pensions de famille. — V. *Impôts (taxes départementales et communales)*. — *Interpellations* n° 168. — *Loyers (locaux)*. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 54.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Wolf tendant à encourager la modernisation de l'industrie hôtelière, p. 5086 (Document n° 4746).

Houillères. — V. *Enseignement primaire*. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 55.

Huiles. — V. *Corps gras, huile et plantes oléagineuses*.

Huissiers. — V. *Chambre internationale des huissiers*.

Huitres et coquillages. — V. *Calamités agricoles, publiques et viticoles*.

Hygiène scolaire et universitaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à l'organisation du service de santé scolaire et universitaire, p. 1196 (Document n° 2873). — Dépôt du rapport par M. Schmittlein, p. 2592 (Document n° 3539). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Frugier, p. 5967 (Document n° 4967).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Mireille Dumont, tendant à réorganiser l'hygiène scolaire et universitaire, p. 712 (Document n° 147).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1174 (Document n° 3046).

Hygiène et sécurité des travailleurs. — V. Code du travail.

Hygiène sociale. — V. Santé publique (protection de la).

Hypothèques. — V. Code civil.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Chazette tendant à modifier la loi validée du 28 novembre 1942 sur la purge des hypothèques, p. 1792 (Document n° 515).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4804 (Document n° 4639).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la fixation des limites au-dessous desquelles les collectivités publiques seraient dispensées des formalités de purge des hypothèques à l'occasion de leurs acquisitions immobilières, p. 2368 (Document n° 3346).

I

Immeubles. — V. Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Départements, villes et communes. — Dommages de guerre. — Impôts (contribution foncière, enregistrement). — Interpellations n° 67. — Propriété immobilière. — Questions orales (Assemblée nationale) n°s 71, 99, 168 (Conseil de la République) n° 26.

Immigration. — V. Conventions internationales.

Importations. — V. Douanes (admission en franchise). — Exportations et importations.

Impôts. — V. Agriculture (maladies contagieuses des animaux). — Assistance à la famille. — Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Conventions internationales. — France d'outre-mer (départements). — Interpellations n°s 17, 18, 173. — Questions orales (Assemblée nationale), n°s 19, 26, 37, 62, 84, 173, 177 (Conseil de la République) n° 34.

AMNISTIE FISCALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à compléter l'article 46 de la loi de finances n° 52401 du 14 avril 1952 relatif à l'amnistie fiscale, p. 2754 (Document n° 3584).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boisdé tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 31 juillet 1952 la date du délai limite des déclarations rectificatives en matière d'amnistie fiscale, p. 3517 (Document n° 3980).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Clavier tendant à modifier l'article 46 de la loi de finances du 14 avril 1952, relatif à l'amnistie fiscale, p. 1187 (Document n° 215).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2675 (Document n° 3576).

ARTISANAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier l'article 184 du code général des impôts pour faciliter le placement des invalides militaires ou civils, p. 601 (Document n° 2602).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pronteau tendant: 1° à élever de 200.000 F à 400.000 F la fraction des bénéfices imposables au taux réduit de 9 p. 100 de la taxe proportionnelle; 2° porter respectivement à 48.000 F et 61.200 F les chiffres prévus à l'article 165 du code général des impôts fixant les conditions dans lesquelles la taxe proportionnelle n'est pas perçue ou donne droit à l'application d'une décade, p. 1714 (Document n° 3145).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Catroux tendant à permettre aux artisans ruraux de pouvoir utiliser les services d'un compagnon ayant terminé son apprentissage de dix-huit à vingt et un ans, tout en conservant le bénéfice des dispositions de l'article 184 du code général des impôts, p. 3307 (Document n° 4062).

CHIFFRE D'AFFAIRES

PRODUCTION. — TRANSACTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lecanuet tendant à inviter le Gouvernement à simplifier le régime des taxes sur le chiffre d'affaires appliquées aux cidres, en instituant une taxe forfaitaire unique, égale au maximum au tiers de la taxe forfaitaire unique applicable aux vins, p. 446 (Document n° 2493). — Dépôt du rapport par M. Monin, p. 1047 (Document n° 2815). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Monin, p. 3208 (Document n° 3813). — Adoption de la proposition de résolution, p. 3516.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à ramener le montant des impôts et taxes qui frappent les vins à un coefficient d'augmentation égal à celui du coefficient d'augmentation du prix du vin par rapport à 1938, soit à un montant maximum de 500 F

au lieu de 1.195 F, p. 2175 (Document n° 3297). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 2755 (Document n° 3587). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Tourné, p. 3710 (Document n° 4023).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Charles Barangé sur la proposition de loi de M. Minjoz tendant à compléter l'article 168 de l'annexe 4 du code général des impôts en faveur des établissements de bains-douches exploités par les caisses d'épargne (n° 1498), p. 3337 (Document n° 3381). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5431 (Document n° 4827).

— Dépôt d'un rapport de M. Charles Barangé sur la proposition de loi de Mme Vermeersch tendant à abroger les taxes sur la viande (n° 2249), p. 3008 (Document n° 3681).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaborit tendant à modifier les articles 283 et 290 du code général des impôts, p. 233 (Document n° 2413).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à exonérer des taxes sur le chiffre d'affaires les activités non lucratives des associations d'entraide sociale, p. 519 (Document n° 2564).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à instituer une taxe forfaitaire unique sur les ventes de cidre égale au maximum au tiers de la taxe forfaitaire unique applicable aux vins, p. 750 (Document n° 2674).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lefranc tendant à modifier l'article 283 du code général des impôts, p. 828 (Document n° 2724).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à supprimer diverses majorations de taux prévues par le code général des impôts, p. 1046 (Document n° 2820).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à supprimer la taxe de 6,35 p. 100 sur les aliments du bétail, p. 1446 (Document n° 3019).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabelle tendant à fixer l'interprétation de l'article 239 du code général des impôts en matière de transports internationaux, p. 1647 (Document n° 3101).

— Dépôt d'une proposition de M. Guy La Chambre tendant à remplacer certains impôts et taxes par une taxe unique à la production et une taxe à la consommation, p. 2001 (Document n° 3254).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gernez tendant à compléter l'article 22 de la loi de finances n° 51-598 du 24 mai 1951 par l'extension aux ventes de bière de la taxe unique, p. 2370 (Document n° 3376).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Cachin tendant à exonérer les porteurs médaillés des halles centrales de Paris de la taxe proportionnelle et des taxes sur le chiffre d'affaires, p. 3933 (Document n° 4138).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à ramener la taxe unique et les droits de circulation sur les vins à 500 F par hecto, pour les vins ordinaires de consommation courante, p. 4085 (Document n° 4211).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumelle relative à la taxe sur le chiffre d'affaires, sur la préfabrication en reconstruction, p. 1079 (Document n° 221).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2370 (Document n° 3334).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les restaurants d'étudiants et foyers universitaires de l'exonération des droits et taxes sur le vin, p. 3395 (Document n° 3904).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lecanuet tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans le projet de réforme fiscale l'unification au taux de 5,80 p. 100 de la taxe à la production pour tous les travaux, matériaux et fournitures employés dans l'industrie du bâtiment, p. 3308 (Document n° 4090).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Laniel tendant à inviter le Gouvernement à supprimer définitivement la taxe à la production sur les aliments pour le bétail et les animaux de basse-cour, p. 3808 (Document n° 4100).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Faure tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier d'une décade fiscale les agriculteurs obligés de vendre, pour la consommation, dans le cadre communal, la viande d'un animal accidenté, p. 6031 (Document n° 4994).

CONTRIBUTION FONCIÈRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourtaud tendant à octroyer des dégrèvements d'impôts fonciers aux exploitants agricoles éprouvés par les pertes de bétail, p. 4087 (Document n° 4323).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramarony tendant à la révision des impôts locaux établis en 1952 sur la propriété bâtie, p. 4179 (Document n° 4374).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à fixer à vingt-cinq ans le délai d'exonération de l'impôt foncier pour les propriétaires sinistrés, p. 2369 (Document n° 3344).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à étendre pendant vingt-cinq ans l'exonération de l'impôt foncier à tous les immeubles sinistrés sans distinction, p. 1446 (Document n° 2999).

Voir également à la rubrique: *Impôts (revenu bénéfices agricoles)*.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier l'article 317 du code général des impôts relatif aux bouilleurs de cru, p. 1332 (Document n° 2947).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Laborde tendant à compléter l'article 408 du code général des impôts pour permettre la surveillance du millésime des vins, p. 1446 (Document n° 2998).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marc Dupuy tendant à relever de 15 à 30 francs la base d'imposition des attractions foraines et à exonérer de la taxe sur les spectacles certains divertissements forains, p. 2477 (Document n° 3461).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à fixer le champ d'application de l'impôt sur les spectacles et à en exonérer les foires et salons, p. 2478 (Document n° 3491).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bapst tendant à modifier l'article 284 du code général des impôts, relatif à la redevance due sur les eaux-de-vie vendues directement aux élaborateurs de spiritueux, p. 2674 (Document n° 3569).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Soustelle tendant à établir une taxe unique sur le café, p. 5910 (Document n° 4915).

CONTRIBUTION MOBILIÈRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gosnat tendant à l'application des dispositions de la loi de finances 1952 exonérant de la contribution mobilière les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et ne payant pas la surtaxe progressive, p. 4179 (Document n° 4366). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 4623 (Document n° 4544).

DÉCLARATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Elain tendant à accorder aux contribuables, pour leur déclaration de revenus, un délai de trois mois à dater de la promulgation au *Journal officiel* de la loi de finances fixant les conditions d'imposition des débits revenus, p. 2369 (Document n° 3371).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Godin tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 mars 1952 la date limite de production des déclarations en matière d'impôts sur les revenus, p. 484 (Document n° 2532).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à reporter le délai imparti aux déclarations fiscales, p. 601 (Document n° 2598).

DÉGRÈVEMENTS. — EXONÉRATIONS

Assemblée nationale. — Retrait de la proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à maintenir l'exonération de taxes et impôts dont bénéficient les personnes sous-louant en meublé une partie de leur logement principal (n° 1212), p. 2944.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Lecourt tendant à accorder certains dégrèvements fiscaux pour combattre le chômage dans les professions du spectacle, p. 2755 (Document n° 3598). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 3261 (Document n° 3830). — Adoption de la proposition de loi, p. 3520.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1553 (Document n° 377). — Lecture du rapport par M. Jean Berthoin et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1637.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3932 (Loi n° 52-869 du 22 juillet 1952, J. O. du 23 juillet 1952).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Grousseau tendant à instituer des mesures d'exemption fiscale en faveur de la construction, p. 828 (Document n° 2726).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramarony tendant à préciser les conditions d'application de l'article 39-VII de la loi de finances du 14 avril 1952, p. 2566 (Document n° 3508).

Voir également aux rubriques. *Impôts (chiffre d'affaires, contribution foncière, revenu bénéfices agricoles).*

ENREGISTREMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à permettre le paiement différé des droits de mutation à titre gratuit dus par le frère ou la sœur célibataire ou veuf sur l'immeuble constituant son habitation principale et dépendant d'un patrimoine modeste, p. 1617 (Document n° 3106).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier l'article 1184 du code général des impôts relatif à la restitution des objets trouvés sur les militaires tués à l'ennemi, p. 1780 (Document n° 3162).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à modifier le taux du droit d'enregistrement des ventes publiques de laine, p. 3181 (Document n° 3901).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Bardou tendant à exonérer des droits de succession les héritiers des « morts pour la France », p. 3807 (Document n° 4095).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabelle tendant à exonérer des droits de succession les sommes inscrites sur les livrets de caisses d'épargne, p. 3933 (Document n° 4143).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Godin relative aux droits successoraux, p. 3933 (Document n° 4141).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Sicfridt tendant à supprimer les droits et taxes sur les mutations à titre onéreux des maisons servant à l'habitation personnelle et familiale, p. 4299 (Document n° 4446).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Desson tendant à la suppression des droits de mutation perçus à l'occasion des échanges de terrains dans les communes non remembrables, p. 5866 (Document n° 4897).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Médecin tendant à exonérer de tous droits d'enregistrement les indemnités versées aux propriétaires qui cèdent le droit de surélévation de leurs immeubles anciens, p. 6031 (Document n° 4995).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vendroux tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application du décret n° 52-972 du 30 juillet 1952 fixant les conditions de liquidation et de perception des droits de mutation à titre gratuit sur certains biens affectés par des événements de guerre, p. 7060 (Document n° 5250).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rabouin tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant modification de l'article 710 du code général des impôts, p. 600 (Document n° 111).

PATENTE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Estradère tendant à la suppression de la contribution des patentes, p. 2566 (Document n° 3525).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé tendant à permettre la révision des patentes en 1952, p. 3723 (Document n° 4036).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à permettre la révision du montant de certaines patentes en 1952, en vue de le ramener au même niveau qu'en 1951, p. 4036 (Document n° 4313).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé tendant à la réforme de la patente applicable aux agents commerciaux, p. 6031 (Document n° 4984).

PERCEPTION. — RECOUVREMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marc Dupuy tendant à exempter du paiement des acomptes provisionnels prévus par l'article 1661 du code général des impôts les contribuables qui, au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la taxe d'apprentissage, sont redevables de sommes inférieures à 50.000 F, p. 278 (Document n° 2427).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné, tendant à retarder jusqu'au 15 mars 1952 la date d'application des dispositions de l'article 1733 du code général des impôts en ce qui concerne l'acompte provisionnel dû au 31 janvier 1952, p. 572 (Document n° 2593).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lamps, tendant à supprimer la pénalité de 10 p. 100 pour les contribuables ayant demandé remise ou modération du montant de leurs impôts, p. 601 (Document n° 2606).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Villard, tendant à supprimer le recouvrement des impôts et des taxes inférieures à 100 F, p. 1446 (Document n° 3011).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt, tendant à accepter les titres de reconstruction en paiement des impôts, p. 2073 (Document n° 3265).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Furaud, tendant à compléter l'article 29 de la loi de finances n° 52-401 du 14 avril 1952, relatif au délai d'exigibilité des impôts directs, p. 3007 (Document n° 3694).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Degoutte tendant à permettre la compensation entre les dettes et les créances de l'Etat et des services publics, p. 4086 (Document n° 4299).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Arbellier relative à la compensation entre les impôts et les créances de l'Etat, p. 4735 (Document n° 4598).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Furaud tendant à compléter l'article 29 de la loi de finances n° 52-401 du 14 avril 1952 relatif au délai d'exigibilité des impôts directs, en faveur des commerçants détaillants créanciers de l'Etat pour leurs dommages de guerre et dont les rôles sont mis en recouvrement au cours de l'année, p. 5086 (Document n° 4739).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumelle tendant à accepter les titres de reconstruction en paiement des impôts et en souscription aux emprunts émis par les collectivités locales, cantonales et départementales, p. 1079 (Document n° 222) (*rectificatif*, p. 1095).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2370 (Document n° 3333).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Grousseau tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 mars 1952 la date d'exigibilité du versement du premier tiers provisionnel pour l'année 1952, p. 510 (Document n° 2578).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à donner des instructions pour que soient appliquées avec plus de compréhension les majorations de 10 p. 100 sur les impôts non acquittés dans les délais déterminés, p. 2478 (Document n° 3469).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raffarin tendant à inviter le Gouvernement à surseoir aux pénalités de retard dans le paiement des impôts, en faveur des agriculteurs exploitants victimes de pertes dans leur exploitation, par suite de la fièvre aphteuse et des calamités agricoles, et lui demandant de donner des instructions pour que soient examinées avec la plus grande bienveillance les demandes de remise ou d'exonération d'impôts sur les bénéfices agricoles présentées par des agriculteurs exploitants ayant été victimes de pertes importantes du fait de calamités (épizooties, inondations, grêles et ouragans), p. 3808 (Document n° 4106).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. André-François Mercier tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 1^{er} novembre 1952 la date d'exigibilité de l'impôt sur le revenu exploitations agricoles, dû au titre de l'année 1952, p. 4087 (document n° 4193).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Cayeux tendant à inviter le Gouvernement à accorder des délais pour le paiement d'une partie des impôts directs et taxes assimilées exigibles le 1^{er} novembre 1952, p. 5378 (document n° 4795).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Durand tendant à inviter le Gouvernement à reporter, pour les viticulteurs, du 15 septembre au 15 novembre 1952, la date d'exigibilité des impôts directs, p. 1513 (document n° 319).

PRIVILEGE DU TRÉSOR

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à modifier le rang des privilèges de l'Etat et des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales, lorsqu'ils s'exercent sur les bons de la caisse autonome de reconstruction donnés en nantissement, p. 6507 (document n° 5113).

RÉFORME FISCALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant réforme fiscale, p. 4661 (document n° 4579).

— Dépôt d'un projet de loi portant modification de la législation fiscale, p. 6031 (document n° 4982).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph-Pierre Lanet portant réforme fiscale, p. 2001 (Document n° 3215).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Grousseau tendant à inviter le Gouvernement à maintenir dans le projet de réforme fiscale, ainsi que dans la loi de finances, le principe définitivement adopté du quotient familial, p. 4547 (document n° 4527).

REVENU

— Bénéfices agricoles.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mazuez tendant à autoriser le report sur les bénéfices de exercices suivants des déficits d'exploitation subis par les agriculteurs du fait de calamités, p. 91 (Document n° 2313).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cavellier tendant à préciser le régime fiscal des aviculteurs, p. 3710 (Document n° 4027).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à reculer au 1^{er} décembre 1952 la date d'exigibilité des impôts agricoles (foncier et bénéfices agricoles), p. 4085 (Document n° 4213).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Buron tendant, en matière fiscale, à assimiler la profession d'aviculteur à la profession agricole, p. 6536 (Document n° 5127).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Briot tendant à inviter le Gouvernement à exonérer : 1° de la totalité des impôts sur les bénéfices les vigneron au bois qui, en vertu de la loi du 22 juillet 1927, reconstituent annuellement le dixième de la superficie de leur exploitation; 2° d'une fraction proportionnelle à leurs efforts; ceux des vigneron au bois qui reconstituent une fraction moindre de leur vignoble, p. 4017 (Document n° 2801).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Zunino tendant à inviter le Gouvernement à faire réviser la décision du 7 mars 1952 de la commission centrale des impôts directs, fixant à un taux de beaucoup supérieur à celui des autres départements, l'imposition de la culture légumière des départements du Var et des Bouches-du-Rhône, p. 2371 (Document n° 3447).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Hénault tendant à inviter le Gouvernement : 1° à faire examiner avec bienveillance les demandes de remises ou d'exonération d'impôt présentées par des exploitants agricoles ayant été victimes de pertes du fait de calamités (fièvre aphteuse, grêle, ouragans, etc.); 2° à reporter au 15 novembre 1952 la date d'exigibilité de l'impôt sur le revenu des exploitations agricoles dû pour l'année 1951; 3° à prévoir les crédits nécessaires pour accorder à ces mêmes exploitants des prêts à long terme et à faible intérêt en vue de permettre la reconstitution du cheptel; 4° à accorder des secours dans le même but aux plus déshérités selon les dispositions du décret du 1^{er} avril 1938 et à répartir équitablement le milliard débloqué à ce titre par le ministre des finances, p. 4454 (Document n° 4502).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Huel tendant à inviter le Gouvernement à classer fiscalement les osiericulteurs vanniers exploitants agricoles et non artisans, p. 5673 (Document n° 4862).

Voir également à la rubrique : *Impôts (contribution foncière, perception, recouvrement).*

— Bénéfices illicites.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lalforest tendant à compléter, en faveur des victimes d'actes de pillage imputables à l'ennemi, le troisième alinéa de l'article 23 de l'ordonnance n° 45-15 du 6 janvier 1945, relative à la confiscation des profits illicites, p. 2866 (Document n° 3632).

— Bénéfices industriels et commerciaux.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à fixer à 12 millions et 3 millions de francs le montant maximum du chiffre d'affaires permettant d'être admis au régime du forfait pour la fixation du bénéfice imposable à la taxe proportionnelle et à assouplir certaines dispositions du code général des impôts relatives au régime du forfait, p. 278 (Document n° 2128).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. J.-P. Palewski tendant à tenir compte d'un abattement à la base forfaitaire de 480.000 francs pour l'application de l'article 3 de la loi du 24 septembre 1943 relatif à la taxe proportionnelle, p. 357 (Document n° 2160).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier l'article 154 du code général des impôts, p. 601 (Document n° 2613).

— Dépôt d'une propositions de loi de M. Triboulet modifiant l'article 52 du code général des impôts et l'article 9 de la loi n° 51-247 du 1^{er} mars 1951 en vue de fixer définitivement les dates limites de remise des déclarations fiscales, p. 4531 (Document n° 3090).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Duclos tendant à réviser les mesures appliquées en 1952 aux contribuables soumis au régime du forfait en matière de taxe proportionnelle, p. 1714 (Document n° 3146).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à empêcher l'administration des finances d'organiser elle-même l'évaluation fiscale, p. 2866 (Document n° 3613).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à inclure dans les charges déductibles, en vue de la détermination du bénéfice imposable, le montant des dégâts occasionnés aux filets des artisans pêcheurs par les accidents de la mer et les incursions des cétacés, p. 3742 (Document n° 4031).

— Bénéfices des professions non commerciales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à permettre à certaines catégories de contribuables appartenant à des professions non commerciales de bénéficier de l'application des dispositions des articles 45 et suivants du code général des impôts directs relatifs à la réévaluation de leur matériel et de leurs installations professionnelles, p. 445 (Document n° 2480).

— Capitaux mobiliers.

Voir : *Valeurs mobilières.*

— Impôt général.

Assemblée générale. — Retrait d'une proposition de loi de M. Bouxom tendant à considérer comme enfants à la charge du contribuable pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans au plus, les enfants poursuivant leurs études (n° 1867, année 1951), p. 91.

Conseil de la République. — Rectificatif à la proposition de loi de M. Georges Pernot tendant à modifier l'article 195 du code général des impôts en ce qui concerne le calcul de la surtaxe progressive imposable aux chefs de famille ayant plusieurs enfants majeurs (n° 876, année 1951), p. 231.

Assemblée nationale. — Rectificatif à la transmission de loi (n° 2221), p. 408.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à l'abrogation de l'article 160 du code général des impôts relatif à la taxation des plus-values réalisées sur la vente de participations, p. 141 (Document n° 2355).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Vermeersch, tendant à relever le montant total des réductions accordées en matière de taxe proportionnelle aux contribuables chargés de famille, p. 278 (Document n° 2126).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Béné, tendant à porter à 1 million de francs le chiffre de 500.000 F figurant dans le cinquième alinéa de l'article 83 du code général des impôts, p. 562 (Document n° 2582).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pelleray, tendant à exonérer les nouveaux agriculteurs de la taxe proportionnelle et de la surtaxe progressive pendant les deux premières années de leur installation, p. 1092 (Document n° 2811).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Catrice, tendant à considérer comme enfants à charge, au point de vue fiscal, les jeunes gens morts pour la France, p. 1196 (Document n° 2881).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ferri, tendant à modifier les articles 8, 34, 35 et 39 du code général des impôts pour les chefs d'entreprises personnelles et les associés en nom des sociétés de personnes, p. 1358 (Document n° 2963).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis, tendant à exonérer de l'impôt sur le revenu des personnes physiques certaines rentes viagères, p. 3307 (Document n° 4091).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard, tendant à exonérer partiellement les arrérages de rentes viagères constituées à capital aliéné de la taxe proportionnelle et de la surtaxe progressive, p. 6295 (Document n° 5079).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaston Palewski, tendant à autoriser les parents d'enfant infirme, forclos de la sécurité sociale, à déduire de leur revenu net global imposable (à la surtaxe progressive) les frais de maladie, traitements médicaux, chirurgicaux et de rééducation, appareils orthopédiques, voitures pour infirmes, etc., p. 7059 (Document n° 5251).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Liotard, tendant à modifier les articles 198 et 219 du code général des impôts en vue de favoriser la construction de logements nouveaux, p. 600 (Document n° 108).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1166 (Document n° 2857).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz, tendant à inviter le Gouvernement à comprendre les ouvriers soumis à des horaires irréguliers dans la catégorie des contribuables autorisés à déduire 20 p. 100 de leurs revenus lors de l'établissement de leur déclaration de revenus, p. 1332 (Document n° 2941).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guislain, tendant à inviter le Gouvernement à appliquer à toutes les victimes de la guerre, du travail, ou victimes civiles atteintes d'une invalidité de 10 p. 100, la même règle du quotient dans le calcul de la surtaxe progressive, p. 4365 (Document n° 4465).

— Traitements, salaires, pensions et rentes viagères.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gozard, tendant à exonérer les pensions de la sécurité sociale de la taxe proportionnelle et de la surtaxe progressive, p. 750 (Document n° 2663).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lamps, tendant à empêcher tout rétablissement d'une taxe proportionnelle à la charge des salariés, p. 4174 (Document n° 3044).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Michel Flandin, tendant à exonérer de l'impôt sur les salaires les veuves de guerre, chefs d'exploitation agricole, p. 3933 (Document n° 4125).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck, tendant à modifier l'article 21 du code général, p. 5130 (Document n° 4835).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Degron tendant à exonérer de la surtaxe progressive les salaires perçus par les jeunes gens de l'année de leur appel sous les drapeaux, p. 5787 (Document n° 4890).

SOCIÉTÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Guthmuller sur la proposition de résolution de M. Golvan tendant à inviter le Gouvernement à modifier, au bénéfice des collectivités locales, les articles 206 et 207 du code général des impôts (n° 1747), p. 5787 (Document n° 4877).

— Dépôt d'une proposition de M. Guy Petit tendant à rétablir l'équité fiscale entre les différentes formes de sociétés, p. 4165 (Document n° 2856).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à modifier l'article 211 du code général des impôts, p. 4358 (Document n° 2951).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ferri tendant à faciliter les liquidations volontaires des personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, p. 4358 (Document n° 2969).

TAXES DÉPARTEMENTALES ET COMMUNALES

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Deutschmann sur sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier pour le département de la Seine les modalités de répartition de la taxe locale (n° 814, année 1951), p. 4554 (Document n° 387). — Discussion, p. 1887; adoption de la proposition de résolution, p. 1888 (*rectificatif*), p. 2135).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Quinson sur 1° la proposition de loi de M. Kriegel-Valrimont tendant à modifier le taux de la redevance minière perçue au titre de l'extraction du minerai de fer; 2° la proposition de loi de M. Pierre-Olivier Lapie et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le taux de la redevance minière en ce qui concerne le minerai de fer prélevée au profit des communes et départements, et à modifier l'assiette de cette taxe (nos 1554, 1769), p. 2567 (Document n° 3520).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à l'octroi aux communes d'une redevance prélevée sur le montant de la journée maladie et mise à la charge des établissements hospitaliers, sanatoriums et préventoriums installés sur leur territoire, p. 278 (Document n° 2423).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2522 du 19 octobre 1945 concernant les impôts locaux, p. 657 (Document n° 2621).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme de Lipkowski tendant à faire bénéficier les communes d'une partie du produit des taxes perçues sur les aéroports, p. 2478 (Document n° 3489).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Gracia tendant à modifier la majoration facultative relative à la taxe locale additionnelle à la taxe sur le chiffre d'affaires, p. 3196 (Document n° 8802).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Anthonioz ayant pour objet d'exempter de la taxe sur les locaux loués en garni les établissements classés hôtels de tourisme, p. 5000 (Document n° 4662).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de M. Denvers tendant à modifier la majoration facultative, relative à la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, p. 203 (Document n° 14).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 211 (Document n° 2393).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à ramener immédiatement la taxe de circulation sur la viande de porcs de 94 F à 50 F maximum, p. 446 (Document n° 2496). — Dépôt du rapport par M. Tricart, p. 711 (Document n° 2643).

— Dépôt d'une proposition de M. Quinson tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans le projet de réforme fiscale des dispositions permettant d'éviter les différends entre locataires et propriétaires, lors de la répartition des taxes dites « municipales », p. 2730 (Document n° 3612).

TIMBRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à annuler l'augmentation du droit de timbre et du droit d'expédition et de recommandation prévue par l'article 32 de la loi de finances du 14 avril 1952, p. 2440 (Document n° 3451).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à exonérer de droits de timbre les bulletins de paye, p. 4179 (Document n° 4353).

Incendie. — V. Assurances de toute nature. — Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Chômage allocation-secours.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la signalisation des bouches d'incendie, p. 4298 (Document n° 4435).

Inde (établissement français dans l'). — V. Enseignement français à l'étranger.

Indochine. — V. Anciens combattants. — Armées (corps expéditionnaire). — Assemblée nationale (composition et élection). — Conseil de la République (composition et élection). — Elections législatives. — France d'outre-mer. — Interpellations nos 23, 24, 60, 69, 80, 86, 106, 159, 227, 240. — Questions orales (Assemblée nationale) nos 53, 115, 171 (Conseil de la République), nos 57, 90.

Inéligibilité. — V. Fonctionnaires.

Infirmes et incurables. — V. Assistance aux vieillards, infirmes et incurables. — Transports (chemins de fer d'intérêt général).

Infirmiers, infirmières et assistantes sociales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Alfred Coste-Floret, sur les propositions de loi: 1° de M. Jean-Paul Palewski, portant titularisation des assistantes sociales appartenant aux administrations centrales de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat; 2° de Mme Rabaté, relative à la titularisation des assistantes sociales et assistants appartenant aux administrations centrales de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat (nos 70-1630, p. 2479 (Document n° 3482). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Simonnet, p. 3337 (Document n° 3885). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Coste-Floret, p. 4232 (Document n° 4385).

— Dépôt d'un rapport de M. Alfred Coste-Floret, sur la proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis, relative à la validation des services accomplis par des assistants ou assistantes de service social dans des services sociaux privés suppléant des services sociaux publics (n° 252), p. 3809 (Document n° 4109).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boutbien portant titularisation des infirmières diplômées d'Etat appartenant aux administrations centrales de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat, p. 5966 (Document n° 4959).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre-Fernand Mazuez, tendant à inviter le Gouvernement à accorder à certains préparateurs en pharmacie — anciennement qualifiés — le bénéfice de l'article 5 de la loi n° 46-630 du 8 avril 1946 relatif à l'exercice de la profession d'infirmier, p. 406 (Document n° 2462).

Information. — V. Presse.

Inhumations. — Transfert de corps. — V. Cimetières.

Inondations. — V. Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Impôts (dégrèvement). — Interpellations nos 30, 43, 47, 72, 87, 90, 138, 147. — Questions orales (Assemblée nationale) nos 3, 8, 132 (Conseil de la République) nos 25, 52, 129. — Transports (routes et chemins).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tremouille tendant à inviter le Gouvernement à établir un plan d'ensemble de prévention et de défense contre les inondations de la Garonne, p. 3808 (Document n° 4112).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence pour protéger des inondations le village de Sirois (Basses-Pyrénées), p. 4766 (Document n° 4612).

Insigne des blessés de guerre.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Quinson tendant à réglementer le port de l'insigne des blessés de guerre, p. 278 (Document n° 2430). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 1359 (Document n° 2952). — Adoption de la proposition de loi, p. 2381 (*rectificatif* p. 2617, 2676, 2818, 4807).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1187 (Document n° 247). — Dépôt du rapport par M. Michel Yver, p. 1442 (Document n° 315). — Adoption, p. 1691 (*rectificatif* p. 1834).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4083 (*Loi n° 52-1224 du 8 novembre 1952, J. O. du 9 novembre 1952*).

Inspection académique. — V. *Questions orales (Assemblée nationale) n° 42.*

Institut français d'autoconstruction.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Monin tendant à créer un institut français d'autoconstruction, p. 4086 (Document n° 4311).

Institut national de la recherche agronomique.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à annuler la réduction de crédit de 40 millions de francs opérée par le décret du 28 avril 1952 au titre de l'institut national de la recherche agronomique et à rétablir intégralement le crédit de 283 millions primitivement affecté à ce organisme, p. 2567 (Document n° 3506).

Institut du riz.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frugier portant création d'un institut du riz, p. 6536 (Document n° 5124).

Institut national de la statistique et des études économiques.

Assemblée nationale. — Représentation de l'Assemblée nationale au sein du comité de coordination des enquêtes statistiques. — Nomination par diverses commissions, p. 4551.

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein du comité de coordination des enquêtes statistiques (application du décret n° 52-1059 du 15 septembre 1952), p. 1688. — Désignation de candidatures, p. 1741. — Nomination de membres, p. 1751.

Instituteurs et institutrices. — V. *Fonctionnaires de l'enseignement. — Médaille d'honneur.*

Institution nationale des invalides.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à fixer le statut et les attributions de l'institution nationale des invalides, p. 2365 (Document n° 3623). — Dépôt du rapport par M. Guislain, p. 6593 (Document n° 5154).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme de Lipkowski tendant à inviter le Gouvernement à faire évacuer, avant le 1^{er} septembre 1952, les locaux situés 4 bis, boulevard des Invalides, afin que, restitués à l'institution nationale des Invalides, ils redeviennent un centre de traitement, p. 2604 (Document n° 3548).

Institutions de prévoyance et de retraites complémentaires. — V. *Assurances sociales (agriculture, assurance vieillesse).*

Instruction judiciaire. — V. *Interpellations n°s 82, 88, 94, 96, 97, 223.*

Interdiction de séjour. — V. *Code pénal.*

Intérieur (Ministère). — V. *Questions orales (Conseil de la République), n° 56.*

AFFAIRES ALGÉRIENNES ET DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Vincent Badie tendant au rétablissement des pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'« Affaires algériennes » et « Départements d'outre-mer », p. 2370 (Document n° 3448).

PRÉFECTURES ET SOUS-PRÉFECTURES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Demusois, sur la proposition de résolution de M. Pierre Meunier, tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'intégration totale des chefs de bureau et rédacteurs des préfectures et sous-préfectures dans le cadre des attachés (n° 185), p. 212 (Document n° 2396).

— Dépôt d'un rapport de M. Demusois sur la proposition de résolution de M. Robert Ballanger, tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'intégration totale des commis et commis principaux des préfectures et sous-préfectures dans le cadre des secrétaires administratifs et à suspendre tout recrutement extérieur dans ce dernier cadre (n° 186), p. 212 (Document n° 2397).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Quinson tendant à conférer au secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Oise rang et prérogative de préfet de 3^e classe, p. 5910 (Document n° 4918). — Dépôt d'un rapport de M. Genton, sur les propositions de loi: 1^o de M. Cordonnier, tendant à conférer aux secrétaires généraux des pré-

fectures du Rhône, des Bouches-du-Rhône et du Nord, rang et prérogatives de préfet de 3^e classe; 2^o de M. Quinson, tendant à conférer au secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Oise, rang et prérogatives de préfet de 3^e classe (n°s 2036, 4918), p. 5966 (Document n° 4946).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Meunier tendant à intégrer tous les chefs de bureau et rédacteurs de préfecture dans le cadre des attachés de préfecture ainsi que tous les commis de préfecture nommés au plus tard le 1^{er} janvier 1949 dans le cadre des secrétaires administratifs de préfecture, p. 3437 (Document n° 3910).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à intégrer tous les chefs de bureau et rédacteurs de préfecture dans le cadre des attachés de préfecture ainsi que tous les commis de préfecture nommés au plus tard le 1^{er} janvier 1949 dans le cadre des secrétaires administratifs de préfecture, p. 4096 (Document n° 4250).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brusset tendant à intégrer tous les chefs de bureau et rédacteurs de préfecture dans le cadre des attachés de préfecture, ainsi que tous les commis de préfecture nommés au plus tard le 1^{er} janvier 1949 dans le cadre des secrétaires administratifs de préfecture, p. 5167 (Document n° 4774).

Interpellations (Assemblée nationale).1^o MINISTÈRE RENÉ PLEVEN

1. — *Fournitures de matières premières et de produits sidérurgiques aux industries du département du Nord.* — Demande d'interpellation de M. Maton sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour: 1^o assurer la fourniture de matières premières et de produits sidérurgiques aux entreprises utilisatrices qui disposent d'importants carnets de commandes; 2^o procurer des commandes pacifiques aux entreprises actuellement menacées de fermeture, afin de permettre aux industries françaises, à celles du département du Nord en particulier, de continuer leurs activités et d'éviter ainsi un chômage sans cesse plus menaçant, p. 1.

2. — *Incidents aux usines Renault à Billancourt.* — Demande d'interpellation de M. Roger Linet sur: 1^o les incidents qui se sont déroulés le 29 décembre 1951 devant les usines Renault à Billancourt et à l'origine desquels se trouve une provocation montée en commun par le R. P. F. et la police parisienne; 2^o les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire cesser l'occupation permanente des abords de l'usine par des forces de police, p. 114.

3. — *Primes de rendement aux membres du Conseil d'Etat.* — Demande d'interpellation de M. Souquès, sur le caractère pour le moins inopportun du décret n° 52-7 du 3 janvier 1952, qui, au moment précis où le Gouvernement se prétend partisan de substantielles économies dans le train de vie de l'Etat, et se prépare d'autre part à demander aux contribuables français un nouvel effort fiscal, accorde aux membres du conseil d'Etat des « primes de rendement » avec rappel du 1^{er} janvier 1951, p. 166.

4. — *Attitude d'un automobiliste envers des cyclistes qu'il a renversés.* — Demande d'interpellation de M. Cherrier, sur: 1^o l'attitude révoltante d'un chauffeur américain qui, après avoir renversé et blessé grièvement un cycliste à Theilley (Loir-et-Cher) poursuivit sa route et renversa, une demi-heure après, à Vatan (Indre) un autre cycliste qui ne devait pas survivre à ses blessures; 2^o les mesures que le Gouvernement compte prendre afin que les coupables de tels délits soient soumis à la loi française, poursuivis et sanctionnés conformément aux textes en vigueur; 3^o les mesures que le Gouvernement compte prendre afin que les familles des victimes reçoivent une juste réparation, p. 166.

2^o MINISTÈRE EDGAR FAURE

5. — *Composition du Gouvernement et situation en Tunisie.* — Demande d'interpellation de: 1^o M. Caillavet, sur la composition du Gouvernement et la politique qu'il se propose de suivre, notamment en Tunisie; 2^o Mme Sportisse, sur les événements de Tunisie qui inaugurent l'entrée en fonctions du résident français de Haute-Cloque et qui ont fait des morts et des blessés, ainsi que sur les arrestations illégales des dirigeants du mouvement national tunisien tant du Néo-Destour que du parti communiste tunisien, ces événements soulevant une émotion et une indignation considérable dans le peuple algérien; 3^o M. Cadi Abdelkader, sur les récents événements de Tunisie et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour arrêter la tension actuelle et ramener le calme en ce pays et sur la politique du Gouvernement à l'égard des populations musulmanes de l'Afrique du Nord; 4^o M. Bentounès, sur la politique du Gouvernement à l'endroit du grave problème tunisien et sur le fait de savoir si cette politique doit continuer à s'inspirer, ainsi qu'il ressort des déclarations du président du conseil lors du débat d'investiture, des principes, sinon des errements, qui ont, jusqu'ici, marqué les initiatives du département des affaires étrangères; 5^o M. Kriegel-Valrimont, sur les responsabilités gouvernementales dans les événements survenus en Tunisie et sur les mesures que le Gouvernement a l'intention de prendre; 6^o M. Palinaud, sur la composition et la politique du Gouvernement; 7^o M. Verdier, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour rétablir entre la France et la Tunisie des relations confiantes, p. 288; fixation de la date, p. 288; renvoi à la suite, au scrutin, p. 298 (*rectificatifs*, p. 341, 408).

6. — *Armée européenne et réarmement allemand.* — Demande d'interpellation de M. Aumeran, sur la politique que le Gouvernement compte proposer au Parlement concernant la remilitarisation

de l'Allemagne annoncée par le gouvernement de Bonn, p. 324. — demandes d'interpellation de: 1° M. Pierre Cot, sur la position prise par le Gouvernement dans les négociations relatives à l'armée européenne dont le résultat est la reconstitution du militarisme allemand et l'aggravation de la tension internationale; 2° M. Gilbert de Chambrun, sur la grave menace que le réarmement de l'Allemagne fait peser sur la sécurité de la France et sur la paix du monde, p. 424. — Demandes d'interpellation de: 1° M. André Monteil, sur l'évolution des négociations poursuivies au sujet de l'armée européenne et sur les dangers qu'entraînerait pour la sécurité française et la paix, le réarmement de l'Allemagne; 2° M. Daladier, sur l'armée européenne et le réarmement de l'Allemagne; 3° M. Fajon, sur la politique du Gouvernement à l'égard du réarmement de l'Allemagne de l'Ouest, militariste et revancharde et de la prétendue armée européenne qui a pour but de la camoufler, p. 499; discussion, p. 573, 612, 618, 677; ordres du jour de: 1° M. Marcel David, p. 692; 2° M. Fajon; 3° M. Loustaunau-Lacau; 4° M. René Pleven; 5° M. Gaston Palewski, p. 693; 6° M. de Beaumont; retrait des ordres du jour de MM. Pleven et Guérin de Beaumont et dépôt d'un nouvel ordre du jour de M. de Beaumont, p. 708; le Gouvernement pose la question de confiance sur la priorité et sur le fond de cet ordre du jour, pour son adoption et contre tous amendements, p. 709; retrait de cet ordre du jour et dépôt d'un troisième de M. de Beaumont, p. 726; suite de la discussion, p. 727; adoption, au scrutin, de la demande de priorité, p. 747; question de confiance pour l'adoption de l'ordre du jour, p. 748; explications de vote, p. 789, et adoption au scrutin, p. 792 (*rectificatif*, p. 752).

7. *Crise dans l'industrie cotonnière.* — Demande d'interpellation de M. Kauffmann sur la politique agricole que le Gouvernement entend poursuivre, notamment en matière de garantie de prix, et sur les mesures qu'il compte prendre pour conjurer la grave crise qui atteint notre industrie cotonnière, p. 288.

8. *Crise du logement.* — Demande d'interpellation de M. Coulaud sur la grave crise du logement et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin, dans ce domaine, à une situation qui constitue la plus grave des menaces pour l'équilibre social et l'avenir du pays, p. 288.

9. *Soutien du marché des produits laitiers.* — Demande d'interpellation de M. Pelleray sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour sceler le marché des produits laitiers et en éviter l'effondrement, p. 288.

10. *Difficultés des municipalités des villes dans l'établissement de leur budget.* — Demande d'interpellation de M. Durbet sur les mesures que le Gouvernement compte prendre devant les difficultés que rencontrent les municipalités des villes dans l'établissement de leur budget et l'aide financière qu'il entend leur apporter en cette matière, p. 288.

11. *Desserrement du crédit de trésorerie.* — Demande d'interpellation de M. Catrice sur les mesures que le Gouvernement compte prendre d'urgence pour effectuer un desserrement indispensable du crédit et plus spécialement du crédit de trésorerie, étant donné que les mesures de restriction de crédit prises depuis le 15 novembre 1951, mesures brutales, inadéquates, ne tenant aucun compte des discriminations nécessaires, se révèlent facteurs importants d'une diminution de la production et de l'exportation, et sont donc une véritable asphyxie pour l'économie française et, par suite, pour les conditions de vie des Français, p. 324.

12. *Politique du Gouvernement en Afrique du Nord.* — Demande d'interpellation de M. Catroux sur la politique du Gouvernement en Afrique du Nord, p. 324.

13. *Equilibre du budget des municipalités.* — Demande d'interpellation de Mme François sur la politique du Gouvernement à l'égard des collectivités locales, politique qui a pour conséquence, ou de mettre lesdites collectivités dans l'impossibilité d'équilibrer leur budget ou de les contraindre à voter des augmentations massives des centimes additionnels et des taxes, augmentations que ne peut plus supporter l'immense majorité des contribuables, p. 324.

14. *Restitution de ses biens au journal « Le Petit Dauphinois ».* — Demande d'interpellation de M. Dufour sur la restitution totale de ses biens au journal *Le Petit Dauphinois*, journal qui s'est mis entièrement à la disposition de l'occupant hitlérien et au service du traître Pétain et de sa milice, restitution décidée par décret en date du 14 janvier 1952, signé par un ministre d'un Gouvernement démissionnaire, p. 380.

15. *Politique du Gouvernement en matière de crédit.* — Demande d'interpellation de Mme Poinso-Chapuis sur l'urgence qu'il y a à modifier la politique du Gouvernement en matière de crédit, notamment quant aux desserrements et aux discriminations nécessaires, pour éviter le freinage et la diminution de la production et des exportations, p. 380.

16. *Ecartèlement des lieux saints.* — Demande d'interpellation de M. Grousseau sur les diligences passées du Gouvernement et son attitude actuelle en présence de l'écartèlement des lieux saints, p. 380.

17. *Ratification de l'accord franco-canadien sur la double imposition.* — Demande d'interpellation de M. Joseph Denais sur les motifs qui retardent la ratification de l'accord franco-canadien sur la double imposition alors que le parlement d'Ottawa s'est prononcé au mois de juin 1951, p. 424.

18. *Déclaration des salaires des gens de maison et femmes de ménage non imposables.* — Demande d'interpellation de M. Joseph Denais sur la validité des instructions données par la direction générale des impôts quant à l'obligation de déclarer les salaires des gens de maison et femmes de ménage, alors qu'ils sont inférieurs au minimum imposable, p. 424.

19. *Evénements de Tunisie.* — Demande d'interpellation de M. Fouchet sur les événements de Tunisie et les conséquences qui doivent en être tirées, p. 424.

20. *Verdict prononcé par le tribunal militaire de Metz contre le colonel SS. Joeckel.* — Demande d'interpellation de M. Marcel Noël sur le scandaleux verdict prononcé par le tribunal militaire de Metz, le 26 janvier 1952, condamnant à cinq ans de prison le colonel SS. Joeckel, qui est responsable de l'assassinat, les 21 et 25 août 1944, dans la région troyenne, de 65 personnes dont 66 vieillards, femmes et enfants, à Nuchères, et de la destruction d'une partie de ce village, p. 424.

21. *Refus d'accéder sur le territoire français à sa descente d'avion au professeur Bernal, savant britannique.* — Demande d'interpellation de M. Gilbert de Chambrun sur la mesure prise contre le professeur Bernal, éminent savant britannique, membre du conseil mondial de la paix, qui s'est vu refuser l'accès du territoire français à sa descente d'avion, le samedi 1^{er} février, mesure d'autant plus inadmissible qu'elle frappe un des principaux artisans du débarquement des troupes alliées en France au mois de juin 1941, qui a aidé puissamment à la libération de notre patrie, p. 425.

22. *Politique du Gouvernement à l'égard de la création du nouvel Etat de Libye.* — Demande d'interpellation de M. Raymond Dronne sur la politique suivie par le Gouvernement à l'égard de la création du nouvel Etat de Libye et sur les mesures qu'il a prises afin de sauvegarder, d'une part, les intérêts français au Fezzan et dans les oasis de Ghât et de Ghadamès et, d'autre part, l'intégralité de l'Afrique du Nord française, p. 499.

23. *Situation générale en Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Christian Pineau sur la situation militaire, politique, économique et sociale en Indochine et, notamment, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer dans les meilleures conditions le ravitaillement en matériel du corps expéditionnaire et le contrôle effectif des dépenses de tous ordres effectuées par la France dans les Etats associés, p. 499.

24. *Politique du Gouvernement en Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont sur la politique du Gouvernement en Indochine, p. 552.

25. *Ravitaillement en sulfate de cuivre à tous les viticulteurs.* — Demande d'interpellation de M. Tourné sur les mesures que le Gouvernement compte prendre: 1° pour assurer à tous les viticulteurs un ravitaillement normal en sulfate de cuivre nécessaire au traitement des maladies cryptogamiques de la vigne; 2° pour assurer à la viticulture française le contingent de soufre indispensable dès les printemps pour combattre la maladie de la vigne qu'est l'oidium, p. 571.

26. *Allocation temporaire aux vieux paysans.* — Demande d'interpellation de M. Waldeck Rochet sur la violation, au préjudice des vieux paysans, de la loi du 27 février 1951 relative à l'allocation temporaire aux vieux, p. 571.

27. *Politique économique et agricole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Waldeck Rochet sur la politique économique et agricole du Gouvernement, p. 571.

28. *Unité du système de défense de l'Europe.* — Demande d'interpellation de M. Billotte sur la politique européenne du Gouvernement et sur les voies par lesquelles l'Europe pourrait aboutir à l'unité de son système de défense, p. 571.

29. *Projet d'armée européenne.* — Demande d'interpellation de M. Philippe Barrès sur les conséquences que risque d'entraîner le projet d'armée européenne quant aux positions respectives de la France et de l'Allemagne en Europe, p. 572.

30. *Secours aux sinistrés et aux collectivités locales victimes des inondations.* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy sur: 1° les moyens dérisoires mis en œuvre pour aider les victimes des inondations; 2° les mesures d'extrême urgence à prendre pour assurer des secours de toute nature, immédiats, importants et suffisants aux sinistrés et aux collectivités locales; 3° les intentions du Gouvernement concernant les crédits nécessaires et indispensables en vue d'allouer des indemnités aux sinistrés et victimes des inondations; 4° ce qu'il compte faire pour éviter, par la mise en œuvre rapide de grands travaux de protection et de reboisement, le retour périodique de nouvelles catastrophes, p. 624.

31. *Equilibre du budget des collectivités locales.* — Demande d'interpellation de M. Mondon sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour permettre aux collectivités locales d'équilibrer leurs budgets afin que soit assurée la vie municipale, p. 692.

32. *Revalorisation des rentes viagères souscrites auprès de la caisse nationale des retraites et des compagnies d'assurances nationalisées.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour revaloriser les rentes viagères souscrites auprès de la caisse nationale des retraites et des compagnies d'assurances nationalisées dont la plupart n'ont encore bénéficié d'aucune revalorisation et dont les titulaires sont ainsi victimes d'une véritable spoliation, p. 724.

33. *Fourniture de matières premières et de produits sidérurgiques aux entreprises du département du Nord en particulier.* — Demande d'interpellation de M. Maton, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour: 1° assurer la fourniture de matières premières et de produits sidérurgiques aux entreprises utilisatrices qui disposent d'importants carnets de commande; 2° procurer des commandes pacifiques, aux entreprises actuellement menacées de fermeture, afin de permettre aux industries françaises et à celles du département du Nord, en particulier, de continuer leurs activités et d'éviter ainsi un chômage sans cesse plus menaçant, p. 724.

34. — *Exploitation du nouveau gisement de Lacq (Basses-Pyrénées)*. — Demande d'interpellation de M. Cassagne, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer rapidement l'exploitation du nouveau gisement de Lacq (Basses-Pyrénées) et indemniser équitablement les propriétaires ruraux de cette région, p. 721.

35. — *Manifestations de la Guadeloupe*. — Demandes d'interpellation: 1° de M. Bissol, sur: a) les sanglants événements qui se sont déroulés récemment au Moule (Guadeloupe), où les C. R. S. ont fait feu sur des participants à une manifestation, tuant quatre personnes, et en blessant un grand nombre, dont treize très grièvement; b) sur la politique de discrimination pratiquée à l'égard des travailleurs des départements d'outre-mer, en ce qui concerne la fixation du salaire minimum garanti, l'application de la législation sociale, familiale, etc.; 2° de M. Kriegel-Varimont, sur: a) les sanglants événements de la Guadeloupe, au cours desquels la police, tirant encore une fois sur des travailleurs en grève, a fait quatre morts, treize blessés graves et de nombreux blessés; b) les raisons pour lesquelles, en violation de la loi n° 51-538, parue au *Journal officiel* du 14 mai 1951, établissant le statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, p. 798.

36. — *Non-application des statuts des réfractaires et des personnes contraintes au travail*. — Demande d'interpellation de M. Mouton sur les retards inadmissibles relatifs à: 1° la non-application du statut des réfractaires adopté par l'Assemblée nationale le 3 août 1950; 2° la non-application de la loi n° 51-538, parue au *Journal officiel* du 14 mai 1951, établissant le statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, p. 798.

37. — *Projets d'avancer la date des grandes vacances scolaires*. — Demande d'interpellation de M. Thibault, sur les projets du Gouvernement d'avancer la date des grandes vacances scolaires qui aboutiraient en fait à rendre impossible l'organisation rationnelle de l'enseignement et serviraient uniquement des intérêts particuliers sans aucun rapport, même lointain, avec l'intérêt des élèves, p. 800.

38. — *Partialité dont fait preuve la radiodiffusion nationale*. — Demande d'interpellation de M. Jacques Soustelle sur la partialité scandaleuse dont fait preuve la radiodiffusion nationale et qui s'est manifestée notamment ce matin dans la « Revue de presse », p. 800.

39. — *Licenciement des ouvriers des ateliers militaires de la Maltournée*. — Demande d'interpellation de M. Robert Bellanger sur les conditions dans lesquelles ont été licenciés, au mépris du droit syndical et du droit de grève, 280 ouvriers des ateliers militaires de la Maltournée, à Neuilly-Plaisance, p. 859.

40. — *Allocations de chômage*. — Demande d'interpellation de M. Besset, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre: 1° pour combattre le chômage qui s'étend d'une manière très inquiétante; 2° pour assurer à tous les travailleurs victimes du chômage des allocations leur permettant de vivre eux et leur famille, p. 859.

41. — *Caisse de compensation des ouvriers frontaliers*. — Demande d'interpellation de M. Desson, sur l'incompréhension de l'administration devant les problèmes soulevés par le fonctionnement de la caisse de compensation des ouvriers frontaliers instituée par la loi du 13 juillet 1948, incompréhension qui a abouti au lock out de l'industrie frontalière ardennaise, p. 859.

42. — *Dépôt de bombes incendiaires aux anciennes usines Matford*. — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy: 1° sur les conditions dans lesquelles le 18 septembre dernier, dans un des quartiers les plus peuplés de Bordeaux, Bacalan, un dépôt de bombes incendiaires a été constitué par des soldats américains aux anciennes usines Matford; 2° sur les accords internationaux en vertu desquels le Gouvernement a accepté l'installation de ce dépôt de bombes de guerre par une puissance militaire étrangère, dépôt constituant un danger permanent pour la ville de Bordeaux, et pour ce quartier particulièrement, déjà fortement éprouvé lors du bombardement du 17 mai 1943 par les bombardiers américains (200 morts), p. 859.

43. — *Mesures en faveur des sinistrés des inondations dans le département de Lot-et-Garonne*. — Demande d'interpellation de M. Caillavet, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre en faveur des sinistrés du département de Lot-et-Garonne, tant du point de vue économique, financier et de crédits, que du remboursement des dommages et, d'une façon générale, des mesures propres à favoriser la reprise rapide de toutes les activités gravement compromises par les inondations des 3, 4 et 5 février 1952, p. 860.

44. — *Application de la loi du 8 mai 1951 relative à la situation des instituteurs remplaçants*. — Demande d'interpellation de Mme Madeleine Marzin, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre et a prises pour appliquer la loi du 8 mai 1951, relative à la situation des instituteurs remplaçants, p. 940.

45. — *Situation de l'industrie textile du fait de l'institution d'une caisse de compensation des ouvriers frontaliers*. — Demande d'interpellation de M. René Penoy, sur la situation faite à l'industrie ardennaise et en particulier à l'industrie textile, du fait de l'application de la loi n° 48-1116 du 13 juillet 1948 instituant une caisse de compensation des charges exceptionnelles, résultant de l'emploi de travailleurs frontaliers domiciliés en Belgique et au Luxembourg, p. 940.

46. — *Atrocités commises en Tunisie*. — Demande d'interpellation de Mme Rose Guérin, sur: 1° les responsabilités dans les atrocités commises en Tunisie, particulièrement à Tazerka à l'égard de la population et notamment à l'égard d'enfants en bas âge tués sous

les yeux de leur mère; 2° les mesures qu'il convient de prendre pour faire cesser et éviter le renouvellement d'actes qui soulèvent l'indignation des mères françaises et de l'ensemble du peuple de notre pays, p. 940.

47. — *Aide immédiate à certains sinistrés, entreprises et collectivités publiques, victimes de l'inondation*. — Demande d'interpellation de M. Juglas sur: 1° l'aide immédiate qu'il est indispensable d'apporter d'urgence: a) soit à certains sinistrés que les comités locaux d'entraide ne peuvent aider qu'insuffisamment; b) soit aux entreprises touchées par l'inondation pour limiter l'arrêt du travail et de ce fait l'extension du chômage; 2° sur les mesures que le Gouvernement compte prendre: a) pour assurer au maximum le remboursement des dommages causés par l'inondation; b) pour réduire dans la réfection des ouvrages d'intérêt général la part laissée aux collectivités publiques, part qui dans beaucoup de cas dépasse leurs moyens, p. 1015.

48. — *Production de l'énergie par les centrales hydroélectriques*. — Demande d'interpellation de M. Goudoux sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer du travail aux ouvriers, cadres et techniciens qui vont se trouver sans emploi avec l'achèvement des chantiers de barrages et d'usines hydroélectriques de la région du Massif Central et, plus généralement, sur la politique qu'il entend suivre dans le domaine de la production de l'énergie par les centrales hydroélectriques, p. 1045.

49. — *Politique du Gouvernement en Tunisie*. — Demande d'interpellation de M. Aumeran sur le renouvellement en Tunisie d'une politique déjà pratiquée en Indochine et susceptible d'entraîner de dangereuses conséquences pour la paix mondiale, p. 1045.

50. — *Pensionnaires des hospices de la région parisienne*. — Demande d'interpellation de M. Edouard Depreux sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire cesser la pression scandaleuse exercée par les représentants d'un parti sur les pensionnaires des hospices de la région parisienne et pour régler l'irritante question de l'argent de poche des hospitalisés, le retard de la solution engendrant un très vif mécontentement exploité par les agitateurs, p. 1045.

51. — *Chômage dans l'industrie textile*. — Demande d'interpellation de Mme Galicier sur: 1° les responsabilités du Gouvernement dans la situation très grave de l'industrie textile où le chômage partiel et total s'accroît frappant 300.000 travailleurs et travailleuses; 2° sur les mesures qu'il convient de prendre: a) pour assurer immédiatement des moyens d'existence décentes aux chômeurs et chômeuses totaux et partiels; b) pour assurer à tous les travailleurs du textile du travail et du pain, notamment par l'augmentation du pouvoir d'achat des masses laborieuses de notre pays, afin d'accroître le marché intérieur et par le développement de nos exportations avec tous les pays, en particulier avec l'Union soviétique, les démocraties populaires et la Chine, p. 1117.

52. — *Emploi des travailleurs nord-africains sur les chantiers du tunnel de Roche-lès-Beaupré*. — Demande d'interpellation de M. Barthélemy sur le scandale que constitue l'exploitation monstrueuse des travailleurs nord-africains par l'entreprise de travaux publics qui les occupe sur les chantiers du tunnel de Roche-lès-Beaupré (Doubs), p. 1148.

3° MINISTÈRE ANTOINE PINAY

53. — *Composition et politique du Gouvernement*. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Cristofol, sur la composition et la politique du Gouvernement, notamment en ce qui concerne les origines et les conséquences de l'épidémie de variole qui sévit actuellement à Marseille; 2° M. Kriegel-Varimont, sur la composition et la politique du Gouvernement; 3° Mme Sportisse, sur la composition et la politique du Gouvernement, notamment en ce qui concerne l'attitude qu'il entend observer à l'égard du peuple tunisien, p. 1220; fixation de la date, p. 1221; renvoi à la suite, au scrutin, p. 1230.

54. — *Affaire Ducreux-Tacnet*. — Demande d'interpellation de M. Minjoz sur: 1° l'inadmissible carence des services compétents qui n'ont fait aucune diligence pour s'assurer de la véritable identité et du passé de feu Ducreux-Tacnet, député des Vosges, alors qu'il était l'objet de plaintes ou de recherches; 2° les mesures que le Gouvernement compte prendre ou proposer à l'Assemblée nationale pour empêcher le renouvellement d'un pareil scandale, p. 1220. — Demande d'interpellation de M. Devery sur le retard anormal que la police a mis à transmettre les renseignements qu'elle détenait sur le parlementaire Tacnet-Ducreux, et fixation de la date, p. 1372; renvoi à la suite, au scrutin, p. 1379.

55. — *Personnel remplaçant de l'enseignement du premier degré*. — Demande d'interpellation de Mlle Marzin sur les raisons pour lesquelles la loi du 8 mai 1951 relative à la situation du personnel remplaçant de l'enseignement du premier degré (et notamment l'article 7 de cette loi) n'est pas appliquée, p. 1311; fixation de la date, p. 2212; renvoi à la suite, au scrutin, p. 2215.

56. — *Attaques contre la Résistance*. — Demande d'interpellation de M. Pierre-Henri Teitgen sur les mesures que le Gouvernement compte prendre: 1° pour apprendre aux jeunes Français ce que furent, sous l'occupation hitlérienne, les sacrifices et l'héroïsme des organisations de résistance à l'ennemi et à la trahison; 2° pour mettre en garde l'opinion contre les excitations à la haine, à la violence et même au crime dont se rendent coupables, pour tenter d'assurer une publicité à certaines feuilles, des condamnés pour trahison bénéficiaires d'une mesure de grâce; 3° pour assurer la stricte application du titre III de la loi du 5 janvier 1951, p. 1988; fixation de la date, p. 2216; renvoi à la suite, p. 2223.

57. — *Inscriptions injurieuses contre certains hauts personnages alliés, sur les voies publiques et les monuments*. — Demande d'in-

terpellation de M. Caillet sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour interdire les inscriptions injurieuses contre certains hauts personnages alliés, qui couvrent les voies publiques, les monuments et autres lieux et qui sont l'œuvre d'éléments appartenant à un parti politique aux ordres de l'étranger, p. 2535. — Retrait, p. 2673.

58. — *Incidents à Paris le 28 mai 1952.* — Demande d'interpellation de M. Caillet sur les mesures que compte prendre le Gouvernement, après les graves événements dont Paris a été le lieu le 28 mai, pour mettre fin au complot permanent qu'organisent sur le territoire national des séparatistes à la solde d'une puissance étrangère, p. 2587. — Retrait, p. 2673.

59. — *Incidents de Montbéliard.* — Demande d'interpellation de M. Minjoz sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour empêcher le retour d'incidents tragiques comme ceux qui se sont produits vendredi 23 mai à Montbéliard (Doubs), au cours d'une manifestation de Nord-Africains, incidents au cours desquels on a enregistré un mort, plusieurs manifestants et plusieurs policiers blessés, p. 2440; fixation de la date, p. 2960; renvoi à la suite, p. 2961 (*rectificatif*, p. 3060).

60. — *Politique du Gouvernement en Tunisie.* — Demande d'interpellation de M. Aumeran, sur le renouvellement en Tunisie d'une politique déjà pratiquée en Indochine et susceptible d'entraîner de dangereuses conséquences pour la paix mondiale, p. 4220. — Demande d'interpellation de M. Fouchet, sur la situation en Tunisie et sur les conséquences qui doivent en être tirées, p. 4308. — Demande d'interpellation de M. Bartolini, sur les mesures illégales prises par le commandant maritime du port de Bizerte à l'encontre de huit ouvriers licenciés d'office et de douze chefs d'équipe révoqués de leurs fonctions pour avoir participé à la grève menée en protestation contre la répression sanglante exercée contre le peuple tunisien et pour le respect de ses légitimes revendications; sur la violation du droit syndical, du droit de grève et des règles de licenciement en vigueur dans les règlements du port; sur les mesures que le Gouvernement compte prendre: a) pour la levée immédiate de toutes les sanctions et l'indemnisation équitable des ouvriers et chefs d'équipe illégalement punis; b) pour mettre un terme à l'arbitraire du commandant maritime du port de Bizerte, et les sanctions qu'il compte prendre à son égard, p. 1726. — Demande d'interpellation de M. Verdier, sur les instructions adressées au résident général de France en Tunisie et sur les mesures prises les 25 et 26 mars 1952, p. 4526. — Demande d'interpellation de M. Giovoni, sur les mesures de violence dont le Gouvernement se rend coupable en Tunisie et sur les moyens qu'il entend employer pour: mettre en liberté immédiate les ministres et tous les patriotes tunisiens, emprisonnés et déportés; lever l'état de siège, supprimer la censure et rappeler MM. de Hauteclouque et Garbay; rapatrier les troupes et autres forces de répression; satisfaire les légitimes aspirations du peuple tunisien à la liberté et à l'indépendance nationale, p. 1622. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Quilici, sur les événements de Tunisie et la politique que le Gouvernement compte suivre dans la Régence; 2° M. Jacques Chevallier, sur le point de savoir si l'attitude que le Gouvernement entend adopter en Tunisie s'inscrit véritablement dans le cadre d'une politique générale d'Union française; 3° M. André Denis, sur les événements du 26 mars en Tunisie qui, faisant suite aux inqualifiables opérations du Cap Bon, sont de nature à compromettre les rapports entre la France et la Tunisie et constituent une atteinte au droit des gens et au prestige de notre pays; 4° M. Fonlupt-Esperaber, sur la situation actuelle en Tunisie, sur les mesures prises sous la responsabilité du résident général de France à Tunis et sur les moyens par lesquels le Gouvernement entend rétablir entre le gouvernement de S. M. le bey et le Gouvernement français les relations confiantes permettant l'accès progressif de la Tunisie à l'autonomie interne, p. 1683; fixation de la date, p. 1686; adoption, au scrutin, de la date du 20 mai 1952, p. 1701. — Demande d'interpellation de M. Dronne sur la politique suivie par le Gouvernement à l'égard de la création du nouvel Etat de Libye et sur les mesures qu'il a prises afin de sauvegarder, d'une part, les intérêts français au Fezzan et dans les oasis de Ghat et de Ghadamès, et d'autre part, l'intégralité de l'Afrique du Nord française, p. 1682, 2440. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Caillavet sur la politique que le Gouvernement entend suivre en Tunisie; 2° M. Mitterand sur la politique que le Gouvernement compte suivre en Tunisie, p. 2440; suite de la discussion desdites interpellations, p. 2637, 3037, 3057, 3059; ordres du jour de: 1° M. François Quilici; 2° M. Verdier; 3° M. Giovoni; 4° M. Gaston Palewski, p. 3093; 5° M. Vassor, p. 3100; 6° M. Palewski; 7° M. René Mayer, p. 3101; adoption de la première partie de l'ordre du jour de M. René Mayer et rejet, au scrutin, de la deuxième partie; clôture de l'incident, p. 3103.

61. — *Politique viticole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Tourné sur la politique vinicole, horticole et fruitière du Gouvernement, en particulier: 1° sur les mesures qu'il compte prendre pour favoriser le relèvement de la consommation de vin taxée en France; 2° sur la fiscalité abusive que subit le vin; 3° sur les conséquences désastreuses que risque d'avoir pour la production vinicole, horticole et fruitière françaises, l'organisation des marchés agricoles internationaux dite « pool vert », p. 2277. — Demande d'interpellation de M. Gourdon sur: 1° les raisons pour lesquelles il n'a pas été fait une stricte application du code du vin principalement en ce qui concerne les dispositions prescrivant l'assainissement du marché; 2° les mesures que le Gouvernement compte prendre pour remédier à la situation alarmante de la viticulture, p. 2536. — Demande d'interpellation de: 1° M. Patenot sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour l'assainissement du marché des vins et sur sa politique agricole, ainsi que sur les incidences de cette politique en Algérie; 2° M. Paul Coste-Floret sur a) les mesures d'urgence

que le Gouvernement compte prendre pour assurer, conformément aux lois en vigueur, l'assainissement qualitatif et quantitatif du marché du vin; b) les moyens qu'il compte mettre en œuvre pour assurer une réforme du statut viticole qui tienne compte des modifications de structure du vignoble depuis 1931, p. 2636. — Demande d'interpellation de M. Delbez sur la crise viticole, p. 2903. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Waldeck Rochet sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à la crise viticole; 2° M. Guille sur les intentions du Gouvernement, relativement à l'organisation du marché des vins, devant la crise qui atteint la viticulture nationale, p. 3216. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Laborbe sur la politique viticole du Gouvernement; 2° M. Fabre sur la situation grave dans laquelle se trouve actuellement la viticulture et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour y porter remède dans l'immédiat et dans l'avenir; 3° M. Delcos sur la politique viticole du Gouvernement; 4° M. Seynat sur la politique économique agricole, notamment sur la crise viticole actuelle, particulièrement grave, p. 3296; discussion, p. 3565, 3575; ordres du jour de: 1° M. Paul Coste-Floret; 2° M. Conte; 3° M. Waldeck Rochet, p. 3606; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Paul Coste-Floret, p. 3608.

62. — *Transfert des entreprises de presse.* — Demande d'interpellation de M. Guy Desson sur les intentions du Gouvernement à la suite de l'arrêt du conseil d'Etat du 4 avril 1952 annulant le décret du 17 juin 1946 qui rendait applicable à l'Algérie la loi du 11 mai 1946, et les mesures qu'il entend prendre pour valider les transferts intervenus à la suite du décret annulé, p. 4988. — Demandes d'interpellation: 1° de M. Marc Dupuy sur l'arrêt du conseil d'Etat du 4 avril 1952 annulant le décret du 17 juin 1946 portant application en Algérie de la loi du 11 mai 1946; 2° de M. de Léotard sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour rapporter, conformément à l'arrêt du conseil d'Etat en date du 4 avril 1952, les décrets transférant des entreprises de presse en juin 1946, par le ministre Gouin, démissionnaire, ainsi que cela a du reste déjà été fait à l'égard de certaines de ces entreprises et fixation de la date, p. 2223.

63. — *Politique agricole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Pelleray, sur la politique agricole du Gouvernement en général et, plus particulièrement, sur sa politique laitière et les mesures qu'il compte prendre pour assurer à l'agriculture des prix rémunérateurs et en parité avec ceux de l'industrie, p. 1124. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Waldeck Rochet, sur les conséquences désastreuses de la politique économique du Gouvernement pour l'agriculture française, en raison du décalage croissant entre les prix agricoles et les prix industriels et de la réduction massive qui vient d'être opérée sur les crédits destinés aux investissements agricoles et à l'équipement rural; 2° M. Briot, sur la politique qu'il entend suivre le Gouvernement en matière agricole, p. 2344. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Charpentier, sur la politique agricole que compte suivre le Gouvernement; 2° M. Kaufmann, sur la politique agricole que le Gouvernement entend poursuivre en matière de garantie de prix et sur les mesures qu'il a l'intention de prendre afin d'obtenir sur les prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture, des baisses analogues à celles enregistrées dans le secteur agricole; 3° M. Mitterand, sur: a) les mesures que le Gouvernement compte prendre pour enrayer les effets désastreux de la fièvre aphteuse dans la plupart des départements; b) les raisons pour lesquelles le vaccin ne peut être fourni en quantité suffisante par les instituts compétents; c) la nécessité de sanctionner une carence aux conséquences graves; d) la manière dont le Gouvernement compte aider les propriétaires des animaux atteints par un mal qui, à la date du 20 mai et pour le seul département de la Nièvre, avait frappé 45.000 bovins, ovins et porcs dans 579 exploitations réparties sur 115 communes, p. 2440. — Demande d'interpellation de M. Hénault sur la politique agricole du Gouvernement, notamment en ce qui concerne l'épidémie de fièvre aphteuse et les problèmes de culture maraîchère, p. 2536. — Demande d'interpellation de M. Pindivic sur la politique agricole du Gouvernement, notamment le problème de la viande et celui des importations de produits agricoles, p. 2827. — Demande d'interpellation de M. Waldeck Rochet sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour protéger notre cheptel national contre les ravages de plus en plus considérables occasionnés par la fièvre aphteuse, ainsi que pour l'indemnisation des cultivateurs ayant subi des pertes bien souvent désastreuses pour l'exploitation, p. 3020. — Demande d'interpellation de M. Golvan sur la politique agricole en général du Gouvernement et sur les mesures qu'il compte prendre en particulier devant l'extension de la tuberculose bovine, p. 3196. — Demande d'interpellation de: M. Fredet sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faciliter la production de vaccin et aider les recherches scientifiques, de manière à permettre l'immunisation des étables menacées par la fièvre aphteuse, p. 3216. — Demandes d'interpellation de: 1° de M. Le Roy Ladurie sur l'élevage et le marché de la viande; 2° M. Pupat, sur la politique agricole générale du Gouvernement; 3° M. Raffarin, sur la politique agricole générale du Gouvernement; 4° M. Lucas, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre un terme le plus rapidement possible à l'épidémie de fièvre aphteuse, p. 3296; discussion, p. 3631, 3651, 3661; ordres du jour de: 1° M. Ramarony; 2° M. Loustau, p. 3705; 3° M. Waldeck Rochet; 4° M. Briot; 5° M. Charpentier, p. 3706; retrait des ordres du jour de: M. Charpentier, p. 3706; M. Pelleray, p. 3707; adoption, au scrutin de l'ordre du jour de M. Ramarony, p. 3708.

64. — *Durée hebdomadaire du travail dans le commerce de détail non alimentaire.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Coulant, sur les atteintes que porterait aux droits des employés et de leurs familles, toute modification restrictive au décret du 20 décembre 1951 qui fixe les modalités d'application de deux jours de repos hebdomadaire dans le commerce de détail non alimentaire;

20. Mme Estachy, sur les modalités d'application de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de quarante heures dans les commerces de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires, p. 2440. — Demande d'interpellation de Mme Francine Lefebvre, sur les graves inconvénients qui résulteraient, pour le personnel des entreprises commerciales non alimentaires, d'une modification dans un sens restrictif des avantages qui leur ont été accordés, en ce qui concerne la répartition de la durée hebdomadaire de travail, par de nombreux décrets antérieurs, dont les dispositions ont été maintenues en vigueur jusqu'au 1^{er} juin 1952 par le décret n° 51-14 du 20 décembre 1951, p. 2538; fixation de la date, p. 2957; adoption, au scrutin, de la date, p. 2960. — Discussion, p. 3761; ordre du jour de M. Coutant; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour, p. 3769.

65. — *Attentat contre un chansonnier et fausses accusations.* — Demande d'interpellation de M. Dronne, sur les mesures que le Gouvernement a prises ou compte prendre afin de mettre fin aux brutalités et aux méthodes de quelques éléments indésirables qui se sont glissés dans la police, dont l'attentat commis le 2 mars dernier contre un chansonnier connu et les fausses accusations portées par la suite contre lui soulignent le caractère odieux, p. 3535. — Retrait, p. 4364.

66. — *Redoublement des élèves maîtres ayant échoué au baccalauréat.* — Demande d'interpellation de M. Rincant, sur les mesures que compte prendre M. le ministre de l'éducation nationale pour permettre le redoublement des élèves maîtres ayant échoué au baccalauréat, p. 4153. — Retrait, p. 5030.

67. — *Eviction de plusieurs familles d'un immeuble situé avenue Lowendal, à Paris.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric Dupont, sur l'éviction par la Société nationale des chemins de fer français d'une trentaine de familles d'un immeuble situé 20, avenue Lowendal, p. 5304. — Retrait, p. 5335.

68. — *Situation des élèves maîtres ayant échoué au baccalauréat.* — Demande d'interpellation de M. Mazier sur la situation des élèves maîtres qui, ayant subi sans succès les épreuves du baccalauréat, sont dans l'impossibilité de poursuivre leurs études, p. 4153; fixation de la date, p. 5336; renvoi à la suite, p. 5339.

69. — *Trafic des piastres et de devises en Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Kriegel-Valrimont, sur le scandale persistant du trafic des piastres, des devises, etc., sur les conséquences économiques et financières de ce scandale, sur ses bénéficiaires et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour y mettre fin, p. 5844. — Demande d'interpellation de M. Robert Manceau sur le scandale persistant du trafic des piastres en Indochine, sur ses bénéficiaires et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour y mettre fin, p. 6244. — Fixation de la date, p. 6175; renvoi à la suite, au scrutin, p. 6477.

69 bis. — *Situation en Tunisie et au Maroc.* — Demande d'interpellation de M. Fouchet sur les moyens que le Gouvernement compte prendre: 1° pour assurer enfin, après tant de contradictions dans les actes comme dans les paroles, l'évolution politique, économique et sociale de la Tunisie; 2° pour éviter, devant l'Assemblée générale des Nations Unies, une évocation de l'affaire tunisienne qui serait un précédent mortellement dangereux pour notre présence en Afrique du Nord, comme pour l'Afrique du Nord elle-même, en même temps que ce serait une atteinte à notre dignité de puissance protectrice, p. 4069. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Savary, sur les récents événements de Tunisie et en particulier sur les circonstances de la mort de Fehrat Hached, secrétaire général de l'union générale des travailleurs tunisiens; 2° M. Quilic, sur les mesures que M. le ministre des affaires étrangères compte prendre pour rétablir la paix publique en Tunisie et au Maroc, y assumer les devoirs et faire respecter les droits de la France protectrice; 3° M. Linet, sur les conditions et les responsables: 1° de l'assassinat de M. Fehrat Hached, secrétaire général de l'union générale des travailleurs tunisiens; 2° du massacre de dizaines de travailleurs marocains les 7 et 8 décembre 1952 à Casablanca, p. 6079. — Demande d'interpellation de Mme Sportisse sur: 1° la responsabilité du Gouvernement français dans le régime de terreur qui règne en Tunisie et qui se trouve caractérisé par l'assassinat de M. Fehrat Hached, secrétaire général de l'union générale des travailleurs tunisiens, l'exécution de trois condamnés à mort tunisiens et les arrestations massives de dirigeants et de membres du mouvement national tunisien; 2° la responsabilité du Gouvernement français dans les massacres de Casablanca et de Beni-Mellal, suivis de l'arrestation de nombreux militants du parti de l'Istiqlal et du parti communiste marocain, de l'expulsion de certains d'entre eux, ainsi que de l'interdiction de l'activité de ces deux partis politiques; 3° la répercussion de cette politique néfaste en Algérie, ainsi que la répression aggravée qui frappe l'ensemble du peuple algérien, p. 6325. — Fixation de la date, p. 6465; rejet, au scrutin, du renvoi à la suite et fixation de la date, p. 6477; adoption, au scrutin, p. 6178.

70. — *Crise de l'industrie textile.* — Demande d'interpellation de Mme Emilienne Galicier, sur: 1° les responsabilités du Gouvernement dans la situation très grave de l'industrie cotonnière et textile vosgienne où le chômage partiel et total s'accroît; 2° sur les mesures qu'il convient de prendre: a) pour assurer immédiatement des moyens d'existence décentes aux chômeurs totaux et partiels par l'octroi d'une allocation égale à 75 p. 100 du minimum interprofessionnel garanti, quelle que soit leur situation de famille; b) pour développer la vente des produits textiles: 1° en améliorant le pouvoir d'achat des consommateurs par la diminution des prix de ces produits, en supprimant les taxes et impôts indirects qui les frappent; 2° en négociant des accords économiques normaux avec tous les pays, notamment avec les démocraties populaires, l'Union soviétique et la Chine, p. 4826. — Demande d'interpellation de M. Schmitt, sur la politique que le Gouvernement entend suivre pour protéger l'industrie cotonnière et mettre fin à des importations inutiles

et dangereuses qui accentuent notre pauvreté en devises, permettent à des produits étrangers de venir concurrencer nos tissus jusqu'en France et risquent d'amener à très brève échéance le chômage de trois cent mille ouvriers et un effondrement total d'une de nos principales industries, p. 2344. — Demande d'interpellation de M. Lamps, sur les responsabilités du Gouvernement dans la situation de l'industrie du jute et sur les licenciements massifs effectués parmi les ouvriers des usines Saint Frères (Somme), p. 2535. — Demande d'interpellation de M. Jacques Soustelle sur la crise grave qui frappe actuellement l'industrie textile de la région lyonnaise et la situation des ouvriers de cette région qui sont réduits au chômage, p. 2604. — Demande d'interpellation de M. Dronne, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre afin de faire face à la crise qui sévit actuellement dans l'industrie textile et sur la politique qu'il entend suivre à l'égard de la production des fibres textiles nationales, p. 2780. — Demandes d'interpellation de: 1° M. J. Gaillemin sur la crise sérieuse que traverse actuellement l'industrie textile et plus particulièrement celle du coton; 2° M. J. Vendroux sur la crise que traverse actuellement l'industrie textile dans la région du Nord et du Pas-de-Calais, p. 2903. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Henri Meck, sur les mesures qui s'imposent pour remédier à la crise qui frappe l'industrie textile; 2° M. Catrice, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin à la crise de l'industrie textile, et notamment pour mettre fin au chômage qui en résulte, p. 2957. — Demande d'interpellation de M. Desgranges, sur la politique que le Gouvernement compte suivre en face de la grave crise textile qui sévit dans plusieurs départements français, p. 3081, 3140. — Demande d'interpellation de: 1° M. Reille-Soult sur la crise de l'industrie textile en France et ses répercussions sociales; 2° M. Duquesne sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin à la crise du textile et au chômage qui en découle; 3° M. Max Lejeune sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin à la crise textile du jute et pour venir en aide aux ouvriers frappés par le chômage total ou partiel, p. 3196. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Christiaens sur le chômage consécutif à la crise de l'industrie textile dans la région du Nord; 2° M. Maurice Georges sur la crise que traverse actuellement l'industrie textile en général et en particulier l'industrie cotonnière de la région vosgienne; 3° M. Kuehn sur la crise que traverse actuellement l'industrie textile et plus particulièrement dans la région alsacienne; 4° M. Rosenblatt, sur l'extension du chômage dans le textile en Alsace; sur le refus du Gouvernement d'augmenter l'allocation de chômage et sur les mesures qu'il compte prendre pour assurer la prospérité de cette industrie, p. 3296; fixation de la date, p. 3355, 3336.

71. — *Revendications des ouvriers mineurs.* — Demande d'interpellation de M. Robert Coutant, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour satisfaire les revendications des mineurs avant que ne se déclenche un mouvement de grève préjudiciable à l'économie nationale, p. 6325. — Rejet de la demande de la fixation de la date, p. 6178.

72. — *Crues de la Garonne et création d'une caisse d'assurance contre les calamités publiques.* — Demande d'interpellation de M. Tremouille, sur: 1° les mesures que le Gouvernement compte prendre pour prévenir les crues dangereuses de la Garonne et de ses affluents; 2° la création d'une caisse nationale de solidarité et d'assurance contre les calamités publiques, p. 1220.

73. — *Exécution d'un projet de percement de tunnel routier sous les Alpes.* — Demande d'interpellation de M. Sibué, sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement envisage l'exécution d'un projet de percement de tunnel routier sous les Alpes, et notamment sur ses intentions de saisir le Parlement pour lui demander non seulement la ratification d'une concession, mais son avis préalable sur l'opportunité de pareils travaux, le meilleur emplacement de cette percée, le montant de l'ensemble des travaux et le mode de financement, p. 1220.

74. — *Expulsion des habitants de Tignes.* — Demande d'interpellation de M. Vendroux, sur les mesures prises par le Gouvernement pour assurer aux habitants de Tignes, avant toute expulsion, non seulement la sauvegarde de leur existence matérielle et professionnelle, mais aussi la continuité de leur vie familiale et traditionnelle, p. 1308.

75. — *Crise du logement.* — Demande d'interpellation de M. Counaud, sur la grave crise du logement et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin, dans ce domaine, à une situation qui constitue la plus grave des menaces pour l'équilibre social et l'avenir du pays, p. 1308.

76. — *Transports des morts et transfert des meubles, bétail et outillage agricole des habitants de Tignes.* — Demande d'interpellation de M. Barrier sur les mesures que le Gouvernement a prises pour l'évacuation des habitants de Tignes, pour le transport de leurs morts ainsi que sur les mesures de transfert concernant les meubles, le bétail et tout l'outillage agricole, à une époque de l'année où le village de Tignes est encore enseveli sous une épaisse couche de neige, p. 1309.

77. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Billotte, sur la politique du Gouvernement devant la poussée du communisme vers le Sud-Est asiatique, le Pacifique et l'Océan Indien, p. 1341.

78. — *Grèves de Brest.* — Demande d'interpellation de M. Gabriel Paul, sur: 1° l'attitude du Gouvernement à l'égard des grèves de Brest qu'il tend à réprimer par le déploiement d'un contingent important de C. R. S. en violation du droit de grève inscrit dans la Constitution; 2° les responsabilités que porterait le Gouvernement s'il ne retirait pas immédiatement ces forces de répression, rappelant que l'intervention de telles forces créa de graves incidents et causa la mort de l'ouvrier Edouard Mazé le 27 avril 1950, p. 1344.

79. — *Autorisation de licenciement accordée à la direction de la société Commentry-Fourchambault-Decazeville.* — Demande d'interpellation de Mme Estachy, sur l'autorisation de licenciement accordée à la direction de la société Commentry-Fourchambault-Decazeville par le ministre du travail, contre M. Loze, membre du comité d'entreprise de cette société, au titre de gérant du journal syndical *La Sirène*; et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre contre le ministre du travail coupable d'une décision arbitraire illégale qui prouve la collusion patronale avec le ministre du travail qui porte une atteinte grave à la liberté d'expression des travailleurs, p. 1311.

80. — *Politique du Gouvernement en Indochine.* — Demandes d'interpellation: 1° de M. Christian Pineau, sur la situation militaire, politique, économique et sociale en Indochine et notamment sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer dans les meilleures conditions le ravitaillement en matériel du corps expéditionnaire et le contrôle effectif des dépenses de tous ordres effectuées par la France dans les Etats associés; 2° de M. Frédéric-Dupont, sur la politique du Gouvernement en Indochine, p. 1311.

81. — *Propositions soviétiques relatives à la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne.* — Demande d'interpellation de M. Florimond Bonje, sur la suite que le Gouvernement entend donner aux propositions soviétiques, relatives à la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne, dans le but d'écartier toute possibilité de renaissance du militarisme allemand et d'agression allemande et en vue de créer les conditions d'une solution pacifique du problème allemand et de la consolidation de la paix en Europe, p. 1311.

82. — *Procédés de certains policiers qui contraignent des témoins à avouer des crimes non commis.* — Demande d'interpellation de M. Isorni, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre un terme aux procédés de certains policiers qui, par la menace, contraignent des témoins au silence ou, par la violence morale et physique, à avouer des crimes qu'ils n'ont pas commis, faussant ainsi le cours de la justice, p. 1311.

83. — *Responsabilités engagées dans des erreurs judiciaires provoquées par des aveux spontanés.* — Demande d'interpellation de M. Louis Rollin, sur les responsabilités engagées dans de tragiques erreurs judiciaires (telles que la récente affaire Jean Deshayes) provoquées par des « aveux spontanés » et sur les mesures que le Gouvernement envisage de prendre pour en éviter le retour, p. 1372.

84. — *Blocage des crédits destinés à la reconstruction.* — Demande d'interpellation de M. Hénauld, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement en vue de remédier au blocage des crédits votés par le Parlement et prévus pour la reconstruction, p. 1372.

85. — *Circulaire relative à la loi Barangé sur l'attribution d'une allocation aux familles pour l'enseignement.* — Demande d'interpellation de M. Deixonne, sur l'aggravation que constitue la circulaire du 4 mars 1952 de M. le ministre de l'intérieur par rapport aux dispositions de la loi n° 51-1140 du 29 septembre 1951, dite loi Barangé, dont elle se donne comme l'application, p. 1372.

86. — *Politique du Gouvernement en Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Alfred Malleret-Joinville, sur la nécessité vitale pour la France de rapatrier immédiatement le corps expéditionnaire en Indochine et de proposer d'urgence aux autorités qualifiées de la République démocratique du Viet-Nam: 1° la négociation d'un traité de paix; 2° la conclusion d'accord commerciaux et culturels sur un pied d'égalité entre la France et la République démocratique du Viet-Nam, p. 1372.

87. — *Remboursement des dommages causés par l'inondation.* — Demande d'interpellation de M. Juglès: 1° sur l'aide immédiate qu'il est indispensable d'apporter d'urgence: a) soit à certains sinistrés que les comités locaux d'entraide ne peuvent secourir qu'insuffisamment; b) soit aux entreprises touchées par l'inondation, pour limiter l'arrêt du travail et, de ce fait, l'extension du chômage; 2° sur les mesures que le Gouvernement compte prendre: a) pour assurer le remboursement des dommages causés par l'inondation; b) pour réduire dans la réfection des ouvrages d'intérêt général la part laissée aux collectivités publiques, part qui, dans beaucoup de cas, dépasse leurs moyens, p. 1372.

88. — *Prévenus interrogés par la police, avant la transmission des dossiers aux autorités judiciaires.* — Demande d'interpellation de M. Moisan, sur les moyens qui ont été employés pour amener un accusé à reconnaître des faits dont il n'était pas l'auteur et, d'une façon générale, sur les conditions dans lesquelles les prévenus sont interrogés par la police avant la transmission du dossier aux autorités judiciaires, p. 1372.

89. — *Incidents à la suite de grève en Seine-et-Marne.* — Demande d'interpellation de M. Casanova, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre: 1° pour faire cesser immédiatement les violences policières contre l'exercice du droit de grève; 2° pour exiger du préfet de Seine-et-Marne qu'il reçoive, comme la loi lui en fait un devoir, les délégations de citoyens; 3° pour que soient poursuivis devant les tribunaux français et châtiés selon la loi française les soldats américains auteurs du meurtre de l'ouvrier Gadois; 4° pour assurer la protection et la sécurité des citoyens français contre les exactions et les sévices des militaires étrangers, p. 1424.

90. — *Indemnités aux sinistrés et victimes des inondations dans les départements du Sud-Ouest.* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy, sur les récentes inondations qui ont ravagé les départements du Sud-Ouest et, notamment: 1° les moyens dérisoires mis en œuvre pour aider les victimes des inondations; 2° les mesures d'extrême urgence à prendre pour assurer des secours de toute nature, immédiats, importants et suffisants, aux sinistrés et collectivités locales; 3° les intentions du Gouvernement concernant les crédits nécessaires et indispensables en vue d'allouer des indemnités aux sinistrés et victimes des inondations; 4° ce qu'il compte faire

pour éviter, par la mise en œuvre rapide de grands travaux de protection et de reboisement, le retour périodique de nouvelles catastrophes, p. 1424.

91. — *Incidents à Melun.* — Demande d'interpellation de M. Arbellier sur les circonstances entourant les événements aussi douloureux que regrettables survenus à Melun, les 17 et 18 mars 1952, p. 1424.

92. — *Comportement des troupes américaines en France et incidents à Melun.* — Demande d'interpellation de M. d'Astier de la Vigerie, sur le comportement des troupes américaines en France, notamment sur les conditions dans lesquelles un conducteur américain a tué à Melun l'ouvrier André Gadois, sur la façon dont l'enquête a été menée, et sur les rapports qu'ont eus à cette occasion les autorités françaises et le commandement américain, p. 1456.

93. — *Industries lourdes d'Europe occidentale qui travaillent pour la guerre transplantées en Afrique du Nord.* — Demande d'interpellation de M. Fayet, sur le fait que, selon les informations publiées par la presse américaine, allemande, suisse et française — informations faisant suite aux déclarations à Washington de M. Pierre Montel, secrétaire d'Etat à l'Air — les milieux allemands examineraient actuellement les possibilités de transplanter en Afrique du Nord et plus particulièrement en Algérie, dans le cadre des plans atlantiques: 1° les industries lourdes d'Europe occidentale qui travaillent pour la guerre; 2° sept cent mille Allemands de zone occidentale parmi lesquels serait pris les « techniciens » pour les usines et pour aider à la répression du mouvement de libération nationale en Afrique du Nord, p. 1456.

94. — *Méthodes de violences utilisées pour extorquer des aveux aux inculpés.* — Demande d'interpellation de M. Gravoille, sur: 1° les méthodes de violence utilisées par la police pour extorquer des aveux aux inculpés; 2° les mesures que le Gouvernement entend prendre pour libérer immédiatement M. Jean Deshayes; 3° l'indemnisation du préjudice matériel et moral subi par cet homme innocent, p. 1456.

95. — *Indépendance de la magistrature et droits des justiciables.* — Demande d'interpellation de M. Nocher, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour: 1° que notre système judiciaire ne permette pas aux grands coupables d'échapper à la justice, tandis que les petits sont durement et parfois injustement frappés; 2° qu'aucune intervention politique ne puisse porter atteinte à l'indépendance de la magistrature ou aux droits des justiciables; 3° que soit assurée la séparation des pouvoirs, qui doit rester le principe fondamental de la démocratie, p. 1456.

96. — *Atteintes à la liberté individuelle au cours d'instructions judiciaires.* — Demande d'interpellation de M. Kriegel-Vairimont, sur: 1° les atteintes à la liberté individuelle et le mépris des droits de la défense que constituent les violences et les menaces exercées par des policiers au cours des instructions dont ils sont chargés; 2° les mesures que le Gouvernement compte prendre pour exiger que les juges d'instruction et les magistrats assurent la recherche de la vérité à l'abri de toute pression, et par des moyens licites; 3° les sanctions et les poursuites que comportent les pratiques scandaleuses de policiers tortionnaires et les moyens à mettre en œuvre pour assurer réparations aux victimes, p. 1456.

97. — *Responsabilités engagées dans des erreurs judiciaires et méthodes d'instruction.* — Demandes d'interpellation de M. P.-O. Lapie, sur les responsabilités encourues dans une récente et grave erreur judiciaire sur les méthodes d'instruction qui, contrairement au droit, tendent à considérer l'aveu comme le seul moyen de preuve du crime ou du délit, et par conséquent son obtention comme le but unique de l'instruction, sur les procédés employés pour obtenir l'aveu des prévenus, sur les abus, indignes d'un pays démocratique et contraires aux garanties assurées à la personne humaine par la Constitution, que ces procédés semblent déceler en matière d'interrogatoire et de détention préventive, et sur les instructions que le Gouvernement compte donner et les sanctions à prendre pour interdire toute contrainte, physique ou morale, dans la recherche de l'aveu et restituer à l'instruction pénale son caractère essentiel de moyen de défense; de M. Brifod, sur les procédés inqualifiables et indignes de la déclaration des droits de l'homme qui semblent avoir été employés pour obtenir d'un inculpé l'aveu d'un crime qu'il n'avait pas commis, sur les sanctions que le Gouvernement compte prendre pour empêcher à l'avenir la répétition de tels faits, p. 1456.

98. — *Affaire Jean Deshayes.* — Demande d'interpellation de M. Jean Guilton, sur: 1° les responsabilités encourues dans la nouvelle erreur judiciaire qui vient d'éclater: l'affaire Jean Deshayes; 2° les mesures que le Gouvernement compte prendre afin d'indemniser la victime pour le préjudice qui lui a été causé, p. 1462.

99. — *Grèves des travailleurs de la Guadeloupe.* — Demande d'interpellation de M. Kriegel-Vairimont, sur: 1° les sanglants événements de la Guadeloupe au cours desquels la police, tirant encore une fois sur des travailleurs en grève, a fait 4 morts, 13 blessés graves et de nombreux blessés; 2° les raisons pour lesquelles, en violation de la loi du 19 mars 1946, de la Constitution et de la volonté exprimée le 31 janvier dernier par le conseil général de la Guadeloupe refusant de voter le budget, le Gouvernement refuse de faire droit aux légitimes revendications de salaires des travailleurs de la Guadeloupe, p. 1622.

100. — *Incidents à l'école d'Auxerre à la suite de conférences en vue du recrutement d'étudiants pour l'armée.* — Demande d'interpellation de Mme Germaine François, sur les sanctions prises par M. le ministre de l'éducation nationale contre les normaliens de 4^e année à l'école d'Auxerre à la suite de conférences organisées dans les établissements publics d'enseignement par le ministre de la guerre, en vue du recrutement d'étudiants pour l'armée, p. 1632.

101. — *Salaires du journal Liberté.* — Demande d'interpellation de M. Fayet sur les saisies du journal *Liberté*, hebdomadaire du

parti communiste algérien, lesquelles, en moins de sept semaines, ont eu lieu six fois et dans les conditions les plus arbitraires, les policiers ayant agi sans que les directeur et rédacteur en chef aient reçu la moindre notification et sans qu'aucune justification ait été fournie, p. 1692.

102. — *Fixation du prix du papier journal.* — Demande d'interpellation de M. Desson, sur la fixation du prix du papier journal et, notamment, sur les moyens que le Gouvernement entend mettre en œuvre pour appliquer sa politique de baisse à un produit dont dépend la vie matérielle et l'indépendance de la presse, p. 1693.

103. — *Application de la loi Barrachin-Barangé (subvention aux familles d'écoliers).* — Demande d'interpellation de M. Pierrard, sur l'application de la loi Barrachin-Barangé, instituant un compte spécial du Trésor pour versements aux familles d'écoliers, d'une subvention trimestrielle de 1.000 francs par enfants, p. 1693.

104. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Vendroux sur l'annonce d'un accord qui assurerait à la République fédérale allemande les moyens de faire sa rentrée dans les affaires intérieures de la Sarre et d'y contrôler l'action du gouvernement sarrois, p. 1726.

105. — *Opération de ratissage réalisée au moule et politique de discrimination à l'égard des travailleurs des départements d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. Bissol: 1° l'opération de ratissage réalisée au Moule le 14 février dernier au cours de laquelle les C. R. S. ont, de leurs jeeps en marche, à travers les rues de la ville, ouvert sur la population un feu nourri et aveugle qui fit 4 morts et 15 blessés graves; 2° la politique de discrimination pratiquée à l'égard des travailleurs des départements d'outre-mer, en ce qui concerne la fixation du salaire minimum garanti, l'application de la législation sociale, familiale, etc., p. 1826.

106. — *Situation en Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Raymond Dronne, sur le développement de la situation en Indochine, p. 1926.

107. — *Baisse immédiate du prix du papier journal.* — Demande d'interpellation de M. Marius Patinaud sur les mesures que le Gouvernement entend prendre pour obtenir une baisse immédiate du prix du papier journal, p. 2016.

108. — *Transfert et dévotion des biens d'entreprises de presse.* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy sur l'arrêt du conseil d'Etat du 4 avril 1952 annulant le décret du 17 juin 1946 portant application à l'Algérie de la loi du 11 mai 1946, p. 2046.

109. — *Méthodes d'instruction et détention préventive dans les territoires et pays d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. Robert Manceau sur: 1° les responsabilités du Gouvernement dans les scandaleuses détentions préventives dans les territoires et pays d'outre-mer et, notamment, en Côte-d'Ivoire, où des justiciables sont détenus depuis deux ans, c'est-à-dire depuis un temps supérieur à la durée des peines correspondant à l'infraction retenue contre eux; 2° les intentions du Gouvernement quant à la date du procès d'assises concernant les affaires de Seguela, Simbra et Afferi, suite au procès des 400 d'Abidjan; 3° les intentions du Gouvernement en ce qui concerne l'application dans les territoires d'outre-mer de la circulaire de M. Martinlaud-Déplat relative aux méthodes d'instruction et à la détention préventive, p. 2095.

110. — *Mesures à prendre pour rapporter les décrets transférant des entreprises de presse en juin 1946.* — Demande d'interpellation de M. de Léotard, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour rapporter, conformément à l'arrêt du conseil d'Etat en date du 4 avril 1952, les décrets transférant des entreprises de presse en juin 1946 par le ministre Gouin, démissionnaire, ainsi que cela a du reste déjà été fait à l'égard de certaines de ces entreprises, p. 2096.

111. — *Régime des vacances scolaires dans les académies de Rennes et de Nancy.* — Demande d'interpellation de M. Clazier sur les raisons pour lesquelles les académies de Rennes et de Nancy sont encore soumises en 1952 à un régime particulier en ce qui concerne les vacances scolaires, p. 2277.

112. — *Application de l'article 12 du statut du mineur (index du salaire).* — Demande d'interpellation de M. Henri Martel sur: 1° les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire appliquer l'article 12 du statut du mineur, indexant le salaire des mineurs sur le salaire du métallurgiste parisien, plus la valorisation fond et surface; 2° ses responsabilités dans la non-convocation de la commission supérieure du statut du mineur que le ministre de la production industrielle s'entête à ne pas réunir malgré la volonté plusieurs fois exprimée du Parlement, des organisations syndicales et des mineurs; 3° l'attitude du ministre de la production industrielle, lequel, en violation de la Constitution et des lois en vigueur, se refuse systématiquement à recevoir les délégations de la fédération nationale du sous-sol, mandatées pour défendre les revendications des mineurs, l'organisation C. G. T. des mineurs qui groupe plus de 80 p. 100 de l'effectif syndiqué dans les mines et dépasse très largement les autres organisations réunies lors des consultations électorales, ce qui lui donne sans contestation possible le titre d'organisation la plus représentative, p. 2277.

113. — *Incidents au camp de Satory.* — Demande d'interpellation de M. Raymond Guyot sur: 1° les circonstances dans lesquelles le soldat Kalifat, du 5^e génie, a trouvé la mort le dimanche de Pâques, à 13 h. 30, au camp de Satory; 2° le caractère des « ordres supérieurs » donnés à l'officier de service, au sous-officier de garde et aux sentinelles, « ordres supérieurs » en application desquels le soldat Blanchard a tiré sur Kalifat, le blessant mortellement; 3° le fait qu'au 5^e génie, les sentinelles sont munies de cartouches, fait inexplicable d'autant plus que, même en Allemagne, dans l'armée d'occupation, la garde est montée sans cartouches; 4° les sanctions que compte prendre le ministre de la défense nationale à l'égard des responsables du meurtre du soldat Kalifat, p. 2343.

114. — *Fermeture des aciéries du Nord.* — Demande d'interpellation de M. Patinaud, sur les mesures que le Gouvernement entend prendre pour empêcher la fermeture des établissements Les Acieries du Nord, p. 2343.

115. — *Evénements à Alger à l'occasion des procès politiques.* — Demande d'interpellation de M. Fayet, sur les graves événements qui se sont déroulés le 23 avril, à Alger, à l'occasion des procès politiques, sur le grand déploiement de forces policières et les provocations de celles-ci qui tirèrent de nombreux coups de feu, blessant plusieurs civils, notamment des enfants, sur le refus de la préfecture de recevoir une délégation composée d'un député et d'un conseiller général, prenant ainsi une lourde responsabilité dans ces événements, p. 2344.

116. — *Plan Schuman et communauté européenne de défense.* — Demande d'interpellation de M. Edouard Bonnefous, sur les conséquences des déclarations du chancelier Adenauer en ce qui concerne le plan Schuman et la communauté européenne de défense et l'attitude du Gouvernement français dans les négociations en cours, p. 2344.

117. — *Incidents en Côte d'Ivoire.* — Demande d'interpellation de M. Soustelle, sur l'agression dont un député de la Côte d'Ivoire a été l'objet le 27 avril et sur la carence des autorités locales, p. 2344.

118. — *Annulation de certains crédits ouverts au ministre des anciens combattants.* — Demande d'interpellation de M. Guislain sur: 1° l'annulation, reprise par le décret du 23 avril 1952, de certains crédits ouverts au ministre des anciens combattants et victimes de la guerre pour l'exercice 1952 et concernant, notamment, l'appareillage des mutilés, le règlement des droits pécuniaires des F. F. C. I. et des déportés et internés de la Résistance, le pécule des prisonniers de guerre; 2° la suppression, par l'article 2 du décret susvisé, de 111 emplois dont la répartition par catégorie devra intervenir avant le 30 juin 1952, p. 2344.

119. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Gaston Palewski, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour parer à l'échec de sa politique extérieure, notamment vis-à-vis de l'Allemagne et de l'Europe, p. 2344.

120. — *Retransmission radiophonique du premier concert du Festival international des arts, donné à l'Opéra de Paris.* — Demande d'interpellation de M. Jean-Paul Palewski, sur les conditions dans lesquelles a pu se produire le déplorable incident qui a mutilé la retransmission radiophonique du premier concert du Festival international des arts, donné à l'Opéra de Paris, le 6 mai 1952, en présence de M. le Président de la République, et des mesures qui ont été prises pour prévenir le retour de faits aussi fâcheux pour le prestige de notre pays, p. 2344.

121. — *Incidents au sanatorium de Laressore (Basses-Pyrénées).* — Demande d'interpellation de M. Mora, sur les incidents qui se sont produits, le 4 mai dernier, au sanatorium de Laressore (Basses-Pyrénées) où la police est intervenue contre les malades, pour procéder à l'expulsion de quatre d'entre eux, p. 2344.

122. — *Décision prise à l'égard d'un élu municipal suspendu.* — Demande d'interpellation de M. Maurice Bokanowski, sur la décision prise par un des zélés fonctionnaires du Gouvernement à l'égard d'un élu municipal suspendu, contrairement aux précédents administratifs, en pleine campagne électorale, pour des motifs faciles à deviner, p. 2344.

123. — *Péréquation des retraites des anciens ouvriers des établissements industriels de l'Etat.* — Demande d'interpellation de M. René Schmitt, sur les lenteurs administratives qui retardent pour les anciens ouvriers des établissements industriels de l'Etat soumis au régime de la loi du 2 août 1949 le bénéfice de la péréquation de leur retraite, p. 2410.

124. — *Campagne d'excitation à la violence à l'occasion de la prise de fonction du général Ridgway.* — Demande d'interpellation de M. Roger de Saivre, sur les mesures que compte prendre M. le ministre de l'intérieur pour mettre fin immédiatement à la campagne d'excitation à la violence et de provocation au meurtre conduite par le parti communiste à l'occasion de la prise de fonction du général Ridgway, p. 2410.

125. — *Situation des mutilés de guerre et des paraplégiques.* — Demande d'interpellation de Mme de Lipkowski, sur la situation angoissante dans laquelle se trouvent les mutilés de guerre et les paraplégiques qui devraient être pris en charge par l'institut national des invalides, et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin à cette situation, p. 2410.

126. — *Campagne diffamatoire contre certains chefs militaires alliés hôtes de la France.* — Demande d'interpellation de M. Catroux, sur les sanctions qu'entend appliquer le Gouvernement pour arrêter la campagne diffamatoire poursuivie sur l'initiative d'organisations politiques, par voie de presse, d'affiches ou d'inscriptions sur les voies et monuments publics, contre certains chefs militaires alliés hôtes de la France, p. 2535.

127. — *Mesures prises contre certaines manifestations publiques.* — Demande d'interpellation de M. E. d'Astier de la Vigerie, sur les mesures policières exorbitantes et illégales telles que l'interdiction de la pièce de Roger Vaillant, l'arrestation d'André Stii et la répression exercée à l'encontre de Français et de Françaises qui manifestent légitimement leur inquiétude devant le réarmement allemand et l'arrivée en France du général Ridgway venu prendre le commandement de l'armée atlantique après avoir utilisé en Corée les méthodes de combat dites modernes, qui avaient pour but l'extermination massive d'une population civile, p. 2536.

128. — *Actions concertées des commandos communistes de caractère paramilitaire.* — Demande d'interpellation de M. de Bénouville, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre

fin de toute urgence aux actions concertées des commandos communistes, dont le ministre de l'intérieur vient de reconnaître dans une déclaration publique le caractère paramilitaire, et au complot permanent organisé sur le territoire national par des bandes armées qui se réclament d'une puissance étrangère dont elles reçoivent leurs moyens financiers, p. 2567.

129. — *Incidents à Paris le 28 mai 1952.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Ferri, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement, après les sanglants événements dont Paris a été le théâtre le 28 mai, pour mettre fin aux agitations antinationales et assurer l'ordre public, p. 2587.

130. — *Situation en Tunisie.* — Demande d'interpellation de M. Bentounès, sur la situation en Tunisie, p. 2587.

131. — *Saisie du journal Libération.* — Demande d'interpellation de M. Emmanuel d'Alsier de La Vigerie, sur la saisie absolument arbitraire du journal *Libération* qui s'est produite dans la nuit du 27 au 28 mai 1952, p. 2587.

132. — *Jugement rendu par le tribunal militaire de Marseille.* — Demande d'interpellation de M. Montalat, sur: 1° le jugement scandaleux rendu par le tribunal militaire de Marseille à l'encontre de l'adjudant Otto Hoff, de la division *Das Reich*, criminel de guerre, responsable de la pendaison des 99 otages de Tulle et de la déportation de 300 Tullistes, qui n'a été condamné qu'à cinq ans de travaux forcés; 2° les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer une véritable justice qui ne soit pas une insulte à la mémoire de nos morts, p. 2588.

133. — *Exercices sur la plage de la pointe de Grave par des militaires américains.* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy, sur: 1° les responsabilités du Gouvernement dans l'occupation, le vendredi 23 mai 1952, par des militaires américains (de 1.500 à 2.000 hommes) avec leur matériel de guerre, de la région et de la plage du Verdon et de la pointe de Grave; 2° le communiqué du préfet de la Gironde, du mercredi 21 mai 1952, précisant que c'est « avec l'accord des autorités françaises que la plage de la pointe de Grave, à l'embouchure de la Gironde, a été choisie pour des exercices »; 3° la gravité du fait et les terribles conséquences qu'il comporte pour les populations des stations balnéaires et ports de pêche du Sud-Ouest, car le même communiqué déclare que des exercices vont être exécutés prochainement sur des plages du Sud-Ouest, p. 2588.

134. — *Admission de l'Espagne à l'U. N. E. S. C. O.* — Demande d'interpellation de M. Pierre-Olivier Lapie, sur les conditions dans lesquelles l'Espagne de Franco a été admise à l'U. N. E. S. C. O. p. 2601.

135. — *Menées révolutionnaires entretenues dans le pays.* — Demande d'interpellation de: 1° M. Pelleray sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin aux menées révolutionnaires entretenues dans le pays par le parti communiste; 2° de M. Couinaud sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre un terme à l'agitation révolutionnaire entretenue dans le pays par le parti communiste, p. 2601.

136. — *Politique du Gouvernement en Algérie.* — Demande d'interpellation de M. Cadi Abdelkader, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour: 1° mettre fin au malaise qui sévit en Algérie et qui est la conséquence de la politique menée actuellement dans ce pays; 2° réaliser des réformes urgentes tendant à établir la parité entre les élus des deux collèges dans toutes les assemblées élues algériennes, politiques économiques et municipales, p. 2700.

137. — *Revalorisation des rentes viagères de l'Etat et des compagnies d'assurances.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric Dupont, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour revaloriser les rentes viagères de l'Etat et des compagnies d'assurances, dont les titulaires ont été jusqu'ici oubliés et cela au moment où le nouvel emprunt procure des avantages si exceptionnels aux nouveaux prêteurs, p. 2700.

138. — *Aide financière aux collectivités locales et aux personnes frappées par l'inondation.* — Demandes d'interpellations de: 1° M. Trémouille, sur: a) les raisons pour lesquelles le projet de loi annoncé par M. le ministre de l'intérieur sur l'aide financière aux départements sinistrés n'a pas encore été déposé; b) l'étendue de l'aide que le Gouvernement compte apporter tant aux collectivités locales qu'aux personnes frappées par l'inondation; c) les conséquences graves que ne manquera pas d'entraîner le retard mis à refaire les digues ou tous autres travaux au moment où le travail peut être le plus facilement conduit et assez tôt pour que la remise en état indispensable soit achevée avant la mauvaise saison; 2° M. Nenon, sur: a) les raisons pour lesquelles le projet de loi annoncé par M. le ministre de l'intérieur sur l'aide financière aux départements sinistrés n'a pas encore été déposé; b) l'étendue de l'aide que le Gouvernement compte apporter tant aux collectivités locales qu'aux personnes frappées par l'inondation; c) les conséquences graves que ne manquera pas d'entraîner le retard mis à refaire les digues ou tous autres travaux au moment où le travail peut être le plus facilement conduit et assez tôt pour que la remise en état indispensable soit achevée avant la mauvaise saison; 3° M. Juglas, sur: a) les raisons pour lesquelles le projet

de loi annoncé par M. le ministre de l'intérieur sur l'aide financière aux départements sinistrés n'a pas encore été déposé; b) l'étendue de l'aide que le Gouvernement compte apporter tant aux collectivités locales qu'aux personnes frappées par l'inondation; c) les conséquences graves que ne manquera pas d'entraîner le retard mis à refaire les digues ou tous autres travaux au moment où le travail peut être le plus facilement conduit et assez tôt pour que la remise en état indispensable soit achevée avant la mauvaise saison, p. 2779 et 2780.

139. — *Réarmement de l'Allemagne.* — Demande d'interpellation de M. de Chambrun, sur le réarmement de l'Allemagne, p. 2903.

140. — *Fermeture du centre de formation professionnelle des adultes Bernard-Jugault.* — Demande d'interpellation de Mlle Madeleine Marzin sur la fermeture illégale du centre de formation professionnelle des adultes Bernard-Jugault et sur les intentions du Gouvernement quant à la réouverture de ce centre indispensable à la formation professionnelle dans la métallurgie, p. 2903.

141. — *Commissariat à l'énergie atomique.* — Demande d'interpellation de M. Edouard Charret, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour lutter contre les menées antifrançaises au sein du commissariat à l'énergie atomique, p. 2957.

142. — *Traitements et pensions des fonctionnaires.* — Demande d'interpellation de Mlle Madeleine Marzin sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre un terme aux violations de la légalité en ce qui concerne les traitements et pensions des fonctionnaires et personnels auxquels est applicable le statut de la fonction publique, p. 3020.

143. — *Position en faveur d'un candidat à l'occasion d'une élection législative.* — Demande d'interpellation de M. Daniel Mayer sur les conditions dans lesquelles, en violation de la tradition républicaine, le président du conseil a cru bon de prendre, à l'occasion d'une élection législative partielle, publiquement position en faveur de l'un des candidats en présence, p. 3020.

144. — *Réduction des crédits d'équipement touristique et suppression du centre national du tourisme.* — Demande d'interpellation de M. Christian-Pineau sur les raisons pour lesquelles, malgré toutes ses promesses, le Gouvernement a considérablement réduit les crédits d'équipement touristique et décidé la suppression du centre national du tourisme, p. 3035.

145. — *Dépôt d'un projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des rentiers voyageurs de l'Etat.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Meunier, sur le retard apporté au dépôt d'un projet de loi portant amélioration de la situation des rentiers voyageurs de l'Etat, projet qui, suivant la décision de l'Assemblée nationale, devait intervenir avant le 15 juin 1952, p. 3081.

146. — *Jugement des criminels de guerre hitlériens.* — Demande d'interpellation de M. Bouthien, sur les lenteurs inadmissibles qui sont apportées dans les jugements des criminels de guerre hitlériens actuellement détenus dans les prisons françaises et en particulier ceux du camp de Natzweiler-Struthof détenus à Metz, p. 3081.

147. — *Prix des loyers exigés des sinistrés logés en baraques.* — Demande d'interpellation de M. Louis Guiguen sur les projets actuellement en préparation et tendant à majorer de 300 p. 100 le prix des loyers exigés des sinistrés logés en baraques, p. 3110.

148. — *Politique du Gouvernement en Tunisie.* — Demande d'interpellation de M. Giovanni sur: 1° la politique du Gouvernement en Tunisie, politique manifestement contraire aux intérêts des peuples français et tunisien; 2° l'aggravation de la répression; 3° les conclusions qu'il entend tirer du récent débat au cours duquel l'Assemblée a refusé d'approuver ses déclarations, p. 3195.

149. — *Eloge, à titre posthume, d'un condamné à mort.* — Demande d'interpellation de: 1° M. Daniel Mayer, sur les conditions dans lesquelles un militaire en activité de service a fait l'éloge, à titre posthume, d'un condamné à mort pour intelligences avec l'ennemi; 2° de M. Camphin sur les conditions dans lesquelles un officier général, nouvellement promu, a glorifié l'exemple d'un condamné à mort pour intelligences avec l'ennemi, p. 3195 et 3196.

150. — *Evénements de Corée.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Cot sur les mesures que le Gouvernement français compte prendre pour faire face aux risques d'extension de la guerre brusquement aggravés en Corée, notamment à la suite des bombardements entrepris par l'aviation américaine sur les installations hydroélectriques du Yalu, et pour obtenir la subordination du commandement des forces et des troupes engagées en Corée aux organes politiques des Nations Unies, p. 3352.

151. — *Principes d'éducation nouvelle au lycée de Marseille-Veyre.* — Demande d'interpellation de M. Defferre sur les conditions dans lesquelles des mesures seraient envisagées pour mettre un terme aux réalisations remarquables obtenues par l'application des principes d'éducation nouvelle au lycée de Marseille-Veyre, ainsi que sur la perte des deniers publics qui résulterait d'une transformation de ce lycée et sur le très grave inconvénient qui en résulterait pour les enfants et pour les familles qui ont fait confiance à cette entreprise nouvelle et parfaitement réussie, p. 3416.

152. — *Crise dans l'industrie textile.* — Demande d'interpellation de M. Plantevin sur la crise que traverse actuellement l'industrie textile en général, et plus particulièrement, l'industrie du moulinage de la soie et de la rayonne, p. 3416.

153. — *Décisions des tribunaux militaires de Bordeaux et de Marseille.* — Demande d'interpellation de M. Goudoux sur: 1° les mesures scandaleuses dont ont bénéficié les criminels de guerre Meyer et Hoff, devant les tribunaux militaires de Bordeaux et de Marseille; 2° sur les mesures que le Gouvernement compte prendre a) pour que soient châtiés les auteurs et responsables des crimes commis à Tulle, le 2 juin 1944, par la division « *Das Reich* »

b) pour que soit recherché et traduit devant la justice le commandant de la division « Das Reich », le général Lamerding, responsable de la pendaison de 99 otages à Tulle, de la mort par fusillade de dizaines de personnes et de la déportation de 300 autres, p. 3535.

154. — *Sécurité sociale, prestations familiales et accidents du travail. — Autonomie des caisses.* — Demande d'interpellation de M. Jean Cayeux sur : 1° la situation des budgets et de la trésorerie de la sécurité sociale, des prestations familiales et des accidents du travail ; 2° l'application de la loi n° 49-229 du 21 février 1949 modifiant l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 concernant l'autonomie de gestion des caisses de prestations familiales et de sécurité sociale ; 3° certains virements qui seraient opérés au mépris de cette loi, p. 3647.

155. — *Mise en liberté provisoire de Scapini.* — Demande d'interpellation de M. Adrien Mouton, sur les conditions dans lesquelles a été décidée la mise en liberté provisoire, avant toute incrimination, du condamné pour collaboration avec l'ennemi, l'ancien ministre de Pétain, Scapini, p. 3196.

156. — *Retard au dépôt du projet de loi portant statut des sapeurs-pompiers.* — Demande d'interpellation de M. Jean Guillon, sur le retard apporté au dépôt du projet de loi portant statut des sapeurs-pompiers en dépit de l'engagement pris par le Gouvernement au cours du débat du 28 mars 1952, p. 3216.

157. — *Bombardements des centrales hydroélectriques à la frontière sino-coréenne.* — Demande d'interpellation de M. Raymond Guyot, sur les responsabilités et les intentions du Gouvernement en ce qui concerne les bombardements des centrales hydroélectriques à la frontière sino-coréenne, actes susceptibles d'étendre le conflit en cours et accroissant la menace d'une troisième guerre mondiale, p. 3216.

158. — *Visites des usines françaises d'aviation.* — Demande d'interpellation de M. André Marty, sur l'invitation faite aux constructeurs d'avions d'Allemagne occidentale, en particulier Heinkel et Dornier, de visiter les usines françaises d'aviation en vue d'établir, d'après l'agence A. F. P., une nouvelle « collaboration dans les domaines de la recherche et de la production aéronautique », p. 3729.

159. — *Evénements d'Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Cermolacce, sur les conditions dans lesquelles M. Létourneau, ministre résident en Indochine, a donné son approbation à la création d'une sous-commission parlementaire qualifiée par lui de « sous-commission des Etats associés » ayant pour effet de mettre en échec le contrôle parlementaire normal au mépris de la Constitution et du règlement de l'Assemblée nationale, p. 3943.

160. — *Crise dans l'industrie de la papeterie et de la cartonnerie.* — Demande d'interpellation de M. Dronne, sur la crise très grave qui paralyse actuellement l'industrie de la papeterie et de la cartonnerie, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre afin d'y apporter remède et sur le fonctionnement de la caisse générale de péréquation de la papeterie, p. 4067.

161. — *Emissions et commentaires sur le Tour de France.* — Demande d'interpellation de M. Berthet, sur les conditions dans lesquelles un journaliste de la radiodiffusion française a été contraint de suspendre ses émissions et commentaires sur le Tour de France cycliste et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour permettre, dans ce domaine en particulier, la manifestation du droit de critique inséparable de la liberté de pensée, p. 4067.

162. — *Annulation de délibérations du conseil municipal de la ville de Marseille.* — Demande d'interpellation de M. Defferre, sur les conditions — et sur l'attitude prise lors des débats par le commissaire du Gouvernement — dans lesquelles le conseil d'Etat a annulé les délibérations des 12 juillet 1948 et 28 novembre 1949 du conseil municipal de la ville de Marseille, par arrêté en date du 40 juillet 1952, p. 4067.

163. — *Attentat contre le domicile de M. le président Didier.* — Demande d'interpellation de M. Malleret-Joinville, sur les conditions dans lesquelles a pu être réalisé l'attentat contre le domicile de M. le président Didier, et sur la responsabilité du ministère de l'Intérieur et du préfet de police de la Seine dans les complicités policières et l'impunité absolue dont jouissent les bandes armées de guerre civile qui sont les auteurs de tels crimes, p. 4067.

164. — *Sécurité sociale des industries électriques et gazières.* — Demande d'interpellation de M. Goudoux, sur les conséquences du décret n° 52-732 du 26 juin 1952 relatif au régime spécial de sécurité sociale des industries électriques et gazières, décret qui modifie dans des conditions injustifiées le statut national du personnel des industries électriques et gazières, p. 4067.

165. — *Fixation du prix du blé.* — Demandes d'interpellation de : 1° M. Anlier sur la politique agricole que le Gouvernement vient d'instaurer, notamment par la fixation du prix du blé, intervenue en violation flagrante du régime légal des prix garantis, et malgré les engagements pris devant l'Assemblée nationale lors de la séance du 8 juillet ; 2° M. Millerrand sur : a) les raisons qui ont amené le Gouvernement, pour la fixation du prix du blé, à pratiquer une politique agricole non conforme aux garanties accordées par la loi ; b) ce qu'il entend par une clause de sauvegarde liée aux risques de l'orientation économique actuelle ; 3° M. Tremouille sur la fixation anormale du prix du blé à un taux inférieur à son prix de revient ; 4° M. Gozard sur les conditions dans lesquelles a été fixé le prix du blé pour la récolte 1952 sans tenir compte des dispositions légales en vigueur, ni du coût de production, en fixant un rendement moyen à l'hectare bien trop élevé pour les régions de petites et moyennes productions et en supplantant des baisses des éléments du prix de revient qui n'ont pas joué pour la récolte actuellement levée ; 5° M. Maurice Viollette sur le prix du blé, p. 4067 et 4068.

166. — *Assainissement du marché des vins et fixation du prix du blé.* — Demandes d'interpellation de : 1° M. Gau sur la façon dont le Gouvernement respecte les engagements pris en ce qui concerne l'assainissement du marché des vins et la fixation du prix du blé ; 2° M. Waldeck Rochet sur les résultats de plus en plus désastreux de la politique agricole et en particulier sur les responsabilités du Gouvernement dans la crise viticole et la violation des engagements pris vis-à-vis des producteurs de blé, p. 4067 et 4068.

167. — *Assainissement du marché du vin.* — Demandes d'interpellation de : 1° M. Paul Coste-Floret sur les raisons pour lesquelles le décret n° 52-910 du 25 juillet 1952 n'assure pas, dans le cadre du statut viticole, l'assainissement du marché du vin réclamé par l'Assemblée nationale unanime dans sa séance du 4 juillet 1952 dans le vote d'un ordre du jour pourlant accepté par le Gouvernement ; 2° M. Conte sur la politique viticole du Gouvernement, qui viole la loi et ne tient aucun compte de la volonté unanime de l'Assemblée nationale (séance du 4 juillet 1952) ; 3° M. Gourdon sur la politique viticole du Gouvernement, qui conduit la viticulture nationale à la ruine et à la misère ; 4° M. Tourné sur les mesures prises par le Gouvernement en vue de remédier à la crise viticole ; ce que compte faire le Gouvernement pour : a) relever la consommation du vin en France en réduisant notamment la fiscalité qui le frappe ; b) réduire les frais d'exploitation des viticulteurs en diminuant sensiblement les prix des produits industriels indispensables à la viticulture ; c) permettre aux viticulteurs et aux caves coopératives d'emprunter aux caisses de crédit pour faire face à leurs besoins de trésorerie ; 5° M. Guille sur la façon dont le Gouvernement interprète les articles 75 et 76 du code du vin, relatifs à l'assainissement du marché des vins ; 6° M. Baurens sur le problème de la viticulture et notamment sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour résoudre la crise très grave qui menace les viticulteurs ; 7° M. Léon Jean sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement a envisagé le report de la campagne viticole 1951-1952, p. 4068 ; 8° Mme Roca sur la crise viticole et les conséquences du décret du 25 juillet, p. 4068 ; 9° M. Seynat sur l'évolution grave de la crise viticole en général et dans le Bordelais, en particulier, p. 4067 et 4068.

168. — *Politique en matière de prix en ce qui concerne les hôtels et la viande.* — Demande d'interpellation de M. Grousseau sur la politique dirigée du Gouvernement en matière de prix, notamment en ce qui concerne les hôtels, la viande et sur la curieuse méthode qui consiste, pour obtenir la stabilité de la valeur d'un produit, à en modifier la qualité, p. 4068.

169. — *Fixation du prix du blé et du lait.* — Demande d'interpellation de M. Kauffmann sur : 1° les conditions dans lesquelles a été fixé le prix du blé de la récolte 1952 ; 2° les dernières décisions concernant le prix du lait, en particulier celle intéressant sa teneur légale en matière grasse, p. 4068.

170. — *Fermeture des usines Hotchkiss de Saint-Denis.* — Demande d'interpellation de M. Fernand Grenier sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour éviter la fermeture de l'usine Hotchkiss de Saint-Denis et assurer l'existence des familles des 1.300 travailleurs qui y sont employés, p. 4068.

171. — *Politique agricole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Gosset sur la politique qu'entend suivre le Gouvernement pour s'opposer à la rétraction de certains secteurs de notre économie, revenir à une politique d'expansion propre à remédier au chômage et à la situation d'insécurité des foyers ouvriers et soucieuse de donner à notre agriculture les garanties qui doivent lui permettre d'assurer sa double mission : produire pour les Français au meilleur prix et exporter pour procurer au pays les devises nécessaires à son approvisionnement en matières premières, p. 4068.

172. — *Règlement d'une somme due aux Etablissements Lavalette, à Saint-Ouen.* — Demande d'interpellation de Mme Rose Guérin sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour régler sans retard la somme de 150 millions de francs due aux Etablissements Lavalette, à Saint-Ouen (Seine), nécessaire à la marche normale de l'entreprise dès le retour de vacances des 2.300 travailleurs employés dans cette usine, p. 4068.

173. — *Régime fiscal des cultivateurs.* — Demande d'interpellation de M. Triboulet sur les brutalités policières exercées le 1^{er} août contre des cultivateurs librement réunis dans une propriété privée pour discuter librement d'un régime fiscal oppressif, p. 4068.

174. — *Conversations sur la Sarre avec le ministre de Bonn.* — Demande d'interpellation de M. Krieger-Varimont sur : 1° les atteintes à l'intégrité du territoire national évoquées à l'occasion des conversations sur la Sarre engagées par M. Schuman avec le ministre de Bonn qui a affirmé son intention « d'intégrer l'Europe jusqu'à l'Oural » ; 2° la situation qui pourrait résulter de ces conversations, en dehors de tout contrôle parlementaire, rendant impossible toute solution pacifique du problème allemand, p. 4068.

175. — *Bouilleurs de cru.* — Demande d'interpellation de M. Liautey sur certains abus de pouvoir incompatibles avec l'union nationale, et sur les brimades et les violences exercées par la police et par les administrations fiscales contre les bouilleurs de cru, p. 4068.

176. — *Crédit sous forme de prime à l'exportation pour permettre de payer les salaires aux gemmeurs.* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy sur : 1° les mesures à prendre pour que soit accordé d'ici le 31 août 1952, à l'union coopérative des résineux, un crédit sous forme de prime à l'exportation ainsi que cela avait été fait par la loi du 3 juillet 1935, pour lui permettre de payer les salaires aux gemmeurs ; 2° les mesures à prendre pour développer les exportations (en bruis et colophanes) qui, depuis mai 1951, ont été presque nulles. Au 30 avril 1952, l'U. C. R. se trouvait avoir un stock de 25.000 fûts de colophanes, représentant un milliard de francs, qui ne peuvent en aucun cas trouver preneur

sur le marché français. De plus, pour 1952, les perspectives seraient d'un stockage de près de 10.000 fûts par mois; 3° la gravité que comporte cette situation pour 20.000 familles de gemmeurs et pour la population qui vit du produit de la forêt, p. 4068.

177. — *Fraude en Champagne.* — Demande d'interpellation de M. Montillot sur l'affaire de fraude découverte en Champagne et, en particulier: a) la réalité de protections ou défaillances administratives qui auraient été révélées au cours de l'enquête et, dans ce cas, quelles sanctions auraient été prises; b) le rôle exact joué en la circonstance par le C. I. V. C.; c) les décisions que compte prendre le Gouvernement au sujet de cette affaire, p. 4068.

178. — *Épizootie de fièvre aphteuse et mesures en faveur des sinistrés.* — Demande d'interpellation de M. Tourtaud sur la gravité des atteintes portées au cheptel national par l'épizootie de fièvre aphteuse et l'urgence des mesures de solidarité nationale à prendre en faveur des sinistrés; indemnisation des pertes subies; exonérations d'impôts (y compris impôts fonciers), et de charges sociales, dispositions particulières pour fermiers et métayers, p. 4068.

179. — *Expulsion de leur domicile à Nevers, d'anciens militaires de carrière.* — Demande d'interpellation de Mme Germaine François sur: 1° les conditions dans lesquelles, sur ordre du ministre de la défense nationale, d'anciens militaires de carrière retravaillés ou libérés des cadres, habitant Nevers, ont été brutalement expulsés de leur domicile, sans relogement préalable; 2° les mesures envisagées par le Gouvernement pour empêcher le renouvellement de tels scandales, p. 4068.

180. — *Sanctions prises à l'égard de cheminots en grève.* — Demande d'interpellation de M. André Marly sur les sanctions arbitraires et systématiques prises à l'égard de cheminots en violation du droit de grève inscrit dans la Constitution et qui frappent particulièrement des militants syndicaux, défenseurs des revendications de leurs camarades et des patriotes, héros de la Résistance sous l'occupation, p. 4068.

181. — *Mise en liquidation judiciaire des établissements Lavalette.* — Demande d'interpellation de M. Gazier sur les causes véritables de la mise en liquidation judiciaire des établissements Lavalette et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre en vue d'assurer le plein emploi de leur personnel, p. 4068.

182. — *Actes de sabotage découverts sur le paquebot « Antilles ».* — Demande d'interpellation de M. Gabriel Paul sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement entend faire le silence sur les actes de sabotage découverts sur le paquebot « Antilles », en chantier à l'arsenal de Brest, p. 4068.

183. — *Explosion à l'huilerie-savonnerie Rabateau à Marseille.* — Demande d'interpellation de M. Cermolacce sur les causes de la terrible explosion qui s'est produite le 3 septembre à 21 h. 47, à l'huilerie-savonnerie Rabateau à Marseille, occasionnant de nombreuses victimes parmi le personnel ouvrier et la population de ce quartier laborieux, et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour situer les responsabilités, secourir les familles des victimes, reconstruire les immeubles sinistrés, procéder à l'indemnisation des pertes subies par la population et le paiement des journées perdues par les ouvriers que la catastrophe condamne au chômage, p. 4068.

184. — *Intervention auprès du Gouvernement belge en faveur d'un criminel de guerre.* — Demande d'interpellation de M. Pierard sur les raisons qui ont conduit le Gouvernement à intervenir auprès du gouvernement belge en faveur d'un tortionnaire, criminel de guerre, collaborateur des hitlériens, p. 4068.

185. — *Réforme de la Constitution.* — Demande d'interpellation de M. Barrachin sur l'action que le Gouvernement compte entreprendre afin de favoriser la réforme de la Constitution, p. 4068.

186. — *Politique économique du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont sur la politique économique du Gouvernement, p. 4068.

187. — *Convocation de la commission supérieure des conventions collectives.* — Demande d'interpellation de M. Patinaud sur la nouvelle inégalité dont le Gouvernement se rend coupable en refusant de convoquer la commission supérieure des conventions collectives, convocation demandée par la majorité de la commission et devenue, par conséquent, légalement obligatoire, p. 4068.

188. — *Traité relatif à la communauté européenne de défense.* — Demande d'interpellation de M. Léon Noël sur les conditions dans lesquelles a été négocié et conclu le traité relatif à la communauté européenne de défense, ainsi que sur la position à l'égard de ce traité, p. 4068.

189. — *Événements au Togo.* — Demande d'interpellation de M. Charles Benoist sur les graves événements qui se sont déroulés au Togo à l'occasion de la visite dans ce territoire sous mandat, de la deuxième délégation de l'organisation des Nations Unies, et au cours desquels le gouverneur, reprenant les méthodes qui l'avaient rendu tristement célèbre en Côte d'Ivoire à, par les brutalités, l'intimidation, les perquisitions, la saisie et l'interdiction de la presse et les arrestations illégales, tenté d'empêcher les patriotes et démocrates togolais de saisir cette délégation de leurs légitimes aspirations; sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour sanctionner les responsables, notamment par le rappel du gouverneur Péchoux, indemniser les victimes et leurs familles, faire libérer les emprisonnés et en finir avec les méthodes colonialistes qui empêchent le peuple togolais de réaliser son unité et son indépendance, p. 4068.

190. — *Réalisation d'emprunts par les départements et les communes.* — Demande d'interpellation de M. Solinhac sur les mesures urgentes que le Gouvernement compte prendre pour permettre aux

départements et aux communes la réalisation d'emprunts auprès des établissements de crédit en vue du financement des travaux en cours inscrits au plan d'équipement national, p. 4069.

191. — *Crise du logement.* — Demande d'interpellation de M. Couinaud sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour qu'il soit remédié rapidement à la grave crise du logement qui sévit en France, p. 4069.

192. — *Réforme de l'enseignement et de l'orthographe.* — Demande d'interpellation de M. Ducos sur la confusion, l'instabilité et l'abaissement de la culture générale que risquent de provoquer, dans l'enseignement, un certain nombre de mesures telles que: la continuation, dans les « classes pilotes », de l'erreur pédagogique des « classes nouvelles » des lycées, erreur qui réside dans l'application systématique et abusive des méthodes actives; l'organisation défectueuse des « centres pédagogiques régionaux »; la multiplication des spécialités dans un enseignement du deuxième degré qui aboutira à huit baccalauréats différents et où les humanités seront de plus en plus délaissées; l'annonce du maintien, en dépit des oppositions les plus justifiées, d'une commission chargée de préparer la réforme, par voie d'autorité, de l'orthographe, que seul peut modifier l'usage contrôlé par les grands écrivains, p. 4069.

193. — *Opérations de remembrement et expropriations.* — Demande d'interpellation de M. Schmittlein sur la manière dont se déroulent actuellement en France les opérations dites de remembrement, ainsi que sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin aux expropriations arbitraires constatées un peu partout, et en particulier dans le territoire de Belfort jusqu'à ce que la loi de Vichy actuellement appliquée soit remplacée par un texte mieux étudié, p. 4069.

194. — *Suppressions d'emplois au ministère des anciens combattants.* — Demande d'interpellation de Mme Gabriel-Péri sur les suppressions d'emplois au ministère des anciens combattants prévues par le décret n° 52-1013 du 8 septembre 1952 portant application de l'article 6 de la loi de finances pour l'exercice 1952, qui auront pour conséquence d'empêcher le fonctionnement des services du transfert des corps des victimes de la guerre mettant les familles dans l'obligation d'attendre encore de longues années la restitution des corps de leurs chers disparus, p. 4069.

195. — *Politique financière des collectivités.* — Demande d'interpellation de M. Mignot sur les mesures que le Gouvernement entend prendre pour permettre aux collectivités locales d'appliquer une politique financière reposant sur les principes retenus par lui-même, p. 4069.

196. — *Politique agricole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Pelleray sur la nécessité de définir une véritable politique agricole et en particulier sur les mesures que le Gouvernement compte adopter pour que les producteurs de denrées agricoles retrouvent un pouvoir d'achat comparable à celui qui était le leur en 1938, p. 4069.

197. — *Accident au passage à niveau de Langon (Loir-et-Cher).* — Demande d'interpellation de M. Bruyneel sur l'accident mortel qui s'est produit dans la nuit du 26 au 27 septembre au passage à niveau de Langon (Loir-et-Cher) et sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour supprimer un passage à niveau qui a déjà causé plusieurs accidents meurtriers et dont les méfaits ont déjà été signalés à plusieurs reprises, p. 4069.

198. — *Augmentation des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre.* — Demande d'interpellation de M. Tourné sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour satisfaire les légitimes droits des anciens combattants et victimes de guerre, notamment pour: 1° payer aux intéressés les augmentations de pension, consenties à partir du 1^{er} janvier 1952 aux pensionnés d'un taux d'invalidité de 60 à 80 p. 100; 2° respecter la loi en matière de pensions pour les veuves, ascendants et orphelins; 3° permettre aux petits pensionnés de 40 à 80 p. 100 d'avoir des pensions avec un coefficient d'augmentation, par rapport à avant guerre, égal à celui des pensionnés de plus de 80 p. 100; 4° relever équitablement le taux actuel de la retraite servie aux anciens combattants; 5° pratiquer un réel recensement des parties prenantes du ministère des anciens combattants et victimes de guerre, et utiliser les sommes non dépensées mais déjà votées en vue d'améliorer le sort des victimes de guerre; 6° permettre au ministère des anciens combattants et victimes de guerre (administration centrale, administrations régionales et départementales) de liquider plus rapidement les centaines de milliers de dossiers de pensionnables qui se trouvent en instance dans ces services, p. 4069.

199. — *Allocation vieillesse agricole.* — Demande d'interpellation de M. Waldeck Rochet sur la non-application de la loi du 10 juillet 1952 relative à l'allocation vieillesse agricole, p. 4069.

200. — *Politique agricole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Louis Briot sur la politique agricole du Gouvernement qui veut ignorer la situation agricole actuelle résultant des intempéries et de la fièvre aphteuse et remédier à ces conséquences par des importations dites de choc, négligeant d'une part les intérêts et la rémunération d'une des plus belles activités françaises, compromettant, d'autre part, la balance extérieure des paiements, p. 4069.

201. — *Politique du Gouvernement en Afrique du Nord.* — Demande d'interpellation de M. Quilici sur la politique du ministre des affaires étrangères dans nos protectorats d'Afrique du Nord, sur l'attitude qu'il compte adopter à ce sujet lors de la prochaine assemblée de l'O. N. U. et sur les conséquences de cette politique pour la cohésion de l'Union française, ainsi que pour la sécurité et l'avenir de la France, p. 4153.

202. — *Importations dites complémentaires et incidence sur l'agriculture.* — Demande d'interpellation de M. Pinvidic sur la politique d'importations dites complémentaires qu'a réalisées le Gouvernement, politique qu'il se propose de poursuivre, et sur l'incidence de ces mesures sur le développement de l'agriculture française, p. 4153.

203. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Cot sur la politique extérieure du Gouvernement, p. 4154.

204. — *Agression à Montataire contre la personne du maire.* — Demande d'interpellation de M. André Mercier sur: 1° les conditions dans lesquelles a été commis, à Montataire, dans la nuit du 5 au 6 octobre, l'attentat à la grenade contre la personne du maire, révoqué pour son action contre la guerre d'Indochine, à son domicile personnel, par des colleurs d'affiches de l'officine « Paix et liberté »; 2° les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre un terme à ces agressions scandaleuses à caractère fasciste, p. 4164.

205. — *Situation économique des étudiants.* — Demande d'interpellation de M. Doutrélot sur les dispositions que compte prendre le Gouvernement pour remédier aux difficultés qu'impose aux étudiants le cours élevé des prix, p. 4164.

206. — *Mesures financières contre la crise du logement.* — Demande d'interpellation de M. Dorey sur les mesures financières et autres que le Gouvernement compte prendre pour apporter une solution à la crise du logement qui prend chaque jour une acuité plus grande et qui devient le problème social n° 1, p. 4164.

207. — *Perquisitions aux sièges d'organisations et de journaux.* — Demande d'interpellation de M. Patinaud sur les arrestations et perquisitions arbitraires opérées sur l'ordre du Gouvernement à l'encontre de militants, d'organisations et de journaux démocratiques coupables du seul crime de lutter pour le pain des travailleurs, pour l'indépendance de la France et pour la paix, p. 4164.

208. — *Liquidation judiciaire des établissements Lavalette.* — Demande d'interpellation de M. Loustau sur les causes véritables de la mise en liquidation judiciaire des Etablissements Lavalette et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre en vue d'assurer le reclassement du personnel des établissements de Romorantin, p. 4208.

209. — *Politique économique et sociale à la Guadeloupe et à la Martinique.* — Demande d'interpellation de M. Viatte sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour éclaircir la situation économique et sociale dans les départements d'outre-mer, spécialement à la Guadeloupe et à la Martinique, p. 4263.

210. — *Situation des prisonniers et déportés.* — Demande d'interpellation de Mme Rose Guérin sur la situation inadmissible que le Gouvernement crée aux résistants, aux patriotes rescapés des camps et des prisons fascistes: 1° en refusant le bénéfice de leurs droits reconnus (pension, indemnisation pour pertes de biens, bonification d'ancienneté, etc.) à ceux qui ne possèdent pas encore le titre définitif ou carte de déporté et interné; 2° en distribuant ces cartes à un rythme d'une lenteur scandaleuse ou en les refusant arbitrairement à des résistants dont les titres de résistance et homologations militaires sont contestés notamment par des références aux appréciations de Vichy et de la Gestapo; et, en conséquence, sur sa responsabilité dans la mort d'anciens déportés et internés qui avaient contracté de graves maladies pendant leur internement, mais n'ont pu obtenir la pension et les indemnités qui leur auraient pu être permis de vivre encore, p. 4263.

211. — *Annulation de l'arrêt de la cour régionale des pensions de Bordeaux.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Villon sur ce qu'a fait ou compte faire le Gouvernement pour obtenir l'annulation de l'arrêt de la cour régionale des pensions de Bordeaux ouvrant aux familles des traités exécutés à la Libération droit à pension militaire et sur les raisons qui ont conduit M. le ministre des anciens combattants à refuser de recevoir des délégations de diverses associations d'anciens résistants, p. 4263.

212. — *Contrat passé par la société des eaux de Marseille.* — Demande d'interpellation de M. Cristofol sur le fait que le conseil d'Etat a donné une interprétation abusive de la loi n° 47-1413 du 30 juillet 1947 — notamment du titre III — relative à la constatation de nullité des contrats passés par les collectivités locales durant la période de l'occupation, interprétation qui a permis à la société des eaux de Marseille de se soustraire à la loi en vertu d'un arrêt abusif du conseil d'Etat, en date du 10 juillet 1952, p. 4263.

213. — *Politique étrangère du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Billoux sur: 1° les conditions dans lesquelles le Gouvernement applique avant ratification par le Parlement les accords de Bonn et de Paris, accords qui sont contraires aux intérêts de la France et constituent une menace pour la paix; 2° les conditions dans lesquelles le territoire français est soumis à l'occupation d'une armée étrangère; 3° les conditions dans lesquelles l'ensemble des secrets de la défense nationale française sont livrés à l'état-major américain; 4° les acquittements, libérations anticipées et grâces dont bénéficient les collaborateurs, les traitres et les criminels de guerre hitlériens, p. 4262.

214. — *Crise du textile et allocations de chômage.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Charret, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire face à la crise du textile et pour réglementer les allocations de chômage; 2° M. Soustelle sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire face à la crise du textile et notamment sur les conclusions qu'il entend tirer de la conférence syndicale régionale des textiles qui s'est tenue à Lyon le 12 octobre, en particulier pour ce qui concerne la réglementation des allocations de chômage, p. 4263.

215. — *Publication d'un communiqué par la fédération C. G. T.* — Demande d'interpellation de M. Legendre sur les mesures que

le Gouvernement compte prendre après la publication, par la fédération C. G. T. de la police, d'un certain communiqué, pour que: 1° l'autorité de l'Etat ne soit pas bafouée par ceux qui ont mission de le servir; 2° les agents de l'étranger embusqués dans les administrations publiques n'aient plus la tentation de trahir et la possibilité de nuire; 3° les institutions républicaines soient effectivement protégées contre toutes menées factieuses, p. 4264.

216. — *Arrestation de membres de la C. G. T.* — Demandes d'interpellations de: a) M. Jacques Duclos: 1° les conditions dans lesquelles Alain Le Léap, Guy Ducoloné, Paul Laurent, Louis Baillet et Jean Meunier sont traduits devant la justice militaire par le Gouvernement, qui montre ainsi le souci qu'il a d'empêcher la manifestation publique de la vérité parce qu'il redoute de voir révéler au pays les dessous de sa politique d'aliénation de l'indépendance nationale et de destruction des libertés démocratiques; 2° les conditions dans lesquelles un ancien collaborateur des occupants nazis peut jouer un rôle de premier plan auprès du ministre de la justice, tenir à sa merci des patriotes qui se battaient contre les envahisseurs hitlériens à un moment où il était à leur service, ce qui constitue une insulte à la résistance et, par cela même, un facteur de démoralisation de l'armée et de la nation; b) M. Jacques Duclos, sur: 1° les conditions dans lesquelles a été effectuée l'arrestation du secrétaire général de la C. G. T., Alain Le Léap, au moment où le Gouvernement s'oppose au relèvement des salaires, traitements, retraites et pensions, se prépare à aggraver les charges qui pèsent sur le pays du fait de sa politique de guerre et prétend priver les fonctionnaires de toute liberté d'opinion, en violation de la Constitution de la République française; 2° les conditions dans lesquelles les perquisitions arbitraires effectuées et les inculpations lancées contre plusieurs patriotes ont fait suite, d'une part, aux attaques dirigées contre la C. G. T. par l'agent américain et distributeur de fonds étrangers Irwing Brown; d'autre part, au discours prononcé par le secrétaire d'Etat américain M. Acheson, contre la politique du Front national uni de l'indépendance française et de la paix, préconisée par le parti communiste français, p. 4261.

217. — *Accords de Bonn et de Paris.* — Demande d'interpellation de M. Etienne Fajon, sur: 1° la participation active du Gouvernement à l'élaboration des accords de Bonn et de Paris, qui font obstacle au règlement pacifique du problème allemand et qui légalisent la restauration, en Allemagne occidentale, du militarisme allemand et d'une nouvelle Wehrmacht commandée par les généraux hitlériens; 2° les mesures de répression qu'il prend contre la classe ouvrière et plus généralement contre les partisans de la paix, au mépris de la Constitution et dans le but évident d'enrayer la résistance nationale à la ratification des accords de Bonn et de Paris, trahison ouverte des intérêts de la France et crime contre la paix; 3° les demandes de levée de l'immunité parlementaire de cinq députés et d'un conseiller de l'Union française, demandes qui tendent entre autres choses à écarter du Parlement et à emprisonner, à la veille du débat sur la ratification des néfastes accords de Bonn et de Paris, un certain nombre d'élus de l'opposition, p. 4264.

218. — *Arrestation de dirigeants de l'Union de la jeunesse républicaine de France.* — Demande d'interpellation de M. Jacques Duclos, sur les conditions dans lesquelles il a été procédé à l'arrestation de Guy Ducoloné, Paul Laurent, Louis Baillet et Jean Meunier, dirigeants de l'Union de la jeunesse républicaine de France, au moment où le Gouvernement se prépare à imposer le service de deux ans voulu par l'état-major américain, à intensifier la guerre faite au peuple du Viet-Nam, pour des intérêts contraires aux véritables intérêts de la France, et à enrôler les soldats français dans l'armée européenne, aux côtés de la nouvelle armée nazie de l'Allemagne de l'Ouest, p. 4264.

219. — *Insuffisance d'augmentation des salaires accordée aux travailleurs de l'Etat.* — Demande d'interpellation de M. Barolini, sur: 1° l'insuffisance de la dernière augmentation des salaires accordée aux travailleurs de l'Etat et sur la non-application du décret du 22 mai 1951, fixant la parité de leurs salaires avec ceux de la métallurgie parisienne; 2° les raisons qui font que les techniciens de la marine ne sont pas compris dans le dernier bordereau de salaire (à p. 100 d'augmentation), alors qu'une décision du conseil d'Etat en date du 25 juillet 1951 précise qu'ils doivent obtenir les mêmes augmentations accordées aux ouvriers de l'Etat, p. 4326.

220. — *Déclarations engageant la politique de la France, faites à un journal franquiste.* — Demande d'interpellation de M. Tourné, sur les conditions dans lesquelles le maréchal Juin a été autorisé par le ministre de la défense nationale à faire à un journal franquiste des déclarations engageant la politique de la France et, dans le cas où cet officier général aurait agi de sa propre initiative, quelles sanctions le Gouvernement compte prendre, p. 4326.

221. — *Hausses du cuir.* — Demande d'interpellation de M. Emmanuel d'Astier de La Vigerie, sur les hausses du cuir qui ont atteint entre le mois de mai et le mois de septembre 1952 de 40 à 84 p. 100 suivant les qualités, hausses qui trouvent leur origine dans une intervention, au mois de mai, du président du Gouvernement demandant alors aux industriels du cuir de faire un effort particulier pour ne pas confirmer le mouvement de baisse qui se manifestait depuis plusieurs semaines sur le marché, p. 4326.

222. — *Reportage paru dans une revue anglaise à la suite du triple crime de Lurs.* — Demande d'interpellation de M. Marcel Massot, sur: a) les conditions dans lesquelles, à la suite du triple crime de Lurs, certains policiers ou membres du service du contre-espionnage français auraient été amenés à faire à un reporter étranger des déclarations odieuses et diffamatoires concernant la population qui habite la région de Lurs (Basses Alpes); b) les graves conséquences que de tels propos, intolérables à tous égards, et qui ont été abondamment reproduits au cours d'un long reportage

paru tout récemment dans une grande revue anglaise, pourraient avoir pour le renom de la France, pour le tourisme français en général et pour le tourisme bas-alpin en particulier, p. 4326.

223. — *Incohérence et arbitraire de certaines enquêtes policières.* — Demande d'interpellation de M. Jean Nocher, sur: 1° l'incohérence et l'arbitraire qui commandent à certaines enquêtes policières, vouées de ce fait au piétinement, à l'impuissance et à l'échec; 2° les interventions et les noyautages qui paralysent nos multiples directions de police, plus occupées à se battre entre elles qu'à combattre le crime; 3° l'existence d'une véritable police supplétive à caractère partisan et commercial, dont les transactions contreviennent à l'exercice de la loi; 4° l'impunité dont bénéficient de grands coupables et les sanctions qui ont injustement frappé des fonctionnaires ayant eu à cœur d'accomplir leur devoir en toute indépendance, selon les règles d'une bonne administration, p. 4512.

224. — *Scandale des vins de Champagne.* — Demande d'interpellation de M. de Saivre sur le récent scandale des vins de champagne et le maintien du comité interprofessionnel qui est en contradiction formelle avec la récente législation sur les ententes professionnelles, p. 4512.

225. — *Accident de chemin de fer à Nogent-le-Perreux.* — Demande d'interpellation de M. Malleret-Joinville sur: 1° les causes de l'accident de chemin de fer qui s'est produit à Nogent-le-Perreux le 21 octobre dernier; 2° le sort réservé aux multiples rapports des délégués du personnel concernant la sécurité des convois sur cette partie de ligne; 3° les mesures qui seront prises pour éviter de nouvelles catastrophes, p. 4512.

226. — *Licenciement par la Société S. I. D. E. L. O. R. de Bordeaux et application du plan Schuman.* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy sur: 1° le licenciement, par la Société S. I. D. E. L. O. R., de Bordeaux-Floirac, de 220 ouvriers; 2° les dispositions que le Gouvernement compte prendre en vue de s'opposer à la mise en chômage de ces ouvriers et d'assurer leur plein emploi par la Société S. I. D. E. L. O. R.; 3° les redoutables conséquences pour les travailleurs français de l'application du plan Schuman de la communauté européenne charbon-acier, p. 4618.

227. — *Événements d'Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Dronne sur la situation en Indochine, dont le Parlement est systématiquement tenu dans l'ignorance, et l'urgente nécessité de renoncer à des méthodes qui risquent de nous mener aux pires déboires et la nouvelle politique qu'il est indispensable de définir et de poursuivre, p. 4619.

228. — *Opérations de remembrement des terres de la commune de Fégréac.* — Demande d'interpellation de M. Jean Guillon sur les conditions dans lesquelles ont été effectuées les opérations de remembrement des terres de la commune de Fégréac (Loire-Inférieure) et en particulier sur les illégalités et les irrégularités ainsi que les injustices qui ont été commises, p. 4580.

229. — *Manifestations en Algérie.* — Demande d'interpellation de M. Fayet sur les graves événements provoqués par la police contre la population en Algérie et notamment à Nemours, Philippeville, l'Arba et Constantine et au cours desquels il y a eu plusieurs tués et de nombreux blessés, p. 4698.

230. — *Licenciement d'ouvriers au Mans.* — Demande d'interpellation de M. Robert Manceau sur la situation économique que va créer au Mans le licenciement prévu de près de 400 ouvriers dans les deux plus grandes usines de la ville, p. 4698.

231. — *Politique étrangère du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Aumeran sur la politique suivie par le Gouvernement à l'égard de l'Allemagne, p. 4750.

232. — *Importation de viande de boucherie.* — Demande d'interpellation de M. Couinaud sur les raisons pour lesquelles des importations massives de viande de boucherie ont été pratiquées en période de pleine production française et sur les répercussions de ces importations sur les finances publiques, p. 4774.

233. — *Politique viticole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Tourné sur la politique viticole du Gouvernement, notamment: 1° sur le non-respect des décisions prises en vue d'organiser rationnellement les marchés viticoles et garantir un prix rémunérateur aux viticulteurs; 2° sur son refus systématique de ne pas diminuer les impôts et taxes qui frappent les vins de consommation courante dont le montant actuel est quarante-quatre fois plus élevé qu'avant guerre, cependant que, par rapport à la même époque, le prix du vin à la production n'a augmenté que de dix-sept fois; 3° sur son opposition à créer la caisse annexe de la viticulture indispensable pour faire face à la crise viticole, p. 4831.

234. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Kuehn sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour que les problèmes intéressant la France et l'Allemagne soient résolus dans le respect de nos droits et de nos intérêts, p. 4921.

235. — *Protection de la jeunesse contre la propagande étrangère.* — Demande d'interpellation de M. Maurice Viollette sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour soustraire notre jeunesse à la propagande de quelques hommes qui, fonctionnaires de l'Etat, ne craignent pas de donner un appui inconditionné à une puissance étrangère, p. 5030.

236. — *Politique du Gouvernement dans les départements d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. Gaumont, sur la politique qu'entend suivre le Gouvernement à l'égard des départements d'outre-mer, p. 5054.

237. — *Fermeture des soudières de Varangeville.* — Demande d'interpellation de M. Pierre-Olivier Lapie, sur la fermeture des soudières de Varangeville (Meurthe-et-Moselle), le licenciement des 400 ouvriers et les conditions de leur réemploi, p. 5204.

238. — *Titularisations d'auxiliaires.* — Demande d'interpellation de M. Cristofol, sur la décision du Gouvernement du 12 novembre 1952 de ne pas procéder à de nouvelles titularisations d'auxiliaires, p. 5204.

239. — *Sécurité de la France et cohésion de l'Union française.* — Demande d'interpellation de M. Quilici, sur la politique par laquelle le Gouvernement compte assurer la sécurité de la France et la cohésion de l'Union française, p. 5335.

240. — *Événements d'Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Daniel Mayer, sur les conditions dans lesquelles certaines pressions sont exercées sur les jeunes gens du contingent pour les inciter à partir pour l'Indochine, p. 5335.

241. — *Chômage dans l'industrie française par suite de la réduction des heures de travail.* — Demande d'interpellation de M. Francis Caillet, sur la grave situation dans laquelle se trouvent les travailleurs de l'industrie française, par suite de la réduction des heures de travail dans un grand nombre d'entreprises, qui engendre la baisse des salaires et annonce une extension du chômage, et sur les mesures qu'il compte prendre pour mettre fin à sa politique de stagnation économique et de réaction sociale qui porte la responsabilité d'une telle situation, p. 5378.

242. — *Réglementation de l'emploi de certains produits d'origine végétale dans les boissons non alcooliques.* — Demande d'interpellation de M. André Bardon, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer l'application de la loi n° 50-1013 du 22 août 1950 portant réglementation de l'emploi de certains produits d'origine végétale dans les boissons non alcooliques en vue de protéger la santé publique, p. 5378.

243. — *Réduction du nombre de fonctionnaires et réorganisation des entreprises nationales.* — Demande d'interpellation de M. de Léotard, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre: 1° pour diminuer le train de vie de l'Etat; 2° pour réduire le nombre de fonctionnaires ou limiter leur accroissement; 3° pour promouvoir une réorganisation des entreprises nationales, p. 5378.

244. — *Licenciement d'ouvriers aux soudières de Varangeville.* — Demande d'interpellation de M. Kriegel-Valrimont sur les conditions dans lesquelles « Les Soudières réunies » de Varangeville ont licencié plus de quatre cents ouvriers et sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour empêcher de tels licenciements et le chômage des travailleurs, p. 5378.

245. — *Déficit de la balance commerciale.* — Demande d'interpellation de M. Louis Vallon, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour pallier le déficit croissant de la balance commerciale, p. 5411.

246. — *Utilisation par les Américains des carrières de Daignac (Gironde).* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy, sur: 1° les conditions dans lesquelles les autorités américaines ont été autorisées à utiliser les carrières de Daignac (Gironde) pour y stocker des bombes et des munitions de guerre de toutes catégories; 2° l'immense danger de destruction qui en découle pour les villes de Daignac, Espiet et Blésignac et leur population du fait même que ces carrières sont situées sous la ville de Daignac et à proximité des usines de ciment d'Espiet; 3° les travaux en cours pour l'installation d'une voie ferrée, l'expropriation des terres et l'expulsion de plusieurs familles, p. 5480.

247. — *Incidents provoqués par le bataillon de parachutistes en garnison à Quimper.* — Demande d'interpellation de M. Signor, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin aux désordres provoqués journellement à Quimper par des éléments du bataillon de parachutistes coloniaux en garnison dans cette ville, p. 5480.

248. — *Pool charbon-acier.* — Demande d'interpellation de M. Pierre-Olivier Lapie, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer pratiquement la défense de l'économie française au sein de la communauté européenne charbon-acier, en application des conditions mises par l'Assemblée nationale à la ratification du traité instituant cette communauté, p. 5480.

249. — *Défense des peuples libres.* — Demande d'interpellation de M. Yvon Delbos, sur la politique européenne du Gouvernement, en particulier sur l'organisation de la défense des peuples libres, p. 5480.

250. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique extérieure du Gouvernement, p. 5623.

251. — *Interdiction de certaines boissons dites hygiéniques.* — Demande d'interpellation de M. Tourné sur: 1° les raisons pour lesquelles la loi n° 50-1013 du 22 août 1950 n'est pas appliquée; 2° sur les conséquences de la non-observation des volontés du Parlement qui, à trois reprises différentes, s'est prononcé pour l'interdiction de certaines boissons dites hygiéniques et dont la nocivité, pour la santé des Français, est reconnue par les plus grandes sommités médicales du pays; 3° sur l'ignorance que le Gouvernement manifeste vis-à-vis de la motion, votée à l'unanimité le 9 juillet 1952 par la commission des boissons, p. 5623.

252. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Edouard Daladier, sur la politique extérieure du Gouvernement en ce qui concerne les affaires allemandes, p. 5698.

253. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Félix Gouin, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer la combinaison de la diplomatie alliée en ce qui a trait aux problèmes relatifs à l'Allemagne, p. 5698.

254. — *Politique européenne du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Gérard Jaquet, sur les mesures que le Gouver-

nement compte prendre pour rendre possible une construction rapide de l'Europe, en tenant compte des garanties réclamées par l'Assemblée nationale le 18 février 1952, p. 5698.

255. — *Liberté de la presse.* — Demande d'interpellation de M. Bernard Manceau, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire respecter effectivement la liberté de la presse, à Paris comme en province, et pour mettre fin immédiatement à l'activité illégale d'éléments indésirables, anciens vichyssois, qui ont constitué un trust de presse, et dont l'un fait, depuis longtemps déjà, l'objet d'une plainte en escroquerie et en contrevention avec la loi de 1867 sur les sociétés anonymes, plainte suffisamment fondée pour avoir donné lieu à perquisitions, dans des affaires où auraient été spoliés, à la fois, l'Etat, des petits actionnaires et le personnel d'entreprises de presse, p. 5698.

256. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Tourné sur: 1° les mesures de caractère fasciste que le Gouvernement a prises, en violation de la Constitution, à l'encontre d'immigrés, mesures caractérisées par de nombreuses arrestations, déportations, expulsions et remise entre les mains de la police franquiste de républicains espagnols; 2° la décision du Gouvernement d'accepter l'admission de l'Espagne franquiste au sein de l'U. N. E. S. C. O., p. 5811.

257. — *Constitution d'une autorité politique européenne.* — Demande d'interpellation de M. Alfred Coste-Floret sur la politique européenne du Gouvernement, et plus particulièrement sur les mesures qu'il compte prendre pour aboutir à la constitution d'une autorité politique européenne, p. 5844.

258. — *Politique générale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. de Monsabert sur la part donnée à la défense nationale dans la politique générale du Gouvernement, et notamment dans sa politique européenne, p. 5896.

259. — *Conditions de transports de munitions destinés à l'armée américaine.* — Demande d'interpellation de M. Alcide Benoit sur: 1° les conditions dans lesquelles sont effectués, par chemin de fer, les transports de munitions destinées à l'armée américaine; 2° l'absence des mesures de sécurité constatée lors de la récente explosion de trois wagons de munitions au triage de Châlons-sur-Marne; 3° les mesures que le Gouvernement compte prendre pour éviter le retour de semblables accidents, p. 5934.

260. — *Emissions de la radiodiffusion française.* — Demande d'interpellation de M. Soustelle, sur le caractère scandaleusement partisan de certaines émissions de la radiodiffusion nationale, p. 5934.

261. — *Incidents d'Ockfen.* — Demande d'interpellation de M. René Kuehn, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre après les attentats de ces jours derniers, et notamment ceux d'Ockfen, pour éviter qu'à l'avenir nos soldats puissent être victimes de violences provoquées par une propagande antifrançaise émanant d'organisations pangermanistes, p. 5934.

262. — *Etudes pour les constructions hydroélectriques.* — Demande d'interpellation de M. Pronteau sur la part qu'a fait prendre le Gouvernement, par l'Electricité de France, à la formation, lors d'une récente réunion tenue à Innsbruck, de la « Société internationale d'études pour les constructions hydroélectriques » et sur le fait que l'entreprise ainsi poursuivie par le Gouvernement a fait passer sous contrôle « européen » tout ou partie de notre production énergétique, à l'insu du Parlement, le mettant une fois de plus devant le fait accompli, p. 5996.

263. — *Interrogatoire des marins embarqués sur les navires français touchant les ports des U. S. A.* — Demande d'interpellation de M. Carmolacce, sur: 1° les mesures que compte prendre le Gouvernement à la suite des décisions du gouvernement des Etats-Unis de soumettre, à partir du 24 décembre à 0 heure, les marins embarqués sur les navires français touchant les ports des U. S. A. à un interrogatoire relevant plus des méthodes d'inquisition que des principes de liberté et des droits de l'homme les plus élémentaires; 2° les moyens envisagés par le Gouvernement pour faire respecter les droits de ses ressortissants qui se refuseraient à répondre, en tant que citoyens français, à toutes questions autres que celle concernant leur identité; 3° Les répercussions qu'aura pour l'armement français le fait de soumettre, à chaque voyage, des équipages de l'importance de ceux des paquebots *Liberté* et *Ile-de-France* à cet interrogatoire ayant pour effet de retarder le débarquement des passagers et des bagages des navires français, favorisant ainsi l'armement américain, et cela au moment où la concurrence devient plus rude sur la ligne de l'Atlantique Nord, p. 6079.

264. — *Commissariat à l'énergie atomique.* — Demande d'interpellation de M. Charret sur le fonctionnement du commissariat à l'énergie atomique et son noyautage par le parti communiste, p. 6125.

265. — *Interrogatoire des marins embarqués sur des navires touchant les U. S. A.* — Demande d'interpellation de M. René Schmitt sur les mesures que le Gouvernement compte prendre à l'encontre des dispositions envisagées par le gouvernement américain concernant les marins embarqués sur des navires touchant les Etats-Unis d'Amérique, p. 6125.

266. — *Procès de la tragédie d'Oradour-sur-Glane.* — Demande d'interpellation de: 1° M. Kauffmann, sur l'absence d'informations de l'opinion publique du pays, au moment où va s'ouvrir à Bordeaux le procès de la tragédie d'Oradour-sur-Glane, concernant les circonstances et les conditions dans lesquelles ont été incorporées de force dans l'armée allemande des classes entières de nos compatriotes alsaciens, sur les méthodes de contraintes employées par l'ennemi qui laissent intacts l'honneur et la loyauté de la grande masse des incorporés de force alsaciens-lorrains dans la Wehrmacht; 2° M. Wolff, sur l'absence d'informations de l'opinion publique du pays, au moment où va s'ouvrir à Bordeaux le procès de la tra-

gédie d'Oradour-sur-Glane, concernant les circonstances et les conditions dans lesquelles ont été incorporés de force dans la Wehrmacht et les S.S. des dizaines de milliers de nos compatriotes alsaciens, sur les méthodes de contraintes employées par l'ennemi et sur les déclarations spontanées des inculpés d'aujourd'hui, renseignant la justice militaire, qui laissent intacts leur honneur ainsi que la loyauté de la plus grande masse de ces mobilisés de force dont 16.000 ont été portés « disparus », p. 6325.

267. — *Disparition du dossier de la S. P. A. C.* — Demande d'interpellation de M. Alfred Malleret-Joinville sur: 1° les conditions dans lesquelles a disparu le dossier de la S. P. A. C., officine de répression et de torture au service de l'occupant hitlérien; 2° les responsabilités du Gouvernement dans cette affaire, p. 6521.

268. — *Chômage dans les mines de potasse et entreprises de tissage de l'Est.* — Demande d'interpellation de M. Kuehn sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour lutter contre le chômage qui, dans les départements de l'Est et notamment du Haut-Rhin, atteint les mines de potasse et les entreprises de tissage, p. 6521.

269. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. de Saivre, sur les mesures diplomatiques que le Gouvernement compte prendre envers les Etats traditionnellement amis de la France et tous autres pays qui se livrent à une agression permanente contre notre pays tant au sein des organisations internationales que sur le plan de la propagande, ce qui constitue une ingérence inadmissible et une injure envers notre nation, p. 6636.

270. — *Subventions employées par la municipalité de Marthes.* — Demande d'interpellation de M. Marcel Naegelen sur les conditions dans lesquelles des subventions ont été employées par la municipalité de Marthes (Loire) pour remettre en état des bâtiments scolaires cédés à des particuliers ainsi que pour assurer le ramassage des élèves fréquentant les écoles privées du bourg de Marthes, p. 6636.

271. — *Déplacement du tribunal militaire de Metz au camp de Struthof.* — Demande d'interpellation de M. Linet sur les conditions dans lesquelles s'est effectué le déplacement du tribunal militaire de Metz, sous la conduite de son président, au camp de Struthof à l'occasion du procès des médecins criminels de guerre de ce camp, conditions particulièrement outrageantes pour la mémoire des Français exterminés dans les camps nazis, p. 6636.

272. — *Parution dans le journal Le Réveil pénitentiaire du rapport présenté par le syndicat du personnel pénitentiaire.* — Demande d'interpellation de M. Gautier sur la violation du droit syndical inscrit dans la Constitution et mis en cause par le garde des sceaux à l'occasion de la parution dans le journal *Le Réveil pénitentiaire* du rapport moral présenté par le syndicat du personnel pénitentiaire avant la tenue de son congrès annuel, p. 6636.

273. — *Licenciements aux usines Simca.* — Demande d'interpellation de: 1° M. Albert Gazier sur la crise qui sévit actuellement dans l'industrie automobile entraînant des fermetures d'usines, des réductions d'horaires et des licenciements massifs comme ceux qui viennent d'être décidés au nombre de 2.000 par la direction des usines Simca; 2° Etienne Fajon sur: a) les mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à la situation des 2.000 travailleurs brutalement licenciés par la Simca; b) sa position devant les revendications formulées par les syndicats ouvriers: fixation de l'indemnité de chômage à 75 p. 100 du salaire minimum interprofessionnel garanti et payement de cette indemnité à raison de chaque heure chômée; inscription obligatoire de tous les chômeurs; application de la semaine légale de 40 heures payées 48 heures; c) sur les graves conséquences économiques et sociales de la militarisation de l'économie française et de son assujettissement aux intérêts de l'impérialisme américain, p. 6646.

Irrigations. — V. *Eau potable.*

Italie. — V. *Conventions internationales (traité de paix).* — *Questions orales (Conseil de la République), n° 5.*

Invalides. — V. *Assistance aux vieillards, infirmes et incurables.* — *Institution nationale des invalides.* — *Marine marchande (transports maritimes).* — *Pêche fluviale.* — *Transports (transports aériens).*

J

Japon. — V. *Conventions internationales (traité de paix).*

Jardins ouvriers. — V. *Agriculture.*

Jérusalem. — V. *Questions orales (Assemblée nationale) n° 166.*

Jeunesse (Protection de la). — V. *Interpellations n° 235.* — *Pressé.*

Jeux.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Vincent Badie tendant à porter réforme en matière de jeux de hasard dans les casinos, cercles, hippodromes et cynodromes, p. 2865 (Document n° 3621).

— Représentation de l'Assemblée nationale au sein de la commission d'examen des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de jeux dans les casinos. — Nomination de membres par diverses commissions, p. 890.

Jeux olympiques. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 16.

Conseil de la République. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (éducation nationale) (n° 859, année 1951) et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 232.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 339 (Loi n° 52-131 du 6 février 1952, J. O. du 7 février 1952).

Jeux de l'Union française. — V. *France d'outre-mer (éducation physique et sports)*.

Journaux. — V. *Interpellations* n°s 14, 79, 101, 102, 107, 131, 207, 272. — *Postes, télégraphes et téléphones (tarifs)*. — *Presse*. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 57, 136, 139 (*Conseil de la République*) n° 61.

Juges et justices de paix. — V. *Algérie (organisation judiciaire)*.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Vauthier sur le projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 1947 relative à l'organisation des justices de paix (n° 905, année 1951), p. 221 (Document n° 25). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 231.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 339 (Loi n° 52-128 du 6 février 1952, J. O. du 7 février 1952).

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi relatif à l'avancement des juges de paix et des suppléants rétribués de juges de paix (n°s 1207, 1979, année 1951), p. 111.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 193 (Document n° 13). — Dépôt du rapport par M. Rabouin, p. 564 (Document n° 92). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 707.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1445 (Loi n° 52-334 du 25 mars 1952, J. O. du 26 mars 1952).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Isorni tendant à modifier le taux de la compétence du juge de paix, p. 4735 (Document n° 4596).

Juges de paix d'Algérie. — V. *Algérie*.

Juin (général). — V. *Armées (maréchaux de France)*.

Juridictions d'exception. — V. *Amnistie*.

Justice (organisation).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant les limites de l'arrondissement judiciaire de Châteaubriant, p. 749 (Document n° 2677).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bruyneel tendant à la révision de l'organisation judiciaire, p. 751 (Document n° 2702).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier la loi du 8 décembre 1397 relative à l'instruction préalable, p. 1165 (Document n° 2847).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Lacaze tendant à modifier l'article 49 de la loi du 16 juillet 1930 sur l'organisation des tribunaux de première instance, p. 1617 (Document n° 3103).

Justices de paix. — V. *Algérie (organisation judiciaire)*. — *Greffiers*.

L

Laboratoires. — V. *Médecine et professions médicales*.

Laine. — V. *Exportations et importations*. — *Impôts (encreystriment)*.

Lait et produits laitiers. — V. *Agriculture*. — *Interpellations* n°s 9, 169. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 117 (*Conseil de la République*) n° 20.

Lattre de Tassigny (général de). — V. *Armées (Maréchaux de France)*. — *Funérailles nationales*.

Leclerc de Hautecloque (général). — V. *Armées (Maréchaux de France)*.

Légion d'honneur. — V. *Médaille militaire*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charret tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur aux fonctionnaires retraités de 1939 à 1947, p. 1474 (Document n° 3040). — Dépôt du rapport par M. Quinson, p. 4623 (Document n° 4556). — Adoption de la proposition de résolution, p. 5322.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Duquesne créant un contingent de croix de la Légion d'honneur pour récompenser certains anciens combattants de la guerre 1914-1918 qui ont été incorporés dans l'armée belge en vertu de l'arrangement franco-belge du 13 mars 1915, p. 519 (Document n° 2563).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Serafini tendant à accorder au ministère des États associés un contingent supplémentaire de légions d'honneur au titre du décret n° 50-664 du 14 juin 1950, p. 1232 (Document n° 2904).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur au titre civil réservé au ministère de la France d'outre-mer, p. 4179 (Document n° 4367). — Dépôt du rapport par M. Béchar, p. 6593 (Document n° 5141).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Coudray tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un contingent spécial de distinctions dans l'ordre de la Légion d'honneur à l'occasion de leur congrès à Paris, en juin 1952, en faveur des capitaines au long cours qui ont commandé des navires à voile, p. 1333 (Document n° 2913).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hutin-Desgrées créant un contingent spécial dans l'ordre de la Légion d'honneur en faveur des plus anciens maires de France, p. 3933 (Document n° 4462).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alcide Benoit tendant à inviter le Gouvernement à conférer la Légion d'honneur à l'agent auxiliaire de la Société nationale des chemins de fer français Georges Girard qui, le 26 novembre 1952, à Châlons-sur-Marne, réussit, par son courage et son sang-froid, à éviter une catastrophe, p. 5910 (Document n° 4927).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Méric tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 2 janvier 1932 en vue de permettre la nomination ou la promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur des mutilés à 100 p. 100 à titre définitif pour infirmités résultant de blessures de guerre reçues postérieurement au 2 août 1914 qui auront obtenu la médaille militaire ou auront été nommés dans la Légion d'honneur en raison de leurs blessures, p. 4638 (Document n° 464).

Légion d'honneur et médaille militaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ribère tendant à accorder un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires à l'occasion du 10^e anniversaire de la rentrée en guerre de l'Afrique du Nord aux côtés des Alliés, le 5 novembre 1912, p. 4326 (Document n° 4153) (*rectificatif*, p. 4517). — Dépôt du rapport par M. de Monsabert, p. 5131 (Document n° 4923). — Adoption de la proposition de loi, p. 5981.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2309 (Document n° 618).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser, à l'occasion du centenaire de la médaille militaire, les traitements de la médaille militaire et de la Légion d'honneur accordée à titre militaire, p. 2317 (Document n° 3003). — Dépôt du rapport par M. Deboudt, p. 6095 (Document n° 5012).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dufour tendant à accorder aux anciens combattants pensionnés à titre définitif pour maladie contractée à l'unité combattante, le droit à la médaille militaire et à la Légion d'honneur dans les mêmes conditions que pour les pensionnés pour blessures de guerre, p. 751 (Document n° 2694).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à accorder la médaille militaire et la Légion d'honneur aux anciens militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1939-1945, réformés pour maladie contractée dans une unité combattante, dans les conditions mêmes où ces décorations sont accordées aux réformés pour blessures de guerre, p. 2178 (Document n° 3476).

Législation économique. — V. *Prix (réglementation, variation)*.

Léonard de Vinci. — V. *Fêtes et cérémonies commémoratives*.

Libération conditionnelle. — V. *Code d'instruction criminelle*.

Liberté de la presse. — V. *Presse*.

Libye (Etat de). — V. *Interpellations* n° 22.

Lieux saints. — V. *Interpellations* n° 16. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 166.

Listes électorales. — V. *France d'outre-mer (textes généraux)*.

Livres. — V. *Exportations et importations*.

Lieux d'habitation. — V. *Code civil*.

Logements. — V. *Algérie (sécurité sociale)*. — *Caisse d'épargne construction*. — *Conventions internationales*. — *Credit foncier de France*. — *Défense nationale (organisation de la)*. — *Départements villes et communes*. — *Impôts (revenu général)*. — *Institut français d'auto-reconstruction*. — *Interpellations* n°s 8, 67, 75, 191, 206. — *Loyers*. — *Propriété immobilière*. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 134 (*Conseil de la République*) n°s 3, 17, 70, 117.

Lois (projets et propositions de).

Conseil de la République. — Adoption d'une motion demandant à l'Assemblée nationale de prolonger d'une durée égale au délai qui s'écoulera entre la démission du cabinet et la constitution du nouveau Gouvernement, le délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur les projets et propositions de loi, adoptés par l'Assemblée nationale, dont il est saisi actuellement, p. 203.

Assemblée nationale. — Transmission de la motion (Document n° 2394); adoption, p. 210.

Conseil de la République. — Communication de la résolution, adoptée par l'Assemblée nationale, p. 211.

Conseil de la République. — Adoption d'une motion demandant à l'Assemblée nationale de prolonger d'une durée égale au délai qui s'écoulera entre la démission du cabinet et la constitution du nouveau Gouvernement le délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur les projets et propositions de loi, adoptés par l'Assemblée nationale, dont il est saisi actuellement, p. 613.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 1160 (Document n° 2550). — Adoption de la résolution, p. 1160.

Conseil de la République. — Communication de la résolution, adoptée par l'Assemblée nationale, p. 614.

Conseil de la République. — Adoption d'une motion tendant à demander à l'Assemblée nationale de prolonger d'une durée égale au délai qui s'écoulera depuis le jour de la démission du cabinet inclus jusqu'au jour de la constitution du nouveau Gouvernement inclus, le délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur les projets et propositions de loi, adoptés par l'Assemblée nationale, dont il est saisi actuellement, p. 2713.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution (Document n° 5248) et adoption, p. 7057.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 2716.

Loteries.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis relative à la réglementation des loteries commerciales, p. 2073 (Document n° 3268).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Michel Raingeard tendant à autoriser, sous certaines conditions, les loteries commerciales, p. 2370 (Document n° 3138).

— Dépôt d'un rapport de M. Tourné sur la proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à affecter les bénéfices de la loterie nationale au financement de l'augmentation de la retraite du combattant en faveur de tous les bénéficiaires (n° 1535), p. 3934 (Document n° 4121).

Lotissements.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Lecourt sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi relative à l'aménagement des lotissements défectueux (nos 1583-1378), p. 521 (Document n° 2513). — Discussion, p. 1268; adoption de la proposition de loi, p. 1270 (Loi n° 52-335 du 25 mars 1952, J. O. du 26 mars 1952).

Loyers. — V. Caisse d'épargne. — Construction. — France d'outre-mer (départements). — Impôts (dégrèvement). — Interpellations nos 67, 147. — Lotissements.

BAUX COMMERCIAUX, INDUSTRIELS OU ARTISANAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à proroger les baux commerciaux jusqu'au 31 décembre 1953, p. 5965 (Document n° 4931). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mignot tendant à modifier la loi du 24 mai 1951 relative à la prorogation de certains baux de locaux d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 6095 (Document n° 5021). — Dépôt du rapport par M. Mignot, p. 6536 (Document n° 5130) (rectificatif, p. 6533). — Discussion, p. 6603; adoption de la proposition de loi après modification du titre « Proposition de loi relative à la prorogation de certains baux de locaux d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal », p. 6607.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2703 (Document n° 659). — Dépôt du rapport par M. Carcassonne, p. 2712 (Document n° 667). — Discussion, p. 2713; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 2715.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 7056 (Document n° 5249). — Lecture du rapport par M. Mignot et adoption, au scrutin, de la proposition de loi, p. 7057 (Loi n° 52-1409 du 31 décembre 1952, J. O. du 1^{er} janvier 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Mignot sur la proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier les dispositions de la loi du 25 août 1948 permettant la révision du prix de certains baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal (n° 1156), p. 3261 (Document n° 3821). — Adoption de la proposition de loi, p. 4671.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1301 (Document n° 516).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Halbout sur la proposition de loi de M. Triboulet tendant à indemniser les commerçants, industriels ou artisans de la perte de leur droit au bail des immeubles ou locaux dans lesquels ils exploitaient leur fonds, lorsque ces immeubles ou locaux ont été détruits par suite de faits de guerre (n° 920), p. 172 (Document n° 2365). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Lefranc, p. 4661 (Document n° 5583). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Halbout, p. 5967 (Document n° 4969).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Isorni tendant à modifier l'article 1^{er} du décret-loi du 1^{er} juillet 1939 sur l'action en révision du prix du loyer des commerçants, industriels et artisans, p. 3807 (Document n° 4071).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramarony concernant la révision du prix des baux de fonds de commerce, p. 3907 (Document n° 4081).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Villard tendant à modifier les dispositions de la loi n° 46-744 du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale en vue de résoudre le grave problème posé par l'exercice du droit de non-renouvellement, p. 5386 (Document n° 4798).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Baylet concernant le droit de reprise pour utilité publique des immeubles ou de locaux à usage commercial appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes et aux établissements publics, p. 5787 (Document n° 4884).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à proroger les baux commerciaux jusqu'au 30 juin 1953, p. 6592 (Document n° 5141).

BAUX A FERME. — BAUX RURAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Lamarque-Cando sur la proposition de loi de M. Charpentier tendant à compléter l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage (n° 1021), p. 2915 (Document n° 3668). — Discussion, p. 3162, 3173, 3179; adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage », p. 3181.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1533 (Document n° 551). — Dépôt du rapport par M. Restat, p. 1792 (Document n° 514). — Discussion, p. 1967, 1980; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 1982.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5387 (Document n° 4804).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Lamarque-Cando sur les propositions de loi: 1^o de M. Tanguy-Prigent tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par les lois du 13 avril 1946 et du 31 décembre 1948; 2^o de M. Charpentier tendant à modifier l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 portant statut du fermage et du métayage (nos 576, 913, 1033), p. 2915 (Document n° 3669). — Dépôt du rapport par M. de Félice, p. 3262 (Document n° 3835). — Discussion, p. 3181; adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifié en dernier lieu par la loi du 31 décembre 1948, relatif au prix des baux à ferme », p. 3488 (rectificatif, p. 3711).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1533 (Document n° 555). — Dépôt du rapport par M. Driant, p. 1833 (Document n° 534). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Boivin-Champeaux, p. 1924 (Document n° 553). — Discussion, p. 1971; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, après modification du titre: « Proposition de loi tendant à compléter l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifié en dernier lieu par la loi du 31 décembre 1948, relatif au prix des baux à ferme », p. 1980.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5387 (Document n° 4805).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck-Rochet tendant à stabiliser les prix des baux à ferme, p. 4087 (Document n° 4324). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucas tendant à fixer le prix des fermages, p. 4232 (Document n° 4394). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tanguy-Prigent tendant à la limitation des prix des fermages, p. 4162 (Document n° 4506). — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à accorder une réduction du prix des fermages et des facilités de paiement aux preneurs de baux ruraux ayant subi des pertes de cheptel du fait de la fièvre aphteuse, p. 4622 (Document n° 4558). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Héault tendant à fixer le prix des fermages, p. 4670 (Document n° 4591). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Triboulet tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour faciliter les conditions de paiement des fermiers et métayers victimes de l'épizootie de fièvre aphteuse, p. 4232 (Document n° 4386). — Dépôt du rapport par M. Florand, p. 5000 (Document n° 4661) (rectificatif, p. 5291).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Boscary-Monservin sur les propositions de loi: 1^o de M. Triboulet, tendant à modifier la loi du 9 avril 1917, sur le fonctionnement des tribunaux paritaires de baux ruraux; 2^o de M. Defos du Rau, tendant à compléter l'article 20 de l'ordonnance du 4 décembre 1941, modifiée par l'article 8 de la loi du 13 avril 1946, relatif à l'appel des décisions des tribunaux paritaires cantonaux; 3^o de M. Jean Durand, sénateur, tendant à transférer aux juridictions de droit commun les attributions des tribunaux paritaires de baux à ferme (nos 518, 1069, 713), p. 3336 (Document n° 3888).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Chamant tendant à faire entrer les contrats de mines et carrières dans le champ d'application de l'article 20 de la loi du 13 avril 1946 portant statut des baux ruraux, p. 1016 (Document n° 2821).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tricart tendant à accorder une réduction du prix des fermages et un moratoire aux preneurs de baux ruraux ayant subi des pertes du fait de la fièvre aphteuse et des calamités atmosphériques, p. 4085 (Document n° 4231).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck-Rochet tendant à décharger la responsabilité civile des preneurs de baux à cheptel en cas de perte de bétail par suite d'épizootie, p. 4086 (Document n° 4278).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lefranc tendant à modifier l'article 5 bis de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifiée par la loi n° 46-682 du 13 avril 1946 sur le statut du fermage, p. 5966 (Document n° 4941).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lefranc tendant à modifier l'article 23 de l'ordonnance du 4 décembre 1944 relative aux tribunaux paritaires compétents pour statuer sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux à ferme, p. 5966 (Document n° 4945).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Vendroux tendant à faire bénéficier des dispositions de l'article 13 de l'ordonnance du 4 décembre 1944, modifié par la loi du 13 avril 1946, les agréés au tribunal de commerce, p. 5966 (Document n° 4962).

LOCAUX D'HABITATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Grimaud tendant à proroger les effets de la loi du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions et meublés, p. 4046 (Document n° 2808). — Dépôt du rapport par M. Minjoz sur les propositions de loi: 1° de Mlle Marzin, tendant à abroger l'arrêté ministériel n° 21-402 du 9 février 1951 fixant les nouveaux prix de loyer en hôtels et meublés; 2° de Mme Rabaté, tendant à fixer le statut des hôtels et meublés; 3° de M. Maurice Grimaud, tendant à proroger les effets de la loi du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions et meublés. « (Dispositions relatives à la prorogation de la loi du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés) » (nos 104, 1107, 2503), p. 1285 (Document n° 2926) (rectificatif, p. 1334). — Discussion, p. 1399; adoption de la proposition de loi, après modification du titre: « Proposition de loi tendant à proroger la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés », p. 1401.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 711 (Document n° 143). — Dépôt du rapport par M. Louis Gros (Document n° 152) et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 748.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1580. (Loi n° 52-350 du 31 mars 1952, J. O. du 1^{er} avril 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz complétant la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951, tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de bonne foi, p. 445 (Document n° 2489). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 889 (Document n° 2746). — Adoption de la proposition de loi, p. 1342.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 701 (Document n° 139). — Dépôt du rapport par M. Georges Maire, p. 861 (Document n° 179). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 987.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2242. (Loi n° 52-416 du 18 avril 1952, J. O. du 19 avril 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rabaté tendant à interdire la vente d'immeubles par appartements, p. 1231 (Document n° 2897). — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz sur: I. les propositions de loi: 1° de M. Joseph Denais, tendant à réprimer la vente spéculative des immeubles à usage d'habitation; 2° de M. Citerne, tendant à réprimer la vente spéculative des appartements, à annuler les promesses de vente déjà consenties et à accorder un droit de priorité d'achat aux locataires occupant les locaux mis en vente; 3° de M. Joseph Denais, tendant à freiner les manœuvres spéculatives auxquelles donne lieu la vente des immeubles par appartements; 4° de M. Joseph Denais, tendant à réglementer les ventes par appartements; 5° de M. René Plevin et plusieurs de ses collègues tendant à réprimer la spéculation sur les ventes d'immeubles par appartements; 6° de M. Louis Rollin, ayant pour objet de compléter la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers; 7° de Mme Francine Lefebvre, tendant à modifier l'article 20 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers; 8° de M. Louis Rollin, ayant pour objet de modifier la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers des locaux d'habitation ou à usage professionnel; 9° de M. Ramarony, tendant à modifier l'article 20 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers; II. la proposition de résolution de M. Citerne, tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi concernant la constitution et l'activité des sociétés et groupements s'occupant de ventes et reventes d'appartements, locaux et immeubles à usage d'habitation; III. les propositions de loi: 1° de M. Jean Cayeux, tendant à régler les rapports entre propriétaires de locaux d'habitation et locataires ou occupants de bonne foi, en cas de vente d'immeubles par appartements et instituant un droit de préemption au profit des locataires et occupants de bonne foi; 2° de Mme Rabaté, tendant à interdire la vente d'immeubles par appartements (nos 323-1735-2897), p. 2866 (Document n° 3646). — Discussion, p. 4069, 4462. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Minjoz, p. 4180 (Document n° 4362); suite de la discussion, p. 4213; adoption de l'ensemble avec modification du titre: « Proposition de loi tendant à instituer un droit de retrait au profit des locataires ou occupants en cas de vente d'immeubles par appartements et à modifier la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel », p. 4219.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1724 (Document n° 472). — Adoption d'une proposition de résolution tendant à demander une prolongation du délai constitutionnel pour formuler son avis sur ladite proposition de loi, p. 2281.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 6094 (Document n° 5016). — Adoption de la proposition de résolution, p. 6151.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 2427. — Dépôt du rapport par M. Boivin-Champeaux, p. 2497 (Document n° 629). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Boivin-Champeaux, p. 2548 (Document n° 641). — Discussion, p. 2626. — Suite de la discussion, p. 2631. — Adoption d'une proposition de résolution demandant une prolongation du délai constitutionnel pour formuler son avis sur ladite proposition de loi, p. 2708.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 7030 (Document n° 5222). — Adoption de la proposition de résolution, p. 7046.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 2715.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Dégoutte sur la proposition de loi de M. Bernard Lafay, tendant à permettre la réalisation d'urgence d'un « plan de relogement de la ville de Paris » (n° 509), p. 6032 (Document n° 4992).

— Dépôt d'un proposition de loi de M. Minjoz tendant à compléter la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951 tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de bonne foi, p. 2566 (Document n° 3503). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 3195 (Document n° 3953).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen, tendant à inviter le Gouvernement à annuler l'arrêté du 21 juin 1952 augmentant de 300 p. 100 le prix du loyer des baraques à usage d'habitation édifiées par l'Etat, p. 4453 (Document n° 4494). — Dépôt du rapport par M. Pierrard, p. 6095 (Document n° 5020).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Schaff tendant à étendre le bénéfice de l'allocation de logement aux chargés de famille pendant la période de construction de leur habitation, p. 710 (Document n° 2650).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fonlupt-Esperaber tendant à étendre à l'Algérie les dispositions de la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951 permettant, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de bonne foi, p. 828 (Document n° 2727).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Coudray tendant à modifier l'article 10, paragraphe 7° de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, p. 1284 (Document n° 2908).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rabaté tendant à surseoir à toute augmentation de loyer tant que n'auront pas été revalorisés les salaires, traitements, pensions et retraites, p. 1358 (Document n° 2961).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ferri tendant à modifier l'article 38 de la loi sur les loyers, p. 1358 (Document n° 2962).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rabaté tendant à accorder le maintien dans les lieux aux locataires en hôtels et meublés, p. 1359 (Document n° 2973).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Gauthier tendant à permettre aux usagers des locaux à usage professionnel ou à usage mixte, de céder à leur successeur le bénéfice du maintien dans les lieux, p. 1715 (Document n° 3147).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à abroger l'article 71, alinéa 2, de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, p. 1780 (Document n° 3157).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Desson tendant à compléter l'article 72 de la loi du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel pour permettre l'installation de postes de télévision, p. 1885 (Document n° 3195).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billoux tendant à assurer dans l'immédiat une meilleure utilisation des logements existants, p. 2001 (Document n° 3253).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 modifiée, relative aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux à usage d'habitation, p. 2566 (Document n° 3504).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouvier O'Collereau tendant à compléter l'article 19 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, relatif au droit de reprise, p. 3029 (Document n° 3704).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rabaté tendant à surseoir pendant la durée des vacances judiciaires, aux délais impartis pour exercer une voie de recours aux litiges entre bailleurs et preneurs d'immeubles, p. 3066 (Document n° 3728).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rabaté tendant à surseoir à toute augmentation de loyer, p. 3075 (Document n° 3745).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à abroger l'article 71 (alinéa 2) de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, p. 3807 (Document n° 4089).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Secrétain tendant à compléter l'article 38 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, relatif au remboursement des fournitures et prestations, p. 4086 (Document n° 4293).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramarony tendant à modifier l'article 38 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, p. 4179 (Document n° 4360).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à compléter l'article 28 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, p. 4365 (Document n° 4462).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à limiter l'application de l'article 10, paragraphe 10, de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, p. 4766 (Document n° 4604).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Gautier tendant à exonérer les chômeurs du paiement de leur loyer, p. 6094 (Document n° 5011).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à réprimer la fraude en matière de vente d'appartements, p. 6371 (Document n° 5089).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier l'article 5 de la loi du 1^{er} septembre 1948, p. 6507 (Document n° 5100).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à permettre aux usagers des locaux à titre professionnel ou à usage mixte de céder à leur successeur le bénéfice du maintien dans les lieux, p. 6522 (Document n° 5122).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'article 45 de la loi du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, p. 7059 (Document n° 5234).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Cayeux tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions de l'article 10 du décret n° 49-908 du 15 juin 1949 déterminant les prix maxima au mètre carré des dépendances et des terrains de toute nature loués ou occupés accessoirement aux locaux d'habitation, afin de mettre un terme à certaines anomalies résultant de l'application de l'article susvisé, p. 2755 (Document n° 3595).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Molle tendant à compléter la loi du 1^{er} septembre 1948 (dispositions relatives au maintien dans les lieux), p. 1079 (Document n° 220) (*rectificatif*, p. 1455).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2371 (Document n° 3336).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Durand-Réville tendant à compléter et à préciser certaines dispositions de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, p. 4688 (Document n° 462).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4087 (Document n° 4342).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 47-213 du 16 janvier 1947 portant application de l'ordonnance n° 45-2394 du 31 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, p. 4453 (Document n° 4486).

Lycées et collèges. — V. *Interpellations* n° 151.

M

Machines agricoles. — V. *Commerce et industrie (industries diverses)*.

Madagascar. — V. *France d'outre-mer.* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 123.

Magasins généraux. — V. *Sociétés par actions (épargne)*.

Magistrature. — V. *Code d'instruction criminelle.* — *Conseil supérieur de la magistrature.* — *Fonctionnaires (dégagement des cadres).* — *Interpellations* n°s 95, 163. — *Questions orales (Conseil de la République)* n° 102.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Vauthier, sur le projet de loi portant création et suppression de postes de magistrats (n° 904, année 1951), p. 221 (Document n° 24). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 231.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 339 (Loi n° 52-133 du 6 février 1952, J. O. du 7 février 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur le projet de loi portant statut de la magistrature (n° 2326), p. 1647 (Document n° 3102).

Main-d'œuvre nord-africaine. — V. *Travail et sécurité sociale (ministère).* — *Travailleurs nord-africains.*

Maires et adjoints. — V. *Administration communale.* — *Interpellations* n°s 122, 204. — *Légion d'honneur.* — *Questions orales (Conseil de la République)* n° 123.

Maisons de tolérance.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Vourc'h, sur la proposition de résolution de M. Jean Durand, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi abrogeant la loi n° 46-685 du 13 avril 1946 et réglementant la prostitution (n° 707, année 1951), p. 1255 (Document n° 262).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mazuez tendant à l'abrogation de la loi du 13 avril 1946 et à une stricte réglementation de la prostitution, p. 91 (Document n° 2311).

Maladies contagieuses des animaux. — V. *Agriculture.* — *Budget 1952 (agriculture).* — *Calamités agricoles, publiques et viticoles.* — *Impôts (bénéfices agricoles).*

Maladies professionnelles. — V. *Accidents du travail.*

Mangin (général). — V. *Monuments commémoratifs.*

Manifestations artistiques. — V. *Transports (chemins de fer d'intérêt général).*

Manifestations publiques. — V. *Code pénal.* — *Interpellations* n°s 58, 59, 91, 92, 124, 126, 127, 129, 261. — *Police d'Etat, sécurité nationale.* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n°s 47, 78, 145 (*Conseil de la République*), n°s 14, 98.

Manufactures de l'Etat. — V. *Emplois réservés.*

Marchands de couleurs. — V. *Commerce et industrie (entreprises diverses).*

Marchands forains. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 43.

Marchés. — V. *Adjudications et marchés.* — *Agriculture (fruits et légumes).*

Maréchaux de France. — V. *Armées*

Marine marchande. — V. *Budget.* — *Interpellations*, n° 182. — *Questions orales (Conseil de la République)*, n° 109.

CRÉDIT MARITIME MUTUEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. René Schmitt sur la proposition de résolution de M. Reeb tendant à inviter le Gouvernement à créer des prêts spéciaux de la caisse de crédit maritime en cas de calamités maritimes (n° 1870), p. 5431 (Document n° 4820).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Signor tendant à accorder un prêt de deux milliards de francs au crédit maritime mutuel au titre des investissements sociaux, p. 2945 (Document n° 3666).

ÉCOLE DES MÉCANICIENS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin d'aider à la remise en route de l'école de formation de mécaniciens de la marine marchande de Lorient, détruite par incendie, le 24 novembre 1952, p. 5885 (Document n° 4910).

SÉCURITÉ ET HYGIÈNE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance, p. 5673 (Document n° 4853).

TRANSPORTS MARITIMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi prorogeant la loi n° 50-398 du 3 avril 1950 portant organisation provisoire des transports maritimes, reconduite par la loi n° 51-473 du 26 avril 1951, p. 1581 (Document n° 3059). — Dépôt du rapport par M. Louis Michaud, p. 1781 (Document n° 3165). — Discussion, p. 2135; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 2137.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 929 (Document n° 197). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand (Document n° 200) et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 987.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 339 (Loi n° 52-133 du 6 février 1952, J. O. du 7 février 1952).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Serafini tendant à inviter le Gouvernement à mettre la Compagnie générale transatlantique en mesure de consentir aux porteurs de la carte d'invalidité de guerre, les mêmes réductions sur le prix des couchettes des lignes desservant la Corse, que sur le prix du billet de passage, p. 1047 (Document n° 2800).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cermolacce tendant à inviter le Gouvernement à faire accorder aux bénéficiaires de la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950 des réductions de tarif sur les navires reliant la métropole à la Corse, p. 1333 (Document n° 2948).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Govoni tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux invalides de guerre, titulaires de cartes de transports à tarif réduit, les mêmes avantages sur les lignes de transports maritimes qui leur étaient consenties avant guerre, p. 3395 (Document n° 3903).

Marine militaire (secrétariat d'Etat). — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 72.

Marins du commerce. — V. Allocations familiales (caisses). — Assurances des marins du commerce. — Interpellations, n°s 253, 265. — Pensions et retraites. — Questions orales (Conseil de la République), n° 119.

Maroc. — V. Algérie (juges de paix d'Algérie). — Allocations familiales (travailleurs nord-africains). — Elections législatives. — Exportations et importations. — France d'outre-mer (anciens combattants). — Interpellations (n° 69 bis). — Questions orales (Conseil de la République), n° 106.

Marques de fabrique et de commerce. — V. Conventions internationales (propriété industrielle). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 45.

Marseille. — V. Hôpitaux et établissements hospitaliers. — Interpellations n°s 162, 212. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 66.

Martinique. — V. France d'outre-mer (départements). — Interpellations n° 209.

Matériel de guerre. — V. Armes, munitions et matériel de guerre.

Médailles, décorations et récompenses. — V. Croix de guerre, citations militaires. — Légion d'honneur et médaille militaire.

Médaille des évadés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Wolff tendant à modifier l'article unique de la loi n° 48-402 du 10 mars 1948, complétant la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946 attribuant aux évadés la médaille des évadés et les droits y afférents, p. 5167 (Document n° 4763).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Kuehn, tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946, complétée par la loi n° 48-402 du 10 mars 1948, attribuant aux évadés la médaille des évadés et les droits y afférents, p. 6031 (Document n° 4938).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fonlupt-Esperaber tendant à la modification de l'article 3 de la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946, modifié par la loi n° 48-402 du 10 mars 1948, sur l'attribution de la médaille des évadés, p. 6673 (Document n° 5178).

Médailles d'honneur.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à accorder la médaille d'argent aux instituteurs et institutrices titulaires de la médaille de bronze, ayant exercé vingt-cinq années consécutives dans une même commune de moins de 1.000 habitants au moment de leur admission à la retraite, p. 1473 (Document n° 3030).

Médaille militaire. — V. Légion d'honneur et médaille militaire.

Assemblée nationale. — Discussion de la proposition de loi de M. Hénauld tendant : 1° à célébrer dignement le centenaire de la création de la médaille militaire; 2° à créer un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur à des médaillés militaires; 3° à exonérer de taxes et impôts les manifestations, kermesses, etc., organisées au profit des œuvres sociales des médaillés militaires; 4° à émettre un timbre commémoratif; 5° à prévoir un crédit de cent millions pour l'organisation de ces manifestations (n°s 1725, 2195, 2319), p. 433; adoption de la proposition de loi, après modification du titre: *Proposition de loi relative à la célébration du centenaire de la création de la médaille militaire*, p. 435.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 435 (Document n° 44). — Dépôt du rapport par M. Giacomoni, p. 675 (Document n° 131). — Discussion, p. 853; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 855.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, n° 1886 (Document n° 3184). — Dépôt du rapport par M. Max Lejeune, p. 1954 (Document n° 3212). — Adoption de la proposition de loi, p. 2228 (Loi n° 52-397 du 11 avril 1952, J. O. du 13 avril 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hénauld tendant à prévoir un crédit supplémentaire de 15 millions de francs pour célébrer dignement le centenaire de la création de la médaille militaire, p. 1714 (Document n° 3140). — Dépôt du rapport par M. Jean-Paul Palewski, p. 2616 (Document n° 3514). — Discussion, p. 2636; adoption de la proposition de loi, p. 2637.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1197 (Document n° 219). — Lecture du rapport par M. Litaise et discussion, p. 1198; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1199.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2817 (Loi n° 52-667 du 12 juin 1952, J. O. du 13 juin 1952).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Huel tendant à inviter le Gouvernement, à l'occasion du centenaire de la Médaille militaire, à faire appliquer l'article 12 du décret du 22 janvier 1852,

prévoyant qu'un château national servira de maison d'éducation aux jeunes filles ou orphelines indigentes des familles dont les chefs ont obtenu ladite médaille, p. 288 (Document n° 2436) (rectificatif p. 341).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Boisrond tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la médaille militaire dans le rang qu'elle avait avant le décret du 27 septembre 1947 et à modifier l'article 1^{er} de ce décret, p. 203 (Document n° 17).

Communication d'une motion de la commission de la défense nationale à l'occasion de la célébration du centenaire de la création de la médaille militaire, p. 1207.

Médaille des passeurs.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Koenig tendant à inviter le Gouvernement à lever, pour les passeurs bénévoles, la forclusion atteignant le dépôt de leurs dossiers, à assurer leur représentation dans diverses commissions et à instituer une médaille des passeurs, p. 1582 (Document n° 3057). — Dépôt du rapport par M. Guislain, p. 6593 (Document n° 5156).

Médaille de la Résistance.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Guislain sur la proposition de résolution de M. Guislain tendant à inviter le Gouvernement à contrôler les attributions de décorations au titre de la résistance et à retirer ces décorations à ceux qui ne seraient pas titulaires de la carte de déporté ou interné de la résistance ou de combattant volontaire de la résistance (n° 626), p. 889 (Document n° 2781).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bignon tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que les décorations décernées pour faits de résistance soient remises sur le front des troupes, quel que soit le ministère dont elles émanent, p. 5431 (Document n° 4830).

Médaille du travail. — V. Questions orales (Conseil de la République), n° 141.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Caillet tendant à attribuer aux titulaires de la médaille d'honneur du travail une dotation annuelle de 250 F et, sans autres conditions, l'allocation aux vieux travailleurs, p. 1046 (Document n° 2796).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à envisager l'attribution d'une médaille du travail aux invalides et mutilés du travail à plus de 50 p. 100, p. 2592 (Document n° 3534).

Médecine et professions médicales. — V. Pensions et retraites (anciens combattants). — Questions orales (Assemblée nationale), n°s 143, 177.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Barrier sur la proposition de résolution de M. Segelle tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la profession des visiteurs médicaux (n° 580), p. 1582 (Document n° 3067).

— Dépôt d'un rapport de M. Conombo sur la proposition de loi de M. Bernard Lafay, complétant la loi du 21 juillet 1949 modifiant l'article 20 de la loi validée du 11 septembre 1941 et relative au cumul de la profession de pharmacien avec celle de médecin, sage-femme et chirurgien dentiste (n° 1710), p. 4233 (Document n° 4395).

— Dépôt d'un projet de loi portant abrogation de la loi n° 46-2193 du 11 octobre 1946, p. 4298 (Document n° 4413).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charret relative à la réglementation des laboratoires d'analyses médicales, p. 2269 (Document n° 3338).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ribère tendant à reconnaître aux directeurs des laboratoires d'analyses médicales le droit d'effectuer des prélèvements, p. 5673 (Document n° 4851).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Segelle tendant à inviter le Gouvernement à modifier et à compléter l'arrêté du 9 août 1947 réglementant les examens sérologiques du diagnostic de la syphilis, p. 1780 (Document n° 3158). — Dépôt du rapport par M. René Arbellier, p. 5967 (Document n° 4970).

Médecine vétérinaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tricart tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à permettre aux maréchaux experts hongrois la pratique de leur activité dans les conditions fixées par la loi du 17 juin 1938, relative aux traitements d'urgence des maladies non contagieuses des animaux, p. 6201 (Document n° 5051).

Métaux non ferreux. — V. Commerce et industrie (industries diverses). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 49.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Brault sur la proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à exempter les groupements d'autoconstruction (type castor) de l'obligation de fournir une contre-partie de métaux non ferreux tels que zinc, cuivre, plomb, obligation qui constitue pour ces groupements une entrave quasi insurmontable (n° 1970), p. 889 (Document n° 2775).

Météorologie nationale. — V. Air (secrétariat d'Etat).

Métropolitain. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 138.

Metz (procès de). — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 174.

Meunerie. — V. Enseignement technique.

Mines et carrières. — V. Allocations familiales. — Alsace et Lorraine. — Assurances sociales. — Code du travail (élections professionnelles, hygiène et sécurité des travailleurs). — Impôts (taxes départementales et communales). — Interpellations n°s 37, 71, 112, 216, 268. — Loyers (baux ruraux). — Pensions et retraites. — Questions orales (Assemblée nationale), n°s 42, 55, 96.

BUREAU DE RECHERCHES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Coutant sur le projet de loi portant création du bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières de la France métropolitaine (n° 670), p. 1285. (Document n° 2911). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Jules-Julien, p. 2074 (Document n° 3279).

EXPLOITATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Deixonne sur : I. — Les propositions de résolution : 1° de M. Servin, tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité les houillères de Ronchamp (Haute-Saône); 2° de M. Montillot tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en exploitation les houillères de Ronchamp (Haute-Saône); 3° de M. Servin tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux familles des victimes de la catastrophe minière de Ronchamp (Haute-Saône), un premier secours d'un million de francs; II. — Les propositions de résolution : 1° de M. Joseph-André Hugues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir l'exploitation des houillères de Ronchamp en Haute-Saône; 2° de M. Maurice Georges, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour assurer le maintien de l'exploitation des houillères de Ronchamp (n°s 667, 2267 et 2272), p. 1138 (Document n° 2827).

— Dépôt d'un rapport de M. Vedrines sur la proposition de résolution de M. Vedrines tendant à inviter le Gouvernement à reprendre et développer l'exploitation des mines du département de l'Allier; à faire respecter les conditions d'embauche, de travail et de rémunération prévues par le statut du mineur et à accorder des secours de chômage aux mineurs licenciés (n° 361), p. 3437 (Document n° 3918).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Wasmer tendant à modifier l'article 7 de la loi du 23 janvier 1937 établissant statut des mines domaniales de potasse d'Alsace, p. 1885 (Document n° 3176).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin tendant à mettre à la charge des Houillères nationales et de tous les exploitants miniers tous les dommages, dégâts et désordres occasionnés par les exploitations souterraines minières, p. 4299 (Document n° 4152).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Liautey tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures urgentes en vue de maintenir en exploitation les mines de Ronchamp, p. 940 (Document n° 2791).

NATIONALISATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Bouvier O'Coireau sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi tendant à compléter les articles 37 et 38 de la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux (n° 1198), p. 5002 (Document n° 4716).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à nationaliser les mines de potasse, p. 1581 (Document n° 3087).

PERSONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. André Mancey sur la proposition de résolution de M. Lecœur tendant à inviter le Gouvernement à appliquer l'article 12 du statut du mineur, décret n° 46-1433 du 14 juin 1946, relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées; décret établi en conformité de la loi du 14 février 1946 (n°s 152-1581), p. 828 (Document n° 2722).

— Dépôt d'un rapport de M. André Mancey sur la proposition de loi de M. André Mancey tendant à modifier l'article 23 du décret n° 46-1433 du 14 juin 1946 portant application de la loi du 14 février 1946 fixant le statut du mineur (n° 150), p. 3029 (Document n° 3703).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin tendant à fixer à 38 heures 40 minutes la durée hebdomadaire du travail dans les mines sans diminution de salaires, p. 3710 (Document n° 4013).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Roucaute tendant à étendre aux retraités mineurs et aux veuves de retraités mineurs le bénéfice du décret du 15 novembre 1952 sur la gratuité du transport du charbon alloué au personnel en activité, p. 5716 (Document n° 4670).

Mines domaniales de potasse d'Alsace. — V. Pensions et retraites (cumul).

Ministères. — V. Gouvernement, ministères.

Mise en liberté provisoire. — V. Code d'instruction criminelle.

Mobilisation économique. — V. Budget 1952.

Modernisation et équipement (Plan de).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Longchambon tendant à la création, en vertu de l'article 11, paragraphe 3, du règlement, d'une commission de coordination chargée de suivre l'élaboration et la mise en œuvre des plans de modernisation et d'équipement, p. 2112 (Document n° 626).

Monaco (principauté de). — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 33.

Monnaies. — V. Code pénal. — Conventions internationales.

Monuments commémoratifs.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Aubé sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la reconstruction du monument commémoratif du général Mangin détruit par les Allemands en 1940, et instituant une souscription nationale à cet effet (n° 907, année 1951), p. 473 (Document n° 55). — Dépôt d'un avis de la commission de l'intérieur par M. Léo Hamon, p. 564 (Document n° 95). — Discussion, p. 585; adoption de l'avis sur la proposition de loi, après modification du titre: « Proposition de loi relative à l'édification, à Paris et à Metz, de deux monuments de la mémoire du général Mangin, en remplacement de ceux détruits par les Allemands en 1940 et instituant une souscription nationale à cet effet », p. 587.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1138 (Document n° 2833). — Dépôt du rapport par M. Triboulet, p. 1886 (Document n° 3191). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Triboulet, p. 4880 (Document n° 4652). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi relative à l'édification, à Paris, de deux monuments à la mémoire du général Mangin, en remplacement de celui détruit par les Allemands en 1940, et instituant une souscription nationale à cet effet », p. 5698 (Loi n° 52-1315 du 11 décembre 1952, J. O. du 12 décembre 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier tendant à subventionner l'achèvement du centre médico-social érigé à Ascq, à la mémoire des héros de la Résistance, et en faveur de leurs enfants, p. 2369 (Document n° 3363).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boivin-Champeaux tendant à élever un monument aux résistantes françaises mortes dans les camps de concentration, p. 1327 (Document n° 293).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3207 (Document n° 3806).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Saivre tendant à inviter le Gouvernement à assurer le transfert de la souscription en reichmarks recueillie par les corps de troupe de l'armée d'occupation en zone française d'occupation en Allemagne pour la reconstruction du monument du général Mangin détruit à Paris par les Allemands en 1940, p. 446 (Document n° 2195).

Monuments historiques. — Monuments naturels. — V. Interpellations n°s 57, 126.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Médecin sur la proposition de résolution de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi aggravant les pénalités à l'encontre de ceux qui portent des inscriptions sur les chaussées des routes, les arbres qui les bordent, les murs et clôtures, les rochers et autres monuments naturels (n° 513), p. 2479 (Document n° 3481).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Olmi tendant à étendre l'application des dispositions de la loi du 31 décembre 1913, complétées par celles du 2 mai 1930, sur les « dégradations » commises aux immeubles classés, aux auteurs d'inscriptions sur les bâtiments publics ou privés, les chaussées des routes, trottoirs ou murs bordant les voies de communication ou tous emplacements voisins des sites classés, p. 2817 (Document n° 3604).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul Paléwski tendant à inviter le Gouvernement à préserver le patrimoine de la France et à assurer l'ouverture au public de tous les monuments ou sites ayant un caractère historique ou artistique, p. 1046 (Document n° 2795) (rectificatif, p. 1287).

Morts pour la France. — V. Prisonniers et déportés.

Motocyclettes. — V. Transports (automobiles).

Musées nationaux. — V. Domaine de l'Etat (acquisition d'immeubles et de terrains).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hippolyte Ducos tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures pour que les locaux du musée Eugène-Dela-croix, qui risquent — du fait d'un projet de vente en cours de réalisation — d'être soustraits à leur destination, soient acquis par

l'Etat et remis en toute propriété à la Réunion des musées nationaux, p. 3352 (Document n° 3886). — Dépôt du rapport par M. Ducos, p. 3610 (Document n° 3998). — Adoption de la proposition de résolution, p. 3882.

Mutilés. — V. *Accidents du travail. — Assurances de toute nature. — Combustibles liquides. — Emploi obligatoire des mutilés. — Insigne des blessés de guerre. — Interpellations n° 125. — Légion d'honneur. — Médaille du travail. — Postes, télégraphes et téléphones (téléphones).* — *Questions orales (Assemblée nationale) n° 37. — Transports (chemins de fer d'intérêt général).*

N

Nationalisation. — V. *Electricité et gaz. — Mines et carrières.*

Nationalité. — V. *Conventions internationales. — France d'outre-mer (textes généraux).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Lacaze sur le projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 (n° 1431), p. 4154 (Document n° 4485). — Dépôt du rapport par M. Henri Lacaze, p. 6295 (Document n° 5074).

— Dépôt d'un projet de loi portant modification de l'article 411 du code de la nationalité, p. 3742 (Document n° 4053).

— Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 8 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant code de la nationalité française, p. 5965 (Document n° 4938).

— Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 7 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant code de la nationalité française, p. 6673 (Document n° 5193).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier les articles 37, 38, 39, 40, 41, 42 et 63 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 portant code de la nationalité française, p. 3207 (Document n° 3810).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Maton tendant à l'abrogation de l'article 111 et à la modification des articles 96 et 119 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 portant code de la nationalité française, p. 4232 (Document n° 4392).

Navigation aérienne. — V. *Conventions internationales. — Transports (transports aériens).*

Navigation intérieure. — V. *France d'outre-mer (textes généraux). — Transports et voies de communication.*

Navigation maritime et aérienne. — V. *Conventions internationales (impôts).*

Noms patronymiques. — V. *Code pénal.*

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Jozeau-Marigné sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les dispositions en vigueur relatives au nom des enfants naturels reconnus d'abord par la mère, et ultérieurement par le père (n° 865, année 1951), p. 627 (Document n° 117). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi relative au nom des enfants naturels*, p. 642.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1285 (Document n° 2923). — Dépôt du rapport par M. Lacaze, p. 3496 (Document n° 3978). — Discussion, p. 3920; adoption du projet de loi avec le titre proposé par le Conseil de la République, p. 3921 (*Loi n° 52-899 du 25 juillet 1952, J. O. du 29 juillet 1952*).

Notaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Jules Valle sur la proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à rendre applicables à l'Algérie et aux départements d'outre-mer les dispositions de la loi du 8 décembre 1930 modifiant les articles 971, 972, 973, 974, 976, 977, 979, 980 et 1007 du code civil (dispositions testamentaires) et l'article 20 de la loi du 25 ventôse an XI, contenant organisation du notariat (n° 399), p. 3495 (Document n° 3951).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cruzier tendant à modifier l'article 5 de la loi du 25 ventôse an XI relative au notariat, modifié par la loi du 12 août 1902, p. 827 (Document n° 2714).

Notre-Dame des Victoires. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 167.

Nouvelle-Calédonie. — V. *France d'outre-mer.*

O

Océanie. — V. *Elections sénatoriales. — France d'outre-mer.*

Oenologie. — V. *Viticulture.*

Œuvres d'art. — V. *Exportations et importations.*

Œuvres sociales en faveur de la jeunesse scolaire et universitaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à la réorganisation des services des œuvres en faveur des étudiants, p. 2073 (Document n° 3262).

Office national des ANCIENS COMBATTANTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Jean Léon sur la proposition de loi de M. Berthet tendant à la création d'une caisse spéciale, au sein de l'office national des anciens combattants et victimes de la guerre, alimentée par l'abandon total de la retraite du combattant par certains anciens combattants au profit d'œuvres sociales (n° 2318), p. 2002 (Document n° 3244).

Office national ANTIACRIDIEN

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'ordonnance du 7 décembre 1943 portant création de l'office national antiacridien, p. 191 (Document n° 2369).

Office national interprofessionnel des CEREALES. — V. *Agriculture (blé, céréales, farine et pain).* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 120.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramarony tendant à abroger la loi du 5 juillet 1941 relative aux attributions de l'office national interprofessionnel des céréales, p. 5787 (Document n° 4893).

Office du NIGER. — V. *Enquêtes parlementaires (Conseil de la République).*

Office français de PROTECTION DES REFUGIES ET DES APATRIDES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création d'un office français de protection des réfugiés et des apatrides, p. 2366 (Document n° 3361). — Dépôt du rapport par M. Fonlupt-Esperaber, p. 3495 (Document n° 3949). — Discussion, p. 3522; adoption du projet de loi, p. 3534 (*rectificatif*, p. 3711).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1553 (Document n° 375). — Lecture du rapport par M. Michel Debré, p. 1625 et discussion, p. 1626; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1633.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3931 (*Loi n° 52-893 du 25 juillet 1952, J. O. du 27 juillet 1952*).

Offices PUBLICS ET MINISTERIELS. — V. *Algérie. — Droit social, économique et fiscal.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Grimaud tendant à rendre applicable aux sanctions disciplinaires prononcées en vertu de l'ordonnance du 23 juin 1945, relative à la discipline des officiers ministériels, l'article 443 du code pénal et la loi du 26 mars 1891, p. 2674 (Document n° 3568).

Oléagineux. — V. *Corps gras, huiles et plantes oléagineuses. — France d'outre-mer (textes généraux).*

Oliviers. — V. *Corps gras, huiles et plantes oléagineuses.*

Opticien-lunetier.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Segelle sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi tendant à modifier et compléter l'acte dit loi du 5 juin 1944 réglementant la profession d'opticien-lunetier détaillant (n° 22), p. 4366 (Document n° 4480). — Discussion, p. 4814; adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 4815 (*Loi n° 52-1232 du 17 novembre 1952, J. O. du 18 novembre 1952*).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Genton tendant à modifier l'article 2 de l'acte dit loi du 5 juin 1944 modifié par l'article 1^{er} de la loi n° 52-1232 du 17 novembre 1952, réglementant la profession d'opticien-lunetier détaillant, p. 6592 (Document n° 5152).

Or (production et commerce). — V. *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 118.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Mallez sur les propositions de loi: 1^o de M. Jean-Paul Palewski, tendant à l'institution d'un comité de l'or national et d'un centre technique aurifère en vue de promouvoir les réformes indispensables à l'essor de la production aurifère dans les territoires de la métropole et de l'Union française; 2^o de M. Robert Aubé, sénateur, tendant à la création d'un comité national de l'or en vue de définir une politique de l'or, étudier les problèmes posés par son exploitation et promouvoir toutes dispositions susceptibles d'en augmenter la production dans l'Union française (n° 72-1910), p. 1552 (Document n° 3064). — Dépôt d'un avis de la commission des territoires d'outre-mer par M. Diallo Yacine, p. 3400 (Document n° 4408).

Oradour-sur-Clane. — V. *Interpellations* n° 226.

Ordre des pharmaciens. — V. *Pharmacie.*

Ordre public. — V. *Code pénal. — Manifestations publiques.*

Ordre des vétérinaires. — V. *Vétérinaires.*

Organisation administrative. — V. *Algérie.*

Organisation judiciaire. — V. Algérie. — Justice (organisation).

Organisation municipale. — V. Administration communale. — France d'outre-mer (départements).

Organisation des Nations Unies. — V. Conventions internationales. — Questions orales (Conseil de la République), n^{os} 71, 85.

Organisation professionnelle. — V. Agriculture.

Orthographe. — V. Interpellations n^o 192.

Osiériculture. — V. Impôts (bénéfices agricoles).

Ostréiculture. — V. Calamités agricoles, publiques et viticoles.

Ouvriers des établissements de l'Etat. — V. Pensions et retraites. — Questions orales (Assemblée nationale) n^{os} 20, 59. — Traitements (défense nationale, travaux publics).

Ouvriers frontaliers. — V. Interpellations n^{os} 41, 45.

Ouvriers mineurs. — V. Assurances sociales (mines). — Mines et carrières. — Pensions et retraites (mines).

P

Pacte de l'Atlantique. — V. Conventions internationales (sécurité sociale). — Questions orales (Conseil de la République) n^{os} 86, 137.

Pain. — V. Agriculture (blé, farine et pain).

Palais épiscopal. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n^o 111.

Palais nationaux. — V. Château de Versailles.

Panneaux-réclame. — V. Affichage.

Panthéon.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Raingeard sur le projet de loi autorisant le transfert des cendres de Louis Braille au Panthéon (n^o 2057), p. 1886 (Document n^o 3193). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Jean Cayeux, p. 1951 (Document n^o 3211). — Adoption du projet de loi, p. 2189.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1032 (Document n^o 212). — Lecture du rapport par M. Lamoussé, discussion et adoption, à l'unanimité, de l'avis sur le projet de loi, p. 1143.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2566 (Loi n^o 52-633 du 4 juin 1952, J. O. du 5 juin 1952).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Léger relative au transfert au Panthéon du corps du capitaine aviateur Jean Maridor, p. 230 (Document n^o 26).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 310 (Document n^o 2458).

Papier. — V. Bois et forêts — Interpellations n^{os} 102, 107, 160. — Questions orales (Assemblée nationale), n^o 95.

Papiers de commerce. — V. Code de commerce.

Paris (Ville de). — V. Administration de la ville de Paris et du département de la Seine. — Départements villes et communes. — Fortifications. — Loyers (logaux d'habitation). — Postes, télégraphes et téléphones (téléphones).

Partis politiques.

Assemblée nationale. — Déclaration politique remise au bureau de l'Assemblée nationale, p. 3500, 4094.

Conseil de la République. — Déclarations politiques des groupes, remises au président du Conseil de la République, p. 1188.

Passages à niveau. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n^o 71.

Passeurs bénévoles. — V. Médailles des passeurs.

Pasteur (Louis). — V. Questions orales (Assemblée nationale) n^o 125 (Conseil de la République) n^o 47.

Patentes. — V. Impôts. — Questions orales (Assemblée nationale) n^o 43 (Conseil de la République) n^o 125.

Pays et territoires d'outre-mer. — V. France d'outre-mer et Etats associés. — Interpellations n^o 109.

Pêche fluviale. — V. Transports (navigation intérieure).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Castéra sur la proposition de loi de M. Mouton tendant à exonérer totalement des droits du permis de pêche les grands invalides de guerre bénéficiaires de la loi du 22 mars 1935 modifiée par décret-loi du 17 juin 1938 (n^o 1655), p. 1781 (Document n^o 3168).

— Dépôt d'un rapport de M. Charles Barangé sur la proposition de loi de M. Mouton tendant à exonérer totalement des droits du permis de pêche les grands invalides de guerre bénéficiaires de la loi du 22 mars 1935, modifiée par le décret-loi du 17 juin 1938 (n^o 1655), p. 3008 (Document n^o 3679).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Desson tendant à exonérer du timbre piscicole les titulaires de la carte d'économiquement faible, p. 211 (Document n^o 2395).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Liautey tendant à l'unification des services de la pêche fluviale et de la pisciculture, p. 4299 (Document n^o 4418).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Benoist tendant à rassembler tous les services de la pêche fluviale sous une direction unique, p. 4299 (Document n^o 4410).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Benoist tendant à exonérer les bénéficiaires de la carte sociale des économiquement faibles de la taxe piscicole, p. 4299 (Document n^o 4411).

Pêches maritimes. — V. Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Conventions internationales. — Etablissements de pêche. — Impôts (bénéfices industriels et commerciaux). — Ports maritimes et fluviaux. — Questions orales (Assemblée nationale), n^o 63.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à mieux organiser la lutte contre les marsouins et autres cétaqués, qui ravagent les filets des pêcheurs le long des côtes françaises et algériennes, p. 4359 (Document n^o 2964). — Dépôt du rapport par M. Mora, p. 3263 (Document n^o 3839).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Le Basser tendant à inviter le Gouvernement à entreprendre de façon efficiente la lutte contre les marsouins, p. 1740 (Document n^o 478).

Pêche au ring net. — V. Algérie (décisions de l'Assemblée algérienne).

Pécule. — V. Prisonniers et déportés. — Questions orales (Assemblée nationale), n^o 107.

Pensions de famille. — V. Hôtels et pensions de famille. — Loyers (logaux).

Pensions de retraites. — V. Armées (officiers). — Assurances sociales. — Comptabilité publique. — Impôts (revenu). — Interpellations, n^{os} 123, 142, 198, 211. — Questions orales (Assemblée nationale), n^o 59. — Transports (chemins de fer d'intérêt général).

TEXTES GÉNÉRAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cherrier tendant à prendre toutes dispositions utiles afin que tout possesseur de titre de retraite, d'allocation, de pension, puisse continuer à percevoir le montant de son trimestre lorsque son livret est arrivé à échéance ou qu'il lui est retiré pour une cause quelconque, modification du taux ou péréquation, p. 91 (Document n^o 2351).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à maintenir aux fonctionnaires d'Etat, des administrations publiques, aux agents des entreprises nationalisées ou concédées (S. N. C. F.) de tous grades, tous les avantages afférents à leurs statuts et à leur situation, en cas de détachement sur un théâtre d'opérations, p. 1284 (Document n^o 2916). — Dépôt du rapport par M. Schaff, p. 5787 (Document n^o 4376).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Grousseau tendant au recul de l'âge des retraites, p. 1714 (Document n^o 3141).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guislain tendant à inviter le Gouvernement à publier un barème national d'invalidité reconnu officiellement et obligatoirement suivi par tous les services publics et privés comme base normale d'évaluation des taux d'invalidité, p. 562 (Document n^o 2585). — Dépôt du rapport par M. Guislain, p. 1582 (Document n^o 3075).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Godin tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux fonctionnaires et agents retraités de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics, ainsi qu'aux officiers et sous-officiers retraités, une majoration provisionnelle de 15 p. 100, à valoir sur la péréquation intégrale des pensions, p. 1138 (Document n^o 2837).

AGENTS DES CHEMINS DE FER ET DES TRANSPORTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Médecin sur le projet de loi complétant l'article 17 de la loi du 22 juillet 1922 en ce qui concerne les droits à pension de certains agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways (n^o 2183), p. 2179 (Document n^o 3485). — Adoption du projet de loi, p. 3520.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1553 (Document n^o 371). — Dépôt du rapport par M. Pinton, p. 4683 (Document n^o 515). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2038.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5557 (Loi n^o 52-1269 du 29 novembre 1952, J. O. du 30 novembre 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Albert Schmitt sur la proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à faire bénéficier

le personnel des ex-chemins de fer d'Alsace et de Lorraine ayant opté en 1924-1925 et ultérieurement pour le régime des retraites des grands réseaux français, introduit par la loi du 21 juillet 1909, de l'affiliation à ce régime à partir de 1911 au lieu de 1925 (n° 1008), p. 520 (Document n° 2551).

— Dépôt d'un rapport de M. Albert Schmitt sur: 1° la proposition de loi de M. Schaff tendant à soumettre tous les retraités de la Société nationale des chemins de fer français au même statut; 2° la proposition de loi de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à soumettre tous les retraités de la Société nationale des chemins de fer français au même statut (n° 219-614), p. 520 (Document n° 2552).

— Dépôt d'un rapport de M. Marcel Noël sur la proposition de loi de M. Marc Dupuy étendant aux cheminots anciens combattants, déportés et internés de la Résistance, le bénéfice des dispositions légales appliquées aux fonctionnaires, aux agents des services publics, aux travailleurs des industries nationalisées relatives aux campagnes de guerre double et simple (n° 1127), p. 2212 (Document n° 3316).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lemaire tendant à l'application aux anciens combattants des chemins de fer du bénéfice de la campagne double, p. 1137 (Document n° 2835). — Dépôt du rapport par M. Lemaire, p. 2479 (Document n° 3181).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Blachette tendant à inviter le Gouvernement à appliquer aux agents retraités des chemins de fer secondaires les dispositions de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, et à décaler les crédits nécessaires à la caisse autonome mutuelle des retraites pour mettre en application cette réforme, p. 888 (Document n° 2770). — Dépôt du rapport par M. Marcel Noël, p. 3934 (Document n° 4131).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Barthélemy tendant à inviter le Gouvernement à faire modifier l'article 15 du règlement des retraites de la Société nationale des chemins de fer français (régime 1911), p. 1953 (Document n° 3217). — Dépôt du rapport par M. Barthélemy, p. 7031 (Document n° 5220).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Scustelle tendant à inviter le Gouvernement à prendre, avant le 20 mai 1952, le règlement d'administration publique prévu par la loi n° 50-1010 du 19 août 1950 et à permettre la réalisation de la péréquation intégrale des retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways, p. 1930 (Document n° 3221). — Dépôt du rapport par M. Médecin, p. 4232 (Document n° 4376).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alcide Benoit tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions permettant l'application effective de l'automatisme de la péréquation des pensions des anciens agents de la Société nationale des chemins de fer français, p. 2001 (Document n° 3247). — Dépôt du rapport par M. Marcel Noël, p. 5967 (Document n° 4919).

— Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 5 de l'ordonnance du 2 décembre 1944 modifiant les lois des 22 juillet 1922, 31 mars 1923, 31 mars 1932 et 13 janvier 1936 relatives aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, par une disposition étendant le bénéfice des majorations pour enfants à des pensionnés titulaires de pensions de réforme acquises après vingt-cinq ou trente ans de service, p. 2367 (Document n° 3393).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à étendre les lois n° 50-1427 du 18 novembre 1950 et n° 51-1050 du 29 août 1951, relatives au cumul d'une pension de retraite avec un traitement d'activité aux retraités de la Société nationale des chemins de fer français, p. 233 (Document n° 2116).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain, tendant à soumettre tous les retraités de la Société nationale des chemins de fer français au même statut, p. 562 (Document n° 2590).

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de loi de M. Tourné, tendant à intégrer les allocations aux grands invalides dans la pension principale en vue de réparer l'injustice dont sont victimes les pensionnés de guerre de 40 à 80 p. 100 (n° 321) (2^e législature), p. 2072.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport sur la proposition de loi de M. Gondonnier, tendant à modifier les dispositions de l'article 81 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre en vue de réserver certaines audiences des tribunaux des pensions aux affaires concernant les victimes civiles de la guerre et de modifier, pour ces affaires, la composition de ces tribunaux (n° 787), p. 1285 (Document n° 2931). — Adoption de la proposition de loi, p. 2194.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1032 (Document n° 214). — Dépôt du rapport par M. de Bardonnèche, p. 1384 (Document n° 311). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 534.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3493 (Loi n° 52-801 du 10 juillet 1952, J. O. du 11 juillet 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Darou, tendant à compléter les dispositions de la loi n° 48-1088 du 8 juillet 1948 instituant une allocation spéciale au bénéfice des aveugles enrôlés dans la résistance, p. 751 (Document n° 2674). — Dépôt du rapport par M. Pradeau, p. 4447 (Document n° 3004). — Dépôt d'un

avis de la commission des finances par M. Darou, p. 2074 (Document n° 3281). Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Pradeau, p. 2567 (Document n° 3513). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi tendant à compléter l'article 183 L du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, en vue d'instituer une allocation forfaitaire pour tierce personne au profit des aveugles de la résistance*, p. 3452.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1533 (Document n° 361). — Lecture du rapport par M. Radius, p. 1637, et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1637.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3931 (Loi n° 52-872 du 22 juillet 1952, J. O. du 23 juillet 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. André Liautey sur la proposition de résolution de M. André Liautey, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le texte de l'article 1^{er} de la loi du 31 mars 1919, dans le décret n° 51-469 du 24 avril 1951 portant codification des textes législatifs concernant les pensions militaires d'invalidité (n° 1700), p. 2866 (Document n° 3629). — La commission ayant conclu à une proposition de loi, adoption, avec le titre suivant: *Proposition de loi tendant à modifier l'article 1^{er} du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre*, p. 3883.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1671 (Document n° 451). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2119.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5786 (Loi n° 52-1373 du 11 décembre 1952, J. O. du 12 décembre 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ribère, tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les pensions des ascendants de guerre, à faire supprimer les conditions d'âge et de fortune auxquelles est subordonné l'octroi de ces pensions et à faire admettre les ascendants de guerre au bénéfice de la sécurité sociale, p. 1047 (Document n° 2809). — Dépôt d'un rapport par Mme de Lipkowski sur les propositions de résolution: 1° de M. Marcel Ribère, tendant à inviter le Gouvernement à rapporter la circulaire du 2 mars 1948, du ministère de la France d'outre-mer, excluant des bénéfices de délégation de solde et de pension, sous certaines conditions d'âge, les ascendants des militaires décédés en Indochine; 2° de M. Marcel Ribère, tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les pensions des ascendants de guerre à faire supprimer les conditions d'âge et de fortune auxquelles est subordonné l'octroi de ces pensions, et à faire admettre les ascendants de guerre au bénéfice de la sécurité sociale (n° 684, 2809), p. 2563 (Document n° 3548).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Le Coutallier sur la proposition de loi de M. René Schmitt, tendant à modifier l'article 49 de la loi du 31 mars 1919 au profit de certaines catégories d'agents des ministères de la guerre, de la marine et de l'air (n° 1052), p. 899 (Document n° 2780).

— Dépôt d'un rapport de M. Guislain sur le projet de loi admettant certains étrangers au bénéfice des lois des 31 mars 1919 ou 24 juin 1919 et 20 mai 1946, ainsi que certains Français victimes de circonstances particulières (n° 1891), p. 1532 (Document n° 3076).

— Dépôt d'un rapport de Guislain sur la proposition de loi de M. Nisse, tendant à modifier la loi du 24 juin 1919 modifiée par la loi du 28 juillet 1921 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (n° 1108), p. 1532 (Document n° 3078).

— Dépôt d'un rapport de M. Guislain sur la proposition de loi de M. Darou, tendant à rétablir la présomption d'origine au bénéfice des militaires présents sous les drapeaux, pour toutes maladies contractées ou aggravées durant cette période (n° 1018), p. 2675 (Document n° 3578).

— Dépôt d'un rapport de Mme Gabriel-Péri sur la proposition de loi de Mme Gabriel-Péri tendant à modifier l'article 67 du code des pensions et étendant le bénéfice de la pension d'ascendant aux ascendants victimes de la guerre qui ne sont imposables à l'impôt général sur le revenu que pour un revenu net ne dépassant pas 50.000 francs (n° 158), p. 2566 (Document n° 3633).

— Dépôt d'un rapport de M. Tourné sur la proposition de loi de M. Mouton tendant à faire bénéficier les invalides militaires du temps de paix des mêmes barèmes et avantages que ceux des mutilés de guerre par l'octroi de l'article 65 de la loi du 31 mars 1919, repris aux articles 12 et 13 du code des pensions (décret n° 47-2084 du 20 octobre 1947) (n° 603), p. 3067 (Document n° 3725).

— Dépôt d'un rapport de M. Bignon sur la proposition de loi de M. Triboulet ayant pour but d'étendre aux membres de la police auxiliaire de sécurité, instituée lors des événements de la libération dans divers départements, le bénéfice des pensions militaires de la loi du 31 mars 1919 (n° 519), p. 5431 (Document n° 4825).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à évincer des opérations de la « revision des pensions dites abusives », celles qui furent attribuées par décision de justice, p. 211 (Document n° 2384). — Dépôt du rapport par M. Cherrier, p. 5967 (Document n° 4951).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à modifier l'article 9 de la loi n° 46-1117 du 20 mai 1946 portant remise en vigueur, modification et extension de la loi du 24 juin 1919 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, p. 562 (Document n° 2586). — Dépôt d'une proposition de loi de Mme de Lipkowski tendant à l'application de l'article 65 de la loi du 31 mars 1919 aux victimes civiles de la guerre bénéficiaires de la loi du 24 juin 1919 modifiée par la loi du 28 juillet 1921 (victimes de la guerre 1914-1919)

et reconduite par la loi du 20 mai 1946 aux victimes de la guerre 1939-1945, p. 1473 (Document n° 3039). — Dépôt d'un rapport de M. Guislain, p. 2567 (Document n° 3511).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à majorer le taux des pensions allouées par les lois des 31 mars 1919 et 24 juin 1919 aux invalides dont le taux d'invalidité varie de 10 à 80 p. 100, p. 1353 (Document n° 3215). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 4303 (Document n° 4621).

— Dépôt d'un projet de loi portant modification de l'article 105 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, annexé au décret n° 47-2084 du 20 octobre 1947, p. 3609 (Document n° 3997). — Dépôt du rapport par M. Garnier, p. 6593 (Document n° 5157).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à améliorer la situation des ascendants des militaires morts pour la France, p. 1166 (Document n° 2861).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marty tendant à accorder aux ayants cause des Français morts dans les rangs de l'armée républicaine espagnole au cours des événements de guerre 1936-1939, ou décédés des suites de blessures reçues ou maladies contractées, les avantages réservés aux ayants cause des combattants de la guerre 1939-1945 et à ceux qui auraient reçu blessures ou contracté maladie, alors qu'ils appartenaient à l'armée républicaine espagnole, les droits acquis par les combattants de la guerre 1939-1945, p. 1284 (Document n° 2910).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Médecin tendant à attribuer une pension d'invalidité basée sur le taux du grade à tous les militaires de carrière et à leurs ayants cause, p. 2370 (Document n° 3443).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Adrien Mouton tendant à modifier l'article 8 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, p. 2477 (Document n° 3460).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme de Lipkowski tendant à intégrer les allocations aux grands invalides et aux grands mutilés, prévues par les articles 31 et 36 du code des pensions, dans la pension principale servie aux tributaires de la loi du 31 mars 1919 et à calculer la pension des invalides de 10 à 80 p. 100 proportionnellement au montant de la pension allouée à un invalide à 100 p. 100, allocations comprises, p. 3007 (Document n° 3690).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à compléter l'article 1^{er} de la loi du 17 avril 1923, modifié par la loi du 23 mars 1928, pour en étendre le bénéfice aux veuves de guerre 1914-1918 qui ont acquis la nationalité française en application du code civil par voie de mariage contracté après 1919 avec des Alsaciens et des Lorrains réintégrés de plein droit ou par jugement dans la nationalité française en exécution du traité de Versailles, p. 3008 (Document n° 3701).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à accorder le bénéfice à pension aux veuves de guerre remariées, redevenues veuves une fois qu'elles ont atteint l'âge de soixante ans, p. 3394 (Document n° 3901).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à satisfaire en quatre ans les droits des anciens combattants et victimes de la guerre en fonction des lois votées, p. 3494 (Document n° 3597).

— Dépôt d'une proposition de loi Mme Gabriel-Pérl tendant à accorder des pensions au taux de reversion aux veuves des victimes civiles des guerres, décédées en jouissance d'une pension définitive ou temporaires d'invalidité égale ou supérieure à 60 p. 100 ou en possession de droits à cette pension, p. 3507 (Document n° 4076).

— Dépôt d'une proposition de loi M. Boscary-Monsservin tendant à modifier l'article 43 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, p. 3807 (Document n° 4101).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à accorder une pension militaire de décès ou d'invalidité aux naturalisés français devenus invalides en combattant dans une armée alliée avant d'avoir acquis la nationalité française, p. 3933 (Document n° 4140).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à relever les honoraires des médecins experts commis par les juridictions des pensions, en les portant au coefficient 22,37 par rapport à avant-guerre, p. 6201 (Document n° 5055).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lengchambon tendant à modifier et à compléter les articles 26 de la loi du 11 avril 1831, 28 de la loi du 18 avril 1831 et 38 de la loi du 28 février 1934, relatifs à la suspension du droit à l'obtention et à la jouissance des pensions militaires d'invalidité et de la retraite du combattant, par la perte de la qualité de Français, pendant la privation de cette qualité, p. 1724 (Document n° 469).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4299 (Document n° 4407).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Peltre tendant à inviter le Gouvernement à modifier et à compléter les dispositions de la législation en vigueur, reproduites au code des pensions militaires d'invalidité, et spécialement de la loi du 31 mars 1919 en ce qui concerne le droit à pension des anciens combattants atteints de blessures de guerre à la tête, p. 888 (Document n° 2756).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à abroger la circulaire n° 526 E. M. P. du 11 août 1951 et à établir à 65 p. 100 minimum le taux de pension affecté à la gastrectomie, p. 3808 (Document n° 4074).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjot tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour indemniser les victimes civiles de la guerre, de nationalité étrangère, au moment du dommage, et devenues françaises postérieurement à celui-ci, p. 6592 (Document n° 5161).

CUMUL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à modifier l'article 4 de l'ordonnance du 25 août 1944, modifiée par l'article 43 de la loi du 8 août 1950 afin d'élever à six fois le minimum vital le plafond du cumul d'une retraite et d'un traitement civil, p. 232 (Document n° 2418). — Dépôt du rapport de M. Magendie sur: I. Les propositions de loi: 1^o de M. Delcos, tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 4 de l'ordonnance du 25 août 1944 modifiée par l'article 43 de la loi du 8 août 1950, afin de porter à six fois le minimum vital les limites de cumul d'un traitement et d'une pension; 2^o de M. Blachette, tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 4 de l'ordonnance du 25 août 1944 modifié par l'article 43 de la loi du 8 août 1950, afin de porter à six fois le minimum vital les limites de cumul d'une pension; 3^o de M. Cristofol, tendant à modifier l'article 4 de l'ordonnance du 25 août 1944 modifiée par l'article 43 de la loi du 8 août 1950, afin d'élever à six fois le minimum vital le plafond du cumul d'une retraite et d'un traitement civil; II. La proposition de résolution de M. Jean Masson, tendant à inviter le Gouvernement à apporter certaines améliorations au régime du cumul des pensions et des rémunérations publiques (nos 627, 1587, 2418, 1822 (Document n° 3181). — Dépôt d'un avis de la commission des finances, par M. Charles Barangé, p. 3008 (Document n° 3681).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à étendre à toutes les catégories du personnel de Charbonnages de France les dispositions de la loi n° 50-1427 du 18 novembre 1950 relative à l'application aux mineurs du décret-loi du 29 octobre 1936 réglementant les cumuls d'une pension de retraite avec un traitement d'activité, p. 519 (Document n° 2528). — Dépôt du rapport par M. Deixonne, p. 1582 (Document n° 3062).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaborit tendant à permettre le cumul de l'allocation temporaire aux économiquement faibles avec une pension de veuve ou d'ascendant de marins du commerce ou de la pêche, p. 1016 (Document n° 2793). — Dépôt du rapport par M. Gaborit, p. 3262 (Document n° 3810).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à permettre aux pensionnés de guerre et aux ayants cause bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité, le cumul de leurs pensions avec l'allocation temporaire aux catégories sociales économiquement faibles, p. 888 (Document n° 2787).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Germaine François tendant à autoriser le cumul par un orphelin, des pensions obtenues par son père et sa mère au titre de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 par modification de l'article 58 de la dite loi, p. 1016 (Document n° 2811).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paquet tendant à interdire le cumul d'une pension et d'un traitement dans les entreprises nationales, industrielles et commerciales, p. 1166 (Document n° 2858).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rose Guérin tendant à permettre aux veuves de guerre âgées de plus de soixante ans, infirmes ou incurables et non imposables à l'impôt sur le revenu, le cumul de leur pension de veuve de guerre avec l'allocation temporaire aux économiquement faibles, p. 1166 (Document n° 2876).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Klock tendant à modifier la loi du 18 novembre 1950 régissant la situation du personnel des mines domaniales de potasse d'Alsace, p. 4299 (Document n° 4445).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Méric tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi permettant d'accorder aux veuves de guerre le bénéfice du cumul de leur pension avec l'allocation temporaire aux vieux, p. 564 (Document n° 89).

Voir également à la rubrique: *Pensions (personnels civil et militaire)*.

MARINS DU COMMERCE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaborit tendant à compléter l'article 2, paragraphe a de la loi n° 50-1023 du 22 août 1950 portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche, p. 751 (Document n° 2676).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Alain Signor tendant à modifier l'article 2 de la loi du 22 août 1950 et à accorder le bénéfice de la « campagne double » aux inscrits maritimes mobilisés pendant la guerre de 1914-1918 pour la période écoulée entre la date de leur rappel sous les drapeaux et la date de leur démobilisation, p. 3266 (Document n° 3327). — Dépôt du rapport par M. Gaborit, p. 3262 (Document n° 3328).

— Dépôt d'un rapport de M. Gaborit sur la proposition de loi de M. Pierre Chevallier modifiant certaines dispositions du régime des pensions des marins du commerce et de la pêche (n° 235), p. 1047 (Document n° 2791).

— Dépôt d'un rapport de M. Cermolacce sur la proposition de loi de M. Cermolacce tendant à modifier la loi du 12 avril 1941 modifiée par l'ordonnance du 8 septembre 1943 et par la loi du 22 septembre 1948, déterminant le régime des pensions de retraite des marins français de commerce et de pêche (n° 484), p. 1715 (Document n° 3150).

— Dépôt d'un rapport de M. Cermolacce sur la proposition de loi de M. Signor tendant à modifier l'article 4 et l'article 12 de la loi du 22 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche (n° 417), p. 4661 (Document n° 4582).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cermolacce tendant à faire entrer en compte, pour l'établissement du temps ouvrant droit à pension sur la caisse de retraites des marins, les périodes passées au service de navires ou engins antérieurement possesseurs ou ayant fait l'objet d'une délivrance obligatoire du rôle d'équipage, p. 4358 (Document n° 2960). — Dépôt du rapport par M. Gravoille, p. 5167 (Document n° 4760).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à valider pour la pension sur la caisse de retraites des marins la durée d'un mandat parlementaire rempli par un inscrit maritime, p. 5430 (Document n° 4816).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Golvan tendant à compléter et à modifier la loi du 22 septembre 1948 fixant le régime des pensions de retraite des marins de commerce et de la pêche, p. 750 (Document n° 2266).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Reeb tendant à modifier l'article 2 de la loi du 22 août 1950 tendant à accorder aux inscrits maritimes la campagne double pour la guerre 1914-1918 entre la date de la mobilisation et la date de la démobilisation, p. 4299 (Document n° 4431).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lecanuet tendant à faire entrer en compte dans la pension de retraite de marin la durée des services accomplis dans les eaux estuarières, rivières, fleuves, canaux, étangs, déclassés du régime de l'inscription maritime entre 1927 et 1938, p. 5557 (Document n° 4846).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cermolacce tendant à inviter le Gouvernement à respecter la loi du 12 avril 1941, modifiée par la loi du 22 septembre 1948, notamment son article 55, et, en conséquence, à majorer de 23 p. 100 les salaires forfaitaires des marins du commerce à compter du 1^{er} octobre 1951, p. 4454 (Document n° 4499).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reeb tendant à inviter le Gouvernement à augmenter de 23 p. 100 les salaires forfaitaires des marins pêcheurs et du commerce conformément à l'article 55 de la loi du 12 avril 1941 modifiée par l'article 14 de la loi du 22 septembre 1948 sur la caisse des invalides de la marine, p. 4623 (Document n° 4576).

MINES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jules Caloire tendant à permettre aux mineurs qui justifient de 30 années de services, dont au moins 20 années accomplies au fond, de bénéficier sur leur demande, et sans conditions d'âge, d'une pension de retraite, p. 2369 (Document n° 3368).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin tendant à augmenter de 25 p. 100 les retraites servies par la caisse autonome nationale des retraites minières et à accorder la reversibilité des deux tiers aux veuves de mineurs, p. 3495 (Document n° 3965).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck relative aux retraites minières, p. 5041 (Document n° 4730).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck relative aux pensions des ouvriers mineurs, p. 5041 (Document n° 4731).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck relative aux retraites de certains ouvriers mineurs anciennement occupés aux mines domaniales de la Sarre, p. 6031 (Document n° 4989).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck relative aux retraites des ouvriers mineurs, p. 6031 (Document n° 4990).

OUVRIERS DES ÉTABLISSEMENTS DE L'ÉTAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Paul tendant à accorder un nouveau délai pour permettre à certains ouvriers de l'État de faire valider leurs services temporaires, p. 416 (Document n° 2522). — Dépôt du rapport par M. Cherrier, p. 5967 (Document n° 4950).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Caillet tendant à la validation, pour le calcul de la pension de retraite des personnels tributaires des lois des 2 août 1949 et 21 mars 1928, des services accomplis dans les établissements en cause antérieurement à leur prise en charge par l'État, p. 4197 (Document n° 2885). — Dépôt du rapport par M. Garnier, p. 6201 (Document n° 5043).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à valider les années de service accomplies dans les usines façonnrières de tabacs d'Alsace et de Lorraine entre 1919 et la date de nationalisation au titre de la loi du 2 août 1949, p. 2477 (Document n° 3462).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à réparer en partie les dommages causés aux victimes de la loi de Vichy, dite loi du 12 mai 1941, p. 2478 (Document n° 3475).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à modifier l'article 9 de la loi de pensions n° 49-1097 du 2 août 1949, p. 2817 (Document n° 3617).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Quinson tendant à augmenter le délai prévu par l'article 44 de la loi de finances n° 50-928 du 8 août 1950 en ce qui concerne la recevabilité des demandes d'allocation formulées par les veuves non remariées, p. 5086 (Document n° 4741).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck relative au régime de pension du personnel des anciennes fabriques privées de tabac et d'allumettes des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle intégré dans les services d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes de l'État en vertu du décret-loi du 30 octobre 1935, p. 6095 (Document n° 5023).

Voir également à la rubrique: *Pensions et retraites (personnels civil et militaire de l'Etat)*.

PENSIONS ET RENTES VIAGÈRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la pension de la veuve du maréchal de France de Latre de Tassigny, p. 1713 (Document n° 3413). — Dépôt du rapport par Mme de Lipkowski, p. 2567 (Document n° 3519). — Discussion, p. 3035; adoption du projet de loi, p. 3036 (*rectificatif*, p. 3498).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1308 (Document n° 285). — Rapporteur, M. Gatuing; discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1533.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3608 (*Loi n° 52-812 du 11 juillet 1952, J. O. du 12 juillet 1952*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Maurice Grimaud sur les propositions de loi: 1° de M. Jean-Paul-David, tendant à modifier les dispositions de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 portant révision de rentes viagères constituées entre particuliers; 2° de M. Gaillard, tendant à modifier l'article 4^{er} de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers; 3° de M. Defos du Rau, tendant à compléter les dispositions des lois n° 49-420 du 25 mars 1949 et n° 51-695 du 24 mai 1951 portant révision et majoration de certaines rentes viagères; 4° de M. Defos du Rau, tendant à compléter l'article 4 de la loi du 25 mars 1949 sur la révision des rentes viagères entre particuliers; 5° de M. Estradère, tendant à introduire le principe de l'échelle mobile en faveur des rentes viagères; 6° de M. Frédéric-Dupont, tendant à revaloriser les rentes viagères souscrites auprès des institutions de prévoyance ou de sécurité sociale prévues par l'article 18 de l'ordonnance du 4 octobre 1945; 7° de M. Frédéric-Dupont, modifiant le taux et les conditions de revalorisation des rentes viagères; 8° de M. Minjoz, tendant à revaloriser les rentes viagères visées par les lois n° 48-777 du 4 mai 1948, n° 49-420 du 25 mars 1949, n° 49-1098 du 2 août 1949 et n° 51-695 du 24 mai 1951; 9° de M. Minjoz, tendant à revaloriser les rentes viagères versées par les personnes morales en tant que charge accessoire d'un legs; 10° de M. Médecin, tendant à interpréter la loi du 2 août 1949, en ce qui concerne les contrats dits « de capital différé à prime unique. (Dispositions concernant les rentes viagères constituées entre particuliers) (N° 139, 163, 396, 411, 508, 623, 624, 1217, 1497 et 1551), p. 141 (Document n° 2360). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Joseph Denais, p. 1359 (Document n° 2968). — Discussion, p. 2162; adoption de l'ensemble de la proposition de loi, après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers », p. 1273 (*rectificatif*, p. 2340).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 986 (Document n° 201). — Dépôt du rapport par M. Robert Chevalier, p. 1384 (Document n° 312). — Discussion, p. 1539; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1542 (*rectificatif*, p. 1579, 1642).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3616 (Document n° 3953). — Dépôt du rapport par M. Maurice Grimaud, p. 3743 (Document n° 4030). — Discussion, p. 3921; adoption de la proposition de loi, avec modifications, p. 3925 (*Loi n° 52-870 du 22 juillet 1952, J. O. du 23 juillet 1952*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Charles Barangé sur le projet de loi portant majoration des pensions exceptionnelles (n° 1279), p. 3743 (Document n° 4046). — Adoption, p. 4246.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1740 (Document n° 480). — Dépôt du rapport par M. Chapalain, p. 2703 (Document n° 661). — Adoption d'une proposition de résolution demandant une prolongation du délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur ledit projet de loi, p. 2708.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 7030 (Document n° 5221). — Adoption de la proposition de résolution, p. 7046.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 2715.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant relèvement des taux de majoration de certaines rentes viagères et extension dans le temps du régime des majorations, p. 4083 (Document n° 4186). — Dépôt du rapport par M. Joseph Denais, p. 3400 (Document n° 4326). — Retrait du rapport, p. 4364.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à assurer aux titulaires de pensions différées (loi du 22 mars 1924, art. 98) le bénéfice de la loi n° 48-777 du 4 mai 1948 portant majoration des rentes viagères de l'État et des lois subséquentes qui l'ont modifiée, p. 2754 (Document n° 3593).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Sérafini tendant à modifier la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers, p. 3007 (Document n° 3691).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Cachin tendant à instituer un régime spécial de majoration des rentes viagères constituées avant l'année 1915, p. 4298 (Document n° 4101).

PERSONNELS CIVIL ET MILITAIRE DE L'ÉTAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Le Coutaller sur la proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à compléter l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et à permettre la révision administrative de certaines pensions (n° 641), p. 91 (Document n° 2344). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Charles Barangé, p. 1359 (Document n° 2974). — Discussion, p. 1433; disjonction de la proposition de loi, p. 1439.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Pradeau sur le projet de loi ouvrant un délai spécial pour les demandes de révision de pension au profit des militaires retraités et rappelés à l'activité au cours de la guerre 1939-1945 (n° 1222), p. 711 (Document n° 2640). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Darou, p. 2076 (Document n° 3280). — Adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi ouvrant un délai spécial pour les demandes de révision de pension au profit des militaires et marins retraités rappelés à l'activité au cours de la guerre 1939-1945* », p. 2344.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1154 (Document n° 241). — Dépôt du rapport par M. Le Gros, p. 1375 (Document n° 307) (rectificatif, p. 1502). — Discussion, p. 1538; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1539.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3608 (Loi n° 52-800 du 10 juillet 1952, J. O. du 11 juillet 1952).

Assemblée nationale. — Reprise d'un rapport déposé dans la précédente législature, par M. Darou, sur la proposition de loi de Mme Lempereur, tendant à faire bénéficier des lois du 9 juin 1853 et du 17 août 1876 les fonctionnaires détachés hors d'Europe pour y remplir des fonctions d'enseignement (n° 12912), p. 2754 (Document n° 3582). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à compléter l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913 sur les pensions, en faveur des fonctionnaires détachés hors d'Europe pour y remplir des fonctions d'enseignement* », p. 3417.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1553 (Document n° 358). — Lecture du rapport par M. Radius et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1636.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3931 (Loi n° 52-858 du 21 juillet 1952, J. O. du 22 juillet 1952).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à compléter les articles 7 et 8 de la loi du 20 septembre 1948 sur les pensions civiles et militaires, p. 445 (Document n° 2503). — Retrait, p. 2591.

— Dépôt d'un rapport de M. Peltre sur: 1° la proposition de loi de M. Schaff tendant à obtenir la prise en charge, par la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales, des fonctionnaires de police de l'Etat à carrière mixte, provenant des collectivités du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle non affiliées à la caisse nationale; 2° la proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à modifier la législation applicable en matière de pension aux agents de police, fonctionnaires de l'Etat, provenant des personnels départementaux et communaux (n° 653, 563), p. 711 (Document n° 2641).

— Dépôt d'un rapport de M. Guislain sur la proposition de loi de M. Guislain, tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article unique de la loi du 22 mars 1928 accordant aux invalides de guerre, titulaires de fonctions civiles, un droit à la retraite anticipée, à ceux dont le degré d'invalidité est égal ou supérieur à 10 p. 100 (n° 1695), p. 1138 (Document n° 2828).

— Dépôt d'un rapport de M. Léon Jean sur la proposition de loi de M. Delbez, tendant à compléter la loi du 20 septembre 1948 sur le régime des retraites (n° 1633), p. 1582 (Document n° 3074).

— Dépôt d'un rapport de M. Guislain sur la proposition de loi de M. Guislain, tendant à faire bénéficier des dispositions accordant certains avantages sur la retraite et l'avancement, à dater du 6 août 1948, les fonctionnaires et les veuves de fonctionnaires dont les pensions ont été liquidées avant le 6 août 1948 (n° 1167), p. 1582 (Document n° 3077).

— Dépôt d'un rapport de M. Cherrier sur la proposition de loi de M. Barthélemy, tendant à modifier le mode de calcul des retenues rétroactives effectuées pour la validation du temps de service de non titulaires des administrations publiques en vue de l'établissement du droit à pension d'ancienneté (n° 2033), p. 1582 (Document n° 3079).

— Dépôt d'un rapport de Mme de Lipkowski sur les propositions de loi: 1° de M. Hénauld tendant à étendre aux veuves de guerre 1914-1918 des militaires de carrière le bénéfice de la loi du 14 avril 1924, modifiée par les articles 38 et 39 de la loi du 20 septembre 1948, et notamment les articles 49 et 50; 2° de M. Jarrosson, tendant à ouvrir un nouveau délai permettant à certaines catégories de veuves de militaires de carrière de demander le bénéfice de l'allocation complémentaire prévue par les articles 76 et 77 de la loi du 30 décembre 1928 (n° 746-2096), p. 2567 (Document n° 3517).

— Dépôt d'un rapport de M. Barthélemy sur la proposition de loi de M. Barthélemy tendant à la classification en catégorie B (service actif), en vue de leur accorder le bénéfice de la loi du 20 septembre 1948 sur les pensions civiles et militaires, des contrôleurs et contrôleurs principaux des installations électromécaniques (n° 918), p. 2592 (Document n° 3541).

— Dépôt d'un rapport de M. Le Coutaller sur la proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à modifier ou compléter les dispositions

des articles 6, 8, 17, 18, 25, 32, 36, 43, 59, 61, 63, 64 et 65 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires (n° 642), p. 5167 (Document n° 4765).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Médecin tendant à permettre aux officiers en non activité par suppression d'emploi et non rappelés à l'activité d'obtenir un dégageant définitif et une pension de retraite plus équitable, p. 273 (Document n° 2421). — Dépôt du rapport par M. Debouët, p. 6095 (Document n° 5014).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cherrier tendant à permettre aux travailleurs de l'Etat tributaires des lois du 2 août 1949 (ouvriers) et du 20 septembre 1948 (fonctionnaires) révoqués pour action syndicale ou délit d'opinion, de bénéficier du droit à pension, p. 601 (Document n° 2607). — Dépôt du rapport par M. Cherrier, p. 2175 (Document n° 3299).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Raymond Frugier tendant à rajuster la pension de retraite des agents de l'ancien service de l'assurance crédit d'Etat, p. 1016 (Document n° 2797). — Dépôt du rapport par M. Peltre, p. 3743 (Document n° 4056).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurellet tendant à améliorer le mode de calcul des retenues rétroactives pour la retraite des auxiliaires des administrations publiques bénéficiant d'une mesure de titularisation, p. 1332 (Document n° 2939). — Dépôt du rapport par M. Cherrier, p. 5967 (Document n° 4952).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélemy tendant à autoriser les auxiliaires des postes, télégraphes et téléphones utilisés dans un emploi permanent pendant au moins quatre heures par jour, à faire valider pour la retraite la durée de leurs services de non-titulaires, p. 1358 (Document n° 2967). — Dépôt du rapport par M. Marcel Noël, p. 7031 (Document n° 5229).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à compléter l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et à permettre la révision administrative de certaines pensions, p. 1581 (Document n° 2038). — Dépôt du rapport par M. Le Coutaller, p. 5167 (Document n° 4766).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à l'entrée en compte dans les pensions de retraite, de certains services militaires accomplis au cours des années 1938 et 1939 par les militaires de réserve, p. 6673 (Document n° 5183).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski tendant à compléter l'article 59 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 91 (Document n° 2335).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouxom tendant à donner aux fonctionnaires civils et militaires titulaires de la carte de déporté résistant, la possibilité d'une mise à la retraite anticipée, p. 211 (Document n° 2388).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Serafini tendant à étendre le bénéfice des articles 55, 57 et 123 du code des pensions civiles et militaires de retraite aux ayants cause de fonctionnaires civils et militaires décédés, titulaires d'une pension proportionnelle ou en possession de droits à une telle pension, p. 519 (Document n° 2529).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à faire bénéficier des lois du 9 juin 1853 et du 17 août 1876 les fonctionnaires détachés hors d'Europe pour y remplir des fonctions d'enseignement, p. 519 (Document n° 2546).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Schaff tendant à valider au profit des militaires de carrière originaires des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, la durée des services accomplis dans l'armée allemande sous l'empire de la contrainte, p. 710 (Document n° 2651).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Serafini tendant à rendre applicables aux fonctionnaires retraités sous l'empire de la loi du 14 avril 1924 certaines dispositions plus favorables de la législation postérieure (loi du 20 septembre 1948 et code des pensions), p. 1046 (Document n° 2793).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bartolini tendant à accorder aux retraités civils et militaires bénéficiaires de la loi du 20 septembre 1948 et du 2 août 1949 leur livret définitif six mois après leur mise à la retraite, p. 1046 (Document n° 2812).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Godin tendant à l'abrogation du paragraphe II de l'article 17 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 1137 (Document n° 2836).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Furaud tendant à modifier ou compléter les dispositions des articles 32, 36, 63 et 64 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 ainsi que les articles correspondants du décret n° 51-590 du 23 mai 1951, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 1358 (Document n° 2957).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Magendie tendant à compléter l'article 60 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime général des pensions civiles et militaires afin d'affecter le minimum vital, prévu pour l'application de la loi en matière de cumul, d'un indice de correction tenant compte de la valeur du franc spécial à un territoire d'outre-mer par rapport au franc métropolitain en ce qui concerne les cumuls de pensions avec des rémunérations publiques ou d'autres pensions dans les territoires d'outre-mer, p. 1953 (Document n° 3201).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mignot tendant à compléter le paragraphe III de l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 1953 (Document n° 3206).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à compléter l'article 36, paragraphe 1^{er}, 1^{er} alinéa de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, p. 2370 (Document n° 3441).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Clostermann tendant à compléter les dispositions de l'article 36 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, relatif à la pension de réversion des veuves, p. 2478 (Document n° 3467).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guérard tendant à modifier la loi du 20 septembre 1948 afin de faire cesser toute discrimination entre pensionnés anciens combattants bénéficiant d'annuités de campagnes doubles, p. 2178 (Document n° 3470).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à compléter l'article 8 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 2566 (Document n° 3505).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Alain Signor tendant à modifier l'article 31 de la loi du 20 septembre 1948 et à étendre le bénéfice de l'article 48 du code des pensions civiles et militaires aux militaires de carrière réformés pour infirmités contractées en temps de paix, p. 2592 (Document n° 3540).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski tendant à compléter l'article 59 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 2817 (Document n° 3610).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dorey tendant à modifier les dispositions de l'article 31 du code des pensions civiles et militaires de retraite relatif aux majorations pour enfants accordées aux agents de l'Etat bénéficiaires d'une pension de retraite, p. 3130 (Document n° 3749).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à modifier l'article 8, paragraphe 1, 3^e de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires relatif à la validation des services auxiliaires accomplis dans les différents établissements et administrations de l'Etat, p. 3807 (Document n° 4094).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Godin tendant à modifier: 1^o le montant des émoluments de base retenus pour la liquidation des pensions de retraite des fonctionnaires civils et militaires de retraite; 2^o les règles de cumul d'une pension et d'une rémunération d'activité, p. 4085 (Document n° 4191).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ségelle tendant à compléter le paragraphe 5 de l'article 18 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 4085 (Document n° 4192).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Médecin relative à la pension de retraite des agents de l'Etat mis à la retraite au cours des hostilités et maintenus en activité par application de la loi du 41 juillet 1938, p. 4087 (Document n° 4336).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à abroger les dispositions de l'article 62 du code des pensions civiles et militaires de retraite en ce qui concerne le remariage des veuves ayant droit à pension, p. 4365 (Document n° 4461).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Taillade tendant à étendre les dispositions de l'article 36, paragraphe III, de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 4622 (Document n° 4571).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Badie tendant à fixer les droits à pension de la femme divorcée dans le régime général des retraites, p. 4804 (Document n° 4623).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Duveau tendant à compléter les dispositions de l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 5000 (Document n° 4715).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Baylet tendant à compléter l'article 131 du code des pensions civiles et militaires de retraite et la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics, p. 5866 (Document n° 4909).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Buron tendant à compléter les dispositions de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, p. 6031 (Document n° 4965).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Grousseau tendant à fixer le délai maximum de liquidation de la retraite et le remboursement du trop-perçu, p. 6507 (Document n° 5114).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Soldani tendant à classer les agents de travaux et conducteurs de chantiers des ponts et chaussées dans les emplois de la caté-

gorie « B » des services actifs du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, p. 250 (Document n° 36).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 446 (Document n° 2438).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Vourc'h tendant à faire bénéficier les militaires n'ayant jamais appartenu aux cadres de l'armée active et qui, à la faveur des guerres 1911-1918 et 1939-1945, totalisent au moins quinze ans de services, d'une pension proportionnelle à la durée de leurs services (loi du 16 avril 1920), p. 864 (Document n° 178).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2001 (Document n° 3050).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edmond Michelet portant statut des officiers en retraite, p. 1724 (Document n° 474).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4299 (Document n° 4405).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à réviser le régime de retraite des fonctionnaires anciens combattants, p. 520 (Document n° 2562).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les dispositions utiles, législatives ou réglementaires, en vue de rétablir dans leurs droits les anciens militaires titulaires de deux pensions fondées sur la durée des services, p. 1780 (Document n° 3159).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Triboulet tendant à inviter le Gouvernement à assimiler les militaires de carrière aux fonctionnaires et agents classés dans la catégorie B (services actifs), p. 3394 (Document n° 3893).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Blachette tendant à inviter le Gouvernement à modifier certaines dispositions de l'article 16 (décompte des annuités liquidables) de la loi du 20 septembre 1948, portant réforme des pensions civiles et militaires, p. 4880 (Document n° 4616).

PERSONNELS COMMUNAUX ET DÉPARTEMENTAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Solinhac sur la proposition de loi de M. Jean Cayeux, tendant à accorder au personnel de l'institut médico-légal le bénéfice de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950, accordant aux personnels du service actif des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension (n° 2207), p. 3809 (Document n° 4111).

— Dépôt d'un rapport de M. Cherrier sur la proposition de loi de M. Robert Ballanger tendant à permettre la validation, pour la retraite, de certains services rémunérés sur les crédits non budgétaires (n° 176), p. 5967 (Document n° 4953).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mignot tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures immédiates pour faire assurer dans les délais les plus brefs la péréquation des pensions des retraités des collectivités locales, p. 340 (Document n° 2451). — Dépôt du rapport par M. Demusois, p. 4623 (Document n° 4548).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme de Lipkowski tendant à abroger le dernier alinéa de l'article 4 de l'acte dit loi du 3 juillet 1941, portant réforme du régime des retraites des employés et agents des départements, communes, établissements publics et services concédés ou affermés dépendant de ces collectivités, p. 2212 (Document n° 3317).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi validant pour la retraite les services accomplis par des anciens agents auxiliaires des collectivités locales d'Alsace et de Lorraine n'ayant pas affilié leur personnel au régime des retraites de la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales, p. 3394 (Document n° 3893).

Voir également à la rubrique précédente: *Personnels civil et militaire de l'Etat.*

SAPEURS POMPIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant relèvement des pensions d'invalidité allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires, p. 3179 (Document n° 3772).

Perception. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 41.

Permis de chasse. — V. *Chasse*.

Permis de conduire. — V. *Code de la route. — Questions orales (Assemblée nationale)*, n°s 34, 122.

Permis de pêche. — V. *Pêche fluviale*.

Personnels civil et militaire. — V. *Fonctionnaires. — Pensions et retraites*.

Pétain (Maréchal). — V. *Interpellations* n° 149.

Pétitions (Assemblée nationale).

Pétitions n°s 11, 12, 14, p. 142; n°s 16 à 21 et 23, p. 832; 24, 25, 26, p. 1363; 28, 29, 30, p. 1364; 15, 27, 31 à 35, 37 à 39, p. 2622;

n^{os} 36, 40 à 54, p. 3612; n^{os} 48, 57 à 64, p. 4738, n^{os} 13, 56, 66 à 72, p. 3970; n^{os} 73 à 84, p. 5971 (*rectificatif*, p. 3712).

Réponses des ministres n^o 3, p. 142, n^o 9, p. 833; n^o 14, p. 1361; n^o 6, p. 2622; n^{os} 1, 12 à 20, p. 2623; n^{os} 21, 23, 28, p. 2621; n^o 30, p. 2625; n^{os} 19 et 24, p. 3613; n^o 23, p. 4733; n^o 33, p. 4739; n^{os} 11, 51, 54, p. 4740; n^{os} 42, 43, p. 5971; n^o 52, p. 5972.

Pétitions (Conseil de la République).

Pétitions n^{os} 78 à 87, p. 629; n^{os} 89 à 93, p. 1795.

Réponse des ministres: n^{os} 64, p. 433; 71, 76, p. 484; 81, p. 1679; 83, p. 1686.

Pétrole. — V. *Combustibles liquides et dérivés. — Exportations et importations. — Questions orales (Conseil de la République)*, n^o 18.

Pharmacie. — V. *Assurances sociales (fraîs médicaux). — Conventions internationales. — Infirmiers, infirmières et assistantes sociales. — Questions orales (Conseil de la République)*, n^o 47.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deshors tendant à compléter l'article 64 du code pénal relatif aux sanctions infligées à la suite d'infractions à la législation sur la pharmacie, p. 232 (Document n^o 2404). — Retrait, p. 637.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Barrier sur la proposition de loi de M. Billiemaz tendant à modifier la loi du 6 avril 1910, modifiée par la loi du 26 février 1917 relative à la vente, l'exposition et l'importation d'accessoires paramédicaux (n^o 1643), p. 340 (Document n^o 2453). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi tendant à modifier l'article 436 du code de la pharmacie annexé au décret n^o 51-1322 du 6 novembre 1951 (biberons à tube et tétines)*, p. 573.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 507 (Document n^o 70). — Dépôt du rapport par M. Mathieu, p. 788 (Document n^o 161); adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 898.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2473 (*Loi n^o 52-420 du 19 avril 1952. J. O. du 20 avril 1952.*)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Marcel Ribère sur la proposition de loi de M. Marcel Ribère, tendant à rendre applicable dans les départements algériens la codification des textes législatifs relatifs à la pharmacie réalisée par le décret du 6 novembre 1951, provisoirement et jusqu'à la publication du code qui concernera spécialement ce territoire (n^o 2155), p. 1385 (Document n^o 3191). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi tendant à rendre applicable à l'Algérie la codification des textes législatifs relatifs à la pharmacie réalisée par le décret du 6 novembre 1951, provisoirement et jusqu'à l'entrée en vigueur de la codification spéciale à ce territoire*, p. 2584.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1187 (Document n^o 248). — Dépôt du rapport par M. Pic, p. 1260 (Document n^o 268). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1319.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3178 (*Loi n^o 52-796 du 9 juillet 1952. J. O. du 10 juillet 1952.*)

— Dépôt d'un projet de loi portant additions et modifications à l'ordonnance du 5 mai 1945 instituant l'ordre national des pharmaciens et étendant aux territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle l'application de la présente ordonnance ainsi modifiée, p. 3179 (Document n^o 3778). — Dépôt d'un projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle de la loi validée et modifiée du 11 septembre 1941 sur l'exercice de la pharmacie, p. 3179 (Document n^o 3779). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 5787 (Document n^o 4675).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier et à compléter les dispositions législatives relatives à la répression du trafic et de l'usage illicites des stupéfiants, p. 4766 (Document n^o 4603).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deshors tendant à compléter l'article 64 de la loi du 11 septembre 1941 relative à l'exercice de la pharmacie validée et modifiée par l'ordonnance du 23 mai 1945, p. 1046 (Document n^o 2823).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hénault tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 14 juin 1934, l'article 3 du décret du 28 août 1936, et abroger les arrêtés du 19 juin 1937, 8 mai 1947 et du 4 juillet 1947 sur les vaccins et sérums thérapeutiques, p. 233 (Document n^o 2408).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hénault tendant à l'annulation des arrêtés des 19 juin 1937 et 4 juillet 1947 pris pour assurer le fonctionnement de la loi du 14 juin 1934 sur les sérums et vaccins et rendant au contraire cette loi d'application impossible, p. 4085 (Document n^o 4190).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Linet tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n^o 52-951 du 7 août 1952 instituant la présentation d'une vignette gommée pour le remboursement des spécialités pharmaceutiques, des produits sous cachet, des sérums, vaccins et produits assimilés, p. 5716 (Document n^o 4371).

Piastres. — V. *Interpellations n^o 69.*

Pisciculture. — V. *Pêche fluviale.*

Plan (Commissariat général). — V. *Recherche scientifique.*

Police d'Etat. — Sûreté nationale. — V. *Armées (recrutement art. 7). — Pensions et retraites (personnels civil et militaire). — Questions orales (Assemblée nationale) n^o 63, (Conseil de la République) n^o 14.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi validant et rendant applicables à l'Algérie les articles 8 et 9 de la loi du 27 novembre 1943 portant création d'un service de police technique, p. 2367 (Document n^o 3385). — Dépôt du rapport par M. Small, p. 5086 (Document n^o 4751).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Vincent Badie portant réforme des règles de nomination des fonctionnaires de police officiers de police judiciaire relevant de l'article 9 du code d'instruction criminelle, p. 2073 (Document n^o 3258).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Badie tendant au rattachement des compagnies républicaines de sécurité au ministère de la défense nationale au même titre que la gendarmerie ou la garde républicaine, p. 3710 (Document n^o 4019).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dorey tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la situation des personnels de police, p. 1138 (Document n^o 2843).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme de Lipkowski tendant à inviter le Gouvernement à réparer les dommages causés et à accorder des récompenses aux membres du service d'ordre blessés lors des échauffourées de la soirée du 28 mai ou qui se sont particulièrement distingués par leur courage et leur sang-froid, p. 2536 (Document n^o 3509).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guislain tendant à inviter le Gouvernement à reclasser effectivement les 110 fonctionnaires de la police, anciens prisonniers, déportés ou mobilisés, rentrés seulement après juin 1945, p. 4300 (Document n^o 4132).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dorey tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la situation des personnels de police, p. 5431 (Document n^o 4818).

Police judiciaire. — V. *Code d'instruction criminelle.*

Police municipale. — V. *Préfecture de police.*

Police de la route. — V. *Code de la route.*

Poliomyélite. — V. *Fonctionnaires (congrés).*

Politique agricole et viticole du Gouvernement. — V. *Interpellations n^{os} 64, 63, 166, 167, 171, 196, 200, 233.*

Politique économique du Gouvernement. — V. *Interpellations n^{os} 27, 189.*

Politique extérieure du Gouvernement. — V. *Interpellations n^{os} 77, 104, 119, 203, 213, 220, 231, 234, 249, 250, 252, 253, 254, 256, 258, 269.* — *Questions orales (Conseil de la République) n^{os} 61, 110, 112.*

Politique financière, économique et sociale du Gouvernement.

Assemblée nationale. — Dépôt par M. Charles Lussy d'une motion de censure ainsi libellée: « L'Assemblée nationale, constatant que la politique financière, économique et sociale du Gouvernement marque l'inacceptable refus: de réaliser une véritable réforme fiscale, de promouvoir une politique féconde d'investissements agricoles et industriels, créant ainsi dans le pays un chômage grandissant, de relever rapidement les ruines issues de la guerre et d'assurer un logement à chaque Français, d'apporter aux anciens combattants et à toutes les victimes de la guerre la réparation qui leur est due, lui exprime sa méfiance », p. 5699.

Politique générale du Gouvernement. — V. *Interpellations n^o 258.*

Pommes à cidre. — V. *Agriculture (fruits et légumes). — Alcool.*

Pommes de terre. — V. *Exportations et importations. — Questions orales (Assemblée nationale) n^o 91.*

Pondichéry (Collège français). — V. *Enseignement français à l'étranger.*

Ponts et chaussées. — V. *Pensions et retraites (personnels civil et militaire). — Transports (routes, chemins et ponts). — Travaux publics (ministères).*

Pool charbon-acier. — V. *Conventions internationales. — Interpellations n^{os} 116, 226, 248. — Questions orales (Conseil de la République) n^o 101.*

Population. — V. *Questions orales (Assemblée nationale) n^o 156.*

Porcelaine. — V. *Commerce et industrie (entreprises diverses).*

Ports autonomes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Wolff, tendant à inviter le Gouvernement à entreprendre sans tarder l'amélioration des canaux desservant le port de Strasbourg, à instituer des tarifs dits « soudés » S. N. C. F. - Navigation rhénane et à favoriser l'industrialisation de ce port, p. 1359 (Document n^o 2970).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rosenblatt, tendant à inviter le Gouvernement à favoriser l'in-

ustrialisation du port de Strasbourg et à inscrire la remise en état et l'approfondissement à 2,20 m des canaux desservant le port de Strasbourg en tête du programme d'aménagement des transports, p. 2371 (Document n° 3408).

Ports maritimes et fluviaux. — V. Exportations et importations.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification de l'article 24 de la loi n° 47-1746, modifiée par les lois n° 48-1532 du 29 septembre 1948, n° 51-15 du 4 janvier 1951 et n° 51-1096 du 4 septembre 1951, p. 1713 (Document n° 3115). — Dépôt du rapport par M. René Schmitt, p. 2074 (Document n° 3275). — Adoption du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi concernant la caisse nationale de garantie des ouvriers dockers*, p. 2605.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1197 (Document n° 250). — Dépôt du rapport par M. Albert Lamarque, p. 1353 (Document n° 294). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1587.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3806 (*Loi n° 52-825 du 16 juillet 1952, J. O. du 17 juillet 1952*).

— Dépôt d'un projet de loi sur l'organisation du travail de manutention dans les ports p. 4298 (Document n° 4449).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Prot tendant à faire effectuer d'urgence les travaux de réfection de la digue de Mers-les-Bains, endommagée par la tempête, p. 278 (Document n° 2431).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt, tendant à modifier la loi n° 47-1746 du 6 septembre 1947 sur l'organisation du travail de manutention dans les ports, p. 4085 (Document n° 4216).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentino, portant modification de l'article 25 de la loi n° 47-1746 du 6 septembre 1947 sur l'organisation du travail de manutention dans les ports, p. 6038 (Document n° 4999).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michaud, tendant à inviter le Gouvernement à prendre au plus tôt les dispositions nécessaires en vue de la remise en état de l'écluse du bassin à flots du port des Sables-d'Olonne, p. 1285 (Document n° 2930).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné, tendant à inviter le Gouvernement à faire effectuer les études nécessaires et à débloquer les crédits pour l'édification d'un port de pêche à Canet-Plaie dans les Pyrénées-Orientales, p. 3395 (Document n° 3907).

Possessions françaises australes. — V. France d'outre-mer.

Postes diplomatiques et consulaires. — V. Affaires étrangères (ministère).

Postes, télégraphes et téléphones. — V. Habitants à loyer modéré. — Pensions et retraites (personnels civil et militaire). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 133, 136; (Conseil de la République), n° 3. — Traitements, soldes et indemnités.

ALSACE ET LORRAINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant le régime applicable à la correspondance postale, télégraphique et téléphonique dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 2368 (Document n° 3397).

CODIFICATION DES TEXTES

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Bertaud sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant le service des postes, télégraphes et téléphones (n° 825, année 1951), p. 508 (Document n° 76). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 575.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1045. (*Loi n° 52-223 du 27 février 1952, J. O. du 4 mars 1952*).

CHÈQUES POSTAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi du 17 novembre 1941 relative au service des comptes courants et chèques postaux et la loi n° 49-1093 du 2 août 1949 relative à la publicité des protêts, p. 4085 (Document n° 4328).

CONSTRUCTION ET AMÉNAGEMENT DE BÂTIMENTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Furaud tendant à autoriser l'administration des postes, télégraphes et téléphones à affecter en totalité à la construction de logements destinés à son personnel les recettes tirées de la publicité faite par l'utilisation extensive de ses moyens d'action, p. 601 (Document n° 2609). — Retrait, p. 2864.

FRANCHISE POSTALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Barthélémy sur la proposition de loi de M. Tourné, tendant à accorder la franchise postale aux soldats, marins et aviateurs du contingent (n° 109),

p. 1359 (Document n° 2955). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Dagain, p. 3262 (Document n° 3825).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Manceau tendant à accorder aux familles des soldats appelés (terre, air, mer) la franchise postale pour l'envoi de colis à ces militaires, p. 6294 (Document n° 5068).

PERSONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Henneguelle sur la proposition de résolution de M. Dagain tendant à inviter le Gouvernement: 1° à faire abroger l'article 4 du décret n° 50-1248 du 6 octobre 1950 supprimant la rétribution des travaux supplémentaires effectués par le personnel des postes, télégraphes et téléphones bénéficiaire du logement à titre gratuit; 2° à faire appliquer aux receveurs des postes, télégraphes et téléphones de toutes classes et aux receveurs distributeurs la loi sur le repos hebdomadaire (n° 1458), p. 5431 (Document n° 4831).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dorey tendant à inviter le Gouvernement à provoquer la réunion d'une commission comprenant des représentants des régies financières et de l'administration des postes, télégraphes et téléphones chargée de régler les parités externes entre ces deux administrations, p. 3130 (Document n° 3750). — Dépôt du rapport par M. Gracia, p. 4232 (Document n° 4375).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Furaud tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions en vue de réaliser effectivement l'intégration additionnelle de 2.200 agents des postes, télégraphes et téléphones dans le corps des contrôleurs, p. 860 (Document n° 2740).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Furaud tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour rendre effectives les possibilités d'accès des contrôleurs principaux féminins des postes, télégraphes et téléphones aux classes exceptionnelles de leur grade, p. 2817 (Document n° 3611).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à provoquer l'examen de la situation des catégories féminines des postes, télégraphes et téléphones, p. 3003 (Document n° 3636).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Soustelle tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions en vue d'indemniser les victimes civiles de l'attentat du 18 janvier 1951 contre un fourgon postal et le bureau de poste de la rue Duguesclin, à Lyon (Rhône), p. 3395 (Document n° 3894).

Voir également à la rubrique précédente: *Construction et aménagement de bâtiments*.

RECouvreMENTS POSTAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant organisation des services postaux des valeurs à recouvrer et des envois contre remboursement, p. 2369 (Document n° 3427). — Dépôt du rapport par M. de Gracia, p. 4232, (Document n° 4377). — Adoption du projet de loi, p. 4634.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1840 (Document n° 538). — Dépôt du rapport par M. Bouquerel, p. 2712 (Document n° 669).

TARIFS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à faire bénéficier les journaux scolaires du tarif postal préférentiel accordé aux périodiques, p. 1780 (Document n° 3170).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boutavant tendant à inviter le Gouvernement à accorder sans délai aux journaux servant aux échanges interscolaires le bénéfice du tarif réduit des périodiques institué par l'article 90 de la loi de finances du 16 avril 1930, p. 1715 (Document n° 3124).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Quinson tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux bulletins municipaux officiels le bénéfice des avantages postaux dont profitent les journaux périodiques, p. 2084 (Document n° 3283).

TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Cordonnier sur la proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux aveugles civils l'exonération de la taxe téléphonique (n° 1433), p. 3743 (Document n° 4043). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Barthélémy, p. 4880 (Document n° 4644).

— Dépôt d'un rapport de M. Bichet sur la proposition de résolution de M. Bichet tendant à inviter le Gouvernement à mettre en œuvre un programme de développement du téléphone automatique (n° 1467), p. 1885 (Document n° 3177).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Souquès tendant à modifier la loi n° 49-211 du 16 février 1949 relative aux abonnements téléphoniques forfaitaires souscrits par les questures de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, p. 1446 (Document n° 3026). — Dépôt du rapport par M. Midol, p. 3336 (Document n° 3861).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Marty tendant à accorder immédiatement les crédits nécessaires à la continuation des travaux d'équipement de télécommunication civile des postes,

télégraphes et téléphones et à éviter ainsi les licenciements de travailleurs de la téléphonie et des postes, télégraphes et téléphones, p. 2174 (Document n° 3302).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Depreux tendant à considérer, du point de vue téléphonique, Paris et les communes du département de la Seine comme une seule circonscription, p. 3608 (Document n° 3988).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski tendant à accorder une réduction de la redevance sur les abonnements téléphoniques et sur les taxes dues au titre des communications locales aux invalides de guerre, aux aveugles de guerre et aux aveugles de la Résistance, p. 5910 (Document n° 4919).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Vendroux tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions en vue d'assurer la prolongation du service téléphonique dans les bureaux où celui-ci n'est pas réalisé de façon permanente, p. 2074 (Document n° 3259).

Poteaux de mines. — V. Exportations et importations.

Préfecture de police.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à reclasser les gardiens de la paix et les gradés de la police municipale de la préfecture de police, p. 4299 (Document n° 4109).

Préfectures et sous-préfectures. — V. Intérieur (ministère). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 21.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bruyneel tendant à la suppression des sous-préfectures, p. 1231 (Document n° 2896).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Edouard Bonnefous tendant au rétablissement de la sous-préfecture d'Etampes (Seine-et-Oise), p. 3394 (Document n° 3899).

Présidence du conseil des ministres.

Assemblée nationale. — Démission du cabinet René Pleven, p. 251. — Investiture de M. Edgar Faure, président du conseil désigné, p. 252, 271; adoption, au scrutin, d'une motion d'investiture présentée par M. Yvon Delbos, p. 278. — Démission du cabinet Edgar Faure, p. 1160. — Investiture de M. Antoine Pinay, président du conseil désigné, p. 1181; adoption, au scrutin, d'une motion d'investiture présentée par M. Chastellain, p. 1195. — Démission du cabinet Antoine Pinay, p. 7030.

Presse. — V. Assurances sociales (divers). — Interpellations n° 14, 38, 62, 108, 210, 215, 222, 255. — Postes, télégraphes et téléphones (tarifs). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 57, 61, 65 (Conseil de la République), n° 95, 96.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz sur l'avis donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse (n° 1844), p. 233 (Document n° 2103) (rectificatif, p. 303). — Discussion, p. 1274; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 1276 (Loi n° 52-336 du 25 mars 1952, J. O. du 26 mars 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant les articles 25, 30 et 35 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, p. 1714 (Document n° 3134). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 3067 (Document n° 3727). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Minjoz, p. 3509 (Document n° 4087). — Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 4327.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1764 (Document n° 490). — Dépôt du rapport par M. Marcilhacy, p. 2242 (Document n° 615). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2412.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6200 (Loi n° 52-1352 du 19 décembre 1952, J. O. du 20 décembre 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guy Desson tendant à fixer les conditions d'application à l'Algérie de la loi n° 46-994 du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information, p. 2188 (Document n° 3309). — Dépôt du rapport par Mme Sportisse, p. 3067 (Document n° 3731). — Dépôt d'un avis de la commission de la presse par M. Berthet, p. 3743 (Document n° 4044). — Discussion, p. 3796, 3799; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, p. 3806.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1653 (Document n° 437). — Dépôt du rapport par M. Schwartz, p. 2134 (Document n° 593). — Discussion, p. 2227; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 2242.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5967 (Document n° 4975). — Dépôt du rapport par Mme Sportisse, p. 6132 (Document n° 5034). — Dépôt d'un avis de la commission de la presse par M. Berthet, p. 6202 (Document n° 5038). — Discussion, p. 6229; adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi, p. 6230 (Loi n° 52-1354 du 22 décembre 1952, J. O. du 23 décembre 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, p. 3179 (Document n° 3781). — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 48 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, p. 3179 (Document n° 3782).

Conseil de la République. — Dépôt d'un proposition de loi de M. Georges Pernot tendant à modifier l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881 portant interdiction de rendre compte d'aucun procès en diffamation ou en injures p. 861, (Document n° 182).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2001 (Document n° 3219). — Dépôt d'un rapport sur lesdits projets et la proposition de loi par M. Minjoz, p. 4365 (Document n° 4172). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Minjoz, p. 5967 (Document n° 4954). — Adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi tendant à modifier les articles 39 et 48 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse* », p. 6306.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2573 (Document n° 612).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Baylet tendant à faire assurer la représentation des entreprises de presse par les organisations professionnelles les plus représentatives, p. 3494 (Document n° 3956). — Dépôt du rapport par M. Lanet, p. 5167 (Document n° 4762).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à abroger l'article 46 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, p. 827 (Document n° 2710).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse, p. 4084 (Document n° 4296).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gosset tendant à modifier la loi n° 46-994 du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information, p. 211 (Document n° 2398).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Léolard tendant à abroger la loi n° 46-994 du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution des biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information, p. 1474 (Document n° 3053).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme François tendant à compléter la loi du 1^{er} juillet 1949 relative aux publications destinées à la jeunesse, p. 1714 (Document n° 3121).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Secrétain tendant à compléter la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, p. 4086 (Document n° 4295).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme de Lipkowski tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour faire respecter l'application de la loi du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse, p. 658 (Document n° 2619).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme François tendant à inviter le Gouvernement à assurer la réglementation et le fonctionnement de la commission chargée du contrôle et de la surveillance de la presse enfantine, p. 1715 (Document n° 3122).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à favoriser la diffusion des journaux de langue française parmi les populations des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, parlant le dialecte, p. 2212 (Document n° 3313).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Diomède Catroux tendant à inviter le Gouvernement à étendre les dispositions de l'article 36 de la loi du 29 juillet 1881 aux chefs militaires des Etats étrangers, alliés ou associés hôtes officiels de la France, p. 2567 (Document n° 3528).

Prestations familiales. — V. Allocations familiales. — Budgets.

Prêts hypothécaires. — V. Caisses d'épargne.

Prêts d'installation. — V. Etudiants.

Primes. — V. Allocations familiales. — Code du travail (salaires). — Traitements, soldes et indemnités. — Transports (transports ferroviaires et routiers).

Prisonniers et déportés. — V. Associations et groupements. — Code civil. — Fonctionnaires. — Interpellations n° 210. — Questions orales (Conseil de la République), n° 91.

Assemblée nationale. — Discussion: 1^o de la proposition de loi (n° 221) de Mme Rose Guérin tendant à fixer le montant du pécule accordé aux déportés et internés politiques par la loi n° 43-1404 du 5 septembre 1943, 2^o de la proposition de résolution (n° 605) de M. Guislain tendant à inviter le Gouvernement à publier d'urgence un décret portant règlement d'administration publique en vue du paiement du pécule des déportés et internés politiques qualifiés par la loi n° 43-1404 du 9 septembre 1943 (n° 2158, p. 1329, 1342; retrait des propositions de l'ordre du jour, le Gouvernement ayant opposé l'article 1^{er} de la loi de finances, p. 1355 (rectificatif, p. 1418).

— Dépôt d'un rapport de M. Guislain sur la proposition de loi de M. Guislain tendant à étendre aux déportés et internés résistants de la guerre 1914-1918 le bénéfice de l'article 6 de la loi n° 42-1254 du 6 août 1943 fixant le statut définitif des déportés et internés de la résistance (n° 1720), p. 889 (Document n° 2782).

— Dépôt d'un rapport de M. Guislain sur la proposition de loi de M. Guislain tendant à modifier l'article 7 de la loi du 6 août 1943 portant statut des déportés et internés de la résistance et tendant à régler les soldes et accessoires en fonction des liquidations effec-

tucées avant le 1^{er} janvier 1946 (n° 619), p. 889 (Document n° 2783) (*rectificatif*, p. 1287).

— Dépôt d'un rapport de Mme Rose Guérin sur les propositions de loi: 1° de Mme Rose Guérin tendant à compléter l'article 13 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 et l'article 10 de la loi n° 48-1404 du 9 septembre 1948, relatifs à l'indemnisation des pertes de biens subies par les déportés, internés et leurs ayants cause; 2° de M. Bignon, tendant à modifier les articles 1^{er} et 2 du décret du 31 août 1951 prévoyant l'indemnisation des pertes de biens subies par les déportés résistants ou politiques (nos 1713, 1771), p. 2063 (Document n° 3240).

— Dépôt d'un rapport de M. Bignon sur la proposition de loi de M. Soustelle tendant à compléter les dispositions de la loi n° 49-118 du 25 mars 1949 concernant les droits des combattants volontaires de la résistance et déportés et internés de la résistance (n° 884), p. 5867 (Document n° 4905).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à étendre aux personnes internées par l'ennemi moins de trois mois pendant la guerre 1939-1945, le bénéfice de la loi du 6 août 1948 si elles sont titulaires de la carte de combattant volontaire de la Résistance, p. 710 (Document n° 2655). — Dépôt du rapport par M. Guislain, p. 2566 (Document n° 3516).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à accorder une somme forfaitaire de 15.000 F, aux bénéficiaires du statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi, pour l'indemnisation des pertes de biens, p. 1166 (Document n° 2865). — Dépôt du rapport par M. Mouton, p. 2674 (Document n° 3577).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rose Guérin tendant à modifier l'article 14 de la loi n° 48-1404 du 9 septembre 1948 concernant les droits des étrangers déportés et internés politiques, p. 1383 (Document n° 2996). — Dépôt du rapport par M. Guislain sur les propositions de loi: 1° de M. Guislain, tendant à compléter l'article 14 de la loi du 9 septembre 1948 pour faire bénéficier les internés et déportés politiques étrangers, habitant la France avant le 1^{er} septembre 1939, des dédommagements des pertes de biens dus à l'arrestation et à la déportation; 2° de Mme Rose Guérin, tendant à modifier l'article 14 de la loi n° 48-1404 du 9 septembre 1948 concernant les droits des étrangers déportés et internés politiques (nos 2091, 2096), p. 1715 (Document n° 3113).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à assimiler aux déportés, pour l'application du décret n° 51-1077 du 31 août 1951 relatif à l'indemnisation des pertes de biens, les internés, résistants et politiques massacrés ou fusillés, p. 1953 (Document n° 3210). — Dépôt du rapport par M. Guislain, p. 6593 (Document n° 5155).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rose Guérin tendant à étendre le bénéfice des statuts des déportés et internés résistants et politiques aux intéressés ayant été internés pendant une période inférieure à trois mois qui ont été libérés par la Résistance ou l'avance des armées alliées, p. 2478 (Document n° 3493). — Dépôt du rapport par Mme Rose Guérin, p. 3067 (Document n° 3723).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mondon tendant à faire bénéficier des dispositions de la loi du 6 août 1948, établissant le statut définitif des internés et déportés de la Résistance, les Lorrains et Alsaciens réfractaires à l'incorporation dans l'armée allemande et formations paramilitaires, déserteurs de cette armée et de ces formations, ainsi que leur famille, p. 4067 (Document n° 4325). — Dépôt du rapport par M. Peltre, p. 5167 (Document n° 4767).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme de Lipkowski tendant à faire bénéficier des dispositions de l'article unique de la loi n° 50-729 du 24 juin 1950, les fonctionnaires et militaires décédés au cours de leur internement ou de leur déportation ou des suites de celle-ci, p. 3007 (Document n° 3689).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à assimiler aux déportés politiques ou résistants les familles alsaciennes ou mosellanes déportées en Allemagne, notamment dans les camps de Schelklingen, Breslau et leurs annexes, p. 3394 (Document n° 3902).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme de Lipkowski tendant à modifier l'article 12 de la loi du 6 août 1948 relatif aux pèlerinages effectués par les familles des morts pour la France, p. 4085 (Document n° 4185).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Irène de Lipkowski tendant à interdire l'emploi abusif du titre de « déporté », p. 4299 (Document n° 4448).

— Dépôt d'une proposition de loi n° 48-1251 du 6 août 1948 et l'article 4 de la loi n° 48-1404 du 9 septembre 1948, relatifs aux personnes exécutées par l'ennemi, p. 4453 (Document n° 4501).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Wasmer tendant à faire bénéficier de la loi du 6 août 1948 certaines catégories d'Alsaciens-Lorrains victimes de l'occupant, p. 4622 (Document n° 4557).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Patinaud tendant à allouer aux anciens prisonniers de la guerre 1914-1918 et à leurs ayants cause un pécule calculé sur la base de 400 francs par mois de captivité, p. 6507 (Document n° 5101) (*rectificatif*, p. 6595).

— *Conseil de la République*. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bousch relative à la détermination du statut des « patriotes alsaciens ou mosellans déportés » en pays ennemi ou en territoire

étranger occupé par l'ennemi, pour témoignage notoire d'attachement à la France, p. 473 (Document n° 53).

— *Assemblée nationale*. — Transmission de la proposition de loi, p. 520 (Document n° 2574).

— *Assemblée nationale*. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Giovanni tendant à compléter, par l'inscription des camps et prisons d'Italie, la liste des prisons et camps de concentration fixée par l'arrêté du ministre des anciens combattants et victimes de guerre pris le 15 décembre 1949 en application des textes établissant le statut des déportés et internés résistants, p. 823 (Document n° 2731). — Dépôt du rapport par M. Defos du Rau, p. 2175 (Document n° 3284).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guislain tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions en vue de faciliter l'application de l'article 2 du décret n° 49-427 du 25 mars 1949 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948, et de compléter ce décret par l'adjonction de dispositions non prévues, applicables aux internés et déportés de la guerre 1914-1918, p. 1197 (Document n° 2888). — Dépôt du rapport par M. Guislain, p. 2567 (Document n° 3515).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Adrien Mouton tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour la publication, dans le premier trimestre 1952, du décret d'administration publique concernant le paiement des deux premières tranches du pécule aux ayants cause des prisonniers de guerre morts en captivité ou des suites de la captivité et pour le paiement de la première tranche du pécule aux anciens prisonniers de guerre, p. 2001 (Document n° 3225). — Dépôt du rapport par M. Mouton, p. 2818 (Document n° 3614).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billat tendant à inviter le Gouvernement à publier, au plus tard le 31 mars 1952, le décret d'administration publique fixant les modalités de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, p. 1359 (Document n° 2966).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme de Lipkowski tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour obtenir une indemnité compensatrice du travail effectué par les déportés résistants et politiques pour le compte des particuliers et des institutions publiques ou privées de l'Etat allemand, p. 2479 (Document n° 3190).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le budget de 1953 une somme de 4 milliards pour l'indemnisation des pertes de biens subies par les bénéficiaires de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi, p. 4088 (Document n° 4314).

Prisonniers de guerre. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)*, nos 40, 43.

Prisons. — Maisons d'arrêt. — V. *Prisonniers et déportés. — Questions orales (Assemblée nationale)*, no 105.

Privilèges du Trésor. — V. *Créances. — Impôts.*

Prix (réglementation, variation). — V. *Agriculture (fruits et légumes prix industriels et agricoles).* — *Interpellations* nos 102, 107, 117, 166, 167, 168, 169, 221. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, nos 5, 51 (*Conseil de la République*), no 83.

— *Assemblée nationale*. — Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 37 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix, p. 3007 (Document n° 3687). — Dépôt du rapport par Mme Poinso-Chapuis, p. 3030 (Document n° 3718). — Discussion, p. 3077. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par Mme Poinso-Chapuis, p. 3131 (Document n° 3747). — Suite de la discussion, p. 3083; adoption du projet de loi, p. 3089.

— *Conseil de la République*. — Transmission du projet de loi, p. 4308 (Document n° 288). — Dépôt du rapport par M. Henri Cordier, p. 1466 (Document n° 326). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Armengaud, p. 1466 (Document n° 327) (*rectificatifs*, p. 1546). — Discussion, p. 1566; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1575.

— *Assemblée nationale*. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3711 (Document n° 4021). — Dépôt du rapport par Mme Poinso-Chapuis, p. 3809 (Document n° 4103). — Adoption du projet de loi, avec modifications, p. 3891 (*Loi n° 52-835 du 18 juillet 1952, J. O. du 19 juillet 1952*).

— *Assemblée nationale*. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont, ayant pour objet de modifier l'ordonnance du 30 juin 1945, relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique, p. 91 (Document n° 2347).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à rétablir les dispositions de l'article 45 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945, modifiées par l'article 4 de la loi n° 47-587 du 4 avril 1947, relatif à la rétention de stocks, p. 278 (Document n° 2432).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à modifier les règles applicables en matière de prix prévues à l'article 61 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 et à rétablir la notion de la valeur de remplacement, p. 406 (Document n° 2470).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Madeleine Marzin tendant à abroger les articles 29, 30 et 31 de l'ordonnance n° 45-1483

relative à la constatation, à la poursuite et à la répression des infractions à la législation économique, et à modifier le titre V de la même ordonnance, p. 4232 (Document n° 4384).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Duclos tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour obtenir une baisse de prix sur tous les produits ayant subi des hausses depuis le mois d'octobre 1951, p. 446 (Document n° 2485).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurellet tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à accentuer et à généraliser la baisse sur tous les produits nécessaires à la vie, p. 1647 (Document n° 3093).

Procès. — V. *Oradour-sur-Glane.* — Presse. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 174.

Produits alimentaires. — V. *Exportations et importations.*

Produits industriels. — V. *Agriculture (prix industriels et agricoles).* — Commerce et industrie.

Produits laitiers. — V. *Agriculture.* — Interpellations, n° 9, 169. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 117.

Produits oléagineux. — V. *Corps gras, huile et plantes oléagineuses.*

Produits pétroliers. — V. *Combustibles liquides et dérivés.* — Exportations et importations. — Questions orales (Conseil de la République, n° 13).

Produits pharmaceutiques. — V. *Pharmacie.* — Questions orales (Assemblée nationale), n° 159.

Produits résineux. — V. *Bois et forêts.*

Produits sidérurgiques. — V. *Commerce et industrie (entreprises diverses).* — Interpellations, n° 1, 33.

Propriété commerciale. — V. *Loyers (baux commerciaux).*

Propriété foncière. — V. *Impôts.* — Propriété rurale. — Questions orales (Conseil de la République), n° 99.

Propriété immobilière. — V. *Assurances de toute nature.* — Impôts (contribution foncière, revenu général). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 74.

Assemblée nationale. — Décision sur le conflit de compétence entre, d'une part, la commission de la justice et de législation et, d'autre part, la commission de la reconstruction et des dommages de guerre, pour l'examen du projet de loi (n° 1394) tendant à faciliter l'acquisition des terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'équipement industriel, p. 5058 et renvoi à la commission des dommages de guerre, p. 5059.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delmotte tendant à faciliter la construction de logements dans le cadre de l'accession à la propriété, et concernant la garantie des collectivités locales pour les prêts consentis aux personnes qui poursuivent la réalisation de travaux de construction de logements, dans le cadre de l'accession à la propriété, p. 3610 (Document n° 3995). — Dépôt du rapport par M. Habout, p. 6295 (Document n° 5076).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la vente des immeubles de faible valeur dépendant des successions vacantes, p. 827 (Document n° 2709).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Serafini tendant à favoriser la construction de logements, p. 141 (Document n° 2357).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Krieger tendant à modifier les modalités de remboursement des prêts garantis par l'Etat pour la construction d'immeubles d'habitation, p. 828 (Document n° 2729).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à assurer une meilleure utilisation des immeubles à usage d'habitation, p. 1647 (Document n° 3100).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à taxer le terrain à bâtir et à en autoriser la réquisition, p. 2478 (Document n° 3188).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Vaillant-Couturier tendant au relèvement des indemnités allouées aux propriétaires d'immeubles, commerçants, artisans et industriels, à raison d'une expropriation pour cause d'utilité publique ordonnée en utilisant la procédure d'urgence de la loi du 11 octobre 1940, p. 3394 (Document n° 3900).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brusset tendant à faciliter aux sinistrés non prioritaires et économiquement faibles la reconstruction par l'emprunt de leurs immeubles détruits, p. 4252 (Document n° 4393).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramarony tendant à faciliter le financement des travaux de ravalement des immeubles, effectués à titre obligatoire, p. 5430 (Document n° 4812).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Burlot tendant à étendre le bénéfice des dispositions de la loi du 28 juin 1938 aux constructions d'ensemble de pavillons individuels ou collectifs, p. 6132 (Document n° 5028).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Grousseau tendant à proportionner la responsabilité civile des propriétaires immobiliers aux ressources dont ils disposent pour les dépenses d'entretien, p. 6592 (Document n° 5151).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramarony tendant à modifier le calcul de l'indemnité pour détérioration des immeubles réquisitionnés, p. 7059 (Document n° 5246).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Midol tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les sinistrés immobiliers, en conformité avec les prescriptions de l'article 20 de la loi du 28 octobre 1946, p. 1359 (Document n° 2965).

Propriété industrielle. — V. *Conventions internationales.*

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Marilhac sur la proposition de loi, déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à réprimer la contrefaçon des créations des industries saisonnières de l'habillement et de la parure (n° 855, année 1948, et 861, année 1951), p. 159 (Document n° 10). — Discussion, p. 190; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 193.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 141 (Document n° 2361). — Dépôt du rapport par M. de Moro Giafferri, p. 233 (Document n° 2402). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. de Moro Giafferri, p. 889 (Document n° 2745). — Adoption de la proposition de loi, avec modifications, p. 1148 (Loi n° 52-300 du 12 mars 1952, J. O. du 13 mars 1952).

Assemblée nationale. — Reprise du rapport de M. Palewski, déposé dans la précédente législature sur: 1° le projet de loi modifiant et complétant la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention et instituant des licences dites « licences obligatoires »; 2° la proposition de loi de M. Armengaud, sénateur, instituant des licences obligatoires d'exploitation des brevets d'invention (n° 9806), p. 3066 (Document n° 3730).

— Dépôt d'un projet de loi relatif aux marques de fabrique et de commerce sous séquestre en France comme biens ennemis, p. 6673 (Document n° 5192).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Plaisant tendant à modifier le taux des taxes de dépôt et des taxes de publication, ainsi que des annuités de brevets d'invention, p. 1293 (Document n° 278).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3067 (Document n° 3742).

Propriété rurale.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guitton tendant à modifier les dispositions de l'article 2 de l'acte dit « loi du 9 mars 1941 » validée par l'ordonnance du 7 juillet 1945 sur la réorganisation de la propriété foncière et le remembrement, p. 3495 (Document n° 3975).

Prostitution. — V. *Maisons de tolérance.*

Protection civile. — V. *Budgets 1952 et 1953.* — Questions orales (Conseil de la République) n° 24.

Protection de la santé publique. — V. *Santé publique (protection de la).*

Protection des végétaux. — V. *France d'outre-mer (textes généraux).*

Protêts. — V. *Postes, télégraphes et téléphones (chèques postaux).*

Publications. — V. *Presse.*

Publicité. — V. *Affichage.* — *Cinématographie.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi réglementant l'installation et l'usage des hauts-parleurs sur la voie publique, p. 2367 (Document n° 3395).

Pupilles de la Nation. — V. *Code civil.*

Assemblée nationale. — Reprise du rapport de Mlle Weber, déposé dans la précédente législature, sur la proposition de loi de Mlle Weber, tendant à exonérer tous les pupilles de la nation des droits d'inscription (n° 9415), p. 519 (Document n° 2554).

— Dépôt d'un rapport de Mlle Hienesch sur la proposition de loi de M. Devemy tendant à exonérer tous les pupilles de la nation des droits d'inscription et d'examen (n° 128), p. 3196 (Document n° 3977).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Devemy tendant à proroger dans certains cas exceptionnels le droit à la protection de l'Etat pour les orphelins de guerre et pupilles de la nation devenus majeurs, p. 4231 (Document n° 2895).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle Hienesch tendant à inviter le Gouvernement à faire respecter la loi du 29 juillet 1917 instituant des pupilles de la nation, p. 3934 (Document n° 4178).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Serafini tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assimiler tous les enfants (mineurs) d'invalides de guerre à des orphelins, sans condition de date de naissance, permettant ainsi leur adoption par la nation, p. 5966 (Document n° 4961).

Q

Questions orales (Assemblée nationale).

1. — Libre importation des riz d'outre-mer. — Retrait de la question posée en 1951 par M. Duveau à M. le ministre de l'agriculture, p. 380.

2. — Situation de certains fonctionnaires des eaux et forêts exerçant dans les départements de l'Est. — Question posée par M. René Kuehn à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique) et réponse du secrétaire d'Etat, p. 390.

3. — Secours aux victimes des inondations dans les départements du Sud-Est. — Question posée en 1951 par M. Lucien Lambert à M. le ministre des finances; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 381.

4. — Discrimination raciale en vigueur à la compagnie des transports aériens « Air Algérie ». — Question posée en 1951 par M. Demu-sois à M. le ministre des travaux publics; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 392.

5. — Montée des prix des bois. — Question posée en 1951 par M. Guérard à M. le ministre du commerce; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 382.

6. — Chômage dans l'industrie de la sandale. — Question posée en 1951 par M. de Monsabert à M. le ministre du travail; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 383.

7. — Renforcement du contrôle quantitatif du crédit. — Question posée en 1951 par M. Robert Bichet à M. le ministre des finances; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 384.

8. — Protection de la région parisienne contre les inondations. — Question posée par M. Jean Cayeux à M. le ministre des travaux publics et réponse du ministre, p. 552.

9. — Communication au conseil supérieur de l'éducation nationale du décret d'application de la loi permettant à des boursiers nationaux de fréquenter un établissement privé du second degré. — Question posée en 1951 par M. Pierrard à M. le ministre de l'éducation nationale; réponse du ministre, p. 553.

10. — Conditions d'attributions de bourses supplémentaires aux cours complémentaires et aux établissements du second degré de l'enseignement technique. — Question posée en 1951 par M. Pierrard à M. le ministre de l'éducation nationale; réponse du ministre, p. 554.

11. — Envoi au conseil d'Etat du décret d'application de la loi du 28 septembre 1951, accompagné de l'avis au conseil supérieur de l'éducation nationale. — Question posée en 1951 par M. Pierrard à M. le ministre de l'éducation nationale; réponse du ministre, p. 554.

12. — Annonce de la fermeture prochaine de la mine de la Taupe (Haute-Loire). — Question posée en 1951 par M. Jean-Michel Flandin à M. le ministre de l'industrie; réponse du ministre, p. 555.

13. — Frais d'enregistrement des actes de concessions d'eau (rôles annuels de consommation des abonnés). — Question posée en 1951 par M. Guthmuller à M. le ministre des finances; réponse du ministre du budget, p. 556.

14. — Report de l'incorporation des étudiants sursitaires devant passer des examens en juin et juillet 1952. — Question posée par M. Bouxom à M. le ministre de la défense nationale, p. 525; retrait, p. 1309.

15. — Répartition ou importation de fer rond et de béton pour la construction et la reconstruction dans le département du Nord. — Question posée en 1951 par M. Damette à M. le ministre de la reconstruction; réponse de M. le ministre de l'industrie, p. 1309.

16. — Préparation de la représentation française dans tous les sports aux prochains jeux olympiques. — Question posée par M. Souques à M. le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, jeunesse et sports, p. 345; réponse du ministre de l'éducation nationale, p. 1310.

17. — Nomination de femmes à l'emploi de garde champêtre. — Question posée par M. Minjoz à M. le ministre de l'intérieur et réponse du ministre, p. 1310.

18. — Date de parution du décret d'application de la loi du 14 mai 1951 concernant les personnes contraintes au travail en pays ennemis. — Question posée par M. Fernand Bouxom à M. le ministre des anciens combattants, p. 213; réponse du ministre, p. 1311.

19. — Ratification de la convention franco-canadienne tendant à éviter la double taxation du revenu. — Question posée par M. Joseph Denais à M. le président du conseil, ministre des finances; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1312.

20. — Péréquation des retraites d'anciens ouvriers de l'Etat bénéficiaires de la loi du 2 août 1949. — Question posée en 1951 par M. Bartolini à M. le ministre du travail; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 1312.

21. — Situation d'un préfet à qui un membre du pouvoir législatif a signalé objectivement un abus du pouvoir exécutif. — Question posée en 1951 par M. Jean Nocher à M. le ministre de l'intérieur et réponse du ministre, p. 1425.

22. — Privilège fiscal en faveur de l'enseignement confessionnel. — Question posée en 1951 par M. Pierrard à M. le ministre de l'éducation nationale et réponse du ministre, p. 1425.

23. — Essence pour l'aviation de tourisme. — Question posée en 1951 par M. Paul Couston à M. le ministre des travaux publics et réponse du ministre, p. 1426.

24. — Limitation des importations afin de permettre l'écoulement de la récolte française de chanvre. — Question posée en 1951 par M. Robert Manceau à M. le président du conseil, ministre des finances, et réponse du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 1427.

25. — Salaires des ouvriers des arsenaux en service à Paris. — Question posée par M. Raingard à M. le ministre de la défense nationale et réponse du secrétaire d'Etat à la guerre, p. 1427.

26. — Exigibilité d'une majoration d'impôts sur les bénéfices de l'exercice clos en 1950 à une société dissoute le 3 mai 1950. — Question posée par M. Billat à M. le président du conseil, ministre des finances, et réponse du secrétaire d'Etat, p. 1622.

27. — Situation de la femme mariée au regard des significations faites au mari, notamment en ce qui concerne les délais de prescription. — Question posée par M. Joseph Denais à M. le président du conseil et réponse du secrétaire d'Etat, p. 1623.

28. — Revalorisation des taux de l'allocation d'argent de poche servie aux pensionnaires des hospices de la Seine. — Question posée par M. Edouard Depreux à M. le président du conseil, ministre des finances, et réponse du secrétaire d'Etat, p. 1623.

29. — Situation du marché français des pommes à couteau. — Question posée par M. Gaubert à M. le président du conseil, ministre des finances, et réponse du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 1623 (rectificatif, p. 1954).

30. — Extension à l'ensemble des académies des grandes vacances scolaires. — Question posée par M. Bouxom à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 345; réponse du ministre, p. 1624.

31. — Difficultés pour les bouchers détaillants à se procurer les vignettes nécessaires à la justification du paiement de la taxe unique sur la viande. — Question posée par M. Couinaud à M. le président du conseil, ministre des affaires économiques, p. 450; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1625.

32. — Licenciement d'un jeune ouvrier de dix-huit ans engagé depuis deux mois à la S. N. C. A. N. à Sarrrouville. — Question posée en 1951 par M. Ballanger à M. le secrétaire d'Etat à l'air et réponse du secrétaire d'Etat, p. 1625.

33. — Grève revendicatrice du personnel des hôtels, cafés, restaurants de Monaco. — Question posée par M. André Marcler (Oise) à M. le ministre des affaires étrangères, p. 755; réponse du ministre, p. 1627.

34. — Retrait du permis de conduire à un chauffeur et au patron qui l'emploie à la suite d'une infraction au code de la route. — Question posée par M. Viatte à M. le ministre des travaux publics, p. 1364; réponse du ministre, p. 1627.

35. — Pénurie de vaccin et extension alarmante de foyers épidémiques de fièvre aphteuse dans certains départements. — Question posée par M. Jacques Vendroux à M. le ministre de l'agriculture, p. 525; retrait, p. 2700.

36. — Surplus américains. — Question posée par Mme Rose Guérin à M. le ministre des affaires étrangères et réponse du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 2700.

37. — Imposition à la surtaxe progressive des mutilés pensionnés à plus de 40 p. 100. — Question posée par M. Guérard à M. le secrétaire d'Etat au budget et réponse du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 2700.

38. — Importation frauduleuse d'objets fabriqués à l'étranger. — Question posée par M. Minjoz à M. le secrétaire d'Etat au budget et réponse du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 2701.

39. — Prestations familiales des salariés algériens travaillant en France. — Question posée par M. Pierre Fayet à M. le ministre du travail et réponse du ministre, p. 2702.

40. — Indemnités compensatrices pour emploi de prisonniers de guerre réclamées à des exploitants agricoles sinistrés non reconstruits. — Question posée par M. Couinaud à M. le ministre de l'agriculture, p. 755; réponse du ministre du travail, p. 2702.

41. — Action d'un commissaire de la police économique dans la boutique d'un boucher de la région parisienne. — Question posée en 1951 par Mme Rose Guérin à M. le ministre de l'intérieur et réponse du ministre, p. 2703.

42. — Nomination d'un inspecteur d'académie au Niger. — Question posée en 1951 par M. Condat-Mahaman à M. le ministre de la France d'outre-mer et réponse du ministre, p. 2704.

43. — Exonération de la patente de marchand forain. — Question posée par M. Joseph Denais à M. le président du conseil, ministre des finances, et réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 2903.

44. — Avancement des percepteurs nommés au titre des emplois réservés. — Question posée par M. Defferre à M. le président du conseil, ministre des finances, et réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 2904.

45. — *Non-observation de la loi sur 20 avril 1932 sur l'apposition d'une marque d'origine sur les marchandises importées de l'étranger.* — Question posée par M. Charret à M. le président du conseil, ministre des finances, p. 4235; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 2904.
46. — *Application aux fonctionnaires résidant en Algérie, de la majoration provisoire de certaines allocations familiales.* — Question posée par M. Bouxom à M. le ministre du budget, p. 234; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2904.
47. — *Manifestation organisée à la salle de la Mutualité, à Paris, le 27 janvier 1952.* — Question posée par M. Jean Cayeux à M. le ministre de l'intérieur, p. 450; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 2905.
48. — *Indemnités dues pour emploi de prisonniers de guerre par des agriculteurs qui ont été contraints de travailler gratuitement pendant leur captivité en Allemagne.* — Question posée par M. Pilleray à M. le ministre de l'agriculture, p. 755; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 2905.
49. — *Approvisionnement en fer rond à béton et en métaux non ferreux.* — Question posée par M. Pierrard à M. le ministre de l'industrie et réponse du ministre, p. 3081.
50. — *Gratifications et primes des personnes des entreprises nationales et de la sécurité sociale.* — Question posée par M. de Léotard à M. le président du conseil, ministre des finances, et réponse du ministre, p. 3081.
51. — *Commémoration du centenaire de la naissance de Paul Bourde, créateur de la forêt d'oliviers du Sud Tunisien.* — Question posée par M. Dronne à M. le président du conseil, p. 1054; réponse du ministre de l'industrie, p. 3082.
52. — *Programmes de l'enseignement du second degré.* — Question posée par M. Minjot à M. le ministre de l'éducation nationale et réponse du ministre, p. 3082.
53. — *Retour dans leur foyer des militaires arrivés à l'expiration de leur engagement et qui ont été envoyés en Indochine.* — Question posée par M. Arbellier à M. le ministre de la défense nationale et réponse du ministre, p. 3297.
54. — *Maintien de l'arrêté ministériel relatif au prix de location des chambres dans les hôtels et maisons meublées.* — Question posée par M. Bernard Lafay à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 3184; retrait, p. 3535.
55. — *Fermeture de mines de charbon par les Houillères de France en raison de leur rendement insuffisant.* — Question posée en 1951 par M. Jacques Bardoux; réponse du ministre, p. 3535.
56. — *Arrêté d'expulsion pris contre un habitant de Givors.* — Question de M. Cagne à M. le ministre de l'intérieur, p. 409; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence, p. 3536.
57. — *Publication des communiqués de presse et existence de journaux qui doivent être considérés comme protégés par le Gouvernement.* — Question posée par M. Sousville à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 1364; réponse du secrétaire d'Etat, p. 3537.
58. — *Catastrophe aérienne du 12 septembre 1951.* — Question posée par M. Rabier à M. le ministre des travaux publics et réponse du ministre, p. 3537.
59. — *Péréquation des pensions des ouvriers de l'Etat.* — Question posée en 1951 par M. Marcel Cherrier à M. le secrétaire d'Etat au budget et réponse du secrétaire d'Etat, p. 3537.
60. — *Bénéfice du maximum d'indulgence dans l'application des pénalités éventuelles en ce qui concerne le chiffre d'affaires pour les petits contribuables, chaque fois que leur bonne foi n'est pas contestable.* — Question posée par M. Buron à M. le président du conseil, ministre des finances, p. 2946; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 3538.
61. — *Nombre de postes rémunérés à plus de 1 million cinq cent mille et 2 millions de francs, à la société nationale des entreprises de presse, dans les assurances et les grandes banques.* — Question posée par M. de Léotard à M. le ministre des finances, p. 713; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 3538.
62. — *Demandes de délai de paiement d'impôts des petites entreprises créditrices auprès des ministères.* — Question posée par M. Coudray à M. le ministre des finances, p. 3184; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 3539.
63. — *Sanctions contre un commissaire de la police économique.* — Question posée par M. Frédéric-Dupont à M. le ministre de l'intérieur, p. 143; retrait, p. 3895.
64. — *Montant des sommes dues par l'Etat ou par le secteur public aux entreprises du secteur privé.* — Question posée par M. de Léotard à M. le ministre des finances, p. 713; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 3895.
65. — *Rémunération d'hommes politiques pour des articles sur l'agence France-Presse dans les débats parlementaires à l'occasion du budget.* — Question posée par M. Cagne à M. le président du conseil, p. 173; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 3895.
66. — *Crédit aux huileries et savonneries marseillaises.* — Question posée en 1951 par M. Cristofol à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 3896.
67. — *Impartialité et neutralité des gouverneurs envers les élus de leur territoire.* — Question posée par M. Dronne à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 2279; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 3897.
68. — *Autorisation aux chalutiers de moyen tonnage à ne pratiquer la pêche à la morue et la salaison à bord, que dans la limite d'un contingent de 2.000 tonnes.* — Question posée par M. Febvay à M. le ministre des travaux publics, p. 2243; réponse du ministre, p. 3897.
69. — *Droits et intérêts des porteurs français des obligations néerlandaises « Carolus Magnus ».* — Question posée par M. Joseph Denais à M. le président du conseil, ministre des finances et réponse du ministre, p. 4208.
70. — *Retards dans l'octroi des crédits aux sinistrés du Sud-Ouest, collectivités locales et particuliers.* — Question posée par M. de Gracia à M. le président du conseil, ministre des finances, p. 2874; réponse du ministre, p. 4209.
71. — *Suppression du gardiennage de passages à niveau dans la région de Brive et de Vanz.* — Question posée par M. Goudoux à M. le ministre des travaux publics, p. 173; réponse du ministre, p. 4209.
72. — *Paiement de certaines indemnités dans les administrations centrales du ministère de la marine et de l'établissement national des invalides de la marine.* — Question posée par M. Souquès à M. le ministre de la marine marchande, p. 755; réponse du ministre des travaux publics, p. 4209.
73. — *Utilisation du charbon turc par certaines centrales chimiques de Valenciennes depuis la fermeture des puits de mines du Nord, du Pas-de-Calais et du bassin d'Auvergne.* — Question posée par M. Védrières à M. le ministre de l'industrie et de l'énergie, p. 173; réponse du ministre, p. 4210.
74. — *Assouplissement des règles de ventes d'immeubles par les organismes d'habitations à loyer modéré pour faciliter l'accès à la petite propriété.* — Question posée par M. Dorey à M. le ministre de la reconstruction, p. 755; réponse du ministre, p. 4210.
75. — *Taux de la rétribution des services d'enseignement non compris dans le programme officiel.* — Question posée par M. Deixonne à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 545; retrait, p. 4399.
76. — *Redevances perçues par l'Etat sur les collectivités publiques à l'occasion de l'installation des canalisations d'eau, de gaz et d'électricité sur le domaine public de l'Etat et gratuité des installations.* — Question posée par M. de Tinguy à M. le ministre des travaux publics, p. 1054; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 4399.
77. — *Liste des soldats allemands tombés sur les champs de bataille, ainsi que des soldats alsaciens et lorrains incorporés dans la Wehrmacht.* — Question posée par M. Meck à M. le ministre des affaires étrangères, p. 891; retrait, p. 4399.
78. — *Dessalement de la justice française au profit de la justice américaine, au sujet de plusieurs incidents occasionnés par des militaires appartenant aux troupes américaines stationnées en Charente-Maritime.* — Question posée par M. Gosnat à M. le ministre de la justice, p. 201; réponse du ministre, p. 4400.
79. — *Importation des chevaux de boucherie.* — Question posée par M. Gabriel Paul à M. le ministre de l'agriculture, p. 234; réponse du ministre, p. 4401.
80. — *Circulaire interministérielle concernant la rémunération des instituteurs chargés des cours du soir.* — Question posée par M. Demusois à M. le ministre de l'intérieur, p. 305; réponse du ministre, p. 4649.
81. — *Lègue de l'immunité parlementaire des élus qui pourraient avoir des comptes à rendre à la justice.* — Question posée par M. Devemy à M. le ministre de l'intérieur, p. 755; réponse du ministre, p. 4649.
82. — *Mesures prises pour traiter les vieux travailleurs de Coullaines sur un pied d'égalité avec la ville du Mans.* — Question posée par M. Gaubert à M. le ministre du travail, p. 2874; réponse du ministre, p. 4650.
83. — *Alignement des prestations familiales au Mans et dans les communes limitrophes.* — Question posée par M. Gaubert à M. le ministre du travail, p. 2874; réponse du ministre, p. 4650.
84. — *Déclaration à la surtaxe progressive de la retraite des vieux travailleurs.* — Question posée par M. Joseph Denais à M. le président du conseil, ministre des finances et réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 4651.
85. — *Transferts de contingents d'alcool à fabriquer des sucreries dans les départements d'outre-mer.* — Question posée par M. Girard à M. le président du conseil, ministre des finances, p. 409; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 4651.
86. — *Construction d'une usine hydroélectrique marémotrice sur la Rance.* — Question posée par M. Coudray à M. le ministre du commerce et de l'industrie, p. 4095; réponse du ministre, p. 4652.
87. — *Aménagement d'un camp d'aviation militaire sur des emplacements riches et fertiles situés dans le canton de Brezolles, en Eure-et-Loir.* — Question posée par M. Demusois à M. le ministre de la défense nationale, p. 1538; réponse du secrétaire d'Etat à l'air, p. 4831.
88. — *Licenciement de 252 membres du personnel de la régie Renault à la suite de la grève du 12 février 1952.* — Question posée

par M. Bouxom à M. le ministre du travail, p. 1648. — Retrait, p. 4831.

89. — *Validation des actions Royal Dutch.* — Question posée par M. Joseph Denais à M. le président du conseil, ministre des finances et réponse du secrétaire d'Etat aux finances, p. 4833.

90. — *Transferts de francs métropolitains dans la zone C. F. A.* — Question posée par M. Duveau à M. le président du conseil, ministre des finances, et réponse du secrétaire d'Etat aux finances, p. 4833.

91. — *Importation de plants de pommes de terre en provenance d'Allemagne par suite d'un accord franco-allemand soumis actuellement à la signature.* — Question posée par M. Signor à M. le ministre de l'agriculture, p. 409; réponse du ministre, p. 4833.

92. — *Cours d'enseignement postscolaire agricoles donnés par un instituteur d'enseignement privé dans les locaux d'une école publique.* — Question posée par M. André-François Mercier à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 2006; réponse du ministre, p. 4831.

93. — *Titulaires de diplôme de sage-femme, dispensées de l'examen de sortie de l'école pour l'obtention du diplôme d'assistante sociale.* — Question posée par M. Edouard Depreux à M. le ministre de la santé publique et réponse du ministre, p. 4834.

94. — *Attribution de primes de rendement aux fonctionnaires du cadre spécial des carburants.* — Question posée par M. Souquès à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 1239; réponse du ministre, p. 5121.

95. — *Mesures à prendre devant la crise très grave sévissant dans la papeterie.* — Question posée par M. Hénault à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 3209; réponse du ministre, p. 5121.

96. — *Elections des délégués mineurs en Meurthe-et-Moselle.* — Question posée par M. Lapie à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 2625; réponse du ministre, p. 5122.

97. — *Emigration, au Canada, au cours de l'année 1951, de Français originaires du Finistère et du Morbihan.* — Question posée par M. Signor à M. le ministre de la santé publique, p. 409; réponse du ministre, p. 5122.

98. — *Responsabilités encourues dans l'évasion de cinq déments hospitalisés à Villejuif.* — Question posée par M. Jean Cayeux à M. le ministre de la santé publique, p. 2483; réponse du ministre, p. 5123.

99. — *Demande de délais nécessaires aux occupants d'immeubles expropriés, pour l'évacuation de leurs locaux commerciaux.* — Question posée par M. Guérard à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 1588; réponse du ministre, p. 5124.

100. — *Fermeture de l'usine, la S. N. A. C. de Fourchambault, dans la Nièvre, par ordre gouvernemental, et destination prise par les machines-outils.* — Question posée par Mme François à M. le ministre de la défense nationale, p. 450; réponse du ministre, p. 5121.

101. — *Modifications et suppressions prévues dans les postes émetteurs de la sous-région radiophonique de Clermont-Ferrand.* — Question posée par M. Jean-Michel Flandin à M. le secrétaire d'Etat, p. 4095; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 5125.

102. — *Création de l'office professionnel de qualification et de qualification du bâtiment.* — Question posée par M. Montalat à M. le ministre de la reconstruction, p. 2946; réponse du ministre, p. 5125.

103. — *Relèvement des indemnités kilométriques pour frais de tournées des fonctionnaires.* — Question posée par M. de Tinguy à M. le président du conseil, ministre des finances, p. 2279; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 5126.

104. — *Conditions nouvelles pour les candidates aux C. A. P. âgées de 17 ans dont les familles ont été informées tardivement, particulièrement dans les Côtes-du-Nord et le Morbihan.* — Question posée par Mlle Dienesch à M. le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, p. 3132; retrait, p. 5412.

105. — *Incidents survenus à la prison centrale de Melun et à la maison de la Santé.* — Question posée par M. Gautier à M. le ministre de la justice, p. 663; réponse du ministre, p. 5412.

106. — *Renouvellement des carnets de retraite du combattant.* — Question posée par M. Dronne à M. le ministre des anciens combattants, p. 4095; réponse du ministre, p. 5412.

107. — *Bénéfice des emplois réservés et du pécule aux anciens militaires français musulmans d'Algérie.* — Question posée par M. Haumesser à M. le ministre de la défense nationale, p. 4095; réponse du ministre, p. 5413.

108. — *Participation de l'Etat aux dépenses des collectivités en leur accordant une répartition correspondante à leur population actuelle.* — Question posée par M. Gabriel Roucaute à M. le ministre de l'intérieur, p. 564; transformée en question écrite, p. 5844; réponse, p. 6135.

109. — *Arrêté ministériel du 13 février 1952 qui lèse les intérêts des chefs de bureau de villes de 10.000 à 20.000 habitants dans lesquelles il n'existe aucun poste officiel de secrétaire général adjoint.* — Question posée par M. René Schmitt à M. le ministre de l'intérieur, p. 3011; réponse du ministre, p. 5844.

110. — *Classification particulière pour les intéressés qui n'appartiennent à aucun parti politique (délégués pour l'élection des conseillers de la République et municipalités).* — Question posée par M. de Tinguy à M. le ministre de l'intérieur, p. 3070; réponse du ministre, p. 5844.

111. — *Accords passés entre l'Etat et l'évêque d'Angers concernant le palais épiscopal.* — Question posée par M. Deixonne à M. le ministre de l'intérieur, p. 4741; réponse du ministre, p. 5845.

112. — *Textes accordant à certains fonctionnaires des primes de rendement avec effet rétroactif.* — Question posée par M. Pierre Souquès à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 1334; réponse du secrétaire d'Etat, p. 5847.

113. — *Application de la loi du 30 décembre 1921 dite « loi Rouston » concernant l'affectation dans le même département des fonctionnaires mariés.* — Question posée par Mme Poinso-Chapuis à M. le secrétaire d'Etat à la fonction publique, p. 3266; réponse du secrétaire d'Etat, p. 5847.

114. — *Lenteurs apportées par les services américains pour dédommager les victimes d'accidents provoqués par les militaires des troupes des Etats-Unis stationnées en France.* — Question posée par M. Max Brusset à M. le ministre des affaires étrangères, p. 4306; réponse du ministre, p. 5848.

115. — *Incorporation, dans une unité de l'infanterie coloniale en Indochine, d'un exclu de l'armée.* — Question posée par M. Dronne à M. le ministre de la défense nationale, p. 4306; réponse du secrétaire d'Etat à la guerre, p. 5997.

116. — *Erreurs rédactionnelles dans les textes des sujets d'examen.* — Question posée par M. Jean Cayeux à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 3339; réponse du ministre, p. 5997.

117. — *Répartition des beurres d'importation entre les commerçants grossistes d'après leur chiffre de vente de beurre d'origine métropolitaine.* — Question posée par M. Jean Cayeux à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 3339; réponse du secrétaire d'Etat, p. 5989.

118. — *Créance des Français dépouillés de leur or par les Allemands.* — Question posée par M. Joseph Denais à M. le président du conseil, ministre des finances, et réponse du secrétaire d'Etat aux finances, p. 5999.

119. — *Travaux supplémentaires, primes de technicité ou de rendement accordées à divers fonctionnaires avec effet rétroactif.* — Question posée par M. Souquès à M. le président du conseil, p. 2279; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 6245.

120. — *Date de parution du décret d'application de la loi n° 51-133 du 6 février 1952 concernant l'aval de l'O. N. I. C.* — Question posée par M. Morève à M. le ministre de l'agriculture, p. 3011; retrait, p. 6637.

121. — *Information contre l'ex-concierge du groupe scolaire Jean-Jaurès de Trappes (Seine-et-Oise).* — Question posée par Mme Duvernois à M. le ministre de la justice, p. 5559, 6244; réponse du ministre, p. 6637.

122. — *Droit, pour les préfets, de suspendre le permis de conduire aux automobilistes pour infraction à la police de la circulation et du routage.* — Question posée par M. Robert Bruyneel à M. le ministre de l'intérieur, p. 1479; réponse du ministre, p. 6639.

123. — *Conditions auxquelles sont soumises les femmes malgaches détenues dans les prisons de Madagascar.* — Question posée par Mme Rose Guérin à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 1198; réponse du ministre, p. 6640.

124. — *Application du projet de loi sur les dommages de guerre et de construction, qui a réduit la superficie moyenne des habitations à loyer modéré financés avec le concours de l'Etat.* — Question posée par M. Bouxom à M. le ministre de la reconstruction, p. 3339; réponse du ministre, p. 6641.

125. — *Non reconduction de la subvention annuelle à la Société des amis de la maison natale de Louis Pasteur, au budget de 1952.* — Question posée par M. Barthélemy à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 450.

126. — *Augmentation de la production et de la distribution des vaccins contre la fièvre aphteuse.* — Question posée par M. Mouchet à M. le ministre de l'agriculture, p. 525.

127. — *Rédaction du formulaire de demande d'indemnisation des pertes subies par les titulaires de la carte de déportés ou internés de la Résistance.* — Question posée par M. Gaubert à M. le ministre des anciens combattants, p. 663.

128. — *Nombre d'entreprises nationalisées accordant des mois supplémentaires de salaires à leur personnel; mêmes renseignements en ce qui concerne la sécurité sociale et l'administration.* — Question posée par M. de Léotard à M. le ministre des finances, p. 713.

129. — *Forclusion pour les candidats ayant échoué à la session supplémentaire des bourses pour l'année scolaire 1951-1952.* — Question posée par M. Boscary-Monsservin à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 753.

130. — *Licenciement du personnel africain du réseau des câbles sous-marins de l'Afrique occidentale française.* — Question posée par M. le ministre des postes, télégraphes et téléphones, p. 756.

131. — *Situation des travailleurs occupés sur les chantiers du travail de Roche-lès-Beaupré (Doubs).* — Question posée par M. Barthélémy à M. le ministre du travail, p. 1235.

132. — *Situation de certaines communes du Haut Jura, complètement isolées par les neiges.* — Question posée par M. Barthélémy à M. le ministre des transports, p. 1235.

133. — *Exploitation, par les Américains, du câble sous-marin Cherbourg (Urville)—Açores.* — Question posée par M. Barthélémy à M. le ministre des affaires étrangères, p. 1361.

134. — *Réquisition pour l'amélioration de la crise du logement dans la ville de Pau.* — Question posée par M. Mora à M. le ministre de la reconstruction, p. 1390.

135. — *Réduction des crédits alloués aux bibliothèques des établissements de cure.* — Question posée par Mme Roca à M. le ministre de la santé publique, p. 1391.

136. — *Saisie du journal Liberté hebdomadaire du parti communiste algériens.* — Question posée par M. Fayet à M. le ministre de l'intérieur, p. 1479.

137. — *Extension, aux quatre départements d'outre-mer, de la législation métropolitaine, relative à l'aide aux travailleurs sans emploi.* — Question posée par M. Girard à M. le secrétaire d'Etat au budget, p. 1587.

138. — *Retard dans l'ouverture de nouvelles stations de métro, sur le prolongement de la ligne n° 13, les travaux étant terminés depuis 1950.* — Question posée par Mme Rose Guérin à M. le ministre des travaux publics, p. 1588.

139. — *Tarifs postaux préférentiels accordés à certains journaux et écrits périodiques.* — Question posée par M. Boutavant à M. le ministre des postes, télégraphes et téléphones, p. 1718.

140. — *Dépôt de nouveaux dossiers de dommages de guerre pour certains évacués qui n'ont pas encore obtenu l'autorisation de revenir dans leur localité d'origine.* — Question posée par M. André Lenormand à M. le ministre de la reconstruction, p. 1718.

141. — *Péréquation intégrale des retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways servies par la caisse autonome mutuelle des retraites.* — Question posée par Mme Sportisse à M. le ministre des travaux publics, p. 1718.

142. — *Obtention de crédits par les communes pour l'exécution de leurs projets de constructions scolaires.* — Question posée par Mlle Marzin à M. le président du conseil des ministres, p. 1781.

143. — *Rémunération des médecins praticiens pour un seul examen par enfant et par an en ce qui concerne les élèves de l'enseignement du premier degré dans le département du Pas-de-Calais.* — Question posée par Mme Prin à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 2006.

144. — *Modification de l'horaire du train de jour de Paris pour Quimper.* — Question posée par M. Signor à M. le ministre des travaux publics, p. 2006.

145. — *Incident à Bordeaux au local de la fédération de la Gironde du parti communiste.* — Question posée par M. Marc Dupuy à M. le président du conseil, p. 2243.

146. — *Bruits provoqués par des essais de moteurs au centre d'essai de Chalais-Mendon.* — Question posée par M. Jean-Paul Palewski à M. le secrétaire d'Etat à l'air, p. 2376.

147. — *Substitution des services d'autocars, au système de correspondances par autorails légers, entre Salins-les-Bains et la gare S. N. C. F. de Mouchard.* — Question posée par M. Barthélémy à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 2679.

148. — *Organisation d'une procédure de revision des budgets locaux.* — Question posée par M. Delbez à M. le président du conseil, ministre des finances, p. 2946.

149. — *Prêts indispensables aux collectivités locales pour la poursuite des travaux en cours.* — Question posée par M. Solinhac à M. le président du conseil, ministre des finances, p. 3070.

150. — *Choix des périodes d'exercices des réservistes, en dehors des époques des gros travaux agricoles (foins, moisson).* — Question posée par M. Dronne à M. le secrétaire d'Etat à la guerre, p. 3132.

151. — *Situation de l'industrie textile française.* — Question posée par M. Jules-Julien à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 4095.

152. — *Producteurs de blés d'Ille-et-Vilaine, qui reçoivent en paiement de leurs blés, un chèque qui ne peut être payé que par la caisse nationale de crédit agricole.* — Question posée par M. Coudray à M. le ministre de l'agriculture, p. 4095.

153. — *Etablissement de postes distributeurs d'essence.* — Question posée par M. Ramonet à M. le ministre des travaux publics, p. 4095.

154. — *Situation de cultivateurs du Nord et du Pas-de-Calais expropriés par suite de travaux entrepris pour la construction d'un aérodrome militaire.* — Question posée par M. Pierrard à M. le ministre de la défense nationale, p. 4183.

155. — *Retard apporté au versement de la subvention qui revient à la F. S. G. T.* — Question posée par M. Gabriel Paul à M. le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique p. 4183.

156. — *Recensement erroné des habitants de la commune de Port-Louis (Guadeloupe).* — Question posée par M. Girard à M. le ministre de l'intérieur, p. 4306.

157. — *Date de publication du texte déterminant les conditions d'établissement des contrats et la liste des sociétés de crédit différées mises en liquidation.* — Question posée par M. Jean Cayeux à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et aux finances, p. 4306.

158. — *Demande de cessation de l'émission radiophonique du programme national intitulée « Le coin des clients ».* — Question posée par M. Charret à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (information), p. 4306.

159. — *Transfert gratuit, à la charge des pharmaciens, de la garantie du fabricant (ouverture du conditionnement de la spécialité, pour en extraire la vignette).* — Question posée par M. Charret à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 4306, 6244.

160. — *Brutalités et fausses accusations d'un agent de police de la ville de Paris, contre un chansonnier connu.* — Question orale posée par M. Dronne à M. le ministre de l'intérieur, p. 4372.

161. — *Remboursement, en capital et en intérêts, par la République Argentine, des dettes dont elle est tenue envers ses créanciers français.* — Question posée par M. Joseph Denais à M. le président du conseil, ministre des finances, et réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 4399.

162. — *Dessaisissement des archives par le service international des recherches et suppression de la délégation générale en Allemagne du ministère des anciens combattants.* — Question posée par M. Alfred Coste-Floret à M. le ministre des anciens combattants, p. 5043.

163. — *Conditions dans lesquelles se sont déroulés les récents concours d'agrégation près des facultés de médecine.* — Question posée par M. Boubien à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 5435.

164. — *Réglementation relative à l'attribution de l'allocation militaire.* — Question posée par M. Tourné à M. le ministre de la santé publique, p. 5559.

165. — *Réalisation des importations copieuses de chevaux de boucherie.* — Question posée par M. Pindivic à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 5868.

166. — *Intentions gouvernementales relatives à l'internationalisation de Jérusalem et des Lieux-Saints.* — Question posée par M. Grousseau à M. le ministre des affaires étrangères, p. 5912.

167. — *Sermon prononcé à la basilique Notre-Dame des Victoires au cours d'une manifestation de la confrérie Notre-Dame de la Merci.* — Question posée par M. Deixonne à M. le ministre des affaires étrangères, p. 5972.

168. — *Indemnités aux propriétaires et locataires de l'immeuble sis rue de la Santé, qui ont éprouvé des dommages par suite de l'explosion d'une bombe.* — Question posée par M. Edouard Depreux à M. le président du conseil, p. 5996, 6637.

169. — *Non paiement, au centre hospitalier de Toulouse, des frais de séjour des malades, par le délégué interdépartemental de Toulouse du ministère des anciens combattants.* — Question posée par M. Alfred Coste-Floret à M. le ministre des anciens combattants, p. 6096.

170. — *Publication des conclusions de l'expérience du vaccin Marbais commencée en mai 1948.* — Question posée par M. Villard à M. le ministre de la santé publique et de la population, p. 6098.

171. — *Circulaire n° 7609 du 5 septembre 1952 envoyée aux chefs de corps pour faire pression sur les jeunes gens du contingent pour qu'ils se rendent en Indochine.* — Question posée par M. Daniel Mayer à M. le secrétaire d'Etat à la guerre, p. 6133.

172. — *Taux des bourses d'enseignement supérieur, création d'emplois d'instituteurs et d'institutrices; nombre d'enfants fréquentant les classes; nombre de classes mises en service de juin 1948 à 1952.* — Question posée par M. Deixonne à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 6372.

173. — *Demande de sursis pour le paiement des impôts par les sinistrés de guerre, jusqu'au règlement intégral de leurs dommages de guerre.* — Question posée par M. Billat à M. le président du conseil, ministre des finances, p. 6675.

174. — *Conditions du déplacement d'un des accusés au procès de Metz entre Struthof et cette ville.* — Question posée par M. Lemaire à M. le ministre de la justice, p. 6814.

175. — *Taux maximum d'agios qu'une banque d'affaires peut prélever sur les avances, escomptes et réescomptes consentis à une affaire industrielle ou commerciale.* — Question posée par M. Dronne à M. le ministre de la justice, p. 7033.

176. — *Non-répartition entre les ministères intéressés, notamment celui de l'éducation nationale, des trente milliards votés par le Parlement dans le budget d'équipement de 1952.* — Question posée par M. Deixonne à M. le ministre des finances, p. 7062.

177. — *Divergences sérieuses dans l'interprétation des textes législatifs en ce qui concerne l'imposition des médecins.* — Question posée par M. Jarrosson à M. le secrétaire d'Etat au budget, p. 7062.

Questions orales (Conseil de la République):

1. — *Fixation du nouveau taux des allocations de chômage.* — Question posée en 1951 par M. Charles Naveau à M. le ministre du travail; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 238.
2. — *Conditions d'adjudication d'un lot de locomotives et de tenders aliéné par le service central des ventes du mobilier de l'Etat.* — Question posée en 1951 par M. Gaston Charlet à M. le ministre des finances; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 239.
3. — *Gratuité du logement à certains agents des postes, télégraphes et téléphones.* — Question posée en 1951 par M. Hélène à M. le ministre des postes, télégraphes et téléphones, et réponse du ministre, p. 488.
4. — *Fourniture, à la région parisienne, de gaz provenant des régions de l'Est.* — Question posée en 1951 par M. Deutschmann à M. le ministre de l'industrie, et réponse du ministre, p. 489.
5. — *Situation de la vallée d'Aoste au regard du traité de paix avec l'Italie.* — Question posée en 1951 par M. Ernest Pezet à M. le ministre des affaires étrangères et réponse du ministre de l'industrie, p. 491.
6. — *Règlement dans les trois mois de leur dépôt des demandes présentées par les économiquement faibles.* — Question posée par M. Chazette à M. le ministre du travail et réponse du ministre, p. 493.
7. — *Protection de l'industrie cinématographique nationale contre la concurrence étrangère.* — Question posée par M. Jacques Debù-Bridel à M. le ministre de l'industrie et de l'énergie et demande de débat, p. 230; discussion, p. 525; réponse du ministre, p. 531; retrait d'une proposition de résolution et clôture du débat, p. 535.
8. — *Entretien, amélioration et aménagement du réseau routier; révision du code de la route en ce qui concerne les pénalités.* — Question posée par M. Jules Pouget à M. le ministre des travaux publics et demande de débat, p. 230; discussion, p. 535; réponse du ministre, p. 537, 548, 552; adoption d'une proposition de résolution, p. 553.
9. — *Interdiction aux anciens combattants pensionnés âgés de soixante-dix ans et plus de bénéficier des cures thermales.* — Question posée par M. Charles Morel à M. le ministre des anciens combattants, p. 290; retrait, p. 566.
10. — *Politique française en Tunisie.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 238, 435, 576. — Annulation, p. 613.
11. — *Politique française à l'égard de l'Allemagne et de l'organisation politique de l'Europe occidentale.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 238. — Annulation, p. 613.
12. — *Politique de la France envers l'Allemagne et de la Sarre.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le président du conseil et demande de débat, p. 435. — Annulation, p. 613.
13. — *Réduction de l'aide nationale à la construction pour la région parisienne.* — Question posée par M. Léo Hamon à M. le ministre de la reconstruction et demande de débat, p. 480. — Annulation, p. 613.
14. — *Protection des forces de police pendant les manifestations ayant le caractère d'émeutes politiques.* — Question posée par M. Jean Bertaud à M. le président du conseil, et demande de débat, p. 524. — Annulation, p. 613.
15. — *Mesures prises contre le directeur général de l'agence France-Presse.* — Question posée par M. Marcellin à M. le ministre de l'information, et demande de débat, p. 524. — Annulation, p. 613.
16. — *Sanctions contre les services responsables de la D. S. T. au sujet de l'affaire Ducreux, ancien député des Vosges.* — Question posée par M. Pierre Boudet à M. le ministre de l'intérieur, et demande de débat, p. 576. — Annulation, p. 613.
17. — *Pénurie croissante de logements dans la région parisienne.* — Question posée par Mme Devaud à M. le ministre de la reconstruction, et demande de débat, p. 576. — Annulation, p. 613.
18. — *Accident survenu à un puits de pétrole exploité par la société des pétroles d'Aquitaine, à Lacq (Basses-Pyrénées).* — Question posée en 1951 par M. Jean-Louis Tinaud à M. le ministre de l'industrie et du commerce; réponse du ministre, p. 656.
19. — *Rémunération des instituteurs chargés des cours donnés en dehors des heures de service; demande que la décision soit rapportée en ce qui concerne la prise en charge par les municipalités.* — Question posée par M. Pierre Loison à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 234; ajournement, p. 564; réponse du ministre, p. 657.
20. — *Fraude fiscale des collecteurs de beurre fermier.* — Question posée par M. Charles Naveau à M. le ministre du budget, p. 244; ajournement, p. 566; réponse du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 658.
21. — *Répartition équitable des quantités d'agrumes importées d'Espagne, autorisées à l'entrée par bureau de douane.* — Question posée par M. Jean-Louis Tinaud à M. le ministre des affaires économiques, p. 422; réponse du secrétaire d'Etat, p. 658.
22. — *Non publication du rapport administratif demandé à un conseiller d'Etat sur l'affaire dite des dépêches et la réintégration du directeur général de l'agence France-Presse.* — Question posée par M. Pierre Marcellin à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et demande de débat, p. 656; retrait, p. 748.
23. — *Non parution du décret d'application de la loi sur le statut des réfractaires.* — Question posée par M. Jean Bertaud à M. le ministre des anciens combattants, p. 244; ajournement de la question, p. 566; réponse du ministre, p. 789.
24. — *Organisation de la protection civile en temps de guerre et répercussions financières des projets envisagés.* — Question posée par M. Camille Hélène à M. le ministre de l'intérieur, p. 394; réponse du ministre, p. 789.
25. — *Organisation du déplacement effectué à Toulouse et dans le département de la Haute-Garonne à l'occasion des inondations survenues dans le Sud-Ouest.* — Question posée par M. André Méric à M. le ministre de l'intérieur, p. 500; réponse du ministre, p. 790.
26. — *Autorisations de construire ou de surélever des immeubles existants accordées (immeubles à habitations collectives) que sous réserve que des abris soient aménagés dans le sous-sol.* — Question posée par M. Bertaud à M. le ministre de la reconstruction, p. 500; réponse du ministre, p. 791.
27. — *Encouragement pour des essais de la culture du coton en France.* — Question posée par M. Jean Périquier à M. le ministre de l'agriculture, p. 519; réponse du ministre, p. 792.
28. — *Application aux vins, spiritueux et raisins de table des facilités à l'exportation pour la zone sterling.* — Question posée par M. Jean Périquier à M. le ministre des affaires économiques, p. 519; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 866.
29. — *Assimilation des subventions accordées aux communes du département de la Seine à des avances de trésorerie.* — Question posée par M. Charles Deutschmann à M. le ministre des finances, p. 556; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 867.
30. — *Ratification de l'accord franco-tchécoslovaque relatif à l'indemnisation de certains intérêts français en Tchécoslovaquie.* — Question posée par M. André Armengaud à M. le ministre des finances, p. 556; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 867.
31. — *Situation de l'industrie cotonnière dans la région de Belfort.* — Question posée par M. Marcel Boulangé à M. le ministre de l'industrie, p. 520; réponse du ministre, p. 868.
32. — *Approbation du décret relatif au statut particulier des administrateurs de la France d'outre-mer.* — Question posée par Mme Marcelle Devaud à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 556; réponse du ministre, p. 869.
33. — *Approbation de la procédure de constitution des dossiers des vieux travailleurs salariés.* — Question posée par Mme Marcelle Devaud à M. le ministre du travail, p. 556; réponse du ministre, p. 1082.
34. — *Exonération fiscale en faveur des artisans qui utilisent un matériel mécanique.* — Question posée par Mme Jacqueline Thome-Patenôtre à M. le ministre des finances, p. 577; réponse du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 1083.
35. — *Rétributions et indemnités aux membres des conseils d'administration de divers établissements ou sociétés d'intérêt national.* — Question posée par M. André Litaize à M. le ministre des finances, p. 577; réponse du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 1084.
36. — *Réouverture des usines des aciéries du Nord.* — Question posée par M. Alex Roubert à M. le président du conseil, p. 622; réponse du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 1085.
37. — *Rapatriement des militaires mariés faisant partie des unités déplacées et envoyées en Tunisie lors des événements survenus dans ce territoire.* — Question posée par M. Antoine Courrière à M. le ministre de la défense nationale, p. 742; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1123.
38. — *Programme d'équipement scolaire et méthodes de financement pour sa réalisation.* — Question posée par M. André Canivez à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 652; réponse du ministre, p. 1123.
39. — *Recrutement du personnel spécialisé de l'impression sur tissu dans les départements de l'Est par des émissaires du gouvernement iranien.* — Question posée par M. Modeste Zussy à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 709; réponse du ministre, p. 1124.
40. — *Non signature du projet de communauté européenne de défense avant d'avoir été exposé au Conseil de la République.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 1082; ajournement, p. 1139; discussion, p. 1207; réponse du ministre, p. 1214; adoption, au scrutin, d'une proposition de résolution, p. 1238.
41. — *Sursis pour l'élaboration définitive d'un traité relatif à la communauté européenne de défense.* — Question posée par M. Marcel Plaisant à M. le ministre des affaires étrangères et demande de

débat, p. 1062; ajournement, p. 1139; discussion, p. 1212; réponse du ministre, p. 1214; adoption, au scrutin d'une proposition de résolution, p. 1238.

42. — *Accords intervenus entre certains industriels de la Ruhr et le gouvernement soviétique.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères, p. 1096; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 1244.

43. — *Politique française en Sarre et augmentation des pouvoirs du gouvernement sarrois.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères, p. 1096; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 1245.

44. — *Moyens d'emprunt des départements pour la réalisation de certains travaux, tels que la construction de locaux scolaires, d'habitation à loyer modéré, des réseaux d'adduction d'eau, d'électrification et d'assainissement.* — Question posée par M. Albert Denvers à M. le ministre des finances, p. 1131; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 1245.

45. — *Date à laquelle seront pris les décrets de report de crédits des différents ministères.* — Question posée par M. Marcel Boulangé à M. le ministre des finances, p. 1155; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 1246.

46. — *Rétablissement éventuel du bague à la Guyane.* — Question posée par M. Marcel Symphor à M. le ministre de la justice, p. 1194; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 1247.

47. — *Titre « d'Instituts Pasteur de Lisloa » porté, par une pharmacie de Lisbonne, sans aucun droit à se prévaloir du nom de Pasteur.* — Question posée par M. Charles Morel à M. le ministre des affaires étrangères, p. 1202; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1309.

48. — *Dépôt d'un projet de loi tendant à organiser un système d'assurance contre les calamités agricoles.* — Question posée par M. Etienne Restat à M. le président du conseil, p. 1239; réponse du ministre de l'agriculture, p. 1309.

49. — *Spéculations illicites sur les ventes d'immeubles par appartements, à usage d'habitation et à usage professionnel.* — Question posée par M. Lodéon à M. le garde des sceaux, ministre de la justice, et demande de débat, p. 748; discussion, p. 1311; réponse du ministre, p. 1312 (rectificatif, p. 1355).

50. — *Fonctionnement du service social et situation de certains personnels du ministère de l'éducation nationale.* — Question posée par M. André Southon à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 1202; réponse du ministre, p. 1442.

51. — *Rétablissement d'une indemnité en faveur des membres de l'enseignement du 2^e degré titulaires du doctorat d'Etat.* — Question posée par M. André Canivez à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 1320; réponse du ministre, p. 1444.

52. — *Projet de loi tendant à indemniser les sinistrés du Sud-Ouest, après les crues de la Garonne des 2, 3, 4 et 5 février 1952, non encore déposé.* — Question posée par M. Jacques Bordeneuve à M. le président du conseil, p. 1239; réponse du ministre de l'éducation nationale, p. 1445.

53. — *Epidémie de fièvre aphteuse sur le cheptel français.* — Question posée par M. Jean Doussot à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 1297; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 1447.

54. — *Demande de réduction des droits et taxes frappant les vins.* — Question posée par M. Jean Pérudier à M. le ministre des finances, p. 1320; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 1447.

55. — *Indemnités des dommages mobiliers payables aux sinistrés après de plus de soixante-dix ans et aux économiquement faibles.* — Question posée par M. Maurice Pic à M. le ministre de la reconstruction, p. 1357; réponse du ministre, p. 1554.

56. — *Délai dans lequel le budget du ministère de l'intérieur bénéficiera des reports de crédits nécessaires au règlement des travaux subventionnés par l'Etat.* — Question posée par M. Marcel Boulangé à M. le ministre des finances, p. 1357; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 1555.

57. — *Action de la Croix-Rouge française dans les camps de prisonniers français au Viet-Minh.* — Question posée par M. Jean Bertiaud à M. le ministre de la défense nationale, p. 1357; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 1555.

58. — *Politique du Gouvernement à l'égard des problèmes tunisien et sarrois, et de la conférence de Lisbonne.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 627; retrait, p. 1688.

59. — *Politique française en Afrique du Nord.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le président du conseil des ministres et demande de débat, p. 712; retrait, p. 1688.

60. — *Politique française en Extrême-Orient.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 1009; retrait, p. 1688.

61. — *Objectifs et moyens de la politique extérieure de la France.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 1082; retrait, p. 1688.

62. — *Réalisation d'emprunts sollicités auprès des caisses de crédit agricole par des agriculteurs de communes classées « sinistrées ».* —

Question posée par M. Courrière à M. le ministre de l'agriculture et demande de débat, p. 1138; retrait, p. 1688.

63. — *Manque de places dans les établissements d'enseignement du premier degré à la Martinique ainsi que dans les autres départements d'outre-mer.* — Question posée par M. Paul Simphor à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 1502; réponse du ministre, p. 1689.

64. — *Conditions dans lesquelles la revue du rationalisme moderne « La Pensée », est envoyée aux établissements d'enseignement.* — Question posée par M. Fernand Auberger à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 1579; retrait, p. 1090.

65. — *Réduction des délais de constitution de dossiers et de poursuites d'enquête pour les demandes d'allocation aux vieux travailleurs salariés.* — Question posée par M. Jean Doussot à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 1502; réponse du ministre, p. 1725.

66. — *Catastrophe survenue aux Huileries Rabatau.* — Question posée par Mlle Mireille Dumont à M. le ministre de l'intérieur, p. 1692; réponse du ministre du travail, p. 1726.

67. — *Politique du Gouvernement en matière d'importation des produits cotonniers.* — Question posée par M. Maurice Walker à M. le ministre de l'industrie et de demande de débat, p. 1187. — Retrait, p. 1740.

68. — *Production des oléagineux métropolitains, prix du colza et du blé et importation d'huiles étrangères.* — Question posée par M. Emile Durieux à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 1486, 1689; réponse du secrétaire d'Etat aux finances, p. 1741.

69. — *Exonération de la taxe à la circulation des viandes pour les établissements d'assistance et les hôpitaux.* — Question posée par M. Jean-Yves Chapalain à M. le secrétaire d'Etat au budget, p. 1692; réponse du secrétaire d'Etat aux finances, p. 1743.

70. — *Politique du logement et libération des crédits de reconstruction et de construction.* — Question posée par M. Bernard Chochey à M. le président du conseil, p. 1693; réponse du secrétaire d'Etat aux finances, p. 1744.

71. — *Emprunts des collectivités publiques pour la poursuite ou l'exécution des travaux qui leur sont nécessaires.* — Question posée par M. Antoine Courrière à M. le ministre des finances, p. 1693; réponse du secrétaire d'Etat aux finances, p. 1746.

72. — *Poursuites contre les personnes accusées d'infraction à la réglementation des changes.* — Question posée par M. Litaize à M. le ministre des finances et demande de débat, p. 865; discussion, p. 1748; réponse du secrétaire d'Etat aux finances, p. 1750.

73. — *Programme de réarmement et politique militaire du Gouvernement.* — Question posée par M. Vincent Rotinat à M. le ministre de la défense nationale et demande de débat, p. 865; retrait, p. 1755.

74. — *Epidémie de fièvre aphteuse sur le cheptel français.* — Question posée par M. Robert Le Guyon à M. le ministre de l'agriculture et demande de débat, p. 1261. — Retrait et dépôt d'une nouvelle question ayant le même objet, p. 1596; fixation de la date, p. 1606. — Retrait, p. 1765.

75. — *Dispositions prises pour que les projets éventuels de Constituante européenne n'apportent aucune différence entre les départements métropolitains, algériens et d'outre-mer.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre de l'intérieur, p. 1692; réponse du ministre, p. 1765.

76. — *Bases envisageant une future et éventuelle autorité politique européenne pour la France et l'Union française.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères, p. 1737; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1767.

77. — *Troubles au Togo, lors du passage de la mission de visite de l'Organisation des Nations Unies.* — Question posée par M. Jacques Zèle à M. le président du conseil, p. 1693; réponse du ministre de la France d'outre-mer, p. 1770.

78. — *Fonctionnement du service des licences d'importation et d'exportation.* — Question posée par M. André Litaize à M. le ministre des finances et des affaires économiques, et demande de débat, p. 1308. — Dépôt d'une nouvelle question orale sur le même sujet sans débat, p. 1754, et réponse du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 1771 (rectificatif, p. 1795).

79. — *Arrêt des exportations de bois résineux en provenance du massif de Gascogne et des produits industriels dérivés de ces bois.* — Question posée par M. Max Monichon à M. le ministre des finances et demande de débat, p. 1138. — Discussion, p. 1771; réponse du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 1771 et adoption d'une proposition de résolution, p. 1779.

80. — *Manque de locaux scolaires et projets de construction pour permettre le fonctionnement des services de l'enseignement public.* — Question posée par M. André Southon à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 1693; réponse du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, p. 1789.

81. — *Plan prévu pour l'utilisation agricole ou industrielle des terrains rendus après l'exécution des grands travaux tels que ceux de Donzères-Mondragon.* — Question posée par M. Marius Moutet à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, p. 1781; réponse du ministre, p. 1790.

82. — *Relèvement et uniformisation du taux des allocations de chômage, et participation des communes aux dépenses résultant de l'aide aux travailleurs sans emploi.* — Question posée par M. Charles Navéau à M. le ministre du travail et demande de débat, p. 1487. — Retrait, p. 1863.
83. — *Disparité des prix agricoles et industriels.* — Question posée par M. Hoëffel à M. le ministre de l'agriculture, et demande de débat, p. 1688; retrait, p. 1863.
84. — *Reclassement des fonctionnaires des services extérieurs du ministère de la santé publique.* — Question posée par Jean-Marie Leccia à M. le ministre de la santé publique, p. 1751; retrait, p. 1925.
85. — *Evénements en territoire togolais, sous tutelle française, à l'occasion du passage de la mission de l'O. N. U.* — Question posée par M. Philippe Franceschi à M. le ministre de la France d'outre-mer et demande de débat, p. 1639. — Retrait, p. 1788, et dépôt d'une nouvelle question orale sur le même sujet sans débat, p. 1796; réponse du ministre, p. 1925.
86. — *Absences de la France aux plus importantes conférences politiques et militaires de la Méditerranée.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères, p. 1796; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2044.
87. — *Reconduction de l'application de la loi du 7 juin 1951 aux seuls fonctionnaires titulaires, sans faire mention des autres agents (dégageant des cadres).* — Question posée par M. Antoine Vourc'h à M. le secrétaire d'Etat à la fonction publique, p. 2090; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2141.
88. — *Moyens par lesquels le Gouvernement entend assurer aux populations des territoires d'outre-mer, les droits, les libertés et les institutions politiques promis par la Constitution de 1946.* — Question posée par M. Raphaël Saller à M. le ministre de la France d'outre-mer et demande de débat, p. 1082; retrait de l'ordre du jour, p. 1587. — Discussion, p. 2100. — Suite de la discussion, p. 2126, 2195. — Adoption d'une proposition de résolution, p. 2220.
89. — *Politique française pendant les travaux préparatoires à l'organisation constitutionnelle de l'Europe.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 1754; réponse du ministre, p. 2281.
90. — *Désignation pour la Corée de soldats volontaires pour servir en Indochine.* — Question posée par M. Edmond Michelet à M. le ministre de la défense nationale, p. 1731; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2285.
91. — *Indemnités de compensation pour l'emploi de prisonniers de guerre réclamées par l'Etat à de nombreux cultivateurs.* — Question posée par M. Fernand Auberger à M. le ministre du travail, p. 1983; réponse du ministre, p. 2286.
92. — *Acte du Parlement fédéral de Bonn pendant la consultation électorale dans le territoire de la Sarre.* — Question posée par M. Léo Hamon à M. le ministre des affaires étrangères, p. 2007; retrait, p. 2287.
93. — *Inscription au plan de priorité nationale de reconstruction, du projet de reconstruction de l'école normale de Tulle, détruite par actes de guerre.* — Question posée par M. Marcel Champelx à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 2007; réponse du ministre, p. 2287.
94. — *Refus, par la direction de la radiodiffusion, de communiquer aux personnes nommément citées dans l'émission « Le disque des auditeurs », le nom des demandeurs des disques dédiacés.* — Question posée par Roger Carcassonne à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil chargé de l'information, et demande de débat, p. 838. — Retrait, p. 2127.
95. — *Informations publiées par l'agence Reuter relatives à un congrès des anciens S S tenu à Verden (Basse-Saxe) sous la présidence du général S S Herbert Gille.* — Question posée par M. Dehd-Bridel à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 1765. — Discussion, p. 2435; réponse du ministre, p. 2441, 2445, et adoption, au scrutin, d'une proposition de résolution, p. 2448.
96. — *Violences, par voie de presse, d'un condamné, bénéficiaire d'une décision de grâce.* — Question posée par M. Pierre Boudet à M. le ministre de la justice et demande de débat, p. 888; retrait, p. 2449.
97. — *Dépôt d'un projet de loi concernant la franchise postale entre les maires de tous les départements pour la constitution de dossiers d'assistance ou administratifs.* — Question posée par M. Pic à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 2136; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 2523.
98. — *Manifestation du public au cours d'audiences de justice.* — Question posée par M. Léo Hamon à M. le ministre de la justice, p. 2090; réponse du ministre, p. 2524.
99. — *Parution de l'arrêté sur la réorganisation de la propriété foncière et le remembrement.* — Question posée par M. Gaston Chazette à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 2090; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 2524.
100. — *Lacunes que comporte le décret du 19 novembre 1951 remplaçant le décret du 11 juin 1945 qui institue l'ordre du mérite artisanal.* — Question posée par M. Gaston Chazette à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 2090; réponse du ministre, p. 2525.
101. — *Engagements pris par le Gouvernement en vue de l'application de l'article 2 de la loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier.* — Question posée par M. Coudé du Foresto à M. le président du conseil et demande de débat, p. 1845. — Fixation de la date, p. 1895, 2288; discussion, p. 2504; réponses du secrétaire d'Etat aux finances, p. 2514 et du ministre de l'industrie et du commerce, p. 2516. — Suite de la discussion, p. 2526, adoption, au scrutin, d'une proposition de résolution, p. 2532.
102. — *Fonctions de juge d'instruction confiées à des magistrats expérimentés et indépendants vis-à-vis du parquet.* — Question posée par M. Georges Pernot à M. le ministre de la justice et demande de débat, p. 865. — Annulation, p. 2713.
103. — *Intégration dans le cadre des « certifiés » des fonctionnaires de la catégorie des chargés d'enseignement.* — Question posée par M. Camille Héline à M. le ministre des finances et demande de débat, p. 1009. — Annulation, p. 2713.
104. — *Politique française en Tunisie.* — Question posée par M. Antoine Colonna à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 1328. — Annulation, p. 2713.
105. — *Politique française en Tunisie.* — Question posée par M. Gabriel Puaux à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 1328. — Annulation, p. 2713.
106. — *Politique française en Algérie et coordination de cette dernière avec celle suivie au Maroc et en Tunisie.* — Question posée par M. Muscatelli à M. le ministre de l'intérieur et demande de débat, p. 1361. — Annulation, p. 2713.
107. — *Politique de collaboration franco-musulmane.* — Question posée par M. Cherif Benhabyles à M. le ministre de l'intérieur et demande de débat, p. 1442. — Annulation, p. 2713.
108. — *Politique française sur la conduite des opérations et négociations en cours en Corée.* — Question posée par M. Léo Hamon à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 1513. — Annulation, p. 2713.
109. — *Causes des difficultés mécaniques du paquebot « Flandre ».* — Question posée par M. Courrière à M. le ministre des travaux publics et demande de débat, p. 1688. — Annulation, p. 2713.
110. — *Politique étrangère de la France.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 1688. — Annulation, p. 2713.
111. — *Projection d'un film sur le crime des J3.* — Question posée par M. Jacques Masteau à M. le ministre de l'industrie et demande de débat, p. 1689. — Annulation, p. 2713.
112. — *Redressement de notre politique extérieure, en présence des événements d'Europe et d'Afrique du Nord.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le président du conseil et demande de débat, p. 1689. — Annulation, p. 2713.
113. — *Financement des dépenses d'équipement et de modernisation de l'agriculture.* — Question posée par M. Martial Brousse à M. le président du conseil, ministre des finances et demande de débat, p. 1724. — Annulation, p. 2713.
114. — *Organisation à base confédérale de l'Europe par la France et une nouvelle négociation sur le problème de la défense commune de l'Europe.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 1765. — Annulation, p. 2713.
115. — *Application de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.* — Question posée par M. Alexis Jaubert à M. le ministre de l'industrie et du commerce et demande de débat, p. 1788. — Annulation, p. 2713.
116. — *Délais de promulgation des décrets d'application de la loi sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.* — Question posée par M. Coudé du Foresto à M. le ministre de l'industrie et du commerce et demande de débat, p. 1804. — Annulation, p. 2713.
117. — *Revision des conditions d'attribution de l'allocation logement.* — Question posée par Mme Jacqueline Thôme-Patenôtre à M. le ministre de la santé publique et demande de débat, p. 2435. — Annulation, p. 2713.
118. — *Mesures à prendre pour pallier l'inquiétante progression du chômage dans les différentes branches industrielles.* — Question posée par Mme Marcelle Devaud à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale et demande de débat, p. 2548. — Annulation, p. 2713.
119. — *Enquête d'un inspecteur du service d'immigration américain à bord du paquebot français « Liberté » sur les opinions politiques de l'équipage.* — Question posée par M. Emile Aubert à M. le ministre des travaux publics et demande de débat, p. 2612. — Annulation, p. 2713.
120. — *Réduction du nombre de fonctionnaires en 1952 dans certaines administrations.* — Question posée par M. Camille Héline à M. le secrétaire d'Etat à la fonction publique, p. 394.
121. — *Appréciation des ressources des enfants pour l'attribution de l'allocation temporaire aux vieux.* — Question posée par M. Fernand Verdeille à M. le ministre de la santé publique, p. 519.
122. — *Dispositions prises pour assurer l'exécution des engagements pris à l'égard de l'union nationale interprofessionnelle des fruits et légumes.* — Question posée par M. Claudius Delorme à M. le ministre de l'agriculture, p. 555.

123. — *Vente des vignettes fiscales dans les perceptions ou aux recettes buralistes pour en faciliter l'acquisition.* — Question posée par M. Charles Morel à M. le ministre des finances, p. 630.
124. — *Réduction du taux de la taxe sur la viande de porc.* — Question posée par M. Charles Morel à M. le ministre des finances, p. 630.
125. — *Assujettissement à la patente, au même titre que les bouchers et charcutiers, des agriculteurs abattant du porc à la propriété.* — Question posée par M. Charles Morel à M. le ministre des finances, p. 630 (rectificatif, p. 678).
126. — *Rétablissement éventuel du bain de la Guyane.* — Question posée par M. Jules Patient à M. le ministre de la justice, p. 676, 1122.
127. — *Disproportion existant entre le prix de la taxe sur la viande de bœuf et celui de la taxe sur la viande de porc.* — Question posée par M. Charles Naveau à M. le ministre des finances, p. 695.
128. — *Choix du modèle de l'insigne des mères fait dans des conditions anormales et sans les garanties suffisantes d'impartialité et de qualité.* — Question posée par M. Max Mathieu à M. le ministre de l'intérieur, p. 782.
129. — *Dépôt d'un projet de loi tendant à indemniser les sinistrés du Sud-Ouest, après les crues de la Garonne des 2, 3, 4 et 5 février 1952.* — Question posée par M. Etienne Restat à M. le président du conseil, p. 1239.
130. — *Modification de l'article 13 du statut du corps des administrateurs de la France d'outre-mer.* — Question posée par M. Charles Okala à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 1435.
131. — *Rectification de l'article 19 du nouveau statut du corps des administrateurs de la France d'outre-mer.* — Question posée par M. Charles Okala à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 1435.
132. — *Modification de l'article 24 du nouveau statut du corps des administrateurs de la France d'outre-mer.* — Question posée par M. Charles Okala à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 1435.
133. — *Modifications aux dispositions réglementaires applicables au corps des administrateurs de la France d'outre-mer concernant l'âge de la retraite de ces fonctionnaires.* — Question posée par M. Charles Okala à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 1435.
134. — *Extension à certains directeurs et à d'autres fonctionnaires élevés au rang de directeurs du bénéfice des soldes à indice fonctionnel et des indemnités pour travaux supplémentaires.* — Question posée par M. Charles Okala à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 1436.
135. — *Délai de publication des décrets d'application de la loi concernant le régime de l'allocation-vieillesse des personnes non salariées (régime des professions agricoles).* — Question posée par M. Marcel Boulangé à M. le ministre de l'agriculture, p. 1751.
136. — *Approbation par le monde civilisé des principes essentiels du respect de la personnalité humaine avant les négociations prévues sur la création de la communauté européenne.* — Question posée par M. Charles Morel à M. le ministre de la santé publique et demande de débat, p. 1765. — Retrait de la demande de débat, p. 2073.
137. — *Sauvegarde de la souveraineté française et des droits des particuliers en attendant la ratification par les Etats-Unis de la convention portant statut des forces atlantiques stationnées en France.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères, p. 1692.
138. — *Interdiction aux fonctionnaires ayant cessé leurs fonctions de se mettre au service d'une entreprise privée avant l'expiration d'un délai de cinq ans.* — Question posée par M. André Litalise à M. le secrétaire d'Etat à la fonction publique, p. 1954.
139. — *Approbation par le monde civilisé des principes essentiels de la personnalité humaine, avant que la France ne s'engage dans les négociations prévues sur le « Pool blanc ».* — Question posée par M. Charles Morel à M. le ministre de la santé publique, p. 2090.
140. — *Prestations familiales des travailleurs non salariés, inférieures à celles des autres catégories de Français.* — Question posée par M. Marcel Boulangé à M. le président du conseil, p. 2278.
141. — *Simplification des formalités exigées en vue de l'attribution de la médaille d'honneur du travail, aux vieux travailleurs des territoires d'outre-mer.* — Question posée par M. Luc Durand-Réville à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 2310.

R

Radiesthésie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilbert Cartier tendant à instaurer un exercice contrôlé de la radiesthésie, p. 2754 (Document n° 3592).

Radio-éléments artificiels.

Assemblée nationale. — Discussion du projet de loi relatif aux radio-éléments artificiels (n° 1979), p. 1372; adoption du projet de loi, p. 1326.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 675 (Document n° 192). — Dépôt du rapport par M. Paget, p. 1260 (Document n° 273). — Discussion, p. 1311; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1315.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3180 (Document n° 3795). — Dépôt du rapport par M. Barrot, p. 3743 (Document n° 4033). — Adoption du projet de loi avec modifications, p. 3390 (Loi n° 52-844 du 19 juillet 1952, J. O. du 20 juillet 1952).

Radiodiffusion. — Télévision. — V. *Interpellations*, n° 33, 120, 260. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 101, 158 (*Conseil de la République*), n° 94.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rose Guérin tendant à compléter les dispositions relatives à l'exemption du paiement de la redevance pour droit d'usage d'un poste de radio définies par loi n° 51-1507 du 31 décembre 1951, p. 1332 (Document n° 2944).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouxom tendant à étendre les dispositions de l'article 2 de la loi n° 51-1507 du 31 décembre 1951, exonérant certaines catégories d'économiquement faibles, du paiement de la redevance pour droit d'usage de postes de T. S. F. aux bénéficiaires de l'allocation temporaire aux vieux, p. 1446 (Document n° 3009).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à modifier la loi n° 51-1507 du 31 décembre 1951 concernant l'exonération de la redevance pour droit d'usage d'un poste récepteur de T. S. F., p. 2478 (Document n° 3178).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gosset tendant à établir d'urgence un régime provisoire d'exonération fiscale propre à stimuler la télévision française, p. 4066 (Document n° 4318).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à exonérer de la taxe radiophonique les vieux travailleurs dont les ressources sont insuffisantes, p. 6592 (Document n° 5142).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Max Brusset tendant à inviter le Gouvernement à étendre à certains appareils électriques et radio-électriques les dispositions de la loi du 29 décembre 1934 facilitant l'acquisition de véhicules ou tracteurs automobiles, p. 601 (Document n° 2610).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Soustelle tendant à inviter le bureau de l'Assemblée nationale à faire procéder dans l'enceinte de l'Assemblée nationale à l'affichage des diverses émissions du « Journal parlé » de la radiodiffusion française, p. 1047 (Document n° 2805).

Ravalement. — V. *Propriété immobilière*.

Recherches atomiques. — V. *Energie atomique*.

Recherche scientifique et technique.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bruyelle tendant à créer un comité supérieur de coordination de la recherche scientifique et technique, p. 751 (Document n° 2701).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Viatte tendant à inviter le Gouvernement à instituer une commission de la recherche scientifique auprès du commissariat général du plan, p. 6995 (Document n° 5019).

Recherche vétérinaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à organiser la recherche vétérinaire, p. 445 (Document n° 2504).

Reclassement professionnel. — V. *Emploi obligatoire des mutilés*.

Reconstruction. — V. *Construction, reconstruction.* — *Interpellation* n° 84. — *Propriété immobilière.* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 15. — *Sociétés coopératives de reconstruction*.

Reconstruction et urbanisme (ministère).

ADMINISTRATION CENTRALE ET SERVICES EXTÉRIEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à créer une nouvelle tranche de titularisation pour les agents du M. R. U., p. 2370 (Document n° 3375).

Réforme (commission). — V. *Armées (recrutement)*.

Réforme administrative. — V. *Administrations publiques*.

Réforme fiscale. — V. *Impôts*.

Réfractaires. — V. *Interpellations* n° 36. — *Prisonniers et déportés.* — *Questions orales (Conseil de la République)* n° 23.

Réfrigérateurs. — V. *Radio-télévision*.

Refugiés. — V. *Office français de protection des réfugiés et des apatrides*.

Régime républicain. — V. Code pénal.

Régions administratives et économiques. — V. Administrations départementales.

Région parisienne. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 8 (Conseil de la République) n° 13, 17.

Registre du commerce. — V. Code du commerce. — Sociétés par actions (épargne).

Relations économiques. — V. Exportations et importations.

Relégation. — V. Code pénal.

Remembrement. — V. Agriculture (exploitation). — Interpellations n° 193, 228. — Propriété rurale. — Questions orales (Conseil de la République) n° 99.

Rentes. — V. Accidents du travail. — Impôts (traitements, pensions et rentes viagères). — Interpellations n° 32, 137, 145. — Pensions et retraites.

Requisitions. — V. Défense nationale (organisation de la). — Propriété immobilière. — Transports (automobiles).

Résistance. — V. Amnistie. — Anciens combattants. — Assurances sociales (anciens combattants). — Fonctionnaires (avancement). — Interpellations n° 56. — Médailles, décorations et récompenses. — Pensions et retraites (anciens combattants). — Prisonniers et déportés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à : 1° homologuer définitivement les réseaux, mouvements et formations diverses de la résistance en fonction des services réels; 2° déclarer et uniformiser les qualités des membres de la résistance en fonction de leurs services; 3° accorder à bon escient la qualité de combattant volontaire de la résistance, p. 519 (Document n° 2548).

Réunion. — V. France d'outre-mer (départements).

Revenus. — V. Impôts.

Revision de jugements. — V. Amnistie.

Rivières. — V. Transports (navigation fluviale).

Riz. — V. Agriculture (blé, farine et pain). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 1.

Routes et chemins. — V. Douanes (tarifs). — Interpellations n° 79. — Monuments historiques, monuments naturels. — Questions orales (Conseil de la République), n° 8. — Transports et voies de communication.

S

Sages-femmes. — V. Médecine et professions médicales. Questions orales (Assemblée nationale), n° 93.

Saint-Pierre et Miquelon. — V. France d'outre-mer.

Saisie conservatoire. — V. Code de procédure civile.

Salaires et indemnités. — V. Code du travail. — Impôts (timbre).

Sanatoria. — V. Hôpitaux et établissements hospitaliers. — Impôts (taxes départementales). — Interpellations n° 121.

Santé publique (protection). — V. France d'outre-mer (textes généraux). — Hôpitaux et établissements hospitaliers. — Questions orales (Conseil de la République) n° 139.

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein de la commission du plan d'équipement d'hygiène sociale et d'en assurer la vice-présidence (application du décret du 18 mars 1952), p. 788, 2548. — Désignation de candidatures, p. 865, 2548. — Nomination de membres, p. 880, 2574.

Santé publique et population (Ministère). — V. Questions orales (Conseil de la République) n° 84.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Frugier sur la proposition de loi de M. Frugier, relative à la création d'une direction de la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence au ministère de la santé publique et de la population (n° 639), p. 192 (Document n° 2374).

Sapeurs-pompiers. — V. Armées (recrutement, articles 7 et 69). — Interpellations n° 150. — Pensions et retraites.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à procéder

au reclassement à l'échelle n° 4 des sous-officiers, caporaux et sapeurs rengagés du corps des sapeurs-pompiers de Paris, p. 2567 (Document n° 3510).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cherrier tendant à inviter le Gouvernement à doter les sapeurs-pompiers d'un statut leur conférant tous les avantages contenus dans le statut général des employés communaux, p. 7031 (Document n° 5226).

Sarre (territoire de la). — V. Interpellations n° 174. — Pensions et retraites (mines). — Questions orales (Conseil de la République) n° 12, 43, 58, 90.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant n° 3 à la convention générale entre la France et la Sarre sur la sécurité sociale et le protocole n° 2 signés le 8 octobre 1951, p. 827 (Document n° 2706). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 2666 (Document n° 3638). — Adoption du projet de loi, p. 3518.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1552 (Document n° 367). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 1586 (Document n° 396). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1622.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3931 (Loi n° 52-894 du 25 juillet 1952, J. O. du 27 juillet 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux biens, droits et intérêts sarrois mis sous séquestre en France, p. 2368 (Document n° 3398). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouvier d'Outremer relative aux biens, droits et intérêts sarrois mis sous séquestre en France, p. 1953 (Document n° 3193). — Dépôt du rapport par M. Lefranc, p. 6443 (Document n° 5095).

Savonneries. — V. Corps gras, huiles et plantes oléagineuses.

Savignan de Brazza. — V. Fêtes et cérémonies commémoratives.

Scapini. — V. Interpellations n° 155.

Sécurité et hygiène. — V. Code du travail. — Marine marchande. — Santé publique.

Sécurité sociale. — V. Accidents du travail. — Algérie. — Allocations familiales. — Assurances sociales. — Conventions internationales. — Domaine de l'Etat (cession d'immeubles). — Enseignement technique. — Impôts (perceptions traitements). — Pensions et retraites (anciens combattants). — Transports (chemins de fer d'intérêt général).

Sécurité sociale (personnel de la). — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 50, 128.

Seine (département). — V. Enseignement primaire (cours spéciaux). — Postes, télégraphes et téléphones (téléphones). — Questions orales (Conseil de la République) n° 29, 56.

Semaine de quarante heures. — V. Code du travail (régime et durée du travail).

Sénateurs. — V. Conseil de la République. — Députés (absences, démissions, identité). — Traitements, soldes et indemnités.

AUTORISATIONS DE POURSUITES

Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 600 (Document n° 109). — Dépôt du rapport par M. Georges Pernod, p. 1293 (Document n° 277). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 1449.

Demandes en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 1688 (Documents n° 465, 466). — Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 1721 (Document n° 467). — Dépôt d'un rapport par M. Marilhac, p. 1904 (Document n° 526). — Discussion, p. 1996; adoption des conclusions de la commission tendant au rejet des trois demandes, p. 1997.

DÉCÈS

Conseil de la République. — Communication au Conseil de la République du décès des sénateurs suivants: M. Gustave Sarrien, p. 864; M. Gabriel Bolifraud, p. 4909; M. François Dumas, p. 1206; M. Joseph Lecacheux, p. 1894.

VÉRIFICATION DE POUVOIRS

Renouvellement de la série sortante.

Répartition des dossiers, p. 1163 (rectificatif, p. 1194).

MEURTHE-ET-MOSELLE

Rapport de M. Franck Chanté, p. 1167.
Admission de MM. Robert Gravier, Pierre de Chevigny et Raymond Pinchard, p. 1184.

MEUSE

Rapport de M. de La Gontrie, p. 1168.
Admission de MM. François Schleiter et Martial Brousse, p. 1181.

MORBIHAN

Rapport de M. Courrière, p. 1168 (*rectificatif*, p. 1194).
Admission de MM. Joseph Yvon, Louis Le Leannec et Joseph Le Digabel, p. 1184.

MOSELLE

Rapport de M. Pinton, p. 1168.
Admission de MM. Paul Driant, René Schwartz et Jean-Eric Bousch, p. 1184.

NIÈVRE

Rapport de M. Lelant, p. 1169.
Admission de MM. Jacques Gadoin et Jean Doussot, p. 1181.

NORD

Rapport de M. Lelant, p. 1169.
Admission de MM. Albert Denvers, Charles Naveau, Arthur Ramette, Jules Houcke, Maurice Walker, Jean Vandaële, Adolphe Dutoit, André Canivez et Robert Lot, p. 1184.

OISE

Rapport de M. de Chevigny, p. 1170.
Admission de MM. Amédée Bouquerel et Robert Séné, p. 1181.

ORNE

Rapport de M. Southon, p. 1170.
Admission de MM. René Lanier et Etienne Le Sassièr-Boisauné, p. 1181.

PAS-DE-CALAIS

Rapport de M. Le Sassièr-Boisauné, p. 1171.
Admission de MM. Bernard Chochoy, Emile Vanrullen, Gabriel Tellier, Nestor Calonne, Emile Durieux et Georges Boulanger, p. 1184.

PUY-DE-DÔME

Rapport de M. Armengaud, p. 1171.
Admission de MM. Jean Reynouard, Francis Dassaud, Gabriel Montpied, p. 1184.

PYRÉNÉES (BASSES-)

Rapport de M. Lafforgue, p. 1172.
Admission de MM. Jean-Louis Tinaud, Jean Biatarana et Jacques de Menditte, p. 1184.

PYRÉNÉES (HAUTES-)

Rapport de M. Estève, p. 1172.
Admission de MM. Paul Baratgin et Gaston Manent, p. 1184.

PYRÉNÉES-ORIENTALES

Rapport de M. Pidoux de La Maduère, p. 1172.
Admission de MM. Léon Gregory et Joseph Gaspard, p. 1184.

RHIN (BAS-)

Rapport de M. Tharradin, p. 1173.
Admission de MM. Ernest Koessler, Robert Hoeffel, Paul Wach et René Radius, p. 1184.

RHIN (HAUT-)

Rapport de M. Radius, p. 1173.
Admission de MM. Gérard Hartmann, Modeste Zussy et Paul-Jacques Kalb, p. 1184.

RHÔNE

Rapport de M. Auberger, p. 1173.
Admission de MM. Claudius Delorme, Auguste Pinton, Joseph Voyant, André Lassagne et Louis Dupic, p. 1184.

SAÔNE (HAUTE-)

Rapport de M. Jozeau-Marigné, p. 1193.
Admission de M. Maroselli, p. 1198.
Rapport supplémentaire de M. Jozeau-Marigné, p. 1546; discussion des conclusions du rapport tendant à la nomination d'une commission d'enquête, p. 1992; rejet au scrutin et admission de M. Perrot-Migeon, p. 1999.

SAÔNE-ET-LOIRE

Rapport de M. Muscatelli, p. 1174.
Admission de MM. Henri Maupouil, Jules Pinsard et Henri Varlot, p. 1181.

SARTHE

Rapport de M. Yves Jaouen, p. 1174.
Admission de MM. Jean Chapalain, Philippe d'Argenlieu et Robert Chevalier, p. 1181.

SAVOIE

Rapport de M. de Bardonnèche, p. 1175.
Admission de MM. Pierre de La Gontrie et François Dumas, p. 1181.

SAVOIE (HAUTE-)

Rapport de M. Michel Yver, p. 1175.
Admission de MM. Jean Clerc et François Ruin, p. 1194.

SEINE

Rapport de M. Jacques Gadoin, p. 1175.
Admission de MM. Georges Marrane, Joanny Berloz, Mme Suzanne Girault, M. le général Petit, Mme Yvonne Dumont, MM. Waldeck L'Huilier, Jean Primet, Edmond Michelet, Jean Bertaud, Henry Torès, Jacques Debû-Bridel, Mme Marcelle Devaud, MM. Charles Deutschmann, Georges Laffargue, Julien Brunhes, Mme Gilberte Pierre-Brossolette, MM. Léo Hamon, Jean Chaintron, Henri Barré et Eugène Planazel, p. 1185.

SEINE-INFÉRIEURE

Rapport de M. Voyant, p. 1176 (*rectificatif*, p. 1194).
Admission de MM. René Coty, Henri Paumelle, Geoffroy de Montalembert et Roger Houdet, p. 1185.

SEINE-ET-MARNE

Rapport de M. Charles Barret, p. 1176.
Admission de MM. André Bataille, Hubert Pajot et André Boutemy, p. 1185.

SEINE-ET-OISE

Rapport de M. Abel-Durand, p. 1351. — Discussion des conclusions du rapport, p. 1515; rejet au scrutin d'une motion préjudicielle tendant à une demande d'enquête et suite de la discussion, p. 1518.
Admission de M. Boutonnat, Mme Thome-Patenôtre, MM. Namy, Pidoux de La Maduère, Poher et Lachèvre; adoption, au scrutin, de l'annulation de l'élection de M. Chrétienne et admission de M. Pierre Commin, p. 1523.

SÈVRES (DEUX-)

Rapport de M. Chastel, p. 1176.
Admission de MM. Yvon Coudé du Foresto et Félix Lelant, p. 1185.

SOMME

Rapport de M. de Montalembert, p. 1177.
Admission de M. Omer Capelle, Mme Marcelle Delabie et M. Gilbert Jules, p. 1185.

TARN

Rapport de M. Pellenc, p. 1177.
Admission de MM. Fernand Verdelle et François Monsarrat, p. 1185.

TARN-ET-GARONNE

Rapport de M. Henri Barré, p. 1178.
Admission de MM. Frédéric Cayrou et Jean Lacaze, p. 1185.

VAR

Rapport de M. Driant, p. 1178.
Admission de MM. Albert Lamarque et Edouard Soldani, p. 1185.

VAUCLUSE

Rapport de M. Laurent-Thouverey, p. 1179.
Admission de MM. Marcel Pellenc et Jean Geoffroy, p. 1185.

VENDÉE

Rapport de M. Varlot, p. 1179.
Admission de MM. Henri Rochereau et Jacques de Maupeou, p. 1185.

VIENNE

Rapport de M. Reynouard, p. 1179.
Admission de MM. Jacques Masteau et Georges Maurice, p. 1185.

VIENNE (HAUTE-)

Rapport de M. François Schleiter, p. 1180.
Admission de MM. Gaston Charlet et Georges Lamousse, p. 1185.

VOSGES

Rapport de M. Louis Gros, p. 1180.
Admission de MM. Louis Courroy et Henri Parisot, p. 1185.

YONNE

Rapport de M. Symphor, p. 1180.
Admission de MM. Philippe de Raincourt et André Plat, p. 1185.

ALGÉRIE

Constantine (premier collège). — Rapport de M. Tamzali, p. 1165.
— Admission de MM. Jacques Angardé et Marcel Delrieu, p. 1183.

Constantine (deuxième collège). — Rapport de M. Le Guyon, p. 1165. — Admission de MM. Mahdi Abdallah, Mostefai El Hadi et Benhabyles Cherif, p. 1183.

Oran (premier collège). — Rapport de M. Borgeaud, p. 1170. — Admission de MM. René Enjalbert et Etienne Gay, p. 1184.

Oran (deuxième collège). — Rapport de M. Borgeaud, p. 1170. — Admission de MM. Sid Cara Cherif et Benohiba Abdelkader, p. 1184.

DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Côte française des Somalis. — Rapport de M. de la Gontrie, p. 1166. — Admission de M. Hassen Gouled, p. 1183.

Gabon (première section). — Rapport de M. Pinton, p. 1166. — Admission de M. Luc Durand-Réville, p. 1183.

Gabon (deuxième section). — Rapport de M. Lodéon, p. 1166. — Admission de M. Paul Gondjout, p. 1183.

Guadeloupe. — Rapport de M. Boulangé, p. 1166. — Admission de MM. Maurice Satineau et Amédée Valeau, p. 1183.

Guyane. — Rapport de M. Rabouin, p. 1239. — Admission de M. Auguste Boudinot, p. 1247.

Haute-Volta (première section). — Rapport de M. Reynouard, p. 1201. — Admission de M. Marc Rucart, p. 1207.

Haute-Volta (deuxième section). — Rapport de M. Reynouard, p. 1201. — Admission de MM. Christophe Kalenzaga et Traore Diongolo, p. 1207.

Madagascar (première section). — Rapport de M. Marcihacy, p. 1167. — Admission de M. Jules Castellani, p. 1184. — Rapport supplémentaire de M. Marcihacy, p. 1193. — Discussion des conclusions du rapport, p. 1247; adoption, au scrutin, de l'invalidation de M. Longuet, p. 1254. — Rapport de M. Lodéon, p. 1780; admission de M. Paul Longuet, p. 1789.

Madagascar (deuxième section). — Rapport de M. Fléchet, p. 1167. — Admission de MM. Pierre Ramampy, Ralijaona Laingo et Norbert Zafimahova, p. 1184.

Niger (première section). — Rapport de M. Borgeaud, p. 1169. — Admission de M. Gaston Fourrier, p. 1184.

Niger (deuxième section). — Rapport de M. Borgeaud, p. 1169. — Admission de M. Yacouba Sido, p. 1184.

Oubangui-Charl (première section). — Rapport de M. de Chevigny, p. 1171. — Admission de M. Robert Aubé, p. 1184.

Oubangui-Charl (deuxième section). — Rapport de M. de Chevigny, p. 1171. — Admission de M. Hector Rivierez, p. 1184.

Saint-Pierre et Miquelon. — Rapport de M. Pidoux de la Maduère, p. 1435. — Admission de M. Henri Claireaux, p. 1448.

Sénégal. — Rapport de M. Descomps, p. 1200. — Admission de MM. Dia Mamadou, Louis Gros et André Yousson, p. 1207.

Togo. — Rapport de M. Revin-Champeaux, p. 1178. — Admission de MM. Jacques Zéle et Robert Ajavon, p. 1185.

PAYS DE PROTECTORAT

Représentation des Français résidant en Indochine, élus par l'Assemblée nationale. — Rapport de M. Kalb, p. 1167. — Admission de M. Léon Motais de Narbonne, p. 1184.

Représentation des Français résidant en Tunisie, élus par l'Assemblée nationale. — Rapport de M. Brizard, p. 1178. — Admission de MM. Antoine Colonna et Gabriel Puaux, p. 1185.

Elections partielles.

Cher. — Rapport de M. Marcel Léger, p. 1131; admission de M. Charles Durand, p. 1138.

Corrèze. — Rapport de M. Varlot, p. 518; admission de M. Alexis Jaubert, p. 525.

Savoie. — Rapport de M. Gadouin, p. 1753; admission de M. Paul Chevalier, p. 1765.

Tchad. — Rapport de Mme Cardot, p. 500; admission de M. Saoulba Gontchomé en remplacement de M. Bechir Sow, démissionnaire, p. 508.

Sépultures. — V. Cimetières.

Sérialiculture. — V. Sociétés de secours mutuels.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Thibault tendant à la gratuité du service du contrôle des œufs (graines de vers à soie), p. 1953 (Document n° 3218). — Dépôt du rapport par M. Charpentier, p. 5000 (Document n° 4660).

Sérums et vaccins. — V. Pharmacie.

Service social du travail. — V. Code du travail (Hygiène et sécurité sociale des travailleurs).

Signalisation routière. — V. Code de la route. — Conventions internationales.

Sinistrés. — V. Assistance aux sinistrés. — Biens français à l'étranger. — Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Dommages de guerre. — Interpellations nos 30, 43, 47, 72, 87, 90, 138, 147. — Propriété immobilière. — Questions orales (Assemblée nationale), nos 3, 8, 70, 173 (Conseil de la République), nos 52, 55, 129.

Sites et monuments. — V. Monuments historiques, monuments naturels.

Sociétés. — V. Impôts.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fourcade relative à la liquidation amiable des sociétés, p. 3179 (Document n° 3784).

Sociétés par ACTIONS. — V. Valeurs mobilières.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Ferri relative à diverses dispositions d'ordre financier intéressant l'épargne, p. 4299 (Document n° 4429). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 4623 (Document n° 4545). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 5041 (Document n° 4725). — Discussion, p. 5330; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, p. 5332.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 4982 (Document n° 568). — Dépôt d'un rapport par M. Armentaud, p. 2503 (Document n° 635).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Caillavet tendant à permettre la constitution de sociétés comprenant des époux au nombre des associés, p. 5167 (Document n° 4759).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Meunier tendant à assurer la communication aux assemblées d'actionnaires du montant des rémunérations versées aux administrateurs exerçant dans les sociétés des fonctions rétribuées, p. 5430 (Document n° 4838).

Sociétés ANONYMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramarony ayant pour but de modifier l'article 3 de la loi du 16 novembre 1940 sur les sociétés anonymes, p. 562 (Document n° 2584).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à l'abrogation de l'article 3 de la loi du 16 novembre 1940 relative aux sociétés anonymes, p. 710 (Document n° 2634). — Dépôt du rapport par M. Maurice Grimaud, p. 5041 (Document n° 4728).

Société des ARTISTES DECORATEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Faraut tendant à inviter le Gouvernement à prévoir une subvention en faveur de la Société des artistes décorateurs, p. 2371 (Document n° 3435).

Société nationale des CHEMINS DE FER. — V. Chemins de fer (Société nationale des).

Sociétés COOPÉRATIVES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant les articles 22 et 23 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, p. 3007 (Document n° 3698). — Dépôt du rapport par M. Bergasse, p. 3400 (Document n° 4439). — Adoption du projet de loi, p. 4634.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1340 (Document n° 537). — Dépôt du rapport par M. Hœffel, p. 2400 (Document n° 590). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2251.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6031 (Loi n° 52-1314 du 11 décembre 1952, J. O. du 12 décembre 1952).

Sociétés COOPÉRATIVES AGRICOLES

Conseil de la République. — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour

le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts (nos 662 et 872, année 1951), p. 3.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 30 (Loi no 52-38 du 7 janvier 1952, J. O. du 11 janvier 1952).

— Dépôt d'un rapport de M. Boscary-Monsservin, sur la proposition de loi de M. Laborbe tendant au rétablissement des droits syndicaux en agriculture et à l'octroi d'un délai supplémentaire pour l'agrément des coopératives agricoles (no 1718), p. 1359 (Document no 2951).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lalle tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, p. 6673 (Document no 5177). — Dépôt du rapport par M. Lalle, p. 7031 (Document no 5223).

Sociétés COOPERATIVES DE CONSOMMATION

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Brousse sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 12 de la loi du 7 mai 1917 ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation (no 909, année 1951), p. 640 (Document no 121). — Discussion, p. 705; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 706.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1445 (Loi no 52-337 du 25 mars 1952, J. O. du 26 mars 1952).

— Dépôt d'un rapport de M. Marcellin: 1° sur la proposition de loi de M. Marcellin, relative aux conditions de fonctionnement des coopératives d'administrations publiques et d'entreprises nationalisées ou privées; 2° sur la proposition de résolution de M. Bernard Lafay tendant à inviter le Gouvernement à réglementer le fonctionnement des coopératives d'administrations publiques et d'entreprises nationalisées et privées (nos 923, 1389), p. 302 (Document no 2440).

Sociétés COOPERATIVES OUVRIERES DE PRODUCTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux sociétés coopératives ouvrières de production, p. 3710 (Document no 4045).

Sociétés COOPERATIVES DE RECONSTRUCTION

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Louis André sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi no 48-975 du 16 juin 1948 relative aux sociétés coopératives de reconstruction et aux associations syndicales de reconstruction (no 858, année 1951), p. 564 (Document no 88). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 641.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1284 (Loi no 52-355 du 1er avril 1952, J. O. du 2 avril 1952).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjot tendant à modifier la loi du 16 juin 1948 sur les sociétés coopératives et les associations syndicales de reconstruction en ce qui concerne le prélèvement des cotisations des adhérents aux groupements de reconstruction sur leur indemnité de dommages de guerre, p. 2174 (Document no 3300).

Sociétés de CREDIT DIFFERE. — V. Questions orales (Assemblée nationale), no 157.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Minjot sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi relatif aux entreprises de crédit différé (no 1027), p. 91 (Document no 2353). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Ramarony, p. 520 (Document no 2556). — Discussion, p. 1315 et adoption du projet de loi avec modifications, p. 1320 (rectificatif, p. 1360) (Loi no 52-332 du 24 mars 1952, J. O. du 25 mars 1952).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Méric, tendant à inviter le Gouvernement à promulguer sans retard le règlement d'administration publique prévu par la loi no 52-332 du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé, p. 1724 (Document no 468). — Dépôt du rapport par M. Delalande, p. 2039 (Document no 581). — Discussion, p. 2185; adoption, à l'unanimité, de la proposition de résolution, p. 2186.

Société d'ECONOMIE MIXTE. — V. Commerce et industrie (entreprises nationalisées).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Alfred Coste-Floret, sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi portant création d'une société d'études d'économie mixte pour l'aménagement général des régions comprises entre Rhône et Océan (S. E. A. R. O.) (no 963), p. 2479 (Document no 3499).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. François Benard tendant à faciliter la participation des collectivités locales à des sociétés d'économie mixte ayant pour objet l'équipement économique social, touristique et culturel, p. 3436 (Document no 3921).

Sociétés d'EXPLOITATION RURALE. — V. Agriculture (crédit agricole).

Sociétés MUSICALES. — V. Transports (chemins de fer d'intérêt général).

Sociétés MUTUALISTES. — V. Sociétés de secours mutuels.

Sociétés à RESPONSABILITE LIMITEE. — V. Valeurs mobilières.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin tendant à modifier l'article 48 de la loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée, p. 141 (Document no 2358).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Klock tendant à inclure les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés en commandite par actions dans l'énumération des sociétés pouvant céder leur portefeuille titres aux actionnaires ou associés moyennant paiement d'un droit de 5 p. 100, p. 4622 (Document no 4568).

Sociétés de SECOURS MINIERES. — V. Assurances sociales (mines).

Sociétés de SECOURS MUTUELS.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Devery sur le projet de loi tendant à modifier l'article 103 de la loi de finances du 31 décembre 1938 (no 1574), p. 1447 (Document no 3006).

— Dépôt d'un rapport de M. Couinaud sur le projet de loi tendant à compléter l'ordonnance no 45-2156 du 19 octobre 1945 portant statut de la mutualité (no 1490), p. 2868 (Document no 3644).

— Dépôt d'un rapport de M. Mouton sur la proposition de loi de M. Mouton, tendant à relever à 43.000 F le montant maximum des retraites mutualistes dont bénéficient les anciens combattants et les ayants cause des combattants morts pour la France par la modification de l'article 174 de la loi no 46-2154 du 7 octobre 1946 (no 566), p. 3067 (Document no 3722).

— Dépôt d'un projet de loi tendant au transfert du « Fonds de secours et de maladie » institué en faveur du personnel ouvrier des filatures de soie au « Fonds national de solidarité et d'action mutualistes », p. 4085 (Document no 4326).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la majoration des rentes constituées par les sociétés mutualistes au profit des combattants des théâtres d'opérations extérieures et leurs ayants cause, p. 5965 (Document no 4966).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à augmenter les rentes viagères souscrites par les anciens combattants auprès des caisses autonomes mutualistes, p. 2865 (Document no 3622).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de modifier la loi du 31 mai 1933 et d'assurer les mêmes prestations de l'Etat pour le complément des retraites mutualistes des anciens combattants de 1914-1918 que pour les anciens combattants de 1939-1945, p. 3710 (Document no 4018).

Société de TRAVAIL ET D'EPARGNE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bacon tendant à la création d'une nouvelle forme de société dite « société de travail et d'épargne », p. 5787 (Document no 4891).

Soufre. — V. Viticulture.

Sources minérales. — V. Etablissements thermaux.

Sourds-muets. — V. Emploi obligatoire des mutilés.

Spectacles. — V. Impôts (contributions indirectes, dégrèvements).

Spoliation.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ferri tendant à préciser les réparations dues aux spoliés ou à leurs ayants droit pour ceux de leurs biens ou intérêts acquis par l'Etat, p. 657 (Document no 2620).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier l'article 13 de l'ordonnance du 21 avril 1945 sur les spoliations, p. 1714 (Document no 3120).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Anthonioz tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, p. 3710 (Document no 4008).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Krieger tendant à étendre à tous les prélèvements effectués par l'ennemi sur des biens en provenance des territoires annexés de fait ou soumis par lui à un régime spécial le bénéfice des dispositions de l'article 2 de la loi no 49-573 du 23 avril 1949, p. 4233 (Document no 4387).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bapst tendant à modifier le délai prévu par l'article 2 de l'ordonnance du 9 juin 1945 portant troisième application de l'ordonnance du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi à son profit, p. 4453 (Document no 4500).

Sports. — V. Combustibles liquides et dérivés. — Education physique et sports. — Questions orales (Assemblée nationale) nos 16, 155. — Transports (chemins de fer d'intérêt général).

Statistique. — V. Bureau universitaire de statistique. — Institut national de la statistique.

Stocks. — V. Prix (réglementation, variation).

Strasbourg (ville de). — V. Hôpitaux et établissements hospitaliers (Personnel).

Stupefiants. — V. Pharmacie.

Subventions. — V. *Assurances sociales. — Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Départements, villes et communes. — Enseignement primaire. — France d'outre-mer (départements). — Interpellations n° 85, 103, 270. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 9, 11, 155; (Conseil de la République), n° 29, 56. — Société des artistes décorateurs. — Théâtres nationaux.*

Successions. — V. *Code civil. — Impôts (dégrèvement, enregistrement). — Propriété immobilière.*

Sucres. — *Betteraves à sucre.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Godin tendant à la réparation des dommages de guerre intéressant les betteraves industrielles (campagne 1940-1941), p. 4571 (Document n° 4536).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charpentier tendant à inviter le Gouvernement à établir un prix hors taxe des sucres français en vue de l'exportation, p. 3934 (Document n° 4179).

Sulfate de cuivre. — V. *Interpellations n° 25.*

Sûreté nationale. — V. *Police d'Etat, sûreté nationale.*

Surplus américains. — V. *Questions orales (Assemblée nationale), n° 36.*

Surtaxe progressive. — V. *Impôts (revenu général).*

Syndicats de communes. — V. *Administration communale.*

Syrie et Liban. — V. *Dommages de guerre.*

T

Tabacs et allumettes. — V. *Pensions et retraites (ouvriers des établissements de l'Etat).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paquet, tendant à modifier l'article 2 de la loi du 30 décembre 1922 relative aux conditions de classement et au règlement du prix des tabacs indigènes, en rendant obligatoire le règlement par la caisses de crédit agricole mutuel, p. 4547 (Document n° 4525).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marc Dupuy, tendant à inviter le Gouvernement à fixer le prix moyen global du tabac à la production en tenant compte du prix de revient, p. 5167 (Document n° 4775). — Dépôt du rapport par M. Billat, p. 5716 (Document n° 4872).

Taxes départementales et communales. — V. *Impôts.*

Télévision. — V. *Loyers. — Radio-télévision.*

Terrains. — V. *Domaine de l'Etat, des départements et des communes. — Expropriation. — Impôts (enregistrement). — Propriété immobilière. — Transports (transports aériens).*

Territoires d'outre-mer. — V. *France d'outre-mer. — Interpellations n° 100.*

Testaments. — V. *Code civil.*

Tétines. — V. *Pharmacie.*

Textiles. — V. *Chômage (allocation secours). — Commerce et industrie (entreprises diverses). — Conventions internationales (accords commerciaux). — Exportations et importations. — Impôts (enregistrement). — Interpellations n° 7, 45, 51, 70, 152, 214, 268. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 151 (Conseil de la République) n° 27, 31, 39, 67.*

Théâtres nationaux.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cachin, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir au bénéfice de la réunion des théâtres lyriques nationaux, la totalité de la subvention votée le 19 décembre 1951 par l'Assemblée nationale, p. 4766 (Document n° 4610).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Roucaute, tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le budget de l'éducation nationale une première tranche de crédits de 100 millions afin: 1° de commencer dans les plus courts délais la reconstruction du théâtre de Nîmes; 2° de venir en aide au personnel et aux artistes professionnels lésés au début de saison, p. 4774 (Document n° 4613).

Assemblée nationale. — Représentation de l'Assemblée nationale au sein du comité consultatif à la réunion des Théâtres lyriques nationaux: désignation de candidatures par diverses commissions, p. 754.

Tignes (Commune de). — V. *Départements, villes et communes. — Interpellations n° 74, 76.*

Timbres. — V. *Impôts. — Pêche fluviale. — Questions orales (Conseil de la République) n° 123.*

Titres. — V. *Impôts (perception). — Valeurs mobilières.*

Togo. — V. *France d'outre-mer. — Interpellations n° 189. — Questions orales (Conseil de la République) n° 77, 85.*

Toulouse. — V. *Domaine de l'Etat des départements et des communes (cession d'immeubles et de terrains).*

Tour de France. — V. *Interpellations n° 161.*

Tourisme. — V. *Impôts (taxes départementales et communales). — Interpellations n° 144. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 23. — Transports (transports aériens).*

Tracteurs agricoles. — V. *Code de la route.*

Traité de paix. — V. *Conventions internationales. — Interpellations n° 81. — Questions orales (Conseil de la République) n° 5.*

Traitements, soldes et indemnités. — V. *Impôts (revenus). — Interpellations n° 3, 112, 170. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 94, 103, 112, 119 (Conseil de la République) n° 35, 134.*

Conseil de la République. — Adoption de la proposition de résolution de M. Radius tendant à inviter le Gouvernement à proroger et à revaloriser l'indemnité de difficultés administratives allouée aux personnels civils de l'Etat en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. (n° 771 et 838, année 1951, p. 222).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Brizard tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans les délais les plus brefs un projet de loi tendant à réduire l'indemnité parlementaire de 10 p. 100, p. 1062 (Document n° 226). — Retrait, p. 1765.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Cristofol sur les propositions de loi: 1° de M. Barthélemy tendant à conserver, du point de vue de la rémunération, les avantages acquis dans le premier emploi aux agents, employés et ouvriers des administrations de l'Etat et des services publics qui ont été mutés dans un emploi plus compatible avec leur aptitude physique en conséquence d'une aggravation de blessure de guerre, d'accident ou de maladie; 2° de M. Barthélemy tendant à conserver, du point de vue de la rémunération, les avantages acquis dans le premier emploi, aux agents, employés et ouvriers des administrations de l'Etat et des services publics qui ont été mutés dans un emploi plus compatible avec leur aptitude physique en conséquence d'une aggravation de blessure de guerre, d'accident ou de maladie (n° 532, 1094, 2216, p. 5086 (Document n° 4752).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Giovoni tendant à l'attribution d'une prime d'insularité aux personnels de l'Etat, des services publics et des entreprises nationales en fonction dans le département de la Corse, p. 1714 (Document n° 3139). — Dépôt d'un rapport par Mme Grappe sur les propositions de loi: 1° de M. Giovoni tendant à l'attribution d'une prime d'insularité aux personnels de l'Etat, des services publics et des entreprises nationales, en fonction dans le département de la Corse; 2° de M. Giovoni tendant à l'attribution d'une prime d'insularité aux personnels de l'Etat, des services publics et des entreprises nationales, en fonction dans le département de la Corse (n° 2098, 3139), p. 2616 (Document n° 3551).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Baurens tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 49-439 du 30 mars 1939 relatif aux indemnités allouées aux fonctionnaires utilisant leur voiture personnelle pour les besoins du service, p. 751 (Document n° 2696).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à reconduire et à revaloriser l'indemnité de difficultés administratives accordées aux fonctionnaires d'Alsace et de Moselle, p. 3008 (Document n° 3675).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Wasmer tendant à inviter le Gouvernement à reconduire l'indemnité de difficultés administratives des agents de l'Etat des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 3207 (Document n° 3817).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Kauffmann tendant à inviter le Gouvernement à reconduire et à revaloriser l'indemnité de difficultés administratives accordée aux personnels civils de l'Etat en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 5000 (Document n° 4656).

AGRICULTURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alahf Signor tendant à abroger l'acte dit loi du 15 décembre 1941 fixant le mode de calcul des primes de rendement des ingénieurs et agents du service du génie rural et à étendre à ces derniers le régime dont bénéficient les fonctionnaires des ponts et chaussées, en application de la loi n° 48-1530 du 29 septembre 1948, p. 2566 (Document n° 3526).

DÉFENSE NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bartolini tendant à inviter le Gouvernement à appliquer intégralement le décret du 22 mai 1951, fixant la parité des salaires des travailleurs de l'Etat (air, guerre, marine), avec ceux de la métallurgie parisienne et du secteur nationalisé, p. 211 (Document n° 2336). — Dépôt du rapport par M. Robert Manceau, p. 3261 (Document n° 3821).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à remettre en ordre les salaires des ouvriers de l'Etat conformément au décret du 22 mai 1951, p. 4179 (Document n° 4370). — Dépôt du rapport par M. André Monteil, p. 5431 (Document n° 4807).

— Dépôt d'un rapport de M. Tourné sur la proposition de loi de M. Mouton tendant au payement intégral des soldes dues aux officiers, sous-officiers et soldats bénéficiaires de soldes mensuelles pendant leur captivité et à l'abrogation des articles 13 et 14 de l'ordonnance n° 45-948 du 11 mai 1945 (n° 1508), p. 3067 (Document n° 3721).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Christiaens tendant à compléter et à modifier le tableau 2 de l'article 1^{er} de l'arrêté interministériel du 21 mars 1950, relatif aux soldes et échelons de soldes, applicables à diverses catégories de militaires à soldes mensuelles du ministère de la défense nationale, p. 4083 (Document n° 4195).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont relative à la solde nette servant de base aux soldes de dégageant, p. 7030 (Document n° 5216).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à instituer pour le personnel de la gendarmerie une indemnité unique pour tous ses déplacements, p. 6507 (Document n° 5099).

ÉDUCATION NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meek relative aux indemnités communales bénévoles aux instituteurs et institutrices de certaines communes des départements du Rhin et de la Moselle, p. 2616 (Document n° 3552).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Signor tendant à attribuer une indemnité de sujétion aux professeurs des écoles normales primaires, p. 7059 (Document n° 5243).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gioveni tendant à inviter le Gouvernement à accorder une seconde année de préparation avec traitement à tous les concours de sortie des écoles normales supérieures, p. 823 (Document n° 2730).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gioveni tendant à modifier la loi n° 48-1314 du 26 août 1948 afin d'accorder le traitement de fonctionnaires stagiaires à tous les élèves des écoles normales supérieures dès le début de leur scolarité, p. 888 (Document n° 2778).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gioveni tendant à attribuer l'indemnité de résidence à tous les élèves fonctionnaires des écoles normales supérieures (Ulm, Sèvres, Saint-Cloud, Fontenay, E.N.S.R.T., E.N.S.E.P.), p. 888 (Document n° 2785).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à modifier certaines dispositions du décret du 19 décembre 1950, à classer dans la catégorie « intendants » tous les économistes d'écoles normales primaires et à rétablir ainsi la parité de traitements entre les économistes des divers ordres d'enseignement, p. 1232 (Document n° 2907).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Signor tendant à attribuer l'indemnité de résidence aux élèves maîtres et aux élèves maîtresses des écoles normales primaires, p. 1332 (Document n° 2945).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Boutavang tendant à inviter le Gouvernement à : 1° porter au tarif des heures supplémentaires de surveillance du premier degré la rémunération des maîtres chargés de cent heures au moins de cours postsecondaires agricoles ; 2° à rémunérer au même tarif horaire — avec rappel au 1^{er} janvier 1949 — les maîtres agricoles qui n'ont perçu aucune rétribution depuis cette date, p. 1953 (Document n° 3216).

FINANCES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Kauffmann tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser dignement l'indemnité d'habillement attribuée aux fonctionnaires des douanes, p. 5000 (Document n° 4655).

FRANCE-D'OUTRE-MER

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Emmanuel Véry sur les propositions de loi : 1° de M. Véry, modifiant et complétant la loi n° 50-407 du 3 avril 1950 réglementant la rémunération des fonctionnaires des départements d'outre-mer ; 2° de M. Véry, tendant à modifier et compléter la loi n° 50-407 du 3 avril 1950 réglementant la rémunération des fonctionnaires des départements d'outre-mer (n° 1022, 2321), p. 2002 (Document n° 3255).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Malbrant tendant à modifier l'article 2 de la loi du 30 juin 1950 fixant les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires, p. 519 (Document n° 2549).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Duveau tendant à modifier l'article 8 de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 fixant les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer et les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires, p. 1284 (Document n° 2913).

INTÉRIEUR

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rabier tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier, dans les meilleurs délais, les fonctionnaires algériens du cadre métropolitain des mêmes conditions de rémunération que celles appliquées aux autres fonctionnaires algériens en vertu de la loi n° 52-303 du 12 mars 1952, p. 2178 (Document n° 3172). — Dépôt du rapport par M. Rabier, p. 3208 (Document n° 3818).

JUSTICE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi M. Minjot tendant à établir une parité de traitement entre les commis et agents des tribunaux et les fonctionnaires et agents de préfecture, p. 688 (Document n° 2759).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Souquès tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 52-7 du 3 janvier 1952 portant extension d'une indemnité aux membres du conseil d'Etat, p. 572 (Document n° 2595).

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Barthélemy sur la proposition de loi de M. Barthélemy, tendant à l'attribution, aux facteurs des postes, télégraphes et téléphones obligés par leurs obligations professionnelles à prendre leur repas de midi hors de leur domicile, de l'indemnité de mission dans la résidence (n° 531), p. 1885 (Document n° 3139). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Dagain, p. 4634 (Document n° 4543).

— Dépôt d'un rapport de M. Barthélemy, sur la proposition de loi de M. Gioveni tendant à l'attribution d'une prime d'insularité aux agents employés et ouvriers des postes, télégraphes et téléphones, en fonction dans le département de la Corse (n° 551), p. 1386 (Document n° 2993).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélemy tendant à modifier l'article 4 du décret n° 50-1248 du 6 octobre 1950 interdisant l'attribution aux agents logés gratuitement de toute indemnité pour travaux supplémentaires afin de permettre aux comptables des postes, télégraphes et téléphones de bénéficier normalement du repos hebdomadaire légal et du payement des heures supplémentaires effectuées, p. 657 (Document n° 2616).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélemy tendant à fixer respectivement aux indices 375 et 390 les échelons maxima des traitements des surveillants et surveillantes principales des postes, télégraphes et téléphones, p. 3933 (Document n° 4126).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélemy tendant à l'attribution au personnel des postes, télégraphes et téléphones d'une prime de fin d'année égale au douzième du traitement, p. 7050 (Document n° 5244).

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Métyer tendant à fixer les salaires nationaux des ouvriers permanents des parcs automobiles, des services d'entretien maritimes et fluviaux et basses aériennes des ponts et chaussées, p. 406 (Document n° 2165).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cavalier tendant à fixer les salaires nationaux des ouvriers permanents des parcs automobiles, ateliers maritimes et fluviaux et services d'entretien des bases aériennes des ponts et chaussées ; 2° de M. Penoy, tendant à fixer les salaires nationaux des ouvriers permanents des parcs automobiles, ateliers maritimes et fluviaux et services d'entretien des constructions aériennes des ponts et chaussées ; 3° de M. Métyer, tendant à fixer les salaires nationaux des ouvriers permanents des parcs automobiles, des services d'entretien maritimes et fluviaux et bases aériennes des ponts et chaussées ; 4° de M. Cavalier, tendant à fixer les salaires nationaux des ouvriers permanents des parcs automobiles, ateliers maritimes et fluviaux et services d'entretien des constructions aériennes des ponts et chaussées (n° 1334, 1589, 2465, 2829), p. 1954 (Document n° 3207).

Tramways. — *V. Pensions et retraites (agents des chemins de fer et des tramways).* — *Transports (chemins de fer d'intérêt local).*

Transfert de corps. — *V. Anciens combattants et victimes de la guerre.*

Transfusion sanguine.

Assemblée nationale. — Discussion du projet de loi sur l'utilisation thérapeutique du sang humain, de son plasma et de leurs dérivés (n° 1719), p. 1320; adoption du projet de loi, p. 1326 (*rectificatif*, p. 1360).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 675 (Document n° 133). — Dépôt du rapport par M. Plait, p. 1260 (Document n° 271). — Discussion, p. 1315; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1319.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3180 (Document n° 3794). — Dépôt du rapport par M. Maurice Frédet, p. 3195 (Document n° 3950). — Adoption du projet de loi avec modifications, p. 3382 (*Loi n° 52-854 du 21 juillet 1952, J. O. du 22 juillet 1952*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi permettant de soumettre à un prélèvement de sang les hommes appartenant aux classes 1914 et 1915 qui n'ont pas accompli de service militaire, p. 6094 (Document n° 5003).

Transports aériens. — *V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 4.* — *Transports et voies de communication.*

Transports Internationaux. — *V. Impôts (chiffre d'affaires).*

Transports et voies de communication. — *V. Armées (congrès et permissions).* — *Douanes (tarifs).* — *Marine marchande.*

AUTOMOBILES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Maurice Grinaud sur la proposition de loi de M. Penoy, tendant à permettre la vente à crédit d'engins propres à l'exécution de transports combinés rail-route (n° 191), p. 1336 (Document n° 2992).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alfred Costes tendant à inviter le Gouvernement à ne pas instituer un permis de conduire pour les motocycles dont la cylindrée ne dépasse pas 225 centimètres cubes, p. 233 (Document n° 2417). — Dépôt du rapport par M. Marcel Noël, p. 2212 (Document n° 3314).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Nigay, tendant à autoriser le Gouvernement à indemniser les propriétaires dont les véhicules ont été réquisitionnés par les forces françaises de l'intérieur, p. 601 (Document n° 2601).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guérard, tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire pour les motocyclistes le port d'un casque protecteur, p. 3180 (Document n° 3773).

CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

— **Autorails.**

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cherrier, tendant à inviter le Gouvernement à créer un service d'autorail rapide reliant, chaque dimanche de la saison d'hiver, Bourges au Mont-Dore, afin de permettre aux touristes et skieurs du Cher la pratique des sports d'hiver, p. 91 (Document n° 2346).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edouard Charret, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour établir un service d'autorails pendant la saison d'été sur la ligne Lyon-Croix-Rousse-Trévoux, p. 1953 (Document n° 3202).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tournaud, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir par autorails et locotracteurs le trafic voyageurs et marchandises sur les lignes Guéret-Saint-Sébastien, Guéret-la-Châtre et Lavaufanche-Champillet, p. 3934 (Document n° 4127).

— **Electrification.**

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt, tendant à l'électrification de certaines sections de lignes de la Société nationale des chemins de fer français, p. 5910 (Document n° 4922).

— **Exploitation.**

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant déclassement de la section Anémie-les-Bains, Arles-sur-Tech de la ligne d'intérêt général d'Elne à Arles-sur-Tech, p. 749 (Document n° 2678). — Dépôt du rapport par M. Regaudie, p. 1386 (Document n° 2994). — Adoption du projet de loi, p. 1665.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 858 (Document n° 175). — Dépôt du rapport, par M. Lodéon, p. 4260 (Document n° 266). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1556.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3709 (*Loi n° 52-797 du 9 juillet 1952, J. O. du 10 juillet 1952*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Midol sur le projet de loi portant déclassement de la section Port-Boulet-Avoine-

Beaumont de la ligne de Port-Boulet à Port-de-Piles (n° 1392), p. 1285 (Document n° 2927). — Adoption du projet de loi, p. 1665.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 858 (Document n° 174). — Dépôt du rapport par M. Lodéon, p. 4260 (Document n° 265). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1556.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, n° 3709 (*Loi n° 52-813 du 11 juillet 1952, J. O. du 12 juillet 1952*).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Aubert sur la proposition de résolution de M. Pellenc tendant à inviter le Gouvernement à réformer l'exploitation des lignes d'intérêt secondaire de la Société nationale des chemins de fer français, gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte (art. 70 de la loi du 21 mars 1947, modifié par la loi du 3 juillet 1947) (n° 618, année 1951), p. 741 (Document n° 151). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Aubert, p. 852 (Document n° 167). — Discussion, p. 870; adoption de la proposition de résolution, p. 880.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alcide Benoit, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les services omnibus sur les lignes Reims-Rethel-Château-Thierry-Châlons-sur-Marne et le maintien en service de la ligne Château-Thierry-Esternay et de la ligne Provins-Esternay, p. 4300 (Document n° 4160). — Dépôt du rapport par M. Alcide Benoit, p. 6503 (Document n° 5109).

— Dépôt d'un projet de loi portant déclassement de la section Coulerne-Bagnoles-de-l'Orne de la ligne d'intérêt général de Couterne à la Ferté-Macé, p. 749 (Document n° 2679).

— Dépôt d'un projet de loi ayant pour objet de simplifier la procédure d'approbation des accords passés en vue de modifier les conditions d'exploitation des chemins de fer secondaires d'intérêt général, p. 2000 (Document n° 3229).

— Dépôt d'un projet de loi portant déclassement de la section de ligne de Massy-Palaiseau à Gallardon de la ligne d'intérêt général de Paris à Chartres par Gallardon, p. 5965 (Document n° 4943).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Barthélemy, tendant à rapporter la décision prise par la Société nationale des chemins de fer français de supprimer définitivement le trafic ferroviaire des voyageurs, à partir du 5 octobre, entre Mouchard et Salins-les-Bains (Jura), p. 4345 (Document n° 4474).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen, tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le trafic marchandises sur la ligne Auray-Pontivy et à rétablir le trafic voyageurs interrompu depuis le 2 octobre 1949, p. 828 (Document n° 2736).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Roucaute, tendant à inviter le Gouvernement à maintenir sur l'embranchement de ligne de chemin de fer Fontarèches-Ardoise (Gard) le tronçon de ligne Fontarèches-Laudun, p. 1446 (Document n° 3020).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora, tendant à inviter le Gouvernement à maintenir: 1° le trafic voyageurs sur la ligne Buzy-Laruns; 2° le trafic marchandises sur la ligne Tarbes-Puyco, p. 1416, (Document n° 3021).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert, tendant à inviter le Gouvernement à prendre diverses mesures en vue de l'utilisation pour le trafic voyageurs et marchandises, de la voie ferrée d'Orange (Vaucluse), à Buis-les-Baronnies (Drôme), p. 2313 (Document n° 3615).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora, tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le trafic voyageurs sur la ligne Bayonne-Saint-Jean-Pied-de-Port, p. 6443 (Document n° 5097).

Voir également à la rubrique *Transports (transports ferroviaires et routiers)*.

— **Matériaux.**

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Gabelle, sur le rapport fait au cours de la précédente législature par M. Midol, sur le projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français (n° 497), p. 212 (Document n° 2384). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Lemaire, p. 890 (Document n° 2768). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Midol, p. 1285 (Document n° 2925).

— **Personnel.**

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Naegelen, tendant à instituer un salaire national pour les agents des réseaux secondaires des chemins de fer, p. 657 (Document n° 2623).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Bichet, tendant aux cheminets ayant pris une part active et continue à la Résistance le bénéfice des dispositions de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951, instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance, p. 3130 (Document n° 3764).

— **Police des chemins de fer.**

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Schaff, sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 74 du décret validé du 22 mars 1942 sur la police des chemins de fer (n° 893), p. 839 (Document

n° 2771). — Adoption de la proposition de loi, avec modifications, p. 1312 (rectificatif, p. 1388) (Loi n° 52-326 du 22 mars 1952, J. O. du 23 mars 1952).

— Tarifs.

Assemblée nationale — Retrait d'une proposition de loi de M. Gabelle, tendant à étendre les dispositions de la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950, accordant des facilités de transport par chemins de fer aux conjoints des bénéficiaires de ladite loi (n° 1865, année 1951), p. 91.

Assemblée nationale — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cogniot, tendant à inviter le Gouvernement à demander à la Société nationale des chemins de fer français la prolongation de quinze jours des billets populaires de congé annuel de manière que les enfants d'âge scolaire puissent profiter intégralement de leurs deux mois et demi de vacances, p. 211 (Document n° 2382). — Dépôt du rapport par M. Boulavant, p. 889 (Document n° 2744). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Marcel Noël, p. 1386 (Document n° 2991); adoption de la proposition de résolution, p. 2081.

Assemblée nationale — Dépôt d'un rapport de Mme Poinso-Chapuis sur la proposition de loi de M. Léo Hamon, tendant à majorer d'une unité les charges des veuves de guerre non remariées pour l'application de toutes dispositions, tant nationales que locales, comportant des avantages en faveur des familles nombreuses (n° 740), p. 4366 (Document n° 4481) (rectificatif, p. 4547).

— Dépôt d'un rapport de M. Marcel Noël sur la proposition de loi de M. Fernand Grenier, tendant à rétablir la réduction de 50 p. 100 accordée autrefois par les compagnies de chemins de fer, aux sociétés musicales et chorales populaires d'amateurs se rendant dans les concours, festivals ou toute autre manifestation artistique (n° 343), p. 1951 (Document n° 3208).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Francine Lefebvre, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures utiles pour fixer à 50 p. 100 la réduction du billet S. N. C. F. de congés annuels, à tous les jeunes travailleurs salariés de quatorze à vingt et un ans, p. 1715 (Document n° 3153). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Paul, tendant à inviter le Gouvernement à faire accorder aux jeunes de moins de vingt et un ans, pour le voyage aller et retour à l'occasion de leur congé payé, une réduction de 50 p. 100 sur les tarifs de la Société nationale des chemins de fer français, p. 2479 (Document n° 3496). — Dépôt du rapport par M. Schaff, p. 3336 (Document n° 3860).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à étendre aux titulaires d'une pension de retraite attribuée en application des régimes concernant les fonctionnaires civils et militaires, les travailleurs et agents de l'Etat des départements, des communes et des services concédés, le bénéfice des facilités de transport par chemin de fer accordées au titre de la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950, p. 1166 (Document n° 2862). — Dépôt du rapport de M. Schaff sur les propositions de loi: 1° de M. Gabelle, tendant à étendre les dispositions de la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950 accordant des facilités de transport par chemins de fer aux conjoints des bénéficiaires de ladite loi; 2° de M. Frédéric-Dupont, ayant pour objet d'accorder aux conjoints des vieux travailleurs la réduction de 30 p. 100 sur le réseau de la Société nationale des chemins de fer français; 3° de M. Cristofol, tendant à étendre aux titulaires d'une pension de retraite attribuée en application des régimes concernant les fonctionnaires civils et militaires, les travailleurs et agents de l'Etat, des départements, des communes et des services concédés, le bénéfice des facilités de transport par chemin de fer accordées au titre de la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950. (Nos 1773, 1833, 2862), p. 1885 (Document n° 3178).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Arbellier tendant à permettre à la famille d'un salarié de bénéficier de la réduction annuelle sur les chemins de fer, même lorsque le chef de famille ne voyage pas en même temps qu'elle, p. 1617 (Document n° 3092). — Dépôt d'un rapport par M. Marcel Noël sur: 1° la proposition de M. Arbellier tendant à permettre à la famille d'un salarié de bénéficier de la réduction annuelle sur les chemins de fer, même lorsque le chef de famille ne voyage pas en même temps qu'elle; 2° de M. Cristofol tendant à inviter le Gouvernement à demander à la Société nationale des chemins de fer français certains aménagements dans la réglementation de l'octroi de billets populaires de congé annuel, de façon que tous les ayants droit puissent en bénéficier, même s'ils voyagent séparément à l'aller (nos 3092, 1753), p. 2242 (Document n° 3315).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Alcide Benoit tendant à accorder aux aveugles, aux grands infirmes civils et incurables les facilités de transport dont bénéficient les mutilés de guerre, p. 1232 (Document n° 2903). — Dépôt du rapport par M. Alcide Benoit, p. 2867 (Document n° 3659).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pluchet tendant à faire bénéficier de facilités de transport par chemin de fer les épouses des bénéficiaires d'une rente, pension, retraite, allocation ou d'un secours viager de la sécurité sociale, p. 1617 (Document n° 3094). — Dépôt du rapport par M. Schaff, p. 2867 (Document n° 3661).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gozard tendant à compléter la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950 en accordant le bénéfice du tarif des congés payés aux conjoints de retraités, p. 2866 (Document n° 3612). — Dépôt du rapport par M. Schaff, p. 3809 (Document n° 4063).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ulver tendant à compléter la loi n° 49-1072 du 2 août 1949 pour faire bénéficier les fonctionnaires originaires de l'Afrique du Nord, des départements ou territoires

d'outre-mer, exerçant dans la métropole, des mêmes avantages pour la gratuité des transports lors de leurs congés que les fonctionnaires métropolitains exerçant dans ces départements ou territoires, p. 1173 (Document n° 3034).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mora tendant à faire bénéficier d'une réduction de 50 p. 100 sur les tarifs de la Société nationale des chemins de fer français tous les malades hospitalisés dans les établissements de cure ou de soins de quelque nature que ce soit, y compris les malades originaires de l'Afrique du Nord et de la Corse, soignés dans la métropole, à l'occasion d'une permission régulière, ou à défaut, à faire bénéficier du même avantage un membre de leur famille leur rendant visite, p. 2566 (Document n° 3507).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Mercier tendant à accorder, pendant la période normale des congés payés, la réduction de 30 p. 100 sur les tarifs S. N. C. F. aux assurés sociaux en assurance longue maladie, accidentés du travail et à leur famille, p. 3067 (Document n° 3739).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin tendant à accorder à toutes les personnes ayant des ressources inférieures à 12.000 F par mois, et à leurs conjoints, deux voyages gratuits chaque année sur les réseaux de la Société nationale des chemins de fer français et de tous les transports concédés, p. 3207 (Document n° 3803).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à accorder des facilités de transport par chemin de fer aux titulaires d'une pension de retraite attribuée en application d'un des régimes concernant les fonctionnaires et agents de la fonction publique, de l'Etat, des départements et communes et des services concédés, ainsi qu'à leurs conjoints et personnes à charge, p. 3137 (Document n° 3930).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayeux, accordant des facilités de transport par chemins de fer aux assurés sociaux bénéficiaires des prestations de l'assurance longue-maladie, p. 4622 (Document n° 4567).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Villon tendant à accorder la gratuité des transports aux soldats bénéficiaires de permissions à l'occasion des fêtes de fin d'année, p. 6094 (Document n° 5006).

Conseil de la République — Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Marrane tendant à porter à 60 p. 100 la réduction accordée aux groupes sportifs voyageant sur les chemins de fer, p. 640 (Document n° 120).

Assemblée nationale — Transmission de la proposition de loi, p. 1285 (Document n° 2921). — Dépôt du rapport par M. Schaff, p. 2867 (Document n° 3660).

Assemblée nationale — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Paul tendant à inviter le Gouvernement à faire instituer par la Société nationale des chemins de fer français, au profit des jeunes âgés de moins de vingt et un ans, un billet collectif dit de fin de semaine, comportant une réduction de tarif de 50 p. 100, p. 2179 (Document n° 3495). — Dépôt du rapport par M. Dufour, p. 3336 (Document n° 3862).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en vue de faire bénéficier les mutilés du travail titulaires de la carte de priorité « station debout pénible » de réductions sur les transports équivalents à celles accordées aux titulaires de la carte de familles nombreuses, aux mutilés de guerre, aux victimes civiles de la guerre, p. 2592 (Document n° 2535).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Gallier tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux écoliers et aux étudiants pour les vacances scolaires un billet de vacances comportant une réduction minimum de 30 p. 100 sur les tarifs de la Société nationale des chemins de fer français, p. 2174 (Document n° 3293).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dufour tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le bénéfice de la réduction sur les transports aux familles nombreuses pour les enfants âgés de plus de dix-huit ans poursuivant leurs études, p. 2278 (Document n° 3325).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice du demi-tarif aux élèves et étudiants pour un voyage annuel sur le réseau de la Société nationale des chemins de fer français, p. 3180 (Document n° 3787).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lafay tendant à inviter le Gouvernement à demander à la Société nationale des chemins de fer français d'accorder aux bénéficiaires du billet populaire de congés payés la possibilité de voyager individuellement à l'aller aussi bien qu'au retour, p. 3808 (Document n° 4102).

Conseil de la République — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Barret tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la carte de surclassement sur les chemins de fer au bénéfice des officiers de réserve suivant avec assiduité les cours de perfectionnement, p. 2707 (Document n° 663).

CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL

— Exploitation.

Assemblée nationale — Dépôt d'une proposition de loi de M. Patteaud tendant à empêcher la fermeture du réseau du Vivarais, p. 619 (Document n° 2542).

— Personnel.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alcide Benoit tendant à considérer le personnel des réseaux secondaires d'intérêt local, en vertu de sa convention locale, comme personnel à statut, p. 1231 (Document n° 2899). — Dépôt du rapport par M. Alcide Benoit, p. 2867 (Document n° 3658).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à fixer sur le plan national les salaires des personnels des services publics fonctionnant avec la garantie ou la participation financière des collectivités publiques nationales ou locales, p. 1617 (Document n° 3107).

NAVIGATION INTÉRIEURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au déclassement de la Bayse entre Saint-Jean-Poudge et le pont de Bordes (commune de Lavardac), p. 4298 (Document n° 4110).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à augmenter, par la perception de taxes sur les transports par navigation intérieure, les dotations de l'Etat à l'amélioration et à la modernisation des voies navigables, p. 5910 (Document n° 4924).

ROUTES, CHEMINS ET PONTS

Assemblée nationale. — Discussion du projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 1 milliard 600 millions de francs, en vue du rétablissement des communications interrompues à la suite des calamités publiques survenues dans les départements du Sud-Est, au mois de novembre 1951, et de la réfection des ouvrages de défense contre les eaux et des ouvrages hydrauliques (n° 2266), p. 324; adoption du projet de loi, p. 326.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 238 (Document n° 33). — Rapporteur M. Pellenc et discussion, p. 251; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 255.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 444 (Loi n° 52-134 du 6 février 1952 J. O. du 7 février 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à l'ouverture d'autorisations de programme et de crédits de paiement en vue du rétablissement des communications interrompues à la suite des inondations et tempêtes maritimes survenues dans les départements du Sud-Ouest pendant l'hiver 1951-1952, et de la réfection des ouvrages de défense contre les eaux et des ouvrages d'intérêt public, p. 3207 (Document n° 3815). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 3436 (Document n° 3922). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 3437 (Document n° 3939). — Adoption du projet de loi, p. 3729.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1639 (Document n° 411). — Lecture du rapport par M. Courrière et discussion, p. 1657; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1658.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3931 (Loi n° 52-844 du 19 juillet 1952, J. O. du 20 juillet 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de deux comptes spéciaux du Trésor et ouvrant au ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et au ministre de l'intérieur, des crédits d'engagement au titre du fonds spécial d'investissement routier, p. 3710 (Document n° 4011). — Dépôt du rapport par M. Gabelle, p. 3743 (Document n° 4045). — Discussion, p. 3885; adoption du projet de loi, p. 3890.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1652 (Document n° 431). — Dépôt du rapport par M. Clavier, p. 1671 (Document n° 455). — Discussion, p. 1673; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1675.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3935 (Document n° 4166). — Lecture du rapport par M. Gabelle et adoption du projet de loi, p. 3930 (Loi n° 52-842 du 19 juillet 1952, J. O. du 20 juillet 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant statut des autoroutes, p. 827 (Document n° 2738). — Dépôt du rapport par M. Nigay, p. 6507 (Document n° 5103).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Durbet tendant à modifier le décret du 26 décembre 1940 chargeant le service ordinaire des ponts et chaussées d'assurer, dans chaque département, sous l'autorité respective du préfet et des maires, la gestion des chemins départementaux et vicinaux, p. 4547 (Document n° 4523).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guislain tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte de la densité de population et du volume global des impôts et taxes payés pour attribuer les crédits destinés à l'entretien et l'amélioration des routes nationales du département du Nord, p. 658 (Document n° 2624).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guislain tendant à inviter le Gouvernement à octroyer à la région industrielle de Lille-Roubaix-Tourcoing-Halluin-Armentières un important crédit prélevé sur le fonds d'équipement routier en vue de son aménagement routier, p. 446 (Document n° 2515).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge le financement du désenclavement de Mantet dans les Pyrénées-Orientales, p. 3395 (Document n° 3908).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Wolff tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions en vue d'accé-

lérer la reconstruction des ponts détruits par faits de guerre, et plus particulièrement ceux des départements de l'Est, p. 3934 (Document n° 4122).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ramonet tendant à inviter le Gouvernement à mettre à l'étude un projet routier de grand itinéraire entre la Rochelle-Châteauroux-Zurich, p. 7059 (Document n° 5237).

Assemblée nationale. — Commission chargée d'assister le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme dans la gestion de la tranche nationale du fonds d'investissement routier (application de l'article 5 de la loi n° 51-1480 du 30 décembre 1951). — Demande de désignation de membres, p. 30. — Désignation de candidatures, p. 142. — Nomination de membres, p. 231.

Conseil de la République. — Commission chargée d'assister le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme dans la gestion de la tranche nationale du fonds d'investissement routier (application de l'article 5 de la loi n° 51-1480 du 30 décembre 1951). — Demande de désignation de membres, p. 1198. — Désignation de candidatures, p. 141, 1225. — Nomination de membres, p. 159, 1225.

TRANSPORTS AÉRIENS

— Acquisition de terrains.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi tendant à réglementer les conditions d'acquisition des terrains d'aviation et à assurer la sécurité publique dans le voisinage des bases et installations d'aérodromes et pistes d'envol ou d'atterrissage, p. 6200 (Document n° 5048).

— Aérodromes.

Assemblée nationale. — Retrait du projet de loi relatif au régime administratif et financier des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique (n° 2490), p. 4082.

— Dépôt d'un projet de loi relatif au régime juridique, administratif et financier des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, p. 5430 (Document n° 4839).

Voir également à la rubrique précédente: *acquisition de terrains*.

— Codification des textes législatifs.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'aviation civile et commerciale, p. 2367 (Document n° 3390). — Dépôt du rapport par M. Moynet, p. 7031 (Document n° 5228).

— Personnel.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification à la loi du 30 mars 1928 relative au statut du personnel navigant de l'aéronautique, p. 2368 (Document n° 3404). — Dépôt du rapport par M. Bouret, p. 3387 (Document n° 3380). — Dépôt d'un avis de la commission des finances, par M. Guy La Chambre, p. 3437 (Document n° 3925). — Adoption du projet de loi, p. 3728.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1585 (Document n° 406). — Rapporteur M. Schleiter et discussion, p. 1663; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1666.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3930 (Loi n° 52-884 du 24 juillet 1952, J. O. du 25 juillet 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, p. 2000 (Document n° 3223). — Dépôt du rapport par M. Le Sénéchal, p. 3437 (Document n° 3938). — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale, par M. Clostermann, p. 4180 (Document n° 4354). — Dépôt d'un avis de la commission des finances, par M. Guy La Chambre, p. 4180 (Document n° 4358). — Discussion, p. 4225. — Suite de la discussion, p. 4673, nouvelle délibération de l'article 36, p. 4691; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 4692.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1804 (Document n° 523).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale, par M. Clostermann, sur la proposition de loi de M. Faraut, portant statut du personnel navigant de l'aéronautique civile (n° 231-1903), p. 601 (Document n° 2611).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton, tendant à suspendre les licenciements et les mutations des travailleurs des centres de revision Air France de Marignane, Toulouse et le Bourget, à maintenir ces centres et leurs activités au sein de la compagnie nationale Air France, p. 4365 (Document n° 4475).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Regaudie, tendant à inviter le Gouvernement à organiser un contrôle médical permanent des équipages navigants de l'aviation civile, p. 91 (Document n° 2352). — Dépôt du rapport par M. Le Sénéchal, p. 3437 (Document n° 3937).

Voir également à la rubrique: *Transports ferroviaires et routiers*.

— Statut de l'aviation marchande.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant statut de l'aviation marchande, p. 3436 (Document n° 3933). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 6371 (Document n° 5091).

— Tarifs.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Giovoni, tendant à inviter le Gouvernement à signer des protocoles avec la compagnie nationale Air France et toutes les compagnies de navigation aérienne privées, en vue de permettre aux invalides de guerre et aux plus grands invalides de bénéficier de certaines réductions de transports comme cela existait avant la guerre 1939-1945, p. 3261 (Document n° 3827).

TRANSPORTS AÉRIENS, ROUTIERS ET FERROVIAIRES

Conseil de la République. — Demande d'autorisation d'envoyer une mission d'information aux Etats-Unis d'Amérique pour y étudier les problèmes posés par l'organisation des transports aériens, routiers et ferroviaires, ainsi que du tourisme, par M. Aubert, président de la commission des moyens de communication, p. 1725.

TRANSPORTS FERROVIAIRES ET ROUTIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Bichet sur : I. le projet de loi tendant à la réorganisation des transports ferroviaires et routiers et à l'assainissement financier de la Société nationale des chemins de fer français; II. les propositions de loi : 1° de M. Lemaire tendant à la réorganisation administrative, technique et financière de la Société nationale des chemins de fer français et à l'établissement des fondements d'une saine coordination entre les transports ferroviaires et routiers; 2° de M. André Marty tendant à arrêter les dangereuses compressions de personnel imposées à la Société nationale des chemins de fer français et à interdire de fermer des lignes ou établissements de chemin de fer sans l'approbation préalable du Parlement (nos 880, 615, 1089), p. 417 (Document n° 2486). — Dépôt du rapport supplémentaire par M. Bichet, p. 6812 (Document n° 5210).

— Dépôt d'un rapport de M. Marcel Noël sur la proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à étendre aux lignes de transport routier les réductions de tarif accordées à certaines catégories de voyageurs sur les réseaux ferroviaires (n° 577), p. 3934 (Document n° 4132).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Souquès tendant à abroger les arrêtés des 26 septembre 1948 et 28 janvier 1950, ainsi que la circulaire du 25 octobre 1948, portant attribution d'une prime de transport, p. 562 (Document n° 2583).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à étendre les avantages de l'article 9 de la loi du 29 octobre 1921 aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité qui empruntent les lignes de transports publics par cars, venant en remplacement des lignes de chemin de fer, p. 446 (Document n° 2487).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Noël tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement l'arrêté étendant les zones d'actions de camionnage, en application de l'article 29 du décret du 14 novembre 1949 modifié par le décret du 5 novembre 1952, p. 6132 (Document n° 5032).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pellenc tendant à la réorganisation des transports ferroviaires et routiers et à l'assainissement financier de la Société nationale des chemins de fer français, p. 230 (Document n° 29).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 340 (Document n° 2459).

TRANSPORTS DE LA RÉGION PARISIENNE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Triboulet tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que les étudiants de l'Université de Paris et des grandes écoles puissent bénéficier, à partir du 1^{er} mars 1952, d'une réduction de 50 p. 100 sur les transports de la région parisienne, p. 356 (Document n° 2461). — Dépôt du rapport par M. Doutrélot, p. 828 (Document n° 2713). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. de Gracia, p. 890 (Document n° 2769). — Discussion, p. 1401; adoption, p. 1405.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Paul tendant à étendre aux apprentis des centres d'apprentissage et de l'industrie privée la prime spéciale de transport allouée aux travailleurs de l'industrie et du commerce, p. 1358 (Document n° 2971).
Voir également à la rubrique précédente: *Transports ferroviaires et routiers (prime)*.

Travail. — V. *Code du travail.* — *Conventions internationales.* — *Sociétés de travail et d'épargne.*

Travail noir. — V. *Code du travail (cumul)*.

Travail et sécurité sociale (Ministère).

CONTRÔLE SOCIAL NORD-AFRICAINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre portant intégration dans les cadres des contrôleurs des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre,

des agents temporaires contractuels remplissant, au ministère du travail et de la sécurité sociale, les fonctions de contrôleur social de la main-d'œuvre nord-africaine, p. 1780 (Document n° 3171). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 5432 (Document n° 4631).

Travailleurs indépendants. — V. *Allocations familiales.*

Travailleurs nord-africains. — V. *Allocations familiales.* — *Enquêtes parlementaires.* — *Interpellations* nos 52, 59. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 39. — *Travail et sécurité sociale (ministère)*.

Travaux. — V. *Assurances sociales (cotisations)*.

Travaux géodésiques, cadastraux et topographiques.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à valider la loi n° 374 du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et rendant cette loi applicable dans les départements d'outre-mer, p. 4453 (Document n° 4504).

Travaux publics et privés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi sur les travaux mixtes, p. 2277 (Document n° 3323). — Dépôt du rapport par M. André-François Mercier, p. 3337 (Document n° 3879). — Discussion, p. 4210; adoption, p. 4213 (*rectificatif*, p. 5002).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1724 (Document n° 471). — Dépôt du rapport par M. Schleiter, p. 1788 (Document n° 507). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Coudé du Foresto, p. 1804 (Document n° 527). — Discussion, p. 1841; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1844.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5085 (*Loi n° 52-1265 du 29 novembre 1952, J. O. du 30 novembre 1952*).

Travaux publics et transports (Ministère).

PONTS ET CHAUSSÉES (SERVICES DES)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Penof tendant à étendre les dispositions de l'article 1^{er} de la loi n° 50-400 du 3 avril 1950 aux emplois des services extérieurs des ponts et chaussées correspondant à des besoins permanents et comportant un service à temps complet, occupés par des auxiliaires de bureau ou de service rétribués sur les budgets des départements, p. 4137 (Document n° 2811).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Léotard tendant à modifier la loi n° 48-1530 du 29 septembre 1948 réglementant l'intervention des fonctionnaires des ponts et chaussées dans les affaires intéressant les collectivités locales et divers organismes, p. 3391 (Document n° 3912).

Trésor. — V. *Créances.* — *Impôts (privilèges du Trésor)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1953, p. 5786 (Document n° 4879). — Dépôt du rapport par M. Diethelm, p. 6201 (Document n° 5099). — Discussion, p. 6395, 6433. — Suite de la discussion, p. 6609; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 6620.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2703 (Document n° 657). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 6674 (Document n° 5179).

Tribunaux. — V. *Justice (organisation judiciaire).* — *Traitements (justice)*.

Tribunaux de commerce. — V. *Algérie.* — *Chambres de commerce.* — *Loyers (baux à ferme)*.

Tribunaux militaires. — V. *Interpellations* nos 20, 132, 153, 271.

Tribunaux paritaires. — V. *Loyers (baux ruraux)*.

Tribunaux permanents. — V. *Armées.*

Tuberculose. — V. *Assistance médicale gratuite.* — *Assurances sociales (grais médicaux).* — *Fonctionnaires (congés)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2572 du 31 octobre 1945 relative à l'organisation et au fonctionnement de la lutte contre la tuberculose, p. 1581 (Document n° 3061).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions nécessaires pour que les tuberculeux, pensionnés de guerre à 100 p. 100, perçoivent chez eux l'indemnité de soins, pendant la durée des permissions qui leur sont accordées par les établissements où ils sont en traitement, p. 3808 (Document n° 4073).

Tuberculose des bovidés. — V. *Agriculture (maladies contagieuses des animaux)*.

Tunisie. — V. Algérie (*Juges de paix d'Algérie*). — Allocations familiales (travailleurs nord-africains). — Conseil de la République (composition et élection). — Conventions internationales (nationalité, traité de paix). — Elections législatives. — Fêtes et cérémonies commémoratives. — France d'outre-mer. — Interpellations n^{os} 5, 19, 46, 49, 53, 60, 69 bis, 130, 148. — Questions orales (Conseil de la République) n^{os} 10, 37, 58, 101, 105, 106.

U

U. N. E. S. C. O. — V. Conventions internationales (organisation des Nations-Unies). — Interpellations n^{os} 134, 256.

Union française. — V. Assemblée de l'Union française. — France d'outre-mer. — Interpellations n^o 239. — Questions orales (Conseil de la République) n^o 89.

Union française des associations de combattants et de victimes de la guerre.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'Union française des associations de combattants et de victimes de guerre, p. 749 (Document n^o 2663). — Dépôt du rapport par M. Devemy, p. 1447 (Document n^o 3005). — Adoption du projet de loi, p. 2194.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1032 (Document n^o 209). — Dépôt du rapport par M. Montullé, p. 1244 (Document n^o 257). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1255.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3007 (Loi n^o 52-713 du 21 juin 1952, J. O. du 22 juin 1952).

Universités. — V. Enseignement supérieur. — Hygiène scolaire et universitaire.

Urbanisme. — V. Départements, villes et communes.

Usines. — V. Commerce et industrie (entreprises diverses). — Interpellations n^{os} 2, 42, 79, 114, 172, 181, 183, 208, 226, 230, 237, 244, 273. — Questions orales (Assemblée nationale), n^{os} 32, 88, 100 (Conseil de la République), n^{os} 36, 66.

Usure. — V. Algérie (Intérêt conventionnel).

V

Vacances. — V. Code du travail (congés). — Colonies de vacances — Enseignement technique (apprentissage). — Interpellations n^{os} 37, 111. — Questions orales (Assemblée nationale), n^o 30.

Vaccins. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n^{os} 35, 126, 170.

Valeurs mobilières. — V. Courtiers en valeurs mobilières. — Électricité et gaz (nationalisation). — Questions orales (Assemblée nationale), n^o 89. — Sociétés par actions (épargne).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Masot tendant au rétablissement de l'émission de titres cessibles au profit des sinistrés non prioritaires, p. 1197 (Document n^o 2891).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Krieger tendant à modifier l'article 6 du décret n^o 48-1683 du 30 octobre 1948 pris en exécution des dispositions de la loi n^o 48-1263 du 17 août 1948 relative aux regroupements d'actions, p. 1359 (Document n^o 2975).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jules Julien tendant à la révision du mode d'indemnisation des porteurs de titres des sociétés de l'électricité et du gaz, p. 1385 (Document n^o 2983).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bapst tendant à modifier l'article 45 de la loi de finances n^o 52-401 du 14 avril 1952, relatif à la distribution par les sociétés de leurs valeurs mobilières, p. 4282 (Document n^o 4936).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à compléter l'article 45 de la loi de finances n^o 52-401 du 14 avril 1952 relatif au portefeuille de valeurs mobilières de certaines sociétés, p. 4365 (Document n^o 4461).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Edgar Faure tendant à étendre aux sociétés à responsabilité limitée les dispositions de l'article 3 du décret du 30 juin 1952 pris en vertu de l'article 45 de la loi de finances pour l'exercice 1952 en vue d'aménager le régime fiscal des valeurs mobilières, p. 5011 (Document n^o 4723).

Vannerie. — V. Impôts (bénéfices agricoles).

Vélocités. — V. Transports (automobiles).

Vente à la boule de neige. — V. Commerce et industrie.

Ventes à crédit. — V. Radio-télévision.

Ventes d'immeubles par appartements. — V. Crédit foncier de France. — Loyers (locaux). — Questions orales (Conseil de la République) n^o 49.

Ventes mobilières. — V. Code civil.

Vente avec primes. — V. Commerce et industrie.

Vente sur la voie publique. — V. Commerce et industrie.

Verreries. — V. Commerce et industrie (entreprises diverses).

Vers à soie. — V. Sériciculture.

Vêtements. — V. Commerce et industrie (Entreprises diverses). — Exportations et importations.

Vétérinaires.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Saint-Cyr tendant à modifier les articles 1^{er} et 18 de la loi n^o 47-1564 du 23 août 1947, relative à l'institution d'un ordre national des vétérinaires, p. 2945 (Document n^o 3664). — Dépôt du rapport par M. Saint-Cyr, p. 5553 (Document n^o 4817). — Adoption de la proposition de loi, p. 6033.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2309 (Document n^o 620).

Viande. — V. Impôts (taxes départementales et communales). — Interpellations n^{os} 168, 232. — Questions orales (Assemblée nationale) n^{os} 31, 41, 65. (Conseil de la République) n^{os} 69, 121, 125, 127.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lemaire tendant à accrotre de 50 p. 100 en dix ans la production de viande, lait et dérivés, p. 3609 (Document n^o 3986).

Victimes de guerre. — V. Anciens combattants. — Associations et groupements. — Emploi obligatoire des mutilés. — Emplois réservés. — Pensions et retraites (anciens combattants, cumul). — Pupilles de la nation. — Transports et voies de communication. — Union française des associations de combattants et victimes de la guerre.

Victor Hugo. — V. Fêtes et cérémonies commémoratives.

Vieux travailleurs. — V. Algérie (décision de l'Assemblée algérienne). — Assurances sociales. — Médaille d'honneur du travail. — Pensions et retraites (tertes généraux). — Questions orales (Assemblée nationale) n^{os} 82, 84; (Conseil de la République) n^{os} 33, 65, 121. — Radio-télévision.

Vignettes. — V. Pharmacie.

Visiteurs médicaux. — V. Médecine et professions médicales.

Viticulture. — V. Armées (alimentation). — Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Code civil. — Conventions internationales. — Exportations et importations. — Impôts (bénéfices agricoles, chiffre d'affaires, contributions indirectes, perception, timbre). — Interpellations n^{os} 25, 166, 167, 177, 224. — Questions orales (Conseil de la République) n^{os} 28, 54.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Commentry sur les propositions de loi: 1^o de M. Commentry portant création du conseil interprofessionnel des vins d'Anjou et de Saumur; 2^o de M. Rabouin, sénateur, tendant à la création du conseil interprofessionnel des vins d'Anjou et de Saumur (n^{os} 631, 1073, 1985), p. 883 (Document n^o 2758). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Commentry, p. 1781 (Document n^o 3164). — Discussion, p. 2188; adoption de la proposition de loi après modification du titre: Proposition de loi portant création d'un conseil interprofessionnel des vins d'Anjou et de Saumur, p. 2189.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1032 (Document n^o 213). — Dépôt du rapport par M. de Geoffre, p. 1260 (Document n^o 267). — Discussion, p. 1513; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1514.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3493 (Loi n^o 52-826 du 16 juillet 1952, J. O. du 17 juillet 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Souquès tendant à la création d'un comité interprofessionnel des vins d'appellation contrôlée de Touraine, p. 3117 (Document n^o 3927). — Dépôt du rapport par M. Souquès, p. 3743 (Document n^o 4037). — Adoption de la proposition de loi, p. 4463.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1761 (Document n^o 493). — Dépôt du rapport par M. de Geoffre, p. 1833 (Document n^o 533). — Discussion, p. 2012 et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2013.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5430 (Loi n^o 52-1267 du 29 novembre 1952, J. O. du 30 novembre 1952).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Delbez sur les propositions de loi: 1^o de M. Delbez, tendant à compléter l'article 79 du code du vin; 2^o de M. Paul Coste-Floret, tendant à modifier les articles 78 et 79 du code du vin (n^{os} 514, 581, 1794), p. 2175 (Document n^o 3903). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Delbez, p. 4623 (Document n^o 4556).

— Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi tendant à modifier les articles 78 et 79 du code du vin*, p. 4814.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1833 (Document n° 532). — Dépôt du rapport par M. Philippe d'Argenlieu, p. 2277 (Document n° 617). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2625.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6591 (*Loi n° 1381 du 22 décembre 1952, J. O. du 27 décembre 1952*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à fixer les contingents de soufre et de cuivre pur, indispensables à la fabrication de produits antieryplogamiques, dont a besoin la viticulture, et à mettre fin au rationnement de ces produits, p. 1137 (Document n° 2833). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 2174 (Document n° 3292). — Adoption de la résolution, p. 2780.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Laborbe tendant à inviter le Gouvernement à opérer le déblocage immédiat et inconditionnel d'un acompte de 25 hectolitres par exploitation de la récolte 1952, p. 4634 (Document n° 4580). — Retrait, p. 4766.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genlon tendant à inviter le Gouvernement à opérer le déblocage d'une première tranche de 40 p. 100 pour les récoltants de vin de consommation courante dont les déclarations de récoltes ne dépassent pas 200 hectolitres, p. 4634 (Document n° 4581). — Retrait, p. 4766.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Coste-Floret tendant à abroger l'article 1^{er} de la loi du 3 février 1911 et à remettre en vigueur les articles 67 à 74 du code du vin pour assurer l'assainissement total du marché du vin, p. 3417 (Document n° 3917). — Dépôt du rapport par M. Paul Coste-Floret, p. 3610 (Document n° 4002). — Adoption de la proposition de loi, p. 3881.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 4671 (Document n° 452). — Dépôt du rapport par M. Péridier, p. 1788 (Document n° 508). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Péridier, p. 1920 (Document n° 550). — Discussion, p. 1961. — Adoption d'une proposition tendant à demander une prolongation du délai qui lui est imparti pour formuler son avis sur ladite proposition de loi, p. 2100.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 5786 (Document n° 4886). — Dépôt du rapport par M. Paul Coste-Floret, p. 5867 (Document n° 4899). — Adoption de la proposition de résolution, p. 5951.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 2277. — Suite de la discussion, p. 2451; adoption de l'avis sur la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi tendant à rétablir et à modifier les articles 68 à 74 du code du vin*, p. 2458.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 6295 (Document n° 5077). — Dépôt du rapport par M. Paul Coste-Floret, p. 6674 (Document n° 5182).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Thibault sur la proposition de loi de M. Paul Coste-Floret tendant à créer un comité national interprofessionnel d'exportation des vins de consommation courante et des vins délimités de qualité supérieure (nos 115, 933), p. 3437 (Document n° 3929). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Thibault, p. 4766 (Document n° 4606). — Discussion, p. 5458; adoption de la proposition de loi, p. 5459.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2072 (Document n° 587).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Toublanc tendant à créer un comité interprofessionnel des vins d'origine du pays nantais, p. 3742 (Document n° 4038). — Dépôt du rapport par M. Toublanc, p. 4661 (Document n° 4584). — Discussion, p. 6227; adoption de la proposition de loi, p. 6228.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2520 (Document n° 639).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yvon Delbos tendant à créer le conseil interprofessionnel des vins de la région de Bergerac, p. 2754 (Document n° 3589). — Dépôt du rapport par M. Fabre, p. 4380 (Document n° 4642). — Discussion, p. 6226; adoption de la proposition de loi, p. 6227 (*Rectificatif*, p. 6313).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2520 (Document n° 640).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un débat public, avant le 15 juin, sur la crise viticole française et les mesures à prendre pour y remédier, p. 2604 (Document n° 3543). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 2674 (Document n° 3561).

— Dépôt d'un rapport de M. Seynat sur la proposition de loi de M. Liquard tendant à autoriser sous certaines conditions l'utilisation du ferrocyanure de potassium pour le traitement des vins blancs et l'emploi libre du monosulfure de sodium (n° 272), p. 1582 (Document n° 3063).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la protection du titre d'œnologie, p. 2277 (Document n° 3327). — Dépôt du rapport par M. Paternot, p. 3208 (Document n° 3812).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant le statut de l'appellation « Champagne », p. 3932 (Document n° 4155). — Dépôt du rapport par M. Alcide Benoit, p. 6132 (Document n° 5031).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Léon Jean tendant à modifier l'article 331 du code du vin, p. 887 (Document n° 2741) (*rectificatif*, p. 1049). — Dépôt du rapport par M. Gourdon, p. 1781 (Document n° 3169).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Laborbe tendant à modifier la législation relative à la protection des appellations d'origine, p. 1446 (Document n° 2997). — Dépôt du rapport par M. Laborbe, p. 5387 (Document n° 4796).

— Dépôt d'un projet de loi sur l'orientation de la production viticole, p. 3932 (Document n° 4159).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Sourbet tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole en vue de l'assainissement qualitatif et quantitatif du marché du vin, p. 2073 (Document n° 3260).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Sourbet tendant à modifier l'article 55 du code du vin, p. 2865 (Document n° 3627).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à modifier le code du vin institué par le décret du 1^{er} décembre 1936, p. 2945 (Document n° 3667).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delbez tendant à modifier l'article 76 du code du vin, p. 3180 (Document n° 3789).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fabre tendant à modifier l'article 76 du code du vin en vue de réaliser l'assainissement du marché, p. 3280 (Document n° 3856).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tremouille tendant à modifier les articles 75 et 76 du code du vin, p. 3807 (Document n° 4075).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à modifier certaines dispositions de l'article 48 du statut viticole, p. 4085 (Document n° 4233).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fabre, tendant à modifier l'article 77 du code du vin, p. 5386 (Document n° 4797).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Seynat, tendant à modifier l'article 77 du code du vin, p. 5387 (Document n° 4806).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Conte, tendant à modifier l'article 12 de la loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine en vue de réglementer la vente en France des vins, vins de liqueurs et eaux-de-vie en provenance de pays étrangers, p. 5716 (Document n° 4866).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lanet, tendant à compléter l'article 79 du code du vin, p. 5787 (Document n° 4881) (*rectificatif*, p. 6203).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Seynat, tendant à créer un comité national interprofessionnel d'exportation des vins d'appellation contrôlée et des grands crus, p. 5910 (Document n° 4917).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gourdon, tendant à compléter l'article 79 du code du vin, p. 5966 (Document n° 4958).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Coste-Floret, tendant à modifier l'article 79 du code du vin, p. 6226 (Document n° 5065).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont, tendant à constater la nullité des actes dits lois n° 617 du 8 novembre 1943 et n° 253 du 2 juin 1944 de l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat français, relatifs à la tenue d'un registre d'entrées et de sorties par les détaillants de vins à appellation d'origine, p. 6536 (Document n° 5123).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Seynat, tendant à réglementer et contrôler les vins de « coupage », p. 6592 (Document n° 5163).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures indispensables en vue d'aider à l'épanouissement du commerce des baricailleurs en pleine crise, notamment en réduisant le prix du timbre oblitéré d'avance pour la publicité et en prévoyant une diminution de 50 p. 100 sur les frais de transport des vins par petits fûts, p. 3261 (Document n° 3826).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Seynat tendant à inviter le Gouvernement à modifier le code du vin en établissant un plan quinquennal pour le rétablissement de l'équilibre, de la production et de la consommation du vin en France, ainsi que pour l'amélioration de la qualité des vins sur les marchés intérieurs et extérieurs, p. 3610 (Document n° 4007).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 52-1441 du 10 octobre 1952 relatif à l'organisation de la campagne viticole 1952-1953 en vue de réglementer l'échelonnement des ventes sur la base du respect du prix de 330 F le degré hecto, p. 4300 (Document n° 4451).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gourdon tendant à inviter le Gouvernement à accorder des délais à certains viticulteurs pour la livraison de leurs prestations d'alcool de vin, p. 5966 (Document n° 4957).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur la caisse annexe de la viticulture, p. 6201 (Document n° 5034).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Durand tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions tendant à la réforme du code du vin, p. 488 (Document n° 65).

Assemblée nationale. — Représentation de l'Assemblée nationale au sein de la commission consultative de la viticulture; nomination de membres par diverses commissions, p. 4662.

Conseil de la République. — Demande de désignation des membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein de la commission consultative de la viticulture (application du décret du 16 juillet 1947) et de l'un d'entre eux pour siéger à la commission de coordination des questions viticoles, créée dans son sein, p. 1698. — Désignation de candidature, p. 1816. — Nomination de membres, p. 1832.

Viticulture (Haut commissariat).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Seynat tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'installation d'un haut commissariat du vin et de la viticulture et la réorganisation des services administratifs de l'agriculture nécessaires, p. 3308 (Document n° 4104).

Voies ferrées. — V. *Conventions internationales.* — *Transports et voies de communication.*

Voies navigables. — V. *Transports (navigation intérieure).*

Voies privées. — V. *Départements, villes et communes.*

Voies publiques. — V. *Commerce et industrie (commerce de gros et de détail).* — *Code pénal.* — *Interpellations* n°s 57, 126. — *Publicité.*

Voitures de place. — V. Combustibles liquides et dérivés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Linet, sur la proposition de loi de M. Raymond Guyot, tendant à déterminer la situation professionnelle et sociale des conducteurs de taxi propriétaires de leur véhicule (n° 154), p. 1582 (Document n° 3069).

Voyageurs et représentants de commerce — V. *Code du travail (règlement des commissions, salaires article 44).*

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Coudray tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 8 octobre 1919, modifiée par la loi du 2 août 1927, établissant une carte d'identité professionnelle à l'usage des voyageurs et représentants de commerce, p. 3307 (Document n° 4088).

W

Wallis et Futuna (Iles). — V. *France d'outre-mer.*

Y

Yougoslavie. — V. *Budget 1952 (finances).*

Z

Zone des cinquante pas. — V. *France d'outre-mer (départements).*

Zone de salaire. — V. *Code du travail (salaires).*

TABLEAU DE CONCORDANCE

de la Pagination des Comptes rendus des Séances avec les Numéros des Editions
des deux Assemblées.

ANNÉE 1952

ASSEMBLEE NATIONALE			ASSEMBLEE NATIONALE		
DATES DE PUBLICATION	NUMEROS	PAGES	DATES DE PUBLICATION	NUMEROS	PAGES
Session extraordinaire.			Session extraordinaire.		
2 janvier.....	1	1 à 32	20 juin.....	57	3035 à 3074
4 janvier.....	2	33 à 112	21 juin.....	58	3075 à 3138
5 janvier.....	3	113 à 144	25 juin.....	59	3139 à 3194
6 janvier.....	4	145 à 180	26 juin.....	60	3195 à 3214
8 janvier.....	5	181 à 196	27 juin.....	61	3215 à 3278
			28 juin.....	62	3279 à 3350
Session ordinaire.			Session ordinaire.		
9 janvier.....	6	197 à 208	2 juillet.....	63	3351 à 3414
10 janvier.....	7	209 à 228	3 juillet.....	64	3415 à 3450
16 janvier.....	8	229 à 250	4 juillet.....	65	3451 à 3514
18 janvier.....	9	251 à 286	5 juillet.....	66	3515 à 3626
23 janvier.....	10	287 à 322	9 juillet.....	67	3627 à 3726
25 janvier.....	11	323 à 354	10 juillet.....	68	3727 à 3750
26 janvier.....	12	355 à 422	11 juillet.....	69	3751 à 3878
6 février.....	13	423 à 482	12 juillet.....	70	3879 à 3942
8 février.....	14	483 à 538	13 juillet.....	71	3943 à 3950
9 février.....	15	539 à 570	31 août.....	72	3951 à 3978
12 février.....	16	571 à 610	5 octobre.....	73	3979 à 4064
13 février.....	17	611 à 674	8 octobre.....	74	4065 à 4152
14 février.....	18	675 à 722	10 octobre.....	75	4153 à 4200
17 février.....	19	723 à 786	11 octobre.....	76	4201 à 4244
20 février.....	20	787 à 858	22 octobre.....	77	4245 à 4324
26 février.....	21	859 à 938	24 octobre.....	78	4325 à 4380
27 février.....	22	939 à 1090	25 octobre.....	79	4381 à 4460
29 février.....	23	1091 à 1146	26 octobre.....	80	4461 à 4492
1 ^{er} mars.....	24	1147 à 1178	29 octobre.....	81	4493 à 4560
7 mars.....	25	1179 à 1218	30 octobre.....	82	4561 à 4576
12 mars.....	26	1219 à 1258	31 octobre.....	83	4577 à 4632
14 mars.....	27	1259 à 1306	1 ^{er} novembre.....	84	4633 à 4668
15 mars.....	28	1307 à 1338	5 novembre.....	85	4669 à 4718
19 mars.....	29	1339 à 1370	6 novembre.....	86	4719 à 4772
21 mars.....	30	1371 à 1398	7 novembre.....	87	4773 à 4812
22 mars.....	31	1399 à 1454	8 novembre.....	88	4813 à 4900
25 mars.....	32	1455 à 1498	9 novembre.....	89	4901 à 5028
28 mars.....	33	1499 à 1606	13 novembre.....	90	5029 à 5052
29 mars.....	34	1607 à 1662	14 novembre.....	91	5053 à 5100
2 avril.....	35	1663 à 1726	15 novembre.....	92	5101 à 5176
3 avril.....	36	1727 à 1802	16 novembre.....	93	5177 à 5328
4 avril.....	37	1803 à 1898	19 novembre.....	94	5329 à 5376
5 avril.....	38	1899 à 1978	20 novembre.....	95	5377 à 5392
9 avril.....	39	1979 à 2084	22 novembre.....	96	5393 à 5156
10 avril.....	40	2085 à 2082	23 novembre.....	97	5157 à 5592
11 avril.....	41	2083 à 2186	26 novembre.....	98	5593 à 5696
12 avril.....	42	2187 à 2254	27 novembre.....	99	5697 à 5732
13 avril.....	43	2255 à 2294	28 novembre.....	100	5733 à 5820
9 mai.....	44	2295 à 2342	29 novembre.....	101	5821 à 5884
21 mai.....	45	2343 à 2438	3 décembre.....	102	5885 à 5932
28 mai.....	46	2439 à 2534	5 décembre.....	103	5933 à 5980
30 mai.....	47	2535 à 2582	6 décembre.....	104	5981 à 6036
31 mai.....	48	2583 à 2602	7 décembre.....	105	6037 à 6056
4 juin.....	49	2603 à 2634	10 décembre.....	106	6057 à 6124
6 juin.....	50	2635 à 2682	11 décembre.....	107	6125 à 6148
7 juin.....	51	2683 à 2778	12 décembre.....	108	6149 à 6224
11 juin.....	52	2779 à 2826	13 décembre.....	109	6225 à 6301
13 juin.....	53	2827 à 2882	14 décembre.....	110	6305 à 6392
14 juin.....	54	2883 à 2954	16 décembre.....	111	6393 à 6456
18 juin.....	55	2955 à 3018	17 décembre.....	112	6457 à 6520
19 juin.....	56	3019 à 3034	18 décembre.....	113	6521 à 6552
			19 décembre.....	114	6553 à 6600
			20 décembre.....	115	6601 à 6680
			21 décembre.....	116	6681 à 6844
			22 décembre.....	117	6845 à 7004
			23 décembre.....	118	7005 à 7044
			31 décembre.....	119	7045 à 7084

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE					
DATES DE PUBLICATION	NUMÉROS	PAGES	DATES DE PUBLICATION	NUMÉROS	PAGES
CONSEIL DE LA REPUBLIQUE					
Session extraordinaire.					
2 janvier.....	1	1 à 44	4 juin.....	41	1161 à 1161
3 janvier.....	2	45 à 110	5 juin.....	42	1165 à 1180
4 janvier.....	3	111 à 161	6 juin.....	43	1181 à 1196
5 janvier.....	4	165 à 196	11 juin.....	44	1197 à 1204
Session ordinaire.					
9 janvier.....	5	197 à 208	13 juin.....	45	1205 à 1212
16 janvier.....	6	209 à 220	18 juin.....	46	1243 à 1258
23 janvier.....	7	221 à 228	20 juin.....	47	1259 à 1306
25 janvier.....	8	229 à 236	25 juin.....	48	1307 à 1326
30 janvier.....	9	237 à 248	26 juin.....	49	1327 à 1358
4 ^{er} février.....	10	249 à 258	27 juin.....	50	1359 à 1438
2 février.....	11	259 à 336	2 juillet.....	51	1439 à 1510
3 février.....	12	337 à 356	4 juillet.....	52	1511 à 1550
5 février.....	13	357 à 400	9 juillet.....	53	1551 à 1582
6 février.....	14	401 à 432	11 juillet.....	54	1583 à 1650
7 février.....	15	433 à 456	12 juillet.....	55	1651 à 1682
8 février.....	16	457 à 478	13 juillet.....	56	1683 à 1686
9 février.....	17	479 à 486	8 octobre.....	57	1687 à 1722
13 février.....	18	487 à 506	15 octobre.....	58	1723 à 1738
15 février.....	19	507 à 522	24 octobre.....	59	1739 à 1762
20 février.....	20	523 à 562	31 octobre.....	60	1763 à 1786
27 février.....	21	563 à 582	7 novembre.....	61	1787 à 1802
29 février.....	22	583 à 598	13 novembre.....	62	1803 à 1833
4 ^{er} mars.....	23	599 à 626	14 novembre.....	63	1839 à 1892
12 mars.....	24	627 à 638	15 novembre.....	64	1893 à 1922
14 mars.....	25	639 à 654	19 novembre.....	65	1923 à 1958
19 mars.....	26	655 à 678	20 novembre.....	66	1959 à 1990
20 mars.....	27	679 à 702	21 novembre.....	67	1991 à 2010
21 mars.....	28	703 à 710	22 novembre.....	68	2011 à 2042
26 mars.....	29	711 à 746	26 novembre.....	69	2043 à 2098
28 mars.....	30	747 à 786	28 novembre.....	70	2099 à 2133
2 avril.....	31	787 à 850	3 décembre.....	71	2139 à 2194
4 avril.....	32	851 à 862	4 décembre.....	72	2195 à 2222
9 avril.....	33	863 à 886	5 décembre.....	73	2223 à 2246
10 avril.....	34	887 à 894	6 décembre.....	74	2247 à 2282
11 avril.....	35	895 à 1006	10 décembre.....	75	2283 à 2314
12 avril.....	36	1007 à 1078	11 décembre.....	76	2315 à 2410
13 avril.....	37	1079 à 1080	12 décembre.....	77	2411 à 2434
21 mai.....	38	1081 à 1120	13 décembre.....	78	2435 à 2502
28 mai.....	39	1121 à 1136	17 décembre.....	79	2503 à 2546
30 mai.....	40	1137 à 1160	18 décembre.....	80	2547 à 2610
			19 décembre.....	81	2611 à 2642
			20 décembre.....	82	2643 à 2706
			24 décembre.....	83	2707 à 2740
			31 décembre.....	84	2741 à 2730